

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

Notre
Protectorat Marocain

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(SCIENCES POLITIQUES ET ECONOMIQUES)

Présentée et soutenue le mardi 5 juin 1923, à 2 heures

PAR

Max TOURON

Conseiller de Préfecture de la Vienne.

Président : M. LOUIS ROLLAND.

Professeurs : { M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.
M. BASDEVANT.



POITIERS
IMPRIMERIE MARC TEXIER
7, rue Victor-Hugo, 7

Notre Protectorat Marocain

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

Notre
Protectorat Marocain

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

(SCIENCES POLITIQUES ET ECONOMIQUES)

Présentée et soutenue le mardi 5 juin 1923, à 2 heures

PAR

Max TOURON

Conseiller de Préfecture de la Vienne.

Président : M. LOUIS ROLLAND.

Professeurs : { M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.
M. BASDEVANT.

POITIERS
IMPRIMERIE MARC TEXIER
7, rue Victor-Hugo, 7

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



NOTRE PROTECTORAT MAROCAIN

INTRODUCTION

LA GÉOGRAPHIE DU MAROC

CHAPITRE PREMIER

UNE VUE D'ENSEMBLE DU PAYS MAROCAIN

Situation, limites, étendue, population. — Le Maroc, que les géographes arabes citent sous le nom de Maghreb-El-Acsa, l'occident extrême, et que les indigènes appellent Gharb, l'Ouest, n'est que la partie occidentale de l'Afrique du Nord. L'Afrique du Nord, appelée Djéziret-El-Maghreb, l'Île de l'Occident, est constituée par un ensemble de hautes terres dressé comme une île entre la Méditerranée, l'Océan Atlantique et le Sahara. Elle s'étend, d'est en ouest, sur environ 2.300 kilomètres, couvre une superficie de 1.500.000 kilomètres carrés et contient une population de 12.000.000 d'âmes environ. C'est un bloc montagneux, dont l'Atlas constitue l'unité géographique, et qui comprend la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.

Contrairement à l'opinion souvent émise, ces trois pays, séparés seulement par une ligne frontière purement artificielle, ne sont en réalité qu'une même région.

Le nom de Maroc est la déformation par les Européens de celui d'une des quatre capitales appelée Marrakech.

Compris entre le 28° degré, et le 36° de latitude, le 4° et le 13° de longitude ouest de Paris, le Maroc « politique » n'est encore limité d'une manière précise qu'au nord par la Méditerranée et à l'ouest par l'Atlantique.

Au nord, la mer Méditerranée baigne le Maroc de la frontière algérienne au Cap Spartel ; le détroit de Gibraltar, qui le sépare de l'Espagne, ne mesure que treize kilomètres de largeur au point le plus étroit.

A l'ouest, le Maroc est borné par l'Océan Atlantique, du cap Spartel, à l'Oued Draa. Son littoral atlantique le plaçant sur les routes de l'Afrique Occidentale et de l'Amérique du Sud, il se trouve avoir une situation privilégiée par rapport à celle des autres parties de l'Afrique du Nord.

A l'est, la frontière entre l'Algérie et le Maroc a été fixée par la convention de Lalla-Marnia, du 18 mars 1845. La frontière remonte le cours de l'Oued Kiss depuis son embouchure et se termine au Teniet-Sassi (1.491 m.), soit sur 100 km. environ laissant Oudjda au Maroc. Au delà, la convention se borne à indiquer les tribus et les ksours qui doivent être partagés entre l'Algérie et le Maroc. Figuig est attribuée au Maroc. Prétendant qu'au sud des ksours le pays est sans eau, inhabitable par suite, la Convention néglige toute délimitation. L'article 4 de la Convention déclare en effet : « dans le Sahara (désert) il n'y a pas de limites territoriales à établir entre les deux pays, puisque la terre ne se laboure pas et qu'elle sert de pacage aux Arabes des deux Empires, qui viennent y camper pour y trouver les pâturages et les eaux qui leur sont nécessaires... » Cette Convention est donc très imparfaite. Elle a été complétée par le protocole du 20 juillet 1901 et l'accord du 10 avril 1902.

Au sud, la frontière se dirige jusqu'à Igli, puis se confond avec le Sahara jusqu'à la Mauritanie. Cependant le Maroc est généralement considéré comme s'arrêtant à l'Oued Draa, ce qui représente un territoire d'à peu près 450.000 kmq., peuplé d'environ 5.000.000 habitants.

En ce qui concerne la zone française du Maroc, il n'a pas encore été possible, à cause de la dispersion et de l'instabilité de la population, en raison aussi de ce que certaines régions ne sont pas pacifiées, de procéder à un recensement comme on le pratique en Europe. On n'a pu donc fournir des chiffres exacts et précis. Les chiffres approximatifs obtenus ont permis cependant d'établir que la population du Maroc est moins nombreuse que ne le pensaient les différents auteurs qui ont écrit sur ce pays. Il est vrai, d'ailleurs, que le Maroc fut beaucoup plus peuplé au temps de la splendeur des Empires berbères. Ce n'est qu'à la suite de la désorganisation générale et de la décadence, des famines et des maladies épidémiques, des guerres intestines et de la misère, que le pays se dépeupla rapidement dans les derniers siècles. La population du Maroc Français a été évaluée à 3.365.000 habitants environ, répar-

tis de la façon suivante sur une superficie de 420.000 kilomètres carrés (42.000.000 hectares) :

Région de Rabat	451.000	habitants environ		
— — Casablanca	288.000		—	—
— — Meknès	125.000		—	—
— — Fez	317.000		—	—
— — Taza	260.000		—	—
— — Doukkala	200.000		—	—
— — Abda	102.000		—	—
— — Tadla	218.000		—	—
— — Haha-Chiadma et Marrakech ..	1.132.000		—	—
— — Maroc Oriental	272.000		—	—

Cette population comprend des races diverses et parfois mélangées : Berbères, Arabes, Maures, Juifs.

Physionomie générale du relief. — L'ensemble des montagnes qui couvrent l'Afrique du Nord porte le nom d'Atlas. Ces massifs sont orientés du nord-est au sud-ouest, du cap Bon, extrémité de la Tunisie, à l'archipel des îles Canaries, prolongement de l'Atlas Marocain. Toutefois, tandis qu'en Algérie et en Tunisie, les plissements de l'Atlas sont à peu près parallèles à la côte méditerranéenne, dans une direction nord-est sud-ouest, ils prennent brusquement une direction sud-ouest dès qu'ils se trouvent en territoire marocain. Ils offrent ainsi, depuis le massif des Beni-Snassen jusqu'à la région d'Ifni, où l'Anti-Atlas se perd sous l'Océan, une barrière presque infranchissable qui sépare nettement le Maroc Occidental du Maroc Oriental, de l'Algérie et des régions sahariennes.

Cette structure particulière, qui isole en quelque sorte le Maroc Occidental du reste de la Berbérie, explique clairement toutes les difficultés que nous avons rencontrées dans notre pénétration par les confins algéro-marocains : les portes naturelles du Maroc étaient à l'Ouest, sur l'Atlantique. Aujourd'hui, la trouée de Taza, entre le Rif et le Moyen-Atlas, permet la communication entre l'est et l'ouest. Depuis juillet 1917, cette trouée n'est même plus l'unique voie naturelle permettant d'aller d'un pays à l'autre : l'occupation de la vallée de la Moulouya constitue une autre voie de pénétration directe à travers l'Atlas, elle facilite en effet le passage, par le Col du Tarseft, du bassin méditerranéen au bassin atlantique.

On compare généralement l'Afrique du Nord à un gril étiré sud-ouest nord-est, dont les barres tordues ou brisées, ou liées entre elles comme au Maroc par des nœuds intermédiaires, seraient les plissements montagneux ; entre les barres, les vides correspondraient aux

plaines. En ce qui concerne le Maroc, les grands traits de la géographie physique se présentent ainsi :

Les régions montagneuses comprennent, d'une part, les massifs littoraux du Rif, en forme d'arc de cercle ; d'autre part, du nord-est au sud-ouest, l'Atlas, avec ses ramifications du Moyen-Atlas et de l'Anti-Atlas. Entre le Rif et les chaînes de l'Atlas, le couloir de Taza met en relation les plaines du Maroc Occidental et les steppes du Maroc Oriental et de l'Oranie. Entre l'Atlas et l'Atlantique, les plaines et les plateaux de la Meseta constituent la partie la plus fertile du pays. Dans la région des Confins, de vastes plateaux appelés « Gada » et des plaines alluvionnaires où se creusent les grands « chotts ». Enfin, au sud de l'Atlas, les plateaux du Draa et du Tafilelt.

Structure géologique. — Le sous-sol du Maroc est constitué par un vaste plateau de terrains datant des temps primaires, formé de roches dures, schisteuses et granitiques. A la fin de l'époque primaire, la pénéplaine résultant de l'érosion, de la disparition de la chaîne hercynienne, s'abîme par endroits ; la mer envahit les régions effondrées et les recouvre de sédiments pendant toute la période secondaire. Une grande partie du Maroc Occidental, correspondant aux régions Chaouïa, Doukkala, Abda, constitue un îlot séparé de l'Algérie. Puis ces terrains s'affaissent à leur tour à la fin de la période secondaire et sont recouverts de dépôts crétacés et tertiaires. Cette région, constituée par un soubassement primaire recouvert de dépôts crétacés et tertiaires, est analogue au plateau central espagnol, à la Méséta ibérique ; elle porte aujourd'hui le nom de Méséta Marocaine.

A la fin des temps tertiaires, les hauts plateaux algériens et le plateau marocain glissent vers le sud et, se rapprochant du plateau saharien, compriment les sédiments qui se plissent et s'élèvent, l'Atlas en est la conséquence. Ce sont les mêmes mouvements qui font surgir à la même époque les Alpes, les Carpathes et l'Apennin. L'Atlas leur ressemble par sa masse et ses altitudes, on y rencontre en effet des sommets atteignant près de 4.000 m. ; les neiges n'y sont pas perpétuelles, il est vrai, mais cela tient au voisinage du Sahara, aux vents chauds du Sud.

En même temps que l'Atlas apparaît, des affaissements se produisent, donnant naissance, au nord, à la plaine de Marrakech, au Haouz, et au sud, à la région du Sous et du Draa.

A cette époque, la chaîne du Rif et la Cordillère bétique constituent un seul et même massif, la chaîne ibérique ; la Méditerranée communique avec l'Océan par une dépression est-ouest, appelée Détroit

Sud-Rifain et placé entre la chaîne ibérique et le continent africain. Ensuite, après l'effondrement de la masse centrale de la chaîne entre les colonnes d'Hercule, la mer envahit cette étroite dépression et le couloir Sud-Rifain étant, par contre, comblé par des sédiments tertiaires, est soudé au reste du relief marocain.

CHAPITRE II

LES RÉGIONS NATURELLES DU MAROC

Dans le relief marocain on peut distinguer cinq régions :

- 1° Les chaînes de l'Atlas ;
- 2° Le Rif et le détroit Sud-Rifain ;
- 3° Le Maroc Atlantique ;
- 4° Le Maroc Oriental ;
- 5° L'Extrême-Sud Marocain.

§ 1^{er}. — *L'Atlas Marocain.*

L'Atlas marocain, moins dégradé que l'Atlas algérien, qui n'en est d'ailleurs que le prolongement, se distingue surtout de celui-ci par ses altitudes beaucoup plus grandes : on y trouve en effet des sommets atteignant près de 4.000 mètres.

L'Atlas commence au sud du passage historique, route de toutes les invasions, jalonné de ruines romaines et appelé seuil de Tlemcen-Oudjda-Taza-Fez. Il se termine sur l'Océan après avoir séparé de sa masse imposante le Maroc Atlantique des plateaux algériens et arrêté ainsi les nuées pluvieuses venant de l'Ouest.

Il est formé de trois chaînes principales et à peu près parallèles : une chaîne centrale, le Grand-Atlas et deux ramifications, l'une au nord, le Moyen-Atlas, l'autre au sud, le Petit-Atlas. Elles font partie d'un même système, large d'environ 200 kilomètres ; ce serait une erreur que de les séparer d'une façon absolue, elles ne forment qu'un seul et même bloc entrecoupé, en certains endroits, de plaines allongées dans le même sens et communiquant entre elles par des vallées d'érosion.

Tandis que l'Anti-Atlas se dresse pour protéger le Maroc Atlantique des influences sahariennes, le Grand-Atlas et le Moyen-Atlas forment une barrière empêchant les pluies venant de l'ouest de passer en Algérie, de là le nom d' « Algérie où il pleut » donné à la région du Maroc Atlantique.

Grand Atlas Occidental et Oriental. — Le Grand Atlas ou Haut-Atlas s'étend du Cap Ghir aux sources du Guir. Il n'offre pas l'aspect d'une chaîne isolée : « Il appartient à une suite ininterrompue de reliefs qui se poursuivent de la Grande Syrte à l'Atlantique ; par une série continue, mais dont les plissements disparaissent parfois sous les dépôts récents... des grandes plaines du Sahara. De même, on pourrait encore suivre le Haut-Atlas dans l'ouest au delà du Cap Ghir, où cette chaîne s'enfonce sous la mer... » (Louis GENTIL, *Vue d'ensemble sur le relief du Maroc*, page 7.)

Le Haut-Atlas est divisé en deux parties par le col du Têlouet (Tizi'n-Têlouet) : Haut-Atlas Occidental et Haut-Atlas Oriental.

1° *Haut-Atlas Occidental.* — Grâce à des explorateurs comme Hooker et Ball, Von Fritsch et Rein, Thomson, Brives, Lemoine, Gentil, la partie occidentale du Haut-Atlas est assez connue.

Depuis le promontoire du Cap Ghir jusqu'au Col des Bibaouns (1.580 m.), qui fait communiquer la région de Marrakech avec celle du Sous, avec Agadir, la chaîne est en réalité un plateau, le Mtouga, haut de 1.200 à 1.300 mètres. Ce n'est qu'à partir du Col des Bibaouns (les portes), à l'est du Mtouga, qu'apparaissent les terrains anciens, schisteux, granitiques et volcaniques qui donnent à la chaîne un aspect régulier. Jusqu'à la vallée de l'Oued Nfis, les crêtes sont monotones, les gorges et les vallées, aux parois abruptes, profondément entaillées ; la vallée du Goundafi est dominée par le Djebel Ogdemt (3.500 mètres) et le Djebel Ouichdan (2.500 mètres). A partir de la vallée du Nfis, s'étend une haute muraille déchiquetée ; là se trouvent les points culminants de l'Atlas, le Tamjourt et le Likoumt qui atteignent environ 4.000 mètres. « Lorsque les anciens marins grecs, habitués aux horizons clairs de la Méditerranée, aperçurent, loin dans l'intérieur des terres, cette haute chaîne, tout embrumée des nuées de l'Atlas, ils s'étonnèrent ; leur imagination poétique inventa la légende du géant Atlas qui porte le ciel sur ses épaules ». (Henri LORIN, *L'Afrique du Nord*, page 4.)

De ces sommets descendent des sources abondantes, approvisionnant certains bassins tels que le Goundafi, le Glaoui, « centres de culture, de population, et par suite d'influence politique ; les Caïds de ces districts montagneux ont toujours joué un grand rôle dans le Maroc méridional ; leurs domaines commandent la vallée de l'Oued Tensift (Marrakech) et ses communications avec le sud » (Henri LORIN, *L'Afrique du Nord*, page 203.) « Les grands Caïds, Seigneurs de la montagne, le Mtougi, le Goundafi et surtout les Glaoui, portiers des

cols qui conduisent de Marrakech au Sous, vassaux du Sultan et de la France, nous garantissent leur docilité » (des populations du Haut-Atlas Occidental) (A. BERNARD, *La France au Maroc*, p. 12-13.)

De belles et fertiles vallées coupent cette partie de l'Atlas, mais les hauteurs semblent dénudées.

Au col du Telouet s'arrête le Haut-Atlas Occidental ; c'est un passage très important qui fait communiquer, par la haute vallée du Draa, le Maroc et le Sahara.

2° *Haut-Atlas Oriental*. — A l'est du Tizin-Telouet, le Haut-Atlas est constitué par une série de hauteurs parallèles, séparées par des plaines, par des hautes vallées longitudinales ; de sorte que cette chaîne rappelle nettement la structure du Jura avec ses vals, ses combes et ses cluses.

La montagne s'élève peu à peu jusqu'au massif principal de l'Ari-Aïach (3.876 m.), dont Segonzac a fait le premier l'ascension en 1901. De même que les très hauts sommets qui précèdent, l'Ari-Aïach porte des neiges pendant la plus grande partie de l'année ; le vent les couvre d'une poussière arrachée sur les pentes granitiques plus basses, ce qui leur donne une teinte rosée. Ces neiges et les pluies fréquentes, puisque l'Ouest Marocain appartient au climat des pluies atlantiques, forment des fleuves assez importants : Oued Oum-Er-Rebia, Oued Tensift, Oued Sebou, Oued Guir, Oued Ziz, Oued Todra, Oued Draa.

A partir du Tizi'n-Telremt qui relie la belle vallée de la haute Moulouya à celle du Ziz et au Tafilelt, le Haut-Atlas s'abaisse rapidement ; ses derniers contreforts s'écrasent en forme de Hauts Plateaux recouverts de dépôts tertiaires, pour se continuer en Algérie par le massif des Ksour, le Djebel Amour et les monts des Oulad-Nail.

Moyen-Atlas. — Le Moyen-Atlas se détache du Haut-Atlas Oriental aux sources de la Moulouya et, après s'être enfoncé sous les terrains tertiaires du détroit sud-rifain il se relève plus loin par les contreforts des Beni-bou-Yahi (djebel Mesgout), des Beni-Snassen et de l'Atlas Tellien, de même que le Grand Atlas se continue par l'Atlas Saharien (Territoire d'Aïn-Sefra).

On ne possède encore que quelques renseignements sur la structure du Moyen-Atlas, d'après les notes des voyageurs qui l'ont traversé par la route de Meknès au Tafilelt. On peut dire toutefois que le Moyen-Atlas constitue le « château d'eau » du Maroc, parce que de ses pentes descendent tous les fleuves du pays, et qu'il est tourmenté, mais moins haut que le Grand-Atlas.

Habitée par des populations berbères insoumises, opposées à toute

pénétration, cette chaîne est encore peu connue. C'est là que vivent les grandes confédérations berbères des Zaïan, des Beni-Mguild, des Béni-Mtir, des Aït-Youssi, des Béni-Ouarain et des Riata.

Aujourd'hui, le Moyen-Atlas se trouve coupé en deux tronçons ; la jonction de nos troupes venues de Meknès et de Bou-Denib, sur la haute Moulouya, a séparé les Riata et les Béni-Ouarain des Zaïan et des Chleuh (juillet 1917), encerclé et isolé complètement les Riata et les Béni-Ouarain dans leur massif, ce qui a permis de briser plus facilement les dernières résistances des tribus les plus indomptables de l'Atlas.

Nous avons renouvelé la manœuvre du sultan Moulay-Ismaïl lorsqu'il fit en 1663, 1664 et 1668 plusieurs expéditions dans le Fazaz. Chose curieuse, c'est justement là où nous avons placé nos postes tels qu'Azrou et Aïn-Leuh qu'il fit construire les siens. « Par cette victoire sur les Berbères, le sultan Moulay-Ismaïl termina la conquête du Maghreb. Il l'avait soumis tout entier et plus une seule de ses artères ne battait. » (ES-SLAOUI, *Kitab-El-Istiksa*, trad. E. Fumey, dans les Archives Marocaines, Paris, 1906.)

Ainsi nos forces du Maroc Occidental, ayant donné la main à celles du Maroc Oriental, la zone Riata-Béni-Ouarain, jusqu'ici irréductible, est encerclée au sud comme elle l'est déjà au nord par le couloir de Taza.

Une récente tournée aux postes les plus avancés du Moyen-Atlas nous a permis de nous rendre compte de la configuration de ce pays encore à peu près inexploré. « Ce qu'on désigne sur les cartes sous le nom de Moyen-Atlas se compose partie de plateaux, partie de chaînons montagneux. Depuis Fez et Meknès jusqu'à la vallée du Guigou, on a des plateaux à pente quasi insensible. Sauf le ressaut bien marqué de la falaise El-Hajeb Sefrou, qui borne la plaine du Saïs, on s'élève sans s'en apercevoir de Fez (alt. 387 m.) à la vallée du Guigou (alt. 1.200 à 1.300 m.). Le Moyen-Atlas, en tant que chaîne, est limité au nord par la vallée du Guigou, remarquable effondrement linéaire jalonné de déjections volcaniques récentes et s'étend de là jusqu'à la haute Moulouya.

« Cette chaîne est celle que les écrivains arabes appellent le Fazaz et qu'ils distinguent de l'Aïachi (Haut-Atlas Oriental). Ce nom de Fazaz, connu des indigènes, mériterait de reprendre place dans notre nomenclature géographique. » (A. BERNARD, *La France au Maroc*, page 14.)

On y rencontre de grandes et belles forêts de cèdres, plus particulièrement chez les Aït-Youssi et chez les Bêni-Mguild.

1° *Chaînes du Moyen-Atlas*. — Le Moyen-Atlas se subdivise en plissements secondaires plus ou moins parallèles à la vallée supérieure de la Moulouya, au-dessus de laquelle se dressent les plus grandes hauteurs. On a pu distinguer qu'il était formé de trois chaînes principales, séparées par de profondes vallées aux terrains anciens.

La chaîne occidentale commence au plateau d'Oulmès, massif volcanique d'époque assez récente, d'où descendent le Guigou, l'Oued Beth, le Bou Regreg et l'Oum-er-Rébia. Après avoir traversé le pays des Aït-Youssi, elle se termine brusquement au sud-est de Taza, chez les Riata, par le Djebel Tazekka (2.800 mètres), son point culminant.

La chaîne centrale est jalonnée par le Djebel Haïan (3.000 mètres), le Djebel Bou Iblan et le Djebel Moussa-Ou-Salah (3.219 mètres). Le Djebel Moussa est le plus haut sommet de tout le Moyen-Atlas, il se dresse en plein pays Bêni-Ouarain.

Le 16 mai 1917, nos troupes lancées à l'assaut du Djebel-Haïan prenaient pied sur le sommet du massif et « foulaient le légendaire kerkour (enceinte de pierres) que Sidi Bou-Bekker, l'ancêtre d'Ali-Amaouch, dressa de ses mains au siècle dernier, déclarant d'un ton prophétique que jamais les chrétiens n'iraient au-delà ». (*Bulletin du Comité de l'Afrique Française*, mai-juin 1917, page 189.)

« On découvre du haut du Djebel Haïan, un panorama immense et splendide. La vallée de l'Oued Amengous descend vers le sud-ouest, encadrée entre deux hautes chaînes que vêtent de sombres forêts de cèdres plus denses qu'aucune de celles que nous connaissons. Au delà, s'érigent dans la brume les falaises noires et décharnées qui hérissent le pays Zaïan. On aperçoit les montagnes qui dominent le Tadla et bordent la coupure de l'Oued El-Abid, région inconnue et sauvage, dont l'aspect redoutable explique la résistance et l'endurance de ses farouches habitants.

« Au sud, se dresse, toute blanche, la mystérieuse chaîne du Haut-Atlas. On en distingue, à perte de vue, les gigantesques masses, les monts d'Ahansal, le Djebel Abbari, au pied duquel naissent l'Oued El-Abid et la Moulouya, et, le plus formidable de tous, le Djebel Aïachi, dont le massif se détache entre les cols de Tounfit et de Telremt...

« Le massif des Zaïan se dresse devant nous comme l'Auvergne, auquel il ressemble en bien des points, se dressa devant la conquête romaine des Gaules ; il forme le réduit de la résistance berbère dans les régions de Meknès et de Tadla ; sa soumission suppose un grand

effort préparé par un habile travail de désagrégation... » (*Bulletin du Comité de l'A. F. et du Comité du Maroc*, n° 5 et 6, mai-juin 1917, Sur le Front Marocain, pages 189-190.)

La chaîne orientale, qui comprend les grandes tribus des Ait Tse-rrouchen, se divise en deux branches, séparées par le col du Tarseft ; entre ces deux branches, s'étend une vallée lacustre (daïa), l'Aguelman de Sidi Ali ou Sidi Mahomed (2.500 mètres).

Du poste d'El Bekrit, construit au sommet du Tichout-Taberchant (2.000 mètres), gros volcan éteint qui s'érige au milieu de la plaine d'El Bekrit et commande toute la vallée de l'Oued Amengous, l'une des branches supérieures de l'Oum-er-Rebia, on aperçoit un vaste palier demi-circulaire. « Au centre de ce palier, dort une petite daïa, un long étang fleuri d'une blanche floraison lacustre, immobile et sombre comme un miroir d'étain serti dans un cadre de basalte. Un peuple de rainettes vertes y croassent du soir au matin... » (*L'Afrique Française*, mai-juin 1917, page 191.)

La chaîne surplombe en falaise la Moulouya et les hautes plaines du Dahra. Les massifs finissent brusquement au nord-est, étranglant la moyenne Moulouya contre les Monts de Debdou.

2° *Haute Moulouya*. — La vallée supérieure de la Moulouya, large d'une trentaine de kilomètres, s'insère par 1.400 et 1.500 mètres d'altitude, entre le Moyen et le Grand-Atlas qui se terminent par de formidables falaises ; les murailles de l'Atlas se dressent, presque à pic, de chaque côté de la Moulouya, jusqu'à 3.000 et 4.000 mètres. Cette région prolonge, jusqu'au seuil du Maroc Atlantique, par des cols qui mettent en relation les sources de la Moulouya et celles de l'Oum-er-Rebia et du Sebou, les hauts plateaux du Dahra et de l'Oranie. A l'ouest des Hauts-Plateaux Algéro-Marocains « la vallée supérieure de la Moulouya, entre les hautes chaînes du Moyen et du Grand-Atlas, est le relèvement terminal des plateaux, mais, arrosée d'eaux plus abondantes que précipitent des pluies atlantiques, elle tient à des conditions géographiques nouvelles, et annonce le climat océanique du Maroc Occidental. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, page 192.)

Haute vallée fertile et verdoyante, très peuplée, elle est habitée par des Berbères qui pratiquent la culture des céréales, des orangers, des oliviers et élèvent beaucoup de bétail.

Des routes, venant de Meknès et de Fez vers les oasis du Tafilelt et du Touat, traversent ces régions, rarement soumises au Maghzen, par des cols de plus de 2.000 mètres ; des bordjs bien fortifiés défendaient ces passages qu'employaient les Sultans pour se rendre

dans les centres politiques et religieux du Sud. Ce sont, dans le Moyen-Atlas, le Tizi'n Tarseft et le Tizi'n Ouassour ; dans le Grand-Atlas, le Tizi'n Telremt (2.182 mètres) et le Tizi'n Zerdoumt.

« De la vallée du Guigou, de bons itinéraires conduisent à la vallée de la Moulouya. Le commerce utilise de préférence celui qui, passant par Tarzout et Enjil, aboutit à Kasba el Maghzen, que les indigènes, comme l'a déjà dit de Foucauld, appellent plus volontiers Ksabi-Ech-Chourfa, ou simplement Ksabi. Mais comme cette piste est un peu encaissée, on a reconnu un autre chemin plus pratique pour une colonne. De Timhadit (alt. 1.840 mètres), on s'élève au-dessus de la gorge, entaillée dans les calcaires, où coule le Guigou (Kheneg-Guigou), puis on passe par la plaine de Sebkhât et l'Aguelman de Sidi Ali, on traverse les plus belles forêts de cèdres de toute l'Afrique du Nord et on descend par le col de Toursift ou Tourseft, sur la Moulouya, qu'on atteint en amont de Kasbi. La piste est bonne et peut être facilement parcourue entre deux étapes. » (A. BERNARD, *La France au Maroc*, page 15.)

3° *Plateau des Béni-Mtir et des Béni-Mguild.* — A l'Ouest, le Moyen-Atlas descend en terrasses vers Meknès, Fez et le Tadla ; il se termine donc assez loin de l'Atlantique, au-dessus des vallonnements où coulent l'Oum-er-Rebia et le Sebou. C'est le pays des Béni-Mtir et des Béni-Mguild, vaste plateau jurassique, aux couches presque horizontales s'étageant de 1.000 à 2.500 mètres jusqu'à l'Oued Guigou.

On y rencontre de belles forêts de chênes et de cèdres et des jardins tels que Sefrou et Azrou. Sefrou (825 mètres), petite cité d'habiles horticulteurs et viticulteurs, commande la route de Meknès aux oasis ; Azrou (1.400 mètres), surveille la route de Fez par Kasba el Maghzen.

Le pays des Béni-Mtir et des Béni-Mguild est une région volcanique dont les roches rappellent les cheires et les orgues de l'Auvergne : « Ces volcans méritent de devenir un jour le but d'excursions classiques au même titre que les volcans les plus récents du massif central de la France. » (Louis GENTIL.)

Petit-Atlas. — Le Petit-Atlas ou Anti-Atlas se rattache au Grand-Atlas par un plateau granitique dont le sommet principal est le Djebel Siroua (3.500 mètres).

« Ce dernier massif est formé d'un socle de roches dures, schisteuses et granitiques, qui, se prolongeant vers le sud-ouest, dessine l'ossature de l'Anti-Atlas. Ce socle est recouvert par un manteau volcanique épais qui donne au Djebel Siroua un modelé caractéristique rappe-

lant celui du massif volcanique du Cantal. » (L. GENTIL, *Vue d'ensemble sur le relief du Maroc*, pages 12-13.)

Il se continue ensuite, suivant une direction nord-est sud-ouest, entre l'Oued Sous et l'Oued Draa, avec une altitude de 1.500 mètres en moyenne. De même que le Grand-Atlas, il n'atteint pas l'Atlantique ; il s'abaisse peu à peu pour aller s'épanouir sur l'Océan par les collines du Tazeroualt, au sud de la vallée du Sous, et finit au Cap Noun dans la région d'Ifni (zone espagnole). Il se prolonge, en s'enfonçant sous les eaux, jusqu'à l'archipel des Canaries, qui n'est qu'une partie d'un second Atlas immergé.

A l'est, il se continue par les plateaux, ravinés par les eaux, du Tafilelt et de Figuig, se rattachant ainsi à l'Atlas Saharien.

L'Anti-Atlas offre l'aspect d'une chaîne dont les sommets sont écrasés et séparés par des plaines longitudinales comme celle de la Feidja (700 à 900 mètres), fertilisée par les affluents de l'Oued Draa. Son versant nord recevant les pluies de l'ouest atlantique est assez arrosé et boisé, mais au sud, subissant les influences sahariennes, il est sec et rocailleux.

Le pays entre l'Anti-Atlas et l'Océan (le Tazeroualt) est une des régions de cette chaîne qui nous est assez connue depuis la tournée victorieuse du général de Lamothe dans le triangle Agadir-Taroudant-Illir, en mars-avril 1917, et son triomphe sur El Hiba à Oujane.

Le Tazeroualt est un plateau enchâssé dans les montagnes du Petit-Atlas : Djebel Kerkar, Dj. Guelliz, Dj. Tazelmi. Il est arrosé et fertilisé par deux cours d'eau plus ou moins intermittents, l'Oued Tazeroualt et l'Oued Seggourat, au bord desquels se groupe une population laborieuse d'environ 700 familles, c'est-à-dire 3.000 à 4.000 âmes.

L'Oued Tazeroualt, issu de l'Aïn Tinzert, chez les Ida-Ou-Bakil (Ahel-Oujane), fertilise les douars de la Zaouïa de Sidi Ahmed-Ou-Moussa, et, après avoir traversé les régions d'Illir, d'Oujane et d'Ida-Ou-Guersmoukt, se jette dans l'Oued Oubras. Abondamment pourvu d'eau, l'O. Tazeroualt peut alimenter plusieurs seguias qui irriguent de beaux jardins, des vergers, des olivettes, des cultures et une palmeraie longue de 20 kilomètres. La rapidité de ses eaux lui permet aussi de faire tourner de nombreux petits moulins.

Le Tazeroualt est un centre politique, économique et surtout religieux. Le Chérif du Tazeroualt possède dans cette vallée un pouvoir temporel incontestable et une autorité spirituelle qui s'étend très loin. Le fief spirituel des Chorfa du Tazeroualt est le sanctuaire de Sidi

Ahmed-Ou-Moussa, ancêtre éponyme de cette famille chérifiennne. Le Tazeroualt est un centre économique important : des foires célèbres (moussems) se tiennent en mars, en août et en septembre. Elles sont très fréquentées ; on y voit des gens du Draa, du Sous, de Marrakech, du Tafilelt et même du Soudan. Autrefois, des caravanes venues du Soudan y portaient de l'or, de l'ivoire, des plumes d'autruche ; des tissus bleus et des esclaves. Depuis notre pénétration, ce marché, surtout alimenté par le commerce des esclaves, a beaucoup perdu de son importance.

Pendant les dernières années qui ont précédé la guerre de 1914-1918, les Mannesmann avaient envoyé des prospecteurs dans les montagnes du Tazeroualt à la recherche de gisements. La victoire des alliés nous permet enfin d'agir en maîtres au Maroc et de ne plus tolérer aucune ingérence étrangère.

§ 2. — *Le Rif et le Déroit sud-rifain.*

Le Nord Marocain est constitué par les montagnes du Rif et des Djebalas, et par la dépression qui le sépare du Moyen-Atlas.

Le Rif. — On entend par Rif la chaîne côtière qui borde la Méditerranée depuis la presqu'île des Guelaïa (Cap des Trois Fourches) jusqu'au déroit de Gibraltar.

1^o *Monts des Kebdanas.* — La région montagneuse d'Er Rif est précédée à l'est par les monts des Kebdanas, et par une plaine littorale. Les monts des Kebdanas, répétition des Béni-Snassen, dominent la vallée de la Moulouya. Au nord, ils s'abaissent par gradins sur la mer ; au sud, ils tombent à pic sur la Moulouya et au nord-est, ils se terminent par le Cap de l'Eau et l'Archipel des Zaffarines, rochers stériles mais offrant un bon mouillage. « Ses habitants, qui jadis attiraient les barques à la côte pour les piller (assassinat du Français Pouzet, en 1901), sont déjà des ouvriers agricoles temporaires appréciés en Oranie et cultiveront sur place lorsque la tranquillité des récoltes leur sera garantie par la paix. » (H. LORIN : *L'Afrique du Nord*, page 180.)

Entre les Kebdanas et le Cap des Trois Fourches, qui fait une saillie de 20 kilomètres vers le large, s'étend une vaste plaine littorale très fertile et susceptible d'un bel avenir de colonisation comparable à celui de la Mitidja. Au sud de Melilla et de la petite presqu'île rocheuse qui abrite ce presidio espagnol, une grande lagune, longue de 25 kilomètres sur 6 kilomètres de large, appelée Mar Chica ou lagune de Porto Novo, sépare de la mer la plaine littorale des Keb-

danas ; c'est un golfe à demi comblé par les alluvions et isolé de la mer par une flèche de sable ; suffisamment profonde, elle pourrait devenir un beau port si on creusait le chenal sablonneux qui joint ce lac à la Méditerranée.

A l'ouest, commencent les premières hauteurs du Rif (650 mètres), au pied desquelles on rencontre le port de Melilla et le Camp de Sélouan, région agricole et minière au débouché des montagnes sur la plaine.

2° Montagnes du Rif. — Les montagnes du Rif décrivent une courbe régulière entre le Cap des Trois Fourches (Ras Ouerk), au nord de Melilla ; le Djebel Moussa ou Mont aux Singes, qui domine l'entrée du détroit de Gibraltar ; la vallée de l'Innaouen-Sebou et les plaines du Gharb. Elles sont la continuation de la Cordillère Bétique, en Haute Andalousie, dont elles rappellent le relief. Ce sont là les vestiges de la chaîne ancienne qui, en forme d'éventail, entourait le massif cristallin, avant son effondrement entre les colonnes d'Hercule et son rattachement au continent africain.

Ainsi, ces montagnes qui bordent la Méditerranée à l'ouest de la Moulouya, sont bien distinctes de celles de l'Atlas dont la dépression de Taza les sépare. Elles ressemblent surtout aux chaînes de l'Andalousie et même aussi à la Kabylie algérienne.

Le relief du Rif est formé de chaînes parallèles à la côte dont les cîmes les plus élevées atteignent 1.800 mètres au Djebel Azrou, chez les Lemtassa ; 2.000 mètres au Djebel Hassen (derrière Alhucemas) ; 2.500 mètres au Djebel Tiziren, chez les Djebalas ; 2.500 mètres au Djebel Béni Hassan, entre Tétouan et Chechaouen ; pour finir par 856 mètres au Djebel Moussa (Sierra Bullonez), la deuxième colonne d'Hercule, dans la péninsule de Ceuta.

Les chaînes du Rif sont entaillées de ravins profonds, de vallées longitudinales et perpendiculaires, où coulent des torrents de peu de longueur qui mettent en relations les versants nord et sud : O. Kert-O. Mçoun, O. Nekour-O. Ouergha, O. Lahou, avec par Chechaouen, l'O. Aoudour, affluent de l'O. Ouergha.

Le versant nord, formé de roches anciennes, est abrupt et sec, sauf au fond de quelques gorges où se sont accumulées des alluvions riches. Ceci explique pourquoi la côte méditerranéenne est déchiquetée, découpée en promontoires nombreux, que complètent des îlots, et où se sont établis les anciens presidios espagnols tout à fait insignifiants et sans lien avec l'intérieur (Melilla, Alhucemas, Pénon de Velez ou de la Gomera, Ceuta). Près du Pénon de Velez se trouvent les ruines

de la ville de Badis, qui fut, au Moyen Age, le principal port de Fez ; c'est le seul point qui semble avoir eu une grande importance. Ceuta, qui fut aussi une grande ville, n'est plus qu'un port de guerre espagnol. Ces présidios ne sont encore aujourd'hui que des bagnes ; les Espagnols ne possèdent pas effectivement la zone qui leur est dévolue, en dehors de l'hinterland immédiat de leurs ports, aussi le développement économique de ces derniers est-il très faible ; le commerce avec l'intérieur se fait difficilement, sauf celui de la contrebande des armes et des munitions, à peine surveillée, et dont nos troupes, pendant la guerre, ont eu beaucoup à souffrir sur le front marocain. Il faut signaler cependant une recrudescence sérieuse de la conquête du Rif par les Espagnols, qui aboutit, à la prise de Chechaouen en 1920, au désastre de Melilla en 1921 et à l'établissement du Protectorat civil en décembre 1922.

3° *Djebalas*. — Tandis que le versant méditerranéen montre des montagnes froides, où la neige persiste jusqu'au mois de juin, une région pauvre, qui rappelle par sa sécheresse le littoral oranais, le versant sud au contraire, composé de terrains récents, s'étale en pente douce sur la route de Taza-Fez-Tanger. Exposé aux pluies atlantiques, le pays est bien arrosé et la végétation florissante ; de belles forêts couvrent les collines qui descendent insensiblement sur la plaine du Gharb. C'est le pays des Djebalas.

Le pays des Djebalas continue au sud-ouest la chaîne principale du Rif, et par ses sources abondantes, ses forêts, sa verdure, il rappelle la Khroumirie. Les jardins de Chechaouen et d'Ouezzan offrent tous les fruits de l'Europe méridionale.

La Trouée de Taza. — La chaîne du Rif est séparée de l'Atlas par la dépression autrefois occupée par un bras de mer et aujourd'hui comblée par des sédiments tertiaires. C'est la trouée de Taza. Elle commence à l'est par la ligne de bassins constitués sur le sillon de l'ancien détroit Sud-Rifain : bassins de Mascara, de Marnia, de Sidi-Bel-Abbès et d'Oudjda, pour s'élargir à l'ouest et former les plaines du Gharb. A l'entrée ouest du couloir, émergent des collines assez élevées qui en barrent l'accès : Djebel Zerhoum et Djebel Zalagh, entre Meknès et Fez.

Cette dépression est une vallée longitudinale où coulent l'Oued Innaouen, affluent du Sébou, et l'O. Mçoun, affluent de gauche de la Moulouya. Les montagnes du Rif (Monts des Béni Bou Yah, des Branès et des Tsoul, des Sanhadja) et les Djebalas la bordent au nord ; la chaîne des Riatas la domine au sud.

Taza (700 mètres d'alt.), surplombant de 150 mètres la vallée de l'Innaouen, commande ce passage, route historique de toutes les invasions, jalonnée de ruines romaines. Les vents desséchants du sud parviennent jusqu'à Taza par les plaines de la Moulouya. « En été, un vent d'est brûlant, sorte de sirocco, monte des plaines embrasées de la Moulouya moyenne ; la végétation se serre auprès des cours d'eau, réseau de verdure entre les rives pelées des Oueds. Mais à mesure que l'on descend vers Fez les vents d'ouest s'annoncent chargés de nuages... » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 187), et l'on sent la transition entre le climat méditerranéen et le climat atlantique.

§ 3. — *Le Maroc Atlantique*

Entre les montagnes de l'Atlas et l'Océan se développe la région des plaines. Reliées à l'Atlas par des terrasses, les plaines atlantiques se relèvent légèrement près de la mer par une côte de dunes.

« Le Maroc Atlantique, ainsi que son exposition à l'ouest le laisse facilement comprendre, est un Tell plus avantage que celui de l'Algérie ; ses plaines littorales du Gharb, des Chaouias, des Doukkalas, du Sous, sont les parties les plus habitées, les plus cultivées et les plus riches du Maroc tout entier ; elles s'élèvent en gradins vers les sommets culminants de l'Atlas, et les étages moyens de cette immense escalier sont la région centrale des dominations politiques, des jardins et des villes, Fez, Mequinez, Marrakech, Taroudant. Du nord au sud, la différence de latitude est assez sensible pour que les plantes spontanées et les cultures varient notablement ; le nord est le pays des grains et de l'élevage des espèces européennes ; au sud, à partir de Mogador, sous un climat océanique analogue à celui de l'île voisine de Madère, on peut cultiver la canne à sucre, le coton, les fruits tropicaux. De même, le mélange des indigènes blancs de l'Afrique du Nord avec les noirs arrivés du Soudan révèle une influence de plus en plus accusée de ces derniers du nord au sud. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, page 17.)

On doit comprendre dans cette région, qui est de beaucoup la plus fertile et la plus riche de l'Afrique du Nord, tout d'abord le Gharb, entre les Djebalas du Rif et l'Océan ; puis la Méseta Marocaine, de Rabat à Mogador et jusqu'au pied de l'Atlas ; enfin le Sous, qui forme transition avec les régions sahariennes.

Le Gharb. — La dépression qui sépare le Rif du Moyen-Atlas, aujourd'hui comblée par des sédiments tertiaires, s'épanouit vers l'ouest pour former les plaines du Gharb ou Occident.

Le Gharb s'étend entre Tanger, Fez, Medhiya et la côte atlantique. On doit y comprendre d'abord les plateaux de Tanger et du Gharb, puis la plaine alluviale du Sébou et la plaine de Fez. La région ondulée des Zaër et des Zemmour rattache le Gharb à la Méseta Marocaine.

1° *Plateaux de Tanger et du Gharb.* — Le plateau de Tanger s'étend entre le détroit de Gibraltar et l'O. Loukkos. Il commence par le petit plateau du Fahs, El Fahs, qui porte les falaises du cap Spartel et où se creuse la baie de Tanger.

Située comme l'est Alger ou Bougie, sur une baie en hémicycle, Tanger, point de contact entre l'Europe et le Maroc, débouché septentrional d'une des plus riches contrées, est une ville de transactions. Elle est appelée à grandir à mesure que l'activité commerciale du Maroc se développera, à devenir un grand port de transit, avec zone franche ; à devenir ensuite, grâce à la douceur de son climat et à son site merveilleux, une cité d'hivernage et de tourisme. Souhaitons que ce soit sous l'égide française. La France ne peut admettre que la future zone internationale devienne un refuge pour tous les mécontents de l'Afrique du Nord et un centre d'intrigues étrangères contre elle. C'est assez que l'Angleterre soit à Gibraltar et l'Espagne à Ceuta, pour que la France ait aussi sa place parmi les gardiens du détroit de Gibraltar, c'est-à-dire à Tanger.

Le plateau du Gharb commence de l'autre côté du Loukkos par la région mouvementée que domine le Djebel Sarsar et le massif des Masmoudas, au sud d'El Ksar El Kebir. Il se continue en s'élargissant vers le sud, vers le massif du Zerhoum, au pied duquel s'étend Meknès, et vers le massif du Zalagh, dont la puissance domine la ville de Fez. Ces plateaux s'inclinent vers la mer pour former une plaine très basse, limitée par un léger redressement de dunes de sable, qui obstruent malheureusement les embouchures des fleuves de cette région. Leurs eaux viennent en effet se tasser contre ce cordon littoral avant d'arriver à la mer. C'est le cas, notamment, pour le Sébou et pour le Loukkos. La côte est plate en général, bordée de dunes, de marais et de lagunes tantôt vides, tantôt renfermant une mince couche d'eau ; tantôt communiquant, tantôt ne communiquant pas avec la mer. C'est un rivage dangereux, souvent embrumé, sans abri, peu découpé.

On trouve cependant un bon mouillage dans le port d'Arzila. Mais Arzila a perdu toute son importance par la concurrence que lui font Tanger et Larache.

Larache (El Araich) s'étage en amphithéâtre sur la rive gauche du

Loukkos. C'est le port de la région de Fez et ce le sera encore tant que Tanger ne se sera pas rapproché de Fez par des moyens de communication plus faciles que ceux qui existent à l'heure actuelle. On y fait un commerce très actif des grains, peaux, laines, que fournit l'arrière-pays et on y débarque toutes les marchandises, tissus, sucres, bougies, destinées à l'intérieur. Une barre difficile à franchir gêne malheureusement l'accès du port ; il faudrait construire un chenal maintenu par des digues, afin d'atteindre dans la rivière un excellent bassin de huit à dix mètres de fond.

C'est un pays d'oliviers, de vignes, d'arbres fruitiers ; la véritable forêt y est rare. El Ksar, sur l'O. Loukkos, voit ses environs couverts d'orangers, de grenadiers, d'oliviers, facilement cultivés sur une terre grasse. Mais les eaux circulant mal, la région a besoin d'être assainie par des drainages ; elle pourra alors devenir très riche. Elle se développera aussi du fait de sa position excellente, puisque tout le trafic de Tanger à Fez passera, comme il y a passé autrefois, par la route dite « des ambassades » qui la traverse complètement.

2° *Plaine alluviale du Sébou*. — Au sud-ouest, les plaines du Gharb s'inclinent vers le Sébou pour se souder à l'immense plaine alluviale constituée par les apports du fleuve. Il s'est formé là un golfe, puis un lac aujourd'hui comblé par les dépôts du Sébou.

Limitée au nord-est par les massifs littoraux des Djebalas du Rif, à l'est et au sud-est par les hauteurs qui la séparent de la plaine de Fez, au sud par les collines des Zemmours, la plaine alluviale du Sébou possède un sol d'alluvions noires, très fertiles, mais l'imperméabilité du terrain et l'absence de pente donnent naissance à des marais, à des étangs communiquant par des chenaux avec le Sébou. Le Sébou et son affluent l'O. Beth les traversent avant d'arriver à la mer ; c'est alors un véritable borbier, un immense marécage qui porte le nom de marais des Béni Ahsen (Merja des Béni Ahsen).

« L'O. Sébou se développe en méandres divagants, en décrivant sa grande boucle dans les alluvions quaternaires qui donnent des sols particulièrement riches. Ces alluvions sont très argileuses et partout où elles forment une légère dépression à fond plat, les eaux s'accumulent dans la saison pluvieuse, produisant des plaques marécageuses qui entretiennent une végétation lacustre. » (L. GENTIL, *Le Maroc Physique*, page 301.)

Le bas pays du Sébou rappelle celui du Sénégal. A l'embouchure du fleuve reconnu navigable, Medhya pourra devenir un port analogue à celui de Saint-Louis. Déjà, à 17 kilomètres de la côte, dans une bou-

cle du Sébou, au bord de fonds de 6 à 8 mètres, le port de Kénitra s'apprête à servir de débouché naturel aux produits de la riche région du Gharb dont les possibilités d'avenir sont très grandes. C'est par Kénitra, ville créée de toutes pièces en 1911, quand le Service des Etapes en fit une base de ravitaillement de la colonne qui marchait sur Fez, que passent la plupart des marchandises d'importation destinées au ravitaillement du Maroc Septentrional. Le trafic de Kénitra augmente constamment, passant de 63.500 tonnes en 1918 à 123.041 tonnes en 1921.

3° *Plaine de Fez.* — Entre Meknès et Fez s'étend la plaine de Fez. Au nord elle est dominée par deux séries de hauteurs qui la séparent du Rif et de la vallée du Sébou, avec laquelle elle communique par le col de Zegotta. Ce sont, d'une part, le Dj. Outita et le Dj. Tselfat ; d'autre part, le Dj. Kfès (550 mètres), le Dj. Zerhoum (1.119 mètres), le Dj. Trat (800 mètres) et le Dj. Zalagh (892 mètres). Leurs crêtes dentelées sont peu cultivées, mais se couvrent parfois de bois d'oliviers.

Au sud, le plateau d'El Hajeb-Sefrou, qui annonce les collines des Béni Mtir, sépare la plaine transversale de Fez des montagnes du Moyen-Atlas.

Cette plaine qui s'allonge entre Fez et Meknès est d'une fertilité remarquable. « Toute la partie du Nord Marocain située à l'ouest de Fez et au nord du parallèle de cette ville, est d'une fertilité remarquable.... parce qu'elle est favorisée par le climat humide de la zone atlantique. » (L. GENTIL, *Le Maroc Physique*, page 301.) Formée de grès et de poudingues reposant sur des argiles, il en résulte que l'eau est à une faible profondeur. La nappe aquifère se maintient sur la couche argileuse et entretient dans le sol une humidité constante. La formation de l'Oued, qui arrose de ses bras innombrables la ville de Fez est due à cette nappe. C'est au bord de la plaine du Sais, prolongation de l'immense plateau des Béni-Mtir, à l'ouest de Fez, que prend naissance l'O. Fez.

Fez, la grande cité de l'Islam, demeurée plus purement musulmane que Constantinople, le Caire ou Damas, offre des aspects merveilleux, « soit qu'on la contemple des tombeaux des Mérinides, laissant couler dans la conque verdoyante où serpente l'O. Fez, la mer de ses terrasses blanches et de ses hauts minarets, soit qu'on parcoure ses rues étroites, tortueuses et pittoresques qui, brusquement, par quelque arcade obscure, s'ouvrent sur le gai décor d'une place aux fines architectures ciselées ou sur l'animation pieuse qui, tout le long du jour, entoure le tombeau de Moulay-Idris et les abords de Karaouiyine, Fez

aux enceintes puissantes, aux tours crénelées, aux portes imposantes, où il semble que s'évoque tout un lointain et sombre passé. » (Ch. DHIEL, *Impressions du Maroc*, Bulletin de l'Afrique Française, décembre 1921.)

La ville industrielle de Fez, l'une des capitales du Maghzen (63.000 habitants) s'est installée presque au centre de la dépression qui sépare le Moyen-Atlas du Rif, au pied du Zalagh, où elle commande les communications avec Taza et l'Algérie. Là se croisent les routes de Tlemcen et du Tafilelt.

A 60 kilomètres en avant de Fez, par 500 mètres d'altitude, Meknès, ancienne capitale politique, avec ses jardins, ses palais et ses minarets qui rappellent les campaniles d'Italie, dominés par le Zerhoum, forme la transition entre le pays côtier, où les arbres sont rares, et les pentes plus boisées qui remontent vers l'Atlas.

La Méséta Marocaine. — Au sud du Gharb commence cette vaste région que L. Gentil a appelée Méséta Marocaine, en raison de la similitude qui existe entre le Plateau Central espagnol, la Méséta ibérique, et cette partie du Maroc.

« Ces grandes rides montagneuses (l'Atlas) séparent de vastes régions de plateaux et de plaines dont la plus importante, comprise entre le Haut-Atlas Occidental, le Moyen-Atlas et le Gharb, est brusquement limitée à la côte atlantique. Cette région, très basse dans la zone littorale, comprend notamment les pays des Chaouia et des Zaër, des Doukkala et des Abda, ainsi que le Haouz de Marrakech : c'est ce que nous avons désigné sous le nom de Meseta marocaine...

« Cette région du Magreb comprend la plus grande partie du Maroc Occidental. De Rabat à Mogador, de Casablanca au pied du Moyen-Atlas, chez les Tadla, s'étend un pays plat, aujourd'hui bien connu par sa richesse agricole, et qui constitue une région naturelle, à la fois caractérisée par la structure de son sol et par son climat. » (L. GENTIL, *Vue d'ensemble sur le relief du Maroc*, pages 7-19.)

Ainsi, de Rabat au Cap Ghir, et jusqu'au pied de l'Atlas, séparées du Gharb par le pays des Zaër et des Zemmour, s'étagent les terrasses de la Meseta marocaine ;

1° Plateaux des Zaër et des Zemmour. — Le pays des Zaër et des Zemmour, au nord de la Méséta marocaine, et au sud de la plaine des Beni Ahsen, rappelle certains paysages du Limousin et de l'Ardenne, par ses vallées profondes et encaissées, limitées à leur partie supérieure par un plateau très régulier.

Au centre de ce plateau, le soubassement primaire affleure un peu

partout sous forme de petites saillies de roches granitiques ; les indigènes appellent du nom de « sokhrat » ces arêtes rocheuses qui émergent au-dessus de la plaine. On rencontre, chez les Zaër, des sables granitiques, produits par la décomposition des roches et qui s'amasent dans les bas-fonds de ce relief mamelonné. Sur ces sables granitiques, les eaux de pluies s'accumulent et forment des marécages, qui offrent à la saison sèche d'excellents pâturages recherchés par les pasteurs. « On se croirait, toutes proportions climatiques gardées, dans quelque site du Morvan, caractérisé par ses ouches marécageuses et son relief granitique » (L. GENTIL, *Vue d'ensemble sur le relief du Maroc*, p. 21). On rencontre des paysages similaires dans la région du Dj. Lakdar, chez les Rehamna.

La plaine ondulée des Zaër et des Zemmour, où coule l'O. Bou Regreg, est recouverte en partie par les forêts de chênes-lièges des Zaër (forêts des Ziaïda et des Zaër, forêt du Korifla) et des Zemmour (forêt de la Mamora, forêt du Tafoudeït).

Mais, il n'y a pas que des forêts dans cette région ; on s'adonne surtout à une exploitation variée, comportant l'agriculture et l'élevage. Le relief assez varié, convient à l'élevage du gros bétail que les indigènes envoyaient autrefois par étapes jusqu'en Algérie. Aujourd'hui, les produits de cette contrée ne se dirigent plus vers l'Est ; ils sont amenés vers les ports de la côte, principalement à Casablanca.

Rabat serait le débouché des tribus de l'intérieur, et occuperait déjà le rang important que lui avait prédit, vers 1200, son fondateur, le sultan Yacoub el Mansour, si, à l'embouchure du Regreg, une barre particulièrement difficile et dangereuse, parce que changeant de place et de hauteur suivant les hivers, ne rendait le débarquement souvent impossible pendant plusieurs jours consécutifs.

Ce qui donne une grande importance économique à ce port, ce qui nécessite sa création, c'est qu'il rapprochera de la mer les régions du Moyen-Atlas, de Fez, et du Gharb, alors qu'aujourd'hui leurs produits sont obligés d'être amenés au port lointain de Casablanca ou à celui de Larache, qui se trouve en zone espagnole.

Avec sa voisine, la blanche Salé, Rabat est cependant un centre de commerce et d'industrie indigènes. Les plaines avoisinantes sont, en effet, d'une fertilité merveilleuse ; les arbres fruitiers, les légumes y viennent à profusion.

Rabat est une ville charmante, « si charmante lorsque du haut de la Tour Hassan, on la voit se dérouler jusqu'à la mer, jusqu'au grand cimetière que les flots bercent d'un murmure éternel, jusqu'à cette

Kasbah des Oudaïas, dont les murs farouches de forteresse cachent les plus délicieux jardins musulmans ». (Ch. DIEHL, *Impressions du Maroc*, Bulletin de L'Afrique Française, déc. 1921.)

2° *Plateaux des Chaouïa, Doukkala, Abda.* — Dans le grand triangle entre l'Océan, l'Atlas et le Gharb, s'étend une région de plateaux disposés en gradins. Elle s'étale sur la Chaouïa, les Doukkala et les Abda, sous la forme d'une bordure littorale, brusquement limitée par un plateau intérieur. C'est la Meseta marocaine proprement dite.

La Meseta marocaine est une immense plaine riche, mais morne ; elle ignore l'arbre. Ce n'est que sur son pourtour, où commencent les chaînes des collines annonçant la montagne, que l'on aperçoit enfin les premiers rideaux d'arbres.

a) **PLAINE ET RÉGION DES TIRS.** — La bordure littorale est de largeur variable, elle atteint son maximum, environ 80 kilomètres, chez les Doukkala.

La côte est généralement escarpée, parfois bordée d'un cordon de dunes, en arrière duquel on rencontre une dépression en partie comblée d'alluvions siliceuses et humifères (ouldja).

Dans le voisinage immédiat de la mer, le sol est formé des sables des dunes. Ces terrains sablonneux, désignés par les indigènes sous le nom de « Sahel », ne portent que des paquets de jujubiers ; les tribus du littoral ne sont-elles pas aussi les plus riches. Ces sahels de la côte, appelés sahels blancs, par opposition aux sahels rouges ou noirs rattachés par leur origine aux tirs, en raison du climat exceptionnel de cette partie du Maroc, sont susceptibles d'être fertilisés. Grâce aux débris de coquilles qu'ils renferment, ils se trouvent être assez riches, une fois la dune fixée et une fois une couche calcaire formée à la surface, pour donner des sols cultivables. « Il semble qu'en maintes régions de la côte occidentale marocaine, les dunes pourraient être ainsi fixées et rendues à la culture. » (L. GENTIL.)

Peu à peu la plaine côtière s'élève de 150 mètres à 250 mètres, jusqu'au pied du plateau intérieur qui la domine de 100 mètres environ. C'est une région monotone, sans aucun arbre, mais où la culture est très développée. C'est la région des « tirs », la région des plaines de terres noires. Les provinces des Zaër, des Chaouïa, des Doukkala, des Abda correspondent en partie à cette zone ; ce qui représente une longueur de côte de plus de 300 kilomètres, entre l'O. Bou Regreg et l'O. Tensift, et une profondeur de 60 à 100 kilomètres.

Ces terres fertiles, terres à blé par excellence, portent le nom de

hamri sur le littoral, parce que plus légères et rougeâtres et de *tirs*, dans l'intérieur, parce que plus foncées.

Les *hamri* correspondent à des sables plus ou moins argileux et les *tirs* à des terres fortes suffisamment argileuses. Les *tirs* sont tantôt sableux et forment un sol perméable à l'eau ; tantôt argileux et impraticables donc au moment des pluies.

On a beaucoup discuté sur l'origine de ces terres noires, *tirs* ou *hamri*. On est en général d'accord pour admettre que ce limon provient des produits de la désagrégation et de la décalcification des grès superficiels, des terrains calcifères mélangés aux produits de décomposition des végétaux herbacés ou ligneux de la zone littorale. La fertilité de ces sols est aussi accrue par d'abondantes précipitations pluviales. C'est la théorie exposée par L. Gentil devant l'Académie des sciences (*Compte rendu de la séance du 3 février 1908.*)

Les *tirs* ne forment pas une nappe continue, ils sont répartis par taches. C'est en pays Doukkala que l'on en trouve les plus vastes étendues ; en Chaouia, la région principale est celle qui s'étend entre Camp Boucheron et le sud de Ber Rechid, elle porte d'ailleurs le nom de « plaine des *tirs* ».

Leur épaisseur varie entre 40 centimètres en Chaouia et 0 mètre 50 à 1 mètre chez les Abda, pour atteindre jusqu'à six mètres chez les Doukkala. Dans certains endroits même, où la plaine est légèrement accidentée, les terres de décalcification ont glissé des pentes dans les bas fonds et les sommets des mamelons laissent apparaître la roche. Il appartient aux colons de lutter contre l'érosion, de maintenir les terres, par des travaux de reboisement ou des plantations d'arbustes, Les arbres font en effet complètement défaut dans toute la région des *tirs*.

La fertilité des *tirs* est surprenante. Cela tient à leur richesse en azote, ce qui les fait comparer aux « tchernoziom » de la Russie méridionale ; aux pluies assez fréquentes en hiver ; à l'humidité du climat ; enfin, à l'existence d'une nappe aquifère qui entretient dans le sol une humidité suffisante pour compenser la sécheresse de l'atmosphère, et la pauvreté de certains oueds, surtout dans le pays plat des Doukkala Abda. Aussi voit-on le maïs pousser sans être arrosé, notamment dans la Chaouia et au plateau des Mzamza, où la nappe est peu profonde, alors que dans tout autre partie de l'Afrique du Nord, le maïs ne peut venir sans irrigation.

Cependant, l'irrigation ne ferait que contribuer à développer la richesse de cette région au sol si fertile. Car si les *tirs* donnent chaque

année des récoltes abondantes, malgré les procédés primitifs de culture des Marocains, l'irrigation permettrait encore aux grands troupeaux, qui ont passé l'hiver et le printemps dans ces plaines côtières, de ne pas émigrer, lorsqu'arrive l'été, pour trouver leur breuvage. C'est à cela que la colonisation française doit s'employer ; le défrichement n'est qu'une petite question en cette contrée, les $\frac{3}{4}$ des terres sont cultivées par les indigènes et l'on en connaît l'extraordinaire production en céréales. Le climat humide de l'Océan et la grande richesse des sols permettent les plus belles espérances ; le Maroc est un pays agricole de grand avenir. « L'on peut espérer que le Maroc occidental deviendra l'un des greniers du monde comparable aux plaines de la Russie méridionale. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 212.)

b) PLATEAU INTÉRIEUR. — A l'est de la plaine des tirs, brusquement limitée par une falaise d'une centaine de mètres, le pays se redresse et forme une vaste plate-forme s'élevant lentement de 300 à 700 mètres. Profondément entaillé par l'Oum Er Rêbia et le Tensift, ce plateau s'étale par plusieurs séries d'étages assez pauvres, jusqu'au pied de l'Atlas. Il comprend, entre les Oueds Bou-Regreg et Oum er Rêbia, l'arrière pays des Chaouïa, chez les Srarghna, les Mdakra et le Tadla ; et, entre les Oueds Oum er Rêbia et Tensift, l'arrière pays des Doukkala-Abda, chez les Ahmar et les Rehamma.

Moins fertile que l'étage inférieur, ce plateau constitue surtout une région d'élevage. Alors que dans la plaine intérieure des Chaouïa, région des tirs et des hamri, les indigènes sont des agriculteurs attachés au sol qu'ils labourent, le blé et l'orge les principales cultures, dans cette seconde région de la Chaouïa, qui commence aux environs de Settat (420 mètres), les habitants sont des pasteurs. La steppe prédomine et favorise l'élevage des bœufs et des chevaux, ainsi que de grands troupeaux de moutons. On y rencontre aussi des coins boisés, alors que dans la zone littorale, les arbres font complètement défaut, n'apparaissant que dans le voisinage immédiat des centres habités et dans les jardins. On y trouve une végétation herbacée vigoureuse qui, au printemps, s'élève à la hauteur d'un homme et forme, sur d'immenses étendues, ces magnifiques tapis de fleurs qui sont une des curiosités et une des beautés du Maroc d'aujourd'hui.

Casablanca (Dar El Beïda) est le port de ces deux régions de la Chaouïa. La rade est mal abritée ; des brouillards embrument fréquemment le port, même en été, et rendent par suite les accès difficiles. C'est cependant actuellement la principale place de com-

merce, le seul débouché important, non seulement de la Chaouïa et de son arrière pays, mais encore de tout le Maroc occidental.

Comment expliquer pourquoi fut choisi un site aussi inhospitalier, aussi ingrat ? Il n'y a là qu'une cause due au hasard, au fait que ce fut à cet endroit que les troupes françaises débarquèrent en 1907 pour venger l'assassinat de nationaux employés aux travaux du nouveau port ; nos troupes y restèrent. C'est de là que partit toute l'occupation qui devait aboutir à l'établissement de notre protectorat, à la pacification et à la mise en valeur de ce vaste et riche pays, livré depuis des siècles à l'anarchie.

Au nord de l'O. Tensift, les étages supérieurs des Rehamna sont en majeure partie occupés par une steppe large de 80 à 100 kilomètres où paissent de nombreux troupeaux de bœufs et de moutons. Cette zone pastorale est assez accidentée ; on y rencontre en certains points de petites saillies rocheuses et pauvres que les indigènes appellent « sokhrât », notamment au Dj. Lakhdar, et dans la petite chaîne des Djebilet qui borde au nord la plaine de Marrakech. Au pied du Dj. Lakhdar, que Léon l'Africain appelle le « Mont Vert », et qui était, dit-il, recouvert de bois, s'étendait un petit lac poissonneux, aujourd'hui disparu. C'est une région monotone, où de larges espaces sans arbres s'étalent jusqu'à la zone d'irrigation qui s'étend au pied de l'Atlas.

Au sud d'Azemmour, curieuse ville de 14.000 habitants à l'embouchure de l'Oum er Rebia, la côte se creuse et forme une vaste baie où s'élève l'ancienne cité portugaise de Mazagan, le port des Doukkala.

Entre Mazagan et le Cap Cantin, la côte est plate et bordée de lagunes de profondeur variable ; celle de Qualidya est presque un fleuve, elle mesure 8 kilomètres de longueur sur 50 mètres de largeur environ. Mais à partir du Cap Cantin, le littoral redevient abrupt et rocheux ; dans une des découpures du rivage, on rencontre Safi, port le plus rapproché de Marrakech.

Mazagan et Safi sont les débouchés naturels de cette vaste région que constituent la zone littorale des Doukkala-Abda, et le plateau intérieur des Réhamna.

3° *Plateaux des Haha-Chiadma.* — Au sud de l'oued Tensift, s'étend une région disposée en gradins, celle des Chiadma et des Haha, prolongée par celle des Mtouga. Ces plateaux, qui bordent le Grand-Atlas, s'élèvent en partant de la mer, jusqu'à 1.200 et 2.000 mètres

d'altitude ; puis, la pente s'accroît, il n'y a plus de couches horizontales, c'est l'Atlas qui commence.

Dans les territoires des Haha, Chiadma, derrière un Sahel ondulé, (dj. el Hadid), on trouve encore des terres noires, avec de larges espaces sans arbres. La zone côtière est beaucoup moins riche qu'au nord du Tensift, en raison de la situation plus méridionale du pays et de la diminution des pluies. Elle est cependant productrice de céréales, surtout d'orge et de maïs ; à Mogador, on fait même la culture des primeurs. Le plateau pierreux des Mtouga ferme au sud la région des tirs.

La zone côtière, qui était dans l'arrière-pays de Casablanca de plus de 100 kilomètres de large, se rétrécit à mesure qu'on s'avance dans le sud. Elle n'est plus que de 50 kilomètres à l'est de Mogador. Au delà commencent les steppes et l'ensemble des plateaux étagés.

Les plateaux intérieurs sont généralement nus ; la steppe y est caractérisée par la présence de l'arganier, que l'on ne rencontre dans aucune contrée de l'Afrique, des lentisques et des thuyas. On trouve quelques zones forestières et des olivettes sur les flancs des collines, et, dans les vallées qui les entaillent, des cultures irriguées (O. Ksob).

Mogador, placée sur un promontoire et sur une île rattachée au continent, abrite un assez bon mouillage. Elle peut aussi servir de débouché naturel au Haouz de Marrakech et à toute cette région du Sud-Marocain.

4° *Le Haouz de Marrakech.* — « Les collines des Djebilet isolent, dans cette région de plateaux, la plaine du Haouz, qui s'étend au nord du Haut-Atlas, depuis Demnat jusqu'au voisinage de la mer... » (L. GENTIL, *Vue d'ensemble sur le relief du Maroc*, page 7). La petite chaîne des Djebilet limite, au nord du Tensift, la grande plaine de Marrakech, que dominent, au sud, de hautes montagnes couronnées de neiges.

La plaine du Haouz est assez sèche, mais elle est, il est vrai, fertilisée par de nombreux réseaux d'irrigation alimentés soit par les eaux de l'O. Tensift et de ses affluents, soit par celles qui ruissellent sur les pentes du Grand-Atlas. C'est ainsi que le Tensift, saigné par des irrigations, fertilise la plaine de Marrakech.

La zone des cultures irriguées, dont la région de Marrakech occupe la partie centrale, s'étend au pied de l'Atlas jusqu'au Tadla, sur 300 kilomètres environ, avec une largeur de 30 à 40 kilomètres.

La vie agricole se concentre aux endroits irrigués, là où l'eau circule. Les centres habités sont déjà de véritables oasis, c'est le pays

des cultures fruitières. Autrefois on y pratiquait la culture du coton, ainsi que celle de la canne à sucre. Sur les falaises de l'Atlas, s'élève l'oasis de Demnat, agglomération de 2.500 habitants, en majeure partie israélite ; on y trouve des vignobles, des figuiers, des légumes : le Mesfioua a bien mérité d'être appelé le grenier de Marrakech. L'oasis de Tameslouft possède d'admirables olivettes.

Enfin, au milieu de la zone d'effondrement du Grand-Atlas, une immense oasis à demi saharienne, Marrakech (440 mètres d'altitude), la capitale du Sud-Marocain. Elle possède de beaux jardins d'oliviers, de grenadiers et une imposante palmeraie. C'est « Marrakech dans les palmes », avec tout ce qu'elle évoque du Sahara et du Soudan, avec ses beaux jardins de la Mamounya, de l'Aguedal, de la Menara, d'où l'on voit, par dessus la verdure et les grandes pièces d'eau paisibles, les hautes cimes neigeuses de l'Atlas.

Le Sous. — Séparé de la Méséta Marocaine, du Maroc central, par la chaîne du Grand-Atlas Occidental, le pays du Sous est séparé de la vallée de l'O. Draa, de la région saharienne, par l'Anti-Atlas.

La plaine du Sous apparaît comme un effondrement qui est venu séparer les deux chaînes et qui semble s'être produit de façon brusque du côté du Grand-Atlas. Des escarpements abrupts, secs et rocailleux terminent en effet les revers méridionaux du Grand-Atlas Occidental : ils forment une véritable muraille, isolant du Maroc Atlantique les plaines au climat déjà presque tropical du Sous. La plaine du Sous communique avec celle de Marrakech par des cols de 3.000 à 4.000 mètres. Ce sont les cols élevés du Goundafi (Tizi'n Test et vallée du Nfis), ceux des Tizi'n Tadert et Tizi'n Tichka (vallée de l'O. Chichaoua) et le passage plus facile des Bibaoun.

La vallée de l'O. Sous, quoique ouverte sur l'Océan Atlantique, se trouve ainsi enserrée entre deux hautes chaînes de montagnes dont l'une, l'Anti-Atlas, ne constitue pas toutefois une barrière suffisante pour la défendre contre les influences sahariennes, et dont l'autre, le Grand-Atlas, gêne la pénétration des pluies arrivant de l'ouest. Le voisinage du désert s'y fait largement sentir ; le climat y est par suite assez sec ; la température, supportable à Agadir en été, devient très élevée dès qu'on s'éloigne de la côte. Le Sous marque la transition entre les plaines littorales du Maroc Atlantique et le Sahara.

Le sol n'est pas très riche. Seuls les sillons des nombreuses rivières, descendues des montagnes environnantes, sont fertiles, parce qu'on y trouve de grandes nappes de terrains d'alluvions et de l'eau. Mais les collines qui bordent ces vallées sont incultes.

Il serait cependant possible, grâce à la disposition du terrain, d'irriguer la plaine du Sous et de lui rendre, par un bon réseau de canalisation, la fertilité qu'elle paraît avoir connue autrefois. C'était, écrivent les anciens chroniqueurs, aux époques florissantes où l'on cultivait le coton et la canne à sucre. L'O. Sous a suffisamment d'eau toute l'année pour être un précieux moyen d'irrigation. Aussi, il est probable que des canaux d'arrosage, qui se détacheraient de l'O. Sous sur toute la longueur de la vallée et celle-ci s'étend sur 200 kilomètres de long avec 40 kilomètres de large, permettraient d'espérer un bel avenir agricole. On pourrait même alors songer à rendre cette région propre à certaines cultures spéciales, notamment le coton, comme on l'a fait dans la vallée du Nil ou comme on va le faire dans celle du Niger.

Taroudant (250 mètres d'altitude), capitale du Sous, est une Oasis à demi saharienne avec des jardins d'oliviers, d'orangers, de citronniers qu'arrose l'O. Sous. Agadir, au sud du Cap Ghir, possède un bon mouillage ; c'est le véritable port du Sous.

Au sud-ouest, s'étend le plateau du Tazeroualt, entre l'Anti-Atlas et l'Océan. Au delà, ce sont les steppes littorales de l'O Noun et les Oasis du Draa, le Sahara commence.

§ 4. — *Le Maroc Oriental*

Une même région naturelle s'étend du Dahra au Rif Marocain. Elle comprend les Monts des Traras (en Algérie), le massif des Béni Snassen et celui des Kbdanas, les bassins de Mascara, de Sidi-bel-Abbès, de Lalla-Marnia et d'Oudjda, continués au-delà de la Moulouya par ceux de Taza et de Fez.

Au sud de la plaine d'Oudjda commencent les Hauts-Plateaux marocains qui font suite aux Hauts-Plateaux algériens.

Massif des Béni Snassen. — 1° *Monts des Béni Snassen.* — Les Monts des Béni Snassen, qui s'allongent entre l'O. Kiss et la Moulouya, atteignent leur point culminant au Zerzel (1.530 m.). « Les deux versants du massif sont d'aspects bien différents : au nord, dans des dépressions humides, la végétation est verte, les indigènes cultivent des champs d'orangers dont les fruits sont vendus jusqu'en Oranie ; des ravins sont tapissés de roses. Au sud, les arbres disparaissent, ce sont des pentes arides et rocailleuses sur lesquelles, par exception, se précipitent parfois des Oueds furieux. Quelques cols, Aïn-Sfa, Taforalt, traversent de part en part les montagnes ; ils furent long-

temps réputés inaccessibles, tant sont formidables les défenses de leurs murailles verticales ou de leurs dallages glissants » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord* p. 179.)

2° *Plaine des Trifas*. — Au nord, le massif est borné par la plaine des Trifas (150 mètres d'altitude) ; un léger redressement la sépare de la mer. Elle s'étend entre les Béni Snassen et la Méditerranée, l'O. Kiss et la Basse-Moulouya. C'est une région privilégiée, riche en terres rouges, elle est bien arrosée et les pluies y sont abondantes. Aussi la culture du blé y a-t-elle pris un grand développement, surtout depuis l'arrivée des Français (en 1908). Des centres agricoles importants ont surgi : Martimprey, village de 600 âmes et Berkane, qui compte 2.000 Européens. La plaine des Trifas semble appelée à devenir rapidement une seconde Mitidja.

3° *Plaine des Angad*. — Au sud, les Béni Snassen tombent sur la plaine des Angad, dont l'altitude varie entre 500 et 600 mètres. On y cultive des céréales, des luzernes et de la vigne. Elle comprend la plaine des Angad, entre Oudjda et El Aioun ; la plaine de Djebira, entre El Aioun et la Moulouya ; et la plaine de Tafrata. Fermée à l'est par le bassin de Lalla-Marnia, elle occupe la partie orientale de l'ancien détroit Sud-Rifain, grande dépression qui est la voie de communication naturelle entre l'Algérie et le Maroc occidental. Le chemin de fer Oudjda-Fez la traverse en passant par El-Aioun, Taourirt, Mçoun et Taza.

La plaine d'Oudjda, ou plaine des Angad (685 mètres d'alt.), est moins fertile que celle de Tlemcen, riante région qui doit à son altitude des sources abondantes et une belle végétation forestière. Oudjda, ville de jardins, étape sur la route de Tlemcen à Fez, vit du commerce et de la fertilité de son sol. A soixante kilomètres au sud-est d'Oudjda, entre les massifs des Beni-Yala, des Zekkara et des Beni-Bou-Zeggou, s'étend la plaine de Metroh (900 mètres d'altitude).

A l'ouest, la plaine d'Oudjda s'abaisse vers la Moyenne Moulouya ; c'est la plaine de Djebira. Enfin, on rencontre celle de Tafrata, avec à l'Est l'O. Za ; l'influence du Sud s'y fait déjà sentir.

Hauts-Plateaux. — « Dans l'Est, les confins algéro-marocains comprennent, encadrées entre les ramifications les plus orientales du Haut et du Moyen-Atlas, d'immenses étendues de plateaux généralement appelés « gada » (gada de Debdou, de Berguent, de Rekkam), ou de plaines alluvionnaires couvertes de chott, parmi lesquels le chott Gharbi. » (L. GENTIL, *Vue d'ensemble sur le relief du Maroc*, p. 7.)

Au sud du pays des Angad, à l'est de la chaîne du Moyen-Atlas et

de la vallée de la Moyenne Moulouya, on se trouve en présence d'une véritable Meseta Algéro-Marocaine. Constituée par les plateaux de Debdou et de Rekkam, cette nouvelle Méséta se poursuit par les monts des Beni-Bou-Zeggou et va former les monts de Tlemcen en Oranie. Debdou est une petite ville, presque entièrement israélite, de 3.000 habitants, dans un site pittoresque.

Une région exceptionnellement sèche, presque aride, faute de pluie pénétrant dans l'intérieur, fait suite aux pays mieux arrosés de Tlemcen et de Debdou. C'est la zone des hautes steppes et de ses dépressions (lagunes salées). « On a l'habitude de désigner de ce nom une région intérieure, parallèle à la côte, qui atteint en effet une altitude de près de 1.000 mètres, mais offre, suivant son éloignement du Tell, des caractères très divers. Elle s'étend de la province de Constantine à la Haute-Moulouya, et sa largeur, très faible à l'est, atteint en Oranie jusqu'à 150 kilomètres. On y distingue trois zones, bien différentes : la bande la plus voisine du Tell, la ligne des dépressions ou chotts, enfin les montagnes de l'Atlas Saharien. » (VICTOR PIQUET, *La colonisation française dans L'Afrique du Nord*, p. 9.)

Ainsi les Hauts-Plateaux sont une brusque dépression divisée en plusieurs bassins fermés, qui se développe à l'ouest de l'Aurès jusqu'aux plus hautes cimes de l'Atlas Occidental et qui est encadrée au nord par l'Atlas Tellien, au Sud par l'Atlas Saharien. Ils ont leur plus grande étendue surtout dans la partie des confins algéro-marocains ; leur largeur, voisine de 150 kilomètres dans le Sud-Oranais et l'Est-Marocain, se réduit à 125 kilomètres entre Boghar et Djelfa au sud d'Alger et à moins de 100 kilomètres entre El Guerra et Batna dans l'Algérie Orientale. La Tunisie, elle aussi, possède sa région centrale de Hauts-Plateaux et de chotts ; ils commencent à Tebessa en Algérie et vont en s'abaissant jusqu'au Sahels de la côte.

« La région des Hauts-Plateaux, d'une constitution assez uniforme, remplissage d'une immense dépression formée lors du plissement des reliefs atlantiques, à la suite de l'érosion des montagnes de l'Atlas Septentrional et de la chaîne saharienne, est formée de dépôts alluvionnaires où dominent les puddings, les cailloutis, les graviers, les sables, en général silicieux. Une carapace de calcaires travertineux (Tuff), épaisse de 2 mètres environ, variable d'ailleurs, les rend infertiles. Le sel, le gypse, etc. provenant de la dissolution des couches crétacées et des nombreux « gîtes en masses » de gypse ou de sulfates alcalins, expliquent la richesse en sel des cuvettes lacustres connues sous le nom de chotts, et la salure de leurs eaux soumises à une

évaporation extrêmement rapide. Sur une faible couche de terre argilo-sableuse, qui recouvre le sol pierreux des Hauts-Plateaux, se développent les immenses steppes couvertes d'alfa et de différentes graminées qui leur donnent leur caractère essentiel de pâturages. » (Gervais COURTELLEMONT, explorateur.)

Les Hauts-Plateaux, en raison de leur élévation au-dessus du niveau de la mer et de l'insuffisance des pluies, sont surtout des terrains de parcours. Pas de cultures permanentes, le climat ne le permet pas. L'élevage extensif est seul possible : « Cette large bande de steppes est comme la bergerie naturelle de l'Algérie et tout l'effort français doit tendre à la mieux utiliser par la mise en œuvre de ces ressources spéciales ». (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 191.)

Pays nu, désolé, sans arbres ; exposé aux rigueurs du climat continental, avec ses vents glacials et ses tempêtes de neige en hiver, avec ses mirages en été ; écarts de température énormes, parfois de 40° dans les 24 heures ; aussi les indigènes sont-ils toujours vêtus de laine.

Cependant, les influences sahariennes, qui transformeraient cette zone de steppes en une région aride et désertique, ne peuvent pas, heureusement, atteindre les plateaux ; les montagnes du sud sont suffisamment élevées pour les protéger. Ces montagnes constituent l'Atlas Saharien ; elles reçoivent chaque hiver quelques pluies et même quelques neiges ; c'est là que les indigènes se réfugient en été avec leurs troupeaux.

Ici, pas d'oasis, pas de sources jaillissantes. Mais simplement des ravins, des oueds, plus ou moins desséchés, avec des dépressions, des étangs intermittents appelés « rdirs ». La rareté des eaux explique pourquoi les indigènes mènent une vie nomade et vivent sous la tente misérablement ; il leur faut de vastes espaces pour qu'hommes et troupeaux aient en toutes saisons l'existence assurée ; c'est bien une région de circulation et de transhumance. Elle explique aussi pourquoi la population est dispersée et peu dense, tandis qu'au Sahara, la population se presse dans les oasis.

Ces Hauts-Plateaux sont divisés par une série de bassins fermés, en forme de cuvettes, et allant en s'agrandissant d'Est en Ouest. Ce sont les chotts Beïda, Mrouri et Tarf, entre Constantine et le massif de l'Aurès ; le Hodna, au sud de Sétif, entre des rebords de 1.600 à 1.800 mètres ; les deux Zahrez, au sud d'Alger ; enfin les chotts Oranais et Marocains, El Chergui, El Gharbi, Tigri.

La région des chotts El Chergui (780 mètres) en Oranie, El Gharbi et Tigri sur les confins algéro-marocains, n'est qu'un immense plateau

désolé, où la « mer d'alfa » se développe sur plus de 100 kilomètres de largeur. « La précieuse graminée croît sur la faible couche de terre argilo-sableuse qui recouvre la carapace calcaire et le sol pierreux du plateau, alluvions de cailloutis, de graviers et de sable, provenant des érosions des deux Atlas. » (Gervais COURTELLEMONT). Le commerce de l'alfa, unique plante de ces steppes, appartenait autrefois à la C^{ie} Franco-Algérienne ; depuis sa liquidation, elle a été remplacée par une entreprise de colons français de Saïda. C'est le pays que traverse le chemin de fer de pénétration Sud-Oranais, dont le terminus est à Colomb-Béchar et qui permet l'exploitation de l'alfa.

C'est surtout dans leur partie occidentale, le Dahra, que les Hauts-Plateaux sont secs et déserts. La zone comprise entre les monts des Ksours et le Grand-Atlas est infiniment aride. Elle est creusée de ravins qui s'entrecroisent, mais où l'eau n'apparaît que rarement, aux points connus sous le nom d' « oglats » (puits). La rareté de l'eau superficielle est redoutable en cette région : « après les pluies, on voit les troupeaux se rassembler sur les dallages rocheux en affleurement, et les hommes leur disputer l'eau amassée dans les moindres flaques. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 196.) C'est ici que la zone saharienne s'avance le plus profondément dans le Nord. Les montagnes, qui se dressent au sud des Hauts-Plateaux, ne sont pas assez élevées pour attirer les pluies du Tell et pour arrêter les vents venant du désert. Les influences sahariennes les franchissent aisément, de sorte que toute cette plaine orano-marocaine offre un aspect presque désertique.

Dans cette partie, on rencontre le chott El Gharbi, ou chott de l'Ouest, dépression où stagnent quelques marécages salins ; et le chott Tigri, qui n'est qu'une vallée longitudinale sans eau, allongée au pied des Ksours.

Au nord de ces dépressions, la plaine est encore très aride, mais quelques ravins portent leurs eaux vers un défilé où elles forment l'O. Za. L'O. Za, après avoir passé entre les monts de Tlemcen et les hauteurs de Debdou, de Rekkam, se jette dans la Moulouya. Les postes d'El Arich en Oranie et de Berguent (Ras El Ain) au Maroc, surveillent cette vaste région de steppes, ces confins parcourus par les Oulad En Nahr.

Les montagnes, qui bordent au sud les Hauts-Plateaux, sont les monts des Ksours (2.100 mètres), région misérable, qui présente un caractère tout à fait désertique. On y rencontre bien quelques oasis, avec des pâturages d'été, mais ces pâturages ne sont en réalité que

des plaines rocailleuses parsemées de maigres touffes d'herbe ; Figuig est la première oasis vraiment saharienne. En hiver, ces montagnes sont très froides ; il y tombe de la neige mélangée à la pluie par accès diluvien.

Enfin, à l'ouest, les Hauts-Plateaux se rétrécissent pour se relever en une haute vallée : la plaine verdoyante de la Moulouya. Ils remontent entre les chaînes presque verticales du Moyen et du Grand-Atlas et reçoivent là des pluies qui font remplacer la steppe aride par des arbres et de la verdure. C'est la transition entre le Maroc Oriental et le Maroc Atlantique.

La population des Hauts-Plateaux est arabe, donc nomade (Béni-Guil). Celle des Ksours, qui est berbère, est sédentaire. Le nomadisme tend cependant à évoluer sous l'influence de notre civilisation : la propriété collective et patriarcale tend à devenir individuelle et morcelée ; les pasteurs tendent à se fixer auprès des points d'eau par des travaux hydrauliques ; des oasis de steppes apparaissent, analogues aux oasis de désert ; l'élevage des moutons et des bœufs tend à remplacer l'élevage du chameau, bête de somme et de commerce, plutôt que de travail et de rendement agricoles. Ainsi, la colonisation arrive même à pénétrer dans les Hauts-Plateaux, malgré la pauvreté naturelle de cette région.

§ 5. — *L'Extrême-Sud Marocain.*

Plateaux de l'Extrême-Sud. — 1° *Draa, Tafilelt, Haut-Guir.* — Au pied de l'Anti-Atlas et du Grand-Atlas, s'étend la vaste région de plateaux et de plaines du Draa, du Tafilelt et du Haut-Guir, dont l'altitude moyenne est de 2.000 mètres.

« Les rares descriptions que nous en avons s'accordent pour montrer partout des reliefs plats, coupés, vers le sud, par des escarpements souvent abrupts qui regardent le Sahara.

« Si, après avoir parcouru ces vastes régions désertiques, d'une monotonie décevante, on approche des avants-monts du Haut-Atlas, on est frappé de voir qu'il y a passage assez brusque de la région tabulaire à la région plissée. La première est caractérisée partout par la présence des buttes-témoins qui portent dans le pays le nom de gour... » (L. GENTIL, *Vue d'ensemble sur le relief du Maroc*, p. 14-15). Ces gours sont de petits plateaux à entablement calcaire, témoins de la chaîne ancienne.

On remarque, dans ces régions si monotones, quelques collines longues et étroites, telles que le Dj. Bani, et le Dj. Sarro. Le Dj. Bani

est une longue muraille rocheuse, percée en plusieurs endroits par les brèches des affluents de l'O. Draa, large de 1 à 2 kilomètres et s'élevant de 200 à 300 mètres au-dessus du Sahara occidental. Il s'étend parallèlement à l'Anti-Atlas, sur plus de 600 kilomètres, de l'embouchure de l'O. Noun, à la vallée du Haut Draa. « C'est comme le ruban d'écume qui borde la plage avant les deux vagues monstrueuses de l'Anti-Atlas et du Grand-Atlas. » (Charles de FOUCAULD). Après la coupure du Draa, le Dj. Bani se prolonge vers le Tafilelt par le Dj. Sarro, qui se confond graduellement avec les plateaux voisins.

2° *Les Oasis*. — « A partir de la latitude de Gabès en Tunisie, et du revers méridional des Hauts-Plateaux en Algérie, c'est le désert qui s'étend à l'ouest jusqu'au pied du Haut-Atlas pour aboutir à l'Atlantique, étendue de pierres ou de sables, tantôt faite de montagnes abruptes et ravinées, tantôt d'immensités d'aspect jaunâtre où poussent au printemps quelques touffes d'herbe grisâtre et rude que l'on désigne du nom trompeur de « pâturages sahariens ». (V. PIQUET, *La Colonisation Française dans l'Afrique du Nord*, p. 18.)

Cette région de plateaux, si monotone, qui s'étend au nord jusqu'au pied de l'Atlas et au sud tend à se confondre avec le Sahara, sert de transition entre la zone des pâturages de montagne et celle des stepes sahariennes.

« Il y a de l'eau pourtant, mais presque toujours les rivières se sont perdues dans le sable ; aux points où l'eau affleure, naissent des oasis, sur l'importance desquelles on se fait en général de bien grandes illusions. Les oasis qui apparaissent dans les confins nord-africains ont toutes les mêmes caractères : la petite tache verte que le voyageur aperçoit à l'horizon du désert est faite de palmiers sous lesquels on cultive parfois des arbres à fruits ou des légumes et même de l'orge ; elle est d'étendue bien restreinte, et nous laisse fort déçus dans notre attente des merveilles que nous nous obstinons à imaginer. » (V. PIQUET. *La Colonisation Française dans l'Afrique du Nord*, p. 18.)

La végétation et la vie humaine ne se rencontrent que dans les oasis ; partout ailleurs, c'est le désert, avec ses vallées et ses montagnes. La circulation des eaux est presque toujours souterraine, sauf au printemps, où la fonte des neiges de l'Atlas transforme les lits desséchés des Oueds en de véritables petites mers ; là, seulement, où il y a des points d'eau, l'aridité fait place à une végétation abondante, le désert à l'oasis.

Les oasis de ces confins sahariens sont habitées par des populations sédentaires. Les gens des oasis cultivent sous leurs palmiers, qui prospèrent « les pieds dans l'eau et la tête dans le feu », des arbres fruitiers, des légumes et même de l'orge. « Fournisseurs obligés des vivres pour les nomades, ils leur donnent des dattes, des grains, contre leurs laines et ils arrivent petit à petit à l'industrie ; ils tissent des tapis, des burnous... Ils aiment le gain... Ils émigrent dans les villes et, pareils aux Kabyles, reviennent ensuite avec un pécule pour mener chez eux une existence de bourgeois... » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 222).

Et cependant, l'existence ne doit y être guère agréable, car « il règne nuit et jour une humidité moite, une température d'étuve... ; l'eau qu'ils boivent est fréquemment chargée de sel et provoque des désordres dans l'estomac ou l'intestin ; les poussières fines, en perpétuelle suspension dans l'air, attaquent les yeux et les voies respiratoires ; qu'un « coup de froid » accidentel frappe une oasis, il fera des centaines de victimes parmi des gens que ni leurs maisons ni leurs vêtements ne défendent contre cette intempérie extraordinaire. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 221.)

Les pays de Figuig et du Guir, du Tafilelt et du Draa sont traversés par plusieurs Oueds qui vont se perdre dans les sables du Sahara, mais qui sont bordés de nombreuses oasis dans la partie supérieure de leur cours. Ces oasis intérieures de l'Atlas sont plus riches et plus grandes que celles des régions algériennes, et tunisiennes, parce qu'elles sont plus arrosées ; cela ne tient pas à l'abondance des pluies, puisqu'il n'y pleut pas, mais au voisinage des hautes montagnes d'où descendent de nombreux cours d'eaux qui bénéficient de la fonte des neiges. « Les oasis du Sahara Marocain présentent un aspect enchanteur et une végétation luxuriante ; mais elles n'occupent qu'une très faible superficie ; ce sont de simples lignes, de minces rubans de verdure. » (Augustin BERNARD). On y rencontre beaucoup « de petits monuments religieux, zaouïas, koubbas, autour desquels rayonnent des influences indigènes souvent puissantes ». (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 197.)

Les oasis de Figuig sont accrochées dans la montagne au-dessus de la vallée de la Zousfana. Elles comprennent huit villages et une palmeraie bien irriguée. La population (15.000 habitants) cultive des légumes et des arbres fruitiers ; elle fabrique des burnous et des harnais, qu'elle écoule facilement grâce au chemin de fer Sud-Oranais, par la station de Béné Ounif. « Tout le Sud-Marocain trouve

avantage à venir s'approvisionner là de marchandises que le chemin de fer y a apportées plus facilement, plus économiquement, et surtout avec une complète sécurité, marchandises qui auparavant devaient y arriver péniblement par caravanes, ayant à traverser depuis l'Océan ou la Méditerranée, tout le Maroc en pleine anarchie. La locomotive française arrive aujourd'hui à 700 km. du rivage méditerranéen. » (Gervais COURTELLEMONT.)

L'O. Guir prend sa source au Tizi'n Zerdount ; le long de cette route de Fez aux Hamadas de parcours des Doui-Ménia (vallée de la Saoura), on rencontre de nombreuses oasis : Gourrama, Bou Denib ; plus à l'est de l'O. Guir, on rencontre les oasis de Bou Anan et de Aïn Chair.

Le Tafilelt, pays très peuplé, est un ensemble d'oasis étagées sur les oueds qui le traversent : le Todra, le Ghéris et le Ferkla qui, réunis, forment l'Oued Ziz. Le Ziz est une véritable petite mer lors de la fonte des neiges du Grand-Atlas. On trouve sur cet oued les oasis de Rich, Ksar-Sidi-Omar, Ksar-Es-Souk, El Maadid, Mesguida, Rissani, Taouz ; et sur l'O. Todra celles de El Hara, Meharza.

Le Tafilelt est le berceau de la dynastie actuelle des Sultans du Maroc, les chérifs filaliens. Mais ses habitants ne reconnaissent pas l'autorité du Maghzen. C'est un pays d'intrigues d'où ont toujours surgi de nombreux agitateurs religieux, défenseurs de la foi musulmane : Chorfas et Marabouts, prédicateurs de guerre sainte (Moudjahidin). Ils se prétendent en effet tous Chorfas, quoiqu'ils soient en grande partie originaires des Ait Atta, c'est-à-dire berbères.

L'O. Draa, long fossé de 1.000 km. qui descend du Dj. Siroua, n'a d'eau que dans son cours supérieur. Au-delà du coude qu'il décrit au sud de Tamegrout, c'est le vrai fleuve des régions désertiques.

Le Haut-Draa et ses affluents, le Iriri et le Dadès, irriguent un véritable chapelet de belles oasis complètement enfermées dans les montagnes, de petits mondes sans communication avec le dehors (Oasis de Tikirt, Tazenakt, Tamegrout). La vallée du Draa supérieur met en relation, par le col du Télouet, le Haouz de Marrakech et les régions sahariennes ; mais cette route est beaucoup moins fréquentée que les pistes du Tafilelt qui relient le Sahara au Maroc Occidental, en franchissant une double série de cols hauts perchés sur les montagnes de l'Atlas et du Moyen-Atlas (Tizi'n Telremt et Tizi'n Tarseft).

Abandonnant ensuite les défilés de l'Atlas, le Draa débouche sur le Sahara par une vaste dépression appelée El Debiaïat, et se dirige à travers le désert vers l'Océan. Il forme, aux confluent des oueds

qui descendent du Petit-Atlas, des cuvettes assez importantes pour y faire naître de petites oasis, des bassins de cultures appelés « madders ». En arrivant à la mer, le Draa n'est plus qu'un fossé piqué de lauriers. Ses affluents de droite, qui viennent du Petit-Atlas après avoir traversé la longue arête rocheuse du Dj. Bani, irriguent de petites oasis : Agadir-Tissint, Tintazourt, Foum-el-Hossan,

Les gens du Draa sont surtout terrassiers et puisatiers. On les rencontre dans tout le Maroc employés à faire les fossés dont sont entourés les parcs à bétail et aux travaux des routes. Ils sont également employés aux constructions en pisé usitées à Marrakech, Meknès, Fez et au damage des terrasses des maisons.

Le pays de l'O. Draa a donné naissance à la dynastie des chérifs Saadiens.

Sahara marocain. — Bien qu'en général le Maroc soit considéré comme s'arrêtant à l'O. Draa, il n'en reste pas moins que ses plateaux de l'extrême-sud vont se confondre avec le Sahara et que le Sahara marocain, ou Sahara Occidental, ne se termine qu'à la limite de la Mauritanie, colonie de l'Afrique Occidentale Française.

L'Afrique du Nord est bordée, au sud, par le Sahara, sur une longueur de 2.500 kilomètres, du golfe de Gabès en Tunisie, à l'Océan Atlantique. La zone du Sahara, d'une altitude inférieure à celle des Hauts-Plateaux, aux immensités couvertes de sable ou de roches calcinées que troublent par endroits des oasis et leurs verdoyantes palmeraies, se développe au pied de l'Atlas dit Saharien.

« Il importe surtout de ne pas s'illusionner... et de ne pas se laisser éblouir par le charme particulier des paysages sahariens et le pittoresque du décor. » (V. PIQUET, *La Colonisation Française dans l'Afrique du Nord*, p. 20). Qu'il s'agisse des Confins sahariens du Maroc, ou de l'Algérie, ou de la Tunisie, le Sahara est toujours le Sahara, c'est le désert.

Beaucoup s'imaginent que le Sahara est une immense et monotone plaine de sable. C'est une erreur, il a ses vallées et ses montagnes, ses plaines sans fin où poussent au printemps quelques maigres touffes d'herbe jaunâtre. « Il présente une succession de plateaux pierreux (Hamada), de ravins profondément creusés par les érosions anciennes, de massifs montagneux déchiquetés, de dunes sablonneuses (Erg ou Iguidi). » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 222). Les Hamadas sont des régions sans eau, dangereuses aux voyageurs ; elles constituent d'immenses plateaux désolés et sans ressources, absolument nus et arides. L'Erg est une sorte d'éponge naturelle qui

retient l'eau et la protège contre le soleil ; là sont ces maigres « pâturages sahariens » où se fait l'élevage du chameau.

Il ne faudrait pas non plus croire que, parce qu'il y fait très chaud, il n'y pleut jamais. Aucune de ses parties n'est privée de pluie. Parfois, mais rarement, ce sont des pluies méditerranéennes. Le plus souvent, ce sont des pluies tropicales, des averses violentes, de véritables trombes d'eau. Aux endroits où l'eau des rivières, qui se sont perdues dans le sable, affleure, il naît une oasis. « Partout, l'existence des êtres vivants, animaux et hommes, est étroitement subordonnée à la répartition des points d'eau. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 220).

Le désert du Sahara, « pays de la poudre et de la peur », comme disaient jadis les indigènes sédentaires du Nord, appartient à la France. Faisant frontière, depuis les traités franco-anglais de 1890, 1898, 1899 et franco-espagnol de 1900, avec le Soudan égyptien, la Nigéria anglaise, la colonie espagnole du Rio de Oro, il se déploie entre la Tripolitaine, la Tunisie-Algérie-Maroc, l'Afrique Occidentale Française et l'Afrique Equatoriale Française. Le nord du Sahara relève de l'Afrique du Nord, le sud est rattaché à notre Afrique Occidentale. Ainsi, l'Afrique du Nord tend à se lier au « Continent Noir ».

Cependant, il serait téméraire de penser que le Sahara est la voie de liaison normale entre l'Afrique du Nord et le Soudan Français, de conclure à son occupation permanente et à la construction d'un chemin de fer transsaharien. Il est certain que s'il n'y avait qu'une centaine de kilomètres de désert à traverser, la question du Transsaharien devrait être résolue promptement, dans l'intérêt de la France et de ses possessions africaines. Relier le Niger, qui est riche et le Tchad, qui est éloigné de tout, à Marseille ou à Bordeaux par une voie directe serait merveilleux. Mais on oublie trop que plus de 2.000 kilomètres de désert, brûlé par un soleil torride, séparent le Soudan de l'Afrique méditerranéenne. D'autre part, ce ne sont pas les ressources du Sahara qui seraient susceptibles d'alimenter le trafic d'un chemin de fer aussi coûteux. Au point de vue économique, le Transsaharien ne pourrait rendre que de faibles services.

M. Gervais Courtellemont appartient à ceux qui sont encore les partisans du Transsaharien. « Il faut, dit-il, par la vallée de l'Oued Saoura, porter notre effort persévérant vers Tombouctou, pour opérer la jonction de notre belle colonie algérienne avec le Soudan Français des rives du Niger. »

Il explique pourquoi : « là, sont les champs de coton de l'avenir. Nous devons prévoir le moment où il nous sera nécessaire, indispensable, de nous affranchir de la sujétion des marchés étrangers. L'avenir est gros de menaces et l'industrie cotonnière française pourrait un jour être sérieusement atteinte par la redoutable concurrence des grands Etats industriels. Il lui faut à tout prix avoir ses champs de coton et les rives du Niger s'offrent à elle ; mais encore faut-il pouvoir s'y rendre vite et facilement, et le chemin de fer transsaharien sera l'instrument de cette œuvre pacifique. D'immenses pâturages peuvent alimenter des troupeaux sans nombre qui seraient également un important élément de trafic, sans parler de tout le mouvement commercial qui ne peut manquer de s'établir entre des pays de latitude et de production si différentes. »

On ne peut être que d'accord avec cet explorateur bien connu, en ce qui concerne les richesses de la vallée du Niger et du Soudan Français, tant en troupeaux, qu'en produits cotonniers, le jour où le coton sera cultivé d'une façon intensive dans cette nouvelle Egypte. Mais il faut faire de grandes réserves quant à la direction des routes commerciales que le trafic devra emprunter. Ce n'est plus vers le nord, vers Fez et Marrakech notamment, c'est vers l'ouest et vers le sud que se dirigent déjà les grands courants commerciaux.

Autrefois, le Sahara était comme une mer intérieure traversée par les grandes caravanes apportant vers le nord des peaux, de l'or et surtout des esclaves nègres. Presque tout le commerce du Soudan se faisait avec les tribus nomades du Sahel et du Sahara. Tombouctou, Gao, Djenné, Ségou étaient les grands marchés de poudre d'or, de grains, de beurre de karité, d'étoffes de fabrication locale et de captifs dont les chefs Malinkès, Bobos, Peuhls et Mossis, qui se faisaient constamment la guerre, étaient les pourvoyeurs habituels. Les étoffes, les grains étaient achetés par les Maures et les Touaregs. Les captifs, l'or, l'ivoire, par les Arabes et les Marocains qui venaient de Tripolitaine, de Tunisie, d'Algérie et du Maroc.

Les caravanes de l'Afrique du Nord apportaient en échange du sel, du sucre, des étoffes brochées, des tapis, des armes, de la verroterie.

Ainsi, c'était sur le Niger, véritable porte du Soudan sur la mer, que se faisait tout le commerce extérieur des plaines soudanaises.

Les Soudanais n'employaient pas les routes de l'ouest et du sud, trop longues ou trop peu sûres pour eux. Vers le sud, faisant suite aux régions de savanes ou de brousses, s'étendait jusqu'à la mer la grande forêt équatoriale. Ils n'osaient y pénétrer, car elle passait pour

être habitée par des peuplades qui attaquaient les caravaniers pour les manger. La forêt constituait une barrière vraiment infranchissable.

Après la conquête du Sénégal, puis celle de la boucle du Niger et la construction du chemin de fer de Kayes à Koulikoro, la déchéance de Tombouctou commença. Les marchandises, apportées par le fleuve Sénégal et la voie ferrée, pouvaient être vendues à des prix bien inférieurs à ceux demandés par les caravaniers venant de l'Afrique du Nord. Le mouvement commercial fut dès lors orienté vers l'ouest.

Mais, par la suite, depuis 1904 notamment, la construction de voies ferrées en Guinée Française, à la Côte d'Ivoire, au Dahomey agrandi de l'ancien Togo allemand (pays à mandat), le nouveau programme de grands travaux de M. le Gouverneur général Merlin, et le programme de mise en valeur des colonies de M. le Ministre Albert Sarraut, vont donner à une partie du Soudan (Colonie de la Haute-Volta) des débouchés directs vers le sud (1).

Ainsi, du jour où la forêt équatoriale a été pacifiée et traversée par la voie ferrée, toute une partie du Soudan (Haute-Volta) a cherché sa voie vers la mer, au sud, et toute l'autre partie (Soudan Français) a continué à regarder vers l'ouest, par le Niger et le Thiès-Kayes.

Après avoir, pendant bien longtemps, cherché la mer vers le nord, à travers des milliers de kilomètres de désert de sable ; après l'avoir trouvée vers l'ouest, mais par une route trop longue encore, le Soudan a trouvé enfin une voie nouvelle, longue de 600 km. environ, en direction du sud. Elle lui fournira un débouché sérieux pour ses troupeaux considérables, la forêt équatoriale se prêtant mal à l'élevage.

Cette étude, sur les anciennes et les nouvelles routes commerciales du Soudan, montre bien l'inutilité de la construction d'un chemin de fer transsaharien, en ce qui concerne les relations économiques entre l'Afrique du Nord et l'Afrique Occidentale Française. C'est vers l'Océan que les produits du centre africain se dirigent. Le Sahara n'est plus cette fameuse mer intérieure, traversée par les longues théories de chameaux, navires du désert. Le « commerce du Sud » a disparu par la force des choses, et, avec lui, l'illusion des partisans de l'occupation d'un si vaste désert. C'est un souvenir du passé.

(1) Les décrets du 4 décembre 1920 et 13 octobre 1922 ont apporté une distribution nouvelle aux colonies constituant l'Afrique Occidentale Française. Elles sont dorénavant au nombre de huit : Sénégal, Guinée Française, Côte d'Ivoire, Dahomey, Soudan Français, Haute-Volta, Mauritanie, Niger. A remarquer que M. Albert Sarraut, Ministre des Colonies, a modifié le titre du Haut-Sénégal-Niger en celui de Soudan Français, rendant ainsi un hommage au passé et respectant les souvenirs de notre expansion africaine, tout en marchant vers le progrès.

Ce n'est plus vers le chemin de fer transafricain que nous tournons aujourd'hui nos regards, quand nous songeons à réaliser la jonction entre l'Afrique du Nord et l'Afrique Occidentale Française. C'est par la télégraphie sans fil, par l'automobile à chenilles et surtout par l'aviation, que se fera, à travers le désert, la soudure entre les deux parties du grand Empire colonial de la France en Afrique. Ces idées, nous les retrouvons dans le discours sur la situation générale de l'Algérie, prononcé par M. le Gouverneur général Lutaud, à l'ouverture de la session du Conseil supérieur, le 23 avril 1917 :

« Nous empruntons à la science moderne les moyens de stabiliser cette Paix Française et de la rendre désormais inviolable. Pour atteindre ce but, le coup de fouet de la guerre n'aura pas été inutile.

« Déjà Alger, Ouargla, Fort-Flatters, In Salah, Tombouctou, communiquent entre eux par la télégraphie sans fil. Ainsi se trouve réalisée une création que le Lieutenant-colonel Meynier réclamait depuis plusieurs années avec une ténacité et une clairvoyance qui lui font honneur,

« Le Lieutenant-colonel Meynier préconisait aussi la traction automobile comme moyen de pénétration et instrument de sécurité efficace. Les premiers essais que nous avons personnellement tentés jusqu'à Ouargla n'avaient, aux yeux de certaines critiques, qu'un intérêt touristique. Et voici que le Général Laperrine en fait le thème de ses revendications. L'usure de notre cheptel, l'organisation des transports et de convois de ravitaillement en commandent impérieusement l'emploi.

« Reconnaissons que le sable se défend, mais nous le vaincrons. On nous affirme que les Anglais l'ont subjugué sur les confins de Lybie et d'Arabie. Nous avons aussitôt donné mission au professeur Gauthier d'aller dérober à nos alliés leurs secrets...

« Enfin, miracle de l'audace française, l'aéroplane vogue sur l'Océan Saharien, océan plus perfide, plus meurtrier que la mer.

« Le capitaine Laurent, fonctionnaire algérien d'élite, après avoir écrit à Verdun quelques pages de gloire française, a revêtu ses ailes pour traverser le grand pays de la soif et du mirage. Les populations d'El Oued, de Touggourt, d'Ouargla, des Ouled Djellal, de Laghouat, de Ghardaïa ont vu atterrir d'énormes oiseaux qu'ils ont crû tout d'abord être de proie, car ils se sont rués dans des trous et blottis dans des gourbis pour leur échapper ; ils se sont rassurés bientôt quand ils ont reconnu... des amis et des frères... Ces hommes ailés... élargiront les orbes de leur vol, dès qu'ils seront dotés de moteurs

plus résistants et plus rapides. Les ambitions françaises doivent avoir des ailes de plus en plus puissantes.

« Et avant la fin de l'année, nos aviateurs auront tendu le lien entre les deux parties splendides d'un Empire, malheureusement fragmenté par le désert, et dont l'unité affirmée sera l'une des victoires de la France.

« Cette soudure entre l'Algérie et le Soudan ne doit pas rester une fiction purement spirituelle et symbolique, elle devra être une réalité.

« Et à M. le Ministre des Postes, qui nous a récemment demandé une étude sur ce point, nous comptons proposer bientôt la création d'un service Paris, Alger, In Salah, Motylinsky, Tombouctou en 30 heures. »

La science devait encore une fois exiger ici son tribut. On a présenté à la mémoire la mort tragique, en 1920, par suite d'une panne de moteur en plein Sahara, du brillant soldat qui avait la garde de tout l'hinterland saharien dépendant de l'Afrique du Nord, de l'Afrique Occidentale Française et de l'Afrique Equatoriale Française, le Général Laperrine.

Aujourd'hui, le Général Laperrine dort de son dernier sommeil, dans l'immensité du grand désert, à Tamanrasset (massif du Hoggar), à côté d'un autre grand Français, le Père Charles de Foucauld, assassiné le 1^{er} décembre 1916 par les Senoussistes soulevés par nos ennemis pendant la guerre. A cet illustre explorateur, Vicomte Ch. de Foucauld, dont la vie et la mort ont la grandeur de celles d'un saint, héros de la Légende, on doit les « *Reconnaisances au Maroc* », guide encore aujourd'hui indispensable pour l'étude de ce pays.

CHAPITRE III

L'HYDROGRAPHIE DU MAROC

§ 1^{er} — *Une vue générale du réseau hydrographique.*

Nulle partie de l'Afrique du Nord n'est aussi arrosée que le Maroc. Tandis que les pluies tombent en quantité suffisante pour entretenir une humidité assez forte, la présence de montagnes, plus élevées qu'en Algérie et qu'en Tunisie, et sur lesquelles la neige séjourne plus longtemps et en plus grande abondance, explique pourquoi le Maroc est pourvu de grands fleuves dont le débit est considérable. Par sa masse, son altitude, ses neiges, l'Atlas donne en effet naissance à des fleuves importants, dignes d'être comparés à certains fleuves d'Europe, tels que la Moulouya, le Sébou, l'Oum er Rëbia.

Les cours d'eau du Maroc ressemblent peu cependant aux fleuves ou aux rivières de la France. Il convient de les désigner par le nom d'Oueds. « L'oued n'est pas, comme le fleuve, un chemin qui marche ; c'est une force capricieuse, brutale : l'une des tâches essentielles de la colonisation sera donc de la discipliner. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 15).

« Un oued est caractérisé par l'allure irrégulière et violente de ses eaux ; c'est tantôt un mince filet ou même une vallée plus fraîche entre des berges dénudées, tantôt une coulée furieuse d'eau saumâtre et de boue, presque jamais un courant clair et bien compensé ; passant d'une extrême indigence à une abondance fougueuse, l'oued n'est utile ni à la navigation, ni même à l'irrigation ; s'il n'est assoupli, par des travaux dispendieux, à servir l'homme, il est un ennemi plutôt qu'un auxiliaire ; il tend, par une action saccadée, à niveler le sol, en exhaussant les bas des dépouilles roulées des hauts » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 15).

Au Maroc Occidental, les oueds sont moins capricieux, parce qu'ils sont alimentés par les pluies atlantiques qui tombent toute l'année. Presque tous peuvent servir à l'irrigation et certains sont même assez abondants pour offrir des possibilités de navigation, mais à faible tirant d'eau.

« Ce sont presque des fleuves, en effet, que possède le Maroc Atlantique, entre le cap Noun, où l'Oued Draa marque le commencement du Sahara, et le cap Spartel, dont le phare éclaire, à l'ouest de Tanger, le détroit de Gibraltar : sur une longueur de 300 à 400 km., ils roulent des quantités d'eau très variables, suivant les saisons, mais ne sont jamais à sec ; la plupart sont saignés par des irrigations. Le Sous arrose ainsi les jardins de Taroudant, déjà presque oasis ; et le Tensift fertilise la plaine de Marrakech. Beaucoup plus considérable, l'Oum Er Rëbia atteint un débit de 1.200 m., lors des crues du printemps, soit plus de la moitié du débit moyen du Rhône ; le Régreg, qui se jette entre Rabat et Salé, traverse les plaines fertiles des Zaër. Au Sébou, qui roule 2.000 mètres cubes aux crues, est due la richesse de la banlieue de Fez, à 330 km. de la mer ; sur son cours inférieur, assez large et lent en plaine, le Sébou a été, récemment, reconnu navigable ; son affluent de droite, l'Innaouen, descend du seuil de Taza, que sa vallée continue vers l'Atlantique. Enfin, le Loukkos (ou El Kous) se jette près de Larache.

« Malheureusement les embouchures de ces derniers fleuves sont obstruées par une barre, allongée du nord au sud ; leurs eaux viennent se tasser contre un cordon littoral de dunes avant d'arriver à la mer. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, pp. 10 et 11).

C'est sur le versant occidental de l'Atlas que prennent leurs sources les principaux cours d'eau du Maroc. A part les torrents descendus des montagnes du Rif, le bassin méditerranéen ne reçoit du versant oriental de l'Atlas qu'un seul cours d'eau véritablement important, la Moulouya.

Le réseau hydrographique du Maroc doit donc être divisé en deux parties : celui du bassin méditerranéen et celui du bassin atlantique. Il convient d'ajouter un troisième bassin, le bassin saharien qui n'a d'ailleurs que bien peu d'importance.

§ 2. — *Les principaux cours d'eau.*

Bassin méditerranéen. — 1° LA MOULOUYA. — Sur le versant méditerranéen, le principal fleuve est la Moulouya. Née un peu à l'ouest des plus hautes montagnes du Grand-Atlas (Djebel Aiachi, ou Ari-Aiach), elle en reçoit de grandes quantités d'eau, qu'elle apporte à la mer par un cours de 450 km.

A) *Haute Moulouya.* — La Moulouya prend exactement sa source au pied d'une mince cloison montagneuse, qui la sépare de l'Oued El

Abid. Elle coule d'abord du sud-ouest au nord-est, puis incline au nord. Après avoir traversé une importante vallée de 30 km. de large environ, que dominent à l'ouest la crête orientale du Moyen-Atlas, les chaînes du Grand-Atlas occidental et à l'est le plateau tabulaire du Rekkam, elle atteint les monts de Debdou.

Comme dans la plus grande partie de son cours, d'ailleurs, la haute Moulouya serpente à travers des steppes, où elle s'épuise par l'évaporation. Ses rives, seulement, sont fertiles et sont habitées de façon permanente ; on y trouve de nombreuses localités, qui sont de véritables oasis, mais les steppes ne se prêtent qu'à la vie nomade.

Après avoir franchi les monts de Debdou, dans une trouée, le fleuve arrive à la plaine désertique de Tafrata. La Moulouya mesure déjà à cet endroit, qui est à 250 km. de la mer, 30 m. de largeur avec une profondeur de 1 m. 20.

B) *Moyenne Moulouya*. — Dans son cours moyen, elle décrit, à travers la région des Angad, de larges méandres ; puis coule dans des gorges profondes. A Mèrada, où passe la route d'Oudja à Fez, elle se divise en quatre bras et mesure une centaine de mètres de largeur, mais la partie inondable de la vallée atteint au moins 800 mètres.

Elle reçoit, dans la plaine embrasée de Tafrata, des affluents, dont les lits sont creusés dans de tristes cailloutis. A gauche, l'Oued Melellou et l'O. Mçoun. L'O. Mçoun, qui conduit, par une pente bien ménagée, vers la trouée de Taza, est peu important en temps normal ; mais il peut atteindre au moment des crues jusqu'à 300 m. de largeur. L'O. Melellou, formé de la réunion des Oueds Béni-Bou-Necer et Hamidi, vient de l'extrémité du pays Béni-Ouarain ; il passe à Safsafat et Guerçif avant de se jeter dans la Moulouya.

A droite, l'O. Za, qui vient de la haute plaine de la région des chotts. L'O. Za atteint parfois 180 m. en temps de crues. Avant d'arriver à Berguent il porte le nom d'O. Charef ; il traverse des gorges profondes entaillant le plateau calcaire et sert de bassin de réception à de nombreux ravins, souvent arides en raison du climat et du sol sableux et perméable.

c) *Basse Moulouya*. — La Moulouya poursuit son cours en méandres à travers la plaine des Trifas et les massifs littoraux, pour atteindre la Méditerranée non loin de la frontière algérienne. C'est alors « un gros fleuve bourbeux qui ressemble à la Medjerda.. ; elle coule paresseusement sur un sol à peine incliné, ses berges s'écra-sent, laissent passer souvent des infiltrations qui se perdent en bras morts... » et « finit sur une large plage de sable, au-dessus de laquelle

se dresse l'alignement des Kebdanas. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord* p. 180).

Dans la région du Delta, elle mesure plus de 100 mètres de large et atteint au printemps, par suite de la fonte des neiges du Grand-Atlas, un débit de 800 à 1.000 m. c., la moitié du débit du Rhône. La Moulouya est accessible à la navigation jusqu'à une cinquantaine de kilomètres de son embouchure.

2° COURS D'EAU RIFAINS. — Les autres cours d'eau du versant méditerranéen n'ont pas beaucoup d'importance, qu'ils descendent du massif des Béni Snassen ou des chaînes du Rif. Le Rif offre de nombreuses vallées intérieures, creusées profondément, et où coulent de courtes rivières. Ce sont, en général, des torrents, dont le cours, au travers des massifs montagneux, est resserré, torrentueux au fond de gorges étroites et encore mal connues.

Tel est le cas de l'O. Kert, qui forme un fossé creusé en pleine montagne ; de l'O. Nekour, qui aboutit à la baie d'Alhucemas ; de l'O. Zahou, que surplombe Chechaouen ; du Rio Martil, rivière de Tétouan.

Bassin Atlantique. — 1° COURS D'EAU DU GHARB. — En passant au bassin de l'Océan, on se trouve d'abord dans le Gharb. Les oueds y coulent dans de larges vallées argileuses : O. Loukkos, O. Sébou.

A) *Le Loukkos.* — Le Loukkos, dont l'embouchure est à Larache, draine le versant occidental des Djebalas. Il décrit, dans son cours inférieur, de nombreux méandres au milieu d'une plaine alluviale. Le Loukkos est, avec le Sébou, le seul fleuve navigable au Maroc. Assez profond, il peut être remonté jusqu'à El Ksar El Kebir, où sa largeur atteint 40 m. C'est en ce point qu'a été construit un pont, terminé en mai 1921 ; ainsi sont assurées, en toutes saisons, les communications routières entre Tanger et Rabat.

B) *Le Sébou.* — Le Sébou, que l'on surnomme « le père des fleuves », est le plus grand fleuve de l'Afrique du Nord, il mesure environ 800 km.

Né dans le Moyen-Atlas, au Djebel Haïan, d'où divergent également l'oued Beht, le Bou Regreg et l'Oum Er Rëbia, il porte d'abord le nom d'O. Guigou. L'O. Guigou coule de l'ouest à l'est, traverse, par une grande vallée longitudinale, les pays montagneux des Béni Mguild et des Ait Youssi, puis se détourne vers le nord-ouest après s'être réuni à l'O. Mdesset chez les Béni Ouarain. L'O. Guigou et l'O. Mdesset forment le Sébou, un peu après le coude qui ramène le Guigou vers le nord. A cet endroit, il reçoit les belles eaux d'une source très abon-

dante et d'une limpidité merveilleuse, l'Ain-Sébou, que les indigènes considèrent comme la véritable origine de ce grand fleuve.

Après avoir parcouru quelques 120 km., le Sébou passe ensuite à 4 km. environ à l'est de Fez. Par le secours de l'O. Fez, il débarrasse la grande cité de ses débris de toutes natures. Dans son cours moyen, il coule encore sur 300 à 400 km. à travers un pays très accidenté, dessinant déjà des méandres. Son cours est torrentiel, coupé de rapides, entre lesquels se forment des biefs qui sont parfois des marécages. Sa largeur varie de 35 à 70 m., elle atteint même 150 m. à son intersection avec la route de Fez à Tanger.

Au nord de Fez, le Sébou reçoit à droite, l'O. Innaouen, cours d'eau de 50 à 60 m. de largeur, né dans les contreforts extrêmes du Moyen-Atlas, en pays Riata ; il coule à travers des gorges et apporte au Sébou les eaux du couloir de Taza. Plus loin, à gauche, c'est l'O. Mekkès ; il prend sa source sur le versant occidental du Moyen-Atlas, dans la forêt des Béni Mguild, passe à Ifrane et, après avoir coulé au fond de gorges étroites, traverse la plaine du Saïs. Enfin, avant d'entrer dans la plaine d'alluvions, le Sébou reçoit, à droite, l'O. Ouergha, grand cours d'eau à pente rapide, qui draine le versant méridional de la chaîne du Rif et coule dans une vallée assez ouverte.

A partir de Mouëlin-el-Bab, le Sebou entre dans la plaine du Gharb et par de nombreux méandres, dont le développement atteint 250 km. sur une distance en droite ligne de 100 km., il s'écoule lentement vers l'Océan.

Le Sebou se grossit en chemin de l'O. Rdom et de l'O. Beht. Ces deux affluents descendent du Moyen-Atlas, plus exactement du plateau des Beni Mguild. Puis ils coulent dans des gorges étroites, à travers les pays du Tafoudeït et des Beni Mtir, avant de venir se perdre dans les marais du Sebou. L'O. Beht offre à Dar bel Hamri, c'est-à-dire à plus de 100 km. de son embouchure, la largeur considérable de 110 m. L'O. Rdom passe à Meknès, entre le Dj. Kfès et le Dj. Zerhoum.

Le Sebou vient finir paresseusement dans la plaine des Beni-Ahsen, ancien golfe qu'il a comblé par ses apports alluvionnaires. C'est un véritable bournier qu'il traverse et dans lequel il se fond avec l'O. Beht. Il en résulte, qu'aux environs de l'embouchure, la côte est marécageuse ; elle est aussi bordée d'étangs qui s'allongent contre les dunes littorales et qui communiquent avec le fleuve par des chenaux variables. « Sous des proportions moindres, le bas pays du Sebou

fait penser à celui du Sénégal... » autour de Saint-Louis (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 209.)

La largeur, qui varie de 35 à 70 m. dans la traversée des montagnes, est au moins de 300 m. dans sa partie inférieure, dans la plaine d'alluvions. Le débit moyen du Sebou, qui est de 300 à 400 m. cubes, peut, au moment des crues, atteindre jusqu'à 2.000 m. cubes.

Le Sebou, comme le Loukkos, est une rivière accessible à la batellerie. On peut lire dans les chroniques portugaises du XVI^e siècle, que le fleuve pouvait pendant l'hiver, être remonté jusqu'à Fez. Cela ne paraît d'ailleurs guère possible ; tout d'abord, l'embouchure est obstruée par une barre qui ne permet l'accès du fleuve qu'aux petits bateaux, d'autre part son cours est coupé par des gués marneux ou par des rapides.

Des essais de navigation effectués en 1910 avec des canots calant 1 m. 10, ont permis de remonter le cours du fleuve pendant 90 km. environ, jusqu'au gué de Sidi Abdallah, en aval du « Poste du Sébou », soit à vol d'oiseau à 46 km. de Medhya. Au delà de Sidi Abdallah, on rencontre d'innombrables gués et de nombreux barrages rocheux, qui présentent de grandes difficultés à la navigation. En 1911, il a été possible, avec combien de mal, d'amener jusqu'au « Pont du Sébou », après un parcours de 700 km., un canot automobile calant 0 m. 80.

En somme, le Sébou pourrait être rendu à la navigation sur 250 km. environ, jusqu'au point de Melaïna, à condition d'aménager la barre principale du km. 85, près du gué de Sidi Abdallah. Au delà, en effet, les gués marneux sont peu importants.

2° COURS D'EAU DE LA MESETA MAROCAINE. — Les cours d'eau de la région centrale du Maroc Atlantique comprennent des fleuves côtiers et des fleuves intérieurs.

A) *Le Bou Regreg*. — Parmi les nombreux fleuves côtiers de second ordre, le plus important est l'O. Bou Regreg. C'est un cours d'eau d'environ 200 km. de long. Venu du haut pays, qui s'étend entre les Zaïan et le Tafoudeït, son cours est d'abord encaissé, il coule au fond de gorges à pentes rapides ; puis, continuant d'aller en ligne droite vers l'Océan, il draine le pays des Zaër et des Zemmour, et débouche dans la plaine littorale, qu'il traverse paresseusement. Enfin, après s'être grossi de l'O. Grou, dont le cours lui est constamment voisin et parallèle, et de l'O. Korifla, il va se jeter dans la mer, entre Rabat et Salé. En amont de Rabat, il mesure 180 m. de large et 7 à 8 m. de

profondeur, ce qui lui permet d'être accessible à la batellerie dans la partie inférieure de son cours.

Entre le Sébou et l'Oum Er Rébia, coulent d'autres fleuves côtiers, mais de moindre importance, Ils descendent du haut pays des Zaer et des Mdakra. Après avoir entaillé, dans leur cours supérieur, l'arrière pays de gorges profondes, ils serpentent, dès qu'ils abordent le plateau inférieur, dans des vallées élargies où ils s'étalent. Ce sont les O. Yquem, Cherrat, Nfifikh, Mellah, Bou Skoura. L'O. Nfifikh ne mesure pas moins de 180 m. près de son embouchure, l'O. Yquem mesure 170 m.

Les fleuves intérieurs sont ainsi appelés parce qu'ils ne peuvent pas, en raison de leur faible débit, atteindre la mer. Citons l'O. Moussa, qui arrose Settât, et l'O. Ayata, qui passe à Camp Boucheron.

B) *L'Oum Er Rébia*. — On rencontre ensuite un grand fleuve de 700 km. de long, qui a toujours servi de limite entre le nord et le sud du Maroc. L'Oum Er Rébia, dont le nom signifie la « mère de l'herbe », la mère des prairies, descend, comme le Sébou, du Djebel Haïan, dans le Moyen-Atlas.

Il se dirige d'abord vers le sud-ouest, parallèlement à la direction générale de la chaîne. Il passe à Khénifra, en pays Zaïan, au pied du château-fort moyennâgeux du fameux chef berbère Moha-ou-Hammou, légendaire figure de guerrier resté notre adversaire implacable jusqu'à sa mort en 1921.

Il suit ensuite la grande vallée longitudinale du Tadla qu'il contourne. A Kasbah Tadla, sa largeur est déjà de 50 m., et dans le haut pays des Rehamna il coule dans une vallée assez évasée.

Avant de changer de direction, il reçoit, à gauche, l'O. El Abid, qui descend lui aussi du Moyen-Atlas. L'O. El Abid occupe un sillon longitudinal entre le Moyen-Atlas et le Grand-Atlas oriental ; il coule parallèlement à l'Oum Er Rébia dont il est séparé par la longue chaîne du Djebel Moulay-Yacoub. Puis vient confluer avec l'Oum Er Rébia, l'O. Tessaoul-El-Foukia, dont les eaux tombent du Grand-Atlas et passent au pied des falaises de Demnat et de Tanant.

Rejeté au nord-ouest, l'Oum Er Rébia poursuit son cours en séparant le Chaouïa des Doukkala et des Rehamna. Mais il entaille profondément le plateau intérieur, se rétrécit et s'encaisse. De Mechra ech Chair à Bou Laouane, sa vallée est un véritable cañon se confondant avec le fleuve lui-même. Il se développe par des méandres au fond de gorges à pentes rapides et profondément encaissées ; il y roule des flots violents et rougis par les hamri, dont le débit varie,

au moment des crues, entre 400 et 1.600 m. cubes. A Mechra Ben Abou, point où le franchit la route de Casablanca à Marrakech, il mesure 100 m. de largeur.

Aux environs de son embouchure, il s'élargit jusqu'à 150 m. Puis il vient finir entre Azemmour et Sidi Ali, au nord de Mazagan.

c) *Le Tensift*. — L'O. Tensift est un cours d'eau qui traverse l'immense plaine du sud après avoir pris sa source dans le Grand-Atlas, dans les montagnes du pays Glaoua. Il coule, pendant la plus grande partie de son cours, dans une direction est-ouest ; il arrose et fertilise le Haouz de Marrakech, — ses eaux sont en effet dérivées par de nombreux réseaux d'irrigation sur toute la longueur de la vallée —, au nord duquel il est bordé par un relèvement appelé Djebilet. Puis au voisinage de la côte, il vient se heurter contre le Dj. El Haïd et prend une direction nord-ouest pour aller finir dans l'Atlantique, au sud de Safi, après avoir séparé les Abda des Chiadma.

Grand collecteur des eaux du Grand-Atlas occidental, le Tensift reçoit de nombreux torrents. Ces torrents, qui descendent des cimes neigeuses de la grande chaîne, traversent la plaine assez sèche du Haouz, et, après avoir servi à irriguer des cultures autour des centres habités de leurs vallées, viennent rejoindre le Tensift, à angle droit. Il reçoit ainsi l'O. Rdat, qui passe à Sidi Rehal ; l'O. Issil, qui vient du Dj. Likoumt (4.000 m.) ; l'O. Reraia, qui passe près de Marrakech ; l'O. Nfis, qui vient du Goundafa, se grossit de l'O. Amismiz et passe non loin de Tameslouft ; enfin, l'Asif el Mehl, et l'O. Chiachaoua.

Le Tensift n'a cependant pas l'abondance des eaux de l'Oum Er Rébia, ni surtout du Sébou. Il ne peut être comparé aux fleuves des régions du centre ou du nord. C'est déjà un cours d'eau qui se ressent du voisinage du désert. Il coule, il est vrai, dans un lit assez large, mais son débit est très irrégulier, et, en été, il est réduit à un mince filet d'eau, il s'assèche presque complètement. C'est un fleuve intermittent, qui ressemble par beaucoup de ses caractères aux cours d'eau du versant saharien de l'Atlas.

On rencontre ensuite quelques petits cours d'eau, dont les vallées coupent l'ensemble des plateaux étagés des Chiadma-Haha-Mtougua, qui s'élèvent, en partant de l'Océan, vers les hautes crêtes du Grand-Atlas occidental.

Tout d'abord l'O. Ksob, que domine Dar Kaid el Mtougui et qui, après avoir séparé les Chiadma des Haha, va se jeter dans la mer,

au nord du Cap Sim, dans le voisinage de Mogador. Puis, dans le pays des Haha, l'Asif Ygouzoulen et l'Asif Aït-Amer.

3° COURS D'EAU DU SOUS. — La plaine du Sous est arrosée par l'O. Sous et par ses affluents, tel l'O. Ait Moussi, qui descend du Mtouga. Ils drainent les eaux du versant sud du Grand-Atlas Occidental et du versant nord du Petit-Atlas ou Anti-Atlas.

L'O. Sous prend naissance dans la région où le Dj. Siroua, important massif, se rattache au Grand-Atlas. La branche principale qui forme l'O. Sous porte le nom d'Oued Tifnout et vient d'un point situé entre le Siroua et le Likoumt, au sud de Marrakech. Il descend ensuite vers l'Océan, en irriguant des oasis telles qu'Igli et Taroudant, capitale du Sous. Après un cours d'environ 220 km., il va aboutir dans l'Atlantique, un peu au sud d'Agadir.

L'O. Sous se ressent du voisinage du désert. Il est à une latitude trop saharienne pour qu'il puisse être question de sa navigabilité. C'est un fleuve intermittent, dont le débit en juillet, est encore de 30 m. cub. environ. Mais il a assez d'eau pour être un précieux instrument d'irrigation. Ses eaux, en effet, sont en partie absorbées, comme celles du Tensift, par de nombreux canaux d'arrosage qui s'en détachent sur toute la longueur de sa vallée.

L'une des tâches principales de la colonisation sera de guider les indigènes dans la reconstitution de l'important réseau d'irrigation qui existait certainement autrefois et qui appellera la plaine du Sous à un bel avenir agricole, notamment en ce qui concerne la culture du coton.

Au sud-ouest de la vallée du Sous, on rencontre encore quelques oueds qui ont un peu d'eau : O. Massa, O. Noun. L'O. Massa, cours d'eau du Tazeroualt, se jette dans la mer, au nord d'Arbalou. L'O. Noun vient des derniers contreforts de l'Anti-Atlas ; il arrose l'oasis d'Aougelmin et, après avoir traversé les steppes littorales des Aït-Ba-Amran, va finir dans l'Océan, au sud de la zone espagnole d'Ifni, dont la frontière le suit dans la partie inférieure de son cours.

Bassin Saharien. — Les eaux qui descendent des revers méridionaux du Grand-Atlas Oriental et du Petit-Atlas ne donnent naissance à aucun cours d'eau véritable. Ce sont des Oueds qui ne sont vraiment alimentés que dans la partie montagneuse. Lorsqu'ils arrivent dans la région saharienne, ils s'assèchent à peu près complètement, sauf au moment de la fonte des neiges. Ce sont les vrais fleuves des régions désertiques.

1° LE DRAA. — L'O. Draa est formé par la réunion des Oueds

Dadès et Iriri. Le premier descend du Grand-Atlas Oriental, le second du Dj. Siroua. Ils irriguent de belles oasis de montagnes. Après un cours supérieur en montagne, où il suit une grande vallée longitudinale, parallèle à la direction générale de la chaîne, entre le Grand-Atlas et le Dj. Sarro, et où il forme de jolis bassins verts, l'O. Dadès ou Haut-Draa, réuni à l'O. Iriri, recoupe brusquement les chaînes, pour prendre une direction perpendiculaire. Il en résulte de belles gorges, appelées Kheneg ; les indigènes appellent ces vallées transversales « Foum » (sortie), au débouché sur la grande plaine saharienne.

Abandonnant les défilés de l'Atlas, le Draa débouche dans le Sahara, au-delà du Dj. Bani, par une grande dépression remplie d'eau chaque printemps, appelée El Debiaïat. Il change brusquement de direction et se tourne vers l'Océan.

Au-delà de ce coude qu'il décrit pour se diriger est-ouest, à travers le désert proprement dit, le Draa n'a plus d'eau permanente. A cause de son cours énorme (1.100 km.), il est bu par l'évaporation ; il n'a d'eau que par intermittence, lors de la fonte des neiges, et dix ans s'écoulent parfois sans qu'il atteigne son embouchure.

Aux confluent de ses tributaires de droite, qui descendent du Bani, se forment des cuvettes assez arrosées pour constituer des oasis. Mais en dehors de ces maders, le lit du fleuve est complètement asséché. La vallée du Draa inférieur, qui longe le Rio-de-Oro espagnol, a un peu d'eau à la surface ; ce n'est plus qu'un fossé bordé de lauriers ; elle se termine près du cap Noun, en face des Canaries. De telle sorte que l'on peut considérer le cours du Draa comme s'arrêtant au coude qu'il décrit au sud de Tamegrout, où ses eaux vont se perdre dans le bassin saharien.

2° LE ZIZ. — L'O. Ziz, qui vient du Dj. Aïachi, et qui se grossit des O. Todra et Gheris, arrose le Tafilelt. Issus tous trois du Grand-Atlas Oriental, ils n'ont d'eau que dans la partie montagneuse, où ils coulent dans de belles vallées longitudinales, puis transversales, et perpendiculaires à la chaîne. Ils viennent se réunir dans le Tafilelt en un bassin commun. Mais à partir de Taoug, ils cessent de couler et vont se perdre dans le sable du Sahara. Ce n'est qu'en période de crues que ce bassin fermé se transforme, sous l'influence de la fonte des neiges, en une véritable petite mer, et que ses eaux sont alors assez abondantes pour alimenter le lit desséché de l'O. Ed Daoura et de la Sebkhah du même nom, en plein désert.

Le Tafilelt est un pays de belles oasis étagées sur les O. Ziz, Todra

et Gheris. On comprend que ces oasis soient plus riches et plus étendues que celles du Sahara algérien ou tunisien, puisqu'elles sont plus arrosées. Seules, les oasis du Djerid tunisien pourraient leur être comparées.

3° LE GUIR. — Enfin, plus à l'est, la région du Guir est desservie par l'O. Guir et par ses affluents, les O. Bou Anan, Talzaza et Béchar.

L'O. Guir prend sa source dans le Grand-Atlas Oriental, dont il coupe les différentes chaînes du versant méridional par des vallées appelées « *kheneg* ». Dans sa vallée supérieure, le Guir roule assez d'eau, mais il n'a de cours continu que jusqu'à Bou Denib. Au-delà de Bou Denib, il ne coule que de façon intermittente. Il va se perdre, en traversant les Hamadas de parcours des Ouled-Djerir et des Doui-Ménia, dans des bassins fermés, où se déversent ses eaux en périodes de crues, et qu'on appelle Bahariat ou « *petites mers* ». A Igli, son lit se réunit à celui de la Zousfana, qui descend des montagnes de Figuig et d'Ain Sefra. Le Guir et la Zousfana forment alors l'O. Saoura, dont la vallée est une véritable allée d'oasis avec plus de deux millions de palmiers-dattiers. La Saoura va se perdre dans les sables du désert.

CHAPITRE IV

LE CLIMAT DU MAROC

Vue d'ensemble. — Nous n'avons encore que trop peu d'observations météorologiques régulières pour qu'il soit possible d'en tirer, dès à présent, des conclusions précises en ce qui concerne le climat du Maroc. On peut cependant dire que le Maroc se trouve dans des conditions climatiques plus favorables que les autres régions de l'Afrique du Nord, grâce à l'importance de son relief et au développement de sa côte atlantique.

L'Atlas divise le Maroc en deux régions très différentes : il constitue un écran entre le Sahara et le Maroc occidental. Le Maroc, d'autre part, regarde vers l'Atlantique d'où lui viennent les vents d'ouest chargés d'humidité.

D'une manière générale, le climat du Maroc peut se présenter ainsi. Dans le Nord, influence de la Méditerranée et influence des échanges atmosphériques qui s'effectuent entre les deux mers dans le détroit de Gibraltar et dans le détroit Sud-Rifain. Dans l'ouest, grâce au voisinage de l'Océan, le climat marin pénètre bien avant dans l'intérieur du pays. Dans le sud et le sud-est, règne le climat désertique.

Enfin, l'année se divise en deux saisons : la saison des pluies, correspondant à la saison fraîche, de novembre à avril ; et la saison sèche, qui est la saison chaude, de mai à octobre.

En conclusion, les traits essentiels qui caractérisent le climat marocain sont les suivantes :

1° Le Maroc ne jouit pas, comme l'Algérie et la Tunisie, du climat méditerranéen ;

2° La disposition des hautes chaînes constitue une barrière entre les régions de climat saharien et les régions atlantiques.

Température. — La température varie avec la latitude, l'altitude, l'orientation et le voisinage de la Méditerranée ou de l'Atlantique.

1° *Dans la zone côtière.* — Sur la zone atlantique, la moyenne des températures est assez basse ; leur variation journalière et annuelle est assez faible. Cet abaissement de la température dans la région

littorale est dû à l'existence d'un courant marin froid et superficiel, longeant les côtes atlantiques, et qui se fait sentir pendant huit mois de l'année. Ce courant froid, dirigé du sud au nord, qui baigne la côte, provoque des brouillards et des rosées abondantes, bienfaisants à la végétation et aux récoltes. Il en résulte un climat côtier très uniforme, et, en été, assez frais. C'est un climat tempéré.

La moyenne annuelle est d'environ :

16° à Rabat et à Casablanca,

17° à Mazagan.

20° à Safi.

19° à Mogador.

Mogador constitue un cas particulier. Elle a d'ailleurs une situation presque insulaire et son climat se rapproche de celui de Madère. La température y est remarquablement basse et égale ; avec des variations de quelques degrés seulement entre les moyennes du mois le plus froid et celles du mois le plus chaud : Janvier, 16°,4 — Août, 22°,4.

La température est beaucoup moins égale plus au nord :

Moyennes à Casablanca et à Rabat : Janvier 16°,4. — Août, 23°,9.

Moyennes au cap Spartel et à Tanger : Janvier 12°,4. — Août 24°.

2° *A l'intérieur du pays.* — Si le climat est tempéré dans la zone littorale, celui de l'intérieur peut être considéré comme continental. Dès qu'on s'éloigne de la côte, la température est très chaude en été et froide en hiver. Ainsi, à mesure que l'on s'éloigne de l'Océan, les températures s'élèvent rapidement et s'abaissent aussi vite, les variations diurnes et saisonnières deviennent plus grandes.

En allant de Rabat ou de Tanger à Fez, on peut très bien observer des températures croissantes de 1° par jour, par exemple 22° au départ et 35° à l'arrivée. L'été est très chaud à Fez (476 m. d'alt.) ; la température moyenne annuelle y est de 19° environ, avec minimum de 1° en février et un maximum de 45° en août. Celle de Meknès, qui est à 500 m. d'alt., atteint presque 18°. A Marrakech, (450 m. d'alt.) la température ressemble fortement au climat saharien, elle est parfois inférieure à 0° en janvier pour s'élever à 45° en août et 40° à l'ombre. Il en est de même dans le Sous ; la température, supportable l'été à Agadir, devient très élevée dès qu'on avance dans l'intérieur ; elle se ressent du voisinage du Sahara.

Le climat des montagnes est encore peu connu. Il se tient au-dessous de 0° pendant une partie de l'année.

Régime des vents. — En hiver les vents dominants sont ceux de l'ouest et du sud-ouest. Ils apportent la pluie et abaissent la tempéra-

ture. Ils sont d'autant plus fréquents qu'on s'avance vers le nord. En été, ce sont les vents du nord-est qui dominent, mais avec une persistance d'autant plus grande que l'on s'avance vers le sud. A Mogador, ils prédominent toute l'année et soufflent pendant huit mois sans interruption.

Dans le détroit de Gibraltar, les vents sont extrêmement violents par suite des échanges atmosphériques importants qui s'effectuent entre les deux mers.

Le sirocco, venu du sud, souffle surtout en été. Il entraîne de brusques élévations de température, dans l'intérieur comme sur la côte. « Malgré la double protection de l'Atlas, le sirocco, vent du sud, atteint souvent les villes de la côte, poursuivant à travers les issues du relief une course sinueuse, qui pourrait tromper sur le sens vrai de ces origines. Violent et froid en hiver, car il tombe des plateaux sur la côte tiède, il rappelle alors le mistral marseillais ; il est brûlant en été, chargeant l'atmosphère d'une fine poussière plombée, qui s'insinue jusque dans les boîtiers des montres et les tiroirs les mieux clos » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*. p. 9.)

Le sirocco est heureusement peu fréquent, moins fréquent qu'en Algérie, et d'assez courte durée. A Mogador, on ne l'observe que deux ou trois fois l'an et guère plus d'une demi-journée. A Fez, il cause souvent des températures excessives. A Agadir, on a constaté des siroccos de plusieurs semaines.

Le chergui, vent d'est, venu des steppes de l'Oranie, souffle également en été. Il offre les mêmes caractères de sécheresse et de température élevée.

Régime des pluies. — 1° *Dans la zone littorale.* — Les pluies qui frappent l'Afrique du Nord proviennent de l'Atlantique, mais elles ne l'atteignent sérieusement que dans le Maroc Occidental. Ce sont les vents d'ouest et du sud-ouest qui les apportent. Elles diminuent donc du nord au sud, à mesure que l'influence des vents d'est se substitue à celle des vents d'ouest : les pluies sont ainsi plus abondantes dans le Gharb que dans la région de Mogador, où elles se font de moins en moins fréquentes et de plus en plus courtes. C'est ce que montrent les moyennes suivantes :

Tanger :	815 m/m. de pluie annuelle ;
Cap Spartel :	700 m/m. de pluie annuelle ;
Rabat, Casablanca :	570 m/m. répartis sur 84 jours ;
Mogador :	311 m/m. répartis sur 42 jours ;
Sous :	200 m/m de pluie annuelle ;

Les pluies sont périodiques : la saison générale des pluies est l'hiver. On constate cependant que le printemps et l'automne sont assez pluvieux.

Dans le nord, la période pluvieuse s'étend de la mi-octobre aux premiers jours de mai. Dans la région centrale, de fin septembre à fin mai. Dans le sud, de la mi-octobre jusqu'au milieu d'avril.

L'humidité est encore accentuée sur le littoral atlantique, de mai à septembre, c'est-à-dire pendant la saison sèche, par des rosées abondantes qui constituent de véritables arrosages. D'autre part, le courant marin froid qui longe le rivage occasionne la formation de brouillards et de brumes qui abaissent encore sensiblement la température. Bien que ces brouillards soient assez fréquents et persistants, on ne doit pas considérer le Maroc comme un pays de brouillards. Cette humidité, relativement grande, ne se fait en effet sentir que sur une bande littorale très étroite.

2° *Dans l'intérieur du pays.* — A mesure que l'on s'éloigne de la côte et que l'on s'avance dans les terres l'humidité diminue. L'influence de l'Océan se fait sentir sur une largeur de 100 km. dans l'hinterland de Casablanca, mais elle n'atteint plus que 50 km. à l'est de Mogador. On constate ainsi que la zone humide et fertile se rétrécit à mesure qu'on s'avance vers le sud.

Au-delà de cette bande côtière suffisamment arrosée, où l'on rencontre les riches terres noires, commencent les steppes. Les terrains de pâturage deviennent de plus en plus maigres quand on approche de l'Atlas. On est alors en présence d'une zone pauvre, caractérisée par un sol pierreux, notamment dans les régions de Boujad (Tadla) et de Marrakech.

La période des pluies est de plus longue durée à l'intérieur que sur le littoral. La moyenne annuelle varie entre 400 et 500^{mm}. La région de Meknès et de Fez, largement ouverte aux vents d'ouest et bordée par les contreforts du Rif et de l'Atlas, est particulièrement favorisée avec une moyenne de 600^{mm}. L'arrière pays des Chaouia, les Zaïan, les Doukkala et les Abda : 500^{mm}. Les Rehamna : 350^{mm}. Enfin, la moyenne dans le Sous tombe à 200^{mm}.

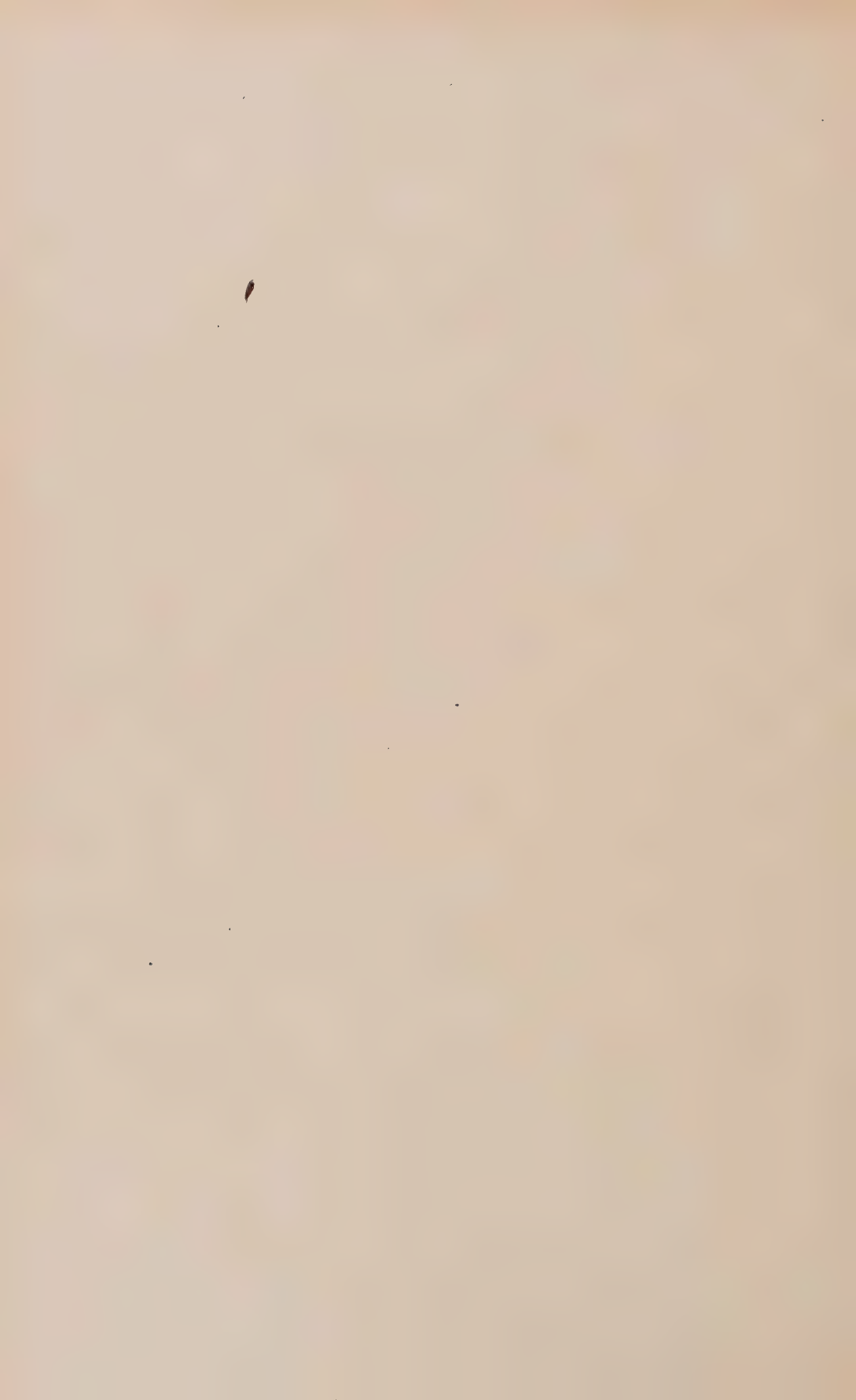
3° *Dans les régions montagneuses.* — Dans la montagne les pluies sont plus abondantes que dans la plaine. Les précipitations se font sous la forme de neige. La neige tombe chaque hiver de novembre à mai à partir de 1.000 m. d'alt. Cette neige subsiste, en hiver, à partir de 3.000 m. sur le versant sud de l'Atlas qui regarde le désert, et à partir de 1.500 m. sur le versant nord. En été, il se produit parfois

de brusques chutes de neige, mais il n'existe pas sur les hauts sommets de l'Atlas de neiges éternelles, ni de véritables glaciers. Cela tient à ce que la montagne est sous l'influence des vents secs et chauds du Sahara.

La fonte des neiges, au printemps et au début de l'été, alimente les fleuves et les canaux d'irrigation pendant la saison sèche. C'est ainsi que des régions telles que le Sous, le Draa, le Tafilelt, le Guir, qui s'étendent au sud de l'Atlas et qui sont à la porte du désert, peuvent être de belles oasis bien arrosées quoiqu'il n'y pleuve que très rarement.

4° *Dans les confins algéro-marocains.* — La région littorale reçoit plus de 400^m/m. de pluie. Oudjda, l'Angad, le plateau des Béni-Bou-Zeggou, la Gada de Debdou reçoivent de 300 à 400^m/m. La région de la Moyenne-Moulouya est balayée par des vents secs et soustraite aux influences de la mer ; les steppes y dominent, elles s'étendent même jusqu'à Mçoun.

Plus au sud, à partir de l'Angad et surtout de la région de Berguent, on entre dans la zone des steppes. Au-delà, commence le désert. Les régions de Bou Denib et de Figuig, dont la moyenne des pluies varie entre 100 et 200^m/m, appartiennent au climat désertique.



PREMIÈRE PARTIE

L'ÉTABLISSEMENT DU PROTECTORAT FRANÇAIS AU MAROC

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DE L'AFRIQUE DU NORD DANS L'ANTIQUITÉ : LES PREMIÈRES COLONISATIONS

Les origines de la race berbère. — Aux temps primitifs, l'Afrique du Nord était une contrée sauvage, couverte de vastes marécages dans la plaine atlantique et, ailleurs, d'immenses forêts de cèdres et de chênes où vivaient des girafes, des lions, des panthères, même des éléphants et des rhinocéros. Des gravures rupestres, exécutées à l'aide d'outils en silex, représentant des éléphants et autres animaux aujourd'hui disparus du Maroc ont été découverts dans le Sous.

Les hommes habitaient dans des huttes en branchage, des cavernes et des abris sous roche. Des grottes de ce genre ont été signalées par de Foucauld dans le Moyen-Atlas. Les dessins grossiers creusés par eux dans le roc permettent de croire que ces ancêtres menaient une vie pastorale.

De nombreux monuments mégalithiques, témoignages de la présence de l'homme préhistorique, ont été découverts. Ce sont des tombeaux en pierre élevés sur les sommets de hauteurs rocheuses ; on y a trouvé des corps ensevelis, accroupis et repliés, suivant le mode de sépulture des Lybiens. On a trouvé des dolmens dans le Gharb, chez les Beni-Mtir, les Béni Snassen, et dans le Sahara. On a rencontré aussi des tumuli, entourés parfois d'un cromlech ou cercle de pierres dressées, entre Fez et Meknès.

Le problème de l'origine des races qui peuplent le Maroc est à peu près résolu. L'Afrique du Nord étant reliée autrefois aux péninsules ibériques et italiques, on peut en conclure qu'à l'époque la plus reculée,

outre le groupe venant du Sahara, le massif atlantique était encore habité par des populations descendant de l'Europe Méridionale. Tels sont les deux éléments qui ont dû constituer le fond de la race berbère. A ce fond de population, de race brune européenne ou saharienne, vint s'ajouter un élément blond par l'arrivée des Ibères, originaires du Nord de l'Europe. On retrouve encore aujourd'hui dans l'Atlas et dans le Rif, beaucoup d'indigènes blonds aux yeux bleus, ce sont les descendants de ces Européens du Nord. Mais, si les populations primitives de ces régions se mêlèrent aux nouveaux arrivants, il n'en fut pas ainsi des habitants voisins du désert, les Gétules ; ils restèrent, au contraire, inchangés ; ce sont eux qui ont donné naissance aux Zénètes, aux Sanhadja et aux Touareg.

L'arrivée des Phéniciens. — Le Maroc a été lui aussi atteint par les influences orientales, par les trois grandes vagues historiques qui s'appellent Phéniciens, Romains et Arabes.

1° *Création de comptoirs.* — Même avant la fondation de Carthage, dès le XII^e siècle avant J.-C. les gens de Tyr et de Sidon ne furent pas d'ailleurs que les navigateurs et les commerçants du bassin méditerranéen ; ils allèrent même fonder sur la côte libyenne de l'Atlantique des comptoirs qui devinrent peu à peu des villes. Ils en rapportaient du bétail, des laines, de l'ivoire et des plumes d'autruche.

Carthage ne fut fondée qu'au VIII^e siècle avant J.-C. par des exilés politiques conduits par la reine Didon. Un de ces marins, l'Amiral Hannon, entreprit un voyage célèbre dans l'antiquité, appelé « périple d'Hannon », qui aboutit à la fondation de plusieurs colonies sur la côte marocaine. Tingis ou Tanger, Lixus près de Larache, Sla ou Salé, Anfa ou Casablanca semblent avoir été des comptoirs florissants. On compte alors plus de trois cents comptoirs carthaginois au delà du détroit de Gadès.

D'après Hérodote, les Lybiens vivaient en nomades, se nourrissant de la chair et du lait de leurs brebis, ils habitaient des huttes de jonc et menaient une existence misérable.

2° *Guerres Puniques.* — Les Carthaginois, après avoir arrêté les progrès des Grecs qui installaient des comptoirs dans la Méditerranée, eurent affaire aux Romains. Dès lors, l'histoire du Maroc fut liée à celle de Carthage qui demanda aux habitants des mercenaires et des éléphants pour la guerre. La trouée de Taza vit passer d'Europe en Afrique, ou réciproquement, les armées des deux peuples en lutte.

La première guerre punique (265-242) n'intéressa pas le Maroc, elle se déroula en Sicile. Mais on vit Amilcar traverser le détroit à Tingis

et passer en Espagne pour simuler une expédition contre les Maures.

Avec la seconde guerre punique (220-201), Annibal passa en Espagne où il attaqua les colonies romaines. Les Lybiens lui gardèrent la péninsule pendant que sa cavalerie berbère lui remportait la victoire à la bataille de Cannes. Les rois indigènes le soutinrent activement, mais Scipion, qui venait de passer d'Espagne en Mauritanie, les gagna à sa cause.

Pendant la troisième guerre punique (201-146), Rome eut raison de sa rivale grâce au concours d'un prince indigène, Massinissa, roi de Numidie. Carthage, après un siège meurtrier qui dura deux ans, fut enfin prise et impitoyablement rasée (*Delenda est Carthago*). La puissance de Rome dans l'Afrique du Nord allait s'établir sur les ruines de la grande cité phénicienne, qui avait rayonné avec tant d'éclat sur le littoral africain.

Le rôle des rois Berbères pendant les guerres civiles de la République Romaine. — Tandis que la colonisation romaine s'étendait lentement dans l'Afrique du Nord, avec pour point de départ Carthage, Jugurtha, arrière petit-fils de Massinissa, fit aux Romains une guerre de partisans (118). Il s'empara de toute l'Afrique du Nord, avec le concours des Gétules du Sud et des soldats de son beau-père Bocchus, roi de Mauritanie (Alger, Oran, Est-Marocain). Mais, à la suite d'habiles manœuvres de Sylla, lieutenant de Marius, il fut trahi par Bocchus, et dut se rendre (105) ; emmené à Rome, il y mourut en prison. Ce fut la fin d'une belle période de l'indépendance berbère, où s'étaient manifestées les qualités guerrières de ce peuple.

Les rois berbères jouèrent un rôle important dans les guerres civiles qui déchirèrent la République romaine. Ils envoyèrent des troupes au secours de Pompée qui se battait en Afrique pour Sylla. Plus tard le roi de Numidie Orientale, Juba, prit parti pour Pompée, dans sa lutte contre César (48-46) ; mais, tandis que le roi des Maures, allié des Romains, contenait les légions de Juba, César en profita pour attirer les Pompéiens et les écraser à Thapsus. Les restes du parti pompéien s'enfuirent en Espagne, où César, aidé du roi de la Mauritanie Occidentale, les poursuivit et les acheva, l'année suivante, près de Cordoue.

Enfin, lors des luttes entre Octave et Antoine, le roi de Mauritanie Occidentale passa en Espagne pour combattre l'armée des lieutenants d'Octave. Mais, après la défaite d'Antoine, Octave débarqua en Afrique et rattacha toute l'Afrique du Nord au domaine de Rome (33 avant J.-C.).

La Colonisation Romaine. — 1° *La Mauritanie Tingitane.* — C'est du

jour où Octave vint en Afrique que date pour le Maroc l'époque romaine. Après avoir été administrées directement pendant quelques temps, les Mauritanies furent confiées à un prince indigène, Juba II, qui avait été déjà roi de Numidie, vassal de Rome. Ami des lettres et des beaux-arts, il tenait une cour de prince dans Caesarea (Cherchell), sa capitale.

Son fils, Ptolémée, lui succéda. Après la mort de Ptolémée, assassiné à Rome par Caligula, en 40 après J.-C., la Mauritanie, fut transformée en province romaine et coupée en deux parties, administrées directement par des « procurateurs » réunissant les pouvoirs civils et militaires. On eut ainsi, à l'est de la Moulouya, la Mauritanie Césarienne, et à l'ouest, la Mauritanie Tingitane. Ce n'est donc qu'en l'an 40 après J.-C., c'est-à-dire un siècle après la destruction de Carthage, que les Romains constituèrent la province de Tingitane. Elle ne tarda pas à être séparée complètement de la Césarienne pour être rattachée aux provinces d'Espagne : déjà à cette époque « le Maroc tournait le dos à l'Algérie ».

Si les races se mêlèrent à l'Est, dans les provinces où la colonisation romaine s'opérait plus facilement, il n'en fut pas de même en Mauritanie Tingitane. Dans ces contrées, en grande partie montagneuses, à peine pénétrées par les Romains, les populations subissaient le joug de Rome avec impatience. Pendant toute l'occupation romaine, l'histoire de la Mauritanie fut remplie des révoltes des indigènes. Sous Hadrien, les Maures se soulevèrent ; sous Antoine, ils recommencèrent et dévastèrent les colonies latines ; sous Marc Aurèle, ils ravagèrent le Gharb et même l'Espagne.

Puis vint l'époque de l'introduction du Christianisme en Afrique, le Christianisme se propagea rapidement dans la Tingitane. Les Berbères, qui n'ont jamais eu de religion bien définie et qui ont toujours adopté sans résistance les dieux des conquérants successifs de leur pays, se laissèrent facilement convertir au culte chrétien. Malgré les persécutions dont ils furent l'objet, le Christianisme se perpétua longtemps parmi eux.

Avec Constantin, les persécutions prirent fin (312), l'Afrique se couvrit d'églises et le Christianisme devint religion officielle. La Tingitane (Maroc) était rattachée au diocèse d'Espagne, Constantin la rattacha à la Préfecture des Gaules. Un « praeses » représentait le préfet des Gaules. Cette réorganisation de l'Afrique subsista jusqu'à la fin du monde romain.

2° *L'œuvre coloniale de Rome.* — L'œuvre coloniale de Rome en

Afrique s'est traduite par des alliances politiques avec les princes indigènes et par l'installation de soldats romains sur des points stratégiques, aux débouchés des cols et aux croisements des routes des plaines. C'est le système qu'appliqueront Bugeaud en Algérie et Lyautey au Maroc.

Les soldats de Rome recevaient des concessions de terres, se mariaient dans le pays et devenaient de véritables colons. Des marchés régionaux se formaient peu à peu auprès des camps et il en sortait des cités romaines. Dans la campagne, s'élevaient des maisons rurales, des villas, parfois somptueuses, avec des jardins bien arrosés. En un mot, la colonisation romaine, la « paix romaine », transforma le pays.

Les anciens comptoirs phéniciens devinrent des colonies latines florissantes : Tingis, Lixus (à l'embouchure du Loukkos), et dans l'intérieur, Volubilis, située dans le Dj. Zerhoum, entre Meknès et Fez. Des routes « solidement maçonnées, pareilles à des murs couchés par terre, avec des ponts robustes au passage des rivières. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 30), réunissaient les colonies impériales les plus importantes. Une route côtière allait de Tanger par Arzila (Zilis) à Salé (Sala Colonia) ; une autre route réunissait Tanger par El Ksar (Oppidum Novum) à Volubilis. Les Romains ne paraissent pas avoir porté leur domination beaucoup plus loin que la ligne Rabat-Volubilis. On signale cependant une expédition des armées romaines contre des rebelles maures et gétules, au cours de laquelle les Romains auraient été obligés de traverser l'Atlas et de poursuivre les rebelles jusque dans les régions de la Haute-Moulouya et du Haut-Guir. On peut en conclure que la domination romaine ne s'est exercée que sur une faible partie du territoire marocain.

Sous la protection bienfaisante des légions romaines, l'Afrique du Nord connut cinq siècles de paix : « elle s'est couverte de villes, les défrichements se sont étendus, les pentes ont été plantées d'arbres, et ces provinces furent alors le grenier de Rome ; des routes assuraient des communications faciles aux commerçants comme aux soldats ; la richesse générale s'accrut par le travail des populations pacifiées ». (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 26.)

Les indigènes subirent l'influence de cette civilisation solide et brillante, « et l'Afrique, à côté de polémistes, de lettrés comme Tertullien, saint Cyprien, saint Augustin, fournit à Rome des Empe-reurs même, tel ce rude et vaillant Septime-Sévère (193-211), dont la devise était : *Laboremus* ». (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 27).

3° *L'invasion des Vandales (415-531).* — Au V^e siècle, le Comte d'Afrique, Boniface, se trouvait en lutte contre Rome et contre les tribus des montagnes du Maroc au moment où les Vandales, barbares de Germanie, s'installaient en Espagne. Il les appela à son aide, avec l'espoir qu'après avoir triomphé des légions romaines, ils resteraient dans l'Ouest. Mais les Vandales, attirés par les richesses des provinces orientales, profitèrent de l'appel du Comte Boniface pour envahir toute l'Afrique romaine et s'établir à Carthage. Ils occupèrent le pays rapidement, ne rencontrant qu'une faible résistance : le pouvoir impérial, vieilli et usé, chancelait depuis longtemps, il n'était pas besoin d'un choc bien grand pour le voir sombrer brusquement.

L'arrivée des Vandales devait être la cause de grands désastres. Etant Aryens, les Vandales convertirent à leur religion les indigènes ; puis ils les poussèrent à persécuter leurs compatriotes chrétiens orthodoxes et les colons romains. « C'est saint Augustin qui incarna dans Hippone la résistance du monde romain et chrétien à leur invasion (430) ». (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 31). Libres de piller et de dévaster, les indigènes se soulevèrent et portèrent la ruine dans toute l'Afrique romaine.

« C'est à ces derniers, plutôt peut-être qu'aux barbares de Germanie, qu'il faut imputer la destruction de nombreuses forteresses romaines, le pillage des campagnes et la ruine des plantations. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord* p. 32.) Toutefois, ce qu'on peut affirmer, c'est que « Les Vandales n'avaient rien fondé en Afrique... » et que « l'agitation que déclancha leur venue fut mortelle à l'édifice de la paix romaine. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 32.)

4° *La fin de l'Afrique romaine à l'époque byzantine (531-642).* — L'Empereur byzantin, Justinien, décida de chasser les barbares d'Afrique. Son général, Bélisaire, débarqua à Carthage dont il s'empara. Il battit et fit prisonnier le roi Vandale, Gélimer, près de Bône (534), dont les troupes, épuisées par les luttes religieuses et par le climat, ne purent opposer aux armées régulières de Bélisaire qu'une faible résistance. Les Vandales disparurent complètement.

L'Empereur d'Orient réorganisa le pays, le divisant en provinces. La Tingitane fut gouvernée par un Consul, les autres Mauritanies par des « praeses ». Mais l'occupation fut assez restreinte. Seules furent occupées Tanger (Tingis) et Ceuta (Septa), dont les murs furent relevés rapidement. « Tout cela sent l'improvisation, ce n'est pas le beau travail calme de la vigueur romaine. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 33.)

Ainsi, au Maroc, quelques points de la côte seulement étaient tenus par les soldats et les colons byzantins. Le reste du pays, l'intérieur, était indépendant. Pasteurs sur les plateaux, agriculteurs dans les plaines et les vallées, les indigènes y étaient les seuls maîtres. Ils obéissaient à des chefs qui se faisaient appeler rois des Maures ; l'un de ceux-ci, du nom de Gasmul, passa en Espagne et tenta d'envahir les Gaules, où il échoua d'ailleurs. « Les Berbères, dit IBN KHALDOUN, forts par leur nombre et leurs ressources, obéissaient à des rois, des chefs, des princes et des émirs ; ils y vivaient à l'abri des insultes et loin des atteintes que la vengeance et la tyrannie des Romains et des Francs auraient pu leur faire subir. » (*Histoire des Berbères*, trad. de Slane, 4 Vol.)

La nationalité berbère se reconstituait sur les ruines de l'Afrique romaine, tandis que la domination byzantine s'efforçait de s'implanter par la colonisation. Mais les Byzantins ne restaurèrent la civilisation romaine que pour un temps assez court ; un siècle après la fin de l'occupation vandale, survenait en effet l'invasion arabe. Elle devait mettre aux prises les guerriers musulmans avec les soldats de Byzance, puis avec les indigènes berbères. L'époque byzantine ne fut qu'une trêve entre l'invasion des Vandales et celle des Arabes en Afrique du Nord.

CHAPITRE II

L'APPARITION DE L'ISLAMISME EN BERBÉRIE AU VII^e SIÈCLE

Les invasions arabes. — 1° *La conquête musulmane.* — Après la mort du Prophète, son beau-père, Abou Bekr, lança les Arabes contre l'Empire de Byzance, en Asie et en Afrique. Les Musulmans envahirent alors l'Egypte, occupèrent Tripoli et se répandirent en Tunisie, où leur chef, Sidi Okba, fonda Kairouan.

N'ayant que de faibles contingents, Okba ne put résister aux attaques des indigènes et abandonna l'Ifrikya. Mais il y revint plus tard, et, cette fois, traversa toute l'Afrique romaine. Il poussa même jusqu'au Sous, où, d'après la légende, s'élançant à cheval dans les flots, il prit le Dieu de Mohammed à témoin que, s'il n'était arrêté par la puissance de l'Océan, il irait porter la vraie religion jusque dans les contrées les plus reculées de la terre (682).

Les Arabes reparurent en 705 au Maroc. Ils passèrent même en Espagne où ils triomphèrent des Visigoths. C'est alors que les armées sarrazines, en grande partie composées de Berbères, envahirent la Gaule méridionale (718), établirent leur domination sur notre pays et poussèrent jusqu'à Poitiers, où Charles Martel brisa leur fougueux et terrible élan (732).

2° *L'Afrique kharedjite.* — Les Berbères n'eurent jamais de religion bien déterminée : idolâtres, païens, convertis au Judaïsme ou au Christianisme, ils vont se convertir à l'Islamisme dont la simplicité du dogme séduit facilement. Il n'en résulta pas d'ailleurs de persécution à l'égard des Berbères chrétiens.

Mais, de même qu'ils avaient embrassé l'hérésie donatiste pour faire pièce à l'orthodoxie catholique, les Berbères embrassèrent le Kharedjisme par opposition à l'orthodoxie musulmane. « De même qu'ils se sont fait les soutiens ardents de toutes les hérésies du Christianisme qui se répandirent en Afrique, ils vont se montrer disposés à adopter les hérésies musulmanes : sans doute faut-il voir là

surtout une manifestation de leur amour de l'indépendance et de leur esprit de résistance aux envahisseurs, qui représentaient l'orthodoxie musulmane. » (V. PIQUET, *Le Maroc*, p. 133.) En effet, le Kharedjisme se répandit rapidement au Maroc. Un des centres importants du Kharedjisme fut fondé à Sidjilmessa, dans le Tafilelt.

Le Kharedjisme (dissidence) est une réforme de l'orthodoxie musulmane, que les kharedjites veulent ramener à sa pureté et à son austérité des premiers temps. C'est en son nom que les Berbères se révoltèrent en 740. Et c'est parmi les nombreux Berbères Zénètes convertis au Kharedjisme que les Oméiades, chassés de Damas par les Abbassides, trouvèrent leur plus solide soutien pour la conquête de l'Espagne et l'établissement d'un Empire musulman à Cordoue (757).

La fondation de l'Empire arabe de Fez. — 1° *Les Chérifs Edrissites.* — Lorsque Ali, le gendre du prophète, eut été écarté du trône par les Khalifes, ses partisans ne voulurent pas reconnaître les Oméiades. Ce fut l'origine du grand schisme chiïte qui se propagea dans tout l'Orient et même en Berbérie. Un des descendants d'Ali, Edris, mis à mort par les Khalifes pour s'être révolté contre eux, échappa au massacre. Il réussit à se réfugier au Maghreb et s'établit à Oulili (Volubilis).

Après avoir su imposer aux tribus berbères son autorité et sa religion, Edris créa au Maroc un Etat arabe et orthodoxe, véritable Empire, dont il se proclama Khalife et Iman (chef temporel et spirituel). Puis il partit en guerre contre les royaumes kharedjites de Tlemcen et de Tiaret.

Le fondateur de l'Empire du Maroc mourut assassiné. Son fils, Edris II, contemporain de Charlemagne, fonda Fez en 808. Tous deux sont considérés comme de très grands saints et comme les patrons de la ville. On peut encore voir, en effet, au fond du vallon où s'étend Fez-Bali, une belle mosquée que les anciens Fazzi ont appelé Moulay Idris. On ne jure, d'ailleurs, au Maroc, et à Fez en particulier, que par Moulay Idris. Edris II rassembla autour de lui les Arabes qui se trouvaient en Berbérie et en Andalousie ; il leur confia les plus hautes fonctions et leur conféra les plus grandes dignités, laissant à l'écart les Berbères parce que ceux-ci ignoraient la langue arabe.

« Au XVI^e siècle, nous verrons les premiers chérifs grouper autour d'eux de la même manière tous les Arabes qu'ils pourront rassembler au Maghreb et s'en faire une garde particulière ; c'est également parmi les Arabes qu'ils prendront les dignitaires de l'Etat et de la Cour. C'est par là qu'ils arriveront à s'imposer au Maroc, qui est foncièrement resté berbère. » (V. PIQUET, *Le Maroc*, p. 136).

2° *Conquête de l'Empire édrissite par les Oméiades d'Espagne.* — Au x^e siècle, le Khalife de Cordoue, Abd-er-Rahman III, se prépara à s'emparer du Maghreb. Les Miknaça, tribus du Nord-Marocain, occupaient la vallée de la Moulouya ; ils entrèrent à Taza et proclamèrent le pouvoir des Kalifes d'Andalousie à Fez, en 942. Les Edrissites appelèrent à leur secours les Aglabites, princes arabes de Kairouan, qui gouvernaient l'Ifrikyia pour le compte des Khalifes de Bagdad. Ils furent cependant obligés de se soumettre et Fez reçut un Gouverneur, représentant de l'autorité oméiade.

Vers la fin du x^e siècle, en 991, une tribu berbère du Sud, les Maghraoua, qui étaient des Zénètes, vint s'installer à Fez. Le chef des Maghraoua vit son pouvoir grandir chaque jour ; son autorité s'étendit sur les deux Maghreb, El Aksa (extrême) et El Aouçot (central), tandis que l'autorité des Oméiades faiblit peu à peu et devint purement nominale.

Quelques années plus tard, d'ailleurs, les Maghraoua attaquèrent ouvertement les Khalifes de Cordoue, dont le royaume allait s'écrouler sous les coups des tribus berbères. L'influence arabe disparut jusqu'au xvi^e siècle, mais elle laissa derrière elle la religion de Mahomet.

Les Arabes en Afrique, n'ont rien créé, au contraire, ils « ont fermé les ports... Ils ont aussi négligé d'entretenir ces anciens travaux hydrauliques, ces routes, que ceux-là seuls (les Romains) établissent, dont les préoccupations s'étendent au-delà de leur génération ; les Oueds n'ont pas d'eau toute l'année, et coulent par saccades ; l'Arabe, pour qui le temps ne compte pas, n'a pas besoin de construire des ponts pour les franchir ; s'il y a trop d'eau pour passer, quand il se présente sur la rive, il attendra que la rivière ait baissé ». (H. LORIN. *L'Afrique du Nord* pp. 36, 37.)

CHAPITRE III

LE RÉTABLISSEMENT DE L'INDÉPENDANCE BERBÈRE

§ 1^{er}. — *L'histoire des dynasties berbères du XI^e siècle au XVI^e siècle*

Les Almoravides et l'invasion hilalienne (XI^e siècle). — 1^{re} *Conquête du Maroc et de l'Espagne par des Berbères sahariens.* — Il existait, parmi les Zénètes, des tribus qui menaient une vie nomade dans le Sahara, c'étaient les « Sanhadja au lithem » (au voile). Ces descendants des anciens Gétules s'étaient convertis à la religion musulmane orthodoxe. Un de leurs chefs, à la suite d'un voyage à La Mecque, se mit à la tête d'un mouvement réformiste, fonda un couvent (rebat) dans une île du Niger, et prêcha un puritanisme austère. D'où leur nom d'El Merabetin : en français, les marabouts, les religieux, et en espagnol, les Almoravides.

Après avoir converti à l'Islam les populations noires du Sénégal, la tribu saharienne des Sanhadja, qui a donné son nom au fleuve Sénégal, gagna le Tafilelt, le Sous et le Tadla. Leur chef, le célèbre Youssef ben Tachfin, fonda Marrakech en 1063, puis entra à Fez.

Appelés par les Emirs andalous qui se sentaient menacés par les progrès des Chrétiens du Portugal, de Castille et d'Aragon qui s'agrandissaient à leurs dépens, les Almoravides passèrent en Espagne. Mais ils en profitèrent pour s'installer à Séville, et mettre la main sur l'Empire maure d'Espagne (1090).

Youssef ben Tachfin se fit alors proclamer souverain des Almoravides. Son autorité s'étendit sur un vaste empire comprenant une grande partie de l'Espagne et du Maghreb, rayonnant autour de Tlemcen et de Marrakech, ville demi-saharienne, et allant de Séville jusqu'aux rives du Niger. Les Khalifes de Bagdad les reconnurent comme souverains du Maghreb, de l'Espagne et mêmes des îles Baléares. Les Almoravides n'eurent pas cependant l'intention de se contenter d'un si vaste empire, ils voulurent agrandir leur royaume par la conquête de l'Algérie Orientale et étendre leur domination sur toute l'Afrique du Nord.

2° *L'invasion arabe hilalienne.* — C'est alors que se produisit un événement désastreux pour l'avenir de l'Afrique du Nord : la seconde invasion arabe, dite hilalienne.

Les Beni Hilal et les Beni-Soleïm étaient des tribus arabes qui nomadisaient dans le Hedjaz et pillaient toutes les régions qu'elles traversaient. Chassés par les Khalifes d'Orient, ils gagnèrent l'Égypte. Les Khalifes Fatémides du Caire, en conflit avec les Khalifes de Kairouan, les jetèrent sur la Berbérie. Ainsi deux cent mille familles, dit-on, semblables à des loups affamés, envahirent l'Ifrikya, pillant et dévastant tout sur leur passage et sur celui de leurs troupeaux de moutons et de chameaux. Après avoir ruiné l'agriculture, le commerce et l'industrie de l'Algérie Orientale, ils se dirigèrent vers le Maroc qu'ils ne purent, d'ailleurs, atteindre grâce aux montagnes de l'Atlas, véritables barrières infranchissables.

C'est à ce moment que les Almoravides, Berbères sahariens, se tournaient vers l'Est. Ils se heurtèrent aux Arabes hilaliens qui marchaient vers l'ouest. Ce fut l'occasion de luttes confuses qui obligèrent les envahisseurs à s'arrêter.

La puissance almohade (XII^e siècle). — 1° *La domination passe à des Berbères de l'Atlas (Abd el Moumen).* — Au début du XII^e siècle, un nouveau prophète, issu d'une tribu berbère de l'Atlas, celle des Masmouda, va chasser les Almoravides.

Ibn Toumert, après s'être rendu à Cordoue et en Orient, commença de prêcher en faveur de la pureté primitive de la religion. On appela alors ses adeptes El Monahedoun, les Almohades, ou les Unitaires (doctrine de l'unité de Dieu).

Après la mort du nouveau Madhi, l'un de ses disciples, Abd el Moumen (1130-1163), organisa les forces almohades, puis s'empara du Nord Marocain et de Marrakech dont il massacra les habitants et où il établit sa capitale. L'Empire almoravide avait vécu, les Berbères du Sahara firent place aux Berbères du Maghreb même.

Abd el Moumen marcha ensuite sur l'Ifrikya où les Arabes ravaageaient les campagnes. Il les emmena au Maroc, ce qui contribua pour beaucoup à l'arabisation du pays.

Abd el Moumen a laissé le souvenir d'un grand prince. Il a fait régner l'ordre dans toute l'Afrique septentrionale, créé l'impôt foncier, renouvelé les opérations cadastrales déjà faites par les Romains, fondé des Universités renommées, créé une flotte, réorganisé ses armées. On comptait parmi ses soldats même des chrétiens ; ce n'était pas des captifs, mais bien des volontaires, soldats de métier qui venaient

s'enrôler dans les troupes du Sultan et formaient des milices chrétiennes. Les chrétiens ne furent d'ailleurs jamais persécutés sous les dynasties berbères. Ce n'est qu'au XVI^e siècle que les chrétiens disparurent du Maroc, comme contre coup des persécutions exercées sur les Maures d'Espagne par les princes catholiques.

2° *L'Empire almohade d'El Mansour*. — Avec un des souverains almohades, El Mansour, l'empire s'étendit à nouveau sur toute l'Afrique du Nord.

El Mansour, comme tous les Almohades, fut un grand bâtisseur. Il fit construire de splendides monuments comme la Koutoubia à Marrakech, ville magnifique, rapporte Léon l'Africain « où estoient compris environ 100.000 feux ».

Il fonda Rabat « en fort peu de temps, quoiqu'il y eut de grands palais et de grandes mosquées... Et il se plut tant à l'embellir qu'elle ne cédoit point à celle de Maroc. Aussi la tour de la principale mosquée est-elle toute semblable à celles de la forteresse de Maroc et de la grande église de Séville... Il fit venir sur des arcades une fontaine de quatre lieues, dont l'eau est répartie dans les places, les mosquées et les palais ». (Jean de MARMOL, *Etats et Royaumes de Fez et Maroc, Dahra et Segelmesse*, t. II, p. 141.)

La décadence de la puissance almohade commença avec l'arrière petit-fils d'Abd el Moumen, à la bataille de Las Navas de Tolosa, en 1212, où il fut vaincu par les chrétiens à la tête desquels était Alphonse IX, roi de Castille.

L'Empire Mérinide (XIII^e au XVI^e siècle). — 1° *Des Berbères Zénètes chassent les Almohades*. — Au début du XIII^e siècle, des descendants des anciens Zénètes, tribus berbères du Sud, remontèrent vers le Nord Africain. C'étaient les Béni Merine, les Abd el Ouadite et les Hafside. Ils devaient fonder trois royaumes sur les ruines de l'Empire Almohade : le royaume de Fez avec les Mérinides, celui de Tlemcen avec les Abd el Ouadites et celui de Tunis avec les Hafsides. Pendant trois siècles, ces trois dynasties se firent continuellement la guerre ; les campagnes furent pillées et ravagées par leurs troupes ; c'était l'instabilité constante et l'insécurité pour tous. On était loin de la forte discipline de la Paix Romaine.

Les Beni Merine n'étaient à l'origine que des tribus de brigands saccageant les campagnes. Mais voyant la faiblesse du Sultan almohade, ils se mirent à envahir son empire par la trouée de Taza et à s'emparer des régions du Nord. Après avoir chassé les forces

almohades de Marrakech, en 1268, ils restèrent les maîtres de la Berbérie occidentale.

L'Empire Mérinide voulut, lui aussi, étendre sa domination sur toute la Berbérie. Il entreprit la conquête des deux Etats berbères de Tlemcen et de Tunis. La puissance mérinide imposa sa supériorité aux royaumes voisins et régna alors sur toute l'Afrique du Nord. Mais ce vaste empire n'eut qu'une courte carrière : il s'écroula sous les coups des Arabes, qui envahirent l'Ifrikya, et des gens de Tlemcen, qui se révoltèrent. A la même époque, les Portugais et les Espagnols apparaissaient au Maroc (xv^e siècle). L'Empire Mérinide touchait à sa fin.

2° *L'Empire Mérinide fut très prospère.* — D'après les récits des anciens historiens, tels que Léon l'Africain ou Jean de Marmol, on peut se rendre compte combien le Maroc fut prospère pendant la domination des princes mérinides.

Léon l'Africain et Jean de Marmol parlent de bourgs nombreux et riches, de régions très peuplées, qu'il s'agisse des plaines atlantiques ou des montagnes de l'Atlas, de la Chaouïa (Temesna) ou du Tadla, du Gharb ou de la région de Fez.

Le pays était cependant encore assez sauvage. On y rencontrait pas mal de forêts, où les bêtes féroces n'étaient pas rares. Léon l'Africain signale des lions, « les plus affamez et cruelz qui soyent en Afrique », dans la forêt de la Mamora. Aujourd'hui, en fait d'animaux sauvages, on n'y trouve que lièvres et perdreaux ; nous sommes loin de cette époque où même la côte était couverte de forêts dangereuses à l'homme.

L'Empire mérinide brilla du plus vif éclat. « Les souverains se plaisent à s'entourer d'une cour fastueuse, à bâtir des palais, des mosquées, parfois des écoles. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 36.) Mais les monuments rappelaient ceux de l'époque byzantine ; comme les Byzantins, les Mérinides bâtissaient trop vite, ce n'était pas le beau travail calme et vigoureux de l'époque romaine ; « les architectes n'ont sous la main que des matériaux médiocres, les meilleurs fournis par le dépeçage des ruines romaines ; la difficulté des communications ne leur permet pas de faire venir de loin des pièces rares et lourdes ; ils construisent donc vite des cloisons plutôt que des murs, puis déploient leurs fantaisies en l'art plus superficiel de la décoration... Rarement un palais arabe est fait pour durer au-delà de la vie d'un homme... Les monuments nés alors finissent en poussière, ignorant la survie des ruines romaines ». (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 36.)

§ 2. — *Les relations et le commerce du Maroc avec les nations chrétiennes au Moyen Age ; la colonisation européenne.*

Les relations commerciales ; les Capitulations. — Pendant cette époque, qui s'étend sur plus de cinq siècles, et où des dynasties berbères détinrent le pouvoir au Maroc, on est heureux de constater dans quelle atmosphère de mutuelle confiance se sont développées les relations commerciales des autres peuples avec les Marocains.

A plusieurs reprises, les souverains marocains conclurent des traités d'affaires avec les chrétiens. Au XII^e siècle, plusieurs cités du Midi de la France, notamment Marseille, imitant les gens de Pise, signèrent des traités de commerce avec les Almoravides (1138). Sous les Almohades, de nouveaux traités furent conclus avec le Maroc par les Génois, en 1160 ; par les Pisans en 1186 ; et par les Provençaux. Au XIV^e siècle, sous les Mérinides, les villes du Midi de la France, puis Gênes, Florence, Majorque, Barcelone, Livourne, firent d'actives affaires avec le Maghreb.

En général, tous ces traités de commerce spécifiaient des droits de 10 % *ad valorem* à l'importation et de 5 % à l'exportation. Des garanties envers les personnes les complétaient, on appelait ces garanties des Capitulations, si en usage en Orient. Par ces Capitulations, les commerçants des Etats chrétiens ne pouvaient pas tomber sous le coup des juridictions marocaines, ils dépendaient de celle de leurs Consuls. En un mot, d'une part, les Consuls jugeaient les procès entre chrétiens, et, d'autre part, les musulmans ne pouvaient assigner les chrétiens que devant les Tribunaux Consulaires.

La Colonisation Portugaise. — Désireux de faire cesser la piraterie berbère qui enlevait toute sécurité à la route maritime des Indes, les Portugais se virent dans l'obligation de venir s'installer sur divers points de la côte atlantique du Maroc. On voit encore aujourd'hui, dans plusieurs ports marocains, des fortifications élevées par les Portugais (Mazagan).

Après s'être emparés de Ceuta, en 1415, ils prirent, dans la seconde moitié du XV^e siècle, Ksar el Seghir, située sur le détroit de Gibraltar (1458), puis Anfa (Casablanca) en 1464, enfin Arzila et Tanger en 1471. Le Sultan reconnut, par un traité avec le Portugal, la suzeraineté du royaume portugais sur ces quatre ports.

Au début du XVI^e siècle, ils échouèrent devant El Ksar El Kébir en 1503 ; mais, en 1506, ils fondèrent Castillo Réal (Mazagan), prirent Safi et fondèrent encore Santa Cruz du Cap d'Aguer (Agadir) ; enfin,

ils occupèrent Azemmour en 1513. Ils étendirent leur domination sur les provinces littorales, occupèrent même une partie du Haouz et s'avancèrent vers Marrakech dont ils faillirent s'emparer.

Les Portugais pratiquèrent une politique indigène habile, notamment avec le concours d'un chef africain Yahia ben Toufout, vassal du roi de Portugal et ennemi des Chérifs. Ils faisaient administrer les indigènes par des Caïds à leur dévotion.

Ils occupèrent les points importants ou utiles, positions stratégiques ou débouchés commerciaux et y élevèrent des fortifications ou y effectuèrent des travaux d'utilité publique. « Ils fondent des bordjs parfaitement établis, avec des matériaux apportés tout préparés de Lisbonne, et ils arrivent par exemple, à l'embouchure du Tensift, à élever un château, aujourd'hui Soueïra Quedime, en quelques jours, au grand étonnement des Arabes... Ils fondent à Fonti, au pied d'Agadir, un travail pour la captation d'une source, travail digne des Romains. » (Ludovic de CAMPON, *Un Empire qui croule*, p. 68.)

La domination portugaise fut malheureusement à l'image des théories de l'époque. Au lieu de coloniser le pays à la romaine, de le faire prospérer en y faisant régner la paix, les Portugais n'entendirent la colonisation que dans un but de rapports personnels et de profits commerciaux. Ils ne songèrent qu'à piller les provinces qu'ils occupaient, en un mot à leur faire rendre le plus possible.

La Colonisation Espagnole. — A partir du VIII^e siècle, l'Islam avait pénétré en Espagne où il avait fondé une civilisation brillante. Mais dès le X^e siècle, époque où il atteint son apogée, les chrétiens commencèrent la reconquête de la péninsule : les Etats de Portugal, de Castille, d'Aragon refoulèrent les musulmans vers le Sud. A la fin du XIII^e siècle, les Etats musulmans se réduisirent à une partie du royaume de Grenade ; ce ne fut cependant qu'en 1492, année de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, que le roi Ferdinand et la reine Isabelle de Castille reçurent à Grenade la capitulation du roi Maure Boabdil. C'est à partir de cette date qui consacra les victoires des Espagnols sur les musulmans de la péninsule, que commença la politique africaine de l'Espagne.

Déjà pourtant, les Espagnols s'étaient occupés du Maroc. En 1263, un roi de Castille, Alphonse X, s'empara de Safi, mais il ne put s'y maintenir. En 1402, Jean de Béthencourt, gentilhomme du pays de Caux, reconnut les îles Canaries et les offrit au roi d'Espagne. Enfin, en 1300, fait important : l'Espagne passa un accord avec le Portugal par lequel ces deux royaumes se partagèrent la côte marocaine. Le Portugal eut les mains libres sur la côte atlantique et sur la côte

méditerranéenne jusqu'au Peñon de Velez, ou de la Gomera. L'Espagne reçut toute la côte à l'Est du Peñon de Velez, marocaine, algérienne et tunisienne. Cependant, en 1399, le roi de Castille s'installa à Tétouan.

Après 1492, date de la chute de Grenade, les fugitifs andalous vinrent s'établir dans les petits ports de l'Afrique du Nord, où ils s'associèrent à des aventuriers et adoptèrent le métier de pirates et de naufrageurs. On les appela Barbaresques.

« Par leur religion, par leurs aventures en Méditerranée, ces pirates furent amenés à se réclamer de la protection du Sultan de Constantinople, à se dire Turcs. L'Afrique du Nord vit alors naître une certaine activité maritime ; mais, loin que la civilisation y fut intéressée, comme au temps de Rome, c'était une force destructrice paralysant l'essor du commerce régulier. Ainsi, se sont constituées dans les villes côtières, à Sidi-bou-Saïd, près de Tunis, à Alger, à Salé (Sla), près de Rabat, des communautés musulmanes, composées d'étrangers au pays, dont les chefs, vassaux intermittents du Sultan de Constantinople, étaient des brigands enrichis, pas plus sympathiques aux indigènes qu'ils rançonnaient, qu'aux armateurs chrétiens, dont ils enlevaient les navires. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord* p. 38.)

En présence des nombreux actes de piraterie des corsaires qui écumèrent la Méditerranée, et dans le but aussi de poursuivre les musulmans d'Espagne jusqu'en Afrique, les Espagnols traversèrent le détroit de Gibraltar. Ils débarquèrent sur les côtes du Maroc où il s'emparèrent de Melilla (1496). Ils occupèrent Mazalquivir (Mers el Kébir) en 1505. En 1508, le célèbre Pedro Navarro enleva le Peñon de Velez. En 1509, le Cardinal Ximénès Cisnero partit en croisade contre la cité commerçante et prospère d'Oran, dont il s'empara. Enfin, Pedro Navarro occupa Bougie, puis Tripoli. Charles-Quint combattit lui aussi les corsaires barbaresques ; en 1535, il prit Tunis.

C'était alors, vers 1535, l'apogée de la conquête espagnole. L'Espagne occupait une grande partie de la côte de la Berbérie, de Tunis au Peñon de Velez. Les royaumes de Tunis et de Tlemcen se reconnaissaient les vassaux de l'Empereur Charles-Quint.

Il semble que si l'Espagne avait continué dans la voie de l'extension de sa domination au Maghreb, elle serait arrivée à conquérir toute la Berbérie, c'est-à-dire le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, et à établir sur cette vaste région un magnifique protectorat qui subsisterait peut-être encore de nos jours (1).

(1) Il est vrai que, si les Espagnols du ^{xvi}e siècle n'étaient pas de meilleurs colo-

Les Espagnols du xvi^e siècle n'eurent pas d'autre but en occupant les côtes du Maghreb que de poursuivre et de réduire les pirates qui infestaient les côtes d'Espagne. Ils ne se préoccupèrent même pas, comme les Portugais, d'organiser les indigènes, d'établir un commerce régulier et de tirer du pays de gros revenus. Leur occupation eut un caractère purement militaire. Les villes qu'ils tenaient ne furent que des garnisons, souvent bloquées par les tribus indigènes ; ce que sont restés jusqu'à nos jours les Presidios espagnols du Rif marocain.

En 1540, Charles-Quint échoua devant Alger. Dès lors les Espagnols rencontrèrent les Turcs qui, eux aussi, voulaient conquérir la Berbérie. Espagnols et Turcs se disputèrent la Berbérie centrale, mais les premiers subirent défaite sur défaite. Bientôt, ils ne tinrent plus que Mers el Kébir, Oran et Melilla, et quelques autres points de la côte marocaine. La domination réelle de l'Espagne au Maroc prit ainsi fin dès 1578.

nisateurs que ne le sont ceux du xx^e siècle, le protectorat, qu'ils auraient pu établir sur l'Afrique du Nord, n'aurait guère été durable.

Il y a, en effet, plus de cinq cents ans qu'ils occupent Melilla, et c'est justement dans cette région qu'ils ont subi, au mois de juillet 1921, un échec des plus graves ; échec qui ne fut que la suite du soulèvement d'une fraction des troupes espagnoles indigènes, survenu le mois précédent.

CHAPITRE IV

LE MAROC DU XVI^e SIÈCLE A 1830 : LES CHÉRIFS

§ 1^{er}. — *L'établissement des Chérifs au Maroc, au XVI^e siècle*

La dynastie Saadienne. — 1^o *El Medhi, El Mansour.* — Au XVI^e siècle, alors que les dynasties berbères épuisées touchaient à leur fin, une sorte de renaissance islamique se produisit sous l'influence des marabouts, par réaction contre les envahissements des chrétiens. Cette renaissance musulmane allait aboutir à l'avènement de dynasties chérifiennes ou arabes. Ce furent tout d'abord les Chérifs Saadiens. Les Saadiens étaient des descendants d'Ali, gendre du prophète ; ils habitaient la vallée de l'oued Draa depuis la fin du XII^e siècle.

Au XVI^e siècle, les gens du Sous les appelèrent pour les aider à chasser les Portugais de la côte atlantique ; puis ils reconnurent leur autorité.

Un Chérif saadien, El Medhi, s'installa à Taroudant et s'imposa aux pays du Sud Marocain. Il marcha sur Fez, dont il s'empara en 1550 et la dynastie mérinide disparut. Ce fut la fin des grands empires berbères. Enfin, il alla au secours du royaume de Tlemcen, attaqué par les Espagnols et par les Turcs, et réunit cet Etat au Maroc.

El Medhi fut un grand souverain. Il fit régner l'ordre dans ses Etats, réorganisa les impôts, rétablit le cadastre d'Abd el Moumen et introduisit la canne à sucre dans le Sous.

Les successeurs d'El Medhi n'eurent pas des règnes aussi brillants. Mais avec Ahmed el Mansour, le Maroc revêcut des temps prospères. El Mansour arrêta l'envahissement des Turcs et fit campagne jusqu'à Tombouctou. Son armée était puissante et bien organisée. Elle comprenait des renégats, des affranchis, et des levantins exercés à la manière turque, puis des Maures andalous arquebusiers et archers, et des cavaliers arabes. Etabli à Marrakech, il embellit la ville de palais de marbre, qu'il faisait construire par des chrétiens, ouvriers d'art venus exprès.

2^o *Développement extraordinaire du Soufisme.* — Tandis que les

Saadiens détenaient le pouvoir, de nombreux agitateurs religieux, chorfas et marabouts, surgissaient de tous les coins de l'empire. Le début du XVII^e siècle fut l'époque des combattants de la guerre sainte. Sous prétexte de combattre les infidèles, les marabouts parcoururent le Maroc ; chacun d'eux se prétendit le vrai Madhi, le défenseur de la foi musulmane, chargé de ramener la religion à sa pureté primitive. Mais ils en profitèrent pour établir leur influence et s'attaquer aux Chérifs saadiens.

L'un d'eux s'empara de Marrakech. Les Saadiens s'enfuirent alors à Fez. Peu après le marabout de Dela les en chassa. Ainsi finit la dynastie saadienne.

La dynastie filalienne ; Moulay-Ismaïl : 1672-1727. — D'autres descendants d'Ali étaient venus eux aussi au Maroc à la fin du XII^e siècle et s'étaient fixés dans le Tafilelt. Ils donnèrent naissance aux Chérifs filaliens qui règnent encore aujourd'hui.

L'un d'eux, marabout du Tafilelt, descendit la vallée de la Moulouya et s'empara de Tlemcen, puis d'Oudjda. Son fils, Er Rechid, chassa de Fez le marabout de Dela et domina bientôt tout le Maroc.

Son frère, Moulay Ismaïl, lui succéda en 1672. Il s'entoura de tribus arabes comme l'avaient fait les premiers Chérifs. Il constitua la garde noire des Bokharia, forte armée d'esclaves nègres, répartis en colonies militaires et agricoles dans des forteresses commandant les routes et contenant les tribus berbères indépendantes de l'Atlas. Il put ainsi faire régner l'ordre dans l'empire. Il passa son long règne de 55 ans, 1672-1727, à soumettre le Maroc et à le pacifier. Il étendit l'empire jusqu'au Chélif, où il rencontra les Turcs et combattit aussi les établissements européens de la côte.

Moulay Ismaïl fut le plus grand des souverains filaliens. C'est lui qui construisit Meknès. Augustin Bernard l'appelle le « Louis XIV Marocain ».

Sa mort fut suivie de désordres. Ce n'est qu'en 1757 qu'ils prirent fin, avec l'avènement de Moulay Mohammed. Moulay Mohammed établit des relations commerciales avec les puissances européennes.

Puis nouveaux désordres à l'intérieur jusqu'en 1822, date où Abd er Rahman monta sur le trône. C'est sous son règne que commencèrent les tentatives des Puissances pour prendre pied au Maroc.

§ 2. — *Les relations des Européens avec le Maroc.*

Occupation portugaise, occupation espagnole. — 1^o *Fin de l'occupation portugaise.* — Dès le début du XVI^e siècle, les Chérifs Saa-

diens, appelés par les gens du Sous, s'attaquèrent aux Portugais. En 1541, ils les chassèrent de Santa Cruz du Cap d'Aguer (Agadir). En 1542, ils entrèrent à Safi et à Azemmour. Puis, en 1578, ils battirent l'armée du Roi Dom Sébastian à Alcazar, près du Loukkos, dans le Gharb. L'année 1578 marqua la fin de la domination portugaise au Maroc.

En 1580, le royaume de Castille annexa le Portugal et ses colonies. Lorsque le Portugal redevint libre, en 1640, il ne lui restait que Mazagan, qu'il conserva jusqu'en 1769. Ceuta fut conservée par l'Espagne et Tanger passa à l'Angleterre, les Anglais en partirent en 1683. Vingt ans plus tard, les Anglais s'emparaient de Gibraltar.

2° *L'occupation espagnole.* — L'année 1578 marqua encore la fin de la domination réelle de l'Espagne au Maghreb. Les Espagnols n'occupaient plus que quelques ports de la côte.

Le Chérif filalien, Moulay Ismaïl, attaqua les établissements chrétiens que les Européens tenaient sur la côte. Après avoir repris Tanger aux Anglais en 1683, il s'empara de Larache et attaqua Ceuta et Melilla. L'Espagne conserva cependant Ceuta et Melilla, le Péñon de Velez et Alhucemas. Elle n'occupa les Iles Zaffarines, situées en face du Cap de l'Eau, près de l'embouchure de la Moulouya, qu'en 1847 ; nous avons négligé de nous y installer, nous devions plus tard le regretter amèrement puisque ce sont ces îles qui nous ont empêchés de revendiquer, en 1912, la rive gauche de la Moulouya.

Relations commerciales de la Berbérie avec la France et avec les autres Puissances. — 1° *Relations avec la France.* — François I^{er}, allié avec les Turcs, essaya d'établir des relations commerciales avec le Maroc. En 1533, il envoya à Fez, auprès du Sultan mérinide, le sieur Pierre Tison : un accord fut conclu permettant aux bateaux français d'atterrir dans les ports marocains.

En 1577, Henri III obtint du Sultan la nomination d'un Consul français au Maroc. Ce fut le premier Consul européen en Afrique du Nord. On le désigna comme « facteur pour les nations » à Marrakech et à Fez ; il s'installa à Safi. C'était un marseillais du nom de Bérard.

En 1601, Henri IV envoya auprès du Sultan, à Fez, une ambassade chargée d'entretenir les relations amicales entre le Maroc et la France.

Sous Louis XIII, Richelieu envoya au Maroc une mission dirigée par le Chevalier de Razilly. Elle aboutit aux traités des 17 et 24 septembre 1631. C'étaient surtout des traités d'amitié entre les deux Etats.

Ils assuraient à la France la liberté des relations commerciales et l'autorisaient à avoir des Consuls au Maroc.

Louis XIV s'occupa lui aussi du Maroc. La Compagnie des Etablissements français d'Afrique envoya auprès du Sultan un de ses commerçants avec mission d'obtenir l'autorisation de fonder des établissements sur le littoral rifain, mais l'affaire ne réussit pas.

Louis XIV continua la lutte contre les corsaires turcs, commencée par le Chevalier de Razilly. Il envoya des navires de guerre devant Salé, principal repaire des pirates. Moulay Ismaïl dépêcha alors une ambassade à la Cour de Louis XIV. Un traité fut signé par lequel le Sultan s'engagea à rester neutre dans la lutte contre les Barbaresques. De plus, ce traité reproduisit les clauses de 1631 assurant aux Français la liberté du commerce au Maroc et autorisant la France à y entretenir des Consuls (29 janvier 1682).

En 1699, Moulay Ismaïl envoya à Louis XIV une seconde ambassade, dirigée par le Caïd de Salé. Le Caïd de Salé « eut beaucoup de succès à la Cour, goûta non moins les Françaises, et demanda même pour son maître la main de la princesse de Conti. On se gaussa beaucoup en France de l'aventure, mais on eut peut-être tort : les Français ignoraient alors tout de la civilisation arabe et se représentaient mal sans doute la Cour des Chérifs ; il n'est pas certain pourtant que toutes les provinces de France fussent à cette époque plus civilisées et mieux policées que les Etats de Moulay Ismaïl. » (Victor PIQUET, *Le Maroc*, p. 173.)

Sous Louis XVI, une flotte bombarda à nouveau Salé et Larache. Un traité de paix et d'amitié fut signé le 28 mai 1767, confirmant les traités de 1682 et de 1631, mais avec l'introduction de la clause de la nation la plus favorisée en faveur de la France. Ce traité introduisit au Maroc l'institution de la protection diplomatique et consulaire, l'article 11 en donne les causes : « Ceux qui seront au service des Consuls, secrétaires, interprètes, courtiers ou autres, tant au service des Consuls que des marchands ne seront empêchés dans leurs fonctions et ceux de leur pays seront libres de toute imposition et charge personnelle. »

Sous la Révolution et sous l'Empire, nos rapports commerciaux avec le Gouvernement chérifien restèrent les mêmes. De nouveaux traités furent conclus avec Abd er Rhaman rappelant les précédents, le 17 mai 1824 et le 28 mai 1825. Les ports marocains furent ouverts aux commerçants européens, moyennant une redevance.

2° *Relations avec les autres Puissances.* — A la fin du XVI^e siècle,

en 1577, une ambassade anglaise vint au Maroc nouer des relations avec le Chérif. Une Compagnie à charte fut autorisée à faire du commerce avec le Maroc. Après s'être établis pendant une vingtaine d'années à Tanger (1664-1684), les Anglais s'emparèrent de Gibraltar (1704) et firent de ce port le centre de leurs affaires commerciales avec le Maroc, notamment pour les tissus.

En 1610, les Hollandais passèrent avec le Sultan un traité d'alliance dirigé contre l'Espagne. Mais ce ne fut qu'au XVIII^e siècle que leurs rapports commerciaux se développèrent avec les ports marocains.

Les Danois et les Génois virent aussi leurs relations d'affaires avec l'Empire se multiplier au XVIII^e siècle, en même temps que celles des Anglais et des Hollandais, tandis que celles des Français se ralentissaient.

CHAPITRE V

LE MAROC DE 1830 A 1904 :

LES PREMIERS TRAITÉS, LA CONVENTION DE MADRID (1880)

§ 1^{er}. — *Le règne d'Abd er Rhaman* (1822-1859).

Guerre franco-marocaine de 1844 ; traité de 1845. — Après la prise d'Alger, le 4 juillet 1830, sous le gouvernement de Charles X. (Ministère de Polignac), et la disparition de l'oppression turque (Dey Hussein), le Sultan du Maroc, Abd er Rhaman, inquiet de notre voisinage, résolut de nous empêcher d'étendre notre occupation en Algérie. Il fit organiser en Oranie la résistance contre nous. Mais nous prîmes Oran et une ambassade, dirigée par le Comte de Mornai, se rendit à Meknès en 1832. La mission obtint du Sultan qu'il renonçât à ses visées sur l'Ouest algérien ; par contre, nous lui reconnûmes une autorité nominale sur la vallée de la Tafna. En 1837, le traité de la Tafna, en reconnaissant à l'Emir de Mascara, Abd el Kader, des droits sur la province d'Oran, ajourna les prétentions du Sultan sur les territoires de Tlemcen.

Dès lors, le Sultan soutint Abd el Kader, au moins moralement. Il commença de se montrer très hostile aux commerçants européens, surtout envers les Français, dont les progrès en Algérie ne cessaient de l'inquiéter. En 1842, les Marocains tirèrent même des coups de fusil sur des barques de la frégate française « *l'Américaine* », qui se trouvait en rade de Tanger. Les coupables furent d'ailleurs bâtonnés en place publique, à la suite de l'attitude énergique de la France.

L'Espagne eut aussi à se plaindre : le chef du Corps Municipal de Ceuta fut assassiné en allant offrir des présents au Caïd (1837), et les environs des présidios furent souvent attaqués.

Après une série d'accords et d'hostilités avec Abd el Kader, soldat et prédicateur de guerre sainte, la guerre éclata. L'Emir fut chassé de Tlemcen par Bugeaud. Il passa au Maroc, où il enrôla des Béni Snassen et reçut des munitions du Caïd d'Oudjda. L'émir réapparut ; mais sa smala, encombrée des familles et du bétail des combattants, fut

enlevée sur les Hauts-Plateaux par le Duc d'Aumale, en 1843. Il se réfugia au Maroc. A la suite de l'occupation de Sebdou et de Lalla-Marnia par Lamoricière, Abd er Rhaman se décida à entrer en guerre contre la France.

L'armée marocaine, ayant à sa tête le fils même du Sultan, Moulay Mohammed, marcha sur l'Oranie par la trouée de Taza. Bugeaud accourut et l'arrêta à l'ouest d'Oudjda sur l'Isly (1844). Pendant ce temps, l'escadre du prince de Joinville bombarda Tanger, puis Mogador. Le Sultan se hâta de traiter.

L'Angleterre qui craignait une extension de nos conquêtes, offrit sa médiation. La France la repoussa, mais se montra cependant modeste dans ses revendications et la paix fut conclue. Par la Convention du 10 septembre 1844, le Sultan promit de ne plus soutenir Abd el Kader, et par le traité du 18 mars 1845, dit de Lalla-Marnia, la frontière algéro-marocaine fut délimitée jusqu'au Teniet-Sassi.

En réalité, nous n'en avons pas fini avec l'Emir. Isolé sur la Moulouya, il s'épuisa à prêcher la guerre sainte et provoqua une insurrection dans toute la province d'Oran. Bugeaud en vint encore à bout et le chassa définitivement de l'Algérie.

Réfugié au Maroc, il essaya de se tailler un Empire sur les rives de la Moulouya. Le Sultan, croyant voir en lui un rival, se décida à appliquer la Convention de 1844, dont il s'était peu soucié. Il envoya contre lui une armée et mit en déroute ses dernières troupes. Pris entre les forces du Sultan et la frontière algérienne, Abd el Kader se rendit au général Lamoricière, en décembre 1847.

Politique xénophobe du Sultan. — Malgré les accords de 1844 et de 1845, la politique xénophobe d'Abd er Rhaman ne cessa pas.

En 1848, à la suite du pillage de deux de ses navires, l'Angleterre fut amenée à faire une démonstration. La France ne fut pas plus épargnée : en 1849, elle subit une série d'actes provocateurs de la part des fonctionnaires marocains à Tanger, à Mogador et à Casablanca où le fils de notre agent fut malmené ; un courrier du chargé d'affaires de France fut arrêté et assassiné ; un sujet algérien, condamné à la bastonnade par un Cadi ; un brick français, naufragé devant Salé, pillé avec le consentement des autorités du port (1851).

A la suite de ces griefs multiples, la France se décida à envoyer une escadre devant Salé, qui fut bombardée (1851). Le Sultan accorda alors les réparations exigées.

Les dispositions d'Abd er Rhaman semblèrent dès lors s'améliorer. En 1855, un négociant, Paul Rey, ayant été assassiné à Tanger par un

Chérif, celui-ci, malgré sa qualité, fut mis à mort ; un bateau échoué au cap des Trois Fourches ayant été pillé par des Marocains, le Gouvernement chérifien versa à la France, sans y être contraint, la somme de trente-cinq mille francs.

Traité de 1856 entre le Maroc et l'Angleterre. — Depuis plusieurs années, l'Angleterre faisait de grands efforts pour obtenir au Maroc des facilités commerciales. Elle signa enfin avec le Sultan le traité du 9 décembre 1856. Ce traité fixa les conditions des relations commerciales et maritimes entre la Grande-Bretagne et le Maroc. Il marqua aussi le début d'une période d'activité pour la politique anglaise dans l'Empire chérifien, activité qui ne devait cesser qu'en 1904.

Le Traité du 9 décembre 1856 posa le principe de la liberté commerciale, sauf en ce qui concernait un certain nombre de monopoles, tels que le tabac, le soufre, les poudres, les produits agricoles, etc... De plus, il unifia les droits de douanes. La France, d'ailleurs, qui, d'après les traités antérieurs, jouissait du traitement de la nation la plus favorisée, bénéficia des avantages de l'accord de 1856.

§ 2. — *Le règne de Mohammed II (1859-1873).*

Campagnes de la France sur les Confins. — Moulay Mohammed, fils et successeur d'Abd Er Rhaman, vit les débuts de son règne remplis par la campagne de la France contre les Beni Snassen (1859) et par la guerre avec l'Espagne, dite de Tétouan (1859-1860).

En 1859, la frontière algéro-marocaine fut violée par des indigènes marocains. Forts du Traité du 18 mars 1845, qui reconnaissait le droit d'aller châtier en territoire marocain les incursions de ces indigènes en Oranie, une expédition fut décidée après en avoir informé le Sultan, contre les Beni Snassen. Le Général de Martimprey parcourut cette région et en soumit les habitants.

Certains parlèrent alors de l'annexion de la rive droite de la Moulouya à l'Algérie, ce qui aurait porté la frontière algéro-marocaine plus à l'ouest, mais n'aurait en rien résolu la question marocaine.

Les opérations de frontières se continuèrent, surtout dans le Sud-Marocain. Ce fut, à partir de 1864, celles contre les Ouled Sidi Cheik, et en 1870, le raid du général de Wimpfen sur Aïn Chaïr.

Guerre hispano-marocaine de 1859 ; accord de 1861. — A la suite des attaques incessantes dont ses Presidios étaient l'objet, l'Espagne décida, en 1859, d'organiser une expédition contre les Rifains. Le véritable prétexte de cette expédition était qu'il fallait une auréole

de gloire à la camarilla qui avait renversé la reine Christine et assis sur le trône la reine Isabelle.

La colonne espagnole, commandée par le général O'Donnel, qui avait joué un rôle décisif dans la chute de la reine Christine, et, en sous ordre, par le fameux Prim, partit pour Ceuta et gagna Tétouan dont elle s'empara. Le gouvernement espagnol aurait aussi voulu occuper Tanger, mais l'Angleterre s'y opposa et la paix fut conclue avec le Sultan.

Par le Traité de 1860, l'Espagne devait recevoir une indemnité de guerre, obtenir une extension territoriale du Présidio de Ceuta et le droit de réoccuper Santa Cruz de Mar Pequena (Agadir). Elle ne s'installa d'ailleurs pas à Agadir, mais elle s'établit, en 1878 seulement, à Ifni, port situé aux environs de l'embouchure de l'O. Noun.

Un accord commercial compléta, en 1861, le traité de paix de 1860. Ce traité de commerce, du 20 novembre 1861, fixa les relations commerciales entre l'Espagne et le Maroc, et détermina les attributions et les privilèges des agents de l'Espagne au Maroc. C'est à ce traité, ainsi qu'à celui de 1856 entre la Grande-Bretagne et le Maroc, que l'on se référa ensuite, lorsqu'on voulut préciser la portée du régime des Capitulations.

Cet accord étendit le régime de la protection, qui consistait à soustraire à une partie de la souveraineté du Sultan, les courtiers indigènes ou censeux, qu'employaient les négociants européens : immunité fiscale et juridictions consulaires ; on ne considérait comme protégés que les indigènes régulièrement inscrits sur les registres d'un Consulat. Cet accord de 1861 reconnut à l'Espagne les avantages de la nation la plus favorisée et autorisa l'établissement de missions catholiques au Maroc.

Accords internationaux de 1863 et de 1865. — La France conclut, en 1863, un accord relatif à l'exercice du droit de protection. Ce règlement relatif à la protection fut conclu à Tanger, le 19 août 1863, entre la Légation de France et le Gouvernement chérifien. Ce règlement consacra l'existence de la protection agricole (*Archives marocaines*, t. III, p. 331-412), à côté de la protection commerciale. La protection agricole, introduite par la coutume, consistait pour l'indigène, qui voulait échapper aux exactions et à l'arbitraire de son Caïd, à se faire prendre comme protégé par un Européen moyennant l'abandon à celui-ci, dont il se reconnaissait débiteur, d'une partie de sa récolte.

La Belgique, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Suède adhèrent à ce règlement. Le règlement de Tanger fixa le nombre des

censaux, mais il admit aussi que les indigènes, employés dans des exploitations rurales, et qui ne figuraient pas parmi les censaux, ne pourraient être poursuivis sans que les consuls en aient été auparavant informés.

En 1865, une convention internationale fut signée à Tanger pour l'administration et l'entretien du phare du Cap Spartel. La Convention du 31 mai 1865 fut conclue entre la France, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède, d'une part, et le Maroc, d'autre part.

Mohammed II mourut en 1873. Ce fut un grand souverain, cultivé, qui eut la réputation d'un savant.

§ 3. — *Le règne de Moulay-Hassan (1873-1894).*

Politique active de l'Angleterre.

Désordres dans le pays. — Depuis la mort de Moulay-Ismaïl, en 1727, le désordre et la désorganisation régnaient dans l'Empire. Les Sultans voyaient chaque jour leur autorité diminuer. Des soulèvements fréquents les obligeaient à passer leur règne en guerres perpétuelles contre les tribus rebelles. C'est ainsi, qu'à l'époque où Moulay-Hassan succéda à son père Mohammed II, le Maroc était en proie à l'anarchie la plus complète.

Moulay-Hassan dut donc, dès son avènement, lutter pour rétablir le prestige du pouvoir des Sultans. Se trouvant à Marrakech, à la mort de son père, il fallut tout d'abord qu'il conquist Fez, la capitale de son royaume. Puis, après de nombreuses campagnes pour réprimer les révoltes qui désolaient l'Empire, il tomba malade et se trouva aux prises avec un grave soulèvement des Berbères de l'Atlas, en 1878. Les Puissances envoyèrent alors des navires de guerre dans les eaux marocaines, pour protéger leurs intérêts.

C'est en 1878 que la France envoya au Sultan la mission militaire qui devait désormais rester toujours auprès du Gouvernement cherifien.

En 1882, Moulay-Hassan fit une expédition dans le Sous et poussa même jusqu'au Cap Juby. Il renouvela cette campagne en 1886.

Plus tard, enfin, il partit en campagne pour le Tafilelt, à la tête d'une armée de 40.000 hommes. Mais le retour, à travers des tempêtes de neige en montagne, fut des plus difficiles. Moulay-Hassan mourut avant d'avoir pu rentrer à Fez.

Politique marocaine de l'Angleterre : Convention de Madrid. — Malgré ses efforts, le Sultan n'avait réussi qu'à maintenir un ordre relatif à l'intérieur du Maroc. Les Puissances devaient naturellement faire tout leur possible pour profiter d'une telle situation, pour chercher à augmenter leur autorité dans l'Empire marocain.

Parmi les Puissances européennes, l'Angleterre fut celle qui montra une politique marocaine des plus actives, politique dont le but était de fermer le Maroc aux Européens et particulièrement aux Français.

L'Angleterre avait pour représentant au Maroc, auprès du Gouvernement Chérifien, Sir Drummond Hay, qui y resta de 1844 à 1885. Il s'attacha pendant ces longues années, à empêcher la pénétration européenne dans l'Empire. Il combattit notamment la protection (traité du 28 mai 1767 et règlement du 19 août 1863), prérogative dont, selon lui, la France retirait trop d'avantages par l'extension de l'exercice de ce droit de protection (voir II^e partie, chap. II, § 2, développement sur la protection), tandis que l'Angleterre ne l'utilisait que pour les agents ou pour les domestiques de ses Consuls. C'est lui qui poussa le Maroc, par la voie de son Ministre des Affaires Etrangères, Mohammed Bargasch, à demander aux représentants des Puissances, dans une Conférence tenue à Tanger en 1879, de limiter l'exercice du droit de protection. L'Angleterre, quelque temps après, invita l'Espagne à réunir les Puissances en vue d'étudier la question du droit de protection.

Une Conférence Internationale se réunit à Madrid en 1880. L'Angleterre n'y obtint pas les appuis qu'elle pensait y trouver, car on savait qu'elle visait, en réalité, à la suppression de la protection. Les intérêts de l'Espagne dans la protection étaient trop importants pour que cette Puissance put y renoncer. De plus, l'Allemagne de Bismarck offrit spontanément à la France son appui ; c'était sa politique ; ce n'en était pas moins dans la circonstance un bon procédé. L'Autriche imita son alliée. La France, ainsi soutenue, put maintenir ses prétentions. Elle n'eut pas à abdiquer devant la politique anglaise.

La Convention de Madrid fut signée le 3 juillet 1880. Elle fut complétée, le 30 mars 1881, par le Règlement de Tanger.

Cette Convention codifia en quelque sorte le Régime des Capitulations au Maroc. Consacrant le principe du droit de protection, elle l'étendit, puisqu'elle admit le droit de prendre des censaux dans les campagnes. Elle reconnut encore aux étrangers le droit de devenir propriétaires fonciers (en principe). Elle étendit le régime de la protection à toutes les Puissances signataires de cet acte : l'Allemagne,

l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Norvège. Ces Puissances obtinrent aussi, en cette matière, le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée.

En conclusion, le droit de protection ne fut ni supprimé, ni réduit, mais il fut accordé à des Puissances qui n'en avaient pas jusque-là l'exercice. L'Angleterre avait échoué dans ses efforts pour supprimer la protection. Elle avait cependant réussi à atteindre la France, la Convention de Madrid ouvrant en effet la protection à toutes les Puissances signataires de l'acte de 1880.

A la suite du Congrès de Madrid, l'Angleterre se rendit compte qu'elle ne pouvait plus retarder la pénétration européenne au Maroc. Elle modifia alors sa politique marocaine, tout en l'accentuant, afin de prendre la plus grosse part du gâteau marocain. En 1892, elle envoya au Sultan une mission, la mission Smith, dans le but de lui faire accepter un traité facilitant aux Européens l'acquisition des terres.

La tactique anglaise prenait donc une allure toute nouvelle, puisque ce traité devait ouvrir encore plus le Maroc aux Puissances. C'est la politique d'opportunisme, basée sur les circonstances du moment, que le gouvernement britannique pratiquait alors, comme il la pratiqua autrefois depuis l'époque des Tudor (Lutte de la reine Elisabeth contre Philippe II, de Guillaume d'Orange contre Louis XIV, de Pitt contre Napoléon), comme il la pratique encore de nos jours en Europe, à nos dépens, hélas !

Malgré ses efforts, la mission Smith échoua : le Maghzen refusa à l'Angleterre de lui reconnaître le droit d'acquérir des propriétés immobilières. La France reprit ces négociations, mais n'eut pas, d'ailleurs, plus de succès. Moulay-Hassan réussit ainsi à retarder la pénétration européenne dans son empire.

Guerre hispano-marocaine de 1893. — A la suite de nombreux incidents qui se produisaient sans cesse dans le voisinage de ses possessions, le gouvernement espagnol décida une expédition contre les Rifains (1893).

25.000 hommes furent débarqués à Melilla, choisie comme base des opérations de cette nouvelle campagne. Mais les résultats de la campagne furent analogues à ceux de 1859-1860, c'est-à-dire médiocres ; l'Espagne n'obtint que quelques maigres rectifications de frontières autour de ses Présidios.

Melilla, qui fut le point de départ de l'expédition de 1893, le point de départ de l'expédition de 1859, il y a eu en octobre 1922 soixante-trois ans a été assiégée par les Rifains, en 1921 ! Souhaitons meilleure chance à nos voisins dans cette région du Nord-Marocain, où, de la médaille coloniale ils ont plus connu le revers que l'avèrs...

§ 4. — *Le règne d'Abd-El-Aziz (1894-1908)* .

Politique active de la France.

Régence de Ba Ahmed ; embarras financiers du Maghzen. — A la mort de Moulay-Hassan, le chambellan Ba Ahmed s'empara du pouvoir et gouverna l'Empire. Abd-El-Aziz n'ayant que seize ans, il fut facile au régent d'écarter le jeune Sultan du gouvernement.

Aussi, quand Ba-Ahmed mourut en 1900, Abd-El-Aziz ne connaissait rien de son métier de souverain. Ce fut le ministre de la guerre, El Menebhi, qui l'emporta auprès du Sultan ; il régna à sa place jusqu'au jour où d'autres plus influents, le firent disgracier et le remplacèrent : parmi ceux-ci, les Tazi, riche famille d'origine hébraïque devenue musulmane.

Avec le règne d'Abd-El-Aziz, commencèrent les folies et les prodigalités, qui devaient amener rapidement l'Empire à la ruine. Dans ses palais de Fez et de Marrakech, le Sultan tirait des feux d'artifices, installait un chemin de fer Decauville, courait à bicyclette avec les femmes de son harem, faisait de la photographie, s'amusait de pianos mécaniques, etc... Omar Tazi était son confident et l'organisateur de tous ses plaisirs.

Abd-El-Aziz essaya de réformer le régime fiscal de son Empire. La population accueillit mal cette réforme ; elle voulut bien profiter des dégrèvements, mais elle se refusa à payer les taxes nouvelles, de sorte qu'aucune ressource régulière ne vint alimenter le Trésor. Le Maghzen se trouva donc aux prises avec de grands embarras financiers.

« La faiblesse du Sultan, l'imprudence de ses innovations fiscales, avaient aggravé l'ordinaire anarchie marocaine ; des prétendants surgissaient de tous côtés, les tribus les plus dociles d'habitude ne payaient plus l'impôt... Avec l'aide financière des Français, le Sultan serait capable de raffermir son Maghzen et d'écarter ce danger. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 399.) Il s'adressa à la France (1904).

Des négociations furent engagées avec un syndicat de banquiers parisiens pour un emprunt de liquidation de 62 millions et demi de

francs à 5 %, gagé sur les recettes des douanes de l'Etat marocain. Toutes les dettes extérieures devaient être ainsi liquidées.

Politique des accords (1901-1902) ; Confins marocains. — A partir de 1900, tandis que le Maghzen se débattait au milieu de ses difficultés financières, la France reprit une politique marocaine active.

A cette époque, les incidents de frontières se multiplièrent, un commerçant français fut assassiné dans la région des Confins. La France se crut autorisée à exiger des réparations. Sous l'inspiration de notre ministre à Tanger, M. Revoil, qui devint Gouverneur de l'Algérie, elle profita de l'occasion pour amorcer des négociations en vue du statut des Confins algéro-marocains.

Une ambassade marocaine vint à Paris et on aboutit aux accords de 1901 et 1902. Ces accords instituèrent une zone mixte où des fonctionnaires français et marocains, résidant sur les lieux, furent chargés de collaborer entre-eux afin de solutionner les différends relatifs à la frontière. Les accords de 1901 et 1902 n'avaient qu'une portée purement locale et ne touchaient que de très loin la question de politique générale.

1° Protocole de Paris du 21 juillet 1901. — C'est sous le ministère de M. Delcassé que l'accord de 1901, dit Protocole de Paris, fut signé le 21 juillet 1901, par Ben Sliman, chef de la mission marocaine.

a) Il améliorait la situation de voisinage immédiat existant entre la France et le Maroc (confins algéro-marocains) établie sur les bases du traité du 18 mars 1845 ; b) il complétait ce texte sur certains points (douanes algéro-marocaines et police des confins).

Les deux gouvernements se mettaient d'accord pour un échange de bons offices en vue des questions de police, de commerce et de douanes. Ils convenaient de régler les différends locaux par entente entre les autorités locales ; c'est pourquoi ils décidaient de nommer chacun deux commissaires, un pour la région Nord, à Oudjda, un pour la région Sud, à Figuig. Une commission franco-marocaine, où la France était représentée par le général Cauchemez, et le Maroc par Si Mohammed Guebbas, se rendit dans le Sud à Duveyrier et à Figuig (février 1902) ; elle fit une reconnaissance de la zone mixte et nomma les commissaires pour la région sud à Figuig.

D'autre part, l'accord de 1901 décida que le Maroc et la France devaient établir à la limite de leurs territoires une ligne de postes de douanes et de garde. La ligne des postes français pouvait passer « sur la ligne voisine de Djenan ed Dar, le versant oriental de Djebel Béchar et, suivant cette direction, jusqu'à l'Oued Guir ». La ligne des

postes marocains passerait à Ich et Figuig, puis à Sidi ed Daher, El Morra et au confluent de l'Oued Talzaza et du Guir. Dans la zone, s'étendant entre ces deux lignes, les Ksours pouvaient opter soit pour la nationalité marocaine, soit pour la nationalité française ; quant aux Doui Menia et aux Ouled Djerir, tribus nomades, elles devaient être soumises à l'autorité française, mais avec la faculté d'émigrer au Maroc.

L'accord de 1901 stipula encore que le Maghzen, n'ayant pas les forces suffisantes pour faire régner l'ordre dans les confins, la France devrait organiser une force de police franco-marocaine. En conséquence, la France envoya à Oudjda des instructeurs, qui formèrent une « section frontière » de la mission militaire française au Maroc. C'est grâce à cette section frontière de la mission française que le Sultan, alors en lutte contre un des prétendants, le Rogui Djilali bou Hammou ez Zerhouni, put conserver Oudjda et venir à bout de son ennemi qui se retira à Sélouan, dans le Rif.

2° *Accords des 20 avril et 7 mai 1902.* — Le protocole du 21 juillet 1901 fut suivi des accords des 20 avril et 7 mai 1902, encore en vigueur entre l'Algérie et le Maroc.

L'accord du 20 avril stipula qu'une triple ligne de marchés français, mixtes et marocains, avec perception de droits, serait créée entre l'Algérie et le Maroc. Le Gouvernement français devait verser chaque année au Gouvernement marocain une certaine somme représentant les droits de douane relatifs aux marchandises entrant du Maroc en Algérie, entre le Teniet-Sassi et Figuig, c'est-à-dire par la frontière que le traité de 1845 n'avait pas délimitée.

L'accord complémentaire du 7 mai 1902 précisa certains détails de l'accord du 20 avril.

Les accords franco-marocains de 1901 et 1902 créèrent donc, en faveur de la France, un droit spécial sur les confins algéro-marocains, afin de préserver l'Algérie, sans frontière naturelle en Oranie, contre toute incursion venant de l'ouest. « Ainsi la France, maîtresse de l'Algérie, a pu se réclamer au Maroc d'un intérêt spécial, rigoureusement imposé par le voisinage ; elle devait d'autant moins le négliger que son domaine nord-africain, acquis, déjà, prenait plus de valeur avec le temps. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 394.)

« Il était nécessaire de faire reconnaître à la France dans l'ensemble du Maroc, des droits particuliers. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 398.) Le commerce français tenait en effet la tête au Maroc ; devant le commerce anglais, qui fut le premier autrefois, loin devant celui

de l'Allemagne, de l'Espagne et des autres nations européennes. Des explorateurs et des savants français, par leurs voyages et leurs études au Maroc, augmentaient encore les titres de la France sur l'Empire Chérifien (de Foucauld, de Ségonzac, Mouliéras, Gentil). C'est ainsi que les Puissances, même l'Allemagne, furent amenées à accepter les traités des 8 avril et 3 octobre 1904 et à reconnaître que la France devint la Puissance prépondérante au Maroc, du chef de ces accords.

CHAPITRE VI

L'AFFAIRE MAROCAINE DE 1904 A 1905 : LES ACCORDS FRANCO-ANGLAIS ET FRANCO-ESPAGNOLS

§ 1^{er} *Les accords de 1904 entre la France, l'Angleterre et l'Espagne.*

Convention franco-anglaise du 8 avril 1904. — L'Angleterre, qui avait été pendant tout le XIX^e siècle notre principale rivale, au Maroc, commença à partir du début du XX^e siècle, à montrer plus de bienveillance envers notre politique marocaine. La cause de ce changement de politique qui amena, au temps du roi Edouard VII et de M. Delcassé, une coopération étroite de l'Angleterre et de la France, résida dans l'impression du danger que les ambitions de l'Allemagne faisaient courir : l'armée allemande qui avait envahi et démembré la France, continuait à la menacer ; la flotte allemande, que l'on commençait à construire, menaçait l'avenir de l'Angleterre. Aussi, dès 1902, à l'occasion d'un projet de partage du Maroc en zone d'influences entre l'Espagne et la France, l'Angleterre alla jusqu'à apporter officieusement son adhésion.

Enfin, en 1904, M. Delcassé, ministre des Affaires Etrangères, liant la question d'Egypte à celle du Maroc, entra en pourparlers avec le gouvernement anglais. De ces négociations sortirent les accords franco-anglais du 8 avril 1904, auxquels le gouvernement espagnol adhéra le 3 octobre suivant. L'Angleterre et l'Espagne « étaient les deux puissances intéressées, l'Angleterre par l'importance de son commerce au Maroc et sa situation acquise en Méditerranée, l'Espagne par la possession de ses Présides du Rif et les exigences mêmes du voisinage »... (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 398.)

Par ces accords, l'Angleterre renonça à toute prétention sur l'Empire chérifien, mais exigea dans des clauses secrètes que l'Espagne fut désintéressée. La France eut donc les mains libres au Maroc, à la condition, cependant, de s'entendre avec l'Espagne.

La Convention signée le 8 avril 1904, vise l'Egypte et le Maroc. Elle prévoit l'établissement politique de la France au Maroc et les consé-

quences d'ordre juridique qui devaient nécessairement en résulter. La Convention a la forme d'une déclaration et s'exprime ainsi dans son article 2 :

« Le Gouvernement de la République Française déclare qu'il n'a pas l'intention de changer l'état politique du Maroc.

« De son côté, le Gouvernement de sa Majesté britannique reconnaît qu'il appartient à la France notamment, comme puissance limitrophe du Maroc sur une vaste étendue, de veiller à la tranquillité dans ce pays et de lui prêter son assistance pour toutes les réformes administratives, financières et militaires dont il a besoin.

« Il déclare qu'il n'entravera pas l'action de la France à cet effet, sous réserve que cette action laissera intacts les droits dont, en vertu des traités, des conventions et usages, la Grande-Bretagne jouit au Maroc, y compris les droits de cabotage dont bénéficient les navires anglais depuis 1901. »

Une autre disposition de la convention (art. 4) garantit le principe de la liberté commerciale dans le Maroc pendant une période de trente ans, qui sera prolongée de 5 ans en 5 ans si l'engagement pris n'est pas dénoncé.

L'art. 7 déclare qu'aucune fortification, aucun ouvrage militaire ne sera élevé sur la côte marocaine du détroit de Gibraltar.

Dans le dernier article, les deux gouvernements conviennent « de se prêter l'appui de leur diplomatie » pour l'exécution de cet accord.

Convention franco-espagnole du 3 octobre 1904 ; accords secrets de 1905 et 1907. — La Convention franco-anglaise du 8 avril 1904 ne pouvait laisser l'Espagne à l'écart, l'Angleterre ayant posé le principe de son désintéressement. La clause suivante déclarait en effet :

« Les deux gouvernements, s'inspirant de leurs sentiments sincèrement amicaux pour l'Espagne, prennent en particulière considération les intérêts qu'elle tient de sa position géographique et de ses positions territoriales sur la côte marocaine de la Méditerranée et au sujet desquels le gouvernement français se concertera avec le gouvernement espagnol.

« Communication sera faite au gouvernement de sa Majesté britannique de l'accord qui pourra intervenir à ce sujet entre la France et l'Espagne. »

En conséquence, les gouvernements français et espagnols entrèrent en pourparlers. De là naquit l'accord du 3 octobre 1904, par lequel l'Espagne adhéra à l'accord franco-anglais du 8 avril 1904 :

« Le gouvernement de la République Française et le gouvernement de

sa Majesté le Roi d'Espagne, s'étant mis d'accord pour fixer l'étendue des droits et la garantie des intérêts qui résultent pour la France de ses possessions algériennes et pour l'Espagne de ses possessions sur la côte du Maroc, et le gouvernement de sa Majesté le Roi d'Espagne ayant en conséquence donné son adhésion à la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 relative au Maroc et à l'Egypte... »

Les deux gouvernements français et espagnols « déclarent qu'ils demeurent fermement attachés à l'intégrité de l'empire marocain, sous la souveraineté du Sultan ».

Ensuite, l'Espagne reconnut « qu'il appartient à la France, notamment comme puissance limitrophe du Maroc sur une vaste étendue, de veiller à la tranquillité de ce pays et de lui prêter son assistance par toutes les réformes administratives, économiques et financières dont il a besoin ». Enfin, l'Espagne déclara qu'elle ne voulait pas « entraver l'action de la France à cet effet » et qu'elle était prête à lui « prêter l'appui de sa diplomatie pour l'exécution des clauses de la présente déclaration ».

Par contre, la France reconnut à l'Espagne des droits sur la côte nord du Maroc. Toutefois, l'Espagne ne pouvait, pendant une durée déterminée, entreprendre quelque action sur cette côte sans un accord préalable avec la France, alors que, dans sa zone d'influence, la France n'avait qu'à aviser l'Espagne de ses initiatives.

Un accord secret, de la même date que le traité, fut signé à Paris par MM. Delcassé et de Léon y Castillo. Il détermina les sphères d'influence des deux puissances. On n'en connut les clauses qu'après la conclusion du traité franco-allemand du 4 novembre 1911.

Le traité du 3 octobre 1904 fut complété par un autre traité, l'accord secret franco-espagnol du 1^{er} septembre 1905. Cet accord s'occupa de la police des ports, de la contrebande des armes, de la monnaie, des douanes, de la création d'une Banque d'Etat franco-espagnole, enfin des entreprises à exécuter par des Français et des Espagnols.

Un autre accord secret, complétant les précédents, fut signé le 23 février 1907. Il ne s'occupa que de la question de la police des ports.

§ 2. — *La question marocaine semblait résolue à notre profit*

Entente franco-italienne de 1901. — Ainsi, les accords de 1904 et de 1905 avaient posé le principe d'une collaboration politique de la France et de l'Espagne au Maroc, à condition que l'intégrité de l'Empire fut respectée par ces deux puissances.

L'Angleterre nous avait laissé les mains libres. Déjà cependant, l'Italie avait fait en 1901 une déclaration par laquelle elle se désintéressait de la question marocaine, tandis que la France faisait une déclaration analogue au sujet de la Tripolitaine. Nous ne devons donc pas rencontrer de la part de l'Italie les mêmes difficultés qu'à l'occasion de l'établissement de notre protectorat sur la Tunisie, en 1881.

Programme de réformes de M. Delcassé. — La France avait donc toute liberté d'action pour entreprendre dans sa zone d'influence, en accord avec le Maghzen, les réformes prévues par les accords de 1904 et de 1905.

« Il s'agit maintenant, disait le 10 décembre 1904, à la Chambre des Députés, le ministre des Affaires Etrangères, M. Delcassé, de convaincre le Maroc que nous avons la volonté immuable d'accomplir notre tâche, que cette tâche consiste dans notre propre intérêt à servir son intérêt ; pour notre propre tranquillité, à l'aider à établir chez lui la sécurité et le bon ordre ; pour notre prospérité, à lui fournir les moyens de tirer parti des ressources dont il abonde, de sorte que, continuant à vivre sa propre vie, ayant gardé ses coutumes, ses lois, ses chefs, sous un Sultan dont l'autorité se sera fortifiée et étendue, il ne connaisse notre puissance qu'aux bienfaits qui l'auront accompagnée. » C'est la formule qu'a appliquée le maréchal Lyautey dans l'organisation du Protectorat marocain.

M. Delcassé chargea notre ministre plénipotentiaire au Maroc, M. Saint-René Taillandier, d'aller à Fez même soumettre au Sultan Abd el Aziz tout un programme de réformes tendant à la rénovation de l'Empire chérifien.

Respectant les accords de 1904 et de 1905, M. Delcassé posa, dans l'élaboration de son programme, trois principes : *intégrité du Maroc, souveraineté du Sultan, liberté commerciale.*

Ce programme comprenait trois sortes de réformes : réformes de police, réformes financières, réformes économiques, dont les traits essentiels étaient les suivants :

a) *Réformes de police* : organiser une troupe de police en vue de l'ordre dans les ports ouverts, et encadrer les effectifs marocains de cette troupe par des officiers et des sous-officiers français.

b) *Réformes financières* : réorganiser les finances par un contrôle sérieux et créer une Banque d'Etat capable de porter un remède efficace aux vices de la circulation monétaire et aux embarras financiers du gouvernement marocain.

6) *Réformes économiques* : développer les œuvres humanitaires,

agrandir les hôpitaux, multiplier les relations commerciales, exécuter les travaux publics.

Avec un programme aussi large et aussi précis, avec le concours honnête et dévoué de la France, l'anarchie ordinaire et les difficultés financières du Maghzen devaient cesser. « La France ne pouvait laisser brûler ce foyer aux portes de l'Algérie musulmane. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 399.)

CHAPITRE VII

L'AFFAIRE MAROCAINE DE 1905 A 1906 : INTERVENTION DE L'ALLEMAGNE (TANGER ET ALGESIRAS)

§ 1^{er}. — *La crise franco-allemande : hostilité à l'accord franco-anglais, le Coup de Tanger.*

Voyage de l'Empereur à Tanger (31 mars 1905). — Le Sultan était sur le point d'approuver le programme de réformes qu'était venu lui présenter M. Saint-René Taillandier, quand l'Allemagne intervint ouvertement dans les affaires marocaines en se posant en protectrice du Gouvernement chérifien. Dès la fin de 1904, une mission allemande entravait déjà l'action de notre mission à Fez.

L'Allemagne s'était habituée depuis longtemps à établir sa sécurité sur la division et l'isolement des puissances. C'est dans ce but que Bismarck avait encouragé le développement colonial de la France : il s'était servi de la Tunisie pour entretenir des causes de discorde entre l'Italie et la France. Il espérait de même que l'Égypte, où s'exerçait un condominium franco-anglais, servirait de matière à querelles entre l'Angleterre et la France.

L'Allemagne avait toujours réussi en suivant cette politique spéciale. Mais vinrent les accords marocains de 1901, 1904 et 1905, qui permirent notre action dans l'Empire marocain. Ainsi le Maroc, au lieu de nous mettre à dos les puissances comme l'avait fait la Tunisie, nous rapprocha d'elles et contribua, avec l'alliance franco-russe, à mettre fin à notre isolement. Les accords marocains modifièrent donc la situation générale en favorisant notre situation.

L'Allemagne en fut surprise et préoccupée à la fois. Guillaume II en fut d'autant plus froissé, que ses prétentions à être le protecteur général de tous les musulmans avaient été tout à fait ignorées par les accords marocains. L'Allemagne ne manifesta pas cependant ouvertement sa mauvaise humeur. Elle fit semblant de prendre à la légère le « tour de valse de l'Italie ». A certains qui protestaient contre

l'action que la France entreprenait au Maroc, M. de Bülow répondit dans la séance du Reichstag, du 12 avril 1904 : « Voulez-vous mettre flamberge au vent et faire la guerre à la France pour le Maroc ? Non ! Alors que voulez-vous ? » Au gouvernement français, il déclara : « Faites ce que vous voudrez au Maroc, à la condition que vous y respectiez nos ententes commerciales ».

Les choses restèrent en état pendant un an. Puis le gouvernement allemand qui par la voix de son chancelier, M. le comte de Bülow (*séance du Reichstag du 12 avril 1904*), avait cependant admis la mission de la France née de l'accord franco-anglais, sembla vouloir s'opposer à l'état de choses nouveau. En effet, le 15 février 1905, M. Von Kuhlman, chargé d'affaires de l'Allemagne à Tanger, se plaignit à notre représentant que son pays avait été tenu à l'écart dans les négociations sur le Maroc. Il déclara que « le gouvernement impérial ignorait tout des accords intervenus au sujet du Maroc et ne se considérait comme lié en aucune manière relativement à cette question ».

Le désir, clairement avoué depuis, de l'Allemagne de prendre pied au Maroc provoqua la célèbre visite à Tanger de l'Empereur Guillaume II, le 31 mars 1905.

L'Empereur en donna l'explication suivante : tout le monde est assis autour de la table, occupé à se partager un superbe gâteau, l'Allemagne seule, debout, erre dans la salle du banquet sans que personne s'occupe d'elle, ni qu'une place lui soit réservée. Je vais donner un grand coup de poing sur la table pour rappeler sa présence.

La surprise fut grande dans le monde. La presse parla « d'un coup de tonnerre dans un ciel serein ». La question marocaine ne semblait pas en effet devoir recevoir une telle importance. Mais l'importance subite que l'Allemagne y attribua n'était qu'artificielle. Comme l'a reconnu M. de Bülow, cet incident ne fut qu'une « occasion ».

Le Kaiser partit pour Tanger en compagnie de M. de Schoen, alors ambassadeur à Copenhague, mais délégué par M. de Bülow pour accompagner l'Empereur. Ayant débarqué, Guillaume II prononça un discours retentissant, où il déclara ne pas reconnaître les accords marocains, garantit l'indépendance du Sultan et poussa celui-ci à la résistance en l'assurant de sa puissante amitié. C'était, en réalité, une provocation systématique, voulue, adressée à la France.

« Le Souverain allemand, déclara M. Doumer, prononça à cette occasion quelques paroles significatives sur l'indépendance et la souveraineté du Sultan, la libre concurrence entre toutes les nations

restées au Maroc sur le pied d'une égalité absolue. Il dit sa volonté de traiter directement avec le Sultan des intérêts de l'Allemagne, et ajouta : « quant aux réformes : il me semble qu'il faut procéder avec beaucoup de précautions en tenant compte des sentiments religieux de la population, pour que l'ordre ne soit pas troublé ».

L'affaire du voyage à Tanger fut complétée par la pression que le gouvernement allemand exerça auprès du Sultan pour que ce dernier priât les puissances de réunir à Tanger une conférence internationale où serait discutée notre plan de réforme, où la question marocaine serait « européanisée ».

On peut comparer cette situation à celle qui fut faite à la France, en 1868, par l'Angleterre et l'Italie, alors que nous venions de passer directement avec le Bey de Tunis des accords financiers, ayant pour but de protéger les créanciers des emprunts importants que le gouvernement tunisien avait faits à Paris. L'Angleterre et l'Italie refusèrent de souscrire à ces accords et s'efforcèrent de faire internationaliser la future Banque d'Etat tunisienne. Elles obtinrent gain de cause, puisqu'il fut en effet institué une commission financière internationale.

Ainsi, le débarquement de Guillaume II à Tanger ouvrit une crise franco-allemande importante. Les intérêts de l'Allemagne au Maroc n'étaient cependant pas de tout premier ordre, « l'Empereur, en provoquant la conférence où seraient discutées les revendications marocaines de la France, avait sans doute pour dessein moins d'arrêter nos progrès nord-africains, que d'éprouver l'entente cordiale conclue précisément sur ce terrain marocain ». (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 399.)

Démission de M. Delcassé (6 juin 1905). — Inspiré par M. de Tattenbach, ancien représentant de l'Allemagne au Maroc, ministre à Lisbonne, se sentant appuyé par l'Allemagne, le Maghzen déclara ne pouvoir adopter les réformes prévues dans les accords, sans les soumettre auparavant à l'examen d'une Conférence Internationale. Il demanda aux Puissances, en mai 1905, de réunir une Conférence Internationale.

L'Allemagne en reprit officiellement la proposition pour son compte. La France, pacifique, ne releva pas la provocation allemande ; elle accepta au contraire le principe d'une Conférence marocaine.

C'est à ce moment que M. Delcassé repoussant le projet de Conférence, et abandonné de ses collègues qui pensaient que c'étaient son intransigeance et sa présence au Ministère des Affaires Etrangères qui causaient la tension avec l'Allemagne, quitta le ministère, le 6 juin

1905. « Mis en échec devant le Conseil des Ministres, sur le principe de l'alliance franco-anglaise... se voyant ainsi traqué de toutes parts, le cœur plein de dégoût, il donna sa démission. » (Lettre du 15 mars 1922, adressée par M. Paléologue, ambassadeur de France, à M. le Directeur du *Temps*, sur la *Démission de M. Delcassé*.)

La démission de M. Delcassé ne calma pas l'Allemagne au contraire elle l'encouragea. M. Rouvier, Président du Conseil, qui remplaça M. Delcassé au Quai d'Orsay, perdit vite l'illusion qu'il avait eue sur le gouvernement allemand. L'affaire marocaine, qu'il croyait régler en quelques semaines de conversations courtoises, lui procura des entretiens bien orageux. Elle ne devait se terminer qu'à Algésiras, en attendant de renaître à Agadir. Et elle aurait probablement reparu en 1914, si l'attentat de Sarajevo n'avait fourni un autre prétexte de guerre. Les diplomates français qui s'occupaient du Maroc, il y a neuf ans n'ont sans doute pas oublié l'insistance étrange avec laquelle l'Allemagne semblait chercher des sujets de litige, jusqu'au moment où il parut qu'elle se désintéressait de ces différends-là : les fauteurs de guerre avaient trouvé mieux que le Maroc ou la Légion Etrangère...

Des négociations furent donc entreprises avec le gouvernement allemand. Elles aboutirent aux conventions franco-allemandes des 8 juillet et 28 septembre 1905. La première posa le principe d'une Conférence marocaine Internationale, la seconde en traça le programme.

A la suite de ces négociations préliminaires, l'Allemagne déclara qu'elle ne poursuivrait à la Conférence « aucun but qui compromette les intérêts de la France au Maroc, ou qui soit contraire aux droits de la France résultant de ses traités ou arrangements », c'est-à-dire des accords avec l'Angleterre et avec l'Espagne.

La France et l'Allemagne s'engagèrent à ne pas discuter à la Conférence « la souveraineté et l'indépendance du Sultan, l'intégrité de son empire, la liberté économique, la reconnaissance de la situation faite à la France au Maroc par la contiguïté de l'Algérie et de l'Empire chérifien, et l'intérêt spécial qu'a la France à ce que l'ordre y règne ».

Or, tandis que l'Allemagne négociait avec la France sur le programme de la Conférence, son représentant au Maroc intriguait à Fez et obtenait du Sultan la concession du port de Tanger pour une maison allemande, alors que cette concession avait été promise à une compagnie française. D'autre part, il avait poussé le gouvernement chérifien à contracter à Berlin un emprunt de dix millions de marks, alors que des engagements formels avaient été pris avec les banques françaises en 1904.

C'était là autant de preuves de la mauvaise foi de l'Allemagne.

§ 2. — *La Conférence et l'Acte d'Algésiras*

Conférence d'Algésiras (16 janvier 1906). — Il fallut choisir le siège de la Conférence. L'Allemagne proposa Tanger, où la Conférence aurait délibéré sous les menaces de Raisouli, qu'elle avait à sa solde. La France proposa Genève. Enfin, le premier ministre espagnol M. Martinez Rios, proposa aux Puissances le choix d'une ville du sud de l'Espagne ; sa proposition rallia tous les suffrages, au grand dépit de l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Radowitz.

La Conférence se réunit, le 16 janvier 1906, à Algésiras, port espagnol situé en face de Gibraltar. Toutes les Puissances signataires de la Convention de Madrid (treize), y furent représentées. Le Sultan du Maroc y envoya plusieurs délégués.

Après deux mois et demi de discussions serrées, dans lesquelles MM. Paul Révoil et Eugène Regnault, chefs de la mission française, se distinguèrent, la Conférence d'Algésiras aboutit à un accord et à un protocole, en 123 articles, signés le 7 avril 1906. Le doyen du Corps Diplomatique à Tanger, M. Malmusi, alla à Fez apporter au Sultan l'acte d'Algésiras, qu'Abd el Aziz signa à la fin du printemps de 1906.

La Conférence proclama, dans son acte général du 7 avril, que « l'ordre, la paix et la prospérité » devaient régner au Maroc « moyennant l'introduction de réformes basées sur le triple principe de la souveraineté de sa Majesté le Sultan, de l'intégrité de ses Etats et de la liberté économique, sans aucune inégalité ».

En ce qui concerne les réformes à accomplir au Maroc, la Conférence justifia le point de vue français. Elle apprécia également l'intérêt spécial de la France au Maroc et l'aptitude de la France, déjà en Algérie, à représenter, avec le concours de l'Espagne, la civilisation européenne dans l'Empire marocain. Elle resserra l'entente de l'Angleterre et de l'Espagne avec la France. Elle contribua en outre au rapprochement anglo-russe par des conversations de couloirs.

Les travaux de la Conférence traînèrent en longueur : les revirements brusques de l'Allemagne en furent la cause, personne ne savait ce qu'elle voulait. Elle fatigua tout le monde et, le 3 mars, un scrutin réunit contre elle toutes les puissances, sauf l'Autriche-Hongrie et le Maroc. Le représentant de l'Autriche, le comte de Welsherseimb, proposa alors une transaction afin d'éviter que l'Allemagne restât seule. L'Allemagne allait entrer dans la voie de la conciliation, quand le

ministère Rouvier fut renversé sur « la question des inventaires ». Elle changea aussitôt d'attitude et redevint intransigeante. Mais, devant la fermeté de l'Angleterre et de celle de M. Léon Bourgeois, le nouveau ministre des Affaires Etrangères, l'Allemagne échoua et se décida à revenir à la conciliation par l'entremise du « brillant second ».

Ce fut pour l'Allemagne un échec important. « L'Allemagne n'avait rompu, ni relâché, aucune des combinaisons diplomatiques qui avaient provoqué son hostilité, et ses alliés eux-mêmes lui avaient marqué qu'ils entendaient être autre chose que des seconds : garder leur autonomie de grandes Puissances ; faire de la Triple Alliance, naguère conduite avec autorité, une alliance parlementaire où chaque contractant revendique et exerce le droit de penser et de parler. » (André TARDIEU, *Etude sur la Conférence d'Algésiras*.)

En somme, comme le dit alors M. Doumer, « la Conférence d'Algésiras eut le même sort que celle convoquée à Madrid, vingt-cinq ans plus tôt ; en 1906, comme en 1880, c'est à l'encontre de la France que l'initiative de la Conférence fut prise, et, en 1906 comme en 1880, elle ne donna pas le résultat attendu : les droits et les intérêts français en sortirent sans dommage ». Ainsi, l'Allemagne manqua son coup ; loin d'affaiblir notre intervention au Maroc, elle ne fit que la fortifier.

C'est ce qu'exprima en avril 1906, à la tribune de la Chambre des Députés, M. Léon Bourgeois, ministre des Affaires Etrangères, dans son exposé sur les résultats de la Conférence : « la Conférence maintient sans aucune inégalité le principe de la liberté commerciale. Elle laisse, hors de toute discussion et de tout examen, les droits qui nous appartiennent dans notre région frontière...

« Elle reconnaît les services rendus par les capitaux français au crédit de l'Empire et les titres qui nous appartiennent de ce chef, en donnant à la France et au groupe de ses nationaux une place prééminente dans la formation de la Banque d'Etat...

« Enfin, elle reconnaît notre situation politique spéciale, en nous appelant à venir en aide au Sultan dans l'organisation de la police et en n'associant à nous, dans cette tâche, que notre voisine et amie l'Espagne.... »

Acte Général de la Conférence (7 avril 1906). — L'Acte Général de la Conférence d'Algésiras, en date du 7 avril 1906, comprend VII Chapitres, en 123 articles :

CHAPITRE I. — (Art. 1 à 12) : Déclaration relative à l'organisation de la police.

CHAPITRE II. — (Art. 13 à 30) : Règlement organisant la surveillance et la répression de la contrebande des armes.

CHAPITRE III. — (Art. 31 à 58) : Acte de concession d'une Banque d'Etat marocain.

CHAPITRE IV. — (Art. 59 à 76) : Déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus.

CHAPITRE V. — (Art. 77 à 104) : Règlement sur les douanes de l'Empire et la répression de la fraude et de la contrebande.

CHAPITRE VI. — (Art. 105 à 119) : Déclaration relative aux services publics et aux travaux publics.

CHAPITRE VII. — (Art. 120 à 123) : Dispositions générales.

A) Au principe d'une collaboration politique de la France et de l'Espagne au Maroc, posée dans les accords franco-anglais et franco-espagnols de 1904 et de 1905, l'Acte Général de la Conférence d'Algésiras substitua le principe d'une *intervention et d'un contrôle en quelque sorte international*, en vue des réformes reconnues indispensables dans l'intérêt de la paix, de l'ordre et de la prospérité dans l'Empire.

B) A la police franco-espagnole, prévue dans l'accord secret du 1^{er} septembre 1905, l'Acte du 7 avril substitua une *police chérifienne* avec des instructeurs français ou espagnols, mais soumis à l'inspection d'un officier supérieur de l'armée suisse.

« La Conférence, appelée par S. M. le Sultan à se prononcer sur les mesures nécessaires pour organiser la police, déclare que les dispositions à prendre sont les suivantes :

ART. 2. — La police sera placée sous l'autorité souveraine de S. M. le Sultan. Elle sera recrutée par le Maghzen parmi les musulmans marocains, commandée par des caïds marocains et répartie dans les huit ports ouverts au commerce.

ART. 3. — Pour venir en aide au Sultan dans l'organisation de cette police, des officiers et sous-officiers instructeurs espagnols, des officiers et sous-officiers instructeurs français seront mis à sa disposition par leurs gouvernements respectifs qui soumettront leur désignation à l'agrément de S. M. Chérifienne...

ART. 4. — Ces officiers et sous-officiers prêteront, pour une durée de cinq années, à dater de la ratification de l'Acte de la Conférence, leur concours à l'organisation des corps de police chérifienne. Ils assureront l'instruction et la discipline... ils veilleront également à ce que les hommes enrôlés possèdent l'aptitude au service militaire. D'une façon générale, ils devront surveiller l'administration des troupes et contrôler le paiement de la solde qui sera effectuée par l'Amin... Ils prêteront aux

autorités marocaines, investies du commandement de ces corps, leur concours technique pour l'exercice de ce commandement. Les dispositions réglementaires propres à assurer le recrutement, la discipline, l'instruction et l'administration des corps de police, seront arrêtées d'un commun accord entre le ministre de la Guerre chérifien ou son délégué, l'inspecteur prévu à l'art. 7, l'instructeur français et l'instructeur espagnol les plus élevés en grade.

Le règlement devra être soumis au Corps Diplomatique à Tanger, qui formulera son avis...

ART. 5. — L'effectif total des troupes de police ne devra pas dépasser 2.500 hommes, ni être inférieur à 2.000. Il sera réparti suivant l'importance des ports par groupes variant de 150 à 600 hommes. Le nombre des officiers espagnols et français sera de 16 à 20 ; celui des sous-officiers espagnols et français de 30 à 40.

ART. 7. — Le fonctionnement de la police fera... l'objet d'une inspection générale, qui sera confiée par Sa Majesté Chérifienne à un officier supérieur de l'armée suisse, dont le choix sera proposé à son agrément par le Gouvernement Fédéral Suisse. Cet officier prendra le titre d'Inspecteur général et aura sa résidence à Tanger. Il inspectera... les divers corps de police et... il établira un rapport qu'il adressera au Maghzen.

Sans intervenir directement dans le commandement ou l'instruction, l'Inspecteur général se rendra compte des résultats obtenus par la police chérifienne au point de vue du maintien de l'ordre et de la sécurité dans les localités où cette police sera installée ;

ART. 8. — Les rapports et communications faits au Maghzen par l'Inspecteur général au sujet de sa mission seront en même temps remis en copies au Doyen du Corps Diplomatique à Tanger, afin que le Corps Diplomatique soit mis à même de constater que la police chérifienne fonctionne conformément aux décisions prises par la Conférence et de surveiller si elle garantit, d'une manière efficace et conforme aux traités, la sécurité des personnes et des biens des ressortissants étrangers, ainsi que celle des transactions commerciales. »

La police devait être espagnole dans les deux ports de Tétouan et de Larache, française dans ceux de Rabat, Mazagan, Safi et Mogador, franco-espagnole à Tanger et Casablanca. La France partageait avec l'Espagne le droit d'organiser la police des ports ouverts au commerce européen :

« ART. 12. — Le cadre des instructeurs de la police chérifienne (offi-

ciers et sous-officiers) sera espagnol à Tétouan, mixte à Tanger, espagnol à Larache, français à Rabat, mixte à Casablanca, et français dans les trois autres ports. »

c) A la Banque d'Etat franco-espagnole, prévue dans le même accord du 1^{er} septembre 1905, l'Acte Général substitua une *Banque d'Etat* formée des capitaux internationaux :

« ART. 31. — Une Banque sera instituée au Maroc sous le nom de Banque d'Etat du Maroc, pour exercer les droits ci-après spécifiés dont la concession lui est accordée par S. M. le Sultan pour une durée de quarante années...

ART. 37. — Elle prendra les mesures qu'elle jugera utiles pour assainir la situation monétaire au Maroc.

ART. 32. — La Banque, qui pourra exécuter toutes les opérations rentrant dans les attributions d'une Banque, aura le privilège exclusif d'émettre des billets au porteur, remboursables à présentation, ayant force libératoire dans les Caisses Publiques de l'Empire marocain.

La Banque maintiendra... une encaisse au moins égale à la moitié de ses billets en circulation, et au moins égale au tiers, après une période de deux ans révolus. Cette encaisse sera constituée pour au moins un tiers en or ou en monnaie d'or.

ART. 33. — La Banque remplira, à l'exclusion de toute banque ou établissements de crédit, les fonctions de trésorier payeur de l'Empire.

ART. 34. — La Banque sera l'Agent financier du Gouvernement tant au dedans qu'au dehors de l'Empire, sans préjudice du droit pour le Gouvernement de s'adresser à d'autres maisons de banque ou établissements de crédit pour ses emprunts publics.

ART. 38. — La Banque dont le siège social sera à Tanger, établira des succursales et agences dans les principales villes du Maroc et dans tout autre endroit où elle le jugera utile. »

Le capital initial de cette Banque devait être divisé « en autant de parts égales qu'il y aura de parties prenantes parmi les puissances représentées à la Conférences » (art. 56). Cependant la France, en raison d'avances consenties au Maghzen, devait avoir dans le capital de la Banque d'Etat un nombre de parts supérieur à celui des autres Puissances signataires. Enfin, les censeurs de la Banque devaient être nommés, avec l'agrément de leurs Gouvernements respectifs, par la Banque de l'Empire allemand, la Banque d'Angleterre, la Banque d'Espagne et la Banque de France (art. 51). La Banque d'Etat fut créée en 1907.

D) En matière douanière, l'Acte général institua (art. 96) : 1° une

Commission des Valeurs Douanières siégeant à Tanger et composée de :

- Trois membres désignés par le Gouvernement marocain ;
- Trois membres désignés par le Corps Diplomatique de Tanger ;
- Un délégué de la Banque d'Etat ;
- Un agent de la délégation de l'Emprunt marocain 5 % 1904.

Le tarif des valeurs fixées par cette Commission devait servir de base aux estimations faites dans chaque bureau par l'Administration des Douanes marocaines.

2° Un *Comité des Douanes*, Comité permanent, siégeant à Tanger et composé de :

- Un Commissaire Spécial de S. M. Chérifienne ;
- Un membre du Corps Diplomatique à Tanger ;
- Un délégué de la Banque d'Etat.

Ce comité était destiné à exercer la haute surveillance sur le fonctionnement des douanes.

E) Quant aux *fraudes et à la contrebande*, la répression était en dernier ressort confiée, en ce qui concernait les étrangers, aux tribunaux consulaires des Puissances jouissant au Maroc du régime des Capitulations.

F) Enfin, l'Acte du 7 avril 1906 imposa au Maghzen (art. 106) l'obligation de ne *concéder l'exploitation de ses services publics ou l'exécution de travaux publics*, tels que routes, chemins de fer, ports, télégraphes, etc... que par voie d'adjudication publique (art. 106 à 110), de même que *l'exploitation des forêts de chêne-liège* (art. 111).

Ces adjudications devaient être passées dans les formes et suivant les conditions générales prescrites par règlements à intervenir, d'accord entre le Gouvernement marocain et le Corps Diplomatique. Elles donnèrent lieu à la création d'une *Commission Générale des Adjudications et des Marchés*, et à un *Comité spécial des Travaux Publics*.

Ce Comité spécial était chargé de contrôler le programme et l'adjudication des travaux à exécuter sur les fonds (taxe supplémentaire de 2 ½ % *ad valorem* sur les importations) de la Caisse spéciale instituée par l'art. 66 de l'Acte Général et destinés au développement de la navigation et du commerce en général dans l'Empire chérifien.

L'art. 66, chapitre IV, est ainsi conçu : « à titre temporaire les marchandises d'origine étrangère seront frappées à leur entrée au Maroc d'une taxe spéciale s'élevant à 2 ½ % *ad valorem*. Le produit intégral de cette taxe formera un fonds spécial qui sera affecté aux

dépenses et à l'exécution de travaux publics destinés au développement de la navigation et du commerce en général dans l'Empire chérifien... Les fonds de la Caisse spéciale seront déposés à la Banque d'Etat du Maroc qui en tiendra la comptabilité. »

CHAPITRE VIII

L'AFFAIRE MAROCAINE DE 1906 A 1912 : LE MAROC INTERNATIONAL (CASABLANCA ET AGADIR)

§ 1. — *L'accord franco-allemand de 1909, les incidents de Casablanca.*

L'anarchie continuait à régner au Maroc. — L'Acte d'Algésiras tout en n'accordant pas satisfaction à l'Allemagne et tout en reconnaissant notre situation spéciale au Maroc, ne nous donna pas complètement satisfaction, puisqu'au principe d'une collaboration politique franco-espagnole, il substitua le principe d'une intervention et d'un contrôle en quelque sorte international.

L'Europe confia, en effet, au Corps Diplomatique de Tanger, dont faisait partie M. Regnault, la tâche de réglementer l'Empire chérifien au point de vue politique et administratif. En un mot, l'Acte Général de la Conférence consacra l'internationalisation du Maroc et affirma à nouveau le principe de l'égalité économique entre toutes les Puissances signataires.

Dès lors, la France se trouva en présence, pour accomplir les réformes nécessaires au développement du Maroc, non plus seulement de l'Espagne, mais de toutes les autres Puissances, dont les efforts devaient tendre à ne pas la laisser seule au Maroc. La France se conforma, aussi longtemps que possible, aux prescriptions de l'Acte d'Algésiras ; mais, devant des appétits européens aussi formidables, la France, malgré l'Acte d'Algésiras, continua à se considérer comme l'héritière naturelle du Maghzen et s'efforça, tout en développant ses intérêts, de protéger l'autorité du Sultan.

L'action internationale, instituée par l'Acte d'Algésiras, ne donna guère de résultats. On s'en tint à des commencements d'exécution. La Banque d'Etat fut créée en 1907, avec un Directeur français. Le service français de l'Emprunt de 1904 fut chargé d'une réforme des douanes. Plusieurs adjudications eurent lieu suivant les formes prescrites par

l'Acte. La Direction des travaux publics, installée près du Sultan, fut confiée par le Corps Diplomatique à un ingénieur français, M. Porché (juin 1907), assisté d'un ingénieur adjoint espagnol. La police des ports fut organisée à Tanger, esquissée dans les ports du Sud ; elle comprit des soldats indigènes, encadrés par des officiers et sous-officiers français parlant l'arabe.

Incidents franco-marocains. — Malgré ces essais de réformes, le Maroc était plus chaotique que jamais, et jamais l'ordre n'y avait moins régné que depuis que les Puissances s'occupaient de l'assurer.

1° *Assassinat d'un Français à Tanger.* — Le 27 mai 1906, un de nos compatriotes, M. Charbonnier, fut assassiné sur la plage de Tanger. Ce pénible incident nécessitait une réparation de la part du Gouvernement chérifien. Nous n'en obtînmes cependant la promesse qu'à la suite d'une démonstration navale.

A la même époque, l'agitation fomentée près de notre frontière algérienne, au Tafilelt et dans la Haute Moulouya, amena la rupture des relations commerciales entre les tribus oranaïses et les tribus marocaines qui devinrent menaçantes.

2° *Exploits du bandit Raisouli.* — Vers la fin de cette même année, le célèbre Raisouli, véritable bandit devenu Caïd de la banlieue de Tanger, se livra à des actes de vexations et de tyrannie, multiples et de tous genres, contre les Européens et même les indigènes et les fonctionnaires du Maghzen.

Devant l'inaction du Maghzen, la France, d'accord avec l'Espagne décida d'envoyer des navires de guerre devant Tanger, et, s'il en était besoin, d'opérer à un débarquement contre le brigand-fonctionnaire. Le Sultan se décida alors à envoyer une méhalla qui chassa Raisouli, et la flotte franco-espagnole se retira des eaux de Tanger.

3° *Assassinat du docteur Mauchamp à Marrakech : occupation d'Oudjda.* — En 1907, surgirent des événements graves qui obligèrent la France à agir avec vigueur et à entreprendre des opérations militaires.

Le 19 mars 1907, le docteur Mauchamp fut assassiné à Marrakech. Cet assassinat provoqua en France une véritable émotion. Ce fut la cause première de notre intervention. En mesure de représailles la France, « maîtresse de l'heure » sur la frontière oranaïse, décida d'occuper à titre de gage la ville d'Oudjda. Un acte de coercition s'imposait, en effet, pour obtenir du Maghzen les réparations nécessaires et, le 25 mars, le Conseil des Ministres prit la décision de faire

entrer les troupes algériennes sur le territoire marocain. Le général Lyautey entra dans Oudjda le 29 mars. L'occupation de la ville fut complétée quelques mois après par une opération de police dans le massif des Béni Snassen.

4° *Massacres de Casablanca : intervention de la France et de l'Espagne.* — Pendant que ces événements se déroulaient dans l'est du Maroc, un autre incident beaucoup plus important que les précédents, nous amena à intervenir au Maroc d'une façon plus énergique et plus efficace. Les opérations militaires, qui allaient être entreprises à Casablanca et dans la région environnante, devaient avoir plus de gravité par leurs conséquences possibles que celles limitées de la frontière oranaise.

Dans le courant de l'été de 1907, le 30 juillet, huit Européens, dont trois Français, trois Italiens et deux Espagnols, employés aux travaux du port de Casablanca, furent massacrés par les indigènes. Un mouvement xénophobe éclata et la ville fut pillée par les tribus voisines. Le désordre qui s'en suivit, et qui rendait possible d'autres massacres, imposait une intervention militaire. La France, qui avait accepté « de veiller à la tranquillité » de l'Empire chérifien, ne pouvait désertir son devoir dans une heure aussi tragique. La France et l'Espagne, en présence de la gravité de cet événement et de la faiblesse du Gouvernement chérifien, décidèrent d'intervenir pour protéger les Européens et les Consuls.

La France envoya à Casablanca le *Galilée* qui se trouvait ancré à Tanger. Cinquante marins français furent débarqués. Mais à peine furent-ils à terre, qu'ils furent reçus à coups de fusils ; ils ne purent s'ouvrir un chemin jusqu'aux Consuls que par la force et au prix de pertes sensibles. Les Consuls et les maisons où se réfugièrent les Européens furent attaqués ; sans la protection des marins du *Galilée*, et de ceux du *Du Chayla* et du *Forbin* venus en hâte renforcer la défense, le massacre aurait été général.

Un contingent de 2.600 hommes formé rapidement à Oran, arriva à Casablanca le 7 août 1907, sous le commandement du général Drude. Le Général devait exercer « une répression sévère contre les tribus coupables, sans se laisser entraîner au delà de leurs cantonnements habituels ». Il commença la conquête de la Chaouïa.

Le général d'Amade, qui lui succéda, poursuivit la campagne et repoussa une forte méhalla venant du Sud. Après avoir brisé la résistance des tribus au début de 1908, le Corps expéditionnaire, qui avait

été porté à 14.000 hommes, fut réduit à quelques milliers. Le pays des Chaouïa était pacifié.

« La correction de l'attitude française, contrainte à des démonstrations de force à la suite de faits que l'Acte d'Algésiras n'avait pu prévoir, fut alors unanimement approuvée des Puissances... Mais la tâche de la France n'en restait pas moins très compliquée, tant dans la région frontalière orano-marocaine, où elle était libre d'agir seule avec le Sultan, que dans le Maroc proprement dit, où elle était liée par l'Acte d'Algésiras. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 401.)

Les frères ennemis : Renversement d'Abd el Aziz par Moulay-Hafid.
— Tandis que les incidents entre les Puissances et le Gouvernement marocain se multipliaient, l'anarchie continuait de régner à l'intérieur du pays. Le pouvoir du Sultan, déjà assez faible, se décomposait de plus en plus. C'est alors, qu'au mois d'août 1908, Abd el Aziz, qui avait signé l'Acte d'Algésiras et semblait disposé à en poursuivre l'application avec loyauté, fut vaincu et renversé par un de ses frères, Moulay-Hafid « le teigneux », sobriquet doublement mérité à cause de la teigne dont il était atteint et de sa malignité.

Voici comment l'événement se produisit : le Sultan se rendait à Marrakech, lorsqu'il rencontra, au bord de la plaine du Haouz, les méhallas de son frère révolté. Battu, il se réfugia avec ses troupes dans nos lignes en Chaouïa. Mais nous ne tentâmes pas de prêter assistance, dans la défense de son trône, à un Sultan inconsistant et incohérent ; nous reconnûmes au contraire, Moulay Hafid, bien qu'il fût devenu Sultan à la suite d'un mouvement religieux et xénophobe. Moulay Hafid ne devait pas être notre ami.

La fortune lui sourit tout d'abord. Après s'être élevé au pouvoir grâce au fanatisme musulman, il profita de l'inaction des Grands Caïds du Sud, soucieux surtout de retirer des bénéfices personnels de l'incohérence du Gouvernement, pour s'attaquer à un autre prétendant au trône des Chérifs, le Rogui, qui bloquait les Espagnols dans leurs positions de Melilla... Il s'en empara, le mit en cage et le fit mourir dans de terribles supplices. Il restait donc le maître à l'intérieur de l'Empire.

A l'extérieur, il pratiquait une politique d'hypocrisie. Comptant sur les divisions des Puissances, soutenu par l'Allemagne, il ajournait toutes réponses aux demandes de réformes que lui adressait le Gouvernement français. Les indemnités résultant des massacres et du pillage de Casablanca ne pouvaient être payées ; les constructions du port de Larache étaient ajournées ; toutes les réformes restaient en suspens.

Dans tous ces incidents, corrélatifs de l'anarchie qui ruinait l'Empire chérifien, on sentait la main de l'Allemagne, jalouse de nos progrès au Maroc et toujours prête à contrecarrer nos vues. Un incident, beaucoup plus important, allait faire passer les relations franco-allemandes par une crise très grave.

L'affaire des déserteurs de Casablanca. — Les difficultés, qui se produisaient depuis longtemps au sujet du Maroc entre la France et l'Allemagne, attinrent leur point critique en 1908, dans l'affaire des déserteurs de la Légion étrangère.

La France avait été chargée, par l'Europe elle-même, de rétablir et de maintenir l'ordre à Casablanca. Parmi nos troupes figurait un détachement de la Légion étrangère. Le Consulat allemand s'employait à faire déserteur ceux des légionnaires qui se laissaient tenter soit par la propagande, soit par l'argent. Le 25 septembre 1908, six de ces déserteurs allaient s'embarquer par les soins des agents de l'Allemagne, quand les autorités militaires du port les reconnurent et les arrêterent. Le Chancelier du Consulat allemand voulut s'y opposer, d'où bagarre, au cours de laquelle ce trop fidèle serviteur du Kaiser fut quelque peu bousculé.

Là-dessus, le représentant de Berlin, réclama à notre Consul cinq des déserteurs, avant même de s'être bien assuré si ces légionnaires étaient des Allemands ; quant au sixième, sujet autrichien, le Consulat austro-hongrois nous adressa la même demande.

Malgré l'habileté de M. Jules Cambon, notre ambassadeur à Berlin, et la fermeté de M. Georges Clemenceau, Président du Conseil, l'affaire de Casablanca se compliqua et prit de grandes proportions. Comme au moment de la Conférence d'Algésiras, l'Allemagne reprit sa politique habituelle d'oscillations qui faisait dire à tous que l'Allemagne ne savait pas ce qu'elle voulait, sauf un sujet de querelle avec sa voisine de l'ouest : un accord semblait-il devoir se réaliser, elle remettait tout en question en soulevant un autre incident.

Nous avions accepté, sur la proposition de l'Allemagne, de soumettre l'affaire des déserteurs à l'arbitrage du Tribunal de La Haye. L'incident paraissait donc clos, il n'y avait qu'à laisser statuer la Cour Permanente d'arbitrage. Mais l'Allemagne, se ravissant aussitôt, voulut faire une distinction entre le droit et le fait : la question de fait devait être réglée sans arbitre entre la France et l'Allemagne, et avant que la question de droit n'ait été portée devant la Cour de La Haye.

Je ne conteste pas, disait l'Allemagne, que le Chancelier ait peut-être commis un abus, et de cela, je laisse juge le tribunal d'arbitrage ;

mais j'estime que les autorités françaises, en entravant son action, ont porté une grave atteinte aux droits consulaires. Je demande donc avant tout que le Gouvernement français désavoue ses officiers et m'adresse ses regrets.

Désarmer nos soldats, qui avaient agi selon leur droit et leur devoir, faire un « *mea culpa* » public pour un incident provoqué par un agent de Berlin, voilà ce que l'Allemagne nous demandait, après avoir proposé de porter le litige devant un tribunal international. L'Allemagne revenait sur sa parole. Ce qu'elle voulait surtout, c'était nous humilier.

M. Clemenceau répondit à l'Allemagne avec dignité et fermeté. On fut alors à deux doigts de la rupture et probablement de la guerre. On parlait même d'une guerre générale possible.

C'est alors, que passant par Vienne, pour rentrer en Allemagne, Guillaume II s'entretint avec l'empereur François-Joseph de l'affaire des déserteurs et de la crise avec la France. La France avait à ce moment un excellent agent auprès de la Cour de Vienne, M. Philippe Crozier, dont les qualités de jugement et de finesse, l'expérience diplomatique et les efforts patriotiques, ne furent pas sans influence sur l'attitude de la monarchie dualiste dans l'incident de Casablanca. L'empereur François-Joseph, au cours de son entretien avec l'empereur Guillaume, déclara, d'après ce qu'en dit le ministre baron d'Aehrenthal à M. Crozier, que, telle que se présentait l'affaire de Casablanca, il n'y avait pas lieu, à son avis, de la pousser plus loin, ajoutant qu'il laissait l'Allemagne libre, mais que, pour sa part, il ne pouvait lui accorder son appui en cas de conflit avec la France.

Une abstention aussi résolue donna à réfléchir à l'empereur Guillaume. Bien qu'en présence d'une France surprise et d'une Russie affaiblie, il n'osa cependant pas courir la chance d'une guerre, sans le concours de l'Autriche.

Guillaume II télégraphia à Berlin de « régler l'affaire à l'amiable ». Un arrangement fut signé peu après entre M. Cambon et M. de Kiderlen Waechter et les deux gouvernements se dessaisirent de l'affaire en faveur d'un arbitre, sans qu'il y ait lieu à l'expression de regrets préalables de la part de la France.

La Cour Permanente d'arbitrage de La Haye, créée par la Conférence de la Paix en 1899, à laquelle la question fut soumise, rendit, le 22 mai 1909, une sentence favorable à la thèse française. Dans son jugement, le Tribunal de La Haye reconnut le droit pour la France à obliger, même lorsqu'ils étaient de nationalité étrangère, fut-ce

allemande, les soldats du corps d'occupation à rester sous la discipline française et à protéger les droits de ses armées.

Ainsi, l'affaire, qui avait failli, par le mauvais vouloir de l'Allemagne, mettre le feu à l'Europe entière, se termina en notre faveur. « Le public de France a-t-il jamais compris ce qu'il avait dû alors à la finesse, à l'esprit de décision et de prévoyance de MM. Fallières, Clemenceau et Pichon ? » (M. Philippe CROZIER, dans *L'Autriche et l'avant-guerre*, Revue de France, n° 4 de 1921.)

Convention franco-allemande du 8 février 1909 ; renonciation de l'Allemagne à toute intervention politique au Maroc. — A la suite du règlement pacifique de la crise, que l'incident provoqué à Casablanca fit naître, la France et l'Allemagne entamèrent des pourparlers. Les négociations aboutirent à la signature d'une convention par laquelle l'Allemagne, affirmant « qu'elle ne poursuivrait que des intérêts économiques », déclara renoncer à toute intervention politique au Maroc.

En présence d'une telle reconnaissance de ses intérêts politiques au Maroc, la France s'engagea à ne pas gêner, dans leur développement actuel et futur, les intérêts commerciaux et industriels de l'Allemagne. La convention porta aussi que les deux gouvernements ne poursuivraient ni n'encourageraient aucune mesure de nature à créer, en leur faveur ou en faveur d'une Puissance quelconque, un privilège économique, et qu'ils chercheraient à associer leurs nationaux dans les affaires dont ceux-ci pourraient obtenir l'entreprise.

L'accord du 8 février 1909 consacra ainsi une collaboration économique entre les deux Puissances signataires.

La mauvaise foi allemande réapparut bientôt encore ici. En fait de collaboration économique, l'entente n'exista que sur le papier ou à notre détriment. Il en fut ainsi pour l'emprunt destiné à payer les dettes du Maghzen et à l'exécution de travaux publics : nous souscrîmes notamment une somme de 6.250.000 francs pour la construction du port de Larache, dont le Sultan avait promis la concession à l'Allemagne !

Accord franco-marocain de 1910. — En présence de la signature de cette convention du 8 février 1909 entre la France et l'Allemagne, le sultan Moulay Hafid, qui comptait toujours sur les divisions des Puissances, et particulièrement de celles-là, pour ajourner indéfiniment toute réponse de fait aux demandes de réformes formulées par la France, fut certainement déçu. Il se décida alors à passer du côté d'où soufflait le vent, c'est-à-dire à se rapprocher de la France.

L'entente avec le Maghzen fut consacrée par l'accord du 4 mars

1910. Par cet accord, le Gouvernement français déclara qu'il évacuerait la Chaouïa et ramènerait ses troupes à Casablanca quand le Maghzen aurait installé dans la région une force de 1.500 hommes, constituée et instruite sous la direction de la mission militaire française et capable d'y faire régner l'ordre. Le Gouvernement français retirerait ses troupes de Casablanca même, qu'il n'avait jamais cessé de considérer comme ville marocaine, quand l'ordre y serait assuré et quand il aurait obtenu du Maghzen les satisfactions stipulées d'autre part.

Les Goums, à l'effectif de 1.200 hommes, organisés dans la Chaouïa, feraient alors retour au Maghzen, accompagnés d'un nombre suffisant d'instructeurs placés sous les ordres de la mission militaire française.

Le Maghzen prendrait possession des installations créées par le corps d'occupation (télégraphes, ponts, chemins de fer) et les ferait entretenir et exploiter.

L'amende imposée aux tribus Chaouïa serait perçue par les fonctionnaires marocains et affectée aux travaux du port de Casablanca. Le Gouvernement français ne s'opposerait pas à ce qu'elle fut perçue sur ses censeaux, à condition que la mesure fut étendue aux censeaux des autres nations.

Le Gouvernement chérifien devait adresser aux autorités locales des instructions formelles en vue de l'application intégrale de l'art. 60.

Que contient ce fameux article 60 de l'Acte d'Algésiras ? L'art. 60, chap. IV, vise le droit de propriété immobilière des étrangers : « conformément au droit qui leur a été reconnu par l'art. 11 de la Convention de Madrid, les étrangers pourront acquérir des propriétés dans toute l'étendue de l'Empire chérifien et S. M. le Sultan donnera aux autorités administratives et judiciaires les instructions nécessaires pour que l'autorisation de passer les actes ne soit pas refusée sans motif légitime. Quant aux transmissions ultérieures par actes entre vifs ou après décès, elles continueront à s'exercer sans aucune entrave.

« Dans les ports ouverts au commerce et dans un rayon de 10 kilomètres autour de ces ports, S. M. le Sultan accorde, d'une façon générale et sans qu'il soit désormais nécessaire de l'obtenir spécialement pour chaque achat de propriété par les étrangers, le consentement exigé par l'art. 11 de la Convention de Madrid.

« A Ksar-el-kebir, Arzila, Azemmour et éventuellement dans d'autres localités du littoral ou de l'intérieur, l'autorisation générale ci-dessus mentionnée est également accordée aux étrangers, mais seule-

ment pour les acquisitions dans un rayon de deux kilomètres autour de ces villes.

« Partout où les étrangers auront acquis des propriétés, ils pourront élever des constructions en se conformant aux règlements et usages.

« Avant d'autoriser la rédaction des actes transmissifs de propriété, le Cadi devra s'assurer, conformément à la loi musulmane, de la régularité des titres.

« Le Maghzen désignera dans chacune des villes et circonscriptions indiquées au présent article, le Cadi qui sera chargé d'effectuer ces vérifications. »

Notre politique de rapprochement et de collaboration avec le Sultan s'affirma encore par la suite, à l'occasion de la détresse financière dans laquelle se débattait le Maghzen.

En butte à de multiples soulèvements de tribus, privé de ressources, voyant ses caisses vides, il fit appel à notre concours en vue de l'émission d'un nouvel emprunt. En échange, nous obtînmes que les troupes de ses capitales fussent dirigées par des instructeurs militaires français et que l'émission de l'emprunt fut entourée de garanties indispensables : extension des pouvoirs de l'administration des Douanes de l'Empire (ancien contrôle de la Dette) et des pouvoirs de l'ingénieur français de la caisse spéciale de Tanger, instituée par l'art. 66 de l'Acte Général d'Algésiras.

Accord hispano-marocain de 1910. — L'Espagne, à son tour signa avec le Maghzen une convention analogue, tendant à mettre fin aux attaques incessantes des harkas contre les positions espagnoles du Rif.

L'accord du 17 novembre 1910 institua dans les Présidios de la région rifaine, ainsi qu'à Ceuta, des Commissaires espagnols et chérifiens. Il prévoit la constitution d'une force de police maghzéniennne analogue aux forcés de police prévues dans l'accord franco-marocain de la même année. L'effectif de ces troupes de police, destinées à faire régner l'ordre dans les points occupés par les Espagnols, devait être de 1.250 hommes dans le Rif et de 250 hommes à Ceuta.

Ce traité prévoit aussi l'établissement de douanes.

§ 2. — *L'accord franco-allemand de 1911, le coup d'Agadir.*

Siège de Fez par les tribus ; notre intervention. — Pendant l'hiver de 1911, de graves événements se produisirent au Maroc. La cause immédiate en fut l'anarchie qui n'avait jamais cessé de régner dans l'Empire.

Tout d'abord, ce fut le guet-apens Nancy-Marchand. Le capitaine

Nancy et le lieutenant Marchand, tous deux appartenant au Service des Renseignements, furent tués le 14 janvier à la kasbah de Merchouch chez les Zaër. Un acte de répression était nécessaire. Mais il dut être ajourné en raison de la situation intérieure du pays.

L'anarchie toucha à son comble au printemps 1911 ; les tribus, presque entièrement soulevées, étaient en complète effervescence. Au mois de mars, Moulay Hafid se trouva aux prises avec une insurrection générale des Beni Mtir et de diverses tribus voisines.

Les troupes chérifiennes, qui avaient reçu un commencement d'instruction et d'organisation sous l'énergique impulsion des commandants Mangin et Brémont, durent, malgré plusieurs succès, se replier sur Fez. Bientôt, les tribus berbères, soulevées contre le Maghzen, vinrent assiéger Fez. Le Sultan et les colonies étrangères se trouvèrent enfermés dans la ville, étroitement investie par les rebelles.

L'argent devenait rare, les soldats de la méhalla du Sultan commençaient à désertier, les munitions s'épuisaient rapidement. Enfin, la vie des Européens était menacée. Tous les Consuls à Fez réclamèrent des secours. Le Consul de France signala à son Gouvernement l'urgence d'une intervention, un retard ou une abstention pouvant amener les pires catastrophes. Le Sultan lui-même, devant l'impuissance de ses troupes et des tabors de police à assurer la défense de la ville et sa propre défense, demanda aide et protection à la France.

En raison de la gravité des événements, le Gouvernement français décida de répondre à l'appel du Sultan. Le général Moinier fut chargé de se porter au secours des assiégés. Le Général ne disposait pas d'effectifs suffisants, en présence d'une insurrection aussi grave. Or, il ne fallait pas s'exposer à un échec. A partir d'avril, des renforts lui furent envoyés et le corps expéditionnaire fut ainsi porté à 27.000 hommes.

Trois colonnes, formées à Kénitra, entreprirent, sous le commandement du général Moinier, la marche sur Fez. Après une marche forcée de trois jours, le Général parvint à Fez, qu'il débloqua le 21 mai. L'arrivée opportune du général Moinier préserva ainsi d'un désastre le Sultan, dont nous pûmes apprécier par la suite la fourberie et l'hypocrisie.

Puis, le général Moinier commença une série d'opérations pour soumettre les tribus voisines. Il occupa Meknès le 8 juin, et reçut la soumission du prétendant Moulay Zine.

Enfin, le Général organisa des Bureaux de Renseignements, installa des postes pour le compte du Maghzen, renforça la mission fran-

çaise par des prélèvements opérés sur les cadres du corps expéditionnaire, ce qui devait permettre de porter l'effectif des troupes chérifiennes de 5.000 à 6.000 hommes.

L'ordre et l'autorité du Sultan rétablis dans la région de Fez, la vie des Européens sauvée, le Gouvernement français, pour ne pas être en butte aux critiques des autres Nations, donna au général Moinier l'ordre de se replier sur la Chaouïa. Le Général rentra à Rabat, après avoir châtié les Zaër du meurtre du capitaine Nancy et du lieutenant Marchand.

La rapidité du succès français détermina le Gouvernement espagnol à occuper Larache et El Ksar, dans le Gharb.

Le coup d'Agadir (1^{er} juillet 1911). — Il semblait que notre intervention à Fez n'aurait dû faire l'objet d'aucune attaque. Le Gouvernement français, afin que l'on ne pût l'accuser de viser à une occupation définitive, avait en effet tenu à ce que notre intervention eût exclusivement le caractère d'une opération de police par la rapidité de l'action militaire.

Cependant, malgré les précautions, les explications et les soumissions de notre diplomatie, M. le baron de Schoen, ambassadeur de l'Empire Allemand, vint au Quai d'Orsay le 1^{er} juillet 1911, signifier à notre ministre des Affaires Etrangères que le « Gouvernement allemand, soucieux de répondre à l'appel des maisons de commerce et des protégés allemands d'Agadir, inquiet de la situation troublée de la région, avait envoyé dans ce port un navire de guerre chargé d'assurer, en cas de besoin, la sécurité de ces maisons et de ces protégés ». (Conférence de M. POINCARÉ sur *Les Origines de la Guerre*.) Ce même M. de Schoen devait, trois ans après, sur le même ton, avec le même visage et les mêmes gestes, revenir au Quai d'Orsay, porteur cette fois d'une déclaration de guerre, motivée par les incursions de prétendus aviateurs français qui auraient survolé Nuremberg !

Ainsi donc, le 1^{er} juillet 1911, l'Allemagne envoya la *Panther* devant Agadir. Par l'envoi de cette canonnière, elle affirma son intention de ne plus se désintéresser politiquement du Maroc. L'Allemagne ne perdait donc jamais une occasion de nous témoigner son mauvais vouloir, de chercher le *casus belli*, la querelle d'Allemand, qui pourrait lui permettre, à bref délai, de déclancher une nouvelle invasion : *Germanos ad praedam*, disait Tacite qui les connaissait bien.

Notre courte intervention à Fez, de pure police pourtant, était pour l'Allemagne un excellent prétexte à marchandages nouveaux. Elle lui

suscita aisément une attitude nouvelle et l'amena à réclamer des « compensations ».

Le « Coup d'Agadir » fut l'origine des négociations laborieuses qui, après une période de tension assez aiguë, aboutirent à notre liberté d'action au Maroc et à la reconnaissance anticipée de notre Protectorat, en échange d'une partie (250.000 kmq. et 1.000.000 d'habitants) du Congo (traité du 4 novembre 1911), sacrifice pénible à notre amour-propre national (démission de M. de Selves, ministre des Affaires Etrangères, sénateur de Tarn-et-Garonne, le 9 mars 1912).

En conclusion, le prétexte des menaces de 1911 fut aussi mensonger que le grief invoqué par les agresseurs de 1914. L'Allemagne cherchait la guerre. Si elle ne trouva pas, au moment des incidents de Casablanca et du coup d'Agadir, l'occasion de déchaîner la catastrophe, c'est que la France, une fois de plus, put détourner la tempête par son sincère attachement à la paix de l'Europe. Le violent démenti, infligé par l'Allemagne à l'esprit de conciliation qui avait animé nos négociateurs dans l'Acte d'Algésiras, ne réussit pas plus que les provocations brutales qui avaient, en 1905, amené la démission de M. Delcassé. Le Coup d'Agadir avait suivi le Coup de Tanger sans aboutir au conflit armé, qui était entré, depuis longtemps, dans les calculs de la Chancellerie berlinoise.

Traité franco-allemand du 4 novembre 1911 : garanties assurées à la France et au commerce étranger. — Le traité franco-allemand du 4 novembre 1911 fut négocié à Berlin par notre Ambassadeur, M. Jules Cambon, sous la direction du Gouvernement présidé par M. Joseph Caillaux.

« Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, à la suite des troubles qui se sont produits au Maroc et qui ont démontré la nécessité d'y poursuivre, dans l'intérêt général, l'œuvre de pacification et de progrès prévue par l'Acte d'Algésiras, ayant jugé nécessaire de préciser et de compléter l'accord franco-allemand du 9 février 1909, ont résolu de conclure une convention à cet effet. En conséquence, M. Jules Cambon, Ambassadeur extraordinaire de la République Française auprès de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, et M. de Kiderlen-Waechter, Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères de l'Empire d'Allemagne,... sont convenus des dispositions ci-après : »

Suivent les articles.

« Le présent accord sera communiqué aux autres Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras, près desquelles les deux Gouvernements

s'engagent à se prêter mutuellement appui pour obtenir leur adhésion. » (art. 14.)

Deux lettres du Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères d'Allemagne à M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin, furent annexées au traité. La première concerna le Maroc, la seconde concerna l'Afrique Equatoriale. Pour avoir les mains libres au Maroc, il avait fallu mutiler le Congo. La grande guerre de 1914-1918, et la victoire des Alliés, ont rendu à la France les territoires qu'elle avait dû céder à l'Allemagne. Le traité de Versailles, du 28 juin 1919, en les lui restituant, lui a même donné un mandat sur la plus grande partie du Cameroun et du Togo allemands.

Cet accord du 4 novembre 1911 apporta plusieurs modifications importantes aux clauses insérées dans l'Acte d'Algésiras : modifications écartant le principe d'internationalisation, dont s'était inspirée la Convention d'Algésiras. Il marqua un retour aux principes admis en 1904 et en 1905 entre la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne. Il changea radicalement la situation de la France à l'égard de l'Empire chérifien.

1° GARANTIES ASSURÉES A LA FRANCE. — Par ce traité, en 15 articles, complété par une lettre annexe échangée entre M. Cambon et M. de Kiderlen-Waechter, l'Allemagne assura un certain nombre de garanties à la France.

Le traité du 4 novembre 1911 reconnut à la France le droit d'intervenir seule au Maroc en vue de prêter au Gouvernement marocain son assistance pour toutes les réformes administratives, judiciaires, économiques, financières et militaires, comme aussi pour tous les règlements nouveaux et les modifications aux règlements existants, ce qui impliquait les règlements issus de l'Acte d'Algésiras :

Le Gouvernement allemand déclara que « ne poursuivant au Maroc que des intérêts économiques, il n'entravera pas l'action de la France en vue de prêter son assistance au Gouvernement marocain pour l'introduction de toutes les réformes administratives, financières et militaires dont il a besoin pour le bon gouvernement de l'Empire, comme aussi pour tous les règlements nouveaux et les modifications aux règlements existants que ces réformes comportent ». (art. 1, § 1.)

Ainsi, le droit d'inspirer le Maghzen et de collaborer directement avec lui dans tous les domaines où pouvait s'exercer le pouvoir législatif, fut reconnu à la France.

A) *Garanties administratives.* — En conséquence, le Gouvernement

impérial reconnu encore à la France le droit de contrôler et de réorganiser l'administration marocaine (art. 1, § 1, *in fine*, et § 2) :

« Il donne son adhésion aux mesures de réorganisation, de contrôle et de garantie financière que, après accord avec le Gouvernement marocain, le Gouvernement français croira devoir prendre à cet effet, sous la réserve que l'action de la France sauvegardera au Maroc l'égalité économique entre les nations.

« Au cas où la France serait amenée à préciser et à étendre son contrôle et sa protection, le Gouvernement impérial allemand, reconnaissant pleine liberté d'action à la France, et sous la réserve que la liberté commerciale, prévue par les traités antérieurs, sera maintenue, n'y apportera aucun obstacle. »

Cette clause (art. 1^{er}, § 2) fut interprétée par le premier alinéa de la Lettre annexe qui reconnut le Protectorat éventuel de la France « sur tout le Maroc », et complétée par les articles 2 et 3 de l'accord :

« Pour bien préciser l'accord du 4 novembre 1911 relatif au Maroc, et en définir la portée, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que, dans l'hypothèse où le Gouvernement français croirait devoir assumer le Protectorat du Maroc, le Gouvernement impérial n'y apporterait aucun obstacle. » (Lettre annexe à l'accord marocain, § 1.)

Ainsi, la France pourrait se faire représenter à Fez par un Résident Général, comme à Tunis, et qui, en fait, jouerait le rôle de Premier Ministre. De même qu'en Tunisie, des Contrôleurs français seraient placés dans les différents services chérifiens.

B) *Garanties militaires*. — La France aurait les mains libres, au point de vue militaire et maritime, pour toute occupation qu'elle jugerait nécessaire à la consolidation et au maintien de l'ordre (art. 2) :

« ... Il est entendu que le Gouvernement impérial ne fera pas obstacle à ce que la France, après accord avec le Gouvernement marocain, procède aux occupations militaires du territoire marocain qu'elle jugerait nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité des transactions commerciales, et à ce qu'elle exerce toute action de police sur terre et dans les eaux marocaines. »

C) *Garanties internationales*. — Le Gouvernement allemand reconnu au Gouvernement français le droit d'être l'intermédiaire du Maghzen dans les relations diplomatiques avec les Puissances étrangères, tant dans l'Empire qu'à l'étranger (art. 3) :

« Dès à présent, si Sa Majesté le Sultan du Maroc venait à confier aux agents diplomatiques et consulaires de la France la représenta-

tion et protection des sujets et des intérêts marocains à l'étranger, le Gouvernement impérial déclare qu'il n'y fera pas d'objection.

« Si, d'autre part, Sa Majesté le Sultan du Maroc confiait au représentant de la France près du Gouvernement marocain le soin d'être son intermédiaire auprès des représentants étrangers, le Gouvernement allemand n'y ferait pas d'objection. »

D) *Garanties juridiques.* — L'Allemagne s'engagea encore à accepter la suppression des Tribunaux Consulaires lorsque la France, d'accord avec les autres Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras, aurait institué un régime judiciaire analogue à celui qui existait en Tunisie, à la condition que les ressortissants allemands y jouissent du même traitement que les français (art. 9, § 2, et Lettre annexe, § 5).

Il pourra être « institué un régime judiciaire... destiné à remplacer, après entente avec elles (les puissances intéressées), les Tribunaux Consulaires ». (art. 9, § 2.)

« Votre Excellence a bien voulu m'assurer que, le jour où aura été institué le régime judiciaire prévu par l'article 9 de la convention précitée, et où les Tribunaux Consulaires auront été remplacés, le Gouvernement français aura soin que les ressortissants allemands soient placés sous la juridiction nouvelle exactement dans les mêmes conditions que les ressortissants français. Je suis heureux d'en prendre acte et de faire connaître en même temps à Votre Excellence que, au jour de l'entrée en vigueur de ce régime judiciaire, après entente avec les puissances, le Gouvernement allemand consentira à la suppression en même temps que pour les autres puissances, de ses Tribunaux Consulaires. » (Lettre annexe, § 5.)

En outre, l'article 12, encore interprété sur ce point par la Lettre annexe, prévoit la révision des listes de protection étrangère et la modification du régime même des protégés, c'est-à-dire l'abrogation du Régime des Capitulations :

« Pour répondre à une demande du Gouvernement marocain, les deux Gouvernements s'engagent à provoquer la révision, d'accord avec les autres puissances et sur la base de la Convention de Madrid, des listes et de la situation des protégés étrangers et des associés agricoles au Maroc, dont parlent les articles 8 et 16 de la Convention.

« Ils conviennent également de poursuivre auprès des Puissances signataires toutes modifications de la Convention de Madrid que comporterait, le moment venu, le changement du régime des protégés, et associés agricoles. » (art. 12.)

« J'ajoute, que, dans ma pensée », écrivit M. de Kiderlen-Waechter

à M. Cambon, « l'expression — le changement du régime des protégés — portée à l'article 12 de la Convention du 4 novembre 1911, relative au Maroc, implique l'abrogation, si elle est jugée nécessaire, de la partie de la Convention de Madrid qui concerne les protégés et les associés agricoles. » (Lettre annexe, § 2.)

Usant de la faculté de procéder aux réformes d'ordre judiciaire que l'article 1, § 1, de l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911 lui reconnut, la France établit dans sa zone d'influence, un régime judiciaire destiné à remplacer, conformément aux stipulations de l'article 9 de cet accord, les **Tribunaux Consulaires**.

Ces nouvelles juridictions françaises commencèrent de fonctionner le 15 octobre 1913.

Leur établissement fut notifié aux Puissances signataires de la Convention de Madrid du 3 juillet 1880 (codification du Régime des Capitulations au Maroc). Toutes, sauf la Grande-Bretagne, et les Etats-Unis, ont, dès maintenant, accepté d'y soumettre leurs nationaux et ressortissants au Maroc, renonçant ainsi aux privilèges que le régime antérieur des Capitulations leur conférait. Cette renonciation entraîna, en même temps que la reconnaissance des Tribunaux français, l'abrogation du droit de protection.

En ce qui concerne l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, l'abrogation du Régime des Capitulations découla des Dahirs chérifiens des 5 août et 13 août 1914, pris au lendemain de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France.

E) *Garanties financières*. — Le Gouvernement français acquit le droit de contrôler les finances du Maroc de façon à pouvoir, par la garantie qu'il donnerait à la Dette chérifienne, sortir le Maghzen de la situation mauvaise où il se trouvait. En conséquence, le Sultan ne pourrait pas conclure d'emprunt sans obtenir auparavant l'approbation du Gouvernement français (art. 1^{er}, § 1, *in fine*) :

Le Gouvernement allemand « donne son adhésion aux mesures de réorganisation, de contrôle et de garantie financière que, après accord avec le Gouvernement marocain, le Gouvernement français croira devoir prendre à cet effet, sous la réserve que l'action de la France sauvegardera au Maroc l'égalité économique entre les nations. »

F) *Garanties économiques*. — En dehors des clauses politiques, qui écartèrent le principe d'internationalisation dont s'inspira l'Acte d'Algésiras, le traité du 4 novembre 1911 contient des clauses d'ordre économique.

Notamment, l'article 6, § 1, maintint les stipulations de l'Acte d'Al-

gésiras relatives à la mise en adjudication des travaux d'utilité publique, mais il stipula (§ 3) que l'exploitation de ces grandes entreprises serait réservée à l'Etat marocain ou librement concédée par lui à des tiers, gain important par rapport aux clauses de l'Acte d'Algésiras. Ainsi, le Sultan, assisté par le Gouvernement français, fut le maître de la direction et du contrôle des grands services publics et des travaux publics d'intérêt général : chemins de fer, routes, ports, télégraphes, etc...

« Le Gouvernement de la République Française s'engage à veiller à ce que les travaux et fournitures nécessités par les constructions éventuelles des routes, chemins de fer, ports, télégraphes, etc... soient octroyés par le Gouvernement marocain suivant les règles de l'adjudication.

« Il s'engage également à veiller à ce que les conditions des adjudications, particulièrement en ce qui concerne les fournitures de matériel et les délais impartis pour soumissionner, ne placent les ressortissants d'aucune puissance dans une situation d'infériorité.

« L'exploitation des grandes entreprises mentionnées ci-dessus sera réservée à l'Etat marocain, ou librement concédée par lui à des tiers qui pourront être chargés de fournir les fonds nécessaires à cet effet. » (art. 6, §§ 1, 2, 3.)

2° GARANTIES ASSURÉES AU COMMERCE ETRANGER. — Si, par l'action de 1911, l'Allemagne assura à la France un certain nombre de garanties, par contre, elle fit assurer dans ce même traité des garanties au commerce étranger.

A) *Affirmation du principe de la liberté commerciale égale pour tous.* — Le principe de la liberté économique sans aucune inégalité, fut maintenu dans l'accord franco-allemand de 1911 (art. 1 et art. 4) :

Le Gouvernement allemand « donne son adhésion aux mesures de réorganisation, de contrôle et de garantie financière,... sous la réserve que l'action de la France sauvegardera au Maroc l'égalité économique entre les nations. » (art. 1, *in fine*.)

Le Gouvernement allemand reconnut « pleine liberté d'action à la France, sous la réserve que la liberté commerciale, prévue par les traités antérieurs, sera maintenue... » (art. 1, § 2.)

« Le Gouvernement français déclare que, fermement attaché au principe de la liberté commerciale au Maroc, il ne se prêtera à aucune inégalité, pas plus dans l'établissement des droits de douane, impôts et autres taxes, que dans l'établissement des tarifs de transport par

voie ferrée, voie de navigation fluviale ou toute autre voie, et notamment dans toutes les questions de transit.

« Le Gouvernement français s'emploiera également auprès du Gouvernement marocain afin d'empêcher tout traitement différentiel entre les ressortissants des différentes puissances... » (art. 4, § 1 et 2.)

B) *Futur régime minier.* — Les exploitations minières pourront être librement concédées, sans distinctions de nationalité : « le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que les propriétaires de mines... sans distinctions de nationalité... » (art. 7.)

Aucune taxe d'exportation ne sera perçue sur le minerai de fer : « le Gouvernement français veillera à ce qu'il ne soit perçu au Maroc aucun droit d'exportation sur le minerai de fer exporté des ports marocains. » (art. 5, § 1.)

C) *Priorité pour la construction du Tanger-Fez.* — Les chemins de fer industriels créés au Maroc seront régis par un règlement inspiré de la législation française : « les propriétaires de mines et d'autres exploitations industrielles ou agricoles,... en conformité des règlements qui seront édictés en s'inspirant de la législation française sur la matière, » pourront être autorisés « à créer des chemins de fer d'exploitation destinés à relier leurs centres de production aux lignes d'intérêt général ou aux ports ». (art. 7.)

« Lors que le réseau des voies ferrées d'intérêt général sera mis à l'étude, le Gouvernement allemand demandera au Gouvernement français de veiller à ce que l'administration marocaine ait le plus réel souci des intérêts économiques du Maroc, et à ce que, notamment, la détermination du tracé des lignes d'intérêt général facilite, dans la mesure du possible, la jonction des régions minières avec les lignes d'intérêt général ou avec les ports appelés à les desservir. » (Lettre annexe, § 4, *in fine*.)

Le ministre allemand spécifia enfin, dans sa lettre à l'Ambassadeur de France, que la construction du chemin de fer de Tanger à Fez ne pourrait pas être primée par celle d'aucun autre chemin de fer marocain : « la mise en adjudication du chemin de fer de Tanger à Fez, qui intéresse toutes les nations, ne sera primée par la mise en adjudication des travaux d'aucun autre chemin de fer marocain. » (Lettre annexe, § 4.)

D) *Droit de pêche pour les étrangers.* — « Le Gouvernement français veillera à ce que les ressortissants étrangers continuent à jouir du droit de pêche dans les eaux et ports marocains. » (art. 10.)

E) *Ouverture de nouveaux ports du commerce.* — « Le Gouvernement français s'emploiera auprès du Gouvernement marocain pour que celui-ci ouvre au commerce étranger de nouveaux ports au fur et à mesure des besoins du commerce. » (art. 11.)

Le Gouvernement allemand compte que « le Gouvernement français proposera au Gouvernement marocain l'ouverture du port d'Agadir au commerce international. » (Lettre annexe, § 4.)

Le présent accord devait être « communiqué aux autres puissances signataires de l'Acte d'Algésiras, près desquelles les deux gouvernements s'engagent à se prêter mutuellement appui pour obtenir leur adhésion. » (art. 14.)

Il devait être aussi ratifié et les ratifications « échangées à Paris aussitôt que faire se pourra. » (art. 15 et dernier.) Il fut ratifié le 12 mars 1912.

Enfin, désireux d'écarter toute cause de conflit, entre eux, les deux Gouvernements se déclarèrent d'accord pour que les différends, qui viendraient à s'élever entre les parties contractantes au sujet de l'interprétation et de l'application des dispositions de la Convention du 4 novembre et qui n'auraient pas été réglés par la voie diplomatique, soient « soumis à un Tribunal arbitral constitué dans les termes de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 ». (Lettre annexe, § 5.)

CHAPITRE IX

LE MAROC DE 1912 A NOS JOURS : LE MAROC PROTÉGÉ

§ 1. — *Le traité de Protectorat du 30 mars 1912*

Accord franco-marocain de 1912. — Aussitôt la Convention franco-allemande ratifiée, notre ministre à Tanger, M. Regnault, partit pour Fez la présenter au Sultan. Moulay Hafid l'accepta.

Puis il signa, le 30 mars 1912, le traité par lequel il reconnut le Protectorat de la France sur l'Empire chérifien tout entier.

Ce fut une date décisive dans l'histoire de notre Empire Colonial Africain. Elle clôtura la série des Conventions Internationales qui autorisèrent notre intervention au Maroc, intervention dont les causes profondes viennent d'être étudiées. Elle couronna les efforts de nos hommes d'Etat qui surent résoudre la question marocaine à notre profit.

Y avait-il lieu d'établir un Protectorat ? Devait-on s'efforcer de restaurer, de consolider l'Empire marocain en ayant recours le moins possible à l'administration directe ? Devait-on, au contraire, renverser le régime chérifien, le Maghzen, si profondément affaibli, et faire de l'administration directe ? Ou bien négliger l'ancien Maghzen et traiter directement avec les tribus ?

Instruits par l'expérience algérienne, nous choisîmes la bonne méthode qui consistait à restaurer et à étendre l'autorité du Sultan, mais sous notre contrôle. Au lieu de procéder, comme avait dû procéder en Algérie (où la question de dynastie à conserver ne se posait d'ailleurs pas), immédiatement après la conquête, le Gouvernement de Louis-Philippe, c'est-à-dire, introduire au Maroc un régime d'administration directe et de législation française, la France appliqua au Maroc la formule qui lui avait donné de si bons résultats en Tunisie : la formule du Protectorat, conservant la dynastie chérifienne et l'administration indigène.

Désormais, la France représenta le Maroc dans les relations internationales, et le Sultan accepta qu'il fût institué dans son Empire

un nouveau régime comportant les réformes de toute nature, que le Gouvernement français jugerait utile d'introduire sur le territoire marocain. L'autorité du Sultan dans le Maroc fut bien reconnue par la Puissance protectrice, mais, à l'égard des Puissances, le Sultan ne fut plus un chef d'Etat indépendant ; la souveraineté de ce Prince cessa d'être opposable à la France.

Ainsi, la France ne substitua pas un régime d'importation au régime chérifien. La méthode du Protectorat est de se borner à corriger par étapes les pratiques du régime de l'Etat protégé. En résumé, cette méthode consiste dans : a) le maintien du sultan, b) la restauration des anciens rouages administratifs dont l'utilité subsiste, en contrôlant leur fonctionnement, c) la création de grands services publics indispensables. « Le Protectorat consiste essentiellement dans la surveillance des institutions indigènes, et leur adaptation prudente aux besoins, nés de l'occupation française, de la colonisation. » (H. LORIN, *l'Afrique du Nord*, p. 341.)

« Régime de bienveillance à l'égard des indigènes, auxquels il laisse leurs chefs naturels et leurs lois dans ce qu'elles ont de juste, dont il respecte les mœurs en tant que compatibles avec un état de civilisation plus avancé, (V. PIQUET, *La Colonisation Française dans l'Afrique du Nord*, p. 328), » le Protectorat, qui a été un régime si avantageux en Tunisie, où, comme le disait le Cardinal Lavigerie, il nous avait fait l'économie d'une « guerre de religion », ne pouvait donner que d'excellents résultats au Maroc.

On comprend, maintenant, pourquoi le Maroc n'est pas comme les possessions d'administration directe, rattaché au Ministère des Colonies. De même que la Tunisie, pays de Protectorat, le Maroc relève du Ministère des Affaires Etrangères, tandis que l'Algérie, territoire français, dépend du Ministère de l'Intérieur.

Rappelant l'institution en 1858, sous l'Empire, du Ministère de l'Algérie et des Colonies, on a proposé de rattacher toutes nos possessions d'outre-mer, colonies et protectorats, au Ministère des Colonies. On a encore proposé, alléguant que la Berbérie a toujours formé un tout homogène, que la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, donnent naissance à un même Ministère de l'Afrique du Nord.

M. Arthur GIRAULT, professeur à la Faculté de Droit de Poitiers, soutient cette thèse dans ses *Principes de Colonisation et de Législation Coloniale*, troisième partie, pp. 783, 784, 785, 786, 787.

Il ne saurait cependant être question d'unifier administrativement

l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Comment pourrait-on y songer alors que ces trois pays ont chacun un statut spécial et distinct au point de vue du droit international ? L'Algérie est territoire français, le Maroc et la Tunisie sont territoires de protectorat. Territoires de protectorat, cela ne veut d'ailleurs pas dire que leur régime soit identique, car il y a bien des différences entre le protectorat marocain, libéré de l'hypothèque allemande, et le protectorat tunisien, sujet à d'amicales servitudes qui rendent son fonctionnement particulièrement délicat.

Les difficultés théoriques que rencontrerait l'institution à Paris d'un Ministère ou d'un Sous-secrétariat de l'Afrique du Nord deviendraient insurmontables si l'on cherchait à instituer sur place une organisation unitaire conçue dans cet esprit.

Toute unification étant donc écartée, on ne peut songer qu'à la collaboration administrative, à la coopération économique.

La Convention de Fez fut conçue dans la forme du traité du Bardo, signé le 12 mai 1881 par le Bey de Tunis, Mohammed Saddok, et complété par le traité de la Marsa, passé le 8 juin 1883, avec le nouveau Bey, Ali.

Le traité de Protectorat, en neuf articles, fut ainsi libellé :

« Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Sa Majesté chérifienne, soucieux d'établir au Maroc un régime régulier, fondé sur l'ordre intérieur et la sécurité générale, qui permette l'introduction des réformes et assure le développement économique du pays, sont convenus des dispositions suivantes :

« ART. 1^{er}. — Le Gouvernement de la République Française et Sa Majesté le Sultan sont d'accord pour instituer au Maroc un régime comportant les réformes administratives, judiciaires, scolaires, économiques, financières et militaires que le Gouvernement français jugera utile d'introduire sur le territoire marocain.

« Ce régime sauvegardera la situation religieuse, le respect et le prestige traditionnel du Sultan, l'exercice de la religion musulmane et des institutions religieuses, notamment de celles des habous. Il comportera l'organisation d'un Maghzen chérifien réformé.

« Le Gouvernement de la République se concertera avec le Gouvernement espagnol au sujet des intérêts que ce Gouvernement tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine.

« De même, la ville de Tanger gardera le caractère spécial qui lui a été reconnu et qui détermina son organisation municipale.

« ART. 2. — Sa Majesté le Sultan admet dès maintenant que le

Gouvernement français procède, après avoir prévenu le Maghzen, aux occupations militaires du territoire marocain qu'il jugerait nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité des transactions commerciales et à ce sujet qu'il exerce toute action de police sur terre et dans les eaux marocaines.

« ART. 3. — Le Gouvernement de la République prend l'engagement de prêter un constant appui à Sa Majesté chérifienne contre tout danger qui menacerait sa personne ou son trône ou qui compromettrait la tranquillité de ses Etats. Le même appui sera prêté à l'héritier du trône et à ses successeurs.

« ART. 4. — Les mesures que nécessitera le nouveau régime de protectorat seront édictées, sur la proposition du Gouvernement français, par Sa Majesté chérifienne ou par les autorités auxquelles elle en aura délégué le pouvoir. Il en sera de même des règlements nouveaux et des modifications aux règlements existants.

« ART. 5. — Le Gouvernement français sera représenté auprès de Sa Majesté chérifienne par un Commissaire Résident général, dépositaire de tous les pouvoirs de la République au Maroc, qui veillera à l'exécution du présent accord.

« Le Commissaire Résident général sera le seul intermédiaire du Sultan auprès des représentants étrangers et dans les rapports que ces représentants entretiennent avec le Gouvernement marocain. Il sera, notamment, chargé de toutes les questions intéressant les étrangers dans l'Empire chérifien. Il aura le pouvoir d'approuver et de promulguer, au nom du Gouvernement français, tous les décrets rendus par Sa Majesté chérifienne.

« ART. 6. — Les agents diplomatiques et consulaires de la France seront chargés de la représentation et de la protection des sujets et des intérêts marocains à l'étranger.

« Sa Majesté le Sultan s'engage à ne conclure aucun acte ayant un caractère international sans l'assentiment préalable du Gouvernement de la République Française.

« ART. 7. — Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de sa Majesté chérifienne se réservent de fixer, d'un commun accord, les bases d'une réorganisation financière qui, en respectant les droits conférés aux porteurs des titres des emprunts publics marocains, permette de garantir les engagements du trésor chérifien et de percevoir régulièrement les revenus de l'Empire.

« ART. 8. — Sa Majesté chérifienne s'interdit de contracter à l'avenir, directement ou indirectement, aucun emprunt public ou privé, et

d'accorder, sous une forme quelconque, aucune concession sans l'autorisation du Gouvernement français.

« ARR. 9. — La présente convention sera soumise à la ratification du Gouvernement de la République Française et l'instrument de ladite ratification sera remis à Sa Majesté le Sultan dans le plus bref délai possible.

« En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent acte et l'ont revêtu de leurs cachets.

« Fait à Fez, le 30 mars 1912 (11 rebiah 1330).

(L. S.) Signé : REGNAULT.

(L. S.) Signé : MOULAY ABD EL HAFID. »

Débuts du Protectorat. — 1° *Les massacres de Fez* (17 avril 1912), *Résident Général Lyautey*. — Les débuts du Protectorat furent particulièrement graves.

Le 1^{er} mars 1912, la mission militaire française à Fez avait été remplacée par une armée chérifienne. Puis le 17 avril, quelques jours après la signature du traité de Protectorat, les tabors marocains se révoltèrent et ensanglantèrent Fez à nouveau. Ils se livrèrent, aidés par la populace, à d'effroyables massacres. « Frondeuse, susceptible et prompte à la critique, jalouse de son influence, habituée à déposer tout Sultan qui cesse de lui plaire ou qui ne satisfait pas à ses exigences, la population de Fez est rapide à se soulever. » (De PERIGNY, *La Ville de Fez*, p. 9.)

La plupart des Européens furent ainsi tués : 13 officiers, 40 soldats et 13 civils, le Mellah mis à feu et à sang, les maisons incendiées, la population massacrée ou en fuite : tel fut le bilan de cette sombre journée. Le lieutenant Chardonnet expira dans les bras du Père Dominique, et eut la tête coupée ; les indigènes la promenèrent au bout d'une pique dans toute la cité, pendant que d'autres trainaient son cadavre dans les ornières. Le patio de l'Hôtel de France, si calme à présent, avec ses plantes vertes et sa vasque au milieu, fut le théâtre de terribles assassinats. Le Père Dominique, aimable franciscain, échappa au massacre grâce au prestige que sa haute valeur morale lui avait acquise depuis longtemps. Il fut un des rares Européens qui réussirent à avoir la vie sauve.

Le général Moinier était en train de retourner à Casablanca, il revint aussitôt en arrière avec toutes les forces dont il disposait. Il entra dans la capitale et y rétablit l'ordre. Ce mouvement insurrectionnel n'avait pu complètement réussir, parce que déclanché trop brus-

quement ; il n'avait pas coïncidé, comme il avait été prévu, avec l'assaut général de la capitale par les tribus voisines.

Mais bientôt, le Maroc tout entier, en proie à un accès de fanatisme religieux et xénophobe, se souleva contre nous. La ville de Fez fut investie et attaquée furieusement par les guerriers berbères et arabes de la région environnante, fanatisés par les appels à la guerre sainte et par l'appât du pillage. Le Maghzen fut impuissant ; d'ailleurs, Moulay Hafid, bien qu'ayant signé le traité de Protectorat, était en secret accord avec nos ennemis.

Le général Moinier n'avait pas d'effectifs suffisants pour pouvoir dégager la ville et ses abords. Il lui fallut attendre des renforts. C'est à ce moment, le 27 avril 1912, que le général Lyautey fut nommé Commissaire Résident Général au Maroc. C'est à ce moment qu'il fut selon sa propre expression, appelé au commandement d'un navire en perdition. Arrivé le 24 mai, il trouva la ville en pleine insurrection et encore sanglante des émeutes du 17 avril qui avaient coûté la vie de 66 Européens. « Je me trouve ici campé en pays ennemi », écrivait-il dans une de ses dépêches.

Le général Lyautey venait à peine d'atteindre Fez que près de 15.000 ennemis se ruèrent, du 25 au 30 mai, à l'assaut de la ville, avec une violence inouïe. Devant la résistance énergique de nos troupes, qui les rejetèrent hors des murailles, le 28 mai, les assaillants se retirèrent découragés.

Le général Moinier les fit poursuivre par une colonne mobile sous les ordres du colonel Gouraud. Après avoir surpris et anéanti le camp de leur chef El Hadjami, la colonne Gouraud défit et dispersa complètement les tribus ennemies, le 1^{er} juin 1912. Puis, par des opérations incessantes autour de Fez, la sécurité fut assurée à toute la région. A la fin de juillet, le calme fut rétabli. Affirmée par le succès de nos colonnes, la construction de forts nouveaux autour de la ville pour prévenir toute attaque du dehors et réprimer toute tentative de soulèvement, la paix renaquit dans la turbulente capitale.

2° *Abdication de Moulay Hafid* (12 août 1912) ; *les événements de Marrakech*. — A la suite des douloureux événements de Fez, le Sultan, dont la collaboration paraissait depuis quelque temps suspecte, préféra abandonner le pouvoir. Moulay Hafid abdiqua le 12 août 1912. Le lendemain, suivant la loi de succession musulmane, son second frère, Moulay Youssef, respecté de tous par sa science et pour son caractère, fut désigné, par le Maghzen réuni à Rabat, pour lui succéder.

Un mouvement insurrectionnel éclata dans le Sud, où les massacres de Fez, puis l'abdication de Moulay Hafid, avaient eu un grand retentissement. Le Chérif saharien fanatique, El Hiba, entouré de ses « hommes bleus », terrorisait les tribus qu'il forçait à lui fournir des contingents. A la tête de ses nombreux partisans, il sema l'agitation dans cette région, dirigea un véritable mouvement madhiste et se fit proclamer Sultan. Puis il marcha sur Marrakech, où il entra en souverain et fit emprisonner un certain nombre de nos compatriotes, dont notre Consul, M. Maigret, quelques officiers et sous-officiers et plusieurs civils.

Le Rogui El Hiba était le fils du marabout saharien Ma-el-Aïnin, l'ancien adversaire du colonel Gouraud en Mauritanie et que le général Moinier avait battu, en 1910, au Tadla.

Le général Lyautey lança alors la colonne Mangin contre les bandes du prétendant. Après les avoir écrasées le 6 septembre, à Sidi-bou-Othman, les troupes du colonel Mangin entrèrent dans la capitale du Sud le lendemain et en chassèrent El Hiba. Elles délivrèrent nos compatriotes : s'ils n'avaient pas été égorgés comme cela s'était passé à Fez, ils le devaient à la protection du Pacha de la ville, Si Madani Glaoui.

Ainsi l'établissement de notre Protectorat au Maroc avait été plus rapide qu'on aurait pu le penser tout d'abord. Les circonstances pénibles certes, massacres de Fez, événements du Sud, en avaient précipité l'installation. Il ne restait plus qu'à étendre notre influence par des opérations de pacification et à commencer la mise en valeur des régions soumises par l'organisation du Protectorat.

« Le régime nouveau doit être très souple, se présentant partout sous le couvert de l'autorité religieuse du Sultan, s'appuyant ici sur de grands caïds, là sur telle ou tel sof de tribu. Il suppose une politique indigène extrêmement active et bien informée, une absolue cohésion de tous les organes de l'action française. Il se propose d'assurer l'ordre matériel et progressivement la mise en valeur économique par un programme judicieux de travaux publics. Il est l'aboutissement logique des accords signés à Algésiras... Les intérêts généraux de la civilisation et de l'humanité sont exactement ici ceux de l'occupation française. » (H. LORIN, *L'Afrique du Nord*, p. 405.)

§ 2. — *Le traité franco-espagnol du 27 novembre 1912*

Les négociations du traité franco-espagnol. — La France avait traité avec l'Allemagne, le 4 novembre 1911, pour l'ensemble du Maroc.

C'est également sur tout le Maroc que le traité de Fez reconnut son Protectorat.

Fidèle à ses engagements antérieurs avec l'Espagne, le Gouvernement français entama des négociations avec le Gouvernement espagnol afin de régler, conformément aux accords déjà intervenus (déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904, art. 8 ; traités franco-espagnols du 3 octobre 1904 et du 1^{er} septembre 1905 ; Acte d'Algésiras du 7 avril 1906 ; accord franco-allemand du 4 novembre 1911), la situation de l'Espagne au Maroc. Il s'agit de déterminer la sphère d'influence de l'Espagne que lui avaient assignée en principe, les accords antérieurs ; de définir, en tenant compte des derniers événements, la collaboration franco-espagnole prévue à Algésiras ; enfin, de régler toutes les questions soulevées par le voisinage des deux Etats protecteurs.

Il s'agit aussi de préparer un régime spécial pour Tanger, que l'Angleterre, en raison de sa situation sur le Détroit de Gibraltar, tenait à voir neutralisé.

Les négociations, engagées avec le Cabinet espagnol, dès la conclusion de l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911, furent longues et laborieuses. Elles n'aboutirent que le 27 novembre 1912. L'accord fut signé à Madrid par M. Geoffray, Ambassadeur de France à Madrid, et par M. Garcia Prieto, Ministre d'Etat espagnol. Il comprit 29 articles.

A cet accord furent annexés : a) un Protocole concernant le chemin de fer de Tanger à Fez ; b) une Lettre de M. Geoffray à M. Garcia Prieto, ainsi que la réponse de ce dernier. Ces lettres interprétèrent et précisèrent les clauses du traité relatives à la désignation du Khalifa de la zone espagnole, aux rapports de l'administration de cette zone avec les agents officiels étrangers.

Les clauses du traité du 27 novembre 1912. — Par l'article 1^{er}, alinéa 1, de cet accord, l'Espagne obtint, dans sa zone d'influence, les droits reconnus à la France par l'article 1^{er} § 1, du traité franco-allemand du 4 novembre 1911 : le Gouvernement français reconnut qu'il appartient à l'Espagne dans sa zone « de veiller à la tranquillité de la dite zone et de prêter son assistance au Gouvernement marocain pour l'introduction de toutes les réformes administratives, économiques, financières, judiciaires et militaires dont il a besoin, comme aussi pour tous les règlements existants que ces réformes comportent, conformément à la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 et à l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911. »

1° *Clauses territoriales.* — Les articles 2, 3 et 4 de l'accord définirent les limites des territoires d'influence espagnole et déterminèrent

les conditions dans lesquelles il devrait être procédé à leur délimitation. Dans la région nord, le point le plus important, concernant la frontière séparative des zones d'influence française et espagnole, consista en la reconnaissance des droits de la France sur le Thalweg de l'Oued Ouergha (art. 2, § 3).

Dans la région sud du Maroc, la frontière entre le territoire de Protectorat français et la colonie espagnole du Rio de Oro devrait être définie par le thalweg de l'Oued Draa, qu'elle remonterait depuis la mer jusqu'à sa rencontre avec le méridien 11° Ouest de Paris. Elle suivrait ce méridien vers le sud jusqu'à sa rencontre avec le parallèle 27° 40' de latitude nord. Au sud de ce parallèle, les articles 5 et 6 de la Convention du 3 octobre 1904 resteraient applicables. Les régions situées au nord et à l'est de la délimitation visée dans le présent paragraphe appartiendraient à la zone française (art. 2, § 4).

Enfin, le Gouvernement marocain, ayant par l'article 8 du traité du 26 avril 1860, concédé à l'Espagne un établissement à Santa Cruz de Mar Pequena (Ifni), il fut entendu qu'une enclave serait laissée à l'Espagne autour du port d'Ifni. Le territoire de cette enclave, habitée par la tribu des Aït-ba-Amran, devrait avoir les limites suivantes : « au nord, l'Oued Bou-Sédra, depuis son embouchure ; au sud, l'Oued Noun, depuis son embouchure ; à l'est, une ligne distante approximativement de 25 kilomètres de la côte ». (art. 3).

L'Espagne s'engagea à n'aliéner, ni céder, sous aucune forme, même à titre temporaire, ses droits sur tout ou partie du territoire composant sa zone d'influence (art. 5).

2° *Gibraltar et Tanger*. — Afin d'assurer le libre passage du Détroit de Gibraltar, et par là rassurer l'Angleterre, les deux Gouvernements, par l'article 6, s'engagèrent à ne pas laisser élever des fortifications ou ouvrages stratégiques quelconques sur les parties de la côte marocaine visées par l'article 7 de la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 et par l'article 14 de la Convention franco-espagnole du 3 octobre 1904 : régions de la côte marocaine comprises entre Melilla et les hauteurs qui dominent la rive droite du Sébou.

Toutefois, cette disposition ne fut pas appliquée aux points de la côte marocaine de la Méditerranée auparavant occupés par l'Espagne. (art. 7, § 2, déclaration du 8 avril 1904).

Cette clause inscrite dans l'article 7 de la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 explique les négociations qui auraient voulu être entamées par le Gouvernement de Madrid avec le Maghzen en 1921, pour que les hauteurs du massif du Gourougou fussent compri-

ses dans la possession espagnole de Melilla. L'article 6, reprenant l'accord franco-anglais de 1904, ne permet pas comme il est indiqué ci-dessus, d'élever des fortifications ou des ouvrages stratégiques quelconques sur les parties de la côte marocaine comprises entre Melilla et les hauteurs qui dominent la rive droite de l'Oued Sébou.

Or, c'était pour l'Espagne un besoin capital de transformer le Gourougou en un point bien fortifié qui devint une protection pour la place de Melilla, au lieu de servir de repaire et de base d'attaque aux rebelles de la harka d'Abd el Krim.

Le § 2 de l'article 7 (accord de 1904) n'interdisant pas d'édifier des travaux de fortifications d'un caractère permanent dans les possessions espagnoles antérieures à la signature de l'accord du 27 novembre 1912, on s'explique que le Gouvernement espagnol ait voulu en profiter en faisant incorporer ce massif montagneux dans la zone de l'ancien présidio.

Afin, aussi, de ne pas se mettre en conflit avec l'Angleterre, hostile à l'installation de toute Puissance, et, en premier lieu, de celle de la France, à l'entrée du Détroit de Gibraltar, les deux Gouvernements convinrent que la ville de Tanger et sa banlieue seraient dotées d'un régime spécial, qui serait déterminé ultérieurement. Elles formeraient une zone dont les limites seraient spécifiées dans l'article 7, § 2.

3° *Clauses administratives (le Haut Commissaire espagnol, le Khalifa).* — La zone d'influence espagnole, tout en demeurant placée sous l'autorité civile et religieuse du Sultan (art. 1^{er}, § 2), possèdera l'autonomie administrative.

Elle sera, en effet, administrée, sous le contrôle du Haut Commissaire espagnol, par un Khalifa choisi par le Sultan sur une liste de deux candidats présentée par le Gouvernement espagnol. Les fonctions du Khalifa, qui résiderait habituellement à Tétouan, ne pourront être maintenues ou retirées au titulaire qu'avec le consentement du Gouvernement espagnol. Le Khalifa recevra du Sultan une délégation générale, en vertu de laquelle il exercera, dans la zone espagnole, les droits appartenant au souverain (art. 1^{er}, § 3, 4 et 5). Le Khalifa agréé par Sa Majesté Moulay Youssef, fut un membre de la famille chérifienne, Son Altesse Impériale Moulay El Medhi. Par dahir du 13 mai 1913, il reçut du Sultan la délégation générale prévue à l'article 1^{er}, § 4.

L'Espagne exercerait donc son droit de protection sur la zone qui lui était reconnue, par l'intermédiaire du Khalifa du Sultan, assisté du Haut Commissaire espagnol. Le Haut Commissaire espagnol et

ses agents contrôlèrent les actes de l'administration chérifienne dans la zone d'influence espagnole. Le Haut Commissaire serait le seul intermédiaire dans les rapports entre le Khalifa et les agents officiels étrangers, pour les questions concernant la zone espagnole, étant donné qu'il ne serait pas dérogé à l'article 5 du traité franco-chérifien du 30 mars 1912 (art. 1^{er}, § 6).

4° *Clauses internationales.* — Les rapports de l'administration de la zone espagnole avec les agents officiels étrangers se trouvent définis par l'article 1^{er}, § 6, *in fine*, de l'accord du 27 novembre 1912 : Le Haut Commissaire devra être le seul intermédiaire dans les rapports que le Khalifa, en qualité de délégué de l'autorité impériale, aura à entretenir avec les agents officiels étrangers pour les questions concernant la zone espagnole, sous réserve, d'ailleurs, des droits que l'article 5 du traité de Protectorat du 30 mars 1912 avait reconnus à la France en matière de représentation diplomatique du Gouvernement marocain.

Cet article fut interprété et précisé de la façon suivante par les lettres annexes de MM. Geoffray et Garcia Prieto : « En ce qui touche les rapports que le Khalifa, en temps que délégué de l'autorité impériale dans la zone espagnole, aura à entretenir avec les agents officiels étrangers, il est entendu que, lors de la rédaction du traité, le mot officiels a été substitué au mot consulaires en vue d'éviter des difficultés dans la pratique. Ces difficultés pourraient surgir du fait que, certaines puissances, n'ayant au Maroc d'agent consulaire de carrière que dans la zone française, ne pourraient suivre directement avec l'administration de la zone espagnole les affaires afférentes à cette zone et que, seule, ladite administration a qualité pour trancher aux termes de notre Convention d'aujourd'hui. Pour les relations diplomatiques des Gouvernements étrangers avec le Sultan, il est bien entendu, en effet, que la mention faite dans la présente Convention de l'article 5 du traité franco-chérifien du 30 mars 1912 en réserve le monopole à la France. »

Enfin « les accords internationaux conclus à l'avenir par Sa Majesté chérifienne ne s'étendront à la zone d'influence espagnole qu'avec le consentement préalable du Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne. » (art. 26).

D'autre part, en ce qui concerne le droit de protection à l'étranger sur les sujets marocains originaires de la zone espagnole, l'article 22 reconnut ce droit aux agents diplomatiques et consulaires espagnols : « Les sujets marocains, originaires de la zone d'influence espagnole,

seront placés à l'étranger sous la protection des agents diplomatiques et consulaires de l'Espagne. »

5° *Clauses juridiques.* — L'accord prévoit l'abrogation du régime des protégés étrangers et des associés agricoles, c'est-à-dire l'abrogation de la partie de la Convention de Madrid concernant les protégés et les associés agricoles (art. 21).

La Convention prévoit aussi l'abrogation des Tribunaux consulaires français en zone espagnole et réciproquement, mais à la condition pour les deux Gouvernements de procéder à l'établissement dans leurs zones respectives d'organisations judiciaires inspirées de leurs législations. Le Gouvernement français, dans la zone espagnole et le Gouvernement espagnol, dans la zone française, devraient soumettre également à cette juridiction locale leurs nationaux et protégés respectifs (art. 24).

6° *Clauses économiques.* — En dehors de ces nombreuses clauses politiques, le traité du 27 novembre 1912 contient des clauses d'ordre économique.

L'accord de 1912 stipula dans les articles précédents l'autonomie administrative de la zone d'influence espagnole, il stipula maintenant l'autonomie financière de ladite zone : « Les impôts et ressources de toutes sortes dans la zone espagnole seront affectés aux dépenses de ladite zone. » (art. 10). D'autre part, « le Gouvernement chérifien ne pourra être appelé à participer à aucun titre aux dépenses de la zone espagnole. » (art. 11). Ainsi, au point de vue financier, la zone espagnole jouit d'une complète autonomie. Elle dispose librement des revenus perçus sur son territoire ; mais elle participe au service de la Dette ancienne dans une proportion calculée suivant la part qui revient aux parts de la zone d'influence espagnole dans les recettes douanières des ports de l'Empire chérifien.

L'article 12 réserva en effet les droits des porteurs de titres des emprunts 1904 et 1910, et fixa le mode de contribution de la zone espagnole aux charges de ces emprunts (provisoirement 7,95 %, contribution revisable tous les ans) : « Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne ne portera pas atteinte aux droits, prérogatives et privilèges des emprunts 1904 et 1910 dans sa zone d'influence. »

L'article 13 déclara qu'« il y a lieu d'assurer à la zone française et à la zone espagnole le produit revenant à chacune d'elles sur les droits de douanes perçus à l'importation. » Puis, il régla les conditions de répartition, entre les deux zones, des droits de douane perçus à l'importation dans les ports des deux zones et dans le port de Tanger.

L'article 15 concerna le règlement du passif du Gouvernement chérifien. Le montant total du passif à liquider comprit notamment : a) les avances de la Banque d'Etat gagées sur le 5 % du produit des douanes ; b) les dettes liquidées par la Commission, instituée en vertu du règlement du Corps diplomatique de Tanger en date du 29 mai 1910

L'article 16 réserva les droits de la Banque d'Etat du Maroc dans la zone espagnole. L'autonomie administrative des deux zones d'influence « ne pouvant porter atteinte aux droits, prérogatives et privilèges concédés, conformément à l'Acte d'Algésiras, à la Banque d'Etat du Maroc, pour tout le territoire de l'Empire, par le Gouvernement marocain, la Banque d'Etat du Maroc continuera de jouir, dans chacune des deux zones, de tous les droits qu'elle tient des actes qui la régissent sans diminution, ni réserve. L'autonomie des deux zones ne pourra pas faire obstacle à son action et les deux Gouvernements faciliteront à la Banque d'Etat le libre et complet exercice de ses droits ». Enfin, l'article 13 prévoit une modification de la Banque d'Etat du Maroc, en tenant compte de l'autonomie administrative des deux zones d'influence.

L'article 17 régla les mêmes questions touchant les droits et privilèges de la Société Internationale de Régie Co-intéressée des Tabacs au Maroc. L'autonomie administrative des deux zones « ne pouvant porter atteinte aux droits, prérogatives et privilèges concédés, conformément à l'Acte d'Algésiras, pour tout le territoire de l'Empire, par le Gouvernement marocain, à la Société Internationale de Régie Co-intéressée des Tabacs au Maroc, ladite Société continuera à jouir, dans chacune des zones, de tous les droits qu'elle tient des actes qui la régissent sans diminution, ni réserve ».

L'article 18 détermina dans quelles conditions la zone espagnole devrait être représentée au Comité des Valeurs Douanières, au Comité Spécial des Travaux Publics et à la Commission Générale des Adjudications, durant la période où ces Comités resteraient en vigueur : « il sera réservé à la désignation du Khalifa de la zone espagnole un des sièges de délégué chérifien dans chacun de ces trois comités. »

Il stipula encore l'affectation à chaque zone, pour les travaux publics de ladite zone, des produits de la taxe spéciale perçue dans les ports de cette zone en vertu de l'article 66 de l'Acte d'Algésiras.

Il stipula enfin l'autonomie zonière des services de cette taxe spéciale.

L'article 19 porta que le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Sa Majesté Catholique se concerteraient en vue de : a) toutes les modifications qui devraient être apportées dans

l'avenir aux droits de douane ; b) l'unification des tarifs postaux et télégraphiques dans l'intérieur de l'Empire.

L'article 20 concerna le chemin de fer de Tanger à Fez. Il renvoya pour la construction et l'exploitation de cette ligne au Protocole annexé au traité.

Aux termes de ce Protocole, les deux Gouvernements, dans leurs zones respectives, devraient déterminer, dans un délai de trois mois, le tracé général de la ligne et les stations principales, en commençant l'étude simultanément par Tanger et Fez. La ligne tout entière serait concédée à une Compagnie unique ; cette Compagnie serait chargée à la fois des études définitives de la ligne, de sa construction et de son exploitation.

§ 3. — *Le Traité de Versailles du 28 juin 1919 et le Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919.*

Le Traité de Versailles. — Le Traité de Paix, signé entre les 27 Puissances alliées et associées d'une part, et l'Allemagne d'autre part, à Versailles, le 28 juin 1919, marqua la fin de l'action allemande au Maroc. Il entra en vigueur au Maroc par le dahir du 11 janvier 1920.

Les stipulations concernant l'Empire chérifien sont contenues dans les articles 141 à 146, Partie IV, Section V.

1° L'Allemagne renonça au bénéfice de tous les traités antérieurement conclus avec l'Empire chérifien : Acte d'Algésiras du 7 avril 1906, accords franco-allemands du 9 février 1909 et du 4 novembre 1911 : « Tous les traités, accords, arrangements ou contrats passés par elle avec l'Empire chérifien sont tenus pour abrogés depuis le 3 août 1914.

« En aucun cas, l'Allemagne ne pourra se prévaloir de ces actes et elle s'engage à n'intervenir en aucune façon dans les négociations qui pourront avoir lieu entre la France et les autres puissances relativement au Maroc. » (art. 141).

Dans le présent et dans l'avenir, elle perd tout droit de regard sur le Maroc. « L'Allemagne déclare accepter toutes les conséquences de l'établissement, reconnu par elle, du Protectorat de la France au Maroc et renoncer au régime des Capitulations au Maroc. » (art. 142). Elle est exclue des Commissions Internationales instituées par l'Acte d'Algésiras. Enfin, l'article 145 spécifie son élimination de la Banque d'Etat au profit exclusif de la France.

« Le Gouvernement allemand assurera le transfert, à la personne qui sera désignée par le Gouvernement français, des actions qui repré-

sentent la part de l'Allemagne dans le capital de la Banque d'Etat du Maroc. La valeur de ces actions, indiquée par la Commission des Réparations, sera payée à cette Commission pour être portée au crédit de l'Allemagne dans le compte des sommes dues pour réparations. Il appartiendra au Gouvernement allemand d'indemniser de ce chef ses ressortissants. »

« Ce transfert aura lieu sans préjudice du remboursement des dettes que les ressortissants allemands auraient contractées envers la Banque d'Etat du Maroc. »

2° En vertu de l'article 141, l'Allemagne perdit également tous les privilèges commerciaux que lui conféraient les traités. L'Etat marocain recouvra une entière liberté de réglementation envers les produits allemands.

En outre, « les marchandises marocaines bénéficieront à l'entrée en Allemagne du régime appliqué aux marchandises françaises ». (art. 146.)

En conséquence, les produits allemands ont été frappés d'une taxe spéciale de 10 ou de 15 % ad valorem, suivant qu'ils sont ou non importés en droiture (dahir du 9 janvier 1920.)

3° Le Gouvernement marocain acquit toute liberté d'action « pour régler le statut et les conditions de l'établissement des ressortissants allemands au Maroc ». (art. 143.) En conséquence, l'accès des ressortissants allemands, leur séjour et l'exercice de tous droits ont été subordonnés à l'obtention d'une autorisation spéciale et toujours révocable par Sa Majesté chérifienne. (dahir du 11 janvier 1920.)

Les Puissances alliées et associées traitèrent le 28 juin 1919 pour tout le Maroc. Mais, conformément à l'article 26 de l'accord franco-espagnol du 27 novembre 1912, les stipulations du traité de Versailles ne pourront s'étendre à la zone d'influence espagnole qu'avec l'assentiment du Gouvernement espagnol.

4° Tous les biens appartenant à l'Etat allemand au Maroc passèrent de plein droit au Maghzen « sans aucune indemnité ». Tous ceux qu'y possédaient des ressortissants allemands, y compris les droits miniers, devaient être liquidés et leur valeur venir en déduction de la dette contractée par l'Allemagne envers la France (art. 144.)

En conséquence, un dahir du 3 juillet 1920, modifié par celui du 20 juin 1921, fixa l'ouverture et les modalités de la liquidation de ces biens meubles et immeubles.

Le Traité de Saint-Germain. — Le traité de paix signé à St-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, entre les Puissances alliées et

associées, et l'Autriche, imposa à cette Puissance des conditions analogues à celles stipulées dans le traité de Versailles. Ces stipulations concernant l'Empire chérifien sont contenues dans les articles 96 à 101, partie IV, section V.

§ 4. — *Le règne du Sultan Moulay Youssef.*

Abdication de Moulay Hafid, avènement de Moulay Youssef. — A la suite des douloureux événements de Fez (17 avril 1912), le Sultan Moulay Hafid, dont la collaboration semblait depuis quelque temps suspecte, se retira de sa propre volonté le 12 août 1912.

Pendant la guerre, il s'enfuit de Tanger en Espagne où il dirigea la propagande anti-française. Depuis 1916, il y vécut, privé de ses biens du Maroc, des subsides provenant de l'entourage royal et de l'ambassade allemande. Criblé de dettes actuellement, ayant vendu ses propriétés situées en zone espagnole, ne renonçant à rien de sa vie de désordre et de gaspillage, il est facile de prévoir que cet homme intelligent, spirituel, d'une culture supérieure, pris entre ses trois passions, l'alcool, le jeu et les femmes, n'aura pas une fin digne de ses origines. L'ancien Sultan aurait pu rentrer en grâce en acceptant de se soumettre à la France, mais la perspective d'une vie régulière et les mauvais conseillers de Madrid l'ont arrêté dans la démarche qu'il avait faite dans ce but auprès de notre Ambassadeur.

Aussi, un dahir du 20 mars 1922 a-t-il mis fin à l'histoire de Moulay Hafid en décrétant la confiscation de ses biens.

Pour terminer sur l'ex-Sultan, cette comparaison entre Moulay Hafid et Louis XI, tirée du *Bulletin Mensuel du Comité de l'Afrique Française*, p. 289 : « Louis XI, Moulay Hafid, deux souverains qu'on peut rapprocher pour leur peur comme pour leur duplicité, de même qu'on peut rapprocher les cages du Rogui et du Cardinal La Ballue. Mais, mystère des destinées humaines, Louis XI lutta contre la témérité de Charles, Moulay Hafid contre la sagesse de Lyautey. L'un est resté « un grand amasseur de terres de France » ; l'autre, déchu et ruiné, n'est plus que Moulay Hafid « le cruel ».

Aussitôt après l'abdication de Moulay Hafid, les Oulémas, les notables de Fez et des grandes villes de l'Empire se réunirent et proclamèrent, dans les formes traditionnelles, Moulay Youssef Sultan de Maroc. C'était le fils du Sultan Moulay Hassan et le frère de Moulay Abd el Aziz et de Moulay Hafid, ses prédécesseurs.

Cela se passa au lendemain de l'établissement du Protectorat français, à une époque où le pays était en pleine anarchie et où les tribus,

presque entièrement soulevées contre le Maghzen affaibli, impuissant et sans argent, étaient en complète effervescence. Ce fut également l'époque où, dans le Sud de l'Empire, l'agitateur et prétendant El Hiba, le « Sultan bleu », rassembla autour de lui les éléments hostiles à toute idée d'ordre et d'autorité. Messie des petites gens, jouissant d'une grande influence religieuse, il entra dans Marrakech, la Capitale du Sud, où il finit d'anéantir ce qui pouvait encore survivre du pouvoir du Sultan de Fez.

Après avoir reçu l'acte d'adhésion et le serment d'allégeance des villes et des tribus soumises (Bled el Maghzen), le nouveau Sultan quitta Fez, sa capitale religieuse et universitaire. Il se rendit à Rabat, où venait de s'installer la Résidence Générale. Son premier acte fut de procéder, d'accord avec le Gouvernement du Protectorat, à un remaniement du Maghzen Central, n'hésitant pas à supprimer un certain nombre de services administratifs inutiles.

Il se rendit ensuite dans l'ancienne capitale dissidente, d'où les troupes du colonel Mangin venaient de chasser le Prétendant El Hiba. Il séjourna près d'un an à Marrakech. Par la dignité de sa vie, sa piété, ses qualités d'intelligence et de mesure, il contribua pour beaucoup à rassurer la population, sur laquelle les désordres, qui avaient caractérisé les règnes précédents d'Abl el Aziz et de Moulay Hafid, avaient laissé une empreinte profonde.

Moulay Youssef partit de la capitale du Sud en octobre 1913. Dès son retour à Rabat, siège du Protectorat, il continua la série des réformes déjà commencées en matière de justice musulmane et dans l'administration des biens habous. Il conseilla lui-même la suppression de plusieurs organismes du Maghzen dont l'expérience avait démontré l'inutilité.

Depuis son avènement au trône, au mois d'août 1912, le Sultan n'était pas retourné dans sa capitale du Nord. Il jugea utile d'aller passer quelques mois dans Fez où il resta d'octobre 1916 à mai 1917. Puis il revint à Rabat. Enfin, en 1921 après un long voyage dans la région du Nord, notamment à Taza et à Fez, il fit son entrée solennelle dans la ville sainte d'Ouezzan, pour y célébrer la prière du vendredi, le 7 juillet ; puis rentra à Rabat.

L'œuvre du Sultan. — Moulay Youssef est un prince fidèle et loyal. Animé des meilleures dispositions envers la France, il s'associe, par son prestige personnel et ses conseils éclairés, dans la mesure la plus large, à l'œuvre du Protectorat qui n'a pour but que la prospérité de son Empire. Portant un intérêt très vif à toutes les questions de

gouvernement qui se posent chaque jour dans ce pays neuf, il s'en fait rendre compte par le Conseiller du Gouvernement chérifien, agent de liaison entre le Maghzen et le Protectorat, c'est-à-dire entre l'administration chérifienne et l'administration française.

Il travaille régulièrement avec ses ministres. Ceux-ci le tiennent au courant des affaires traitées dans leurs « *beniquas* » respectives. Il préside chaque semaine le Conseil des Vizirs et le Conseil de Contrôle du Haut-Enseignement musulman.

Le Sultan suit avec intérêt le développement économique du Maroc. Il aime à être renseigné sur les questions de ce genre, qu'il s'agisse d'élevage ou d'améliorations agricoles, de l'aménagement du réseau des routes et des voies ferrées, ou de la construction des ports, etc...

Convaincu de rompre avec les pratiques administratives qui ont fait la faiblesse de l'ancien Maghzen, le Sultan n'hésite pas à prendre des sanctions contre ceux de ses fonctionnaires qui lui sont signalés par l'autorité de contrôle. Il a, d'ailleurs, en maintes circonstances, publiquement déclaré aux chefs indigènes que seule une bonne administration pouvait maintenir dans l'Empire chérifien la tranquillité et la sécurité, conditions indispensables de l'essor économique du pays.

En un mot, on peut dire que, par la loyauté de son attitude (nous avons pu l'apprécier pendant la grande guerre), et la netteté de ses vues gouvernementales, le Sultan Moulay Youssef exerce une influence des plus heureuses sur le développement du Protectorat Français au Maroc.

CHAPITRE X

LE MAROC DE 1912 A NOS JOURS L'ESPAGNE AU MAROC ET LA QUESTION DE TANGER

§ 1. — *Les revendications de l'Espagne sur Tanger.*

Accords franco-espagnols de 1904 et de 1912. — Pendant tout le XIX^e siècle, l'Angleterre avait été la rivale de la France au Maroc. A partir de 1905, c'est-à-dire du débarquement du Kaiser à Tanger, jusqu'aux accords de 1912, la France avait eu à compter avec les difficultés provenant de l'intervention allemande.

Il semblait, depuis que l'Angleterre nous laissait libres au Maroc, sous la réserve du désintéressement de l'Espagne ; que l'Allemagne, apaisée par la mutilation de notre Congo, cessait de nous témoigner son hostilité habituelle ; que l'Espagne voyait ses Présidios enfin soudés par un large hinterland, où sa liberté d'action était reconnue pleinement ; que la grande guerre et notre victoire avaient passé ; il semblait que nous ne devions plus rencontrer d'obstacles dans l'Empire que nous protégeons. Il n'en fut pas ainsi.

Les accords de 1904 et 1912, entre l'Espagne et la France, avaient bien posé la question de Tanger, mais sans la résoudre. C'est de là que devaient surgir des incidents fréquents et des froissements regrettables avec notre voisine et sœur latine, l'Espagne (1).

L'accord franco-espagnol du 3 octobre 1904, faisant suite à la Convention franco-anglaise du 8 avril 1904, avait déclaré dans le § 9 : « la ville de Tanger gardera le caractère spécial que lui donne la présence du Corps diplomatique, et ses institutions municipales et sanitaires. »

(1) André FRIBOURG, (député de l'Ain). *L'Afrique Latine*, 1922. — Collection du *Bulletin de l'Afrique Française*, de 1914 à 1923. — *La Gaceta*, Journal officiel espagnol ; *Acta del Congreso*, compte rendu des séances du Parlement espagnol, 1917, 1920, 1921, 1922.

Le traité du 27 novembre 1912, qui détermina la situation de l'Espagne au Maroc, avait visé lui aussi la question de Tanger.

Il s'agissait de donner satisfaction à l'Angleterre, soucieuse de la neutralité du Détroit de Gibraltar, en donnant à Tanger un régime spécial, qui fit que ce port, tout en n'étant à personne fut à tout le monde. C'était d'ailleurs dans ce but que, n'ayant pu faire de Tanger un nouveau Gibraltar, et réduite à s'opposer à l'exercice de tout autre souveraineté dans le Détroit, l'Angleterre avait fait inscrire dans l'accord du 8 avril 1904, l'article 7 par lequel, « afin d'assurer le libre passage du Détroit de Gibraltar », les Gouvernements anglais et français convenaient de ne pas laisser élever des fortifications ou des ouvrages stratégiques quelconques, sur les côtes marocaines ; convention qui fut reprise dans les accords franco-espagnols des 3 octobre 1904 et 27 novembre 1912.

En ce qui concerne la situation de Tanger, l'article 7 de ce traité du 27 novembre 1912, porte que « la ville de Tanger et sa banlieue seront dotées d'un régime spécial qui sera déterminé ultérieurement ; elles forment une zone comprise dans les limites ci-après... » Le traité de 1912 consacra l'internationalisation de Tanger.

Ce futur statut à déterminer ultérieurement fut étudié par plusieurs Commissions composées de délégués espagnols, anglais et français. A la fin de l'année 1914, leurs travaux paraissaient sur le point d'aboutir, le statut définitif de Tanger était arrêté en principe. Après la bataille de la Marne, on proposa à l'Espagne de signer le statut de Tanger dans les conditions suivantes : la France et l'Espagne, ayant toutes deux à Tanger des droits et des intérêts certains et incontestés, toutes deux obtiendraient une participation égale dans la domination de cette ville du nord de l'Afrique, l'Angleterre aurait une participation moindre.

Les intérêts de la France et de l'Espagne étaient largement suffisants pour donner à ces deux pays le droit de jouer le rôle prépondérant dans la future administration de la zone internationale, qui cependant, conformément aux traités antérieurs, devait rester partie intégrante de l'Empire du Maroc, sous la souveraineté du Sultan. Les autres Puissances, n'ayant qu'à sauvegarder la liberté de leur navigation, leur commerce et leurs industries, et à insister sur la non-fortification de la rive marocaine du Détroit, pouvaient facilement se contenter d'une participation moindre.

Mais l'Espagne qui, surtout dans les hautes classes et dans la majorité de ses partis politiques, ressentait de vives sympathies pour

l'Empire allemand, escomptait le triomphe du Kaiser et, avec le succès des armées impériales, le cadeau à l'Espagne de la zone française du Maroc, de Tanger, de Gibraltar, du Portugal, de Porto-Rico, et des Philippines ! (D'après la *Correspondencia Militar*, en mars 1918).

L'Empereur n'avait-il pas, en effet, pendant la guerre promis aux Espagnols de leur confier, après sa victoire, la garde de la porte de la Méditerranée ? Rôle bien périlleux. « Et c'est dans cette espérance, MM. les Députés, qu'en gagnant du temps, on retarda la signature du statut de Tanger et que le statut de Tanger ne fut pas signé. L'armistice vint... L'Espagne avait perdu Tanger. » (Discours de M. Besteiro, député socialiste de Madrid, en faveur de l'abandon du Maroc, 4 novembre 1921.)

Le régime spécial de Tanger resta donc en suspens depuis le commencement de la grande guerre, au détriment des intérêts de la ville et de ses habitants. Une telle situation exige une solution rapide. Il en est résulté de trop fréquents incidents pour que le statut de la zone soit encore retardé. Incidents dont s'est emparée la presse espagnole pour réclamer à la France, souvent même de façon peu courtoise, la possession de la ville, oubliant que Tanger dépend de la souveraineté du Sultan du Maroc et non de celle de la France. C'est ainsi qu'est apparue, depuis le début de la grande guerre, la campagne active en faveur du rattachement pur et simple de Tanger et de son hinterland à la zone espagnole.

En même temps que la campagne « *pro Tanger* », l'agitation de l'opinion publique se manifesta avec force, en réclamant « la récupération de Gibraltar ».

Thèse espagnole « *pro Tanger* ». — L'année 1920 marqua un changement dans la politique espagnole au Maroc, tant au point de vue politique qu'au point de vue militaire. On passa de la passivité à l'action.

On sait combien les Gouvernements de Madrid fermèrent les yeux aux intrigues allemandes pendant la guerre, quelle fut la passivité neutraliste de l'Espagne en présence des manœuvres allemandes de l'Ambassadeur Prince de Ratibor, du Major Von Kalle, de l'attaché naval Von Krone, et du Premier secrétaire Von Stohrer. C'est ainsi qu'à Melilla, à Larache, à Ceuta, les agents du Major Von Kalle purent opérer en toute liberté et maintenir une liaison étroite avec Raisouli qui campait auprès de Tétouan, avec Abd el Malek et avec les autres agitateurs marocains, Moha et El Hiba, qui opéraient contre le Sultan dans l'Atlas et le Sud marocain. On peut même dire que le

traitement, que trouvèrent dans la zone espagnole les réfugiés allemands, ressemblait plus à de la complicité qu'à de l'hospitalité. On ne peut s'empêcher de penser aux conséquences graves qui se seraient produites pendant la guerre, si Tanger avait été espagnol en 1914 et si les agents allemands y avaient rencontré la même liberté d'action, pour ne pas dire les mêmes complaisances, qu'à Larache, à Ceuta ou à Melilla.

Aussi, des hommes, qui ont toujours manifesté de l'affection à l'Espagne, ont vu, dans la conduite de leur pays, sinon quelque chose de suspect, au moins quelque chose qui prête à des reproches. Parlant au nom du groupe libéral, que dirige le Comte de Romanonès, M. Perez Caballero, ancien Ministre d'Etat, le fit remarquer à l'occasion du débat sur la réponse au discours de la Couronne, dans l'important discours qu'il prononça le 25 février 1921 et où il eut des mots très durs pour la neutralité espagnole. Il ne faut pas s'étonner, déclara le fidèle lieutenant de M. de Romanonès, si un homme « comme M. Barthou, aujourd'hui Ministre de la Guerre, et qui, pour être né à Oloron, est presque espagnol, qui aime notre pays, connaît notre langue, et a défendu toujours notre amitié, écrivit, après avoir été à Rabat auprès du général Lyautey, qui est aussi un grand ami de l'Espagne, une brochure (*La Bataille du Maroc*) dans laquelle il disait que la France avait dû combattre sur deux fronts, celui du Rhin et celui du Maroc et où il se plaignait que la sœur Espagne n'eût pas trouvé le moyen de s'opposer aux manœuvres allemandes. »

C'est au cours des années 1920 et 1921 qu'on a vu se développer dans la péninsule une activité politique frisant l'agitation. On n'avait encore jamais autant parlé de Tanger. Les journaux, les hommes politiques, la *Ligua Africanista*, ne cessèrent de manifester en faveur de Tanger espagnol. L'opinion publique, excitée par une campagne de presse et par des discours agressifs, suivit la nouvelle thèse des propagandistes : Tanger, garantie indispensable de l'indépendance nationale.

On abandonna la thèse basée sur des arguments historiques, ou sur des arguments tirés des traités, pour proclamer au moyen d'arguments politiques et stratégiques, les droits de l'Espagne sur Tanger. On dit que l'avenir de l'Espagne était au Maroc, que la rive africaine du Déroit était la garantie de l'indépendance de l'Espagne. Pour renforcer cette thèse, on dit même que, suivant les enseignements de la Rome antique, les frontières méridionales de l'Espagne s'étendaient jusqu'à l'Atlas.

Mais, revendiquer Tanger en proclamant que la frontière naturelle de l'Espagne au Sud serait l'Atlas, c'était, en réalité, reconnaître que la possession de Tanger ne suffirait pas à garantir l'indépendance nationale.

La thèse de Tanger, garantie indispensable de l'indépendance nationale, fut exposée dans le dernier chapitre, intitulé « La Politique Internationale et l'Armée », d'un livre du comte de Romanonès, « *L'Armée et la Politique* », livre qu'il dédia à la mémoire de son fils José, tué pendant les opérations contre Chechaouen (1920). M. de Romanonès s'exprima dans les termes suivants :

« En Afrique, nous aurions pu atteindre le Sahara. A un certain moment, nous fûmes même sur le point de l'obtenir, mais nous prîmes peur de tant de grandeur et aujourd'hui une nation, plus avertie que nous, en ferme le chemin. Le mal est fait et on ne doit pas perdre son temps en lamentations. Nous devons défendre opiniâtrement le droit, qui nous a été reconnu, d'occuper le Nord de l'Afrique, sans défaillance ni faiblesse, car notre indépendance en dépend. La frontière méridionale de l'Espagne n'est pas marquée par les eaux du détroit de Gibraltar. L'Espagne ne peut exister comme nation libre sans la possession franche, sans réserve, de la côte nord du Maroc. Une partie de notre idéal national doit être précisément de nous assurer la libre communication avec la côte africaine. Ce qu'on ne peut obtenir aujourd'hui, on pourra peut-être l'obtenir un jour ou l'autre. La réalisation de l'idéal ne comporte pas de délais. »

Cependant, il faut savoir gré au chef du parti libéral d'avoir, contrairement à ceux qui parlent d'irrédentisme à propos de Tanger, employé un langage conscient des réalités extérieures. Il continua en effet, en ces termes : « Nous devons aspirer à occuper à Tanger une position qui ne soit pas, pour le moins, inférieure à celle d'aucune autre puissance. Pour atteindre ce but, il nous faut, en plus d'une grande sérénité, la volonté d'avoir une véritable et féconde politique internationale. »

La discussion sur le texte de la réponse au discours de la Couronne (mars 1921) donna l'occasion à M. Goicoechea, ancien ministre de l'Intérieur du Cabinet Maura, de prononcer devant le Sénat un discours où il reprit la thèse pour Tanger : « Tanger est une aspiration dérivée du droit de nécessité, parce que, sans zone africaine, il n'y a pas d'indépendance péninsulaire, et que, sans Tanger, il ne peut y avoir de zone africaine... Le problème de Tanger n'est pas, comme

celui de Gibraltar, un problème d'amour-propre, de dignité et d'orgueil blessé, mais une question de vie et de mort. »

L'ancien Ministre termina ainsi : « Lorsqu'on discuta le projet de traité de 1902, le comte de Romanonès disait : tout sera inutile si nous n'avons pas Fez. Les événements auront peut-être convaincu M. le comte de Romanonès que cette phrase doit être remplacée par cette autre : Tout sera inutile si nous n'obtenons pas Tanger. »

En réponse à ces paroles, M. le marquis de Lema, Ministre d'Etat de M. Dato, Président du Conseil, déclara : « Je me félicite qu'il y ait des personnes comme vous et d'autres dignes Espagnols qui présentent devant le monde les titres qu'a l'Espagne à cette partie de l'Afrique.... Tout Gouvernement trouve un appui dans des manifestations qui, bien qu'elles paraissent excessives à quelques-uns, sont un écho de l'opinion et représentent un état d'esprit qu'on ne doit pas méconnaître. »

M. Goicoechea, à l'occasion de la célébration à Ceuta d'une Semaine hispano-marocaine (fin mai 1921), se livra à une manifestation en faveur de la reconquête du détroit de Gibraltar, manifestation qui n'ajouta d'ailleurs pas grand chose à celles qui furent faites avec une si grande fréquence depuis janvier 1920.

Dans le discours qu'il prononça sur l'action de l'Espagne dans le Nord de l'Afrique, l'ancien ministre déclara : « Tanger n'est pas pour nous un problème d'amour-propre, c'est le problème de l'utilité ou de l'inutilité de notre présence en Afrique. C'est en même temps le problème du détroit de Gibraltar continuellement lié à l'existence de la nation espagnole.

« Le traité de 1912 comprenait une compensation accordée à la France pour la perte de territoires africains qu'elle a reconquis depuis ; l'équité internationale conseille la dévolution à l'Espagne de ce qui lui a été enlevé en 1912 ! »

« Tant que la zone internationale coupera en deux la zone espagnole, continua-t-il ensuite, l'Espagne n'aura au Maroc qu'un cimetière d'hommes et de millions, de 22.000 kilomètres carrés. »

M. Goicoechea n'était pas à court d'arguments...

A la suite du désastre espagnol dans le Rif (1), le Cabinet Maura

(1) Voici le tableau résumé de ce désastre : trahison et défection en pleine bataille des troupes indigènes au service de l'Espagne ; colonnes isolées et cernées par des harkas bien supérieures en nombre, admirablement organisées, équipées et dirigées, agissant d'après un plan tactique savamment établi, possédant un armement des plus modernes, abondamment pourvues de munitions et même de canons, déclarèrent la plupart des journaux espagnols ; — plus de cinq mille tués, blessés ou prisonniers ; —

succéda à celui de M. Allende Salazar. Le 4 novembre 1921, le ministre d'Etat, M. Gonzalès Hontoria, prononça à la Chambre un grand discours, où il dit notamment : « Je dois rappeler que, non pas aujourd'hui, mais depuis des siècles et des générations, il y eut en Espagne la conviction que, si un jour la souveraineté du Sultan disparaissait ou si elle avait besoin d'un soutien sur la côte septentrionale de son Empire, aucune autre puissance que l'Espagne ne pourrait venir le remplacer ou lui prêter l'appui nécessaire, sans porter atteinte aux intérêts vitaux de notre nationalité. »

Le 10 novembre suivant, le président du Conseil, M. Maura, exposa à la Chambre les raisons pour lesquelles l'Espagne devait être présente dans le Nord de l'Afrique. Sa principale idée était celle de la thèse habituelle « pro Tanger » : le détroit de Gibraltar n'est pas une frontière.

« Il me semble, Messieurs, qu'il y a peu de publicistes qui n'aient pas la même opinion sur la valeur et l'importance que la neutralité du

fin tragique du Général Sylvestre, Commandant Général de la place de Melilla, et de son Etat-Major, qui, désespérés, se suicidèrent ; le Général Sylvestre, très connu par ses démêlés avec la France en 1911 et considéré en Espagne et au Maroc comme un spécialiste des questions militaires et coloniales, jouissait d'un prestige incomparable portant même ombrage au Résident de l'époque, le Général Bérenguer ; — investissement de la place de Melilla, par les harkas des Bocoys et des Beni Urriagen, qui agirent comme des soldats parfaitement soumis et disciplinés, alors que jusqu'à présent ce tribus s'étaient toujours montrées rebelles à toute soumission ; — soulèvement des tribus du littoral jusqu'à Alhucemas, non seulement inspiré par la fanatisme religieux, la haine du Roumi et l'esprit d'indépendance qui distinguent ces tribus Rifaines, fameuses pour leur ardeur guerrière et leur farouche opposition à toute domination, mais aussi inspiré par les effets d'une ingérence occulte.

Le journal *El Dia* exposa alors que les instructeurs dont disposaient les Rifains, étaient fournis par les Allemands, qui leur apportaient, avec leur discipline et leurs connaissances tactiques de la guerre, les instruments et la manière de combattre les troupes espagnoles.

El Tempo dit pour sa part : « Nous connaissons des négociants étrangers, allemands presque tous, qui recherchent, dénoncent et achètent les gisements miniers de la partie du Rif où l'Espagne ne domine pas encore et font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher l'arrivée des troupes espagnoles sur ces territoires et, pour ce faire, tous les moyens leur sont bons. Là est l'explication de cette soudaine concentration de la harka... qui a si douloureusement surpris les troupes espagnoles. »

Enfin, le Général Bérenguer, Haut-Commissaire espagnol, dit, lui aussi, dans une dépêche officielle au Ministre de la Guerre : « Les ennemis ont des instructeurs allemands. »

En admettant que les désastres espagnols d'Annual, de Sélouan et de Sidi Driss puissent trouver leur origine dans certaines manœuvres allemandes, il convient dans ce cas de faire remarquer aux Espagnols qu'ils n'ont guère été récompensés de la neutralité bienveillante qu'ils ont manifestée aux Allemands pendant la guerre sous-marine.

détroit a pour le trafic mondial et il me semble encore plus difficile qu'on ne reconnaisse pas que la gardienne naturelle de cette neutralité est l'Espagne, parce qu'elle est sur le Détroit...

« Mais, même en supposant que cet intérêt international et cette mission naturelle de l'Espagne dans le Détroit n'existent pas, le Détroit ne serait quand même pas une frontière dans le sens abstrait qu'il avait dans la bouche de M. Besteiro, alors qu'il combattait en le caricaturant presque l'argument, en affirmant que la France serait frontière au sud sur la côte, de même qu'à l'intérieur. Mais, est-ce que c'est la même chose ? Est-il indifférent à une nation d'avoir une frontière stratégique naturelle ?... La vie a indiqué que le Détroit n'est pas une frontière naturelle bien avant que l'Histoire ne l'ait enregistré, l'invitation est telle pour ceux qui dominent un côté d'un détroit à passer de l'autre côté, que la domination arabe n'eut pas besoin de disparaître pour que les uns derrière les autres vinssent des luttes pour le dominer... Si cette frontière stratégique n'existe pas, qu'arrive-t-il ? Qu'il faut la remplacer par les armes... L'exemple de l'histoire n'est pas si loin de nous.... Si le mur de protection de la zone du Protectorat espagnol nous manque, nous devons nous armer et nous défendre et maintenir sur le pied de guerre toute la côte andalouse et les îles de la Méditerranée. La frontière stratégique est le gage d'un voisinage pacifique et amical. »

Comme beaucoup d'autres personnalités politiques espagnoles, M. Maura semble oublier que pour arriver à la côte rifaine et à Tanger, l'Espagne doit auparavant passer dans l'ombre du Rocher de Gibraltar, de ce Gibraltar dont il réclamait la récupération en avril 1917, époque où la situation des Alliés ne laissait pas prévoir leur victoire. Si la présence de l'Angleterre à Gibraltar ne met pas en péril l'indépendance de l'Espagne, comment le président du Conseil pouvait-il vouloir faire croire que Tanger non espagnol la mettrait en si grave péril ? M. Maura semble encore oublier aussi facilement les traités existants, en vertu desquels Tanger, pas plus que n'importe quel autre point de la côte nord du Maroc, ne pourra jamais être fortifié,

Ne pas avoir Gibraltar, ne pas pouvoir fortifier Tanger, comment dire alors que la frontière stratégique de l'Espagne est au Maroc, que Tanger est la garantie indispensable de l'indépendance nationale ?

Le Détroit de Gibraltar n'est pas une frontière, dit M. Maura ? A notre avis, il le serait plutôt avec un Gibraltar espagnol et un Tanger marocain. Que l'Espagne soit d'abord maîtresse de ses côtes

et de ses eaux territoriales, elle pourra alors exercer librement sa souveraineté dans le Détroit, assurer la sécurité de son avenir et de son indépendance, dont parlent les promoteurs de la thèse « Pro Tanger ».

§ 2. — La Campagne « pro Tanger ».

Tanger et Gibraltar. — La thèse en faveur de Tanger espagnol et de la domination du Détroit a été développée avec une activité sans pareille par la presse, les discours politiques et une opinion publique surexcitée. Un ministre des Affaires Etrangères, M. le marquis de Lema, et un ambassadeur, qui n'est pas notre ami, M. Merry del Val, soutinrent ce programme, avec la croyance de trouver à Londres un appui pour franchir la première étape dont la réunion de Tanger à la zone espagnole était le but. Tout fut mis en œuvre pour exalter le sentiment espagnol à propos des aspirations sur Tanger.

I. — A l'occasion du 1^{er} janvier 1921, les journaux espagnols publièrent des articles récapitulatifs de l'année écoulée, notamment sur le Maroc :

L'officieux *El Imparcial* souhaita que 1921 apportât à l'Espagne « la nécessaire justice à propos de Tanger, car en cela, l'année 1920 a été perdue pour nous. La France ne voulut pas parler de Tanger et il ne fut pas possible de la faire changer de façon de voir... »

Le germanophile *A. B. C.*, journal qui a de beaucoup le plus fort tirage, exposa lui aussi la question marocaine : « La zone que nous ont assignée les traités en vigueur est enveloppée par la zone française, ce qui est dangereux pour l'Espagne... Il faut encore ajouter que la zone internationale de Tanger est comme un coin enfoncé dans la nôtre, qui menace de très près Ceuta et Tétouan. »

La *Correspondencia Militar*, dans un article intitulé « Vers la France ou vers l'Angleterre », écrivit : « Il faut être aveugle pour ne pas voir que toute la politique internationale espagnole évolue autour du problème de Tanger. » Et elle ajouta qu'une union avec l'Angleterre, le Portugal, l'Italie et même la Grèce pourrait donner Tanger à l'Espagne et faciliter le règlement de la question de Gibraltar ; à quoi servirait une politique de rapprochement avec la France ? « Elle offre de nous prendre Tanger, elle cherche à occuper avant nous la vallée de l'Ouergha... », alors qu'« un noble geste de la France donnerait de la force en Espagne à ceux qui furent francophiles pendant la guerre. »

A l'occasion de la discussion au Sénat du message de la Couronne,

il fut intéressant de constater que la question de Tanger fut plus que jamais à l'ordre du jour et que les Sénateurs de tous partis tinrent à souligner la nécessité de son attribution à l'Espagne.

Le 25 février 1921, M. Perez Caballero déclara que la question de Tanger devait être résolue d'une façon raisonnable, et que le seul moyen d'arriver à cette solution était de conclure avec la France un traité d'alliance que réclamait déjà l'année précédente le comte de Romanones.

Ensuite l'ancien Ambassadeur d'Espagne à Paris, M. Goicoechea, qui était ministre de l'Intérieur dans l'avant-dernier ministère Maura, dit que Tanger devait être espagnol et ajouta, avec quelque dépit, que les relations franco-espagnoles ne devraient pas nécessairement en souffrir.

Puis, M. Gabriel Maura, fils de l'ancien président du conseil, et spécialiste des questions marocaines, défendit au Sénat, devant un auditoire très attentif, la même thèse. Tout en reconnaissant la nécessité de relations cordiales entre la France et l'Espagne, il critiqua ouvertement et le traité de Versailles et la Société des Nations. Mais une alliance avec la France et l'Angleterre ne lui était évidemment pas sympathique, puisqu'il déclara que l'Espagne ne devrait pas la demander, mais que la France et l'Angleterre devraient, avant tout autre chose, la mériter. M. Maura reprocha au Gouvernement espagnol de ne pas s'occuper suffisamment de la côte marocaine.

Le marquis de Lema, en répondant à M. Gabriel Maura, évita avec soin des déclarations de nature à préciser l'opinion de son gouvernement dans la question de Tanger.

M. Perez Caballero, intervenant dans le débat, réaffirma qu'il était un ardent partisan de l'alliance avec l'Angleterre et la France et conseilla au Cabinet Dato la plus grande prudence au cours de la discussion sur Tanger.

Au mois d'avril 1921, *El Liberal* publia une série d'articles de M. Larios de Medrano, sous le titre : « Tanger doit être espagnol. » M. Larios de Medrano raconta sa visite à M. Francisco Carillo Alnornoz, président de la Chambre de Commerce espagnole de Tanger, et voici ce que ce dernier lui dit : « Il ne peut convenir à l'Angleterre que la France s'installe en face de Gibraltar, ce qui équivaldrait à participer de la souveraineté du Détroit. Nous ne pouvons inspirer les mêmes craintes, étant donné notre façon d'être. Tanger, au pouvoir de la France, serait en peu de temps une grande forteresse, une base militaire de premier ordre ; administrée par nous, cela donne honte

de le dire, Tanger serait plus ou **moins** ce qu'il est aujourd'hui... Plutôt que de laisser subsister l'état actuel des choses, **nous** devons céder tous les droits à la France qui ne nous marchandera pas une indemnité. C'est seulement ainsi, conclut-il, qu'on obligera l'Angleterre à sortir de sa nébuleuse attitude. »

Le député catalan et ancien ministre, M. Rodes, reprit, le 23 novembre 1921, à la Chambre, la thèse soutenue précédemment par les députés socialistes Besteiro et Prieto, que mieux valait pour l'Espagne abandonner le Maroc. Mais, tandis que ces deux députés avaient fondé leur opinion sur cette considération que les sacrifices d'hommes et d'argent, qu'exige le protectorat de l'Espagne, en dépasseraient peut-être les avantages, M. Rodes invoqua un argument, emprunté au président du conseil M. Maura, qui avait déclaré, en 1917, que l'Espagne, sans la possession de Gibraltar et de Tanger, ne pourrait rester au Maroc.

M. Maura répondit en renouvelant, au contraire, l'affirmation que la présence de l'Espagne sur la côte nord du Maroc était indispensable pour assurer son indépendance nationale. Il ajouta que Tanger était une enclave dans la zone espagnole et que la perte de Tanger pour l'Espagne représentait, non seulement un énorme danger pour sa zone et pour le développement normal de son protectorat, mais encore pour les relations internationales.

Le leader républicain Lerroux intervint, le 30 novembre 1921, dans le débat ouvert au Congrès sur les affaires marocaines, pour affirmer que l'Espagne devait rester au Maroc et que la possession de Tanger lui était indispensable.

« Si elle se retirait, dit-il, ce serait une honte nationale, un premier pas vers la ruine économique, et, sans doute, vers une ère de guerre civile et de démembrement territorial... Il faut non seulement que l'Espagne reste au Maroc, mais encore il faut qu'elle y reste dans la plénitude de ses droits. Il faut donc que la ville de Tanger, si nettement espagnole, rentre dans la zone espagnole. Je dis : « Ou Tanger à l'Espagne, ou l'Espagne doit quitter sa zone. »

M. Lerroux vit ses paroles vivement applaudies par le président du conseil et le ministre d'Etat. Tous les ministres manifestèrent, d'ailleurs, la plus grande satisfaction à entendre le chef du parti républicain s'exprimer en de pareils termes.

L'intervention de M. Lerroux, fort agréable au Gouvernement de M. Maura au lendemain des déclarations du général Primo de Rivera, en faveur de l'abandon, fut sévèrement jugée par ses coreligionnaires

qui, sincèrement républicains, regrettaient de voir leur chef se rapprocher chaque jour des partis monarchistes.

II. — La campagne, en faveur du rattachement pur et simple de Tanger à la zone espagnole, n'avait pas seulement pour but la revendication du port et de son hinterland, mais aussi et surtout celle de la souveraineté du détroit de Gibraltar.

Ayant perdu au XIX^e siècle l'Amérique latine, Cuba et les Philippines, l'Espagne, tournant le dos à l'Europe, rêvait maintenant de la maîtrise du Détroit et de pactes avec des démocraties sud-américaines... A l'occasion d'un transfert des cendres du Cid Campéador, elle s'exaltait au souvenir du passé glorieux, son Roi proclamait les espoirs de la race...

Dès l'année 1917, en pleine guerre, la presse espagnole enregistrait déjà les manifestations de l'opinion réclamant la « récupération de Gibraltar ». Les germanophiles comptaient sur la victoire allemande, les neutralistes sur l'amitié anglaise. Ces derniers proposaient même d'échanger Ceuta, susceptible de devenir une base navale puissante, contre Gibraltar. Cette idée fut défendue par une personnalité bien connue dans la Péninsule, le général Primo de Rivera, dans le discours de réception qu'il prononça, le 25 mars 1917, devant l'Académie royale hispano-américaine de Cadix. Il fut d'ailleurs, pour avoir exprimé cette opinion que l'Espagne devait abandonner le Maroc, relevé temporairement de son commandement de capitaine-général d'Andalousie.

Voici quelques passages de son discours :

« Il serait puéril de nourrir l'espoir de récupérer Gibraltar... au prix d'une lutte avec l'Angleterre... Il convient cependant, pour l'honneur du blason espagnol, de sortir d'une situation humiliante et équivoque en libérant Gibraltar... Au Foreign Office, on déclara naguère à l'Ambassadeur d'Espagne, M. Moret, que l'Espagne n'avait pas de forces suffisantes pour défendre le Rocher et que le jour où elle les aurait, l'Angleterre ne pourrait pas se refuser à le lui restituer...

« Je crois que le moment est venu d'opérer un échange de la forteresse et de la baie de Gibraltar contre la place et la baie de Ceuta. Et si on le considère comme plus désirable, nous pourrions faire un abandon réel de toutes nos prétentions sur Tanger. L'offre doit être faite sans retard, à l'heure où tant de frontières et de positions vont se trouver modifiées... Mais, il faut créer un état d'opinion national et mondial sans lequel la solution de cet important problème serait impossible...

« Si Isabelle la Catholique a formellement recommandé notre

expansion en Afrique, elle a aussi catégoriquement dit de ne pas abandonner Gibraltar...

« Je ne vois pas de péril plus certain et plus immédiat que celui que représente le propre port de Gibraltar...

« Ceuta, suivant l'amiral anglais Grey, offre l'unique moyen d'aboutir à un échange auquel gagneraient les deux parties...

« Dans notre Afrique lointaine, plus souhaitable lointaine que nôtre, que des intérêts espagnols soient créés..., mais pensons que si nous ne savons pas nous détacher à temps des liens de douleur qui nous retiennent en Afrique, ceux-là pourraient finir par nous serrer au point de nous étouffer... »

Les événements de juillet 1921 donnèrent raison au général Primo de Rivera.

Peu de temps après le discours de ce général, le 29 avril 1917, M. Maura prononça à Madrid un discours ; il n'avait jamais encore si nettement affirmé la revendication de l'Espagne sur Tanger et Gibraltar. Mais M. Maura n'alla pas, comme le Général, jusqu'à l'abandon de Tanger ou d'autres territoires africains pour obtenir Gibraltar...

« Quand nous regardons les bases de l'indépendance espagnole, nous trouvons non seulement la place de Gibraltar, mais l'exclusion, l'éviction de la souveraineté espagnole hors de Gibraltar, avec la prépondérance de l'Angleterre qui ne nous laisse pas être maître de nos côtes et de nos eaux territoriales.

« ...Tous les intérêts politiques de l'Espagne, tout l'avenir de son expansion en Méditerranée, reposent sur cette base, que nous possédions, nous, une communication assurée entre notre côte et la côte d'en face...

« Mais cette communication, nous ne pouvons l'assurer dans le Détroit, parce que l'Angleterre ne nous permet pas d'exercer la souveraineté dans le Détroit.

« Le statu quo dans le Détroit de Gibraltar, entendez-le bien, signifie que nous n'avons qu'à nous retirer du Maroc. L'Espagne ne peut rester au Maroc sans avoir sur le Détroit l'intégralité de sa domination. Bien mieux : pour le peuple espagnol, le premier signe d'une amélioration de la politique traditionnelle de la France et de l'Angleterre envers la politique espagnole et le patronalisme espagnol, serait la disparition de ces deux stigmates. »

A ce temps-là, Madrid n'escomptait pas la défaite germanique, l'armistice modifia sa politique et l'on vit l'Espagne se tourner vers l'Angleterre et lui offrir de lui servir de sentinelle à Tanger.

Bien qu'il fût convenu, depuis la victoire des alliés, pour s'attirer l'appui de l'Angleterre, de ne jamais parler du Rocher de Gibraltar, ceux qui s'efforcèrent de développer dans l'opinion de leurs compatriotes la campagne pour Tanger espagnol se laissèrent entraîner, dans l'ardeur du débat, à avouer que Tanger espagnol n'était qu'un premier stade en faveur de la domination intégrale du Déroit.

Le 23 avril 1921, *El Sol* indiqua qu'il n'y avait pas de problème de Tanger, mais seulement un problème du Déroit de Gibraltar. Ce journal déclara : « La France estime qu'il est d'une importance de tout premier ordre pour sa politique africaine et méditerranéenne d'avoir une participation dans le contrôle du Déroit de Gibraltar. La France a besoin de s'assurer la communication entre les deux mers. Les nécessités de l'Espagne sont plus urgentes et très analogues... »

« Une entente entre la France, l'Angleterre et l'Espagne serait indubitablement une solution qui ferait que le Déroit ne serait plus une cause d'inquiétude pour personne. »

Au mois de mai 1921, M. Goicoechea proclama à Ceuta que le problème du Déroit était intimement lié à l'existence de la nation espagnole. Puis, dans un discours prononcé au Cercle Militaire de Barcelone, devant les Officiers de la garnison, M. Vasquez Mella, le grand tribun traditionaliste, déclara que, si Tanger n'était pas espagnol, il serait un nouveau Gibraltar, et que le premier idéal de tout Espagnol était la domination absolue du Déroit.

Enfin, dans son éditorial du 9 juin 1921, le journal *El Tempo*, proposa une alliance avec la France et l'Angleterre, moyennant la restitution de Gibraltar par l'Angleterre et la cession de Tanger par la France.

Le 25 novembre 1921, le Capitaine-Général de Madrid, Général Primo de Rivera, marquis d'Estella, nommé récemment sénateur, prononça devant le Sénat, pendant la discussion des affaires marocaines, un discours au cours duquel il reprocha au Gouvernement de n'avoir pas su se faire restituer Gibraltar et, réfutant les arguments de ceux qui prétendent que la frontière de l'Espagne doit être « interafricaine », il affirma sa conviction que l'Espagne devait abandonner le Maroc :

« La mer est notre frontière. Aussi est-il à déplorer que nos gouvernements, après avoir, en gardant la neutralité, rendu de grands services aux alliés, aient oublié de demander à la Conférence de Versailles que Gibraltar nous soit rendu. Au moment où tous les

peuples ont demandé quelque chose, où toutes les aspirations de la Pologne, de la Yougoslavie, de l'Italie ont été réalisées, l'Espagne n'a pas songé à solliciter que la tache qui souille le blason de la patrie soit effacée.

« Nous n'avons aucune frontière, sauf celle des Pyrénées. Partout ailleurs, nous sommes entourés d'un fossé, et à l'endroit où ce fossé se rétrécit pour nous rapprocher des terres africaines, l'Espagne n'en est pas maîtresse. Qu'arriverait-il si, au moment où nous aurions en Afrique des difficultés analogues aux plus récentes, nous voyions surgir, entre l'Espagne et une nation étrangère en possession d'une escadre, le plus petit incident ?... »

Ces déclarations produisirent une vive émotion. Le Général fut relevé de son poste de Capitaine-Général de Castille.

Il convient d'enregistrer un autre témoignage de cette « frénésie marocaine » de l'Espagne, dans un ouvrage couronné et publié par la Société royale de géographie de Madrid, pour être le meilleur travail écrit sur le Maroc. Dans son *Marruecos*, M. Abelardo Merino Alvarez, commissaire de guerre, exposa pas mal d'exagérations. C'est ainsi qu'après avoir affirmé la communauté de race entre les habitants des deux rives du Déroit, Ibères et Berbères, l'auteur déclara que « le Maroc sans Tanger ne nous convient pas... »

« Les Etats forts et riches ne voulurent pas nous faire place. La France, l'Angleterre et l'Allemagne disposèrent du Maroc... L'Espagne, malgré ses précédents géographiques et historiques, et malgré ses mérites acquis de nos jours, n'obtint qu'une misérable participation dans le butin...

« Quoiqu'il en soit, on ne peut vaincre la nature des choses... Les Ibères, les Maures, les Arabes et les Berbères se comprendront... Ceux qui rêvent d'une France du sud se rendront compte qu'une telle France n'existera pas, mais que surgira, renaissante, l'éternelle Berbérie, d'un côté et de l'autre des colonnes du Déroit.

« Les Ibéro-Berbères de l'Espagne, du Portugal, de l'Amérique, du Maroc et du reste de l'Afrique du Nord, en un puissant empire qui rappellera celui de l'Atlantide, renoueront les liens rompus de la race commune et... constitueront un facteur décisif pour le progrès de l'humanité dans l'avenir. »

Avec de tels propagandistes, on comprend que l'opinion publique se soit enflammée pour la possession de Tanger, voire même de Gibraltar. On s'explique maintenant les causes des trop fréquents incidents qui se produisirent à Tanger ou au sujet de Tanger.

Et pour finir, ces quelques lignes relevées dans la *Correspondencia Militar* du 30 juin 1922. Elles montrent que la campagne pour Tanger n'a pas faibli et que pour arriver aux fins voulues, tous les moyens sont bons : « Nous sommes en faveur d'une alliance avec l'Angleterre, le Portugal et l'Italie au cas où l'Espagne n'obtiendrait pas satisfaction à propos de Tanger. Les intérêts britanniques coïncident avec les nôtres. Si la France ne fait pas un geste généreux, nous devons nous orienter résolument vers une union intime avec l'Angleterre. Si la France nous dispute Tanger, que devons-nous faire ?

« Nous unir à ses rivaux, qui nous traitent bien, et attendre sur le pas de notre porte, suivant le conseil arabe, que le cadavre de notre ennemi passe devant nous ! »

Incidents de Tanger. — C'est à partir du mois d'avril 1921, à l'occasion des affaires du câble et de la madrague, que la campagne « pro Tanger » prit une tournure grave. Elle se continua avec violence jusqu'au jour des désastres du Rif.

1° *L'affaire du câble Tanger-Larache.* — Au début d'avril, un incident de nature délicate, peu susceptible de hâter le rétablissement de l'harmonie politique ou économique si nécessaire, ou en tout cas si recherchée par la France dans ses relations avec l'Espagne, se produisit à Tanger entre Espagnols et Marocains.

Les autorités espagnoles, probablement préoccupées de la précarité de leurs communications télégraphiques terrestres entre Tanger et Larache (70 kilomètres), avaient, depuis quelque temps, conçu le projet d'immerger un câble pour relier Tanger à Arzila et à Larache. Cette opération, aussi paradoxale que le serait celle d'immerger un câble le long de nos côtes pour télégraphier de Marseille à Nice, exigeait l'avis préalable du Sultan, souverain à Tanger aux termes des traités. Un principe formel de droit international public n'autorise l'atterrissage d'un câble étranger qu'avec l'agrément de la souveraineté locale. En conséquence, les Espagnols devaient obtenir l'approbation du Gouvernement chérifien.

Ce principe fut rappelé par des avertissements discrets et courtois du Naïb à la Légation d'Espagne. Mais les autorités espagnoles préférèrent ne pas solliciter du représentant du Sultan l'autorisation, que celui-ci était, d'ailleurs, tout prêt à accorder dès qu'on la lui demanderait, car une telle démarche impliquait la reconnaissance de la souveraineté du Sultan à Tanger.

Passant outre, les autorités espagnoles posèrent le câble. Il fut aussitôt relié au poste télégraphique central de Tanger, sans que le

représentant du Sultan ait cru devoir mettre effectivement opposition à l'initiative espagnole. L'Espagne manifesta donc un mépris total des principes de droit international autant que de la souveraineté du Sultan.

C'est par là que ce fait ouvrit la porte aux plus fâcheux procédés et instaura à Tanger, au lieu de l'ordre réclamé, un régime de coups de force, une politique à l'image de Fiume et de d'Annunzio, dont l'épopée fut citée en exemple. Le trouble, ainsi apporté dans les relations des colonies européennes, fut d'autant plus regrettable que, pour le bien commun, l'accord s'était, en dehors des Gouvernements, réalisé entre elles pour poursuivre l'exécution du port.

Par le geste sommaire de Madrid, nous revînmes à des difficultés que nous nous étions toujours efforcés d'écarter dans l'espoir d'un règlement honorable du problème de Tanger. Mieux inspiré que son Gouvernement, M. Serrat, Ministre d'Espagne à Tanger, fit une démarche auprès du Naïb en vue d'obtenir l'autorisation d'utiliser librement le câble Tanger-Arzila-Larache.

Quoique tardive, puisque le câble était déjà installé, la démarche du Ministre d'Espagne avait au moins la valeur d'une reconnaissance de la souveraineté du Sultan à Tanger. Ce principe étant sauvegardé, le Gouvernement chérifien ne put que répondre avec bonne grâce à la demande de M. Serrat, et l'autorisation sollicitée fut accordée dans une lettre du gouvernement chérifien par l'intermédiaire du Naïb.

L'incident semblait clos. Il se terminait par une solution qui constituait pour la thèse française un indéniable succès. Cependant, cette conclusion de toute la presse française, eut le don de déplaire à M. Serrat. Celui-ci s'empessa de déclarer qu'il ignorait la souveraineté du Sultan à Tanger, que sa démarche auprès du Naïb s'adressait à l'autorité de fait et, qu'en conséquence, elle n'impliquait en aucune façon la reconnaissance d'une souveraineté.

Or, le Naïb est bien le représentant du Sultan puisqu'il tient ses pouvoirs de ce dernier et que, sans l'avis favorable de Rabat, il n'aurait pu accorder l'autorisation sollicitée par le ministre d'Espagne.

A la suite de cette affaire, MM. Hubert Giraud, député des Bouches-du-Rhône, Président de la Chambre de Commerce de Marseille, Président du Comité France-Tanger ; Léon Baréty, député des Alpes-Maritimes, Président du groupe du Maroc à la Chambre ; Calary de Lamazière, député de la Seine, Rapporteur du budget du Maroc, demandèrent la convocation immédiate de la Commission de l'Algérie,

des Colonies et des Protectorats de la Chambre, en vue d'une discussion qui leur paraissait s'imposer sur la situation créée à Tanger par le dernier incident, imputable aux autorités espagnoles, dont les initiatives méconnaissaient à la fois les droits particuliers de la France et la souveraineté du Sultan.

La Commission, présidée par M. d'Iriart d'Etchepare, réunie le 21 avril 1921, entendit un exposé politique de la question de Tanger par M. Calary de Lamazière. Cet exposé fit ressortir, avec les termes formels des traités, le fondement de nos droits et la modération de nos vues. M. Hubert Giraud traita ensuite l'ensemble du problème de Tanger, au point de vue économique, en soulignant la nécessité pour notre Protectorat de ne pas abandonner la seule porte qui lui soit ouverte sur la Méditerranée.

A la suite de cet échange de vues, auquel prirent part MM. Baréty, Henri Lorin, et Robert David, député de la Dordogne, ancien sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, la Commission décida d'adresser au Président du Conseil une lettre affirmant l'intérêt national que la Commission considérait comme lié à la question de Tanger.

La Commission reçut du Gouvernement l'assurance que le point de vue du Gouvernement sur la grave question de Tanger ne pouvait se modifier et qu'il considérait la zone tangeroise comme partie intégrante de l'Empire chérifien, placé tout entier, par le traité du 30 mars 1912, sous le Protectorat de la France.

La presse espagnole ne manqua pas de se saisir de l'incident du câble. Il y avait dans cette affaire un excellent terrain à exploiter pour entretenir et développer la campagne en faveur de Tanger espagnol.

Un journal, qui a une grande autorité et qui la mérite, *La Epoca*, commenta le 20 avril 1921, dans une note officieuse, l'incident du câble espagnol de Tanger à Larache. Avant d'aborder le fond de la question, l'organe du parti conservateur se plaignit, sans citer d'ailleurs aucun fait concret, des prétendues vexations dont aurait souffert la colonie espagnole de Tanger. Il dit notamment que les autorités, qui de fait existaient dans Tanger, cherchaient dans chaque acte à provoquer un conflit « où on prétend imposer d'implicites reconnaissances avec lesquelles l'on pourra soutenir un état fictif dont la disparition est chaque jour nécessaire... Devant la protestation du Naïb, notre agent diplomatique a déclaré, qu'afin d'éviter des incidents que la représentation espagnole s'efforce constamment de prévenir et mû par un sentiment de courtoisie, il ne voyait aucun inconvénient à lui mani-

fester qu'il demandait son assentiment comme autorité locale et de fait. L'autorisation qui a été concédée au nom du Sultan... ne peut, d'aucune façon, être interprétée comme la reconnaissance de l'autorité d'un Sultan, protégé français, sur une zone où, tant qu'on n'aura rien décidé sur la question fondamentale, il faudra continuer à donner au Corps Diplomatique son intervention naturelle, en appelant, dans les cas où ce serait nécessaire et comme mesure de prudence politique, à l'accord préalable des trois nations principalement intéressées. »

La note de *La Epoca*, si elle n'apporta aucune explication à l'attitude du Gouvernement espagnol, justifia pleinement celle du représentant du Sultan qui, protégé ou non de la France, est et reste l'Empereur du Maroc et étend sa juridiction sur le territoire de Tanger.

L'organe du parti conservateur ayant rappelé quelques-unes des obligations des Puissances établies à Tanger, il convient de dire que c'est précisément à la suite d'une initiative espagnole, peu compatible avec la prudence politique dont parle ce journal, que le représentant du Sultan dut rappeler à l'agent diplomatique espagnol qu'on ne pouvait atterrir aucun câble dans la zone de Tanger sans son autorisation.

2° *L'affaire de la madrague*. — Au lendemain même du jour où venait de se terminer heureusement la question de l'atterrissage du câble Tanger-Larache, un autre incident hispano-chérifien se produisit à Tanger.

Ces nouvelles difficultés, d'une tournure beaucoup plus grave, suscitées par les autorités espagnoles, ne pouvaient, elles aussi, que troubler l'harmonie si nécessaire au développement de la ville. Il faut souhaiter que ces perpétuels conflits entre l'Espagne et les représentants du Sultan prennent fin, car ils finiraient à la longue par créer des incidents diplomatiques d'un caractère plus général, aussi regrettables pour l'Espagne que pour les autres Puissances intéressées.

En 1919, le Sultan du Maroc avait accordé à une Société franco-portugaise (Société Générale des Pêcheries et Conserves au Maroc), contre des redevances fixées par un cahier des charges, une concession de pêche à la madrague dans une partie de la baie de Tanger, avec la pose de tout le matériel qu'une madrague comporte. Les Espagnols, fidèles à leur principe de dénier au Sultan le droit de légiférer à Tanger, avaient déclaré qu'ils ne reconnaissaient pas cette concession.

Une Société espagnole, encouragée par la Légation d'Espagne se disposa, sans avoir sollicité préalablement aucune autorisation, à installer une madrague et divers engins de pêche sur l'emplacement

même concédé à la Société franco-portugaise. Bien que prévenu que la Société espagnole agissait sans droit et contrairement aux traités, le propriétaire de l'énorme appareil qu'est une madrague, M. Juan Martin Rodriguez, sous la protection du croiseur *Alfonso XIII*, en poursuivit l'installation et plaça des ancres dans le voisinage immédiat des filets de la Société concessionnaire.

Le Naïb fit savoir au Ministre d'Espagne que le Sultan ne pouvait admettre l'établissement, par les Espagnols, d'une madrague sans autorisation préalable. M. Serrat répondit qu'il n'avait aucune autorisation à demander au Sultan et qu'il soutiendrait les droits de ses ressortissants.

Là-dessus, le 21 avril, le représentant du Sultan fit procéder, par le tabor de police n° 1, à la saisie du matériel de pêche déposé sur la plage. Une violente discussion éclata alors entre le Ministre d'Espagne et le Naïb. M. Serrat lui déclara que son attitude était en contradiction formelle avec les dispositions du traité hispano-marocain du 20 novembre 1861. Puis il lui affirma que l'Espagne ne reconnaissait pas la souveraineté du Sultan à Tanger et alla même jusqu'à le menacer de faire débarquer les marins du croiseur *Alfonso XIII* : « Ma mission est terminée, la parole est maintenant au Commandant du cuirassé espagnol *Alfonso XIII*. »

Il convient de remarquer, dès à présent, que le traité du 20 novembre 1861 reconnaissait aux Espagnols le droit de pêche dans les eaux marocaines, mais ce droit n'était en aucune façon contesté, personne ne songeait à le limiter. Il s'agissait en effet ici, non pas d'une pêche pure et simple, mais d'installations fixes, qui peuvent embarrasser la navigation et qui doivent être réglementées dans l'intérêt de cette navigation et du maintien de l'ordre dans les eaux territoriales. S'il y avait lieu d'établir une distinction entre le fait de jeter des filets à la mer et celui de procéder à une installation permanente ne comportant pas moins de 154 ancres, il n'en restait pas moins que le Sultan possède dans les eaux territoriales un droit souverain.

La thèse espagnole n'était donc pas soutenable. Les représentants diplomatiques de la France et du Portugal à Tanger protestèrent aussitôt auprès du ministre d'Espagne contre l'atteinte portée aux droits de leurs ressortissants.

A la suite de la discussion violente qui eut lieu entre le représentant du Maghzen et le représentant de l'Espagne, ce dernier, au lieu de calmer ses compatriotes sembla au contraire avoir fait tous ses efforts pour accroître leur surexcitation.

Le 21 avril, une proclamation fut lancée. Pour protester contre la mesure prise par les autorités tangéroises, elle invita tous les Espagnols à abandonner le travail. En voici le principal : « Tant que le joug a été supporté individuellement, nous avons pu nous taire. Aujourd'hui toutes les pudeurs ont disparu et, en plein port de Tanger, le bateau de guerre portant le pavillon espagnol a été victime des pires injures ; 24 heures ne s'étaient pas passées quand les forces du Pacha saisissaient le matériel de la madrague espagnole qui porte le nom de notre Roi. »

Le représentant diplomatique de l'Espagne alla même jusqu'à déclarer que les troupes espagnoles cantonnées à Regaïa, non loin de Tanger, et les marins du croiseur en rade étaient prêts à entrer dans la ville et à régler l'insulte et le dommage. L'attitude de M. Serrat, qui sans doute, voulait lui aussi mettre les Puissances devant le fait accompli, à l'exemple de d'Annunzio à Fiume, du général Zeligowsky à Vilna, ou même du roi Constantin à Athènes, eut pour tout résultat d'envenimer le conflit.

Troublée et surchauffée, la colonie espagnole se laissa entraîner à des manifestations contraires à l'ordre public et à la sécurité de la ville. Une manifestation eut lieu dans la matinée du 22 avril sous les fenêtres de la Légation d'Espagne pour obtenir la délivrance du matériel de la madrague, gardé par le tabor marocain de police extra-urbaine. M. Serrat ne prit aucune mesure pour empêcher que la manifestation ne se renouvelât.

Dans la soirée, les officiers du cuirassé *Alfonso XIII* assistèrent à un thé offert par le ministre d'Espagne. A leur sortie, une manifestation se forma et les manifestants les accompagnèrent jusqu'au port. Les manifestations continuèrent toute la nuit.

Le 23, à l'issue du Conseil des Ministres qui dura quatre heures, un communiqué fut remis à la presse, disant que, d'après les dernières nouvelles reçues de Tanger, « on était arrivé à une solution qui, laissant de côté les questions de principe, résolvait d'une façon satisfaisante le point relatif aux intérêts de la pêche espagnole ».

Néanmoins, les manifestations de la colonie espagnole continuèrent à se produire à la même heure, notamment devant la Légation d'Espagne et au petit Sokko. Après avoir excité la population, M. Serrat passait des paroles aux actes en mobilisant, en quelque sorte, toute la colonie. L'avocat Martinez, agent de liaison entre le Commandant de l'*Alfonso XIII*, le ministre d'Espagne et la colonie espagnole, prit la tête de ces manifestations. Haranguant en public les manifestants,

l'agitateur Martinez annonça que les troupes du poste espagnol voisin de Regaïa étaient prêtes à franchir les limites de la zone internationale et à marcher sur Tanger, au cas où des satisfactions ne seraient pas données aux réclamations de ses compatriotes. Le bruit d'une action militaire espagnole s'était tellement accrédité dans la population que, dans la matinée, il y eut un commencement de panique et que beaucoup d'indigènes refusèrent de quitter leurs demeures. Un grand nombre de maisons d'Espagnols étaient signalées comme recélant des fusils, des revolvers et des munitions. Allait-on s'entre-tuer pour une madrague ?

L'affaire menaçait de tourner mal. Paris, en raison de son devoir de protection, allait être obligé de s'interposer entre le Maghzen et l'Espagne. Le Cabinet de Madrid s'en aperçut.

C'est alors que des pourparlers furent entamés entre les autorités compétentes. Le propriétaire de la Madrague indûment posée, don Juan Rodriguez, écrivit à l'Ingénieur en chef des travaux publics à Tanger M. Malagerie, notre compatriote :

Tanger, 25 avril 1921

« Cher Monsieur,

« J'ai l'honneur de solliciter du Gouvernement chérifien l'autorisation d'installer une madrague, dans la baie de Jérémie, entre la partie dénommée Ras Acharar et le Cap Spartel, pour la campagne de pêche de 1921.

« Je m'engage par la présente lettre et je me sou mets à toutes les charges imposées à la Société Générale des Pêcheries et conserves au Maroc par le dahir du 9 août 1919, dont je déclare avoir connaissance. »

Le représentant du Maghzen donna alors, au nom du Sultan, l'autorisation sollicitée. Les troupes chérifiennes qui gardaient la madrague se retirèrent. On aboutit ainsi à une solution réservant les droits souverains du Sultan et permettant aux pêcheurs espagnols l'utilisation de leurs engins. L'amour-propre espagnol fut sauf, mais la reconnaissance de la souveraineté du Sultan à Tanger fut encore une fois affirmée du fait de la demande de M. Juan Martin Rodriguez.

Les longs commentaires que les journaux de Madrid consacrèrent, le 23 avril, à l'incident survenu à Tanger, terminaient tous par la même conclusion, à savoir que le statut actuel de Tanger ne saurait durer plus longtemps, car il était une source intarissable d'incidents et de

difficultés, et il fallait par conséquent le modifier dans le plus bref délai possible. Ils demandaient en outre que Tanger fut rattaché à la zone espagnole.

Le plus alarmiste des journaux fut *A. B. C.*, journal qui n'est pas notre ami : « une manifestation avait lieu à Tanger... contre les vexations imposées par la supposée autorité chérifienne, instrument de l'influence française... La France, par la main des autorités indigènes, veut priver violemment les Espagnols de leurs droits. La coaction est patente dans cet épisode des madragues... »

La Epoca, organe officieux du parti conservateur et plus particulièrement de M. Dato, après avoir réédité une fois de plus la théorie qui nie la souveraineté du Sultan à Tanger, exprima sa confiance dans le Gouvernement qui, « jaloux de nos droits, trouvera le moyen de convaincre ceux qui les ont attaqués de leur manque de raison ».

L'Imparcial déclara : « Le grave conflit que le Naïb du Sultan vient de provoquer à Tanger ne nous surprend ;... Nous l'attendions. »

El Sol préconisa une entente définitive anglo-franco-espagnole qui réglerait une fois pour toutes la question de Tanger et du détroit de Gibraltar.

Le *Heraldo* recommanda d'éviter de donner à la campagne en faveur de Tanger espagnol un caractère hostile à l'Entente, et se rallia à la thèse de M. Perez Caballero, à savoir qu'on ne devait pas parler d'un Tanger espagnol ou d'un Tanger français, mais d'un Tanger marocain incorporé à la zone espagnole.

Le *Diario Universal*, organe du comte de Romanonès, blâma, à la fois le Gouvernement pour avoir laissé ouvrir la discussion sur des incidents à l'heure même où ils se déroulaient, et le ministre d'Espagne pour avoir encouragé les violentes démonstrations de ses compatriotes : « la mission diplomatique n'est pas d'exciter les foules, mais bien de les calmer pour laisser aux Gouvernements responsables la résolution du cas qui se pose ».

Il reprit ensuite sa thèse que la souveraineté du Sultan est limitée à Tanger par deux souverainetés, celle de la France et de l'Espagne. Puis il plaida en faveur d'une solution juridique de la question du statut de Tanger et de sa zone, par l'arbitrage du Conseil exécutif de la Société des Nations.

Après le règlement de l'affaire de la madrague, l'esprit d'extrême conciliation apporté par le gouvernement chérifien, loin de calmer l'excitation de la presse espagnole, lui servit de prétexte pour affirmer une bruyante victoire. C'est ainsi que l'*A. B. C.*, notamment, annonça

que les offenses et les dommages, subis par la colonie espagnole et l'Espagne elle-même du fait du gouvernement du Sultan, avaient reçu complète satisfaction par la restitution du matériel de la madrague et par une indemnité de 1.600 pesetas versés aux pêcheurs espagnols pour les journées de travail perdues. Des informations de ce genre déformaient les faits. Il ne fut jamais question de verser une indemnité à des pêcheurs espagnols. A quel titre, d'ailleurs, le gouvernement chérifien aurait-il eu à verser une indemnité comme conséquence des mesures de police auxquelles l'avaient contraint les initiatives espagnoles ?

En ce qui concerne la restitution de la madrague, le représentant du Sultan à Tanger, dont l'unique souci fut de ramener le calme dans la ville et parmi les colonies étrangères, en autorisa la remise à son propriétaire. Cette mesure s'expliquait d'elle-même : le principal intéressé, Juan Martin Rodriguez, avait régulièrement sollicité une concession de pêche dans le voisinage de la madrague franco-portugaise, et ce concessionnaire éventuel s'était engagé à acquitter les mêmes redevances et à supporter les mêmes charges que celles imposées aux concessionnaires français et portugais.

Le 26 avril, l' *A. B. C.* déclara que l'Espagne n'était allée au Maroc que pour garantir son indépendance et que cette garantie n'existerait pas sans la possession de Tanger.

Dans la *Libertad*, M. Paul Y Almarza posa le même dilemme que le journal *A. B. C.* : ami ou ennemi de la France.

De pareilles imprudences de langages n'étaient pas faites pour faciliter d'étroites relations entre les deux nations. Nous en avons vu un résultat dans la rupture des relations économiques franco-espagnoles, le 11 décembre 1921, à la suite des mesures douanières prises par l'Espagne, notamment, la surtaxe compensatrice relative à la dépréciation des monnaies, et le maintien des droits exorbitants qui prohibaient l'entrée de certains produits français.

3° *L'affaire de l'Abda*. — Un autre incident se serait également produit, selon la presse espagnole, sur rade de Tanger, au passage du paquebot français *Abda*, le 20 avril, à l'heure où les incidents du câble et de la madrague surexcitèrent tant l'opinion espagnole.

Les passagers de l'*Abda*, en passant à la hauteur du croiseur *Alfonso XIII*, mouillé dans la baie de Tanger, auraient adressé des paroles injurieuses au cuirassé, sifflé et hué les couleurs espagnoles. M. Serrat protesta aussitôt auprès de notre Agence diplomatique contre l'offense faite au pavillon espagnol par des Français à bord du

vapeur *Abda*. Le Ministre français promit de rechercher et de faire punir les coupables.

Une enquête fut faite dès l'arrivée de l'*Abda* à Mazagan. Les déclarations formelles du Commandant amenèrent les constatations suivantes qui permirent de voir en quoi l'honneur national de l'Espagne avait été gravement atteint...

Il y avait sur rade, lorsque l'*Abda* arriva à Tanger, deux navires de guerre, l'un français, le *Jeanne d'Arc*, l'autre espagnol, l'*Alfonso XIII*. L'*Abda* avait à bord des recrues à destination du Maroc. Lorsque le vapeur passa à la hauteur des deux navires de guerre, aussi bien du français que de l'espagnol, les recrues poussèrent des acclamations. Ce furent ces acclamations que les Espagnols interprétèrent mal et prirent pour une manifestation hostile.

Il est même probable que ces jeunes gens ne se rendirent pas compte que des deux navires l'un était espagnol, car l'*Alfonso XIII* ne portait aucun pavillon. Ils crurent, vraisemblablement, qu'ils s'agissaient de deux navires français et ils les saluèrent également de leurs acclamations.

Le Capitaine de l'*Abda* fut très affirmatif sur ce dernier point. Il déclara se souvenir parfaitement que l'*Alfonso XIII* n'avait pas de pavillon. Il remarqua même que le croiseur espagnol ne répondit pas à son salut. Dans ces conditions, il paraissait difficile de soutenir que les passagers de l'*Abda* eussent hué le pavillon espagnol.

En résumé, d'après le Capitaine de l'*Abda*, tout se réduisait à une manifestation bruyante, mais nullement hostile, bien au contraire, de la part de jeunes gens heureux de revoir la terre après plus de 48 heures de traversée. La presse madrilène, se rendant compte qu'il n'était pas possible de transformer sérieusement cet incident en incident diplomatique, renonça à en faire usage pour sa campagne *Tanger para Espana*. Telle était la vérité dans cette troisième affaire qui fut, à ses débuts, exploitée à fond par la presse.

De toutes ces manœuvres et excitations, résulta à Tanger un état d'esprit qui ne fut pas sans danger en présence de colonies que la Légation d'Espagne semblait vouloir dresser les unes contre les autres, dans le but de nous amener, à l'heure où notre diplomatie était occupée ailleurs, du Rhin à la Silésie, à l'Orient et au Pacifique, à aborder le règlement général de la question de Tanger.

Affaire de la concession du port de Tanger. — L'annonce de la concession du port de Tanger réveilla l'ardeur combattive de la presse

espagnole. Un incident hispano-marocain se greffa sur cette concession.

Par un dahir du 2 juin 1921, conformément aux vœux de la population et des Chambres de Commerce, et suivant l'accord réalisé par les Puissances avant la guerre, le Sultan concéda les travaux du port de Tanger à une société à laquelle participèrent la France, l'Espagne et l'Angleterre. Beaucoup commençaient à désespérer de l'avenir de la ville, qui, malgré ses avantages naturels et des promesses vingt fois répétées, semblait irrémédiablement vouée à l'abandon. Plus gravement atteint que tout autre centre par la crise économique actuelle, Tanger ne parvenait plus en effet, que difficilement, à entretenir son commerce et son industrie.

L'annonce de la concession du port à la « Société Internationale pour le Développement de Tanger » produisit un immense soulagement. Elle ne changeait rien, certes, à cette situation, mais elle redonnait de l'espoir à la population. On savait que le commencement effectif des travaux attirerait, de nouveau, l'attention du monde des affaires sur ce coin, souverain par sa situation et sa beauté, dont la baie splendide, progressivement aménagée, devait fournir un magnifique port-escala à la navigation universelle, et des moyens de vivre à une population laborieuse trop longtemps éprouvée.

La presse madrilène exprima aussitôt sa mauvaise humeur, s'efforçant de présenter la concession comme un fait capricieux du Sultan, déniait à celui-ci le droit de concéder la construction du port et considérant comme prochaine la fin de Tanger sous le régime chérifien...

L'Imparcial du 9 juillet 1921 s'exprima dans ce sens : « Le Sultan vient de concéder la construction du port de Tanger... On ne tient pas compte des droits de l'Espagne et des accords qui règlent la situation actuelle de Tanger... Il est regrettable que ceux qui dirigent le Sultan coprotégé par les deux pays, s'entêtent à oublier que Tanger se trouve dans la zone espagnole... Cette concession du port est évidemment illégale ; on a agi comme si Tanger appartenait à la zone française.

« L'annonce de la concession du port... a consterné tous les Tangérois... Il n'y a personne dans cette ville qui ne juge que la mesure aboutit à enlever à Tanger presque tous ses moyens de vie, attendu que la cité est ainsi dépouillée de la possession et du bénéfice de son port...

« Remettre le monopole et la direction du port à une Société qui doit servir de paravent au Protectorat de Rabat, c'est condamner à

l'esclavage cette pauvre population... A aucun instant, on ne pouvait se défier qu'au moment de la concession, le port cesserait d'appartenir à la municipalité. »

Là-dessus, le Gouvernement espagnol fit remettre au Quai d'Orsay une note protestant contre la procédure suivie par le gouvernement chérifien. L'Espagne contesta que le Sultan eût à Tanger, le droit d'accorder des concessions. La France, tout au contraire, soutint que la souveraineté du Sultan sur Tanger était entière et n'avait subi aucune restriction. Or, la thèse du gouvernement français fut, en fait, reconnue comme fondée par l'Espagne, puisque, lors des récents incidents du câble et de la madrague, l'Espagne finit par s'adresser au représentant du Sultan à Tanger pour obtenir les autorisations nécessaires et qu'elle les tint pour bonnes bien qu'elles n'eussent pas passé par le Corps Diplomatique. Puisque le Gouvernement de Rabat avait qualité pour accorder des privilèges à l'Espagne, on ne voit pas pourquoi il n'en aurait pas été de même quand il s'agissait de doter Tanger d'un port dont l'urgence n'était pas à contester.

D'ailleurs, pratiquement, les intérêts espagnols ne furent nullement sacrifiés par la concession du port. Si la participation de la France et du Maroc dans la Société concessionnaire, qui existait avant la guerre, était de plus de 50 %, alors que les parts respectives de l'Espagne et de l'Angleterre n'étaient l'une et l'autre que de 20 %, c'est que le Traité de Versailles avait attribué au Maroc la part qu'y possédaient les Austro-Allemands. Au surplus, toutes les colonies européennes avaient demandé que la concession fut enfin accordée dans l'intérêt de l'avenir du port, et la Chambre de Commerce espagnole elle-même s'était montrée favorable à cette décision.

Dans ces conditions, la réclamation espagnole semblait bien mal fondée. Elle ne paraissait pas devoir faire obstacle à ce que la question de Tanger continuât à être examinée de part et d'autre avec le vif désir d'aboutir à une solution de nature à concilier la souveraineté du Sultan, les droits spéciaux de la France et les intérêts de l'Espagne.

L'*Imparcial* du 1^{er} juillet publia un article d'après lequel, les actions de l'Allemagne et de l'Autriche dans la Société fondée avant la guerre ayant été remises à la France en vertu du Traité de Versailles, la France possédant ainsi plus de la moitié des actions, Tanger ne serait plus un port international mais un port français. Il termina en disant qu'en réalité la concession avait été accordée à la France. Le Traité de Versailles n'a pas été signé par l'Espagne, conclut l'*Imparcial*, ainsi que *La Epoca*, il ne peut donc être appliqué dans ce cas.

Il était inexact, cependant, de dire que le Sultan avait accordé la concession du port à la France, la Société internationale pour le développement de Tanger en étant la seule titulaire. Avant la guerre, la participation de la France dans cette Compagnie internationale était de 30 %, les participations de l'Angleterre et de l'Espagne étaient l'une et l'autre de 20 % ; celle de l'Allemagne atteignait la même proportion ; enfin 10 % des titres étaient répartis entre l'Autriche, les Pays-Bas, l'Italie et le Maroc. Le traité de Versailles priva les Allemands de tous leurs biens au Maroc. Les parts de l'Allemagne et de l'Autriche dans la Société furent attribuées, non pas à la France, mais au Sultan du Maroc. L'Espagne avait bien demandé qu'une fraction de ces parts lui fut dévolue, mais il fut reconnu impossible d'attribuer des biens ennemis à une puissance neutre.

La participation actuelle du Sultan, protégé de la France, dans la « Société Internationale pour le Développement du port de Tanger », était donc parfaitement normale et reposait sur des textes inattaquables. Quant au droit du Sultan de donner des concessions sur le territoire de Tanger et de sa zone, il existait aussi bien en fait qu'en droit, puisqu'il avait permis à des Espagnols la pose du câble Tanger-Larache et celle de la madrague Juan Martin Rodriguez.

Le Gouvernement espagnol, devant des raisons aussi fortes, sembla s'incliner. A la suite surtout des désastres de Melilla, l'Espagne, trop occupée dans le Rif, n'insista pas. Elle garda le silence. Londres reprit la question, suivant en cela les conseils de la presse madrilène, si désireuse que l'Espagne fût sur le Détroit la sentinelle de l'Angleterre. *El Sol* dit notamment : « Il ne nous paraît pas digne de crédit que l'Angleterre ne fasse aucune observation au Gouvernement français au sujet des concessions octroyées par le Sultan, et qui altèrent le statut international de Tanger. »

L'affaire de la concession du port paraissait donc définitivement réglée, quand le Gouvernement britannique la reprit pour son compte, en invoquant tous les arguments espagnols contre la valeur du dahir de concession, contre le pourcentage des Puissances dans le capital de la Société internationale, contre l'attribution au Sultan du Maroc des parts allemandes et autrichiennes.

La position prise par le Gouvernement britannique dans cette affaire hispano-chérifienne, il était facile de le reconnaître, n'était qu'une plaidoirie *Pro Hispania*. L'Angleterre avait répondu à l'appel de l'Espagne, surprise et submergée par les pénibles événements du Rif. Quant au Sultan, il n'était pas du tout d'avis de ne pas être repré-

senté dans l'exploitation d'un port sur lequel s'étend sa souveraineté, ni d'abandonner à d'autres les actions des pays avec lesquels il avait été en guerre aux côtés de la France.

Toutes ces difficultés diplomatiques n'empêcheront pas la construction d'un port qui permettra à Tanger de devenir un port de transit et un port d'escale, de vivre de la mer et de la navigation. « Or, sans l'exécution immédiate de grands travaux, sans le premier coup de pioche donné au port de Tanger, cette ville, à bout de ressources, ne pourra plus entretenir ses services publics. Hygiène, voirie, travaux d'entretien, tout est condamné à disparaître. La Caisse Spéciale, dans quelques semaines, sera complètement à sec. La partie du personnel du service des travaux publics, qui est constituée par des agents espagnols, doit être payée par l'Espagne. Or, l'Espagne ne les payant pas, c'est notre budget du Protectorat qui supporte cette charge. On se demande pourquoi.

« Un regard dans les diverses administrations de Tanger fait apparaître partout la même désorganisation. La machine diplomatique ne marche plus, le ressort est cassé. Les affaires, bien entendu, s'en ressentent, et seuls quelques mercantis internationaux trouvent dans de louches combinaisons le moyen de prospérer... Les meilleurs parmi les nôtres, découragés après tant de promesses, quittent Tanger à la recherche de quelques pays plus fortunés, où une loi certaine abrite les bons citoyens contre les mauvais. » (Robert RAYNAUD, député, secrétaire-général de l'Institut musulman ; « Lettre de Tanger », *Bulletin de l'Afrique Française*, octobre 1921.)

Affaire de l'adjudication des travaux du port de Tanger. — Une première satisfaction avait été donnée à la ville de Tanger par l'octroi de la concession du port à la Société internationale pour le développement de Tanger, Société en majorité française. Cette heureuse initiative, due à l'intérêt du Sultan (dahir du 2 juin 1921), pour une cité dont la situation devenait critique, ne fit sentir ses bienfaits qu'en juin 1922, par l'annonce de la mise en adjudication des travaux du port le 9 novembre suivant. Le lundi matin 12 juin, était en effet affiché un avis d'adjudication des travaux d'infrastructure du port de Tanger, décision depuis si longtemps attendue. Un incident allait se greffer sur cette adjudication et l'Angleterre allait y jouer le principal rôle.

A la suite de l'annonce de la mise en adjudication des travaux d'infrastructure, une réunion partielle du Corps Diplomatique, à laquelle le Ministre de France n'avait pas été convoqué, se tint sous la présidence du représentant espagnol, M. Serrat, qui n'était même pas

accrédité auprès du Sultan. Cette réunion fut secrète, rien ne devait transpirer des délibérations et des décisions prises.

Fallait-il attacher une grande valeur aux délibérations du Corps Diplomatique et aux décisions qu'il pouvait prendre ? Non, certainement, si l'on considère que le Ministre de France n'était pas présent, n'ayant pas été convoqué, alors que la participation franco-marocaine dans la Société concessionnaire du port de Tanger représente plus de 50 % du capital.

Au surplus, il n'appartenait pas au Corps Diplomatique, même s'il était réuni au complet, de prendre des décisions qui relèvent exclusivement de l'autorité du Sultan. Nul ne pouvait nier la souveraineté du Sultan sur Tanger, que les traités regardent comme partie intégrante de l'Empire chérifien, déclaré un politiquement et religieusement.

Enfin l'article 106 chapitre VI de l'Acte d'Algésiras, déclare que le Gouvernement chérifien, dès qu'il aura décidé de procéder par voie d'adjudication à l'exécution de travaux publics, en fera part au Corps Diplomatique. Il n'est aucunement question de lui demander une autorisation préalable.

Avant la guerre, sous l'influence de l'Allemagne, ces principes avaient été faussés, une procédure différente avait été adoptée, l'interprétation circonstancielle du texte avait prévalu contre le texte même. Avec la victoire des Alliés et la défaite de l'Allemagne, disparut la principale des causes qui s'opposaient à l'exercice de la pleine souveraineté du Sultan sur Tanger. La procédure suivie par le Corps Diplomatique devait être redressée conformément aux droits du Sultan solennellement proclamés dans les traités.

Aucune modification ne pouvait donc être apportée par le Corps Diplomatique à la décision prise par le Maghzen dans la plénitude de son autorité.

L'affaire n'était cependant pas terminée. Elle comportait un deuxième acte dans lequel l'Angleterre se substitua à l'Espagne dans le premier rôle, quelques jours après la réunion secrète et partielle du Corps Diplomatique. Le 23 juin, Lord Hardinge, Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, ainsi d'ailleurs que le représentant espagnol, vinrent faire, au nom de leurs Gouvernements, une démarche au Quai d'Orsay pour protester, d'une manière parfaitement amicale d'ailleurs, contre les premières adjudications du port de Tanger.

En droit, l'Angleterre ne pouvait pas, cependant, nier la souveraineté du Sultan sur Tanger, que les traités considèrent comme partie intégrante de l'Empire chérifien, déclaré un politiquement et religieu-

sement. Le Sultan a tous les pouvoirs pour accorder, en pleine souveraineté, des concessions sur le territoire de Tanger et de sa zone. Cette souveraineté n'a été limitée par aucune convention internationale. Elle est et demeure entière. Elle s'est d'ailleurs manifestée par des précédents bien connus : par les concessions au Gouvernement espagnol, qui les avait sollicitées, du câble Tanger-Arzila-Larache, et de la madrague.

L'Angleterre ne pouvait pas, d'autre part, renier les engagements formels de l'accord franco-anglais du 8 avril 1904 (Déclaration concernant l'Egypte et le Maroc). Il y est dit, à l'article 4, § 4, que : « Le Gouvernement de la République Française au Maroc et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique en Egypte, se réservent de veiller à ce que les concessions des routes, chemins de fer, ports, soient données dans des conditions telles que l'autorité de l'Etat sur ces grandes entreprises d'intérêt général demeure entière. »

L'Acte Général d'Algésiras du 7 avril 1906, également signé par l'Angleterre, renouvelle d'une façon aussi formelle les mêmes stipulations. Il y est dit à l'article 106, chapitre VI (déclaration relative aux services publics et aux travaux), que : « Dans le cas où le Gouvernement chérifien croirait devoir faire appel aux capitaux étrangers ou à l'industrie étrangère pour l'exploitation de services publics, routes, chemins de fer, ports, télégraphes et autres, les puissances signataires se réservent de veiller à ce que l'autorité de l'Etat sur ces grandes entreprises d'intérêt général demeure entière. »

L'Acte d'Algésiras soumet seulement les concessions de travaux « au principe de l'adjudication publique, sans exception de nationalité... » (art. 107). Aussi les premières adjudications, faites sous le régime de l'Acte d'Algésiras, ont été très largement ouvertes à toutes les entreprises.

Il ajoute que « le Gouvernement chérifien, dès qu'il aura décidé de procéder par voie d'adjudication à l'exécution des travaux publics, en fera part au Corps Diplomatique... » (art. 108). Il n'est aucunement question de demander au Corps Diplomatique l'autorisation préalable.

C'est au Sultan qu'il appartient, en vertu de la lettre et de l'esprit des traités, ainsi qu'on vient de le voir, de décider et de réaliser quoi que ce soit à Tanger. On ne peut attendre indéfiniment que soit intervenu le statut définitif de Tanger pour permettre aux intérêts légitimes de ce grand port de recevoir satisfaction.

Depuis le jour où la division du Maroc en trois zones laissa cette ville en dehors de l'activité qui régénère le Maroc français, il s'est

écoulé trop de temps, marqué par un dépérissement progressif, pour que la population entière, municipalité, chambres de commerce, colonies étrangères quelles qu'elles soient, ne soit pas favorable à l'exécution des travaux du port indispensables à la prospérité de la ville. La mise en œuvre immédiate de ces travaux, qui devaient commencer en novembre 1922, n'était possible que par un acte de souveraineté du Sultan, car, en dehors de ce dernier, personne n'est compétent à Tanger, pas même le Corps Diplomatique.

En fait, l'aménagement du port de Tanger était envisagé bien avant la guerre 1914-1918. La Société pour le Développement de Tanger, conçue sur une base largement internationale, avait élaboré un projet en ce sens. Repris après la guerre, ce projet fit l'objet de longs échanges de vues entre le Maghzen, les autorités techniques compétentes et les colonies étrangères : la concession des travaux du port n'a donc été donnée qu'après mûr examen du Sultan.

Ce dernier s'est d'ailleurs engagé à introduire, dans le contrat de concession, toutes les modifications de nature à mettre ce contrat en harmonie, le moment venu, avec le futur statut de Tanger. Ce qui, ainsi, réserve tous les droits et sauvegarde tous les intérêts.

En conclusion, le maintien d'une procédure, périmée par la défaite de l'Allemagne, et qui impliquerait la subordination du Sultan au Corps Diplomatique, porterait atteinte à cette autorité de l'Etat que les deux Gouvernements britannique et français ont décidé de maintenir entière en Egypte et au Maroc. Il créerait un Etat dans l'Etat.

Ce n'est pas au lendemain de la grande guerre, où le Sultan a concouru à côté des Alliés à la victoire du droit, que l'Angleterre peut lui imposer une pareille diminution de son prestige. Le devoir de la France et de l'Angleterre est au contraire de le lui restituer tout entier. Il faut souhaiter que le gouvernement britannique se rende finalement à toutes ces bonnes raisons, d'ailleurs rappelées dans la réponse du Gouvernement français et conformes au droit international comme aux intérêts du port de Tanger.

Il faut que le port se fasse. La constitution définitive de la Société du port de Tanger, le 18 juillet 1922, succédant à la Société pour le Développement du Port de Tanger, concessionnaire du port, et à l'ancienne Société marocaine de travaux publics, est le fait précis qui éclaircit un peu un horizon trop chargé de nuages. Cette Société a porté son capital initial de 2 à 7.500.000 francs, à l'unanimité des membres présents, à l'exception des membres espagnols, qui jugèrent

bon de s'absenter d'une entreprise où Madrid est cependant engagé pour un capital de 20 %.

Question de la souveraineté du Sultan. — Dans le cours de la campagne en faveur de Tanger espagnol, un point sur lequel les propagandistes insistèrent particulièrement fut celui de la non-souveraineté du Sultan du Maroc sur Tanger et naturellement sur la zone espagnole. Ils se refusèrent à reconnaître la souveraineté chérifienne en dehors du Protectorat français.

Même dans les affaires du câble et de la madrague, où ils sollicitèrent l'autorisation du Naïb, le ministre d'Espagne déclara que ces demandes n'impliquaient pas la reconnaissance de la souveraineté du Sultan : nous ne reconnaissons le Naïb que comme autorité locale, autorité de fait, soutint la thèse espagnole.

C'est pour éviter des incidents, écrivit *La Epoca* du 2 juillet 1921, que, « dans l'affaire du câble, on a accepté l'autorisation du Naïb, avec toutes les réserves, en faisant remarquer qu'on ne le reconnaissait que comme autorité locale, et c'est dans les mêmes conditions que le propriétaire de la madrague espagnole demanda une autorisation au même fonctionnaire ».

Mais, qui nomme le Naïb ? Le Sultan. C'est donc de lui qu'il tient son autorité et ses pouvoirs, et, sans son approbation, il n'aurait pu accorder les concessions demandées.

L'Espagne a pratiqué la même politique en ce qui concerne sa zone. La suite des faits a amené à constater qu'elle travaillait à se dégager des obligations internationales, à se constituer une zone autonome, lui permettant d'exercer une influence distincte de la nôtre ; « à diviser le Maroc en deux Protectorats distincts, celui de la France et celui de l'Espagne, division qui aurait pour effet de donner au Khalifa de Tétouan une autorité égale à celle du Sultan dans le domaine matériel et spirituel. » (Robert RAYNAUD, « la Souveraineté du Sultan ». *Le Temps* du 25 janvier 1922.)

Cet effort vers l'autonomie, l'Espagne le manifesta, dès 1912, par la revendication pour sa zone du titre de Protectorat ; pour son Khalifa de Tétouan, de celui de souverain ; pour son Haut-Commissaire, de celui de Résident. Revendications qui n'avaient pas pour but que de lui apporter des satisfactions protocolaires, puisqu'elle s'en autorisa, dès le début de la guerre, pour affirmer son indépendance, en hospitalisant dans sa zone les espions des ennemis du Sultan.

Cette théorie est contraire aux textes de tous les traités relatifs à la question marocaine :

En effet, on relève, dans l'accord franco-espagnol du 3 octobre 1904 le principe, qui servit de base aux arrangements postérieurs, que les deux Gouvernements français et espagnol demeurent fermement attachés à l'intégrité de l'Empire marocain sous la souveraineté du Sultan.

On trouve, aussi, dans le traité franco-espagnol du 27 novembre 1912, que l'Espagne s'engage à « prêter son assistance au Gouvernement marocain pour l'introduction de toutes les réformes administratives, économiques, financières, judiciaires et militaires dont il a besoin » dans la zone d'influence espagnole, « conformément à la déclaration franco-anglaise du 8 avril 1904 et à l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911 » (art. 1^{er}, §1).

« Ces régions, dit le traité, article 1^{er} § 2, 3 et 4, resteront placées sous l'autorité civile et religieuse du Sultan... » Elles « seront administrées... par un Khalifa choisi par le Sultan » et « pourvu d'une délégation générale du Sultan, en vertu de laquelle il exercera les droits appartenant à celui-ci. »

Le Gouvernement espagnol s'appuie sur cette clause pour soutenir que la délégation générale ayant été faite, le Sultan a renoncé totalement à toute souveraineté sur la zone espagnole qui est devenue par suite un Protectorat.

Remarquons, écrit M. Robert Raynaud dans *Le Temps* du 25 janvier 1922 (La souveraineté du Sultan), que l'« établissement d'un protectorat ne peut être le fait de la volonté unilatérale de la nation protectrice ; il faut, en outre, car il s'agit là d'un traité, l'adhésion et la signature du protégé. L'Angleterre, pour avoir omis ce principe à l'égard de l'Egypte, en proclamant au Caire, au début de la guerre, son Protectorat (1), se trouve aujourd'hui dans la nécessité de revenir sur sa décision (2). En Tunisie, au contraire, notre Protectorat résulte du traité du Bardo. Et de même, s'il existe entre le Sultan et la France un traité de Protectorat énumérant les devoirs, charges et engagements réciproques des gouvernements français et marocain, on chercherait vainement un acte analogue intervenu entre le Sultan et l'Espagne. Le prétendu Protectorat de l'Espagne au Maroc ne répond donc qu'à une affirmation sans consultation du peuple intéressé... »

Nos voisins n'ont pas voulu admettre la souveraineté chérifienne dans leur zone, ils ont voulu ne tenir aucun compte du Sultan du Maroc, souverain chérifien de tout le Maroc et Chef de la communauté musulmane. Ils ont voulu agir au Maroc comme si l'Empire chérifien n'existait pas et que la zone espagnole fut en tout, politiquement

(1) 18 décembre 1914. — (2) 28 février 1922.

et religieusement, indépendante du Sultan. N'ayant pas l'autonomie en droit, ils l'ont établie en fait et le Khalifa de Tétouan, Moulay Medhi fut traité comme un sultan de la zone espagnole, un *Khalifa Soberrano*, un Khalifa souverain. On lui fait, en effet, revêtir tous les aspects d'un Sultan avec son habituel cortège, le parasol, la cour, les vizirs ; les communications au peuple sont rédigées en forme de lettres chérifiennes où il cache sa situation de Khalifa ; mais tous ces actes sont nuls au point de vue coranique.

Le 30 avril 1921, fut inaugurée, à l'Ateneo de Madrid, une série de conférences sur le problème marocain :

M. José Yanguas, député conservateur, professeur de droit international, ancien délégué à l'Assemblée de la Société des Nations, exposa les divers aspects de la question du Maroc. Après avoir combattu la fiction de l'unité de l'Empire chérifien, il réclama la revision du traité de 1912 et l'incorporation de Tanger à la zone espagnole soit sous la souveraineté directe du Khalifa de Tétouan, ou sous celle d'un autre Khalifa dont les pouvoirs s'exerceraient sur la zone de Tanger. Il continua en affirmant que la base de la politique extérieure de l'Espagne était la question de Tanger et que, par esprit de justice, et aussi pour maintenir la neutralité du Détroit de Gibraltar, l'Angleterre avait reconnu les droits de l'Espagne. Ce fut au milieu de vifs applaudissements qu'il conclut en proclamant que toute l'opinion du pays devait s'unir pour revendiquer la zone tangéroise et réclamer la division absolue des zones française et espagnole, afin que chacun des Etats protecteurs puisse représenter à l'étranger son protégé.

Que demandait en somme M. Yanguas ? Il demandait la scission définitive de l'Empire chérifien, l'éviction de la souveraineté du Sultan sur la zone espagnole et tangéroise, l'indépendance absolue du Khalifa et l'attribution à l'Espagne de Tanger, comptant pour la réalisation de ses audacieuses revendications sur l'appui intéressé de l'Angleterre. Voilà ce que la frénésie marocaine de conférenciers éminents enseignait à une population toute prête à s'enflammer pour une cause nouvelle : *Tanger para Espana.*

On s'explique maintenant pourquoi la presse espagnole se dressa comme un seul homme lorsqu'elle eut connaissance des discours tenus, le 14 novembre 1921, par le Sultan et le Maréchal Lyautey à l'occasion de la fête du *Mouloud*. Le Sultan déclara : « Nous ne pouvons pas être insensible aux doléances et aux appels à la pitié qui nous viennent des parties de notre Empire où nos sujets restent attachés à notre

trône par des liens indestructibles de race, de religion et de loyalisme. »

Il n'y avait, cependant, dans ces paroles rien d'offensant pour la susceptibilité de l'Espagne. Le Sultan se contentait d'affirmer sa souveraineté sur la totalité de son Empire et de manifester sa sollicitude pour ceux de ses sujets qui, soustraits à son administration directe, ne restaient pas moins soumis à son autorité religieuse et civile.

Le maréchal Lyautey, sans prononcer à aucun moment le nom de l'Espagne, se contenta de confirmer que le Sultan avait reçu des appels « dont son cœur s'est vivement ému et auxquels il est impossible de donner suite ».

Ce sont, prétendit *La Epoca*, des discours « équivoques et peu amicaux ». Il était impossible cependant de mettre en doute le droit du Sultan de s'intéresser au sort de tous les sujets de l'Empire, à moins d'ignorer les traités ou de méconnaître leur signification la plus évidente.

Le Sultan du Maroc, seul, possède la souveraineté religieuse et la souveraineté politique, qui, toutes deux, dans l'ordre musulman, se confondent sur toute l'étendue de l'Empire, dans la zone espagnole et dans la zone tangéroise, comme dans la zone française, sans qu'aucune personnalité puisse se substituer à lui dans l'exercice des fonctions de Chef de la communauté musulmane du Maghreb. Il est le Chef religieux, non seulement de tous les musulmans marocains, mais d'autres musulmans qui sont répartis depuis le département d'Oran jusqu'à Dakar.

La France n'a jamais rien fait pour limiter son pouvoir religieux, ni pour restreindre l'indépendance avec laquelle il l'exerce. Elle s'est bien trouvée de respecter ainsi le sentiment islamique. C'a été, aussi, sans aucun inconvénient pour elle, que les musulmans de Tunisie ont pu continuer, pendant la guerre, à faire leurs prières au nom du Sultan de Turquie, dont les troupes combattaient contre la France.

L'Espagne a suivi jusqu'à présent une autre politique. Elle voudrait que le Sultan fût dépossédé de son pouvoir religieux dans la zone espagnole au profit du Khalîfa de Tétouan.

Cependant « l'orthodoxie musulmane la plus rigoureuse considère l'Imam comme dépositaire, dans sa personne, d'une puissance mystérieuse, la *Baraka*, qu'il tient du Prophète lui-même, car l'Imamat n'a d'autre raison d'être que de suppléer le Prophète dans la sauvegarde de la religion. A cet égard, les auteurs arabes qui font loi s'accordent

en raison des divisions qui règnent en pays musulmans, pour donner à l'exercice de la souveraineté spirituelle de l'Imam un caractère ethnique et non territorial (et c'est expressément le cas au Maroc avec la division en deux zones).

« Le Coran, qui a tout prévu, a en particulier, formellement défendu la pluralité des Imams, car l'Imam est le juge supérieur, mandaté par le Prophète, en matière de dogme.

« Tel est l'état spirituel du Sultan à l'égard des musulmans de son Empire.

« On concevrait mal, dans ces conditions, que le fonctionnaire nommé à Tétouan pour exercer les droits du Sultan, put, à un titre quelconque, être titulaire de cette autorité sacrée, qui n'est pas pour le Sultan un droit, mais une nature, et comment ce représentant administratif, posé en rival de l'Imam, dont il tient tous ses pouvoirs, pourrait en matière de dogme avoir un avis au besoin contraire à celui du Sultan. La question n'est pas discutable, et l'on ne peut sérieusement soutenir une formule qui, en réalité, aboutirait à un schisme intolérable. Nous voyons cependant cette théorie exposée aux Cortès par les Ministres espagnols. » (Robert RAYNAUD, « La Souveraineté du Sultan », *Le Temps* du 25 janvier 1922.)

Le Khalifa est un simple représentant du Sultan, nommé à vie, mais non irrévocable. Il n'est qu'un vizir de délégation (Ouzir tafoud), par opposition à notre Grand Vizir, El Mokri, qui est un vizir d'exécution (Ouzir tanafid). Seuls, les pouvoirs administratifs lui ont été délégués ; ni l'autorité religieuse, ni aucun attribut de la souveraineté ne lui ont été délégués. Les clauses du traité de 1912 sont ajustées à ce principe.

« En fait, la définition du Khalife est prévue en droit musulman ; elle répond à celle de mandataire,... Ce vizir de délégation reçoit de l'Imam la charge générale d'administrer les affaires d'après son propre jugement (ABOU EL HASSAN ALI EL MAWERDI : *Règles de droit public*) et de les mener à bonne fin par ses efforts personnels. Ce vizir peut prendre des mesures qui ont un caractère religieux (cadis, habous, etc.), mais ce droit d'ordre administratif ne suppose pas la qualité mystique qui distingue au contraire les actes du Sultan. » (R. RAYNAUD, *Le Temps* du 25-1-1922.)

Le Protectorat a été fondé sur la base de l'unité territoriale de l'Empire et de l'inaliénabilité de la souveraineté chérifienne. La France a la mission de défendre ces principes. D'ailleurs, un texte précis devrait mettre fin à la discussion. Il s'agit du dahir, en date du 14 mai 1913, par lequel le Sultan a nommé Moulay el Mehdi et où il résume

les droits reconnus au Khalife : « Il est fait savoir par notre présent écrit que nous avons élevé Moulay el Mehdi à la dignité de Khalife (représentant) de notre personne dans la zone spécifiée (zone d'influence espagnole). Nous lui conférons nos pouvoirs sur cette zone d'une façon continue pour qu'il dirige les affaires de manière à augmenter notre souveraineté et notre influence dans les régions de l'Empire chérifien dans lesquelles il est notre délégué d'une manière permanente. » Ce dahir, qui détermine ainsi la mission du Khalife, a été publié dans *le Bulletin Officiel à Tétouan*. Le gouvernement espagnol ne l'a donc pas ignoré, il ne l'a d'ailleurs pas davantage discuté.

En résumé la légitimité de la suzeraineté du Sultan sur tout le Maroc, malgré son découpage en trois zones, ne peut être contestée. En fait, quand ses intérêts en ont dépendu, l'Espagne s'est empressée de reconnaître la souveraineté chérifienne sur Tanger. A cet égard, il convient de signaler une réunion des notables musulmans de Tanger qui eut lieu à la Mosquée le 20 novembre 1921. Emus des protestations étrangères relatives à la concession des travaux du port, ils adressèrent au Sultan, par l'intermédiaire de son représentant le Naïb Tazi, une supplique tendant à ce que le gouvernement chérifien hatât de tout son pouvoir les travaux. En priant également Sa Majesté Moulay Youssef d'activer les travaux de chemin de fer et de routes qui permettront à Tanger de communiquer avec le reste de l'Empire, ils renouvelèrent à leur souverain l'expression de leur attachement unanime.

Voici une manifestation qui venait affirmer une fois de plus la solidité des liens unissant les indigènes de Tanger au Gouvernement du Maghzen, et confirmer le principe de la souveraineté du Sultan sur la zone internationale tangéroise.

Manifestations françaises. — Quelle fut pendant ce temps, pendant que se précipitaient les événements, que se déroulaient les incidents du câble, de la madrague, de l'Abda, l'attitude de la colonie française ? Bien que l'irritation contre les manœuvres d'intimidation espagnoles allât en grandissant, les Français de Tanger firent preuve d'un grand calme. Ils suivirent les conseils modérateurs de notre représentant. Au contraire de M. Serrat, M. de Carbonnel pourrait s'approprier les paroles de l'organe du comte de Romanonès, *Diario Universal*, dans son numéro du 23 avril 1921 : « La mission diplomatique n'est pas d'exciter les foules, mais bien de les calmer. »

Il ne fallait pas cependant laisser croire aux Français de Tanger que la mère-patrie, en évitant d'entrer dans l'arène des conflits hispa-

no-chérifiens, les oubliait complètement ou les laissait à la merci des manifestations espagnoles.

1° *Une escadre française à Tanger.* — Au mois de mai 1921, la division de l'escadre française, modifiant son itinéraire, vint rendre visite à Tanger. Les cuirassés *Paris*, battant pavillon du Vice-Amiral Charlier, et *France*, le contre-torpilleur *Protée*, arrivèrent le 30 avril en rade de Tanger. Ils y furent rejoints par le contre-torpilleur *Bouclier* et salués par le cuirassé espagnol *Alfonso XIII*.

A l'occasion de la visite de la division navale, le Ministre de France reçut dans la matinée du 1^{er} mai, à la Résidence, le Vice-Amiral Charlier, entouré de son état-major. Le délégué du Sultan, le pacha de Tanger, les notables chérifiens, assistaient à cette réception, ainsi que de nombreuses personnalités de la colonie.

Les bâtiments français restèrent quatre jours en rade. De grandes fêtes furent organisées en leur honneur, toute la ville fut pavoisée, l'enthousiasme fut général. Ces quatre jours de réceptions et de fêtes amicales, empreintes de dignité et de discrétion, suffirent pour effacer le pénible souvenir des derniers troubles. Le 13 mai, la division, venant de Gibraltar, repassa en rade de Tanger ; elle y fut saluée par le croiseur espagnol *Princesa des Asturias* qui avait relevé l'*Alfonso XIII*.

2° *Le Général Mangin à Tanger.* — Puis, ce fut au mois de juin suivant, la visite du général Mangin. Le général Mangin, envoyé en mission diplomatique, ou plutôt en tournée de propagande française auprès des Républiques latines de l'Amérique, comme le maréchal Fayolle au Canada, le maréchal Foch en Amérique du Nord, le maréchal Joffre en Extrême-Orient, fit un court arrêt à Tanger.

Le Général et son compagnon de voyage, l'amiral Pugliesi-Conti furent reçus officiellement à la Maison de France et par les autorités chérifiennes. Un thé fut donné à la Résidence. Un banquet fut offert en l'honneur du Général par l'Union des Combattants. Au dessert, le Général déclara : « C'est le salut de la patrie que je vous apporte, Français de Tanger, en même temps que l'assurance de sa sollicitude et de sa reconnaissance... »

3° *Une mission parlementaire à Tanger.* — Ce fut ensuite le court arrêt fait à Tanger par une mission parlementaire française en route pour Casablanca. La mission, composée de MM. Léon Baréty, Président du groupe parlementaire du Maroc, Victor Jean député, Pascalis Président de la Chambre de Commerce de Paris, arrivèrent le 10 octobre 1921 par le vapeur *Abda*. Les membres de la mission reçurent la

colonie française à laquelle ils apportèrent le réconfort du Parlement dans la question de Tanger qui, malgré la dignité montrée dans sa détresse, ne pouvait cacher plus longtemps l'extrême urgence de ses besoins. A l'issue d'un déjeuner offert par le Ministre de France, le Grand Vizir El Mokri affirma, en même temps que les droits souverains du Sultan, la volonté de collaborer étroitement avec la France sur tous les territoires auxquels il appartient à l'autorité chérifienne de commander.

4° *La mission Mascuraud à Tanger.* — Enfin, le 25 octobre 1921, la mission nord-africaine du Comité républicain du commerce et de l'industrie, ayant à sa tête le sénateur Mascuraud, arriva à Tanger, où elle fut reçue par la colonie française.

Les manifestations françaises ne ressemblent donc pas aux manifestations espagnoles. C'est par des fêtes, des banquets, des thés, des bals que la colonie française exprime son attachement à la France. On ne relève aucune menace, aucune provocation, aucun cri hostile à l'égard des autres colonies tangéroises.

§ 3. — *Pourquoi la France ne peut se désintéresser de Tanger.*

Importance économique de Tanger. — Depuis l'établissement de notre Protectorat, préoccupés par la mise en valeur de la zone qui nous revenait en vertu des traités, nous avons trop délaissé l'unique porte d'entrée du Maroc. Tanger est cependant appelée au plus grand avenir.

Située en bordure du détroit de Gibraltar, au fond d'un golfe ouvert au nord-est, et abritée par les falaises du plateau du Fahs et du Cap Spartel, la ville de Tanger rappelle ce qu'était la capitale des Deys en 1830 : « Une marine étroite et désordonnée au pied d'une kasba, des rues tortueuses et sales, élargies par petites places grouillantes, un marché populeux (Sokko) au-delà des murs, dans les hauts quelques maisons isolées, d'air plus bourgeois, au milieu de leurs jardins, dans le centre même une cohue affairée où l'on s'interpelle dans toutes les langues, des cavaliers, mais pas de voitures, des piétons circulant avec des lanternes quand la nuit est tombée. » (H. LORIN, *l'Afrique du Nord*, p. 206.)

Ce tableau pittoresque, sous l'influence de la civilisation occidentale, commence à subir des retouches : « Déjà, des villas débordent au-delà du Sokko dans le quartier des Légations ; un boulevard est dessiné, au bord de la mer, sous lequel l'œil devine les docks futurs, copiés sur ceux d'Alger ; la lumière électrique, le téléphone ont pris droit de cité,

un port moderne est ébauché, des câbles français, anglais, espagnols relient Tanger à Oran, Gibraltar et Cadix. » (H. LORIN, *l'Afrique du Nord*, p. 207.)

Tanger occupe une situation géographique incomparable : située à l'extrémité d'une péninsule facilement accessible par voie de terre, faisant face à la riche et belle Andalousie, Tanger constitue en outre, un point de stationnement naturel sur les grandes lignes maritimes du monde. A ce titre, son avenir est intimement lié aux développements des courants commerciaux intéressant l'Afrique du Nord et même le bassin de la Méditerranée tout entier. « Tanger, que salue au passage la navigation du monde entier, celle de l'Orient, de l'Extrême-Orient, celle de l'Afrique et de l'Amérique du Sud ; Tanger, port marocain le plus voisin de la Métropole, à la fois porte d'entrée et de sortie d'un Empire sur lequel s'étend notre Protectorat. » (Passage extrait de *l'Appel en faveur de Tanger par le Comité France-Tanger*, en mars 1921.)

O. Reclus parle ainsi de Tanger : « Comme cette mer entre les terres baigne trois des continents du monde sur les cinq dont notre globe est fait, la cité qui commande le fleuve océanique par lequel elle communique avec l'Océan, Tanger, ville angulaire du continent d'Afrique, vis-à-vis du continent d'Europe ; sur la route du continent d'Asie, Tanger n'a guère de rivale sur terre, si elle en a, pour l'excellence de son site...

« Tanger, ayant derrière elle toute l'Afrique, autant qu'Alger et que Tunis, et régnant de plus sur l'entrée de la mer verte dans la mer bleue... pourra aspirer au rang de ville mondiale ; elle occupe évidemment un lieu souverain. » (O. RECLUS, *Lâchons l'Asie, prenons l'Afrique*, pages 118-119.)

En 1904, Reclus ajoutait : « Tanger pourra devenir la plus grande cité de la France extra-française. A peine pourrait-on lui comparer Carthagène des Indes, qui fut si glorieuse, encore faudrait-il qu'à la place de l'isthme de Panama, s'ouvrit un Détroit et qu'au loin, vers l'Orient, se levât au lieu des Antilles, un continent massif comme l'Asie. »

La situation de Tanger au passage des grandes lignes internationales, l'ouverture de l'Empire des Chérifs au commerce international expliquent la nécessité et l'urgence d'un port dans cette ville. Pendant longtemps, d'ailleurs, avant le détournement des courants commerciaux de l'hinterland marocain au profit des ports atlantiques, Tanger a été le seul point de l'Empire par lequel se faisaient les échanges

commerciaux de tout le pays avec l'Europe occidentale. Il faut donc faire un port à Tanger.

Par sa position privilégiée, qui en fait la porte d'entrée européenne des trois zones découpées dans l'Empire chérifien et qui lui permet d'exercer un rôle prépondérant sur les communications entre l'Océan et la Méditerranée, Tanger doit être, non seulement un grand port marocain, mais aussi un port mondial de premier ordre, un port d'escale et de transit.

Dans son rapport sur le budget du Maroc pour 1921, M. Calary de Lamazière s'exprima lui aussi dans ce sens : « Placée sur une grande voie du commerce maritime mondial, à l'entrée de la Méditerranée et de l'Atlantique, Tanger doit exploiter cette situation au plus grand avantage des zones voisines en même temps que dans son propre intérêt, et doit être à la fois port d'escale, port charbonnier et port de commerce. »

Tanger doit être un grand port marocain et surtout un grand port mondial, c'est-à-dire que les sources de la prospérité future de ce port seront dans les grands courants commerciaux internationaux. C'est pourquoi il convient de ne pas escompter pour ce port une prospérité immédiate, mais progressive. *Le port de Tanger constitue le type parfait des ports de cap*, par opposition aux ports de golfe. Ceux-ci servent de débouché à un intérieur bien déterminé, où desservent des vallées facilement accessibles ; ils sont par suite les organes d'échanges commerciaux des pays dont ils sont la porte d'entrée et de sortie. Les premiers au contraire, les ports de cap, situés sur les grandes routes maritimes, sont des stations de passage pour voyageurs et des points d'escale, des points de ravitaillement pour les navires de commerce. Ils constituent encore des plaques tournantes dirigeant les marchandises vers le commerce de cabotage. Enfin, leur prospérité ne vient que de la mer, alors que, pour les ports de golfe, leur richesse dépend exclusivement de celle des territoires dont ils sont porte d'entrée. Tanger, en raison du détournement des courants commerciaux intéressant directement l'hinterland marocain au profit des ports de l'Atlantique, est surtout appelé à jouer le rôle de port de cap.

Tanger était autrefois le port naturel du Maroc tout entier. Il sera aujourd'hui le débouché naturel de la région si riche où s'élèvent Fez et Meknès, le nord-ouest marocain, le Gharb, où progresse une colonisation intense. Appelé à desservir une partie importante du territoire marocain, les progrès du trafic sont certains. On peut compter à l'exportation sur des produits agricoles et à l'importation sur des

marchandises diverses. Parmi les produits importés, il faut faire rentrer aussi ceux de prix élevés qui pourront supporter le prix du chemin de fer. A cet égard, il convient d'insister et de faire remarquer que, tandis que les ports de la côte atlantique, en raison de leur voisinage des lieux de production, doivent devenir des ports d'exportation pour les produits agricoles et miniers, celui de Tanger, en raison de sa position spéciale, à deux pas de l'Europe et sur la route des paquebots, semble être appelé à jouer surtout le rôle de *port d'importation* pour les objets fabriqués, les produits délicats et de valeur, qui utiliseront la voie ferrée. Ce sera probablement aussi, quand la zone espagnole sera plus sûre qu'elle ne l'est en ce moment, quand la route et le chemin de fer relieront notre zone à celle de Tanger, le point d'arrivée du courrier postal quotidien et de la plupart des voyageurs. Que l'on emprunte la voie maritime par Marseille ou la voie terrestre par l'Espagne et Algésiras, c'est là que l'on débarquera, soit pour aller sur Rabat, soit pour aller sur Fez. L'ancienne et fameuse « route des ambassades » de Tanger à Fez vivra des jours nouveaux. Le trafic du port sera alors des plus importants en ce qui concerne les voyageurs : à cet égard, Tanger est la porte naturelle du Maroc tout entier.

Il convient de rappeler que Tanger dépend de la zone espagnole pour ses communications par terre avec l'intérieur de l'Empire.

Tanger sera un port mondial, un *port de transit* des plus importants avec l'Orient. Les bateaux parcourant les grandes lignes de navigation, et ne pouvant effectuer un déroutage vers Casablanca, pourront déposer à Tanger des marchandises qui seront reprises par les caboteurs marocains. Tanger sera la tête du commerce de cabotage.

Ainsi, grâce à la création de ce port, de nouveaux courants commerciaux seront établis au profit des ports atlantiques. Ainsi, le Maroc pourra engager directement des échanges commerciaux avec l'Amérique et l'Extrême-Orient : un exemple intéressant à signaler à cet égard, est celui des thés importés, de Ceylan qui, faute de port à Tanger, continuent leur route sur Liverpool et Londres, pour être ensuite acheminés de là, vers Casablanca. Le jour où le port sera une réalité, le dépôt des marchandises destinées au Maroc se fera à Tanger. Tanger sera une espèce de plaque tournante déviant les marchandises vers le commerce de cabotage.

Tanger, entrepôt des marchandises déposées au passage par les grandes flottes commerciales pour être réexportées dans un bref délai vers les ports atlantiques, sera donc un grand port de transit, avec zone franche, en un mot, une ville de commissionnaires.

Les marchandises étrangères, admises en transit dans un port, ne font qu'y rester le temps nécessaire à un réembarquement. La règle est que ces marchandises en transit sont dispensées des droits de douane ; cela ne présente, en effet, aucun inconvénient pour le pays qui l'autorise, puisque les marchandises qui le traversent ne feront pas concurrence aux produits nationaux. Il y a, au contraire, des avantages, principalement celui de faire travailler les industries de transport. Cependant, pour que le transit ne soit pas un moyen frauduleux d'éviter les taxes à l'importation, la douane a l'obligation de surveiller les marchandises transitées.

Pour cela, elle délivre à l'importateur un titre de douane qu'on appelle « acquit à caution ». Ce titre contient l'engagement, pris par l'importateur, de réexporter les mêmes marchandises dans un délai qui lui est imparti, engagement garanti par une caution. Il faut que, dans le délai prévu, l'acquit à caution soit apuré, c'est-à-dire que les marchandises aient été définitivement réexportées. Dans ce cas, la dispense des droits de douane reste définitive. Mais, si elles ne sont pas réexportées, les droits de douane deviennent immédiatement exigibles.

On voit par ces quelques explications, les avantages de faire de Tanger un port de transit. Il est encore une autre institution destinée à favoriser les réexportations de matières premières, et complétant le transit. Ce serait un moyen de donner une très grande activité au port de Tanger, un moyen de développer le commerce maritime. Il s'agit du *port franc*.

On désigne sous ce nom un port tout entier ou la partie d'un port soustrait à l'application des droits de douane. C'est précisément à cette franchise douanière que deux ports francs étrangers, Gênes et Hambourg, doivent leur très rapide développement. Aussi, l'idée est-elle admise de voir le port de Tanger obtenir la franchise douanière, sinon pour son ensemble, du moins pour une zone déterminée de son territoire.

Qu'est-ce au juste que la zone franche ? Dans la zone franche les marchandises étrangères viennent s'accumuler sans avoir de droits à l'importation à payer. Là, s'établissent des usines qui transforment ces matières premières en produits manufacturés en vue de la réexportation. En somme, la zone franche constitue une sorte d'immense entrepôt dans lequel les manipulations et les transformations industrielles sont permises. Les produits, fabriqués dans l'enceinte de la zone franche, sont définitivement soustraits à tout paiement de taxe pourvu qu'ils ne pénètrent pas à l'intérieur du pays. Mais ceux

destinés au marché intérieur payent les droits en franchissant les barrières de la douane.

Il faut donc au plus tôt faire un port à Tanger et que ce port soit un port de transit avec zone franche.

Escale de ravitaillement en charbon, en pétrole et en eau, les navires marchands s'arrêteront de préférence dans cette magnifique baie, mesurant de Tanger à la Pointe de Malabata, six kilomètres et abritée par le cap Spartel de la grande houle de l'Atlantique. Les grandes installations charbonnières de Gibraltar, à l'étroit auprès du grand port de guerre, trouveront à Tanger de vastes espaces où elles pourront s'aggrandir et ne se consacrer qu'à des opérations commerciales. Gibraltar y perdra tout et sera réduit au rôle de port de guerre, Alger même s'en ressentira beaucoup. Avant la guerre, Gibraltar fournissait 300.000 tonnes de charbon par an ; il est très possible que, dès les premières années de l'exploitation, Tanger fournisse 100.000 tonnes de charbon par an.

Enfin, ce n'est pas seulement le trafic charbonnier qui fera de cette ville une escale importante : grâce à ses environs qui se prêtent aux cultures les plus variées, grâce à son climat toujours tempéré, grâce à son site superbe, Tanger deviendra une cité de tourisme et d'hivernage.

Le Port de Tanger. — Qu'a-t-il été fait jusqu'à présent pour la réalisation du port de Tanger ?

On comprend difficilement qu'en raison de l'importance que Tanger est appelée à prendre dans l'avenir, les Puissances n'y aient pas entrepris la construction d'un grand port, même au temps du vieux Maroc, au temps où le Maroc ne formait qu'une unité politique et administrative, au temps où il n'était pas découpé en trois zones.

L'emplacement s'y prête cependant fort bien ; Tanger est en effet située au fond d'une vaste baie, abritée par le Cap Spartel et la Pointe de Malabata, avec des fonds de 10 mètres à une distance de 400 à 1.000 mètres du rivage, avec des bancs de marne et de schiste faciles à désagréger et à draguer, d'où la construction plus aisée des bassins.

C'est au moment où fut concédée la construction du chemin de fer de Tanger à Fez, que fut décidée la création d'un port à Tanger. Port qui devait être la gare maritime nécessaire de cette importante voie de pénétration.

L'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne et la France s'entendirent et une Société internationale se constitua le 3 février 1914 à Paris, pour réaliser le développement de Tanger. Les capitaux français y étaient

prépondérants, les capitaux britanniques et espagnols largement représentés. Voici la répartition adoptée pour chaque nation :

France.....	30	0/0	Angleterre.....	20	0/0
Espagne.....	20	0/0	Allemagne.....	20	0/0
Autriche.....	3	0/0	Hollande.....	1,8	0/0
Belgique.....	1,3	0/0	Suède.....	1,3	0/0
Italie.....	1	0/0	Portugal.....	1	0/0
Maroc.....	0,3	0/0			

Il convient de signaler dès à présent que, dans l'acte de concession du 2 juin 1921, les parts allemandes et autrichiennes ont été attribuées au Maroc.

La Société Internationale pour le développement de Tanger reprit, en 1914, les études techniques de la Société Marocaine des Travaux Publics, qui, en avril 1910, avait sollicité la concession du port. Elle les continua avec la collaboration de son ingénieur-conseil, M. Quelenec, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées et ingénieur-conseil de la Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez.

Une Commission technique internationale fut constituée à la veille de la guerre et présidée par M. Colson, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées, Président de Section au Conseil d'Etat. Cette Commission, réunie à Paris, fut chargée d'examiner les propositions de concession présentées par la Société Internationale pour le développement de Tanger (S. I. D. T.), d'arrêter l'avant-projet définitif du port et les projets de convention et de cahier des charges, de concert avec la Société et avec le concours du Conseiller technique du gouvernement chérifien, M. Porché, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Le rapport, revêtu de la signature des experts techniques des principaux gouvernements intéressés, servit de base aux études définitives auxquelles la guerre devait apporter de grands retards.

Ainsi, dès avant la guerre, le principe de la prédominance de la France fut unanimement reconnu : elle eut le plus fort pourcentage dans la répartition du capital actions ; la présidence de la Société fut confiée à un Français ; enfin, les études techniques se poursuivirent entre l'Ingénieur de la Société et le Conseiller technique du gouvernement chérifien, tous deux ingénieurs français.

La guerre apporta de grands retards dans les travaux. Cependant, en 1918, la Société concessionnaire présenta un nouvel avant-projet : l'emplacement du port fut fixé dans la partie de la rade comprise entre la Pointe de la Batterie et la plage. Pour éviter de trop grands dragages près du rivage, l'emprise du port fut étendue vers le large.

L'abri fut constitué par un brise lames extérieur sud-ouest-nord-est,

long de 1.055 m., enraciné à la pointe de la Batterie. Il fut complété par deux traverses nord-sud, l'une de 365 mètres fixée au brise-lames, l'autre de 710 mètres fixée au rivage sud de la rade, et séparées par une passe de 200 mètres environ de large. Entre le brise-lames et la traverse sud s'étendit un vaste terre-plein conquis sur la mer et terminé par une ligne de quais.

Le port sera ainsi bien abrité. Le brise-lames arrêtera la grosse houle du nord-ouest, les deux traverses compléteront l'abri en coupant la mer. Il comprendra les diverses parties ci-après :

1° Pour le mouillage des navires d'escale qui n'iront pas à quai, une surface d'eau assez grande (35 hectares) et assez profonde pour recevoir les grands paquebots calant 9 mètres. Le cercle d'évolution sera de 600 mètres.

2° Pour les navires qui ont besoin d'accoster : une première darse (10 hectares, 500 mètres de longueur, 9 mètres de profondeur) pour les navires de grand tirant d'eau ; une deuxième darse (12 hectares, 320 mètres de longueur, 5 mètres de profondeur) pour les navires de faible tirant d'eau ; un bassin de charbonnage (9 hectares, longueur 400 mètres, profondeur 8 mètres) pour les navires charbonniers, avec, dans un angle, deux postes pour les navires pétroliers.

3° Pour la batellerie, un bassin de cabotage, affecté aux canots, allèges et embarcations de toutes natures du service du port, et aux petits navires faisant le service local (5 hectares, profondeur 3 mètres) ; enfin, un autre bassin affecté spécialement aux chalands charbonniers (4 hectares, profondeur 3 mètres.)

Tel fut le projet définitif présenté par la S. I. D. T. La situation économique créée par la guerre ayant bouleversé les conditions financières du problème, on ne voulut pas cependant d'un projet réduit, sans espoir d'extensions futures. On préféra le grand projet définitif, mais en se contentant de la solution consistant à réaliser des travaux de première urgence.

Ainsi, le problème qui se posa fut assez complexe : réaliser des installations suffisantes pour satisfaire aux exigences du présent, extensibles pour répondre à un progrès certain, et cependant économiques pour permettre à l'affaire de vivre à ses débuts. L'exécution du premier programme, qui pourra s'effectuer en cinq ans, coûtera environ 45.000.000 de francs, un peu plus que ne comportait le projet de 1914 (32.000.000). Les installations prévues comportent :

1° Une vaste zone intérieure provisoire (20 hectares), abritée par le brise-lames ouest établi aux deux tiers de sa longueur définitive

et permettant plus particulièrement l'évolution des grands courriers et des navires charbonniers.

2° Un bassin dit de cabotage, avec plus de 1.000 mètres de quais, affecté aux opérations de chargement et de déchargement des marchandises d'échange et des produits de l'intérieur ; avec des terre-pleins (20 hectares) destinés à la manipulation des marchandises et à l'établissement des quartiers commerciaux. Les quais seront desservis par les voies du chemin de fer de Tanger à Fez, dont la gare maritime sera établie sur le môle est et facilitera aux voyageurs le passage direct du navire au chemin de fer.

Le trafic du port dépassait 100.000 tonnes avant la guerre, il est tombé à 60.000 tonnes en 1919. La création des installations projetées ne pourra que relever et accroître rapidement le trafic de Tanger.

Le projet, avec ses travaux de première urgence, fut bien présenté en 1918, mais aucun acte de concession ne fut promulgué depuis. C'est alors, qu'en 1920, les colonies tangéroises, redoutant de voir s'éloigner la réalisation d'un projet qu'elles avaient cru un moment si proche, poussèrent un cri d'alarme. Les Chambres de Commerce anglaise, espagnole et française, par l'intermédiaire de leurs représentants à Tanger, adressèrent à leurs Gouvernements respectifs un pressant et émouvant appel pour que, par une intervention énergique, l'abandon du projet, fatal à tout commerce de la cité, fût évité.

Souverain à Tanger, le gouvernement chérifien, que la prospérité de la zone ne laissa jamais indifférent, ne voulut pas tenir plus longtemps dans l'angoisse la population tangéroise. Répondant au désir tant de fois exprimé par la population et notamment aux vœux émis à l'unanimité par les Chambres de Commerce anglaise et espagnole de la ville, auxquelles s'était rallié le Comité Consultatif du Commerce français de Tanger, le Sultan donna la concession des travaux du port à la Société Internationale pour le développement de Tanger, dont font partie d'importants groupes de capitalistes espagnols, français, anglais et d'autres pays. Le 2 juin 1921, l'acte de concession fut promulgué par le Maghzen.

L'acte de concession porte que la S. I. D. T. sera chargée de la construction du port et de son exploitation pendant 78 années. Les bénéfices seront répartis entre le Gouvernement chérifien et la Société. Le Maghzen pourra ainsi retrouver les sommes engagées par lui, puisqu'il consentit à assumer la garantie de la totalité du capital-obligations.

La répartition du capital-actions demeura la même. Toutefois la

part allemande et la part autrichienne passèrent au Maghzen en compensation du sacrifice qu'il fit, de la garantie financière qu'il assumait.

La S. I. D. T., concessionnaire en vertu du dahir du 2 juin 1921, vit la mise en adjudication des travaux du port fixée au 9 novembre 1922. Dans cinq ans, si, pour des raisons politiques, cette mise en adjudication n'avait été retardée par le Maghzen, Tanger serait donc doté du port indispensable à son développement naturel et à l'exploitation du chemin de fer de Tanger à Fez dont les travaux se poursuivent activement. Ainsi, Tanger, qui a tant souffert du malaise économique venant de l'anarchie internationale, retrouverait l'activité et l'essor que son incomparable position lui assigne.

La prépondérance française à Tanger. — La France, quoique Tanger ne soit pas dans la zone française, quoique Tanger fasse partie de la zone internationale du Maroc, ne peut pas se désintéresser d'un port destiné à jouer un si grand rôle dans le monde.

Ce n'est pas cependant seulement parce que Tanger est appelé à un grand avenir économique que la France ne peut se désintéresser de ce point du Maroc, c'est aussi parce qu'elle y possède des intérêts politiques, économiques et moraux de premier ordre, des intérêts économiques et administratifs considérables.

1° Par sa position même, *Tanger est une ville de transaction*. La France y tient le premier rang dans le commerce extérieur.

Dans les importations, qui se montaient en 1914 à 21.300.000 francs, la France occupait la première place avec près de 8.000.000. Dans les exportations, qui s'élevaient à la même époque à 1.411.000 francs, la France venait encore en tête avec 447.000 francs. Il est intéressant de compléter cet aperçu en donnant les principaux chiffres des importations dans la future zone spéciale de Tanger en 1914 :

France et Algérie.....	7.907.000 francs
Angleterre et Gibraltar.....	4.032.000 —
Espagne et ses Iles.....	3.858.000 —
Belgique.....	1.202.000 —
Allemagne.....	1.098.000 —

Dans la zone espagnole, au contraire, la France, en ce qui concerne les importations ne venait qu'au troisième rang. Les importations se montaient, en 1914, à 28.680.600 francs, portant sur l'Angleterre et l'Espagne pour plus de 8.000.000 de francs chacune, sur la France

pour 6.700.000 francs. Les principaux chiffres des importations étaient les suivants en 1914 :

Angleterre et Gibraltar.....	8.769.000 francs
Espagne et ses Iles.....	8 336.000 —
France et Algérie.....	6.700.000 —
Allemagne.....	2.862.500 —

Par contre, dans les exportations la France tenait le premier rang avec 750.000 francs, puis venaient l'Angleterre, l'Espagne et l'Egypte.

La part de notre commerce à Tanger tend à grandir. Alors que la France avait perdu la première place dans les échanges au lendemain de la guerre, elle la reprit depuis le début de 1920. En 1914, le total général des importations et des exportations représentait une valeur de 8.350.000 francs pour la France et plus de 4.000.000 pour l'Espagne ; en 1918 ce total représentait 13.000.000 pour la France et 15.757.527 pour l'Espagne ; en 1919 cette situation passait à 12.000.000 pour la France et à 18.000.000 pour l'Espagne ; pour les dix premiers mois de 1920, on a constaté au contraire un énorme relèvement du commerce français qui atteint le chiffre de 28.996.969 francs contre 23.917.700 à l'Espagne et 16.815.571 à l'Angleterre.

Dans son discours de réponse à M. Michaux Bellaire, doyen de la colonie française à Tanger, à l'occasion de la cérémonie traditionnelle du nouvel an (1^{er} janvier 1922), M. de Carbonnel, agent diplomatique de la France, rappela l'importance des intérêts français à Tanger. Il déclara, notamment, que les importations françaises qui, en 1919, ne représentaient que 29 % du total avaient passé en 1920 à 34 % et en 1921 à 40 %.

Enfin, entre Tanger et la zone espagnole, les échanges n'ont pas atteint 400.000 francs en 1920, tandis qu'entre Tanger et le Protectorat français ils se sont chiffrés par plusieurs millions.

Ainsi, la France tient le premier rang en ce qui concerne le mouvement commercial de la zone de Tanger. Il en est de même pour le mouvement des navires, en 1914 comme en 1920, aux entrées et aux sorties. Les chiffres des sorties sont à peu près identiques à ceux des entrées : en 1914, aux entrées, la France figurait pour 345 navires, et 420.000 tonnes ; ensuite, l'Espagne avec 299.000 tonnes et 5.000 tonnes de voiliers ; puis l'Angleterre et la Hollande ; enfin l'Allemagne.

La situation de notre commerce à Tanger nous donne donc un intérêt particulier à la création de ce port. Elle pourra nous servir d'argument à faire valoir pour notre prédominance dans la future organisation de cette ville. En un mot, elle est un des points d'appui

essentiels de la thèse franco-marocaine, d'après laquelle la France, en raison de la prépondérance incontestable de ses intérêts à Tanger, ne peut laisser à d'autres le soin de remédier au sort de cette cité et de sa zone.

2° *En matière de propriété*, comme en matière commerciale et industrielle, les intérêts français à Tanger sont prépondérants et en croissance constante. D'après le recensement opéré en 1910 pour la taxe urbaine, la valeur totale des immeubles européens et indigènes était de 32.000.000 francs, dont 9.000.000, c'est-à-dire 28 %, appartenaient aux indigènes, 6.000.000 (18 %) à des Français et autant à des Espagnols. Depuis 1910, la construction française a subi un grand développement. A tel point que la valeur des immeubles appartenant à des Français a presque doublé ; la part immobilière européenne représente donc plus de 40 %.

Quelle est la situation respective des Français et des Espagnols à Tanger par rapport à la taxe urbaine ? Vérification faite de la position des deux colonies, et tenant compte du change, la contribution payée par les Français peut-être évaluée (décembre 1921) à 90.000 francs, et celle des Espagnols à 60.000 francs. La proportion en faveur de la France est donc de 9 contre 6. Dans l'évaluation des parts contributives de la taxe urbaine, on compte seulement les prélèvements sur la propriété bâtie, la propriété non bâtie étant affranchie d'impôts. Si cette dernière entrait en ligne de compte, on verrait alors que les Français possèdent de 75 à 80 % d'immeubles compris dans le périmètre urbain.

En 1912, on a effectué l'estimation des terrains à bâtir. On est arrivé à trouver une valeur de 60.000.000 de francs, dont 24.000.000 (40 %) appartenaient à des Français, 8.000.000 à des indigènes ou à des Anglais et 6.000.000 à des Espagnols ou à des Allemands.

Actuellement, la valeur des terrains possédés par des Français dépasse 30.000.000 ; la part des étrangers ayant par suite diminué, les Français détiennent plus de 50 % des intérêts immobiliers européens et 80 % environ en y comprenant la propriété bâtie.

On rencontre à Tanger sept banques françaises. Il n'y a pas d'autre établissement de crédit étranger, sauf la Banque d'Espagne. Déjà, avant la guerre de 1914, la Société Générale avait supplanté dans son immeuble même, la Deutsche Orient Bank.

On voit ainsi la supériorité écrasante des positions françaises à Tanger dans le domaine des propriétés foncières (intérêts immobiliers) et des capitaux engagés.

3° *Les établissements publics français à Tanger sont très importants.* — On y trouve un Grand Hôpital, un Institut Pasteur et un Dispensaire.

On y trouve encore plusieurs établissements scolaires : deux écoles franco-arabes dépendant du Comité de l'Alliance française, Comité qui possède deux autres écoles franco-arabes à Tétouan et une école mixte française à Larache ; le grand et le petit collège français (175 et 360 élèves) ; une école primaire de jeunes filles (90 élèves), une école payante de jeunes filles (160 élèves), toutes deux administrées par l'Agence de France à Tanger ; enfin, une école laïque libre, principalement juive, et subventionnée par l'Agence de France (65 élèves).

4° *Dans tous les services publics, les Français sont, ou les plus nombreux ou les seuls Européens :* Banque d'Etat, Contrôle de la Dette, Comité Spécial des Travaux Publics, Commission Générale des Adjudications, Service des Travaux Publics et Commission d'hygiène, qui en ce moment fait fonction de municipalité.

5° On peut évaluer à environ 54.000 âmes la *population de Tanger*. Dans ce nombre, les Musulmans figurent pour 30.000, les Juifs pour 12.000, les Européens pour plus de 12.000. Le chiffre élevé de la population juive confirme l'activité commerciale de la ville. La prépondérance numérique appartient aux Espagnols qui sont près de 8.000. Mais l'importance intellectuelle et économique de l'élément espagnol n'est pas en rapport avec la forte proportion de son effectif. La colonie espagnole est surtout représentée par des journaliers et des artisans pauvres, qui concurrencent même la main-d'œuvre indigène. On compte 700 Anglais et quelques centaines d'Italiens et d'Allemands.

A côté de ces trois groupements européens, on trouve des Français, venus de France et d'Algérie, au nombre de 3.500. Ils occupent les principales situations dans le gros commerce, les banques, les professions libérales ; beaucoup sont de petits patrons ou des ouvriers de spécialités. La colonie française n'offre donc aucune ressemblance avec la colonie espagnole ; moins importante par le nombre, elle la dépasse de beaucoup par la qualité de ses éléments. La prépondérance française est telle à Tanger que la langue courante est le français, elle est aussi celle de la plupart des administrations et de plusieurs journaux locaux.

La proportion si favorable à la France, en matière d'intérêts immobiliers, se retrouve ainsi sur tous les terrains où les rivalités sont engagées, dans l'ordre économique, politique et moral. Si l'affaire de Tanger pouvait se résoudre par la justice, il faut reconnaître que

notre position suffirait à écarter les luttes diplomatiques avec les Puissances qui s'efforcent d'empêcher notre installation à Tanger.

La détresse de Tanger. — Les intérêts français sont nettement prépondérants à Tanger. C'est une des causes principales pour lesquelles la France doit prendre l'initiative d'apporter un remède à la situation angoissante dans laquelle se trouvent les Tangérois. Le retard apporté au règlement du problème politique de la zone a, jusqu'à présent, empêché tout développement économique de la ville.

1° Isolement de Tanger. — Tanger dépend de la zone espagnole pour ses communications terrestres avec l'intérieur du Maroc. Or, de par le fait de l'Espagne, ses communications, quand elles ont été possibles, sont restées jusqu'à ce jour défectueuses, intermittentes et précaires, ce qui a condamné Tanger à un véritable isolement.

N'y a-t-il pas lieu de craindre que l'isolement de Tanger, que l'on avait cru terminé après les dernières campagnes espagnoles de pacification, ne recommence et ne s'aggrave à la suite des effets du foyer d'incendie du Rif ? Déjà, la route de Rabat, dont le mauvais état est l'occasion de pannes pour les automobilistes, est moins sûre. Des marocains n'ont-ils pas, en 1921, attaqué, à 300 mètres d'un poste espagnol, les voyageurs d'une automobile ? tué le chauffeur, qui avait été pendant sept ans au service du maréchal Lyautey ? emmené en captivité, dans les montagnes des Beni-Arrous, un des voyageurs, un Espagnol, qui ne serait rendu que contre une rançon de 200.000 pesetas ?

Va-t-on retourner au temps où Raïsouli, Pacha rebelle, coupait les routes et faisait régner la terreur jusqu'aux lisières de la zone tangeroise ?

On estime, en tout cas, que la sécurité et le développement de Tanger ne doivent pas être à la merci des événements de la zone espagnole. Une clause du traité franco-espagnol du 27 novembre 1912 réserve au Maghzen la liberté du passage en zone espagnole : « aussi longtemps, lit-on dans l'article 9, que le chemin de fer de Tanger à Fez ne sera pas construit, il ne sera apporté aucune entrave au passage des convois de ravitaillement destinés au Maghzen, ni aux voyages des fonctionnaires chérifiens ou étrangers entre Fez et Tanger, et inversement, non plus qu'au passage de leur escorte, de leurs armes et bagages, étant étendu que les autorités de la zone traversée auront été préalablement avisées. Aucune taxe ou aucun droit spécial de transit ne pourra être perçu pour ce passage. Après la construction

du chemin de fer de Tanger-Fez, celui-ci pourra être utilisé pour ces transports. »

Sans doute, le Maghzen n'a pas besoin de faire valoir cette clause, son ravitaillement offrant plus de commodités par Casablanca et Rabat. Mais, ce qui peut être indifférent à Fez, ne l'est pas à Tanger. Cette ville verrait avec faveur la mise sur pied de dispositions pratiques assurant la sécurité, la facilité, et la continuité de ses relations avec l'Empire chérifien.

En attendant, il est certain que les communications et les transports de Tanger vers l'intérieur du Maroc sont encore très difficiles. Ceci rend d'autant plus impérieux et urgent la construction du port de Tanger, ce qui permettra à cette ville d'avoir avec le reste de l'Empire les relations qu'elle ne peut entretenir par terre.

2° *Appel des colonies étrangères.* — Devant leur situation misérable, devant l'imminence du danger, conséquences des attermoissements politiques qui ont pour effet de laisser dépérir Tanger, les trois colonies européennes décidèrent, en 1920, de faire abstraction totale du problème politique et de n'envisager que la solution économique du problème de Tanger. Elles décidèrent d'unir leur appel, d'unir tous leurs efforts pour que, par des travaux publics et la construction d'un port, le travail, l'argent, la vie reviennent à Tanger.

Aussi, convient-il d'attacher une importance exceptionnelle à la démarche que firent les Présidents de chacune des Chambres de Commerce de Tanger, y compris le Comité Consultatif du Commerce français, transformé depuis en Chambre de Commerce, auprès des représentants de l'Angleterre, de l'Espagne et de la France.

Ce fut un véritable cri de détresse que les Présidents des Chambres de Commerce anglaise, espagnole et française, c'est-à-dire les représentants qualifiés de la quasi-unanimité de la colonie européenne, adressèrent à leurs gouvernements respectifs.

Bien que cette requête fut rédigée en termes mesurés, il s'agit là d'un véritable cri de détresse poussé par une ville qu'un régime diplomatique absurde fait mourir à petit feu. Que demandaient les Européens de Tanger ? Que, sans attendre le règlement du problème diplomatique en question, on décidât au plus tôt la construction du port, on hâtât l'achèvement du Tanger-Fez et l'on améliorât les moyens de communications avec l'intérieur du Maroc.

Il va sans dire que c'est la question du port qui prime toutes les autres. Elle est pour Tanger une question de vie ou de mort. Placée au croisement des grandes routes maritimes, pourvue d'une rade qu'il

serait aisé d'aménager, la ville de Tanger devrait connaître un développement commercial continu. Or, faute d'être munie d'un port élémentaire, elle voit au contraire son activité dépérir au profit des ports voisins.

Voici des chiffres. En 1913, les importations à Tanger s'élevaient à 149.794.943 francs, les exportations à 3.408.281 francs. En 1919, si les exportations atteignaient 7.241.739 francs, les importations ne s'élevaient plus qu'à 39.091.263 francs. En 1913, le port de Tanger recevait un tonnage de 1.738.153 tonnes. En 1919, ce tonnage tombait à 666.578 tonnes. Il suffit de comparer cette alarmante régression au prodigieux développement du commerce de Casablanca pour mesurer le dépérissement auquel l'absence d'un port condamne aujourd'hui Tanger.

L'accord des colonies française, anglaise et espagnole, pour demander instamment la construction d'un port, témoigne qu'il s'agit là d'une entreprise d'intérêt international, à laquelle aucune des Puissances contractantes ne peut légitimement, ni raisonnablement, s'opposer.

Les commerçants anglais de Tanger demandaient la construction d'un port largement ouvert au commerce, qui fit cesser l'isolement funeste de Tanger et facilitât dans le Détroit le ravitaillement de la marine marchande.

Les Espagnols faisaient valoir que, sans un port à Tanger, le commerce franco-marocain n'aurait aucune occasion de dériver sur leur zone et d'en féconder au moins la partie occidentale.

Quant à notre Protectorat, l'engorgement croissant de Casablanca, et les difficultés que l'on éprouvait pour y accéder par mer, rendaient de jour en jour plus nécessaire l'ouverture d'un grand port à Tanger. Ce port mettrait le Maroc septentrional en relation directe avec l'Europe et la navigation universelle, et dispenserait notre zone, pour communiquer avec la métropole, de se créer un port dans le Maroc Oriental, port qui ne pourrait que concurrencer, sans aucun avantage, le port d'Oran, naturellement destiné à servir de débouché à la vallée de la Moulouya.

En raison de ces considérations et aussi des difficultés spéciales, auxquelles était en butte la population tangéroise, que son isolement condamne à un incessant recul économique, la requête des colonies étrangères fut prise en considération : le dahir du 2 juin 1921 autorisa l'espoir d'une résurrection de Tanger et des colonies condamnées à l'inaction, à l'inanition.

3° *Appel de la colonie française.* — On sait combien les Français de Tanger forment une colonie vaillante. En présence du dépérissement de la ville, ils ont, dans un discours, adressé à l'occasion du 1^{er} janvier 1921, au Ministre de France, montré la stagnation et l'isolement de leur ville, rappelé les points essentiels du programme économique indispensable à l'avenir de la cité : une route, un port et un chemin de fer. Ils ont renouvelé, enfin, le cri de détresse jeté en 1920 par les trois Chambres de Commerce tangeroises.

Après avoir constaté les nouveaux progrès du Maroc français sous l'heureuse impulsion du général Lyautey, et notamment la pacification de la région d'Ouezzan, M. Michaux Bellaire, doyen de la colonie, renouvela les vœux de la population relativement aux grands travaux à exécuter en ce qui concerne le port, les routes, les chemins de fer.

A ce discours, M. de Carbonnel répondit que le général Lyautey venait de lui faire connaître que la route de Tanger à Rabat pourrait être terminée dans le courant de l'été en ce qui concernait la zone française ; que des instructions précises allaient être données à la Compagnie du Tanger-Fez pour activer l'exécution du chemin de fer ; enfin, qu'à la suite des doléances et des réclamations énergiques des Tangérois, la question du port était posée et serait étudiée de façon à aboutir à un résultat conforme à leurs désirs.

L'opinion française fut unanime à appuyer ces réclamations. Sans doute, il ne s'agissait pas de renoncer à la doctrine politique. Aujourd'hui comme hier, la seule suzeraineté légitime à Tanger est celle du Sultan du Maroc. Mais, si la France a le devoir de défendre les droits de son Protégé le Sultan, elle aurait mauvaise grâce à les faire valoir au détriment de l'intérêt général. Or, l'intérêt commun, défini par les représentants des trois colonies principales, voulait que sans tarder on tirât Tanger de sa triste situation économique en lui donnant un port. Les dispositions diplomatiques actuellement en vigueur permettaient, sans toucher au statut futur de la ville, de concéder la construction de ce port et de la commencer sans retard. Il n'y avait donc pas à hésiter : Puisque l'on estimait préférable de laisser le problème politique en suspens, que l'on s'occupât immédiatement du problème économique.

En ce qui concerne la construction du port, la France, comme l'Espagne, avait d'ailleurs une raison précise de se hâter. Toutes deux avaient promis leur garantie financière à la ligne du Tanger-Fez. Mais cette garantie jouerait nécessairement si le chemin de fer en question venait à être achevé avant que le port de Tanger pût

lui servir de débouché. C'est dire que sur ce point tous les intérêts légitimes étaient pleinement d'accord.

Aussi, le gouvernement français ne resta pas insensible à cet appel en faveur de la construction rapide du port. Il lui fit un accueil très bienveillant. Les déclarations de M. Georges Leygues, député de Lot-et-Garonne, ancien Président du Conseil, à la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre, prouvèrent l'intérêt que l'on attachait enfin, dans les milieux officiels, non seulement au statut politique, mais encore au développement économique de cette ville. Le 2 juin 1921, un dahir du gouvernement chérifien, souverain à Tanger, promulgua l'acte de concession du port à la Société Internationale pour le développement de Tanger.

4° *Rapport de M. Calary de Lamazière.* — Dans son rapport sur le budget du Maroc pour 1921 (n° 2127), M. Calary de Lamazière, député, confirma la triste situation économique de Tanger : On ne peut l'en sortir que par la construction d'un port ; en prenant en main la réalisation rapide de ce port, la France se créera un titre à la reconnaissance des colonies tangéroises et un titre à la consécration de ses droits politiques sur Tanger ; il faut faire le port de Tanger, cette question doit primer toutes les autres, le problème économique doit être résolu avant le problème diplomatique.

5° *Comité France-Tanger.* — L'appel des Chambres de Commerce anglaise, française et espagnole, l'appel de la colonie française, furent entendus en France. L'opinion publique, instruite encore par le rapport de M. Calary de Lamazière, fut unanime à réclamer la défense des intérêts français à Tanger.

C'est dans ce but que, considérant l'importance d'un problème susceptible d'avoir de grosses répercussions sur notre position en Méditerranée et particulièrement au Maroc, et considérant l'urgence qu'il y avait à relever la situation économique de Tanger, un groupement se forma, au mois de mars 1921, sous le nom de « France-Tanger ». Le Comité « France-Tanger » (17 rue d'Anjou, Paris), tend surtout à obtenir par ses efforts un règlement rapide de la question de Tanger, et à ce que ce règlement soit en harmonie avec nos revendications nationales.

Par sa propagande active, ce Comité atteint les milieux parlementaires et le monde des affaires, où il fait pénétrer l'idée de l'importance de la question de Tanger pour l'avenir de la France au Maroc et dans la Méditerranée. C'est cet avenir qui justifie l'effort du Sultan pour doter Tanger d'un grand port.

Le bureau de ce Comité s'est constitué avec comme Président M. Hubert Giraud, député, Président de la Chambre de Commerce de Marseille, et comme Secrétaire-Général, M. Robert Raynaud, député. Dès sa naissance, il a adressé un appel en faveur de Tanger.

6° *Referendum sur la question de Tanger.* — Les Chambres de Commerce et divers Groupements Economiques furent, au printemps de 1921, consultés par la Section Marocaine de l'Union Coloniale, sur la question de Tanger. Leurs réponses reflétèrent bien l'opinion publique française, décidée à revendiquer, conformément aux traités et à nos intérêts nationaux, une défense active de nos droits à Tanger et une prompt solution du différend international attaché à cet important problème. Les délibérations prises et les avis émis à ce sujet par les représentants qualifiés du commerce et de l'industrie, furent unanimement favorables pour réclamer, au moyen d'une action vigoureuse, une solution rapide de la question de Tanger.

La Chambre de Commerce de Rouen fit à l'Union Coloniale une réponse intéressante : elle affirma notamment sa conviction que, seul, le rattachement effectif de Tanger et de sa zone au Protectorat français, permettrait de mener à bonne fin les travaux indispensables à la vie de Tanger : port, route, chemin de fer, et de leur donner leur pleine utilité.

Après la Chambre de Commerce de Rouen, il faut aussi signaler les délibérations et les vœux, conçus et exprimés dans une parfaite unité de vues, des Chambres de Commerce de Marseille, de Lyon, de Toulouse, de Nantes, de La Rochelle, de Limoges, de Castres, de Bordeaux, de la Société pour la défense du commerce et de l'industrie de Marseille, de la Fédération des Industriels et Commerçants français, du Comité Central des Armateurs de France, etc...

§ 4. — *Comment résoudre la question de Tanger.*

Reconnaître d'abord la souveraineté du Sultan à Tanger. — Quel statut donner à Tanger ? Nous avons vu les revendications espagnoles sur Tanger et le Détroit, suivi pas à pas la campagne *Pro Tanger*. Mais nous avons vu aussi la supériorité incontestable de l'influence et des intérêts français dans la ville de Tanger.

On ne peut retenir que, sans Tanger, l'indépendance espagnole est en danger. Tout d'abord, Gibraltar, possession anglaise, constitue une toute autre tache au blason espagnol que Tanger, qui n'a jamais appartenu à l'Espagne. D'autre part, au dire même de personnalités importantes, telles que M. Carillo Alnornoz, Président de la Chambre

de Commerce espagnole de Tanger, Tanger n'est pas une question de vie ou de mort pour la Péninsule : Alcazar Seghir, qui se trouve dans la zone espagnole, serait même mieux placée que Tanger, la construction d'un port y serait facile ; on pourrait y construire une ville qui ruinerait Tanger, des routes et chemins de fer qui conduiraient à Tétouan, Larache et Arzila ; Tanger serait isolé et réduit à vivre de ses propres moyens ; au point de vue stratégique, Alcazar Seghir et Tarifa fermeraient facilement le détroit et Tanger et Gibraïtar n'auraient plus qu'une importance secondaire...

Tanger, garantie de l'indépendance nationale, n'est donc pas un argument sérieux pour en soutenir, aussi violemment qu'il a été fait, la revendication pure et simple.

D'ailleurs, l'Espagne n'est pas seule à Tanger. D'autres Puissances y ont des intérêts importants, à commencer par la France. On ne peut, dès lors, ni en fait ni en droit, parler d'un Tanger complètement espagnol, pas plus que d'un Tanger complètement français. Mais, les droits et les intérêts de ces deux Puissances étant certains et incontestés, ils suffisent largement pour leur donner le droit d'obtenir le rôle prédominant dans la future administration de la zone tangéroise.

Les autres Puissances ont seulement à sauvegarder la liberté de leur navigation, leur commerce et leurs industries, à veiller à la non-fortification de la rive sud du Déroit, et à maintenir, dans la municipalité locale, une voix pour toutes les nationalités et les religions représentées. L'internationalisation du port est déjà garantie par le fait que la concession a été attribuée à une Compagnie internationale.

D'autre part, il est essentiel que le principe de la souveraineté du Sultan du Maroc soit maintenu à Tanger. Tout arrangement entre la France et l'Espagne sur la question de Tanger doit, en conséquence, être basé sur ce que, conformément aux traités existants, la zone tangéroise doit rester partie intégrante de l'Empire chérifien. On ne doit pas oublier que le Maroc, bien qu'isolé par la tradition des autres pays musulmans, fait en réalité partie intégrante du monde islamique, et qu'il peut encore jouer un rôle important dans l'avenir des peuples musulmans.

Statut de Tanger, différents projets. — 1° *Faut-il faire de Tanger un Etat international ?* Disons vite que cela reviendrait à prolonger l'anarchie administrative actuelle dont les habitants souffrent tant.

2° *Faut-il appliquer un système de contrôle franco-espagnol ?* Un pareil système d'administration paraît impossible. Le contrôle commun, dans un pays où la défiance mutuelle anime les autorités et les sujets

français et espagnols, amènerait des contacts étroits d'opinions et de méthodes opposées, rendrait tout gouvernement impossible et occasionnerait de nouvelles frictions.

C'est cependant ce que préconisa l'organe du comte de Romanonès, *Diario Universal*, dans son éditorial du 23 avril 1921 : « A Tanger, le Sultan devrait agir par l'intermédiaire d'une autorité marocaine qu'on n'a pas encore désignée et dont la nomination correspondrait à la fois aux deux pays protecteurs qui la conseilleraient ensemble pour que ses actes soient valables. » Mais si les deux pays protecteurs ne s'entendaient pas pour conseiller cette autorité marocaine ? Ce serait alors une belle anarchie que l'administration de la zone !

3° *Faut-il appliquer le contrôle double*, ainsi que le proposa, dans le « Times », le correspondant de ce journal ? M. W. B. Harris émit un projet original (juillet 1921), qui ne donna pas satisfaction d'ailleurs à la presse espagnole. D'après M. Harris, le contrôle commun ne pouvant, vu l'atmosphère d'héréditaire jalousie, donner de bons résultats, il ne resterait plus qu'une solution, celle du contrôle double, exercée séparément par la France et par l'Espagne dans des régions placées sous l'administration de chacune d'elles.

On donnerait à l'Espagne, dans une zone réservée du port international, un privilège illimité d'embarquement et de débarquement pour toutes les nécessités militaires de sa zone. Elle aurait, dans ce voisinage, une concession territoriale pour installer sa colonie, un magasin et un marché général. Sur cette petite concession, le pavillon espagnol flotterait à côté de celui du Sultan. L'administration en serait espagnole et la police commandée par des Espagnols. Mais, il serait bien entendu que la concession continuerait à faire partie de la zone tangeroise, sous la souveraineté chérifienne.

Un droit d'accès serait garanti, de la zone territoriale à la zone espagnole, pour permettre aux troupes et au matériel de guerre d'être transportés sans difficultés, au moyen de la concession d'un corridor.

Le reste de la zone, c'est-à-dire la partie française, resterait sous le contrôle direct du Maghzen. Le Sultan exercerait à Tanger ses droits en tant que souverain protégé de la France.

Une municipalité internationale serait créée afin de sauvegarder les intérêts des sujets des autres Puissances et de la population juive.

Enfin, comme arbitre sur les destinées de Tanger, un mandat pourrait être donné à la Société des Nations, dont la décision serait, en tous les cas, suprême.

Le projet Harris mérite un examen sérieux. A prime abord, il semble

offrir une solution séduisante de la question. En réalité, c'est un régime international mitigé. D'une part, il donnerait satisfaction à l'Espagne en lui permettant, dans la zone territoriale qui lui serait concédée dans le port, de déposer le matériel nécessaire à son armée, et, par le corridor à travers la zone de Tanger, d'atteindre directement sa zone du Rif. D'autre part, les régions non concédées à l'Espagne seraient sous l'administration directe du Maghzen, c'est-à-dire du Protectorat de Rabat. Cependant, pour sauvegarder les intérêts des différentes religions ou nationalités de la ville de Tanger, une municipalité élue par leurs membres serait constituée. Enfin, la souveraineté du Sultan du Maroc serait reconnue sur toute la zone, y compris les petites portions concédées aux Espagnols.

Le système Harris a pour but, bien entendu, de concilier les droits et les intérêts de la France et de l'Espagne à Tanger. Etant un projet de conciliation, il ne peut, comme la plupart des projets transactionnels de cette nature, contenter complètement les deux parties. La presse espagnole s'est même refusée à l'examiner. Il convient toutefois de rendre hommage à son auteur, — le système Harris en valant un autre, — bien qu'il ait négligé, en suggérant l'attribution à l'Espagne d'un droit d'accès à sa zone à travers la zone de Tanger, d'attribuer au Maghzen un droit analogue à travers la zone espagnole. C'est le corridor, que M. Regnault réclama vainement en 1912, pour relier Tanger au Protectorat français.

4° *Faut-il supprimer purement et simplement la zone internationale de Tanger et la partager entre la France et l'Espagne ?* C'est ce que proposa M. Salvador Canals, personnalité du parti libéral conservateur en Espagne, ancien Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et spécialiste des questions africaines. M. Canals, dans une interview au correspondant du *Temps* à Madrid (septembre 1921), fit des déclarations intéressantes sur la nécessité de la coopération franco-espagnole au Maroc. Voici son opinion sur la question de Tanger :

« Dans notre intérêt réciproque, il convient qu'il existe entre la France et l'Espagne, sur la question du Maroc, une intelligence pratique, effective et extrêmement cordiale. Nous avons à collaborer à une œuvre commune, et si une entente intime n'existe pas, nous nous nuisons mutuellement les uns aux autres et compromettons les résultats de nos efforts.

« A mon avis, il est extrêmement facile de nous entendre, même sur la question de Tanger. Je suis persuadé que l'opinion espagnole, consciente et raisonnable, accepterait comme solution celle qui consisterait

à supprimer, au bénéfice de l'Espagne, la zone internationale en la faisant entrer dans notre zone et en reconnaissant, comme compensation à la France, le droit de prendre possession de Tanger avec un territoire municipal d'une étendue capable d'assurer à la ville tous les progrès et les développements ultérieurs désirables. »

On sait que le parti libéral, dirigé par le comte de Romanonès, est partisan d'un rapprochement et d'une coopération franco-espagnole. La politique extérieure du parti libéral est encore une politique d'intimité et de cordiale entente avec la France. M. Perez Caballero, ancien Ambassadeur d'Espagne à Paris, se fit l'interprète de ce sentiment lors de la discussion devant le Sénat sur les affaires marocaines. Il affirma notamment, au nom de ses amis politiques, la nécessité d'une alliance avec la France pour pouvoir aborder et résoudre la question de Tanger (25 février 1921). M. Perez Caballero posa le principe, il faut lui en savoir gré. M. Canals alla plus loin, il reprit le principe et proposa une solution.

La proposition de M. Canals fut celle d'un Espagnol raisonnable ; ses compatriotes ne la trouvèrent sans doute pas très à la mode, la mode étant de dire : Tanger doit être espagnol. La transaction qu'il formula est beaucoup plus forte que celle émise par M. Harris : c'est l'abandon de l'internationalisation de la zone de Tanger, et le partage pur et simple de cette zone entre les deux principales Puissances. Chose possible, d'ailleurs, en tenant compte des intérêts nationaux de Tanger et en donnant satisfaction à l'Angleterre par la neutralisation stratégique de la ville, la liberté du commerce et l'égalité économique.

La même objection faite au projet Harris pourrait être adressée à la proposition Canals. C'est de ne pas parler de la route libre à travers la zone espagnole pour relier la ville de Tanger à la zone française et permettre que cette ville ne soit, par terre, isolée du reste de l'Empire. La question du corridor résolue, le projet d'accord franco-espagnol de M. Canals serait acceptable. Resterait ensuite à en discuter les formes.

5° *Quelle est la thèse anglaise sur le statut de Tanger ?* La thèse anglaise dans la question du statut de Tanger a été exposée, notamment, dans un communiqué officieux publié par l'Agence Reuter, le 1^{er} juillet 1922 :

Le statut de Tanger, y est-il dit, intéresse spécialement la Grande-Bretagne, parce que le commerce britannique avec le Maroc s'éleva en 1920, à 308.000.000 de francs. Depuis la Conférence de la Paix,

le gouvernement français a été pressé de faire des propositions relatives à Tanger. En décembre 1921, ce Gouvernement fit une proposition, mais comme elle comprenait en substance l'incorporation de Tanger dans la zone française, la Grande-Bretagne la rejeta. Depuis, rien de plus n'a été fait.

La France, continue le communiqué, maintient que la souveraineté du Sultan doit être exercée dans le Maroc tout entier par l'intermédiaire de la Puissance qui protège le Sultan. La Grande-Bretagne maintient que la souveraineté du Sultan est exercée par l'intermédiaire du Protectorat français dans la zone française, du Haut-Commissaire espagnol dans la zone espagnole, et par le Corps Diplomatique dans la région de Tanger.

La France, ajoute la déclaration officieuse, soutient que l'internationalisation de Tanger n'est pas stipulée dans les traités existants, et qu'elle serait incompatible avec les obligations qui incombent à la France en raison du Protectorat. La Grande-Bretagne argue que la France est liée par des engagements définis auxquels elle ne peut honorablement se soustraire, et en dehors desquels elle a reçu une compensation importante sous forme de l'adhésion de l'Angleterre à la Convention franco-allemande de 1911 et à la reconnaissance du Protectorat français au Maroc.

Il convient de dire que ce communiqué officieux présente la thèse française sous un jour complètement inexact et en contradiction avec ce que le Quai d'Orsay n'a cessé de soutenir. La France, en effet, estime que, tant que le régime spécial, et non international, prévu par les traités (traité du 30 mars 1912, art. 1^{er} § 4 ; traité du 27 novembre 1912, art. 7), n'a pas été établi à Tanger, le Sultan possède, sur cette ville et sur sa zone, les droits qu'il exerçait sur le Maroc tout entier avant le traité de Protectorat, sous réserve des droits reconnus aux étrangers par les Capitulations. Il exerce à Tanger, sa souveraineté, par le moyen d'un représentant, le Naïb, qui négocie en son nom avec les représentants étrangers. Les arguments tirés des traités (accords franco-espagnols de 1904 et 1912) et du droit musulman (MORAND, doyen de la Faculté de Droit d'Alger, *Etudes de Droit musulman*) en faveur de la souveraineté du Sultan sur Tanger ont été développés dans ce chapitre, § 2, La campagne pro Tanger (question de la souveraineté du Sultan) pages 180 à 185.

Cette thèse française est la seule conforme au droit musulman, au droit international et aux conventions régissant actuellement le statut de Tanger comme du Maroc tout entier.

Il convient, enfin, de reconnaître que si l'Angleterre soutient une semblable thèse, s'opposant à la prédominance de la France à Tanger, comme à celle de l'Espagne ou de toute autre puissance, d'ailleurs, c'est parce qu'elle considère comme une nécessité absolue que les détroits demeurent toujours libres pour la flotte britannique.

C'est, en effet, une tradition anglaise que les principaux détroits du monde, s'ils ne peuvent pas appartenir complètement à la Grande-Bretagne, soient partagés entre deux Puissances qui se neutralisent l'une l'autre. C'est ainsi que la Grande-Bretagne voulait en Orient maintenir les Grecs sur la rive européenne des Dardanelles, à Rodosto et à Gallipoli afin que la Grèce et la Turquie se tinssent réciproquement en échec d'un bord à l'autre. C'est pour le même motif que la France et l'Espagne sont chargées de se neutraliser mutuellement, au voisinage de Gibraltar, d'où l'insoluble question de Tanger.

La Grande-Bretagne a un intérêt capital à empêcher qu'on ne lui ferme les Détroits et le détroit de Gibraltar. Elle se souvient, en nation prévoyante, que la région du Caucase contient de très riches gisements de pétrole. Elle n'oublie pas non plus les pétroles roumains. Les pétroles n'ont-ils pas, en effet, une grande importance pour l'Angleterre ? Puisque ce sont eux qui ont été le but à demi avoué des Conférences tenues avec les bolchevistes russes, en 1922, à Gênes et à La Haye, sans succès d'ailleurs ?

Ne serait-ce que pour ce motif des pétroles, et il y en a bien d'autres, la Grande-Bretagne regarde comme une absolue nécessité que ces détroits soient toujours libres. La France ne s'y oppose pas : ce qu'elle veut, c'est l'entente avec l'Angleterre, comme avec n'importe quel autre pays. On ne peut prétendre que le désir de la France d'avoir un droit de regard sur le détroit de Gibraltar, dominé par les batteries de Gibraltar et de Ceuta, soit l'expression d'une pensée impérialiste !

6° *Quelle est la thèse française ?* Elle a été exposée, au groupe des relations extérieures du Sénat, par M. Maurice Ordinaire, rendant compte d'un voyage au Maroc. Le sénateur du Doubs déclara que la concession du port de Tanger, accordée à une Société internationale dans les conditions de l'Acte d'Algésiras, allait être l'occasion de négociations nouvelles pour le règlement définitif du statut de Tanger. Il y a urgence, dit-il, à ce que cesse le régime provisoire qui est, pour Tanger une cause de dépérissement, et pour les relations franco-espagnoles un motif de friction continuelle. L'intérêt de la France est évident. Il importe de réunir trois parties du Maroc, séparées d'une façon si illogique et si dangereuse pour la paix et la prospérité de ce

pays, ou du moins d'atténuer le plus possible les inconvénients de cette séparation. La thèse juridique que la France invoque pour obtenir ce résultat est incontestable : il s'agit de faire reconnaître et appliquer pratiquement la souveraineté du Sultan sur tout l'Empire chérifien, proclamée par tous les traités et accords internationaux.

A Tanger, termina M. Ordinaire, cette souveraineté doit s'exercer par voie de délégation à un régime municipal fortement constitué et où les intérêts des indigènes et de toutes les nationalités seront représentés ; les stipulations antérieures, relatives à l'absence de fortifications, à la liberté commerciale et à l'égalité économique, seuls avantages que l'Angleterre revendique pour elle, étant, bien entendu, respectées et inscrites dans le statut.

En résumé, la thèse française, exposée par le sénateur du Doubs, c'est Tanger faisant partie intégrante de l'Empire marocain, c'est la reconnaissance de la souveraineté chérifienne à Tanger, c'est l'autorité du Sultan à Tanger déléguée à une municipalité où seraient représentés tous les intérêts internationaux, ce sont enfin des garanties données à l'Angleterre et à l'Espagne.

En un mot, ce n'est ni un Tanger espagnol, ni un Tanger français, c'est un Tanger marocain en accord avec les traités antérieurs.

La position française dans la question de Tanger, exposée par M. Ordinaire, a été confirmée par M. Briand, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, dans une lettre adressée à MM. Baréty et Calary de Lamazière, députés, Président et Vice-Président du groupe parlementaire du Maroc :

Paris, 4 janvier 1922.

« Monsieur le Président,

« Par votre lettre du 16 décembre, vous avez bien voulu me demander, au nom du groupe parlementaire du Maroc « quelle était la position prise par le Gouvernement à la suite des derniers incidents qui se sont produits aux Cortès espagnoles sur la question de Tanger.

« ... Je ne veux pas attendre mon retour de Cannes pour vous exposer à nouveau la manière de voir de mon département sur Tanger.

« Les divers ministres des Affaires Etrangères qui m'ont précédé n'ont jamais entamé de polémique avec les ministres d'Etat espagnols, qui ont déclaré à plusieurs reprises aux Cortès que Tanger devait devenir une terre espagnole, ou tout au moins être incorporée dans la zone d'influence espagnole du Maroc.

« Pour nous, cette manière de voir n'est pas conforme aux dispositions des traités en vigueur, d'après lesquels Tanger, soustraite à la zone d'influence espagnole du Maroc par un texte exprès, doit avoir le régime spécial que lui donne la présence du corps diplomatique et de son administration municipale et sanitaire.

« Tanger demeurera donc sous la souveraineté du Sultan, protégé de la France, et recevra, dès que les circonstances le permettront, le régime spécial prévu par les traités.

« En attendant l'élaboration du « statut », le Gouvernement de la République s'est préoccupé, par tous les moyens en son pouvoir, de remédier à la crise économique dont souffre notre colonie. C'est ainsi qu'il a hâté l'exécution de la route destinée à relier Tanger à Rabat ; il est intervenu à plusieurs reprises pour obtenir la prompte exécution du chemin de fer de Tanger à Fez ; enfin, il a favorisé la concession par le Sultan de travaux de port à Tanger... »

La prochaine Conférence sur Tanger. — La question de Tanger fut évoquée devant le Conseil Suprême qui se réunit à Cannes dans les premiers jours de janvier 1922. Le Gouvernement britannique prit l'initiative de poser cette question, notamment dans son mémorandum du 4 janvier.

Dans ce mémorandum, destiné au public anglais autant qu'au Gouvernement français, le Gouvernement anglais demanda que la France et l'Angleterre se missent d'accord sur le problème d'Orient et sur le statut de Tanger, avant que le pacte de garantie franco-britannique fut signé. Bien qu'il parût aux Français que la négociation du pacte n'ait rien à voir avec la discussion entre l'Angleterre et la France, et avec l'Espagne, sur toutes les prérogatives de la future municipalité de Tanger, la France accepta de parler du statut de Tanger avec l'Angleterre. Elle ne s'y était, d'ailleurs, jamais refusée. La démission du Cabinet Briand, le 12 janvier 1922, mit fin aux négociations Briand-Lloyd George.

Au mois de février 1922, dans les débuts du cabinet Poincaré, le gouvernement britannique prit de nouveau l'initiative de poser la question de Tanger. Il demanda une négociation à trois, entre l'Espagne, la France et la Grande-Bretagne. La France y consentit. Elle désigna son Ambassadeur à Londres, M. de St-Aulaire, comme négociateur. Peu lui importait, en effet, que les pourparlers aient lieu à Londres ou à Paris. Si l'Angleterre ne voulait pas que Tanger fut annexé au territoire espagnol, ni incorporé à la zone espagnole, comme certains l'assuraient, la France pouvait admettre pour Tanger un

régime international. Il suffisait que ce régime respectât l'autorité du Sultan et qu'il tint compte d'un fait incontestable : les intérêts économiques français sont à Tanger les plus importants de tous. Dans ces limites, rien ne s'opposait à ce qu'on engageât une négociation franco-anglo-espagnole pour fixer enfin le statut de Tanger.

La question de Tanger ne fut envisagée, ensuite, que le 19 juin 1922, à la suite d'un déjeuner officiel offert par M. Lloyd George à M. Poincaré. La « Conversation de Londres », malgré son importance politique, ne pouvait aboutir à des décisions immédiates. Ce n'était pas, en effet, en quelques heures, entre un déjeuner à grand appareil et un voyage de retour le soir même, que les deux Chefs de Gouvernement pouvaient trancher la question de Tanger, laquelle ne pouvait être d'ailleurs résolue sans l'Espagne, et les diverses questions examinées ce jour là (question d'Orient, problème des Réparations, Conférence de La Haye). Il s'agissait surtout de poser des jalons pour des discussions futures.

Les deux Premiers Ministres, reconnaissant que le problème de Tanger ne pouvait être discuté, ni résolu, en dehors de l'Espagne, posèrent le principe qu'il devrait être envisagé dans une Conférence à réunir prochainement à Londres avec les représentants de l'Espagne.

Le gouvernement italien aurait voulu participer à cette Conférence prévue entre l'Angleterre, la France et l'Espagne. Le ministre des Affaires Etrangères d'Italie, M. Schanzer (Cabinet Facta), demanda, au cours des entretiens qu'il eut, en juin-juillet 1922, à Londres, avec M. Lloyd George et lord Balfour, puis à Paris avec M. Poincaré, que l'Italie prit part aux futures négociations concernant le règlement du statut de Tanger. Mais le but de cette Conférence étant de faire renaître l'accord tripartite entre la Grande-Bretagne, l'Espagne et la France, dont la conclusion dut être ajournée à cause de la guerre, la demande de M. Schanzer n'obtint pas le succès qu'elle escomptait.

M. Poincaré se contenta de rappeler à M. Schanzer que les négociations relatives à Tanger auraient lieu entre la Grande-Bretagne, l'Espagne et la France, en vertu des traités et conventions en vigueur. Il ajouta que, quand le statut de Tanger aurait été établi par les trois Puissances intéressées, il serait communiqué aux autres signataires de l'Acte d'Algésiras, parmi lesquels figurait l'Italie, afin que ces signataires fassent connaître, s'ils le jugeaient bon, leur désir d'abandonner à Tanger les droits résultant des Capitulations.

D'ailleurs, il existe un accord franco-italien de 1901, par lequel la France s'est engagée à respecter les droits de l'Italie en Tripolitaine

et l'Italie à respecter intégralement ceux de la France au Maroc. Dans ces conditions, le gouvernement de Rome n'avait aucun titre à s'intéresser à la solution à intervenir pour le statut de Tanger ; rien ne justifiait son désir de participer à la Conférence projetée, sa requête fut écartée.

Le gouvernement français désire que le Sultan ou son délégué participe à cette Conférence. Il estime, en effet, que, tant que le régime spécial, et non international, prévu par les traités, n'aura pas été instauré à Tanger, le Sultan possède sur cette ville et sur sa zone, les droits qu'il exerçait sur le Maroc tout entier avant le traité de Protectorat. L'Espagne et l'Angleterre ne sont pas de cet avis.

La thèse espagnole est connue. Il suffit, pour l'exposer brièvement, de rappeler un passage de *La Epoca* du 24 février 1922 : seules l'Angleterre, la France et l'Espagne peuvent être parties aux conversations qui régleront le port de Tanger. Les articles 5 et 6 du traité franco-marocain du 30 mars 1912 excluent le Sultan de telles conversations, parce qu'il y est stipulé que le Commissaire Résident Général est l'unique intermédiaire du Sultan auprès des Puissances étrangères et dans les rapports de celles-ci avec le gouvernement marocain, le Sultan s'engageant à n'accomplir aucun acte d'ordre international sans l'assentiment préalable du gouvernement de la République française.

Enfin, le Sultan n'exerce pas d'autorité religieuse sur tout le Maroc ; ce ne serait conforme ni à l'histoire ni aux traités, dit encore *La Epoca*.

Point de vue confirmé par M. Prida, Ministre d'Etat du Cabinet Sanchez Guerra, dans une déclaration faite, le 21 juin 1922, à des journalistes madrilènes : « La question de Tanger, comme je l'ai déjà dit aux Cortès, ne sera abordée que dans une Conférence internationale qui se tiendra à Londres. Trois nations seront représentées ; l'Espagne, la France et la Grande-Bretagne. Il est inexact que dans les entrevues, qui ont eu lieu ces derniers jours à Londres entre les Premiers Ministres anglais et français, il ait été question de Tanger. Ils ont peut-être parlé de la convocation de la Conférence internationale, mais pas de l'affaire au fond, car il existe un accord solennel disant que la question ne doit être abordée qu'en présence des trois nations intéressées... »

Quant au point de vue du *Foreign Office*, il a été exposé le 23 juin 1922, par un communiqué officieux émanant de l'Agence Reuter : « ...Les Premiers Ministres de France et de Grande-Bretagne décidèrent, au cours de leur entretien de lundi dernier, qu'ils auraient, vers la fin de juillet ou au commencement d'août, une Conférence sur cette

question (du statut de Tanger)... En ce qui concerne les allégations suivant lesquelles des représentants du Sultan au Maroc participeraient à la Conférence, il convient de faire remarquer que le but de cette Conférence est de faire connaître l'accord tripartite entre la Grande-Bretagne, la France et l'Espagne, accord dont la conclusion définitive dût être ajournée à cause de la guerre. Le Gouvernement britannique est d'avis que seuls, les représentants de ces trois Puissances doivent prendre part à la Conférence, puisque la souveraineté du Sultan du Maroc n'est plus en question. »

« La souveraineté du Sultan n'est plus en question »... Pour le gouvernement anglais, peut-être. Mais sûrement pas pour le gouvernement français. Il suffit, pour être convaincu que nous n'abandonnons pas notre point de vue, conforme au droit international et aux conventions régissant actuellement le statut de Tanger comme du Maroc tout entier, de noter ici l'exposé fait par M. Cruppi à la Commission sénatoriale des Affaires Étrangères, réunie sous la présidence de M. Doumergue. Au cours de cet exposé sur Tanger, l'ancien Ministre déclara qu'il serait souhaitable que le Sultan, dont la souveraineté n'est contestée dans aucun texte et est, au contraire, consacrée par le traité de Versailles, participât aux conversations relatives au régime spécial à donner à Tanger.

Quoi qu'il advienne, ce n'est pas au cours d'une conversation que les chefs des Gouvernements britannique, espagnol et français pourront régler le statut de Tanger. Ils pourront bien reconnaître que certains principes découlent des conventions antérieures. Mais ce ne seront pas eux qui pourront élaborer, dans ses détails, l'accord où on définira la composition de la municipalité tangéroise, ainsi que ses attributions administratives et fiscales. Les chefs de Gouvernement ne pourront que renvoyer cette étude à des spécialistes, en se réservant d'approuver la rédaction définitive de l'accord.

Enfin, s'il apparaît que Tanger ne sera pas incorporé à la zone espagnole, incorporation contraire à la lettre comme à l'esprit des traités, incorporation qui provoquerait la ruine de la ville, dont le sort se rapprocherait peu à peu de celui de Tétouan, Melilla et Larache, il apparaît dès à présent convenu qu'aucune des trois Puissances intéressées n'y exercera une autorité exclusive :

« Point de vue acceptable pour la population locale, si tant est qu'il soit fondé, non seulement sur le désir réciproque des puissances de ne point se contrarier, mais encore sur leur respect commun de la souveraineté intérieure et supérieure du Sultan, dont elles ne sont à

Tanger que les mandataires, et qu'elles ne sauraient dépouiller de son domaine sans son adhésion formelle. » (*Le Temps*, 24 février 1922.)

En ce qui concerne le statut proprement dit, il faut espérer que la France, l'Angleterre et l'Espagne arriveront à s'entendre sur la base des accords antérieurs et sur celle des intérêts d'une ville qui attend depuis de longues années, non seulement un titre destiné à neutraliser leurs ambitions rivales, mais un moyen efficace d'ordre et de prospérité.

A ce sujet il convient de rapporter les appréhensions de la population tangéroise manifestées dans le vœu émis en février 1922 par la Chambre de Commerce française, et si bien développées par un article du *Temps* du 24 février 1922, dont voici les passages essentiels, sous le titre *Le statut de Tanger* :

« Le mot internationalisation, qui a été prononcé, est inséparable pour cette ville d'un état d'anarchie dont elle n'a jusqu'ici que trop souffert, et dont elle redoute, sous forme de statut international, la stabilisation. Elle admet la légitimité d'un conseil municipal, où soient représentés et défendus les intérêts de toutes les colonies : encore faut-il que la composition et les prérogatives de cette Assemblée locale n'entravent pas l'exercice du pouvoir souverain, dont l'ordre public exige la présence au-dessus de tant de groupements rivaux. Mais si, dans une certaine mesure, l'internationalisation par en bas semble réalisable, il n'en est pas de même d'une internationalisation par en haut, résultant d'un condominium à trois, où les représentants de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne gouverneraient ensemble ou successivement. La nécessité de cet accord tripartite, auquel tout ici fut pratiquement subordonné dans le passé, n'a produit que des résultats négatifs. Il y a peu de chance que sa transformation en institution définitive modifie son essence et le rende subitement fécond.

« Il serait, en tout cas, inadmissible, et peut-être même dangereux, de faire abstraction du Sultan, de lui refuser la plus large part de l'autorité et tout l'essentiel de la souveraineté. Il ne faut pas oublier qu'à Tanger les nations européennes n'ont qu'un pied-à-terre. Au seul point de vue du nombre, l'ensemble de leurs colonies ne constitue qu'une minorité, en marge de la communauté musulmane qui forme les trois quarts de la population globale. Les actuels événements d'Egypte nous enseignent qu'il s'agit là d'un élément dont il serait imprudent de ne pas tenir compte. Pour continuer à vivre en paix dans ce milieu étranger, les nations européennes sont dans l'obligation

d'en adopter les cadres et d'accepter la régence de ses autorités traditionnelles.

« L'évocation d'un statut plus ou moins internationalisé ne laisse pas non plus d'inquiéter les colonies au point de vue de ses conséquences économiques et financières.

« L'unité douanière de l'Empire marocain est, en effet, conditionnée par son autorité territoriale et politique. Le Sultan ne peut être tenu, en droit, de maintenir les avantages financiers des villes marocaines, entre lesquelles aujourd'hui la circulation commerciale est libre, à une zone ne reconnaissant plus son autorité ou n'intéressant plus son trésor. On peut même se demander si, contre un Tanger internationalisé ou économiquement distinct, son devoir ne lui imposerait pas de protéger, par des mesures spéciales, les centres économiques de l'Empire dont la prospérité contribue directement à l'alimentation de ses finances.

« Or, si les marchandises destinées au Maroc risquaient de subir, en y entrant par Tanger, un surcroît de taxes, il y aurait des chances que la plus grande partie d'entre elles prissent une autre route.

« Un pareil déroutement entraînerait la ruine commerciale de Tanger. Cette ville et sa zone sont avant tout, et presque exclusivement, un lieu de passage. Ni l'agriculture, ni l'industrie locales ne fournissent une matière suffisante à l'exportation. Tanger n'a jamais fait que transmettre à l'intérieur ce qu'il recevait du dehors, et à envoyer au dehors ce qu'il recevait du dedans. Des industries de transformation peuvent se développer un jour, mais leur succès sera lui-même subordonné aux conditions de transit.

« L'isolement économique de Tanger rendrait donc, en partie, vaine la fonction qu'on prétend lui faire jouer sur le détroit.

« Voilà quelques-unes des questions vitales qui se posent à la réflexion anxieuse des Tangérois et aussi quelques-unes des raisons pour lesquelles il n'est pas un commerçant de Tanger, si peu maghzé-nien soit-il, qui, à défaut de sentiment, ne demande par raison le renforcement des liens politiques et économiques qui unissent cette ville à l'Empire.

« Il n'est certainement dans l'intention d'aucune Puissance d'étouffer Tangér. Mais dans la poursuite ardente de leurs buts politiques, il arrive parfois que les négociateurs oublient la carte exacte des exigences locales, et que cette ignorance rend inapplicables ou nuisibles des solutions théoriques aux apparences séduisantes.

« Nul n'ignore les compétitions qui s'agitent autour de Tanger, et la

difficulté de les concilier. Mais l'opinion publique n'admettrait pas aujourd'hui que, pour la satisfaction d'amours-propres nationaux ou l'apaisement de craintes chimériques, la diplomatie enregistre la déchéance d'une ville appelée, par son site, à rendre les services les plus profitables aux relations pacifiques des peuples. »

CHAPITRE XI

L'HISTOIRE DE LA PACIFICATION DU MAROC

§ 1. — *Les étapes de l'occupation et de la pacification.*

Les premières interventions armées de la France au Maroc furent causées par des actes d'hostilité commis envers nos nationaux. Elles remontent à l'année 1907. La période qui s'est écoulée depuis cette époque peut être divisée en plusieurs phases : 1°) 1907-1912 ; 2°) 1912-1914 ; 3°) 1914-1919 ; 4°) depuis 1919.

Première période : 1907-1912. — La première période, qui va de 1907 jusqu'à l'établissement du Protectorat français, comprend une série d'opérations de police, destinées à protéger les Européens, à calmer les agitations et les révoltes incessantes qui désolaient le pays, et à consolider par là l'autorité du Sultan. La France se borna ainsi à remplir le mandat de police qui lui avait été confié par les Puissances à Algésiras en 1906.

1° MAROC ORIENTAL. — A) *Année 1907.* — Avant même 1907, nous avions, pour assurer la sécurité de la partie occidentale de l'Algérie, occupé et pacifié les régions situées entre l'Oranie et la Moulouya. Nous avions constitué une sorte de marche-frontière. Ce fut le général Lyautey (1903-1910) qui effectua cette pénétration, marquée d'abord par l'occupation de Colomb-Béchar (1903) et de Berguent (1904). L'assassinat du docteur Mauchamp, à Marrakech, le 19 mars 1907, fut la cause première qui obligea la France à agir avec vigueur et à entreprendre des opérations militaires.

Le 25 mars 1907, le Conseil des Ministres prit la décision de faire occuper, en mesure de représailles, la ville d'Oudjda par les troupes algériennes. Le 29 mars, le général Lyautey, commandant la division d'Oran, occupa Oudjda sans combat. Puis, à la suite de déprédations causées par la tribu montagnarde des Beni-Snassen, le Général reçut la mission de châtier les auteurs de troubles. Au 31 décembre, le massif des Beni-Snassen était soumis et, en outre d'Oudjda, quatre postes étaient créés : Aïn-Taforalt, Mohammed Aberkane, Aïn-Sfa, Martimprey.

B) *Année 1908.* — En 1908, dans la région du Haut-Guir, aux confins du Sud-Oranais, il fallut, dès le mois de mars, lutter contre une très grosse harka. Le poste de Bou-Denib, assiégé par 20.000 Berbères, fut dégagé par les troupes du général Vigy et la région de Bou-Denib et du Haut-Guir, pacifiée et occupée.

C) *Années 1909, 1910, 1911.* — Notre domination dans les confins algéro-marocains fut affermie en 1909 par l'occupation d'Aïn-Chair, en 1910 par celle de Taourirt et en 1911 par la prise de Debdou (4 mai, général Toutée).

Nous étions donc, dans le Nord, arrivés à la moyenne et à la basse-Moulouya, et dans le Sud, sur la haute vallée du Guir. L'Algérie était couverte grâce à ces opérations successives.

2° MAROC OCCIDENTAL. — Pendant que ces événements se déroulaient dans l'Est, des opérations militaires étaient entreprises dans l'ouest du Maroc, sur la côte atlantique. Elles aboutirent à l'occupation de Casablanca et du pays des Chaouïa.

A) *Année 1907.* — Le 30 juillet 1907, huit Européens employés aux travaux du port, furent massacrés à Casablanca. Le désordre qui s'en suivit imposait une intervention militaire. Le 5 août, soutenus par les canons du « Du Chayla », 50 marins du « Galilée » furent débarqués. Au prix de pertes sensibles, ils réussirent à sauver la vie des Européens de la ville. Ce ne fut que le 7 août qu'un contingent de 3.000 hommes, sous le commandement du général Drude, arriva à Casablanca. Avec le concours de l'artillerie de l'amiral Philibert, les troupes purent descendre à terre. Les combats commencèrent aussitôt et se continuèrent presque sans répit autour de la ville jusqu'en décembre 1907.

B) *Année 1908.* — Le 1^{er} janvier 1908, le général Drude enleva à 20 km. de sa base d'opérations, la kasbah de Médiouna, qui passait pour le centre de réunion des tribus. Une garnison y fut installée.

Le général d'Amade succéda au général Drude. Au 16 janvier 1908, il disposait de 8.400 hommes et de 2.218 animaux. Le service des convois put ainsi s'organiser et les troupes avoir la mobilité nécessaire. Jusqu'en mars, le Général se borna à briser tous les éléments de résistance de la Chaouïa et à rassurer, en faisant tenir la campagne par la plupart de ses troupes, les diverses tribus désireuses de travailler.

Au mois de mars, le Général disposait de 14.000 hommes et de 4.640 animaux. Avec un tel effectif solide et mobile, le général d'Amade, considérant que la pacification ne pourrait s'effectuer de façon

durable que par l'occupation de la périphérie de la province des Chaouïa, installa, après de glorieux combats, cinq postes dits régionaux.

Alors commença l'organisation de la contrée, suivant la méthode déjà employée dans le Sud-Oranais par le général Lyautey, et, en décembre 1908, les effectifs purent être ramenés à 8.698 hommes et à 3.412 animaux.

c) *Année 1909.* — Le général Monnier succéda au général d'Amade. Il dut s'abstenir de toute tentative d'expansion en dehors de la Chaouïa, tout en empêchant l'incursion des tribus voisines sur les territoires occupés. Aussi, l'année 1909 fut-elle une période de calme. En novembre, on put ramener les effectifs à 5.883 hommes et à 2.417 animaux.

Ne se livrant pas à des opérations militaires proprement dites, le général Moinier put développer la politique de son prédécesseur : réorganisation du pays, entreprise de travaux, protection par nos armées de l'agriculture. La colonisation commença, un grand nombre de colons français vinrent s'installer dans la Chaouïa. On fonda des écoles, on améliora l'hygiène des indigènes.

d) *Année 1910.* — Pendant l'année 1910, le général Moinier acheva la pacification de la région des Chaouïa. En février, l'assassinat du lieutenant Méaux, du Service des Renseignements, nécessita une opération offensive dans l'hinterland de Casablanca.

En mars, une intervention fut dirigée contre les Zaër, à la suite de brigandages de ces tribus contre la zone occupée.

Enfin, un peu plus tard, le Général se porta avec une colonne de 1.100 hommes contre Ma-el-Aïnin. L'ancien adversaire du colonel Gouraud en Mauritanie remontait du sud du Maroc vers Fez. Son approche faisait naître une vive effervescence dans la Chaouïa. Le général Moinier rencontra Ma-el-Aïnin au Tadla et le battit ; blessé, celui-ci mourut un mois plus tard.

A la fin de 1910, deux provinces marocaines avaient été pacifiées et transformées : la région des Confins et le pays des Chaouïa.

e) *Année 1911.* — L'anarchie qui régnait au Maroc fut à son comble en mars 1911, lorsque les tribus berbères, soulevées contre le Maghzen, vinrent assiéger Fez où étaient enfermés le Sultan et les colonies européennes. Malgré les succès remportés, les troupes chérifiennes, qui avaient reçu un commencement d'instruction et d'organisation sous l'énergique impulsion des commandants Mangin et Brémont, durent se replier sur Fez. Les tribus resserrèrent leur investissement. Les dé-

sertions commencèrent alors dans les rangs de la méhalla du Sultan. La vie des Européens fut ainsi en danger. Devant l'impuissance des tabors de police à assurer la défense de la ville, Moulay Hafid fit appel au Gouvernement français.

Le général Moinier fut chargé de se porter au secours du Sultan assiégé. Des renforts lui furent envoyés et, disposant de 27.000 hommes, il entreprit la marche sur Fez. Le 21 mai, la colonne Brulard arriva devant la ville qu'elle débloqua ; elle fut rejointe, le 26, par la colonne Gouraud.

Laissant à Fez les troupes juste nécessaires pour maintenir l'ordre, le général Moinier repartit quelques jours plus tard pour obtenir la soumission des tribus environnantes. Il occupa Meknès le 8 juin, reçut la soumission du prétendant Moulay Zine et rayonna jusqu'au Zerhoum et à El Hajeb. Après avoir organisé des bureaux de renseignements, installé des postes pour le compte du Maghzen, il renforça la mission française en vue de la réorganisation des forces chérifiennes.

Le 1^{er} juillet, le Général repartit pour Rabat, sur l'ordre du Gouvernement. Il revint par Tiflet, à travers la région insoumise des Zemmour, route qu'il jalonna de postes pour la couvrir contre les attaques fréquentes des Berbères. Enfin, il parcourut la région des Zaër, qu'il châtia du meurtre du capitaine Nancy et du lieutenant Marchand.

Le Gouvernement français avait tenu à ce que cette opération de police fut menée rapidement, et n'eut pas le caractère d'une occupation définitive. Néanmoins, le 1^{er} juillet, l'Allemagne envoyait la « Panther » devant Agadir.

F) *Année 1912.* — Au début de 1912, alors que la tranquillité régnait en Chaouïa et que l'on se préoccupait de consolider les autres contrées, les tribus reprirent de l'audace. Elles multiplièrent leurs attaques contre la ligne d'étapes Rabat-Meknès. On entreprit alors des opérations contre le Tafoudeït, qui passait pour le repaire inviolable des Zemmour, à la suite desquelles cette région fut occupée. Dans la région de Séfrou, le général Dalbiez maintint loin de Fez les tribus rebelles, ralliées autour de leur chef Sidi-Raho.

Deuxième période : 1912-1914. — A la suite de l'établissement du Protectorat français, l'occupation et la pacification furent poussées plus activement avec des moyens plus importants. Notre action était dégagée des entraves que lui avaient suscitées continuellement, dans la période précédente, les interventions malveillantes du Gouvernement allemand. Alors commença une heureuse mise en valeur du Maroc, en

même temps que s'étendit notre influence. Le Maghzen n'avait d'autorité que sur les plaines, les tribus montagnardes étaient indépendantes : nous allions affermir sa puissance sur l'ancien pays maghzen, puis soumettre les tribus rebelles des montagnes.

1° MAROC OCCIDENTAL. — A) *Année 1912.* — Le traité de Protectorat fut signé le 30 mars 1912. Quelques jours après, le 17 avril, les tabors chérifiens se révoltèrent et massacrèrent leurs officiers français. La population participa elle aussi à ces effroyables massacres qui coûtèrent la vie à 66 Européens. Le général Moinier revint rapidement à Fez, où il rétablit l'ordre. Mais la faiblesse de ses renforts ne lui permit pas de dégager la capitale attaquée par les tribus berbères, avides de pillage et fanatisées par des appels à la guerre sainte. Bientôt, le Maroc tout entier se souleva contre nous, le Sultan lui-même était secrètement d'accord avec nos ennemis.

La situation n'était pas brillante lorsque le général Lyautey fut nommé, le 28 avril, au « commandement d'un navire en perdition », selon sa propre expression. A son arrivée dans Fez, le 24 mai, le Commissaire Résident Général trouva la ville en pleine insurrection. A ce moment, du 25 au 30 mai, les tribus environnantes se ruèrent à l'assaut de la cité, mais rejetées hors des murailles et découragées par la résistance de nos troupes, elles se retirèrent.

Le général Moinier lança contre les anciens assaillants une colonne mobile, qui, sous les ordres du colonel Gouraud, les dispersa au combat d'Hadjera el Kaïla (1^{er} juin) et, par de brillantes opérations au nord et à l'est de Fez, assura la sécurité de la région (juin-juillet 1912). Pendant ce temps, le général Dalbiez couvrait la longue ligne d'étapes qui s'étend de Fez à la mer. A la fin de juillet, le calme était rétabli. Les effectifs avaient été portés au 1^{er} juin à 31.667 hommes.

Pendant que se déroulaient ces événements, les travaux d'installation se poursuivaient, des pistes étaient aménagées, des ponts jetés sur les rivières, des lignes télégraphiques établies. Le rail était poussé jusqu'à vingt kilomètres de Rabat, la construction de la voie ferrée de Kénitra à Meknès décidée.

Le calme renaissait. C'est alors que se produisirent les événements de Marrakech. A la suite de l'abdication de Moulay Hafid le 12 août, un mouvement insurrectionnel éclata dans le Sud. Le prétendant Ahmed el Hiba, fils du marabout saharien Ma el Aïnin contre lequel le général Moinier se battit au Tadla en 1910, se fit proclamer Sultan et gagna Marrakech. Notre Consul et un certain nombre de nos compa-

triotés organisèrent la résistance, puis furent vaincus et prisonniers du Rogui.

Le général Lyautey lança contre El Hiba la colonne Mangin. Dès le 14 août, le colonel Mangin dispersa les troupes ennemies au sud de l'Oum er Rebia et les défit complètement, le 6 septembre, à Sidi bou Othman. Le 7, le colonel Simon entra à Marrakech et délivra nos compatriotes. A la suite de ces faits, le général Lyautey ordonna l'occupation de Safi, Mazagan et Mogador. Nos colonnes parcoururent les régions entre la côte et Marrakech, elles obtinrent la soumission des tribus.

Ces succès marquèrent une étape importante de notre occupation. Ils furent élargis en octobre par les opérations du colonel Gueydon de Dives dans la région du Tadla, dont les succès momentanés d'El Hiba avaient mis les tribus en effervescence ; des postes furent créés à El Boroudj et Oued Zem. Les opérations du général Blondlat, dans le pays des Zaër, amenèrent l'installation de postes à Camp-Bataille, Tedders et Camp Christian.

L'année 1912 s'acheva par le dégagement complet de Marrakech à l'ouest et la pacification du pays compris entre l'Oum er Rebia, Marrakech et Safi, c'est-à-dire le Haouz. Vers la même époque, la petite garnison de Mogador tomba dans un guet-apens et fut cernée ; elle put résister jusqu'à l'arrivée des renforts venant de Casablanca.

En raison de l'extension des territoires occupés, on comptait au 1^{er} décembre 48.690 hommes.

B) *Année 1913.* — L'année 1913 fut, d'une part, une année de consolidation des résultats acquis, principalement dans le Sud, où fut inaugurée la politique de collaboration avec les grands Caïds dévoués au Maghzen, et, d'autre part, une année de préparation de la liaison avec l'Algérie, par les opérations entreprises contre les tribus hostiles qui nous séparaient du groupe Zaïan et le rendaient impénétrable à notre action.

Dans la région de Fez, le général Gouraud constitua une zone de couverture par la création du poste de Souk el Arba de Tissa, chez les Hayaïna, à l'est de Fez. Au sud de Fez, nous nous appuyions sur la ligne Sefrou, El Hajeb, Agouraï. Le poste d'Anoceur fut créé au sud de Sefrou, pour assurer la pacification des Aït-Tserrouchen du nord et des Aït-Youssi.

Le colonel Henrys fut chargé de réduire les Beni M'Tir et les Beni M'Guild, qui nous séparaient, au nord, du groupe Zaïan, abrité dans

un massif montagneux de l'Atlas. La colonne mobile opéra du 24 mars au 24 avril, au sud d'El Hajeb ; elle réduisit successivement les tribus de la coalition berbère. Les postes d'Ifrane, Ito et Azrou furent ensuite installés. En juin, la soumission des Beni M'Tir et d'une partie des Beni M'Guild était assurée. De ce côté, notre ligne d'étapes était couverte. Enfin, le plateau d'Oulmès fut occupé par les troupes qui opéraient chez les Zaër et les Zemmour. En même temps qu'elles nous rapprochaient des Zaïan, ces opérations dégageaient la région de Meknès.

Une région importante, située à la lisière des plaines et habitée par des tribus difficiles à pacifier, nous séparait, au sud-ouest, du groupe Zaïan dont le massif s'enfonçait comme un coin entre les régions de Fez et de Marrakech. Le colonel Mangin réduisit ces tribus, de mars à juin 1913 et occupa Kasbah Tadla. Mais les Zaïan demeurèrent irréductibles et en juin, ils nous livrèrent le rude combat de Ksiba. Puis, le colonel Mangin fit une tournée dans la vallée de l'Oum er Rebia et assura ainsi définitivement la couverture de la Chaouïa.

Dans le sud, pendant que se poursuivait l'organisation des vastes territoires pacifiés, les grands Caïds de l'Atlas furent chargés de chasser El Hiba de la région du Sous. Une harka, commandée par Hadj Thami Glaoui, partit contre El Hiba, sans être accompagnée d'un seul Européen. Après lui avoir infligé, le 24 mai, une sanglante défaite à Taroudant, elle le chassa du Sous et s'empara d'Agadir (juin 1913).

c) *Année 1914.* — Les premiers mois de 1914 furent employés à la préparation de la liaison entre les deux Maroc par la prise de Taza.

Le pays Zaïan, dont le chef était Moha ou Hammou, pénétrait comme un coin entre les zones nord et sud du Maroc occidental et constituait une menace perpétuelle contre les pays soumis. Une action importante contre le groupe Zaïan fut confiée, en juin 1914, au général Henrys. Trois fortes colonnes, commandées respectivement par le lieutenant-colonel Claudel (Meknès), le lieutenant-colonel Cros (Rabat) et le colonel Garnier-Duplessis (Tadla), s'avancèrent concentriquement. Elles se joignirent, le 12 juin, à Khénifra qu'elles occupèrent et repoussèrent les dissidents dans la montagne. Cette occupation fut suivie d'une période d'installation laborieuse, marquée par les combats d'Oulmès (30 juin) et du Fom Tegouett (4 juillet).

2° MAROC ORIENTAL. — A) *Année 1912.* — Au Maroc Oriental, le général Lyautey, pour préparer notre extension vers Taza, ordonna des opérations sur la rive gauche de la Moulouya, jusqu'alors in-

terdite à nos troupes. Sortant de l'immobilité trop longtemps imposée, les troupes franchirent la rivière en 1912. Les opérations de la colonne du général Alix amenèrent l'installation du poste de Guercif et la soumission de nombreuses tribus dissidentes. On put alors, sans encombre, se consacrer à la prolongation de la voie ferrée de Taourit à la Moulouya.

B) *Année 1913.* — En 1913 l'occupation de la Kasbah de Mçoun, à 25 km. à l'est de Taza et la création du poste de Souk el Arba de Tissa, à l'ouest, permirent d'entamer une action politique efficace en vue de la jonction du Maroc Occidental et du Maroc Oriental.

Dans l'Extrême-Sud, le colonel Ropert effectua plusieurs reconnaissances dans la haute vallée de l'Oued Ziz et s'avança jusqu'au Tizi'n Telremt, qui relie le Tafilelt à la Haute Moulouya.

C) *Année 1914.* — La préparation de la jonction des deux Maroc fut activement menée pendant les premiers mois de 1914. Le percement de la Trouée de Taza vit sa réalisation le 16 mai par la réunion, à Meknassa Tahtania, des colonnes du général Baumgarten (Maroc Oriental) et du général Gouraud (Maroc Occidental). Auparavant, le général Gouraud eut à livrer de durs combats, entre Arba de Tissa et Taza, notamment celui de l'Oued Amelil, aux trois tribus des Branès, des Tsoul et des Riata. Les troupes du Maroc Occidental, réunies à celles du Maroc Oriental, et ayant à leur tête le général Lyautey, entrèrent à Taza, le 17 mai 1914. En occupant Taza, le général Lyautey fit exception à son principe de la pénétration en surface et par tache d'huile, mais la réunion de l'Algérie et du Maroc était une nécessité qui ne pouvait attendre plus longtemps.

Ainsi, la liaison était établie entre toutes nos possessions de l'Afrique du Nord. L'unité de notre Empire africain était réalisée.

Dans le sud, le poste de Bou Denib entreprit des reconnaissances vers l'ouest, dans la région de Ksar ès Souk et de Kasbah el Maghzen, esquisant déjà l'avance vers la Haute-Moulouya et l'encadrement des Riata et des Beni-Ouaraïn.

3° LA SITUATION A LA VEILLE DE LA GUERRE. — Telle était la situation au moment où éclata la guerre européenne. La zone soumise, partant d'Agadir et du Sous, s'étendait jusqu'au Grand A'as, qu'elle longeait en passant par Demnat, puis suivait la ligne générale sud-ouest, nord-est du Moyen-Atlas, jalonnée par les postes de Kasbah Tadla, Khénifra, Azrou, Oued Amelil, Taza, pour redescendre ensuite suivant une orientation nord-sud et s'infléchir parallèlement à la Haute Moulouya.

Dès cette époque, se dessinait la réalisation progressive du plan suivi par le général Lyautey. Il fallait encore pour achever cette tâche :

a) Pacifier, au nord, les populations turbulentes des Djebala et du Rif qui, des montagnes de la zone espagnole, descendaient jusque dans le Gharb et bordaient la trouée de Taza.

b) Réduire le massif des Berbères et des Chleuhs, qui s'étend de la trouée de Taza au Tadla, bordant la rive gauche de la Moulouya.

c) Atteindre les Zaïan, retranchés dans les montagnes où prend naissance l'Oum er Rebja.

d) Calmer l'effervescence madhiste entretenue par El Hiba et soumettre les tribus situées au sud de l'Atlas.

e) Etendre vers la Moulouya et le Tafilelt l'action du poste de Bou Denib.

La guerre survenant en août 1914 risquait de porter un coup mortel à notre œuvre marocaine.

Troisième Période : 1914-1919. — Avec la déclaration de guerre, la conquête entra dans une nouvelle phase. Elle fut menée avec une vigueur nouvelle, malgré la réduction des moyens militaires causée par l'envoi en France de contingents et malgré la pression violente des insoumis sur tout le pourtour de la zone soumise. En dépit de l'action opiniâtre de nos ennemis, des résultats très importants furent atteints, grâce aux incessants déplacements de nos groupes mobiles.

Les 27 et 28 juillet 1914, le Résident Général au Maroc recevait deux télégrammes ; il lui était prescrit « de ne maintenir au Maroc que le minimum strictement nécessaire, *le sort du Maroc devant se régler en Lorraine* ; de réduire l'occupation du Maroc à celle des principaux ports de la côte, et, si possible, à la ligne de communications Khenitra-Meknès-Fez-Oudjda, tous les postes et marches avancés devant être momentanément abandonnés ».

Au lieu d'abandonner les positions conquises, le général Lyautey se refusa à évacuer les « marches » et les postes avancés de la périphérie qui protégeaient les plaines fertiles de l'intérieur. Il prit la décision de maintenir « l'armature » créée depuis deux ans, le maintien intégral de notre occupation lui paraissant le seul moyen d'éviter une insurrection générale. Le fait d'arrêter notre progression ininterrompue depuis 1912, eut été l'aveu d'une situation difficile et aurait encouragé nos adversaires. Cette décision audacieuse permit de garder le Maroc à la France. A l'abri de cette armature, le Maroc put poursuivre,

sans être à aucun moment troublé par les assauts violents et continus du monde berbère, son développement économique.

A) *Année 1914.* — A partir de ce moment, notre action contre les tribus rebelles fut compliquée du fait que partout apparurent les traces de l'effort allemand pour ruiner notre conquête : subsides en argent et en armes fournis à El Hiba et à Abd el Malek qui avait sa base d'opérations à Melilla, installation de bases d'agitation et de centres de désertion en zone espagnole, appels de Constantinople à la guerre sainte. L'Allemagne avait l'espoir de soulever avant la fin de la guerre toute l'Afrique du nord. Elle réussit, par ses agissements, à rendre les tribus hostiles encore plus turbulentes pendant le retrait des troupes renvoyées dans la Métropole.

Au Tadla, il fallut repousser d'audacieuses attaques des Zaïan. C'est au cours de l'une de ces incursions que nos troupes subirent un grave échec, le 13 novembre 1914, à El Herri, près de Khénifra. Le combat malheureux d'El Herri, où nous perdîmes 600 hommes et 30 officiers, marqua douloureusement la fin de l'année 1914. Une action rapide du Général Henrys rétablit notre prestige, assez compromis à la suite de cet échec.

B) *Année 1915.* — Au début de 1915, le front, en bordure de la zone espagnole, fut menacé du Gharb à Taza par Raïsouli et Abd el Malek, dont les attaques interrompirent les communications dans le couloir de Taza. Le général Henrys fut chargé d'organiser la résistance. Pendant sept mois, les colonnes Desportes, Simon et Derigoïn combattirent et frappèrent de rudes coups. Elles parvinrent à prendre pied sur la rive droite de l'Oued Ouergha et créèrent le poste de Kelaa-dès-Sless, qui donna de l'air à la région au nord de Fez. L'établissement du poste de Bab-Moroudj, chez les Branès, dégagea le nord de la trouée, tandis que la création des postes de Djebila et de Matmata, au sud, maintint les Riata et les Béni Ouaraïn. La voie ferrée atteignit d'une part Taza, à 247 km. d'Oudjda, d'autre part Fez, à 344 km. de Casablanca.

Chez les Béni M'Guild, au sud des régions de Fez et de Meknès, nous atteignîmes, sans trop de résistance, la vallée du Guigou. Au pied même de l'Atlas, au delà de la grande forêt berbère, nous établîmes les postes d'Almis, de Timhadit et d'Ain-Sbit. A cette progression, correspondirent d'importants progrès dans la direction de Kasbah el Maghzen et du Tafilelt. Le colonel Bertrand parcourut les régions au nord de Gourrama et poussa des reconnaissances jusque dans le voisinage de Kasbah el Maghzen, sur la Haute-Moulouya.

Dans la région de Marrakech, le colonel de Lamothe, chef du Service des Renseignements à Marrakech, installa, à 20 kilomètres au nord-est de Demnat, un poste à Tanant (décembre 1915) ; ce poste commande le couloir de l'Oued El Abid et prépare notre avance vers l'est en prenant à revers le massif Chleuh.

c) *Année 1916.* — L'année 1916 débuta par un fait d'armes important. Le 27 janvier, les groupes mobiles de Fez et de Taza, sous les ordres du colonel Simon, dispersèrent les partisans d'Abd el Malek et s'emparèrent de son camp à Had Habbou. L'agitateur faillit être capturé. Cet heureux coup de main dégageda momentanément le couloir de Taza. Il fut complété par une série d'opérations contre les Riata et les Beni-Ouarain et la création du poste de Touahar.

En juin, l'installation d'un poste à Aïn Leuh, chez les Beni M'Guild, par le colonel Poymirau, commandant le groupe mobile de Meknès, constitua une étape importante vers la Haute-Moulouya.

Au Tadla, sur la rive gauche de l'Oum er Rebia, le général Garnier-Duplessis dégageda Kasbah-Tadla en installant un poste à Kasbah Beni Mellal et en effectuant une tournée sur les pentes du Moyen-Atlas (juin 1916).

A l'est de Marrakech, un autre poste, dénommé Azilal, fut installé en plein Atlas (alt. 1.485 mètres) au Souk el Kemis des Aït-Messat, en vue d'Ouaouizert et de la vallée de l'Oued El Abid (octobre 1916).

Dans le sud-est, nous nous établîmes dans la vallée du Ziz à Ksar ès Souk et à Rich. Le colonel Doury, commandant la colonne de Bou-Denib, infligea une sévère défaite à des harkas considérables, fortes de 6.000 hommes. Il les culbuta, le 9 juillet, à Meski en leur tuant 600 hommes. Se portant ensuite au nord-est, il mit en déroute, au col de Tizin Ghezaouan, la harka de Moulay Ahmed ou Lhacen. A la suite de ces échecs, les éléments dissidents du Tafilelt se ressaisirent, mais ils furent de nouveau battus et dispersés par le colonel Doury, le 16 novembre, au combat d'El Maadid, laissant 600 hommes sur le terrain.

Ces opérations brillantes déterminèrent un important mouvement de soumission dans presque tout le Tafilelt et nous ouvrirent en même temps l'accès de la Haute Moulouya.

d) *Année 1917.* — L'année 1917 fut une année de calme et de prospérité à l'intérieur du Protectorat, malgré les efforts des Allemands pour soulever et grouper les tribus insoumises qui nous encerclaient. Ils leur firent parvenir des proclamations, des lettres et de l'argent. Leurs sous-marins tentèrent même de débarquer des

armes et une mission (mission Probster) sur la côte du Sous. Cette tentative échoua. Mais l'effervescence qui en résulta, obligea le général de Lamothe à quitter Marrakech le 14 février.

A la tête de son groupe mobile, le général de Lamothe franchit en plein hiver le Haut-Atlas, tour de force que les indigènes croyaient impossible. Avec le concours des mehallas des grands Caïds de l'Atlas, dont la fidélité ne s'est pas démentie depuis la guerre et malgré la guerre, il dégagea Agadir et Tiznit, triompha d'El Hiba à Oujane (24 mars), où les 6.000 partisans madhistes s'étaient retranchés à l'européenne. Chassés de leurs lignes, ils furent poursuivis et culbutés à Bou Naamane (7 avril). Le Sous étant ainsi dégagé, le général de Lamothe installa comme Pacha à Tiznit le Caïd Si Taïeb El Goundafi, avec une garnison indigène de 800 hommes.

Au nord, le général Aubert poursuivit l'élargissement du couloir de Taza. Il refoula, pas à pas, les partisans d'Abd el Malek vers la zone espagnole et les Beni Ouaraïn vers leurs montagnes. A chaque étape, il fixa solidement la zone acquise par une armature de petits postes et de blockhaus, protégeant les travaux de la route et de la voie ferrée de Fez à Taza. L'élargissement du couloir de Taza rendit plus difficile la liaison entre nos adversaires du Rif et ceux du Moyen-Atlas, qui, par Abd el Malek, agent de l'Allemagne, recevaient des encouragements, des fonds et des fausses nouvelles sur la situation européenne.

En juin, fut accomplie une nouvelle étape de notre marche en avant au Maroc ; grâce à cette conception militaire, dont la première idée était due au général Lyautey et dont la préparation et l'exécution revinrent au général Gouraud, Résident Général par intérim, pendant le passage du général Lyautey au Ministère de la Guerre. Il s'agit d'un mouvement convergeant vers la Haute-Moulouya, en vue de réduire les principaux éléments berbères du Moyen-Atlas.

Pendant que, pour attirer sur eux une partie des populations hostiles des rives de la Moyenne-Moulouya, le groupe mobile de Fez se portait sur la boucle du Sébou et opérait dans la région d'El Menzel, de Tazrout et au sud d'Anoceur, et le groupe mobile de Debdou descendait vers Tissaf et Outad-el-Hadj de Moulouya, celui de Meknès, sous le commandement du colonel Poeymirau, occupa le point stratégique important de Bekrit, arriva à l'Aguelman de Sidi Ali le 2 juin, et, à travers les plus belles forêts de cèdres de toute l'Afrique du Nord, sur la Moulouya, le 6 juin. Le 7, il opéra, en amont de Kasbah el Maghzen, sa jonction avec le groupe mobile de Bou Denib, sous le commandement du colonel Doury, parti de Rich le 1^{er} juin.

La jonction du Maroc occidental et du Maroc oriental était effectuée par dessus l'Atlas. Ce fut un des événements les plus considérables de la pénétration française au Maroc.

Cette jonction fut renouvelée en octobre et complétée par la liaison faite, à Misour, entre les groupes mobiles d'Oudjda et de Bou Denib. La création des postes d'Itzer et de Midelt, dans la Haute-Moulouya, et d'Outat Oulad-el-Hadj sur la Moyenne-Moulouya, établit d'une façon définitive, notre emprise sur ces régions.

L'importance économique de ces opérations fut considérable : la route de Meknès au Tafilelt, une fois carrossable et sûre, est appelée à devenir pour tout le sud-est marocain, client forcé de l'Algérie, la grande artère économique qui le fera rentrer dans l'orbite du Protectorat. L'importance politique n'en fut pas moindre : cette trouée coupa en deux le massif berbère, elle sépara les Riata Beni Ouaraïn, dont Moha ou Saïd était le chef, des Zaïan Chleuh, dont Amaouch était le maître spirituel. La zone Riata Beni Ouaraïn se trouva donc complètement encerclée et isolée des deux zones d'influence allemande du nord et du sud.

E) *Année 1918.* — L'année 1918 marqua une recrudescence de l'effort allemand qui utilisa sans scrupule la zone espagnole. Abd el Malek, petit fils de l'Emir Abd el Kader, fut ravitaillé par Melilla, Raïsouli par Tétouan ; El Hiba, messie des petites gens, se ravitailla par les Canaries et Tarfaya ; Moha ou Hammou, Moha ou Saïd, Ali Amaouch, Sidi Raho, chefs berbères du Moyen Atlas, par Larache.

Cette action de nos ennemis nous obligea à faire front sur toutes les faces. Au nord, les groupes mobiles de Fez et de Taza établirent des postes à neuf kilomètres en moyenne au sud de l'Oued Innaouen et à vingt-cinq kilomètres au nord, élargissant ainsi encore le couloir de Taza.

En juillet, le groupe mobile de Meknès donna de nouveau la main au groupe mobile de Bou Denib. Après avoir bousculé les harkas berbères qui tentaient de leur barrer la route au col de Tarseft, les forces de Meknès installèrent un poste à Kasbah-el-Maghzen, que les indigènes, comme l'a dit l'explorateur Charles de Foucauld appellent plus souvent Ksabi-ech-Cheurfa, ou même Ksabi.

Dans le sud, on vit à cette époque poindre une grosse menace. La grande tribu des Aït-Atta, qui habite entre le Dadès et le Tafilelt, au sud de l'Atlas, se leva à l'appel d'un Chérif, suscité par les agents allemands, Si Moha Nifrouten. Ce Chérif se prépara à attaquer le Tafilelt, où nous avions poussé en avant-garde une mission composée

d'un officier de renseignements, un médecin et un interprète. Le colonel Doury revint en hâte de Kasbah-el-Maghzen pour couvrir les palmeraies. Pendant ce temps le général de Lamothe se porta à Azilal avec son groupe mobile pour calmer l'effervescence qui commençait à régner. C'est au cours d'un engagement en montagne que le Khalifa de Demnat fut tué. Son père, notre puissant et loyal allié, le Fquih Si Madani, mourut de désespoir quelques semaines plus tard.

F) *Année 1919.* — Pour répondre à cette menace venant des Aït-Atta, un groupe d'opérations concentré à Bou Denib nettoya la région du Guir en janvier 1919, tandis que les forces de Taza stationnaient à Outat-el-Hadj surveillant la Haute-Moulouya, et que les contingents maghzen du Pacha de Marrakech se portaient sur le Todra.

Le Pacha de Marrakech, El Hadj Thami Glaoui, chef de la famille des Glaoua et Grand Caïd de la région de Marrakech, forma une harka forte de dix mille hommes. Il la conduisit vers le Todra pour exercer une pression sur les populations du Drâa, du Dadès et du Todra qui envoyaient des renforts au Chérif Si Moha Nifrouten. Fin février, la situation était à peu près rétablie.

C'est sur ce succès que se termina cette phase de contre-progression commencée en août 1914 et qui fut la plus dure pour nos soldats.

Quatrième période : de 1919 à nos jours. — Le Résident Général entreprit alors un programme d'action visant les trois régions principales insoumises : les confins franco-espagnols, du Gharb à la Moulouya ; le Moyen-Atlas, qui présentait deux blocs distincts, nord-est (massif des Béni-Ouaraïn) et sud-ouest (Zaïan-Chleuh), séparés par le col de Tarseft ; et le versant sud du Grand-Atlas.

A) *Année 1919.* — Le premier objectif devait être l'établissement de communications faciles avec le Haut Guir par Ceflet-la Moulouya, d'une part, et par Meknès-Timhadit-Itzer, d'autre part. L'occupation du point d'appui de Bel Farah marqua la première étape de ce programme.

Sur tous les fronts, la progression reprit rapidement. Puis l'année se termina par l'élargissement du couloir de Taza, marqué par notre installation à Hassi-Medlane et Hassi-Ouenzga, où les Béni Bou Yahi, désireux de se ranger sous notre protectorat, nous avaient appelés. Enfin, le bloc Zaïan commença de s'effriter, puisque Hassan et Ou El Aïdi, fils et neveu du chef rebelle Moha ou Hammou, se rallièrent à notre cause.

B) *Année 1920.* — Les opérations qui eurent lieu sur le front sud-ouest berbère, dans la région du Tadla, au pied des pays montagnards

Zaïan-Chleuh, eurent pour but d'interdire aux dissidents les passages de l'Oum er Rébia et l'accès des pâturages de la rive droite. Cette mesure nous permit d'amener à bonne composition les tribus de l'Atlas pour lesquelles la transhumance est une question vitale.

D'autre part, grâce à l'activité des groupes mobiles de Meknès et du Tadla, nous primes pied solidement sur la rive gauche de l'Oum er Rébia, à Zaouïa-Aït-Ishaq et à l'Oued Amassine.

Ces heureuses opérations, survenant après une préparation politique longue et méthodique, amenèrent la dislocation de cette importante confédération, avec la soumission de 2.500 tentes de différentes fractions Zaïan et de onze fils de Moha ou Hammou le Zaïani.

Enfin, le programme d'opérations, prévu pour 1920 dans cette région, fut achevé en octobre par l'occupation de Zaouïa ech Cheïkh et la création d'un poste à Dechra el Oued, sur la rive gauche de l'Oum er Rébia. La trouée entre Ghorm el Alem et Aït Ishaq fut ainsi fermée ; l'accès de la rive nord de l'Oum er Rébia fut désormais interdit aux tribus insoumises réfugiées dans la montagne, où il n'est possible de vivre en hiver qu'au prix de difficultés considérables. En outre, ces opérations dégagèrent la grande voie traditionnelle directe de Marrakech à Meknès par Tadla et Khénifra.

Pendant ce temps, sur le front nord-est, bordé d'un massif où habitent au centre les Béni Ouaraïn, le commandement poursuivit l'élargissement de la trouée Fez-Taza en maintenant les dissidents dans leurs montagnes ; ce qui les empêchait de venir dans la plaine troubler les populations soumises et inquiéter nos communications.

Puis, en vue d'une réduction définitive, le général Aubert, commandant la subdivision de Taza, poussa de nombreuses pointes sur la périphérie des Beni Ouaraïn. Des avant-postes furent établis depuis Bou Rached jusqu'à Gantra. L'établissement de ces postes, complété par l'occupation de Bab Azhar, forma un solide arc de cercle constituant un premier bond de pénétration dans le massif et achevant le blocus des Béni-Ouaraïn. L'encercllement du bloc Béni-Ouaraïn devait être bientôt renforcé et desservi par une ligne stratégique qui, branchée à Ceflet, près de Guercif, entre Taza et Oudjda, descendrait le long de la Moulouya jusqu'à Outat-el-Hadj.

Sur le front nord l'activité déployée par les Espagnols dans la région de Larache et de Tétouan, et leur progression vers Chechaouen, nous conduisirent à procéder sans délai à l'occupation d'Ouezzan, envisagée depuis longtemps déjà.

L'opération fut menée rondement. Le 15 septembre, les deux grou-

pes mobiles de Fez et de Meknès avaient été rassemblés à Aïn Djefali, à 15 km. de la ville sainte. Le 16, une section de tanks, entraîna en jeu. Le 17, le groupe de Fez se portait sur Aïn Chemya et sur Souk-el-Khemis. Les soumissions se faisaient nombreuses. Nos troupes avançaient rapidement, et, le 19, commençait la livraison des armes. Le 2 octobre, le général Poeymirau entraîna à Ouezzan, après la soumission du Chérif Moulay Taïeb.

L'occupation d'Ouezzan nous rendit maîtres d'une riche région de 1.600 km.q. et peuplée de cent mille habitants. Les avantages politiques retirés de cet événement peuvent se mesurer à l'importance que les indigènes n'avaient jamais cessé d'attacher à la Zaouïa vénérée, ville essentiellement chérifienne, c'est à dire sainte, sorte de terre promise, mais qui leur était interdite du fait de la dissidence opiniâtre des tribus Djebala.

Enfin, l'occupation d'Ouezzan fut complétée par diverses opérations qui permirent d'atteindre en partie les limites de la zone que les traités nous avaient dévolue.

Sur le front sud, ou front des grands Caïds Glaoui, Mtougi et Goun-dafi, après le départ des contingents glaoua, Bel Kacem Ngadi, successeur de Si Moha Nifrouten, qu'il avait fait assassiner, reprit la tête de l'agitation chez les Aït-Atta. Son lieutenant, Ba Ali, attaqua au printemps nos alliés du Ferkla et s'empara de la Zaouïa de Sidi el Haouari, centre du parti maghzen de cette région.

Devant les progrès réalisés par les partisans de Ba Ali, une nouvelle expédition fut jugée nécessaire. Réunie à Telouet, la harka du Pacha El Hadj Thami Glaoui, forte de 1.400 cavaliers et de 11.000 fantassins, prit le chemin du Todra. Outre ces effectifs importants, la colonne comprenait la mehalla de forces permanentes et une batterie de six pièces de canon de 80 de montagne, servies par le tabor de Marrakech.

Devant un pareil déploiement, les populations du Dadès, qui avaient pactisé avec l'agitateur, apportèrent leur soumission sans coup férir et le Pacha El Hadj Thami s'engagea dans le couloir d'Imiter, qui fait communiquer le Dadès avec le Todra. Mais le 31 juillet, Ba Ali offrit le combat à Timatriouin, en avant du défilé du Kousn'Tazoult. Culbutés par les charges des cavaliers glaoua et poursuivis par le canon, ses contingents refluèrent sur le Kousn' Tazoult où ils tentèrent le lendemain, d'arrêter la harka glaoua en occupant des lignes de tranchées préparées à l'avance. Le canon ouvrit le feu à 900 mètres contre les occupants qui ne tardèrent pas à s'enfuir, après avoir subi de lourdes pertes.

La route du Todra ainsi ouverte, la harka y pénétra sur les talons des dissidents sans rencontrer de nouvelles résistances. Les derniers fidèles de Ba Ali furent poursuivis jusqu'aux Aït el Fersi, dans le sud du Todra, et, finalement, abandonnèrent la cause de l'agitateur dont le prestige fut définitivement détruit.

Après sa victoire militaire complète, le Pacha de Marrakech installa une partie de sa mehabla de troupes permanentes à Tinghir du Todra, dans un point d'appui solide, puis procéda à l'organisation définitive du pays avant de rentrer à Marrakech et de licencier ses contingents.

Au demeurant, Ba Ali et Bel Kacem Ngadi entrèrent depuis en rivalité. Ils se livrèrent de furieux combats dans la région du Haut-Ziz, sur le territoire de Bou Denib, et Ba Ali fut tué dans une embuscade tendue par son adversaire. Ces querelles ne pouvaient que favoriser notre politique.

Enfin, le premier novembre, à Marrakech, le Résident Général reçut la soumission des Ida ou Tanan, tribu qui occupe au nord d'Agadir le massif montagneux des confins occidentaux de l'Atlas.

c) *Année 1921.* — Notre installation à Ouezzan provoqua un mouvement général d'agitation provoqué par nos vieux ennemis Abd el Malek et Kacem ben Salah, agents de l'Allemagne pendant la grande guerre. Une grande attaque des Djebala se produisit dans les premiers jours de mars contre les nouveaux postes créés pour protéger la ville et qui, bientôt, furent privés de communications avec le reste du pays. Une intervention en force s'imposait et, dès le mois d'avril, le général Poeymirau entra en campagne. Il rétablit rapidement la situation : et le Sultan put se rendre à Ouezzan le 7 juillet suivant.

Bien qu'un moment compromis par cet incident, le programme du Maréchal Lyautey, prévu pour 1921, ne s'en exécuta pas moins point par point. Le but de ces opérations consistait dans la réduction du massif Béni Ouaraïn et dans l'élargissement de la trouée de Timhadit à la Moulouya.

Sur le premier théâtre d'opérations, commencées le 1^{er} avril, le général Aubert, à force de patience, de ténacité et d'audacieuse initiative, obtint en deux mois une réussite complète : le massif Béni Ouaraïn fut réduit, à l'exception d'une bande de terrain dont la largeur moyenne ne dépassait pas 70 km. et où se cantonnèrent les ultimes résistances. La jonction effectuée le 10 juillet entre la vallée de l'oued Zloul et celle de l'oued Melloulou, et l'occupation de Souk el Arba, amenèrent la soumission de 9.000 familles sur 10.600. Les troupes, qui effectuèrent ces opérations, livrèrent onze combats, construisirent des pos-

tes, des routes, combattant dans des régions réputées impraticables et où aucun Sultan n'avait jamais pénétré.

Sur le second théâtre d'opérations, le général Poeymirau obtint également un succès complet. Il s'agissait, par la réduction de la poche dissidente, située entre Khénifra et Bekrit, de liquider la question Zaïan et d'élargir le couloir de Timhadit à la Moulouya. Dernière avancée du front dissident dans la plaine, la poche de Bekrit constituait une menace perpétuelle entre le nord et le sud. La mort du grand chef Zaïan, Moha ou Hammou, tué en mars 1920 au cours d'un combat avec des partisans maghzen, facilita notre tâche. L'attaque commença le 4 septembre et fut rapidement couronnée de succès. Après avoir débloqué Bekrit, les groupes de manœuvre du général Poeymirau, aidés par des partisans Zaïan conduits par Hassan et Ahmaroq, fils de Moha ou Hammou, attinrent Mezrouchen et les régions où s'écoulent, vers la Méditerranée, la Moulouya, et vers l'Océan, l'Oum er Rébia. Désormais, tout le cours de l'Oum et Rébia nous appartient. Les résultats de cette campagne furent la soumission de la plus grande partie du bloc Zaïan.

Un mouvement dissident éclata au début d'octobre à la limite sud du Tadla, dans le cercle de Béni Mellal. Une harka de 1.500 guerriers se jeta à l'assaut de la position de Tisgui, dont la faible garnison, après une résistance acharnée, refoula l'ennemi. La situation fut rapidement rétablie.

Les opérations, dans tout le Moyen Atlas continuèrent jusqu'à la fin de l'année, amenant de nombreuses soumissions et notamment la création en pays Zaïan, le 16 octobre, du poste de Sidi Yahia, après un brillant combat. La soumission des Zaïan donna une sécurité complète aux relations de Meknès avec Khénifra. Celle des Béni Ouaraïn, qui, maîtres des contreforts entre Almis des Marmoucha et Taza, avaient si longtemps menacé ou intercepté nos communications avec l'Algérie, dégagea complètement la route Fez-Taza-Taourirt, ainsi que la vallée inférieure de la Moulouya, entre Guercif et Outat-el-Hadj.

Au sud du Maroc, le Pacha El Goundafi contint en février les harkas de l'agitateur Merebbi Rebbo, près de Tiznit, et les mit en déroute au mois de mars.

Au Tafilelt, les efforts de Bel Kacem Ngadi, pour reconquérir son influence perdue, furent paralysés par notre aviation et nos forces offensives. Bel Kacem lança cependant une harka qui alla piller jusqu'à 15 kilomètres à l'ouest de Rich. Mais, le 14 septembre, le camp de

Bel Kacem fut enlevé par un groupe mobile renforcé de partisans indigènes. L'agitateur dut s'enfuir et abandonner des tués, des blessés et un gros butin.

d) *Année 1922.* — Il restait à obtenir la soumission, au centre de la chaîne du Moyen Atlas, des Tserrouchen, tenaces et belliqueux, et celle des Chleuh, entre le Tadla et le Dadès.

Les premiers jours de janvier 1922 commencèrent par des concentrations de troupes à Touggour et à Misour, sur la Moyenne Moulouya, préluant à l'enveloppement par le sud du massif de la Marmoucha, dont la soumission était le complément indispensable de celle des Beni Ouaraïn. Almis, centre important et grenier des Marmoucha, fut occupé au mois de mars par le groupe mobile du sud, sous le commandement du général Aubert ; tandis que, dans la région de Taza, le groupe mobile du nord faisait diversion, occupait Médiouna et chassait le chef Sidi Raho. A la suite de ces opérations, les Marmoucha se soumirent. La réduction du bloc insoumis se continua en mai ; de violents combats eurent lieu aux environs de Scourra et d'Almis. Le massif du Moyen Atlas oriental est maintenant à peu près complètement réduit à l'exception de hauts sommets pratiquement inhabitables et d'une bande de terrain dont la largeur moyenne ne dépasse pas 30 kilomètres.

Dans le Moyen Atlas occidental, les concentrations de troupes se firent au mois de mars en vue d'une action contre les Chleuh. Après avoir enlevé par surprise Ousefrou, le 31 mars, le général Poeymirau occupa, le 9 avril, Ksiba, résidence du vieux chef berbère Moha ou Saïd, et entreprit la pacification de la région par l'occupation de Tingeghaline, de Taguenza et des hauteurs dominant les sources de la Moulouya, le 18 juin. Ces brillantes opérations nous donnèrent la possession de tout le territoire des Ait Ihand, des Ichkern et des Béni M'Guild. Nous tenons depuis sa source tout le cours de la Moulouya.

Pour achever l'occupation du « Maroc utile » dans la zone ouest du Moyen Atlas, il reste aujourd'hui trois objectifs essentiels à atteindre :

1° Il faut constituer, au sud de la Haute Moulouya, une protection solide, observant dès maintenant le Grand Atlas, où se trouvent les foyers principaux d'agitation et où se sont concentrés pour le moment tous les groupements dissidents actifs. L'établissement de ce barrage rencontrera vraisemblablement des résistances très sérieuses.

2° Il faut mettre la main sur la région de Ouauizert, c'est-à-dire sur la partie utile du bassin de l'oued El Abid, celle que l'on regarde

comme constituant le château d'eau de l'ouest marocain. (Ouaouizert, grosse bourgade où, le premier Européen, le vicomte Charles de Foucauld pénétra, en 1883, déguisé en traitant juif.)

3° Relier ces deux bastions de la Haute Moulouya et de Ouaouizert par un dispositif continu sur le revers sud du Moyen Atlas.

En conclusion, il faut aborder les Chleuh, qui se trouvent entre le Tadla et le Dadès, par l'est et par l'ouest, avec le concours des Glaoua, qui ont un grand intérêt à ce que la route Tadla, Ouaouizert, Izerouan, Zaouïa Ahansal, soit complètement libre. Cette opération dégagera en même temps la grande communication intérieure Marrakech, Ouaouizert, Kasbah el Maghzen, qui est la grande route de l'avenir entre le Maroc de Marrakech et la Méditerranée.

Les féconds résultats enregistrés chaque jour permettent d'escompter avec confiance la prompte réalisation du plan de pacification établi par le maréchal Lyautey.

§ 2. — *La Méthode du Maréchal Lyautey.*

Combinaison constante de la politique et de la force. — Pas plus que la Convention d'Alger, en 1830, ne nous avait donné l'Algérie, la Convention de Fez, en 1912, ne nous avait rendu maîtres du Maroc. On ne pouvait songer à coloniser avant d'avoir pacifié : « on ne colonise qu'avec la sécurité, disait Bugeaud, et la sécurité ne s'obtient que par la paix. »

La première tâche qui nous incombait en recevant le Maroc était donc de le pacifier. Cette lourde tâche échet au général Lyautey, nommé Commissaire Résident Général de France par décret du 28 avril 1912. La pacification de l'Empire chérifien était en effet une lourde affaire : le Maghzen n'ayant d'autorité effective que sur les tribus des plaines de Fez et de Marrakech, tout le reste étant indépendant.

Quelle méthode le général Lyautey allait-il employer pour pacifier ce vaste Empire et le mettre en valeur ? Trois méthodes avaient déjà été successivement appliquées ailleurs qu'au Maroc.

La première fut celle des ouvrages fortifiés, derrière lesquels on s'enferme, tandis que les indigènes circulent et trafiquent à leur aise, tuant tout imprudent qui se hasarde hors de la redoute. C'est le système qui fut pratiqué au début de la conquête de l'Algérie, et qui l'est encore aujourd'hui beaucoup trop par les Espagnols autour de Ceuta et de Melilla.

Le général Bugeaud substitua, à cette méthode de la multiplication des postes et des redoutes, celle des colonnes mobiles qui parcourent

sans cesse le pays dans toutes les directions, mais qui, brûlant les récoltes, incendiant les villages, ne laissent après leur passage que des ruines jusqu'à ce que les indigènes aient demandé grâce. C'est à ce prix que se fit la conquête de l'Algérie.

La méthode du général Lyautey n'a pas été celles pratiquées jusqu'alors, plutôt voisines de la conquête brutale. Elle n'a pas été non plus celle de la pénétration purement pacifique, par le moyen des médecins et des instituteurs, que certains utopistes croyaient possible : « Je crois connaître le Maroc assez bien, écrivait en 1904 le professeur allemand Fischer à M. Augustin Bernard, pour être tout à fait sûr que la pénétration pacifique est impossible. Si la France veut être maîtresse au Maroc, elle doit le conquérir. » La méthode du général Lyautey a été celle de la combinaison constante de la politique et de la force.

Du général Bugeaud, le général Lyautey a retenu le principe essentiel qu'on se garde par le mouvement et non en s'enfermant derrière des murailles de pierre. Mais au système des colonnes mobiles, il substitua celui des groupes mobiles ; méthode qui ne consiste pas à surprendre les indigènes par la rapidité de l'attaque, mais à s'efforcer de les apprivoiser, en organisant, par exemple, auprès du camp où le groupe mobile stationne, un marché, un service médical, et à n'attaquer que les éléments irréductibles.

« A la tête d'un groupe mobile aussi fort que possible, il a pour mission de rechercher les rassemblements rebelles, de les disloquer, de ramener les éléments disposés à rentrer dans l'ordre et de rejeter les éléments irréductibles à distance telle qu'ils cessent d'être une menace. Il ne procédera pas par pointes sans action durable, mais par stationnements successifs, employant tous les moyens nécessaires pour obtenir des résultats définitifs ; à cet effet, il est pourvu d'un service politique comprenant des officiers de renseignements et des personnages indigènes, de façon à maintenir le principe de la coopération avec le Maghzen ; enfin, il cherchera, par l'organisation d'un service médical, par des achats sur place, etc., à créer une solidarité d'intérêts entre nous et les populations soumises ou hésitantes. » (*Rapport Général sur la situation du Protectorat du Maroc*, p. 12 : directives données au général Gouraud en juin 1912.)

Les postes ne sont que des endroits de relais et de ravitaillement. Ce sont surtout des centres d'où s'exerce une influence politique et économique sur les populations voisines : « Un poste comme celui où nous arrivons ce soir (Timhadit), c'est une pensée qui travaille derrière

sa ceinture de murailles... Là, vient aboutir l'écho de toutes les passions qui agitent les tribus, des intérêts qui les divisent, des raisons qui les rassemblent, des disputes entre les familles, des résolutions qui se prennent aux marchés et aux moussems (fête d'un saint de l'islam), des palabres entre chefs,... Bref, tout le drame de cette montagne qui se défend et qui se trahit.

« Ce qui fait la vraie valeur de ces petites forteresses, c'est moins leur armement et leur position stratégique que l'intelligence du chef qui les anime de sa vie, l'art avec lequel il pratique tout un délicat travail d'information, de diplomatie, d'intrigue. Dans cette extrême confusion des partis et des querelles, ce n'est pas une tâche aisée de contrôler les rumeurs contradictoires, de distinguer les personnages sur lesquels nous pouvons nous appuyer, de nous mettre en relations avec eux sans toutefois les compromettre, de les attirer à nous par l'appât d'un profit, d'une augmentation d'influence, au besoin par de l'argent. Il s'agit de rallier autour de ces murailles une clientèle de gens qui... font à l'occasion le coup de feu à nos côtés. D'autres, sans se reconnaître ouvertement nos partisans, trouvent leur avantage à vivre en bon accord avec nous, fréquentent nos infirmeries et les marchés qui s'établissent toujours à l'abri de nos postes... Par leur intermédiaire nous arrivons à agir sur des tribus que leur hostilité ou leur éloignement aurait dérobées tout à fait à notre influence immédiate. Puis, quand la patiente besogne de ces postes perdus nous a ménagé partout des intelligences et des amis, nous poussons plus loin nos colonnes, qui ne rencontrent plus devant elles qu'une résistance amoindrie, et nous établissons plus avant un autre fortin tout pareil, où recommence le même travail de pacification, d'entente et de désagrégation.

« Depuis le Rif jusqu'à Agadir, sur 1.700 kilomètres, on rencontre ces postes, ces instruments de guerre et de diplomatie,... tantôt très rapprochés, comme dans la région de Taza,... tantôt séparés par des distances considérables. » (J.-J. THARAUD, *Marrakech*, pp. 30, 31, 32 et 33.)

Bref, c'est la combinaison de la politique et de la force. Cette méthode d'action politique conquérante, le général Lyautey l'a reçue du général Galliéni au Tonkin et à Madagascar. « Je ne trouverais pas, écrivait en 1895, le commandant LYAUTEY, le coup de fusil payé, si le lendemain même le résultat n'apparaissait pas pacifique, fécondant, administratif. (*Lettres du Tonkin et de Madagascar*, tome I, page 298.) Le général Lyautey a employé cette méthode avec succès sur

les confins d'Oranie, mais jamais avec une ampleur aussi magnifique que dans le domaine marocain :

« Quel que soit le moyen employé pour obtenir les soumissions, il s'agit de les rendre effectives et durables. Pour cela, il est fait appel à la collaboration de tous les principes d'autorité subsistant dans la tribu. Ils sont généralement assez précaires, les divisions intestines prolongées et même exploitées par nous les ayant d'ailleurs affaiblis. C'est là que le Service des Renseignements, l'autorité territoriale locale, doivent faire preuve d'un tact et d'un flair particuliers pour discerner les personnalités capables d'exercer à notre profit le commandement de leurs contribuables. Il s'agit d'ailleurs de procéder avec la plus grande prudence et de ne restaurer l'organisation du Maghzen qu'autant que les populations sont préparées et habituées à les supporter, en tenant le plus grand compte des coutumes et même des superstitions locales. Enfin, il faut s'attacher à créer le plus possible, par des achats sur place, par des œuvres d'utilité publique comme l'aménagement des sources, l'ouverture d'écoles et surtout d'infirmes indigènes, entre nous et les populations ralliées, une solidarité d'intérêts qui nous les attache. » (*Rapport Général*, p. 44.)

Politique indigène. — La méthode de pacification et de colonisation du général Lyautey a donc été la combinaison constante de la politique et de la force. Le général Lyautey a eu une politique indigène. Il n'a pas pris pour exemple les méthodes algériennes de la conquête et de l'assimilation.

La méthode de colonisation du général Bugeaud, la méthode de la conquête, nous coûta beaucoup de sang et ne nous donna point l'amitié des indigènes.

La méthode de l'assimilation ne donna pas des résultats meilleurs. Il suffisait, croyait-on, de faire de l'indigène un citoyen français, de lui donner un bulletin de vote, pour nous l'attacher aussitôt. L'art 1^{er} du Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865 déclarait en effet : « l'indigène musulman est français ; néanmoins il continuera d'être régi par la loi musulmane... Il peut, sur sa demande, être admis à jouir des droits de citoyen français ; dans ce cas il est régi par les lois civiles et politiques de la France. »

Erreur profonde, car, ce faisant, on lui faisait perdre sa religion. En effet, tout citoyen français est soumis au code civil, qui règle tout dans son existence : son mariage, ses successions, ses contrats de toutes sortes. Or, pour l'indigène, seul le Coran règle tout ; la société islamique trouve tout dans ce livre sacré : prescriptions d'hygiène,

morale, politique. C'est cette espèce de droit canon, de législation religieuse, qui est à la base de toute la civilisation musulmane. Les indigènes ne pouvaient ainsi abjurer le Coran, fut-ce pour devenir citoyen français.

La méthode de colonisation du général Lyautey a été tout autre. Fondée sur l'expérience de nos grands coloniaux, comme Galliéni dont le général Lyautey fut l'élève, la méthode pratiquée au Maroc fut celle de l'association. Nous ne sommes pas venus en conquérants, mais en amis, en conseillers. Nous avons laissé subsister tous les cadres politiques : Sultan, Caïds, Pachas ; toute l'organisation judiciaire, économique ; et nous nous tenons placidement dans la coulisse, faisant marcher les ficelles et dirigeant le pouvoir indigène au mieux de ses intérêts et des nôtres.

Tous les organismes indigènes : le Sultan, le Maghzen, les grands Caïds de l'Atlas, les Djemaas berbères ont été restaurés et appelés à collaborer avec nous. En 1894, dans une de ses *Lettres du Tonkin et de Madagascar*, (tome 1, p. 71, 72), le commandant LYAUTEY exposait la politique que nous devons suivre en Indo-Chine. C'est de cette méthode que s'est inspirée la politique du Protectorat au Maroc. Le commandant Lyautey s'exprimait ainsi :

« Faire du Protectorat et non de l'administration directe. Au lieu de dissoudre les anciens cadres dirigeants, s'en servir, gouverner avec le mandarin, et contre le mandarin. Partir de ceci, qu'étant, et destinés à ne jamais être ici qu'une infime minorité, nous ne pouvons prétendre à nous substituer, mais tout au plus à diriger et à contrôler. Donc ne froisser aucune tradition, ne changer aucune habitude, nous dire qu'il y a dans toute société une classe dirigeante, née pour diriger, sans laquelle on ne fait rien, et une classe à gouverner ; mettre la classe dirigeante dans nos intérêts.

« Devenus nos amis, sûrs de nous, ayant besoin de nous, les mandarins n'auront qu'à parler pour que tout se pacifie, à autrement de frais et plus sûrement qu'avec toutes les colonnes militaires. Ils sont avant tout hommes de gouvernement et non patriotes, nationaux, mots creux ; associons-les au gouvernement et toute leur influence nous vient... C'est avec ce système que nous avons en dix ans une Tunisie prospère, et avec le système inverse, celui qui consiste à dissocier toutes les forces locales et à gouverner sur une poussière, que nous avons au bout de cinquante ans une Algérie végétante. »

Imbu de ces excellents principes, le Protectorat marocain s'est employé à : « rehausser le prestige personnel du Sultan en faisant

revivre autour de lui les anciennes traditions et le vieux cérémonial de la Cour, à garantir scrupuleusement l'autonomie de son pouvoir religieux, à raffermir sa confiance et son autorité en l'associant à nos projets, en sollicitant ses réflexions et ses avis. » (*Rapport Général*, page XIV.)

Le Maghzen possède un véritable droit d'examen. Le Conseil des Vizirs est devenu un organe indispensable de l'administration. Enfin, dans les provinces, les indigènes ont pu prendre une part effective dans la gestion de leurs intérêts. Recevant en octobre 1916, à l'occasion de l'Aïd el Kébir, les Caïds de tout le Maroc, le général Lyautey leur dit : « Le Protectorat apparaît ainsi comme une réalité durable : la pénétration économique et morale d'un peuple, non par l'asservissement à notre force, mais par une association étroite, dans laquelle nous l'administrons dans la paix, par ses propres organes de gouvernement, suivant ses coutumes et ses libertés à lui. » (*Rapport Général*, p. XIV.)

C'est cette politique de collaboration avec des hommes « devenus nos amis, sûrs de nous, ayant besoin de nous », qui a conduit la France, respectueuse de l'Islam et soucieuse d'en faciliter l'exercice à ses fidèles, à faire créer la société des Habous des Lieux Saints (Président : M. Ben Gabrit, Consul Général honoraire), à donner 500.000 francs en 1916 pour la construction aux Lieux Saints (La Mecque) d'hôtels à l'usage des pèlerins nécessiteux de l'Afrique du Nord, à voter un crédit de 500.000 francs (Loi du 19 août 1920) pour l'édification à Paris d'un Institut musulman comprenant une mosquée, une bibliothèque, une salle d'études et de conférences, destiné à constituer à Paris, pour les Musulmans français et étrangers, un centre de réunion, une vraie maison de l'Islam.

C'est cette politique qui a conduit le Protectorat à créer les Collèges musulmans de Rabat et de Fez, l'Ecole Militaire de Meknès, l'Institut des Hautes Etudes Marocaines ; à faire entrer les indigènes, notamment ceux sortis des Collèges franco-musulmans, dans les services administratifs du Protectorat et même dans le Cabinet du maréchal Lyautey.

Aux Collèges musulmans de Rabat et de Fez, les fils des notables arabes ou berbères reçoivent, de maîtres musulmans et de maîtres français, une éducation mixte qui leur permet de s'associer à nous, soit dans l'administration, soit dans la vie civile.

L'Ecole Militaire de Meknès, le Saint-Cyr marocain, donne aux jeunes gens des grandes familles du Maghreb la connaissance de

notre langue et l'instruction nécessaire à leur entrée dans le corps des officiers de l'armée du Maroc. Créée par décision ministérielle du 3 septembre 1918, l'Ecole de Dar-el-Beïda reçut, en janvier 1919, une première promotion de 14 élèves appartenant à d'excellentes familles de chefs indigènes ou d'importants personnages religieux (Caïds du Boucheron, du Tadla, de Petitjean, Pacha de Taza, Chorfa d'Ouezzan, Marabouts des Cherkaoua, de Boujad). En septembre 1920, l'Ecole, sur 35 demandes d'entrée, n'en admit que 10 concernant des fils de très grandes familles (un fils de feu Si Madani Glaoui ; le beau-frère du Pacha Hadj Thami Glaoui ; deux neveux de Si Ayadi, Caïd des Rehamna ; le frère du Pacha d'Azemmour, etc...). Le Maréchal prit en 1921, dans son cabinet militaire, l'un des jeunes officiers indigènes sortis de l'Ecole.

Enfin, l'Institut des Hautes Etudes marocaines, dont les membres sont des Français et des Marocains, a pour but de poursuivre et de centraliser les recherches scientifiques concernant le Maroc.

« A chacun des groupes de population du Maroc, le général Lyautey a offert ce qui pouvait le mieux le séduire : aux Oulémas de Fez, gens pieux ou simplement hypocrites, le respect de leur influence religieuse ; aux fonctionnaires, le maintien de leur situation et un rôle sérieux dans l'administration ; aux négociants, l'appât de gains inespérés ; aux paisibles agriculteurs des plaines, la sécurité de leurs récoltes et de leurs troupeaux ; aux grands Caïds du Sud, le maintien de leurs prérogatives et l'utilisation de leur influence ; aux Berbères de la montagne, la sauvegarde, sous l'action française, et sans l'intermédiaire du Maghzen qu'ils détestent, de leurs coutumes traditionnelles... Et en même temps qu'il employait vis-à-vis de chacun de ces groupes les bons procédés susceptibles de les apprivoiser, le général Lyautey faisait sentir qu'il était prêt à employer la force si la nécessité s'en imposait. » (A. BERNARD, *Annales de Géographie*, n° 139, 15 janvier 1917.)

Certains ont parfois discuté cette politique indigène d'association et de collaboration, prévoyant même les dangers qui pourraient en résulter. Ces objections ne semblent guère justifiées, même dans un avenir lointain. Il ne faudrait point assurément soutenir ce paradoxe, un peu naïf, que le Maroc tout entier, même le Maroc pacifié, a pour la France qui le protège un amour sans réserve. Mais il lui est reconnaissant d'avoir établi, dans un pays si longuement troublé, l'ordre, la sécurité, la prospérité, d'avoir, comme le dit un document signé de

tous les grands Caïds du Maroc : « étendu sur ce pays le manteau de la paix. »

Cette méthode de politique indigène, qui a donné de bons résultats pendant la paix, en a donné d'encore meilleurs pendant la guerre. Elle a permis de tenir le Maroc et d'en continuer la pacification avec des forces considérablement diminuées. Sur toute la longueur de cet immense front de l'Atlas, les légionnaires, austro-allemands pour la plupart, les soldats noirs improvisés, les quelques bataillons de tirailleurs algériens ou de coloniaux fatigués, et les braves territoriaux du Midi, de Narbonne ou de Béziers, purent ainsi résister partout à la poussée des tribus berbères, affermir notre occupation ancienne, agrandir les régions pacifiées, créer enfin des routes, des chemins de fer, des ports, des villes.

Politique de travaux publics. — Cette méthode de politique indigène, le général Lyautey l'a complétée par une politique de travaux publics. Il a appliqué sa formule favorite, *un marché, un chantier, vaut un bataillon*. Au fur et à mesure que les chantiers se multiplieront, le nombre des bataillons diminuera. Par des routes, par des voies ferrées, les sacrifices en hommes et en argent pourront être réduits. « Des ports, des routes, des chemins de fer, des télégraphes, voilà le vrai moyen d'arriver à réduire nos effectifs en doublant leur action. » (*Rapport de M. Maurice LONG, au sujet de l'emprunt de 230 millions à contracter par le gouvernement du Protectorat en 1914.*)

Dans un pays neuf comme le Maroc, qu'on occupe, qu'on pacifie et qu'on organise, il fallait, pour pénétrer dans l'intérieur et y étendre l'influence civilisatrice, de gros effectifs. L'immense avantage des chemins de fer fut de pouvoir transporter ces nombreux effectifs, les rivières n'étant pas au Maroc le chemin par lequel on s'infiltrait dans l'intérieur, mais étant les « chemins qui buttent », des « chemins qui arrêtent », au lieu d'être des « chemins qui marchent ». Ainsi, pour pouvoir pénétrer au cœur du pays et effectuer des transports à longue distance, il fallait des voies ferrées.

D'autre part, grâce à la voie ferrée, on put réduire les effectifs et étendre la pacification. *Le rail coûte moins cher que le canon et porte plus loin*, disait Cecil RHODES et il ajoutait « qu'il est plus avantageux de construire un chemin de fer que de développer des armements nécessairement improductifs ». C'est par la voie ferrée, écrivait en 1914, M. Adolphe GIROD, député du Doubs, dans une brochure sur *Le Maroc*, « que nous prendrons possession du Maroc, définitivement et pacifiquement. Nous ne serons pas obligés de sacrifier encore de nombreux

ses, trop nombreuses vies humaines pour pénétrer dans les hautes régions que nous laissons en ce moment volontairement hors de notre action militaire, en raison, précisément, de la difficulté de la pénétration que la voie ferrée saura vaincre, sûrement ».

Le général Lyautey n'ignorait pas la nécessité qu'il y avait à construire immédiatement des voies ferrées au Maroc. Aussi, dès 1912, les chemins de fer à voie étroite de 0 m. 60 furent commencés. Ils ont été d'un grand secours dans l'œuvre de pacification. Depuis le jour où la guerre nous libéra de la tutelle allemande, ces chemins de fer purent être livrés au commerce, auquel ils rendirent de signalés services.

Livrés au commerce, ces chemins de fer stratégiques furent à la fois des chemins de fer économiques. Ils contribuèrent à la pacification des régions qu'ils traversaient, en y faisant naître la vie économique. Ils facilitèrent l'exploitation des richesses naturelles dans des régions peu accessibles aux transports sur route ou sur piste et l'importation des produits européens chez l'indigène.

Des routes excellentes remplacèrent les pistes d'autrefois. Les principales relient Casablanca à Marrakech ; Rabat à Meknès, Fez, Taza et Oudjda ; Meknès à Bou Denib, celle-ci, que l'on appelle « la route impériale du Tafilelt », mène par Azrou, Timhadit et à travers l'Atlas, aux régions de l'extrême sud-est marocain. Sur ces belles routes, voitures et camions automobiles voisinent avec les lentes caravanes d'ânes, de mulets et de chameaux.

Ces routes ont également rendu de grands services à la pacification du Maroc, surtout depuis l'importance qu'ont prise les transports automobiles. Les camions automobiles ont permis le transport rapide des troupes, même sur de longues distances. Ils ont ainsi étendu grandement notre rayon d'action et contribué à assurer, de façon définitive, notre occupation au Maroc. Contrairement donc à ce qu'on affirmait en 1914, et notamment à ce qu'en écrivait M. Girod dans sa brochure sur le Maroc (*La Conquête Pacifique*), les routes ont rendu au Maroc des services aussi importants que ceux fournis par les voies ferrées. De tels résultats ont été obtenus grâce au développement intense des transports automobiles.

En résumé, tant au point de vue pacificateur qu'économique, « la question coloniale, comme l'a dit M. Arthur GIRAULT, est une question de travaux publics...

« Les avantages matériels qu'en retirent les indigènes sont, à leurs yeux, l'excuse de notre domination ; ils constituent en même temps le meilleur moyen d'assimilation. Le progrès matériel doit précéder et

préparer le progrès moral. » (*Principes de Colonisation et de Législation Coloniale.*)

Politique militaire, politique indigène, politique de travaux publics, « une volonté, une unité, une continuité, une décision à tout briser, ainsi se font les colonies, comme toutes les œuvres. » (Commandant LYAUTEY, *Lettres du Tonkin et de Madagascar*, Tome 1, p. 255.)

« Au sens littéral du mot, nous n'avons donc pas dépossédé les possesseurs légitimes du Maghreb : nous collaborons avec eux et nous les protégeons.

« Et qu'on ne m'accuse pas ici d'hypocrisie : mes amis musulmans savent que je serais le dernier homme à approuver le rapt et la spoliation d'une terre musulmane... J'ai protesté contre l'occupation de la Mésopotamie par l'Angleterre ; j'ai protesté contre l'occupation de la Cilicie par la France ; j'ai protesté et je proteste encore contre le vol de Smyrne et d'Andrinople à la Turquie. Mais je ne proteste pas contre le protectorat de la France au Maroc. Bien au contraire ! j'approuve de toutes mes forces l'œuvre de la République et l'œuvre du général Lyautey. Le Maroc était un pays en pleine décadence et qui sombrait dans l'anarchie. La justice, la liberté, les droits les plus élémentaires de l'homme n'y étaient plus qu'autant de mots. Nous sommes venus, et la justice, la liberté, la sécurité règnent à nouveau. L'autorité du Sultan légitime n'a jamais été plus forte ; et tout le monde, musulmans, chrétiens, juifs, d'un bout à l'autre de l'Empire, nous obéit de bon cœur et salue nos couleurs et nos uniformes avec amitié. » (Claude FARRÈRE, *Le Maroc en 1920*, de *l'Information* du 19 déc. 1920.)

Pour conclure, il faut déclarer, avec M. Maurice LONG, que « l'œuvre accomplie au Maroc depuis la guerre par le général Lyautey demeurera pour la France un impérissable titre de gloire, au milieu de tous les hauts faits dont cette époque tragique a enrichi notre histoire. » (*Bul. de l'Afrique Française*, année 1916, p. 89.)

Le Gouvernement de la République a sanctionné l'œuvre militaire, politique et économique du général Lyautey. Par un décret, en date du 19 février 1921, il a conféré au général Lyautey, Commissaire Résident Général, Commandant en Chef l'armée du Maroc, en même temps qu'aux généraux Franchet d'Esperey et Fayolle, qui tous trois ont été de ceux qui ont sauvé l'honneur et la vie de notre patrie, la dignité de MARÉCHAL DE FRANCE.

CHAPITRE XII

LA SITUATION SOCIALE DU MAROC

§ 1. — *Le Sultan et le Maghzen avant le Protectorat.*

La Cour des Chérifs Marocains. — Au point de vue social, le Maroc, c'était avant le Protectorat, le Moyen Age : à la tête de l'Empire, le Sultan, descendant direct du Prophète, chef politique et religieux, et sa Cour ; au-dessous de lui, de grands vassaux vivant avec leur Cour ; en bas, le peuple, les tribus pillardes ou pillées, tantôt rebelles, tantôt pliant sous le poids des impôts.

La Cour du Sultan constituait ce qu'on appelait le Maghzen, c'est-à-dire l'ensemble du pouvoir central et des ressources nécessaires pour l'exercer (dans un sens plus général, par Maghzen on entend « Gouvernement Marocain »). Le Sultan gouvernait à l'aide d'un personnel administratif et d'un personnel militaire.

1° *Le Personnel Administratif.* — Le personnel administratif comprenait les fonctionnaires du Palais, ou « gens de poignard » et les fonctionnaires de l'Etat, ou « gens de sacoche ».

a) *Le Personnel du Palais.* — Les serviteurs du Palais (Dar el Maghzen), dits *Hanati*, étaient partagés en un certain nombre de corporations, dites *Hantas* : les Hantas intérieurs et les Hantas extérieurs.

Ceux qui servaient à l'intérieur (domesticité) du Dar el Maghzen étaient placés sous les ordres du *Hagib*, Chambellan du Sultan et Intendant du Palais. Ils étaient répartis en quatre corps de service :

les gens des ablutions, huissiers du Cabinet ;

les gens du thé ; ces deux corps étaient formés d'esclaves de choix ;

les gens du lit, charges appartenant à des familles maghzen ;

les gens de la natte, gentilhommes de la chambre, choisis le plus souvent parmi les *Chorfas* (membres de la famille chérifienne).

Ceux qui servaient à l'extérieur du Palais (gardes) dépendaient du *Caïd El Méchouar*, maître des cérémonies. Ils se répartissaient ainsi :

les gens des écuries, qui étaient des esclaves nègres ;

deux corps de cavaliers : les *Mchaouris* (500), chargés du service

du Palais et les *Msakhrin* (3.000), recrutés parmi les tribus maghzen et constituant la Garde Impériale ;

les titulaires de charges de Cour qui formaient dans les grandes occasions l'escorte du Sultan ;

le *Moul el Meddal*, porte parasol du Sultan ;

les *Mzarguiya*, hommes armés de lances qui marchent devant le Sultan, charges appartenant à des familles maghzen ;

les hommes qui agitent des mousselines pour préserver le Sultan des mouches.

b) Le Personnel de l'Etat. — Le personnel administratif comprenait les fonctionnaires du gouvernement central et les fonctionnaires des provinces.

Neuf hauts fonctionnaires assistaient le Sultan et constituaient le Maghzen Central. Parmi eux, on comptait cinq ministres dont un seul avait le titre de vizir, c'était le Grand Vizir, sorte de Chancelier de l'Empire. Ces fonctionnaires étaient les suivants :

le Grand Vizir (*El Fquih El Kebir*), ministre de l'Intérieur ;

l'Ouzir el Bahr, ministre des affaires étrangères (de la mer) ;

l'Allef, ministre de la guerre ;

l'Amin el Oumana, ministre des finances ;

l'Ouzir ech Chikayat, ministre des réclamations ;

le Hagib, Chambellan.

Trois sortes de Sous-Secrétaires d'Etat assistaient l'Amin el Oumana. C'étaient les Amin des rentrées, des dépenses et des comptes.

L'Ouzir ech Chikayat était chargé de recevoir les plaintes des tribus ou des particuliers contre les fonctionnaires du Maghzen.

A Tanger, l'Ouzir el Bahr avait, depuis 1883, un délégué chargé de recevoir les réclamations des consuls. Le poste fut successivement tenu par Si Mohammed Torrès et par Si Mohammed el Guebbas, dont les noms sont bien connus.

L'Administration des provinces était exercée par plusieurs catégories de fonctionnaires :

les *Caïds* et les *Cheikhs*, dépositaires de l'autorité temporelle du Sultan ; les *Caïds* étaient des sortes de fermiers généraux nommés par le Sultan après avoir versé à cet effet des sommes importantes et choisis parmi les notables de la ville ou de la tribu. Ils étaient à la fois chefs militaires, gouverneurs civils, collecteurs d'impôts et juges en matière pénale ;

les *Oumanas*, percepteurs des droits de porte, de régie et de marché ;

les *Mothasseb*, prévôts des marchands. Ils administraient les cor-

porations de marchands et d'ouvriers ; surveillaient les marchandises, s'assuraient chaque jour de leur bonne qualité et établissaient une mercuriale. Cet usage de la mercuriale est très ancien au Maroc, mais avant le Protectorat la mercuriale servait plus souvent les intérêts des corporations qu'elle ne protégeait ceux des consommateurs.

les *Cadis*, magistrats religieux juges de droit commun ;

les *Khetabs*, prédicateurs ;

les *Nadirs*, administrateurs des Habous ;

les *Abi Maourit* et *Oukil er Raïab*, administrateurs des successions vacantes et percepteurs des droits du Trésor sur les héritages.

2° *Le Personnel Militaire*. — L'armée marocaine n'avait rien d'une armée permanente, comme il en existait à Alger ou à Tunis (janissaires turcs.) Elle ressemblait à ces armées du Moyen Age qui se formaient, lorsque le Seigneur s'en allait en guerre, de tous les cavaliers du Royaume. Cependant, quand, à la faveur de la renaissance de l'Islam, les Chérifs parvinrent au pouvoir au XVI^e siècle, ils se virent dans la nécessité, pour asseoir et maintenir leur autorité sur le Maroc berbère, de s'appuyer sur les quelques tribus arabes de leur Empire. Ils les groupèrent et ainsi furent constituées les *tribus maghzen*.

Les Chérifs Saadiens créèrent les deux premières tribus maghzen en constituant une armée composée d'Arabes venus du Sous et d'Arabes de l'ouest du Maroc. Elles furent appelées Cheraga.

Moulay Ismaïl en créa deux autres, celle des Bokharia, tribu nègre dite des Abid, et celle des Oudaïa qu'il installa dans la plaine du Saïs, près de Fez. Ces deux tribus troublèrent l'Empire de leurs rivalités.

Enfin, au XIX^e siècle, après la défaite de l'Isly, une dernière tribu maghzen fut créée, celle des Cherarda.

Les tribus maghzen étaient de véritables colonies militaires dont les membres passaient toute leur vie au service du Sultan. En échange, ces tribus recevaient des terres en propriété ou en usufruit, sur lesquelles elles s'établissaient ; elles étaient aussi exemptes d'impôts.

La division administrative n'existait pas chez elles ; la division militaire était la règle. Ainsi, cent *Mokhazni* (simples soldats) constituaient un *Mia*, commandé par un Caïd, le *Caïd-Mia* ; cinq *Mia* formaient un *Reha*, commandé par un *Caïd-er-Reha*.

Quels étaient leurs devoirs envers le Sultan ? Tout d'abord, fournir le service militaire, le « Guich » (le contingent) ; le Guich ne fournissait que des cavaliers ; il était réparti entre les quatre villes impériales (Fez, Marrakech, Meknès, Rabat), Larache et Tanger. Ensuite, fournir les titulaires des postes importants ; ainsi, les villes impériales étaient

sous l'autorité de gouverneurs militaires appelés *Pachas de Guich*.

Après la bataille de l'Isly (1844), les Sultans sentirent le besoin de posséder une armée permanente, constituée non seulement de cavaliers mais de fantassins. Ils créèrent alors des corps de fantassins (Askri), qui furent recrutés dans des tribus arabes installées sur des terres du Sultan et dites de *Naïba*. Lorsqu'elles ne fournissaient pas de « nouaïbs », ces tribus naïba payaient en compensation un impôt de remplacement, dit naïba.

L'armée marocaine, ainsi formée de cavaliers et de fantassins, atteignait à peine quatre à cinq mille hommes, loin d'ailleurs d'être bien exercés et disciplinés. C'est pourquoi, Moulay Hassan, père d'Abd el Aziz, fit appel, en 1878, à la France, dont il reçut une mission d'officiers instructeurs.

§ 2. — *Les Grands Vassaux du Maghzen.*

Les grands Caïds du Sud. — Le Maroc, « c'était une mosaïque de peuplades et de tribus musulmanes de langues arabe et berbère, dont les unes obéissaient à un pouvoir central et présentaient de ce fait une certaine cohésion, tandis que les autres échappaient à ce pouvoir d'une façon plus ou moins complète. » (*Rapport général*, p. 49.)

L'autorité du Sultan ne s'étendait donc pas sur tout le Maroc. Certaines régions seulement étaient soumises, elles constituaient le Maroc Maghzen (bled el maghzen). Le reste était indépendant (bled ès siba) et ne payait pas d'impôts, c'était surtout la montagne, le pays berbère.

Dans le Sud, rarement le Sultan dépassait Marrakech. De là, il voyait bien les cimes du Grand Atlas, mais ne se risquait pas dans ces régions. Des tribus berbères y vivaient, repoussées par l'invasion arabe, en toute indépendance du Sultan de Fez. Elles étaient dominées par des Caïds, grands seigneurs féodaux. Ces Caïds, dont les châteaux forts commandaient les défilés par lesquels les populations devaient passer pour traverser la montagne, tenaient naturellement les Chleuh à leur merci. Ainsi, la nécessité et l'habitude avaient fini par créer des relations de vassal à suzerain entre les Berbères du Sud et leurs Caïds. Ceux-ci, sortes de vice-rois rappelant nos seigneurs du Moyen-Age, n'acceptèrent jamais du Sultan qu'une suzeraineté relative ; étroitement attachés au Sultan si le Sultan était fort, de façon nominale s'il ne l'était pas.

Au-dessous du Sultan, écrivait PORCHÉ-BANÈS « de grands vassaux vivant avec leur Cour, leurs gendarmes, leurs bouffons, leurs lévriers et leur faucons, dans de grandes kasbah fortifiées, véritables châteaux

féodaux, maîtres et seigneurs dans leurs fiefs et rendant la haute et basse justice, y frappant les impôts, sans cesse en lutte les uns contre les autres et au besoin contre le Sultan : les Glaoui, Mtougui, Si Aïssa Ben Omar, sont les ducs de Bourgogne, les comtes de Flandre de la féodalité ».

Quels sont donc aujourd'hui ces grands Caïds du Sud, maîtres de tout l'Atlas et de tout le Sous, de la mer jusqu'aux sommets couverts de neige ? Les principaux de ces grands féodaux sont le Mtougui, le Goundafi, les Glaoua. Il y en a bien d'autres encore : El Ayadi, Caïd des Rehamna ; Aïda ou Mouïs ; El Guellouli ; Ouriki ; le chérif de Tameslouft.

Ces grands seigneurs de l'Atlas, vassaux du Maghzen, mais pratiquement indépendants, détenaient, quand nous arrivâmes au Maroc, une situation de fait. Le général Lyautey se garda bien d'y toucher : « d'abord par respect pour la volonté des populations et par prudence ensuite. 80.000 hommes, à l'heure actuelle, assurent le respect de la loi dans le Maroc Maghzen. Si nous avions voulu nous substituer aux grands Caïds du Sud, usurper leurs domaines et leur autorité, et acclimater jusqu'au delà du Sous l'instituteur laïque et le juge de paix républicain, 120.000 hommes eussent été nécessaires et le sang aurait coulé par torrents. Le général Lyautey s'y est refusé... » (Claude FAR-RÈRE, le Maroc en 1920, n° du 19 décembre 1920 de *l'Information*.)

Le général Lyautey, au contraire, a inauguré ce qu'on a appelé la « politique des grands Caïds ». Cette politique a été la collaboration franche et entière avec ces grands seigneurs du Sud, véritables barons du Moyen-Age, capables de lever des harkas de plusieurs dizaines de milliers d'hommes et qui, en mettant à notre disposition leur autorité et les moyens matériels considérables dont ils disposaient, nous ont permis, peu à peu, avec les effectifs les plus réduits, d'assurer à la domination du Sultan ces immenses territoires du Sud ; territoires qui, s'il avait fallu les conquérir avec nos seules forces, auraient, pour être réduits, nécessité des opérations militaires de grande envergure et des pertes considérables en hommes et en argent.

Les Mtougui, Goundafi, Glaoui. — Les Mtouga sont, depuis plus de cinq cents ans, Caïds d'une immense région qui s'étend entre Mogador et les hauts sommets de l'Atlas. Leur vieux château de Bou About, aux tours crénelées, aux vastes cours pavées, s'élève dans un site désolé, sur un mamelon qui domine les eaux torrentielles du Ksob, au pied du col par où l'on passe dans la vallée du Sous. Le vieil Abd el Malek Mtougui, grand officier de la Légion d'Honneur, est un paysan septua-

général, de pure race berbère, qu'on voit toujours, même sur sa mule, pousser entre ses longs doigts maigres, déformés par la goutte, les grains d'un chapelet sur lequel il égrène sans doute les souvenirs de ses vicissitudes et de ses variations politiques. Il possède, dans son vieux castel de Bou About, de grosses réserves d'or enfouies dans de grandes jarres d'huile : « Il n'a pas fallu moins qu'un cataclysme comme la guerre mondiale pour que ce paysan, plein de méfiance à l'égard de la monnaie de papier, se décidât à échanger quelque cent mille francs de douros contre les titres de l'Emprunt ! » (J.-J. THARAUD, *Marrakech*, p. 169.)

Les Goundafa commandent à leur tribu depuis un siècle environ. Leur château fort se dresse à 1.100 mètres d'altitude à pic sur Foued Nfis, et surveille le col qui conduit à la haute vallée du Sous, d'où le surnom de portier de l'Atlas donné aux Caïds Goundafa. Si Taïeb Goundafi, grand officier de la Légion d'Honneur, est un gentilhomme à longue barbe blanche, que l'on dit extrêmement riche. Ayant passé toute sa vie à défendre son héritage contre de puissants rivaux, il a acquis l'allure du renard ; ses « yeux inquiets semblent toujours, même en prenant le thé, surveiller à droite et à gauche le rocher ou le buisson d'où peut partir un coup de fusil ». (J.-J. THARAUD, *Marrakech*, p. 170.)

Les Glaoua sont les plus puissants des Caïds du Sud. Ils possèdent, au sud-est de Marrakech, un vaste fief à cheval sur les hautes chaînes du Grand Atlas. Leur kasbah commande la route qui, par le Tizin Telouët, conduit de Marrakech au Tafilelt. C'est là que naquirent les deux puissants Glaoua : Si Madani et El Hadj Thami.

El Hadj Thami Glaoui, Pacha de Marrakech, frère cadet du Madani, est un grand seigneur fastueux et élégant, d'une quarantaine d'années. C'est aussi un guerrier superbe qui, après avoir bien bataillé dans l'Atlas à la tête de ses harkas, pour notre intérêt et le sien, revient à Marrakech rouler dans son automobile. C'est enfin un grand homme d'affaires, propriétaire de beaucoup de terres, de maisons et de jardins à Marrakech ; très occupé de l'idée que ces fortunes sont déjà menacées par l'esprit démocratique que nous amenons avec nous, et se hâtant d'accumuler toutes les richesses possibles afin de demeurer un grand seigneur encore quand sa puissance politique se trouvera diminuée. » (J.-J. THARAUD, *Marrakech*, p. 171.) Avec la mort de Si Madani, El Hadj Thami est devenu le chef de la maison des Glaoua.

Parmi ces puissants seigneurs de l'Atlas, Si Madani Glaoui fut le

plus grand. C'est lui qui habitait le vieux château des Glaoua. Sa kasbah se dressa au pied du col de Telouët, sur le revers méridional du Grand Atlas. « C'est Crozant, c'est Coucy, c'est notre Moyen Age ressuscité par miracle et dressé là, au milieu d'un désert de pierres... » (J.-J THARAUD, *Marrakech*, p. 173.)

La résidence du Caïd des Glaoua a une allure toute féodale. On y voit d'abord une triple muraille en terre battue, crénelée et percée de trous. Des murailles secondaires relient ces trois enceintes et déterminent, soit une série de cours, soit des quartiers où habite une partie du très nombreux personnel de Dar el Caïd. La maison elle-même est très élevée, de la hauteur de trois étages environ ; elle fait de loin un bel effet, par suite de la présence de tours crénelées, de redans dans le mur et à la partie supérieure, d'une série de machicoulis en bois.

Pendant de longues années, Si Madani Glaoui mit toute son ambition à étendre sa puissance aux dépens de ses voisins par la force et par l'intrigue. Puis, l'amitié de Moulay Hassan, et les services rendus à Moulay Hafid « le teigneux » dans sa lutte contre Abd el Aziz, en firent un personnage puissant. Vizir du Sultan, Si Madani s'installa à Marrakech dans le Palais de Ba Ahmed où il vécut magnifiquement, nommant les Caïds, établissant partout sa famille. La jalousie de son maître le précipita dans l'ombre.

Il vécut dès lors à Marrakech. Il repoussa même l'offre que lui fit El Hiba de recommencer la guerre sainte et de devenir son grand vizir, conscient que le Maroc n'étant pas capable de conduire seul ses destinées, il fallait accepter la protection d'une Puissance étrangère. On le vit aussi, avec son frère, intervenir auprès du Madhi pour qu'il ne fut fait aucun mal aux Français emprisonnés comme otages et leur envoyer de la nourriture.

Enfin, quand le 2 août 1914, le général de Lamothe, commandant la Région de Marrakech, réunit tout ces seigneurs féodaux, que nous connaissions de la veille, pour connaître leurs intentions, Si Madani prit la parole. En signant le Protectorat, dit-il, le Maroc avait attaché sa fortune à celle de la France : l'heure avait maintenant sonné de prouver sa loyauté.

Si Madani mourut en 1918, quelques semaines après le trépas de son fils préféré, Abd el Malek, Pacha de Demnat. Abd el Malek fut tué au cours d'un engagement dans la montagne, dans une expédition dirigée par le général de Lamothe et le Fquih Si Madani contre des insoumis de l'Ahansal, à l'est d'Azilal. De ses cent trente enfants, il

était le préféré, le plus intelligent, celui qu'il avait désigné pour devenir après lui l'héritier et le chef de la maison des Glaoua. La mort de son enfant et le désespoir de laisser son immense héritage à son frère Thami, dont au fond, il jalousait la puissance, l'amènèrent rapidement au tombeau. Ainsi mourut un grand ami de la France.

« Des hommes tels que nos grands Caïds, qui, au fond de leurs montagnes, suivent d'un œil si curieux la politique de l'Europe en Orient, méritent qu'on prenne garde à ne pas leur déplaire ; ils ont été les grands vassaux du Maghzen, ils sont les grands vassaux de la République. Ils nous épargnent beaucoup de soldats et beaucoup de millions. A tous ces titres, ils ont droit à notre considération particulière. Et si je plaide ici leur cause, ce n'est pas qu'elle ait besoin d'être plaidée tant que le général Lyautey restera à Rabat. Mais c'est parce que le général Lyautey n'est pas éternel et que la République, fidèle à son goût de l'incompétence, lui donnera probablement pour successeur un homme tout à fait ignorant de l'Islam, tout à fait ignorant du Maghreb, et qui croira dur comme du fer, que la formule : Liberté, Egalité, Fraternité, peut avoir cours aussi bien dans le Sous que sur les bords de la Seine... » (Claude FARRÈRE, *le Maroc en 1920*, n° du 10 décembre 1920 de *l'Information*.)

§ 3. — *Les populations du Maroc.*

La population indigène du Maroc comprend des éléments variés et souvent même mêlés. Pour bien comprendre la composition du peuple marocain, il faut se rappeler l'idée fondamentale de l'ethnographie du Maghreb : jusqu'au VII^e siècle, une population autochtone, les Berbères ; puis, à partir du VII^e siècle et surtout du XI^e siècle, l'arrivée des Arabes.

En général, la population est fixée au sol. Les Arabes eux-mêmes se sont fixés dans les plaines, et, de nomades, sont devenus sédentaires. On est étonné, en dehors des grandes capitales et des ports, du nombre de bourgades que signalent les historiens de l'époque ; il en subsiste quelques-unes, notamment El Ksar, Ouezzan, Taza, Oudjda, Settât, Demnat, Taroudant. La vie de migrations a aujourd'hui à peu près disparu. On ne rencontre plus au Maroc des tribus nomades comme dans le Sud-Algérien.

Les Berbères. — On a souvent et longuement discuté sur l'origine des Berbères. On peut admettre aujourd'hui que les Berbères seraient issus de deux races brunes, l'une venue du Sud de l'Europe, l'autre du Sahara, et d'une race blonde, originaire du Nord de l'Eu-

rope, auxquelles vinrent s'ajouter des Ibères. On s'explique maintenant pourquoi la race berbère est absolument blanche.

Au XVI^e siècle, Léon l'Africain distinguait cinq branches dans la race berbère :

les *Masmouda*, dans l'Atlas Occidental et les plaines du Sous, du Haha et du Haouz de Marrakech ;

les *Ghomara*, dans le Rif et les Djebala ;

les *Zenata*, *Haouara* et *Sanhadja*, dans le Temesna, c'est-à-dire dans la plaine atlantique.

Les trois grandes races principales étaient :

1^o les *Masmouda*, qui paraissent les plus anciens ;

2^o les *Zenata*, dont on retrouve le nom chez les Béni Snassen, ou Béni Iznaten ;

3^o les *Sanhadja* ou *Zenaga*, qui tirent leur nom de l'Oued *Sanhadja* ou *Zenaga*, le Sénégal. Au XI^e siècle, la grande invasion des Almoravides vint au Maroc des bords du Sénégal et les Almoravides étaient des *Sanhadja*. On les appelait encore *Sanhadja* au *lithem*, c'est-à-dire au voile ; ce sont des parents des Touaregs dont le visage est voilé jusqu'aux yeux.

Chacune de ces trois races se divisait en un grand nombre de tribus. Au milieu des luttes qui, pendant des siècles, ont déchiré le Maroc, et dans les poussées successives vers l'Andalousie, ces tribus se sont naturellement mélangées. Aussi, on retrouve plutôt des îlots originaires de ces trois races primitives que des groupements importants de chacune de ces trois races.

Les gens du Sous ne semblent pas pouvoir être rattachés à aucune des trois grandes familles berbères. Au VIII^e siècle, les auteurs arabes parlent de deux Sous : le Sous El Adna, qui s'étendait entre la Moulouya et l'Oum er Rêbia. et qui comprenait Tanger ; le Sous El Acsa, qui s'étendait au sud de l'Oum er Rêbia. Au XI^e siècle, le Sous El Adna n'existe plus et le Sous est indiqué à son emplacement actuel, avec Taroudant comme capitale. Doit-on en conclure qu'à une époque très lointaine les gens du Sous composaient la population de tout le Maroc ? Les gens du Sous parlent en effet un dialecte chleuh.

Les gens du Draa, en raison des caractères spéciaux qu'ils présentent, ne paraissent pas non plus pouvoir rentrer dans une des trois grandes races berbères. Ils sont plus foncés que les Soussi et considérés comme des « hartani », c'est-à-dire un produit d'hommes libres et d'esclaves.

Actuellement, on n'arrive plus à distinguer que trois groupements berbères. On leur donne les noms génériques de *Rouafa*, *Berber*, *Chleuh*.

1° les *Rouafa* sont les descendants des anciens Ghomara. De tout temps ils ont habité les montagnes du Rif. On ne les connaît pas encore beaucoup.

2° les *Berber* sont les Berbères du Nord : Moyen-Atlas et Atlas central. Ils ont toujours résisté à l'infiltration arabe. Les principales de leurs tribus sont, dans le Moyen-Atlas : les Riata, Béni-Ouaraïn, Béni Mtir, Igououan, Zemmour, Zaër, Béni Mguild, Zaïan et Aït Tserrouchen ; et dans l'Atlas central : les Aït Atta, Aït Izdeg, Aït Iafelman, Entifa, Aït Attab et Aït Serri.

Ils parlent un dialecte différent de celui des autres groupes berbères ; sont pour la plupart indépendants du Maghzen ; pratiquent la transhumance, habitant la montagne en été et la plaine en hiver.

Chaque tribu se divise en un certain nombre de fractions, qui se divisent chacune en un certain nombre de villages appelés *dchour* (singulier : *dchar*). En général, les tribus ou les confédérations de tribus sont groupées par *sofs* ; parfois même selon les besoins du moment, par *lefs*, c'est-à-dire par des alliances temporaires. Les fractions de tribus se groupent également par *sofs* ou par *lefs*. Le *sof* est le groupement ancien. Le plus souvent, dans toute tribu il y a deux *sofs* rivaux qui se disputent les avantages de la suprématie. D'où l'anarchie règne en maîtresse. D'esprit démocratique, les tribus détestent les gouverneurs ou Caïds, elles ne se donnent même pas de chefs. Ce n'est qu'en cas de danger commun, que les *sofs* élisent un chef, dit « chef de guerre ».

Ces tribus berbères sont réellement indépendantes du pouvoir central du Sultan ; mais il arrive bien souvent qu'elles sont exploitées par l'une d'elles, plus puissante, ayant à sa tête un Cheikh (Amghar) qui a su se constituer, avec ses proches, un véritable Maghzen.

La vie de la tribu repose sur des bases patriarcales, le principe de l'assemblée populaire. L'assemblée populaire, appelée *Djemaa*, est composée de notables. Il y a la *Djemaa* de la tribu, celles des fractions et celles des villages. Quand les tribus sont réunies en confédérations, il y a également une *Djemaa* où sont représentées toutes les tribus confédérées.

Dans ces tribus indépendantes, qui n'ont pas de Cadis et vivent selon la coutume, c'est devant la *Djemaa* du village que se font tous les actes de la vie sociale du village. Ventes, mariages, répudiations,

partages de successions, ne sont pas l'objet d'actes écrits ; une simple déclaration devant la Djemaa suffit. La justice est rendue suivant la coutume par la Djemaa ; celle-ci essaye d'abord de la conciliation, en cas d'insuccès elle renvoie les parties devant un arbitre ; on peut aller devant trois arbitres différents, la décision du dernier est sans appel. La Djemaa de village répartit entre les habitants les obligations qui leur incombent en argent ou en concours effectif et personnel. Elle répartit la contribution nécessitée pour une entreprise quelconque ou pour la défense de la tribu ; cette contribution est fixée par la Djemaa de la fraction, dont la part a elle-même été fixée par la Djemaa de la tribu. La Grande Assemblée de tribu décide, non seulement de la guerre, des trêves ou des arrangements, mais des alliances à contracter, des lefs à former, c'est-à-dire des alliances temporaires.

En résumé, dans les régions indépendantes, les Djemaa de villages sont, en dehors de leur rôle de témoins des actes sociaux, une sorte de pouvoir exécutif de la Djemaa de tribu.

3° les *Chleuh* sont les Berbères du Sud. Ils descendent des anciens Masmouda. On les rencontre au sud et à l'est de Marrakech, dans la vallée du Sous, dans l'Anti-Atlas et le Haut-Dadès. Les principales tribus chleuh sont les Glaoua, Mesfioua, Goundafa, Mtouga, Haha, Ida ou Gord, Ida ou Isarn, Ida ou Tanan, Souassa, Aït Bou Amran (Ida ou signifie : fils de).

Ces tribus berbères ne sont pas des tribus farouches et avides d'indépendance comme celles des Béraber. Elles se sont toujours laissées gouverner par des Caïds, qui ressemblaient à nos grands seigneurs féodaux du Moyen Age et qui n'acceptaient de dépendre du Sultan que quand celui-ci était fort. Le régime féodal fut de tout temps pratiqué dans ces régions.

Les Chleuh sortent facilement de leurs montagnes. Ainsi, les gens du Sous émigrent et vont commercer dans tout le Maroc, en Algérie et même en France. Dans un grand nombre de villes du Maroc ils forment des corporations d'épiciers, de *baqqal*. D'autres, sous l'invocation du grand Marabout du Tazeroualt, Sidi Ahmed ou Moussa Es Semlali, se font saltimbanques et faiseurs de tours ; ils parcourent les villes du Maroc et de l'Algérie et donnent des représentations sur les souks. De véritables troupes foraines sont ainsi organisées et vont jusqu'en Europe et même en Amérique. Enfin, certains sont venus travailler en France pendant la guerre de 1914-1918.

Tous, baqqals, acrobates ou travailleurs vivent à l'étranger avec parcimonie et économisent un petit pécule, avec lequel ils rentrent

dans leur pays pour acheter un coin de terre ou une maison et y vivre paisiblement.

Les Arabes. — A ces éléments berbères, qui forment le fond de la population du Maroc, vinrent s'ajouter des éléments arabes, asiatiques et sémitiques. L'élément asiatique était déjà parvenu au Maroc avec les Phéniciens et les Carthaginois, comme plus tard l'élément européen avec les légions romaines. Il n'en reste pas trace.

L'élément arabe vint au Maroc pour la première fois au VII^e siècle, en 682, avec Okba Ibn Nafi El Fihri, qui apportait l'Islam à ce pays. En 707, Moussa Ben Nocein amena un deuxième flot de convertisseurs ; deux ans plus tard, il partit à la conquête de l'Andalousie, entraînant avec lui Arabes et Berbères. Les conversions furent continuées à partir de 788, par Moulay Idriss ; au XI^e siècle par les Almoravides ; l'Islamisation complète du Maroc fut terminée au XII^e siècle, par les Almohades. Un Sultan de cette dynastie berbère, Abd el Moumen, transporta au Maroc une partie des tribus arabes qui avaient été lancées sur les Sanhadja et les Zenata de l'Ifrikya, en 1091, par le Khalife fatémide d'Egypte.

Ces tribus appartenaient à trois grandes familles : les *Béni Hilal*, les *Beni Soleïm* et les *Makil*. Les Beni Soleïm restèrent presque tous dans l'Ifrikya et le Maghreb Oriental. Les Makil pénétrèrent dans le Sahara ; plusieurs de leurs tribus, les Oudaïa, Doui Hassan, Oulad Dlim, Menabha, Cherarda, Mokhtar, arrivèrent jusqu'au Sous ; certaines d'entre elles furent amenées vers le nord par les Saadiens, au XVI^e siècle.

Les Béni Hilal, en partie transportés au Maroc par Abd el Moumen, furent établis dans des régions en grande partie inhabitées. Les Berbères, qui les occupaient autrefois, avaient été exterminés par les guerres de religion, comme les hérétiques Borghouata au sud du Bou Regreg, ou avaient passé en Andalousie. Les tribus Béni Hilal comprenaient les Riah, les Sofejan, les Khlot, les Djochem, les Béni Djaber et plusieurs autres. Les Riah furent établis dans les vallées du Sébou et du Loukkos ; les Djochem, Sofejan, Khlot, Béni Djaber, dans le Temesna, c'est-à-dire la Chaouïa et une partie des Doukkala-Abda ; les Béni Djaber occupèrent même une partie du Tadla. D'autres tribus hilaliennes, les Zoghba, furent transportées au Maroc par les Mérinides, au XIII^e siècle. Certaines, les Béni Malek, furent établies à l'ouest, dans le Têmesna, et se mêlèrent aux Sofejan.

Au XIV^e siècle, sous les Mérinides, les Riah, qui avaient soutenu les derniers Almohades, furent dispersés et remplacés dans les vallées du

Sébou (Azghar) et du Loukkos (Habt) par les Khlot, les Sofejan et les Béni Malek.

Ce n'est qu'après la bataille de l'Oued El Mkhazen, en 1578, que commença le tassement qui aboutit, à la fin du XVII^e siècle, sous la dynastie des Filaliens, à la classification suivante :

Chez les Béni Ahsen, la population masmoudienne des Beni Hassan Ghomara, qui occupaient jadis la région entre Arzila et le Bou Regreg, était mélangée à ce qui restait des Arabes Riah. Un élément nouveau, les Mokhtar, Arabes Makil, s'était ajouté à eux. Les Sofejan, les Béni Malek et les Khlot Oulad Djelloul occupaient le Gharb, c'est-à-dire la partie nord de l'Azghar. Les autres fractions des Khlot occupaient les plaines du Habt, avec les Riah, les Amer et des Djebala.

Au milieu du XIX^e siècle, des Arabes Makil, les Cherarda, furent transportés par Moulay Abd er Rhaman dans une autre partie de l'Azghar, entre Sidi Kacem, Bab Tiouka et le Sébou.

On retrouve encore des Arabes Hilaliens en Chaouïa, Doukkala, Abda.

On peut dire que tout ce qui constitue aujourd'hui l'ancien Beld ^{Maghzen} (le pays soumis), est habité par des tribus arabes ou berbères arabisées. Les territoires, peuplés par ces tribus, sont les suivants : le Khlot, le Gharb, la vallée du Bas-Sébou, les Béni Ahsen, les environs de Fez, la plaine du Saïs, les Chaouïa, Doukkala, Abda, Chiadma, Rehamna et le Maroc Oriental (Mehaïa, Béni Guil).

L'organisation d'une tribu arabe ressemble à celle d'une tribu berbère. Une tribu comprend plusieurs fractions, appelées *Khoms* (cinquième, même s'il n'y a que quatre fractions) ; il n'y a jamais plus de cinq khoms. Chaque fraction se compose d'un certain nombre de sous-fractions, comprenant chacune un certain nombre de villages appelés *douars*.

La vie sociale est également basée sur la Djemaa. Il y a trois sortes de Djemaa : village, fraction, tribu. La Djemaa de village comprend tous les notables du village. Celle de chaque fraction se compose des délégués de chaque village de la fraction. Enfin, celle de la tribu comprend des délégués de toute la tribu, parfois tous les hommes de la tribu. Mais ce n'est que dans des circonstances exceptionnellement graves que se réunit la grande assemblée de tribu. Quand il arrive que des tribus se réunissent en confédération, il y a aussi une Djemaa où toutes les tribus confédérées sont représentées.

Ce sont les Djemaa de villages qui se réunissent le plus souvent. Il y a

peu de temps encore, tous les actes de la vie sociale se faisaient devant elles. Elles étaient une sorte de pouvoir exécutif des Caïds.

Les Maures. — Lorsque les conquérants arabes envahirent à plusieurs reprises l'Espagne, aux VII^e et VIII^e siècles, leurs armées étaient en grande partie composées de Berbères. Les Berbères installés en Andalousie étaient si nombreux qu'ils s'emparèrent de Cordoue. Au XII^e siècle, à la suite de l'invasion arabe des Béni Hilal, les Sultans berbères du Maroc déportèrent en Espagne une partie de ces tribus. Arabes, Berbères et chrétiens d'Espagne se mêlèrent, surtout dans les campagnes, et formèrent cette population Maure qui atteint un degré si élevé de civilisation sous l'Empire Oméïade.

Ces Maures refluerent d'Espagne sur le Maroc à partir du XI^e siècle, aux temps de la conquête par les Almoravides et les Almohades ; ils furent déportés et installés entre Salé et Meknès. Au XII^e siècle, après la prise de Séville par les chrétiens, deux cent mille Maures, chassés de Valence, passèrent au Maroc. Enfin, à la suite de la chute du Royaume de Grenade, en 1502, ils furent expulsés ; au moins trois millions d'émigrants refluerent sur le continent africain. Telle fut l'origine de cette population où l'élément berbère était prépondérant et qu'on retrouve dans certaines villes du Maroc, dites *Hadiriyas* (Citadines).

Les villes du Maroc se partagent, en effet, en villes *Hadiriyas* et en villes *Bedouiyas* (Bédouines). Les villes *Hadiriyas* se composent de cette population maure qui constitue une véritable bourgeoisie, sans origine rurale. Les villes *Bédouiyas* sont celles où se trouve une population bédouine, originaire des tribus. On compte au Maroc quatre villes *Hadiriyas* : Tétouan, Rabat, Salé et Fez.

La population de Tétouan est composée d'une bourgeoisie et de corporations ouvrières descendant des Andalous chassés de la Péninsule.

Les villes sœurs de Rabat-Salé sont également habitées de descendants d'Andalous. Ces Maures se mêlèrent à l'ancienne population formée de Berbères Zenata, les Béni Sfren, qui avaient autrefois constitué à Salé un royaume indépendant. Mais ils prévalurent et constituèrent même une sorte de République qui joua un certain rôle au XVII^e siècle. Rabat et Salé furent de grands centres de pirateries, dont elles se servaient pour alimenter leur commerce en captifs et en marchandises ; les capitaines des galères et des felouques, les fameux *Raïs*, et leurs équipages n'étaient pas maures : rênégats de toutes nationalités, ils faisaient la course pour le compte des Andalous. Depuis la suppression de la piraterie, les descendants des Maures Andalous se livrent au commerce.

A Fez également, on rencontre des descendants des Maures espagnols.

Les Juifs. — La population juive du Maroc descend des tribus berbères juives, vaincues et réduites en servitude par des tribus berbères islamisées.

Les Juifs vinrent en Berbérie à des époques diverses. Il y avait une importante colonie juive à Carthage. Ce n'est qu'à partir du II^e siècle après J.-C., que l'on retrouve avec certitude des Juifs au Maroc. Il est même acquis qu'une grande partie de la population berbère se convertit au judaïsme. Lorsque se produisit l'invasion arabe, les Berbères chrétiens adoptèrent tous la religion nouvelle, l'Islam ; les Berbères juifs, au contraire, résistèrent à l'Islam et conservèrent leur religion.

Vers le IV^e siècle, des relations commerciales et religieuses s'établirent entre les Juifs d'Espagne et les Juifs du Maroc. Au V^e siècle, des Juifs vinrent au Maroc à la suite des Vandales ; de nombreuses conversions de Berbères au judaïsme se produisirent.

Aux VI^e et VII^e siècles, des Juifs d'Andalousie, persécutés par les Wisigoths, se réfugièrent au Maroc. Juifs d'Espagne et du Maroc formèrent alors une vaste conspiration pour jeter les Berbères en Andalousie contre les Wisigoths. Lorsque Moussa Ben Nocein arriva au Maroc en 707, il trouva donc, tout prêt pour la conquête de l'Andalousie, un immense mouvement berbère provoqué par des Juifs andalous. Deux ans plus tard, en 709, Moussa partit à la conquête de la province andalouse, à la tête d'une armée de quatre cents Arabes et de plusieurs milliers de Berbères, les uns musulmans, les autres juifs. L'armée, raconte-t-on, se reposait trois jours par semaine : le vendredi pour les musulmans, le samedi pour les juifs, le dimanche pour les chrétiens. Cette conquête préparée par les Juifs, Moussa sut en faire profiter l'Islam. Elle fut un triomphe musulman. Les populations juives d'Espagne et du Maroc furent obligées de se soumettre à des capitulations ; elles furent réduites à l'état de tributaire, ayant à payer la *djezya*, impôt de capitation, et le *kharadj*, impôt immobilier.

A la fin du XV^e siècle, en 1492, les Juifs furent expulsés d'Espagne. Beaucoup émigrèrent au Maroc, où ils furent admis également comme tributaires.

Contraints à vivre, vis-à-vis des musulmans, dans un état notoire d'infériorité, cette dépendance des Juifs ne fit qu'augmenter avec le temps. Dans la plupart des villes du Maroc, les populations juives furent reléguées dans des quartiers à part, appelés *Mellah*. Elles conservèrent leur statut personnel, sous la juridiction de leurs rabbins

et furent administrées par des cheikhs juifs, nommés par les gouverneurs musulmans des villes. La situation de ces Juifs de race berbère ressemblait beaucoup à l'esclavage : chaque famille était la propriété d'un chef berbère, qui disposait d'elle à son gré.

Aujourd'hui, la communauté juive de chaque ville jouit d'une complète autonomie. Elle est administrée par un Conseil de sept membres et la justice est rendue au Mellah par un tribunal rabbinique. La population ne dépasse pas beaucoup cent mille âmes. Elle se livre surtout au commerce ou à de petits métiers, mais jamais à l'agriculture. Elle occupe au Maroc une place considérable, grâce à son activité et à ses remarquables facultés d'assimilation.

Comment se répartit cette population ? Dans les régions du nord et de l'ouest, on trouve des mellah dans les villes de la côte et de l'intérieur. Dans le centre et le sud, on en rencontre dans les bourgs ; là ils vivent comme les autres Berbères convertis à l'Islam, autour de la Kasbah du seigneur de la montagne. Il y en a également au Tafilelt, dans le Dadès et chez les Aït Atta.

En résumé, il existe au Maroc deux races de Juifs : les Juifs berbères, qui descendent des anciens Berbères convertis, habitent l'intérieur du pays et parlent arabe ou berbère ; les Juifs andalous, qui sont de race juive, habitent les ports et parlent espagnol.

La population musulmane de Fez est constituée par une bourgeoisie à la fois aristocratique et commerçante, appelée les *Ahl Fez*, les gens de Fez. Cette partie de la population, qui détient le marché le plus important du Maroc, est composée de Juifs convertis à l'Islam.

Avant les Mérinides, les Juifs n'étaient pas parqués dans un mellah ; ils habitaient un quartier de la ville, entre la mosquée de Karaouyne et Bab el Guissa. Ils y avaient fait bâtir de belles maisons. À la fin du XVIII^e siècle, le Sultan Mérinide, Yacoub ben Abd el Haqq, qui venait de construire Fez Djedid, profita de ce que quelques juifs avaient été massacrés pour faire construire un mellah. Il voulut obliger les riches négociants juifs à abandonner leurs belles demeures et à venir habiter les maisons du quartier juif, ils préférèrent devenir musulmans et garder leurs palais ; les pauvres seuls allèrent au mellah. Ainsi, tous ces riches négociants convertis formèrent les *Ahl Fez*.

Actuellement encore, ce ne sont pas les négociants juifs qui sont les plus riches et qui font les plus grosses affaires, ce sont les *Ahl Fez*. Les gens de Fez, à la fois grands seigneurs et commerçants, dépensiers et âpres au gain, voyageant facilement, ont des comptoirs et des agents dans toutes les villes de l'Afrique du Nord, d'Egypte et du Sénégal,

ayant même des représentants en Angleterre, à Liverpool et à Manchester. Ils sont certainement supérieurs aux autres Marocains.

Les Noirs. — La population est assez importante. Elle ne forme pas d'agglomération, elle est disséminée dans les villes et dans les tribus sous la forme d'esclaves ou d'affranchis.

L'esclavage remonte, au Maroc, à la plus haute antiquité. Les Almoravides, avant d'envahir le Maroc, combattirent les populations noires du Soudan et en ramenèrent des esclaves ; ils les emmenèrent avec eux au Maroc. Au xvi^e siècle, El Mansour, Sultan Saadien, envoya une expédition contre le Sultan du Soudan, Ishaq Sokla, et lui fit payer un grand tribut en esclaves et en poudre d'or. El Mansour voulut se constituer avec ses esclaves une garde noire, il n'en eut pas le temps et ces noirs se répandirent dans le pays. Moulay Ismaïl, Sultan Filalien, fit rechercher ces noirs dont il fit le *Guich des Abid*. Il plaça cette garde noire sous l'invocation de Sidi El Bokhari, d'où le nom de Bokharia donné à cette troupe.

Outre ces apports d'esclaves, fruits des expéditions des Sultans du Maroc dans le Soudan, la population noire s'accrut encore par le commerce. Il se pratiquait, en effet, un commerce important d'esclaves de Tombouctou avec Marrakech, par le Sous, et du Bornou avec Fez, par le Tafilelt et le Touat.

Enfin, en présence des difficultés de plus en plus grandes de faire venir des nègres du Soudan, les grands personnages des villes ou de la campagne constituèrent des sortes de haras et vendirent les produits de leurs esclaves.

L'esclave marocain est protégé par une législation assez humaine, qui lui permet, en principe, d'obliger son maître à le vendre s'il se trouve trop malheureux chez lui. De nombreux esclaves ont profité de notre arrivée pour s'enfuir ; c'est certainement là le meilleur moyen d'arriver à l'extinction de l'esclavage. Malheureusement, la plupart des esclaves, habitués à ne s'occuper ni de leur logement, ni de leur nourriture, ni de leurs vêtements, sont incapables de gagner tout cela par un travail libre, parce qu'il faut encore se le procurer. La question de l'esclavage au Maroc est une question de temps et de patience.

DEUXIÈME PARTIE

LE PROTECTORAT FRANÇAIS AU MAROC

SECTION I.

La réorganisation du Gouvernement et des services de l'Empire Marocain.

CHAPITRE PREMIER

LA RÉORGANISATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE : RESTAURATION DU POUVOIR CENTRAL

La réorganisation du Gouvernement chérifien et l'organisation de l'Administration du Protectorat français ont pour acte fondamental le traité de Fez du 30 mars 1912, conclu entre la République Française et le Sultan du Maroc.

Le traité de Fez se trouvait en présence d'un Maghzen complètement désorganisé. En effet, « depuis une dizaine d'années, la machine maghzenienne était en fort mauvais état, et aucun de ses rouages ne fonctionnait normalement. Les deux derniers Sultans avaient dilapidé les ressources du « bit-el-mâl » et ruiné l'autorité et le prestige chérifien : Moulay Abd el Aziz, par sa faiblesse, par ses innovations prématurées et par ses goûts aussi dispendieux que peu orthodoxes ; Moulay Hafid, par sa cupidité insatiable, par les désordres de sa vie privée, par le mépris de toutes les règles du protocole chérifien qu'il afficha dans les dernières années de son règne, et surtout par la faillite de la politique xénophobe qui l'avait porté au pouvoir...

« Le Sultan, entouré de quelques familiers nègres, ne songeait comme eux qu'à s'enrichir des dépouilles du Trésor... Les Caïds, Cadis, Oumana, Nadirs et tous les autres « serviteurs intègres », échappant à tout contrôle, se livraient impunément à leurs instincts de rapine, provoquant partout la désaffection et la révolte... » (*Rapport Général*, p. 52 et 53.)

Le général Lyautey dû mener de front la répression d'une double insurrection (Fez et Marrakech), « la conquête et la pacification des plaines sub-atlantiques, la réorganisation du Maghzen, et la création des Services du Protectorat. Cette tâche formidable fut rendue plus lourde encore, tout d'abord par l'opposition systématique de Moulay Hafid à toute politique de collaboration, et ce ne fut qu'après... la proclamation de Moulay Youssef le 13 août 1912... qu'il fut possible d'aborder sérieusement la partie administrative de ce vaste programme. » (*Rapport Général*, p. 53 et 54.)

Le traité de Fez consacra à la fois la souveraineté du Sultan, l'organisation d'un Maghzen réformé et l'institution d'un Protectorat. Ce Protectorat fut muni, de par ce traité franco-marocain, des organismes nécessaires pour assurer la réorganisation administrative et le développement du pays, ainsi que le contrôle du Maghzen. Il fut mis à sa tête un Commissaire Résident Général représentant le Gouvernement de la République au Maroc.

§ 1. — *Le Gouvernement et l'Administration Centrale.*

Le Sultan et le Résident Général. — 1° *Le Sultan.* — L'institution du Protectorat ne changea pas le régime politique de l'Empire chérifien. Le Sultan resta souverain du Maroc, de tout le Maroc, bien que le territoire marocain ait été, artificiellement, partagé, en trois zones par les traités : française, espagnole et tangéroise.

Dans la zone espagnole, le Sultan délègue son autorité à un Khali-fa, qui réside à Tétouan, et qu'assiste un Haut Commissaire espagnol. Dans la zone tangéroise, le Sultan a pour représentant un Naïb.

Dans la zone française, le Sultan délègue une partie de son autorité à quatre Khalifas, sortes de vice-rois. Mais ces Khalifas n'ont plus aujourd'hui qu'un rôle représentatif ; ce rôle cesse même dès l'arrivée du souverain au siège de leur commandement. Leurs résidences respectives sont Fez, Marrakech, le Tafilelt et Tiznit. Le Khalifa de Fez, Sidi Mohammed El Medhi, est un frère du Sultan ; il est assisté d'un Vizir, Si Abdallah El Fazi, commandeur de la Légion d'Honneur. Le Khalifa de Marrakech, Moulay Idriss, est un fils du Sultan ; il a succédé à Moulay Zine, frère du Sultan. Le Khalifa du Tafilelt, berceau de la dynastie régnante des *Alaouites* et tombeau de son fondateur, est un Chérif de la famille Impériale, Moulay Réchid. Le Khalifa de Tiznit, pour le Sous et l'Azaghar de Tiznit, est Moulay Zine, frère du Sultan et ancien Khalifa de Marrakech.

L'existence du Sultan est assurée par une liste civile que, seule la

zone française du Maroc lui octroie. Fixée à quatre millions par l'accord du 21 mars 1912, la liste civile a été ramenée, à l'avènement de Moulay Youssef, à trois millions cinq cent mille Pesetas Hassani ; puis, en raison des répercussions de la situation économique actuelle, portée à 5.300.000 francs, répartis de la manière suivante : Sultan et son Harem ; famille du Sultan vivant dans les Palais de Fez, Meknès, Rabat, Marrakech ; autres Chorfas ; Hagib, Caïd el Méchouar, Hanati ; entretien des Palais ; dépenses imprévues. Autrefois, les revenus des princes du Maroc se confondaient avec ceux du Bit el Mâl, le Trésor de la communauté musulmane. En l'absence de budget, les dépenses comme les recettes échappaient à tout contrôle financier, et la majeure partie des revenus de l'Etat disparaissaient dans les dépenses qui constituent actuellement la liste civile.

Le budget du Protectorat assure aussi une liste civile à l'ancien Sultan Abd el Aziz (175.000 frs.), à l'entretien de la famille de l'ex-sultan Moulay Hafid (375.000 frs.), que Moulay Youssef a recueillie dans ses Palais, et à différents grands personnages (Chériffa d'Ouezzan, Chérifs Moulay Ali et Moulay Omar).

2° *Le Résident Général.* — Le Sultan a auprès de lui, pour sauvegarder son autorité, le guider et contrôler ses actes, un haut fonctionnaire, dépositaire des pouvoirs du Gouvernement de la République au Maroc, le Commissaire Résident Général. Le Commissaire Résident Général est assisté d'un Délégué à la Résidence Générale, destiné à le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement. Il est entouré d'un Cabinet diplomatique, d'un Cabinet civil et d'un Cabinet militaire. Le siège de la Résidence est installé à Rabat.

Le Commissaire Résident Général, nommé par le Président de la République, est chargé de veiller à l'application des actes fondamentaux du Protectorat. « Dépositaire de tous les pouvoirs de la République dans l'Empire chérifien », il est l'agent de contrôle supérieur, chargé de veiller à l'observation du traité de protectorat. En cette qualité, il approuve, contresigne et promulgue, au nom du Gouvernement de la République, les actes du Sultan.

Il est, de droit, le Ministre des Affaires Etrangères du Maroc tout entier, puisque « seul intermédiaire du Sultan » auprès des Puissances étrangères. Il est également le Ministre de la Guerre du Sultan, puisqu'il commande à toutes les forces de terre et de mer. Il a, enfin, sous ses ordres, les fonctionnaires de tous les services.

Le décret du 11 juin 1912 détermine les pouvoirs du Commissaire Résident Général. Il est ainsi conçu :

« Article 1^{er}. — Le représentant de la République Française au Maroc porte le titre de Commissaire Résident Général et relève du Ministre des Affaires Etrangères.

« Article 2. — Le Commissaire Résident Général est le dépositaire de tous les pouvoirs de la République dans l'Empire chérifien.

« Il est le seul intermédiaire du Sultan auprès des représentants des puissances étrangères.

« Il approuve et promulgue, au nom du Gouvernement de la République, les décrets rendus par Sa Majesté chérifienne.

« Il dirige tous les services administratifs ; il a le commandement en chef des forces de terre et de mer et la disposition des forces navales.

« Article 3. — Le Commissaire Résident Général communique, par l'entremise du Ministre des Affaires Etrangères, avec les divers membres du Gouvernement de la République ; il les saisit, sans délai, des questions qui intéressent leurs départements.

« Article 4. — Le Commissaire Résident Général est assisté d'un Délégué à la Résidence Générale, destiné à le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement. »

3° *Le Législateur Marocain.* — Le Sultan n'a pas cessé d'être souverain ; il est demeuré souverain absolu, au spirituel et au temporel. Il n'y a pas, au Maroc, d'Assemblée représentative. De cet absolutisme, découle cette conséquence que lois et décrets sont, au Maroc, comme en Tunisie, des termes synonymes. Lois et décrets sont, aussi, pris dans la même forme et appelés *dahir*, décrets-lois, rappelant nos anciennes ordonnances royales :

Louange à Dieu seul !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A nos serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de notre Empire Fortuné, ainsi qu'à nos sujets ;

Que l'on sache par les présentes, — puisse Dieu très Haut en illustrer la teneur ! —

Que notre Majesté chérifienne,

Considérant que...

A décrété ce qui suit :...

Fait à Rabat, le 29 Chaabam 1336.

(9 juin 1918)

Les Vizirs prennent des arrêtés ; le Grand Vizir, qui détient, par délégation du Sultan, le pouvoir réglementaire signe lui-même les arrêtés viziriels. Dahirs et arrêtés viziriels sont contresignés par le Commis-

saire Résident Général pour promulgation et mise à exécution : « *Vu pour promulgation et mise à exécution.* »

Ainsi, les actes législatifs ou exécutifs émanent directement du Sultan. Le principal mérite du Protectorat est de permettre au Maroc d'avoir une législation qui lui soit propre. Exceptionnellement, une loi française a été jusqu'ici nécessaire pour les emprunts contractés par l'Empire, ceux-ci engageant les finances de la Métropole.

Le Résident peut, lui aussi, prendre des arrêtés directement exécutaires, mais seulement en ce qui concerne les affaires de la colonie française au Maroc. C'est ainsi, par exemple, qu'ont été créées les Chambres de Commerce.

Le Président de la République, en tant que législateur des pays de protectorat, peut agir par décrets. Ces décrets ont, par exemple, été pris pour l'organisation des Contrôles Civils et de la Justice française.

Telles sont les différentes sources de la législation marocaine : a) *dahirs du Sultan et arrêtés viziriels* ; b) *arrêtés du Résident Général* ; c) *décrets du Président de la République*. Ces textes, préparés par le Service des Etudes Législatives, sont promulgués au *Bulletin Officiel du Protectorat*, créé par arrêté résidentiel du 2 septembre 1912 et publié hebdomadairement en français et en arabe.

Le Maghzen Central et le Conseiller du Gouvernement Chérifien. —

Le Gouvernement Français a voulu maintenir, autant que possible, les services de l'Administration chérifienne et ne pas porter atteinte à leur physionomie indigène. « Il importait, pour bénéficier le plus possible de la force morale considérable que représente le Chérif couronné, de rétablir son autorité et son prestige et de l'entourer de tout l'apparat nécessaire en pays musulman à l'exercice du pouvoir. C'est cette considération importante,... qui a imposé au Gouvernement du Protectorat le maintien de la majeure partie des rouages de l'ancien Maghzen et des corporations des Hanati, serviteurs du Palais. » (*Rapport général*, p. 54.)

Au début du Protectorat, un certain nombre de rouages du Maghzen Central, faisant double emploi avec les services techniques français, furent, pour cette raison, reconnus inutiles. Sur les conseils même du Sultan, ils furent supprimés. On ne conserva que ceux qui étaient indispensables au fonctionnement du Maghzen et qui garantissaient aux populations le respect et le maintien de leurs institutions traditionnelles. Tous les fonctionnaires chérifiens indigènes sont aujourd'hui nommés par le Sultan, après approbation du Résident Général, par l'intermédiaire du Conseiller du Gouvernement chérifien.

Les Ministères indigènes qui forment le Maghzen Central sont au nombre de quatre : le *Grand Vizirat*, le *Ministère de la Justice et du Culte*, le *Ministère des Habous*, le *Ministère des Domaines*. Le Maghzen Central comprend également deux Cours de Justice : le *Haut Tribunal chérifien*, relevant du Grand Vizir et le *Tribunal d'Appel du Chrâa*, relevant du Vizir de la Justice.

Le Grand Vizir est à la fois Président du Conseil des Ministres indigènes et Ministre de l'Intérieur ; il est chargé de l'administration générale. Il présente les dahirs au sceau du Sultan, signe les arrêtés viziriels ; dahirs et arrêtés viziriels sont contresignés du Commissaire Résident Général pour promulgation et mise à exécution. Il a encore dans ses attributions les nominations, révocations et mesures disciplinaires concernant les Caïds, les Pachas et les autres fonctionnaires chérifiens ; le contrôle de la juridiction des Caïds et des Pachas, les grâces ou réductions de peines.

Le Grand Vizir actuel, Si El Hadj Mohammed El Mokri, détenait déjà le pouvoir en 1911 ; il avait succédé à Si Madani Glaoui. Il était encore Premier Ministre du Sultan quand le traité de Protectorat fut signé. Obligé de se retirer, en 1913, pour des raisons de santé, il s'installa à Tanger, où il fut placé à la tête de deux organismes internationaux importants : la Commission Générale des Adjudications et le Comité des Travaux Publics. Il fut remplacé par Si Mohammed El Guebbas ; ce dernier ayant démissionné, le 29 août 1917, le Sultan rappela El Mokri, homme d'Etat accompli.

Aux Ministères indigènes, il faut ajouter la *Direction du Haut Enseignement Musulman*, rattachée au Ministère de la Justice et du Culte, et le *Service de l'Interprétariat Général*. L'Interprétariat Général de la Chancellerie et du Protocole est chargé des traductions de textes réglementaires et du protocole ; il est dirigé par Si Kaddour Ben Ghabrit, Consul général honoraire.

Le Grand Vizir exerce le pouvoir sous le contrôle de l'administration du Protectorat. Le Maghzen Central a auprès de lui, pour le guider, contrôler ses actes et assurer la liaison avec le Gouvernement protecteur, un fonctionnaire français : le *Conseiller du Gouvernement chérifien*. A ce sujet, M. GAILLARD écrivait, dans *l'Afrique Française* le 12 juin 1916 : « Dans le protectorat tunisien, le Secrétaire Général et les fonctionnaires qui lui sont adjoints collaborent directement avec les fonctionnaires beylicaux. Les mêmes services comprennent un certain nombre d'employés français et indigènes. Il n'était pas possible de procéder ainsi au Maroc : le Sultan et ses Vizirs, en raison du caractè-

re religieux de leur gouvernement, devaient, pour conserver leur prestige, vivre plus isolés de l'élément européen. Les Caïds et les chefs religieux, qui se rendent dans une *beniqua* du Maghzen, doivent y trouver le vizir entouré de ses secrétaires assis en cercle sur des tapis, selon l'ancienne coutume. »

Le Maghzen Central est donc contrôlé par le Conseiller du Gouvernement chérifien, qui est en même temps *Directeur des Affaires chérifiennes*. Cette Direction a ses bureaux tout à fait distincts de ceux du Maghzen. Elle comprend trois services techniques de contrôle correspondant aux Ministères marocains. Ce sont : la *Section d'Etat*, pour le Grand Vizirat ; le *Service de la Justice chérifienne*, pour le Ministère de la Justice ; le *Service du Contrôle des Habous*, pour le Ministère des Habous. On doit y ajouter le *Bureau de l'Interprétariat*, qui correspond à l'Interprétariat Général.

Le Conseiller du Gouvernement Chérifien assure la liaison entre l'administration française, et l'administration chérifienne. Il est chargé des rapports avec le Maghzen, de l'Administration et de la Justice Indigènes, et du Contrôle des Etablissements et de l'Enseignement Musulmans. Quelles sont exactement ses attributions ?

D'une part, il présente au Maghzen et au Sultan les mesures prises ou proposées par l'Administration française, de manière à permettre au Maghzen de les étudier, de faire connaître ses vues, en tant que ces mesures intéressent la population indigène et de les sanctionner.

D'autre part, il assure le contrôle des organismes du Maghzen traitant les questions n'intéressant que la population indigène.

Enfin, il assiste à tous les Conseils des Vizirs, où il est aussi, auprès du Sultan et du Maghzen, l'agent direct et permanent du contrôle français.

Le Conseiller du Gouvernement Chérifien n'a pas toujours existé. Au début du Protectorat, ce fut le Secrétaire général près le Commissaire Résident Général, créé par le décret du 28 avril 1912, qui fut chargé d'assurer la liaison avec l'Administration marocaine et de contrôler l'autorité chérifienne ; mais il avait spécialement dans ses attributions l'administration, la police, la justice, l'enseignement et les cultes ; ce poste fut occupé par notre ancien consul à Fez, M. Henri Gaillard.

Quelques temps après, l'expérience ayant démontré l'avantage qu'il y aurait à diviser ses attributions, le Secrétaire Général du Protectorat reçut, par décret du 15 janvier 1913, le titre de Secrétaire Général du Gouvernement Chérifien, avec seulement, comme attributions, le con-

trôle des affaires chérifiennes. Il fut, en même temps, créé, à côté de lui, un second Secrétaire Général, qui reçut le titre de Secrétaire Général du Protectorat et fut chargé des affaires civiles et administratives du Protectorat.

Enfin, le champ d'action des deux Secrétaires Généraux étant insuffisamment délimité, un décret du 19 mai 1917 substitua, en vue d'assurer l'unité de direction dans l'Administration civile, au Secrétaire général du Gouvernement Chérifien un Conseiller du Gouvernement Chérifien. Ce Conseiller fut spécialement chargé, sous l'autorité du Résident Général et du Délégué à la Résidence, Secrétaire Général du Protectorat, des affaires musulmanes, c'est à dire « des rapports avec le Maghzen, de l'administration et de la justice indigènes et du contrôle des établissements et de l'enseignement musulmans ». (art 4 du décret du 19 mai 1917.)

L'Administration du Protectorat. — 1° *Le Délégué à la Résidence Générale, et le Secrétaire Général du Protectorat.* — Le décret du 11 juin 1912 a défini les attributions et les pouvoirs du Commissaire Résident Général de la République Française, Commandant en Chef. Le Commissaire Résident Général est le chef de tous les services administratifs. Le maréchal Lyautey a été appelé à ce poste élevé le 11 juin 1912.

Le Résident Général est assisté d'un Délégué à la Résidence Générale de France au Maroc. Le Protectorat marocain étant rattaché au Ministère des Affaires Etrangères, un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay remplit cette fonction. M. de Saint-Aulaire, actuellement ministre de France à Londres, a été le premier Délégué.

Le Délégué à la Résidence remplace le Résident en cas d'absence ou d'empêchement. Sous l'autorité du Résident Général, il a la direction de toute l'administration civile. Le décret du 20 juillet 1920, portant réorganisation de l'administration supérieure du Protectorat, est ainsi conçu :

« Article 1^{er}. — Les articles 1^{er}, 2 & 3 du décret du 19 mai 1917, portant réorganisation de l'administration supérieure du Protectorat du Maroc, sont modifiés comme il suit :

« Le Délégué à la Résidence Générale de France au Maroc assure, au nom et sous l'autorité du Commissaire Résident Général, le contrôle général de l'Administration civile de l'Empire chérifien.

« Il remplace le Commissaire Résident Général en cas d'absence ou d'empêchement.

« Il a la délégation du Résident Général dans la correspondance avec le Ministère des Affaires Etrangères.

« Le Délégué à la Résidence Générale est assisté du Secrétaire Général du Protectorat qui, sous son autorité, assure la centralisation des affaires civiles et administratives, a la délégation de sa signature et le remplace en cas d'absence ou d'empêchement. »

Le Délégué à la Résidence était, avant le décret du 20 juillet 1920, chargé des fonctions de Secrétaire Général du Protectorat. Le décret du 28 avril 1912, qui nomma un Secrétaire Général près le Commissaire Résident Général, lui attribua toutes les affaires civiles et administratives et le contrôle sur l'autorité chérifienne. Le 11 juin 1912, un autre décret plaça auprès du Résident Général un autre fonctionnaire, n'ayant pour toute attribution qu'à l'assister, qu'à le seconder : « Le Commissaire Résident Général est assisté d'un Délégué à la Résidence Générale, destiné à le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement. » (art. 4.)

Puis, comme il apparut qu'il y aurait avantage à scinder les attributions du Secrétaire Général près le Commissaire Résident Général, le décret du 15 janvier 1913 institua deux Secrétaires Généraux, l'un, dénommé Secrétaire Général du Protectorat, pour les affaires civiles et administratives, l'autre, Secrétaire Général du Gouvernement chérifien, pour les affaires du Maghzen. Le premier titulaire du poste de Secrétaire Général du Protectorat fut M. Tirard, maître des requêtes au Conseil d'Etat, actuellement Haut Commissaire Interallié en Rhénanie.

L'expérience démontra pendant la guerre que le Délégué à la Résidence et le Secrétaire Général du Protectorat faisaient en partie double emploi. Dans ces conditions, pour assurer l'unité de direction dans l'administration civile et pour réaliser une notable économie, M. Ribot, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, convint (Rapport au Président de la République du 17 mai 1917) de mettre dans les mêmes mains les fonctions attribuées par les décrets du 11 juin 1912 et du 15 janvier 1913 au Délégué à la Résidence Générale et au Secrétaire Général du Protectorat. Cela fut fait par le décret du 19 mai 1917 : « Les décrets du 28 avril 1912, portant nomination du Secrétaire Général près le Commissaire Résident Général et du 15 janvier 1913, instituant près le Commissaire Résident un Secrétaire Général du Protectorat, sont abrogés. » (art. 5.)

Mais, depuis, le développement du Protectorat a nécessité le réta-

blissement des fonctions de Secrétaire Général du Protectorat (décret du 20 juillet 1920.)

Le titulaire actuel du poste de Délégué est M. Urbain Blanc ; celui du poste de Secrétaire Général du Protectorat est M. de Sorbier de Pognadoresse.

Le Délégué à la Résidence est ainsi assisté d'un Secrétaire Général du Protectorat qui, « sous son autorité, assure la centralisation des affaires civiles et administratives, a la délégation de sa signature et le remplace en cas d'absence ou d'empêchement ». Du Secrétaire Général relèvent directement les Contrôles Civils, organes de contrôle des administrations chérifiennes locales ; le Service du Personnel, des Etudes Législatives et du Bulletin Officiel.

2° *Les Services Centraux du Protectorat.* — Le Délégué à la Résidence supplée dans ses fonctions d'administration le Résident Général. Toute l'Administration civile est placée sous sa direction.

Au début du Protectorat, le Secrétaire Général du Protectorat étendait son action : a) sur le Secrétariat du Gouvernement chérifien, dont dépendaient les trois services de l'Intérieur, de la Justice, du Culte et de l'Enseignement, et des Habous ; b) sur deux Directions Générales qui se partageaient les services techniques français : la Direction Générale des Finances et la Direction Générale des Travaux Publics.

La première comprenait quatre services : Budget, Postes, Domaine et Conservation de la propriété foncière, Etudes et Renseignements économiques. La seconde comprenait les services des : Routes, Eaux et Forêts, Mines, Agriculture, Monuments Islamiques ; elle groupait tous les services qui avaient pour but la mise en valeur économique de l'Empire marocain.

Le Service des Etudes et des Renseignements économiques, chargé d'étudier et de réunir tout ce qui touche aux questions économiques marocaines : Agriculture, Commerce, Colonisation, fut directement rattaché au Secrétariat Général du Protectorat.

Cette organisation était appelée à subir par la suite, avec le développement du Protectorat, bien des modifications. Il fut, en effet, créé peu après une Direction nouvelle avec le service des Etudes et Renseignements économiques, les services du Domaine et de la Conservation de la propriété foncière, les services des Eaux et Forêts et de l'Agriculture. Ce fut la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation. De même, les services des Postes et de l'Enseignement furent érigés en Directions. Enfin, trois autres Directions furent consti-

tuées : Affaires civiles, Renseignements et Affaires Indigènes, Santé et Hygiène Publiques.

L'Administration actuelle française du Protectorat comprend des services d'administration générale, des services financiers, des services d'intérêt économique et des services d'intérêt social.

a) SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE : dans ces services rentrent la Direction des Affaires civiles et la Direction des Renseignements et des Affaires Indigènes.

1° la *Direction des Affaires Civiles* a dans ses attributions l'administration générale, les municipalités, le service des plans de villes, la police générale, l'assistance publique, le service pénitentiaire et la réglementation des lois du travail. Le service de l'Inspection des municipalités a pour attributions la direction et le contrôle des municipalités. Le premier Directeur des Affaires Civiles a été M. Guillaume de Tarde, maître des requêtes au Conseil d'Etat, actuellement Président de l'Office National du Commerce Extérieur.

2° la *Direction des Renseignements et des Affaires Indigènes* traite les questions concernant, tant au point de vue politique qu'administratif, les indigènes et l'administration indigène. Elle dirige les Bureaux de Renseignements, organes de contrôle local dans les territoires non encore administrés sous le contrôle civil. Cette Direction fonctionne avec des militaires, un Général est à sa tête.

b) SERVICES FINANCIERS : les services financiers comportent la Direction Générale des Finances et la Trésorerie Générale du Protectorat.

1° la *Direction Générale des Finances* comprend le service du budget et de la comptabilité, le service de l'ordonnancement, le service des impôts et contributions, les caisses de prévoyance, le service de l'enregistrement et du timbre, et le service des douanes.

2° la *Trésorerie Générale*, créée en 1913, et les Recettes locales des finances assurent la perception et le service de trésorerie de l'Etat chérifien.

Les services financiers sont soumis à l'action de l'Inspection des Finances et toutes les opérations financières sont sous le contrôle de la Cour des Comptes.

c) SERVICES D'INTÉRÊT ECONOMIQUE : dans ces services rentrent la Direction Générale des Travaux Publics, la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, l'Office des P.T.T., le Service des Domaines et le Service Géographique.

1° la *Direction Générale des Travaux Publics* a dans ses attribu-

tions le service des Ponts et Chaussées (ports, aconage, routes, chemins de fer), le service des mines, le service de l'architecture, l'hydraulique industrielle et agricole, les travaux de colonisation. Le Directeur Général est assisté d'un Directeur Général adjoint.

2° la *Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation* a dans ses attributions, le service de l'agriculture et des améliorations agricoles, le service du commerce et de l'industrie auquel sont rattachés le Bureau Central des Offices et Bureaux Economiques et l'Office de la Propriété Industrielle (brevets, inventions et marques de fabrique). De cette Direction, relèvent encore le service de l'élevage, le service de la colonisation, le service de répression des fraudes, et le laboratoire de chimie agricole et industrielle. Le service des eaux et forêts, administrateur du domaine de l'Etat en matière d'eaux et forêts, pêche fluviale, et le service de la conservation de la propriété foncière, chargé de la tenue du registre foncier et de l'immatriculation des terres, sont rattachés à cette Direction.

3° le *Service des Domaines* assure la gestion du domaine privé de l'Etat ; locations et ventes des immeubles urbains et ruraux.

4° l'*Office des Postes*, télégraphes et téléphones.

d) SERVICES D'INTÉRÊT SOCIAL : à cette catégorie de services, appartiennent la Direction Générale de l'Enseignement, des Beaux-Arts, Antiquités et Monuments Historiques, et la Direction Générale des Services de Santé et de l'Hygiène Publiques.

1° la *Direction Générale de l'Enseignement* a dans ses attributions les établissements de l'enseignement secondaire : les lycées et collèges, les collèges musulmans ; l'Institut des Hautes Etudes Marocaines ; les écoles primaires françaises et franco-arabes ; l'enseignement professionnel. Le premier Directeur de l'enseignement a été M. Loth, ancien Directeur du Collège Alaoui de Tunis.

Le service des beaux-arts, antiquités et monuments historiques, auquel se trouve rattaché l'office des industries d'art indigène, a été remis à la Direction de l'Enseignement depuis le Dahir du 28 février 1921. A côté des œuvres d'enseignement, la Direction groupe désormais les monuments historiques, les antiquités romaines, les arts indigènes, l'Institut Scientifique. C'est dire que son rôle intellectuel et social s'est singulièrement étendu.

: 2° la *Direction Générale des Services de Santé et de l'Hygiène Publiques* a dans ses attributions l'assistance médicale, les hôpitaux européens et indigènes, les infirmeries indigènes, les dispensaires et

les laboratoires, les groupes mobiles médicaux, la pharmacie centrale et l'inspection des pharmacies, les campagnes prophylactiques, le service sanitaire maritime.

Le personnel administratif de ces différentes Directions est, en principe, recruté au concours. Les conditions exigées des candidats pour l'emploi de rédacteur stagiaire sont fixées par l'arrêté du 22 avril 1914.

§ 2. — *L'Administration Provinciale : Caïds et Contrôleurs Civils*

Maintien des anciennes institutions provinciales : les Caïds. — De même qu'en Tunisie, nous avons au Maroc conservé l'organisation administrative des Sultans. Alors qu'en Algérie, des divisions territoriales artificielles furent établies, le Protectorat Marocain maintint autant que possible les circonscriptions administratives chérifiennes et ne toucha pas à l'unité des tribus, habituées depuis des siècles à former un même tout.

Chaque tribu est toujours gouvernée par un *Caïd*, représentant le pouvoir central. En somme, le Caïd est un préfet, dont les pouvoirs sont très étendus. Quelles sont ses attributions ? Ce sont des attributions « de police, justice et finances ».

Le Caïd exerce des fonctions d'administration générale et assure l'ordre. Il est chargé du recouvrement des impôts. Il rend, au nom du Sultan, la justice pénale, c'est à dire la répression des crimes et délits commis par des sujets marocains ; il ne peut infliger que des peines n'excédant pas deux ans de prison et 2.000 francs d'amende, les infractions passibles de peines plus graves sont déférées à un Haut Tribunal Chérifien, siégeant à Rabat. Il juge encore en matière civile et en matière commerciale lorsqu'il n'y a pas un point de droit à trancher et que la contestation ne s'élève qu'entre indigènes de droit commun, ou entre un demandeur ressortissant d'une Puissance capitulaire et un défenseur marocain non protégé.

Le Caïd est assisté d'un ou plusieurs *Khalifa*, chargés de le suppléer dans ses fonctions, dans les régions éloignées du chef-lieu du caïdat. Mais les Khalifa n'ont par eux-mêmes ni pouvoir judiciaire, ni pouvoir financier.

Le Caïd a sous ses ordres des *Cheikhs*, chargés d'administrer les diverses fractions de la tribu du Caïdat. Les Cheikhs ne sont pas assimilables aux Sous-Préfets, ils ne sont pas des représentants du pouvoir central ; choisis par le Caïd, ils agissent sous sa direction

et sous sa responsabilité. Ils s'occupent surtout de la perception des impôts et du maintien de l'ordre sur le territoire de leur fraction.

Dans le sud du Maroc, nous avons trouvé une organisation administrative spéciale, formée de grands Caïds berbères, véritables seigneurs féodaux, presque indépendants du Maghzen Central. La plupart ayant montré des preuves de loyalisme à notre égard, nous les avons maintenus.

Quant aux tribus berbères du Moyen-Atlas et de l'Atlas Central, qui n'ont jamais reconnu le pouvoir du Sultan, leurs mœurs étant très différentes de celles des populations arabes, l'administration du Protectorat a reconnu qu'il n'était pas possible de leur imposer le régime ordinaire. Un dahir des 11 et 15 septembre 1914 a établi que « les tribus dites de coutume berbère sont et demeureront régies et administrées selon leurs lois et coutumes propres, sous le contrôle des autorités ».

Enfin, dans les régions montagneuses du nord du Maroc, les tribus très divisées ne reconnaissaient aucune autorité analogue à celle d'un Caïd. Nous avons réussi à leur faire choisir des chefs, qui pourront avec le temps se transformer en Caïds.

Contrôle de l'administration provinciale : les Contrôleurs civils. —

De même qu'elle laissa subsister le Gouvernement Chérifien, la France maintint l'administration provinciale. De même qu'elle plaça auprès du Sultan le Résident Général, et auprès du Maghzen central le Conseiller du Gouvernement chérifien, pour les conseiller, elle plaça auprès des Caïds des fonctionnaires de contrôle.

Quelle est l'organisation administrative des différentes régions du Maroc ? Au point de vue administratif, le Maroc est divisé en Régions, Territoires, Cercles et Annexes (Civils et militaires). Dans les circonscriptions tout à fait pacifiées, l'administration militaire a fait place à l'administration civile, qui relève directement du Commissaire Résident Général. De sorte que le Maroc est, pour une partie sous le contrôle des Officiers du Service des Renseignements, et pour l'autre, sous le contrôle d'agents civils. Le principe de la décentralisation administrative domine cette organisation régionale.

1° ZONE MILITAIRE. — Au début du Protectorat, le contrôle politique et administratif des autorités indigènes fut confié aux chefs militaires, qui exerçaient en même temps les Commandements territoriaux militaires. Un Bureau Régional des Renseignements, dirigé par un Officier Chef du Service des Renseignements de la Région, fut placé à côté du Général Commandant de Région, pour le suppléer dans

l'administration de la Région. Un ou plusieurs Bureaux de Renseignements furent également placés à côté du Commandant du Cercle pour le seconder dans ses fonctions de contrôle. On fit appel, pour constituer ces Bureaux, aux officiers du Service des Affaires indigènes des Territoires militaires du Sud de l'Algérie et de la Tunisie. L'Administration militaire n'existe plus aujourd'hui que dans les provinces non pacifiées ou insuffisamment sûres du Maroc.

Dans ces provinces, le Commandant de Région a, comme agent pour la politique générale de la Région et le règlement des questions administratives, son Service des Renseignements. Le Bureau Régional des Renseignements centralise toutes les affaires traitées par les Bureaux de Renseignements. Les chefs des Bureaux de Renseignements surveillent le bon fonctionnement de l'administration et de la justice indigènes.

Les Régions politiques et administratives, qui coïncident avec les Subdivisions militaires, ont à leur tête des officiers, qui détiennent en même temps les pouvoirs militaires et civils. Les Territoires se répartissent le pays occupé qui n'est pas encore divisé en Régions ; ils se rattachent aux Subdivisions, mais relèvent directement du Commissaire Résident Général au point de vue politique et administratif.

On compte en 1922, dans la zone militaire, quatre Régions et deux Territoires (correspondant aux Subdivisions militaires), dont les Bureaux de Renseignements contrôlent l'administration indigène non encore passée sous le contrôle civil. Les Régions d'Oudjda et de Casablanca sont purement civiles ; les Commandants de ces Subdivisions n'ont aucune attribution politique et administrative. Les quatre Régions civiles et militaires sont les suivantes :

1° *Région de Marrakech* (Bureau Régional des Renseignements à Marrakech) :

Cercle de Marrakech-Banlieue (Bureau du Cercle à Marrakech) ;

Cercle des Rehamna-Sraghna-Zemrane (Bureau du Cercle à Marrakech) ;

Annexe des Ahmar-Guich (Bureau à Nzala Chichaoua) ;

Annexe des Haha-Sud (Bureau à Dar el Guellouli) ;

Cercle d'Azilal (Bureau à Azilal) ;

Territoire d'Agadir (Bureau à Agadir) :

a) Cercle Haha Sud-Ksima-Mezguina (Bureau à Agadir) ;

b) Marche de Tiout (Bureau à Taroudant) ;

c) Marche de Tiznit (Bureau à Tiznit).

2° *Région de Fez* (Bureau Régional des Renseignements à Fez) :

Cercle de Fez-Banlieue (Bureau du cercle à Fez) ;
 Annexe des Hayaïna (Bureau à Souk el Arba de Tissa) ;
 Cercle de L'Ouergha (Bureau à Kelaa dès Sless) ;
 3° *Région de Taza* (Bureau Régional des Renseignements à Taza) :
 Annexe autonome des Riata et Ahl Telt (Bureau de l'annexe à Taza) ;

Annexe autonome des Tsoul Branès (Bureau à Bab Moroudj) ;
 Cercle de Sefrou (Bureau à Anosseur) ;

Cercle des Beni Ouaraïn de l'Ouest (Bureau à El Menzel) ;

a) Annexe des Béni Sadden (Bureau à Ain Sbitt) ;

b) Annexe du Zloulf (Bureau à El Menzel) ;

c) Annexe des Tserrouchen (Bureau à Tnine) ;

Cercle de Guerçif (Bureau à Guerçif) ;

a) Annexe de Taourirt (Bureau à Taourirt) ;

b) Annexe des Haouara (Bureau à Guerçif) ;

c) Annexe des Béni Djelidassem (Bureau à Kasbah Bel Farah) ;

Cercle de la Moyenne-Moulouya (Bureau à Outat El Hadj) ;

a) Annexe de Debdou (Bureau à Debdou) ;

b) Annexe des Ouled El Hadj (Bureau à Outat El Hadj) ;

c) Annexe des Oulad Khaoua (Bureau à Missour) ;

4° *Région de Meknès* (Bureau Régional des Renseignements à Meknès) :

Annexe de Meknès-Banlieue (Bureau à Meknès) ;

Cercle des Béni Mguild (Bureau à Azrou) ;

Annexe des Ait Sgougou (Bureau à El Hammam) ;

Annexe des Béni Mtir (Bureau à El Hajeb) ;

Annexe d'Oulmès (Bureau à Oulmès) ;

Cercle de la Haute-Moulouya (Bureau à Midelt) ;

Cercle d'Ouezzan (Bureau à Ouezzan) ;

A la région de Meknès sont rattachés le Territoire de Bou Denib et le Territoire du Tadla :

Territoire de Bou Denib (Bureau du Territoire à Bou Denib) ;

Territoire du Tadla (Bureau du Territoire à Kasbah Tadla) :

a) Cercle des Zaïan (Bureau à Khénifra) ;

b) Cercle de Boujad (Bureau à Boujad) ;

c) Cercle de Béni Mellal (Bureau à Kasbah Béni Mellal) ;

II. — ZONE CIVILE. — Dès le début de 1913, l'administration civile put être installée dans une partie de la Chaouïa. Les considérants de l'arrêté résidentiel du 22 mars 1913 déclaraient que, les bases de l'organisation administrative du pays semblant solidement établies

et les intérêts de la colonisation y étant considérables, le moment était arrivé de substituer à l'autorité militaire, l'autorité civile, qui « assurera, conformément aux dispositions du traité de Protectorat, le contrôle politique et administratif des autorités indigènes ».

Le contrôle civil de la Chaouïa, placé sous la direction d'un contrôleur en chef, fut divisé en deux secteurs, ayant chacun à leur tête un contrôleur : Casablanca-Banlieue et Ber Rechid. La zone de contrôle civil s'est, depuis cette époque, largement étendue. Actuellement, on compte quinze circonscriptions de contrôle civil :

1° Dans la *Région de Rabat* (chef-lieu à Rabat) :

Contrôle civil de Rabat-Banlieue (Bureau de contrôle à Rabat) ;

Contrôle civil de Salé (Bureau à Salé) ;

Contrôle civil des Zaër. (Bureau à Camp Marchand) ;

Contrôle civil des Zemmour (Bureau à Tiflet) ;

Annexes de contrôle de Khemisset et de Tedders.

2° Dans la *Région du Gharb* (chef-lieu à Kénitra) :

Contrôle civil de Kénitra (Bureau à Kénitra) ;

Contrôle civil de Petitjean (Bureau à Petitjean) ; poste de contrôle à Dar bel Hamri ;

Contrôle civil de Mechra bel Ksiri (Bureau à Mechra Bel Ksiri) ; poste de contrôle à Souk el Arba du Gharb ;

3° Dans la *Région de la Chaouïa* (chef-lieu à Casablanca) :

Contrôle civil de Chaouïa-Nord (Bureau à Casablanca). Cette circonscription comprend le contrôle civil de Casablanca avec le poste de contrôle de Fedalah ; les annexes de contrôle de Boulhaut, Boucheron, Ber Rechid.

Contrôle civil de Chaouïa-Sud (Bureau à Settât). Cette circonscription comprend le contrôle civil des Oulad Saïd, avec Bureau à Settât ; et les annexes de contrôle de Ben Ahmed, El Boroudj, Oued Zem.

4° Dans la *Région d'Oudjda* (Chef lieu à Oudjda) :

Contrôle civil d'Oudjda (Bureau à Oudjda) ;

Annexe de contrôle à El Aïoun.

Contrôle civil des Béni Snassen (Bureau à Berkane), avec poste de contrôle à Taforalt ;

Annexe de contrôle à Martimprey.

Contrôle civil du Territoire des Hauts-Plateaux (Bureau à Figuig). avec poste de contrôle à Tendirara ;

Annexe de contrôle à Berguent.

5. Dans la *circonscription des Doukkala* (Chef-lieu à Mazagan) :

Contrôle civil des Doukkala divisé en :

Annexe de contrôle des Doukkala-Nord (Bureau à Mazagan), poste de contrôle à Sidi Smaïn ;

Annexe de contrôle des Doukkala-Sud (Bureau à Sidi Ben Nour) ;

Annexe de contrôle de Sidi Ali (Bureau à Sidi Ali) ;

6° Dans la *circonscription des Abda* (Chef-lieu à Safi) ;

Contrôle civil des Abda (Bureau à Safi) ;

7° Dans la *circonscription des Haha-Chiadm*a (chef-lieu à Mogador) ;

Contrôle civil des Haha Chiadm (Bureau à Mogador) ;

Le Maroc Oriental a formé, jusqu'à ces derniers temps, une circonscription administrative spéciale, avec un Haut Commissaire Civil à Oudjda, représentant le Commissaire Résident Général.

A la suite des accords franco-marocains de 1901-1902, relatifs aux Confins algéro-marocains, un Commissaire Civil fut installé à Oudjda et un Commissaire Militaire à Figuig. Le Général, commandant la division d'Oran, reçut le titre de Haut-Commissaire. Après la signature de l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911, le Haut-Commissaire militaire résidant à Oran fut remplacé par un Haut-Commissaire civil résidant à Oudjda. Il surveilla l'administration des chefs indigènes par l'intermédiaire des Officiers du Service des Renseignements. A partir de la réunion des deux Maroc, en 1912, le Haut Commissariat d'Oudjda cessa d'être indépendant administrativement et fut rattaché à la Résidence générale de Rabat. L'*Amalat* d'Oudjda constitue aujourd'hui un territoire, entièrement d'administration civile, rattaché définitivement au Maroc occidental depuis la suppression du Haut Commissariat. (Le mot *Amalat* signifie gouvernement ; il est tiré d'*Amal*, gouverneur. Le Gouverneur d'Oudja était appelé *Amal* d'Oudjda.)

Les chefs de ces circonscriptions civiles, de même que les chefs des circonscriptions militaires, représentent auprès des chefs indigènes l'administration française, chargée de contrôler leurs actes et de les conseiller. Ils ont pour instructions de faire une stricte application des principes du Protectorat, en assurant l'éducation et le contrôle des autorités indigènes, qui conservent leurs attributions administratives et judiciaires. Ainsi, les fonctionnaires de contrôle civil ou militaire sont placés auprès des chefs indigènes pour les surveiller, pour les contrôler et non pour les administrer. Officiers du Service des Renseignements et Contrôleurs Civils surveillent et conseillent les Caïds et les chefs indigènes ; toute la correspondance administrative de ces derniers passe donc entre leurs mains. Ils ont pour mission de ne pas porter atteinte à leur prestige, mais de le soutenir au contraire ; les chefs indigènes

incarnant, en effet, le principe d'autorité et représentant, dans leur circonscription, le Gouvernement Chérifien. Intermédiaires entre les Caïds et le Gouvernement, les fonctionnaires de contrôle n'ont pas le droit de se substituer à eux.

Chargés de guider et de contrôler les Caïds dans leurs fonctions d'administration, de police, de justice et de finances, ils ne peuvent pas directement rendre la justice ni prononcer la pénalité. Ils rendent compte de leur mission au Résident Général en lui adressant des rapports sur la marche des différents services.

L'administration provinciale rappelle donc celle en vigueur en Tunisie. Elle ne ressemble en rien au système pratiqué en Algérie même dans les régions militaires, l'administration directe des indigènes par des officiers ou des fonctionnaires civils n'a pas été introduite au Maroc. Le Maroc en a ressenti les bons effets.

Au début du Protectorat, le recrutement des Contrôleurs Civils ne fut pas facile. La Résidence fit appel aux fonctionnaires algériens ou tunisiens, aux administrateurs des colonies et aux officiers du service des renseignements. Pour les attirer, on donna au personnel des avantages qu'il ne rencontrait pas ailleurs : traitements élevés, indemnités de cherté de vie et de logement, allocations proportionnelles aux charges de familles, statut. Depuis, on a créé, à l'Ecole Coloniale, une section dite de « L'Afrique du Nord », destinée à fournir les candidats aux fonctions de contrôleur civil. On a imposé aux candidats un concours et le diplôme de la langue arabe ou berbère.

Un décret du Président de la République Française, du 31 juillet 1913, institua le corps du contrôle civil au Maroc. A la suite de ce décret présidentiel, le Commissaire Résident Général arrêta, le 2 août 1913, les conditions d'organisation et de fonctionnement du corps du contrôle civil ; puis, le 26 novembre 1913, il réglementa le concours pour l'obtention du grade de contrôleur stagiaire au Maroc. L'arrêté résidentiel du 2 août 1913, vu pour approbation par M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires Etrangères, fut modifié par les arrêtés des 22 janvier, 2 mai, 29 juin 1914, 30 octobre 1916 et 31 mars 1920. Il comprend quatre titres et treize articles fixant les conditions d'admission, d'avancement, de discipline et les traitements du personnel du contrôle civil.

Le Titre I vise les cadres et le recrutement du personnel. Les cadres du personnel comprennent quatre catégories de contrôleurs civils : 1° Contrôleurs civils stagiaires ; 2° Contrôleurs civils suppléants de 1^{re}, 2^e et 3^e classe ; 3° Contrôleurs civils de 1^{re}, 2^e ; 3^e et 4^e classe ; 4°

Contrôleurs civils classe exceptionnelle.

Un concours est passé chaque année à Paris au Ministère des Affaires Etrangères. Les contrôleurs stagiaires sont recrutés au concours parmi les fonctionnaires français de l'administration marocaine, du Quai d'Orsay, du contrôle tunisien, des administrations algérienne ou coloniale ; parmi les officiers des armées de terre ayant servi dans les possessions françaises ; parmi les diplômés de l'Ecole Coloniale, de l'Ecole des Sciences Politiques, de l'Ecole des Langues Orientales, de l'Ecole des Hautes-Etudes Commerciales, ou de l'une des Ecoles supérieures de commerce reconnues par l'Etat, les licenciés en Droit, ès-Lettres ou ès-Sciences.

Il faut avoir au moins 25 ans, au plus 30 ans. La limite d'âge est reculée d'une période égale à la durée du service militaire pour ceux qui ont fait leur service.

Une fois reçus, les contrôleurs stagiaires sont nommés par décret du Président de la République et passent deux ans dans l'administration marocaine ou le Contrôle Civil. Ils ne peuvent être titularisés, à l'expiration de ces deux ans, qu'après examen de leurs notes de service, justification du diplôme de langue arabe ou berbère, délivré par l'Institut des Hautes Etudes Marocaines de Rabat et avis du Conseil d'Administration. Ils peuvent être autorisés à effectuer une année de stage supplémentaire ; s'ils ne sont pas alors titularisés, ils sont licenciés avec une indemnité égale à six mois de traitement. Les contrôleurs civils sont nommés, pour un tiers, parmi tous fonctionnaires français, algériens, tunisiens, coloniaux, marocains, titulaires d'emplois assimilés, sur avis du Conseil d'Administration.

Le Titre II concerne l'avancement. Tout fonctionnaire doit avoir au moins deux ans de service et figurer sur un tableau d'avancement. L'avancement est conféré au choix.

Le Titre III se rapporte aux questions de discipline et de licenciement. Les peines disciplinaires sont le blâme, la rétrogradation, la révocation. Le licenciement peut être prononcé pour incapacité, insuffisance ou invalidité physique, moyennant une indemnité qui ne peut être inférieure à une année de traitement.

Le Titre IV énumère les traitements des Contrôleurs :

Contrôleurs civils classe exceptionnelle.....	36.000 fr.
Contrôleurs civils de 1 ^{re} classe.....	32.000 —
Contrôleurs civils de 2 ^e classe.....	27.000 —
Contrôleurs civils de 3 ^e classe.....	23.000 —
Contrôleurs civils de 4 ^e classe.....	21.000 —
Contrôleurs suppléants de 1 ^{re} classe.....	19.000 —

Contrôleurs suppléants de 2 ^e classe.....	17.000 fr.
Contrôleurs suppléants de 3 ^e classe.....	15.000 —
Contrôleurs stagiaires.....	12.000 —

« Le but cherché lors de la création de ce corps a été d'appeler à ces fonctions, non pas des candidats qui témoigneraient d'une instruction livresque spécialisée... mais des hommes d'action, justifiant d'une instruction générale étendue et aptes par là même à exercer des fonctions de commandement. » (*Rapport Général*, p. 80.)

L'arrêté résidentiel du 26 novembre 1913, signé du Délégué à la Résidence Générale, M. le Comte de Saint-Aulaire, réglementa le concours pour l'emploi de contrôleur stagiaire au Maroc. Les épreuves du concours comportent deux séries d'épreuves écrites, une série d'épreuves orales et un examen d'équitation.

La première série d'épreuves écrites comprend, une composition sur un sujet d'ordre général se rapportant à l'Economie Politique ou au Droit Public : Droit Constitutionnel, Droit International Public, Droit Administratif, Législation financière. Les candidats reçus sont autorisés à subir la deuxième série d'épreuves écrites.

Celles-ci comportent un rapport sur un sujet intéressant la Législation Générale de l'Afrique du Nord ou son organisation politique, sociale, administrative ou financière. Les candidats admissibles sont autorisés à prendre part aux épreuves orales.

Les épreuves orales portent sur les matières suivantes :

1° Géographie physique, politique, économique et ethnographique de l'Afrique du Nord. Connaissance plus sommaire des possessions françaises et européennes en Afrique.

2° Histoire politique et sociale de l'Afrique du Nord. Organisation sociale, religieuse et familiale des populations musulmanes.

3° Organisation administrative, judiciaire et financière du Maroc.

4° Une des matières suivantes, au choix du candidat, suivant les programmes des Facultés de Droit : Droit International public et privé, Droit Consulaire en pays de capitulation ; Droit administratif français ; Droit administratif de l'Algérie-Tunisie ; Législation financière, Législation coloniale, Législation musulmane, organisation et histoire militaire de l'Afrique du Nord.

5° Une langue vivante, au choix du candidat : arabe ou berbère, espagnol, anglais, allemand.

6° Un exposé oral de dix minutes sur l'une des matières du concours dont le sujet est tiré au sort par le candidat, qui a ensuite un délai d'une demi-heure pour se recueillir.

Dès que les épreuves orales et l'examen d'équitation sont terminés aucun candidat ne peut être déclaré reçu s'il n'a obtenu pour chaque épreuve au moins une moyenne égale à 14, même si le total des points lui donne cette moyenne.

Aucun candidat ne peut se présenter plus de trois fois.

§ 3. — *L'Administration locale : Pachas et Services Municipaux, Medjless.*

L'organisation des municipalités. — Dans les grandes villes, il y a besoin d'une administration particulière. De même que dans les provinces, le Sultan nomme des Caïds, dans les peuplées cités du Maroc il nomme des Pachas. Le Pacha est dans la ville ce qu'est le Caïd dans la province : il est chargé de l'administration. Le Pacha a des pouvoirs administratifs, judiciaires et financiers. Selon la formule du Protectorat, le Pacha, chef de la municipalité, a conservé la plénitude de ses attributions administratives, financières et judiciaires.

Il reçoit les vœux émis sur les questions d'ordre municipal par l'assemblée municipale, le *Medjless* et prend des décisions. Il assure l'ordre public, en nommant, sous le contrôle de l'autorité française, des *Mokkaddem* chargés de veiller à la sécurité, à la tranquillité et à la propreté des rues. En matière pénale, civile et commerciale il a la même compétence que le Caïd ; toutes les affaires correctionnelles sont portées devant le Pacha et ses Khalifa, ainsi que les litiges commerciaux qui n'auraient pas été réglés par le *Mothasseb* ; les crimes sont jugés par le Haut Tribunal Chérifien de Rabat après enquête faite par le Pacha.

Le Pacha est secondé dans sa tâche par un ou deux Khalifa qui le suppléent en son absence et par des *Mokkaddem*, ou surveillants de quartiers nommés par lui (agents de police). A côté du Pacha se trouvent divers fonctionnaires maghzeniens : le *Sciar*, le *Mothasseb* et l'*Amin el Mostafadat*.

Le *Sciar* a pour attribution le service de la Trésorerie ; le *Mothasseb* est un prévôt des marchands, chef de tous les corps de métiers, il fixe chaque jour le cours des denrées, marchandises, produits fabriqués et vérifie les poids et mesures ; l'*Amin el Mostafadat* gère les biens domaniaux et perçoit les droits de marché, de place et de portes.

Enfin, le Pacha est assisté par une assemblée municipale ou *Medjless*, à caractère simplement consultatif et dont il est le Président.

Le Pacha est, comme le Caïd, guidé, conseillé et surveillé dans l'administration de la ville par l'autorité française de contrôle, c'est-à-

dire par « le chef des services administratifs de la municipalité ». Celui-ci a plus spécialement pour mission de faire adopter au Pacha les mesures nécessaires aux besoins nouveaux qu'apportent les Européens, tout en respectant les traditions et les préjugés des indigènes. Son contrôle se manifeste par un visa sur les actes et arrêtés du Pacha. Dans les régions militaires, l'autorité de contrôle est représentée par le Général commandant la région, secondé par un officier du service des renseignements, chef des services municipaux ; dans les régions civiles, par un contrôleur civil, chef des services municipaux.

Les villes de la côte ont été les premières à être dotées d'une administration civile : la première localité appelée à en bénéficier a été Casablanca. Il existe aujourd'hui des services municipaux à Rabat, Salé, Kénitra, Casablanca, Settat, Mazagan, Safi, Mogador, Meknès, Fez, Sefrou, Marrakech, Oudjda, Azemmour, Taza.

Les Commissions Municipales. — Nous avons restauré au Maroc les anciens Conseils indigènes appelés Medjless qui existaient dans les grandes cités. Les Medjless sont des corps consultatifs. On les appelle Commissions Municipales. Ils assistent le Pacha.

Ces assemblées ont l'avantage de remettre entre les mains des habitants les destinées de leur ville, elles sont par suite un utile élément de contact avec la population et lui font accepter plus facilement les mesures prises sur notre conseil. En même temps, elles nous renseignent sur l'état d'esprit public et nous guident sur l'opportunité et l'efficacité des réformes à entreprendre. Assemblées seulement consultatives, elles se contentent d'émettre des vœux sur toutes les questions d'ordre municipal (budget, travaux municipaux, police, assistance, hygiène, voirie, etc...), à la suite desquels le Pacha prend telle décision qui lui plaît, sous le contrôle français. De ce caractère purement consultatif, il résulte que, si l'autorité supérieure, Sultan ou Grand Vizir, peut les consulter, cette consultation n'est en aucun cas obligatoire. Il en résulte aussi que leurs vœux ne peuvent être émis qu'à condition de n'avoir aucun caractère politique ou étranger aux questions d'intérêt local.

Comme en Tunisie, nous avons institué des municipalités de différents types consacrant l'entente entre les notables musulmans et les autorités françaises. Pour mieux tenir compte du caractère et des intérêts de la population de chaque ville, trois sortes de Commissions municipales ont été instituées (Dahirs du 1^{er} avril 1913 et du 8 avril 1917) :

1^o Le premier type ne comporte pas d'assemblée municipale propre-

ment dite. La ville est simplement administrée par le Pacha et l'autorité de contrôle. Mais ce type est appelé à se transformer.

2° Le second type est surtout appliqué aux villes-ports : Casablanca, Rabat, Salé, Kénitra, Mazagan. La Commission municipale mixte comprend des notables indigènes et français, non pas élus, mais nommés par arrêté viziriel, et des fonctionnaires membres de droit (Amin Mostafadat, Mothasseb, receveur municipal, agent des travaux publics, agent du contrôle de la dette, agent du service de l'hygiène et de la santé publiques, vice-président de la chambre de commerce).

A Casablanca, où les intérêts français sont nettement prépondérants et où la population française s'accroît rapidement, la commission comprend douze notables français, quatre notables musulmans et deux israélites. A Salé, en face de Rabat, sur la rive droite du Bou Regreg, cité surtout musulmane et où l'élément musulman a une grande importance, la commission compte un français, quatre musulmans et deux israélites. A Rabat, siège de la capitale du Maroc, où se trouvent la Résidence et tous les services publics ou militaires, la commission comprend huit français, six musulmans et deux israélites. A Mazagan, elle comprend quatre français, quatre musulmans et un israélite.

3° Le troisième type de la commission municipale est appliqué aux villes exclusivement musulmanes ou à peu près, par exemple Fez, Meknès, Taza, Safi, Sefrou, Azemmour, Mogador. Il comprend des membres élus par les notables ou à défaut désignés par arrêté viziriel et des fonctionnaires adjoints d'office.

Sefrou possède une commission municipale indigène et mixte en raison de la faiblesse de l'élément juif. Elle se compose d'indigènes musulmans et israélites (cinq musulmans et deux israélites). Il n'y a pas de notables français.

Meknès a une commission municipale unique et mixte comprenant des notables français, musulmans et israélites. Le Medjless de Meknès comprend : le Pacha, président ; l'Officier du Service des Renseignements, chef des services municipaux, vice-président ; le Directeur des Travaux Publics, le Contrôleur des Domaines, l'Amin Mostafadat, le Mothasseb, douze notables français, quatorze notables musulmans et deux notables israélites.

Fez possède deux commissions municipales distinctes et indépendantes, l'une musulmane, l'autre juive. Dès le 3 septembre 1912, le Capitaine Georges Mellier, chef des services municipaux, réalisa, sous la haute autorité du général Gouraud, commandant la région de

Fez, au lendemain des graves événements qui avaient ensanglanté la grande cité, un véritable tour de force. Il vit ses multiples et patients efforts, pour l'entente entre les notables musulmans et les autorités françaises, consacrés par l'organisation du Medjless El Baladi. Cette organisation permit d'assurer la tranquillité de cette grande ville à l'esprit turbulent. La Commission municipale de Fez el Bali fut la première Assemblée Municipale au Maroc depuis l'établissement du Protectorat.

Elle fut aussi la seule complètement composée de notables musulmans. Les intérêts européens n'y furent représentés jusqu'en 1919 (cinq français) que par la présence de l'officier de renseignement, chef des services municipaux, et de fonctionnaires. Le Medjless el Baladi comprend huit membres élus par quartier par un collège de notables, à raison de deux pour Fez el Jedid et pour chacun des arrondissements de Fez el Bali : Adoua, Lemtiyine, Andalouisyine. Ses vœux sont soumis à la décision du Pacha, secondé dans l'administration de la ville par deux Khalifas, l'un pour Fez el Bali, l'autre pour Fez el Jedid ; l'exécution des arrêtés est assurée par le Naïb du Medjless, fonctionnaire permanent et rétribué.

L'importance de la population juive a conduit à instituer également un medjless israélite. Le Medjless du Mellah se compose du Pacha, président ; du Directeur de l'Ecole de l'Alliance Israélite, secrétaire trésorier ; du Cheikh el Ihoud, Naïb du medjless, et de six membres élus pour deux ans par les notables du mellah. « Chargé de la direction de tous les travaux publics concernant la salubrité, la propreté du quartier, l'entretien des établissements hospitaliers et responsable de leur exécution, le medjless du mellah établit son budget particulier... s'efforce à obtenir le maximum de rendement des recettes municipales... décide de faire dresser un plan cadastral... et par une série de mesures heureuses réussit à transformer l'hygiène et la voirie de tout ce quartier qui pendant longtemps n'avait été qu'un véritable cloaque. » (Comte Maurice de PÉRIGNY, *la Ville de Fez*, p. 13-14.)

Sans doute, plus tard, ces deux medjless fusionneront-ils. On aura cependant encore deux medjless distincts : celui de la Fez musulmane et israélite et celui de la ville nouvelle, composé entièrement de français.

Tels sont les organismes créés par l'administration du Protectorat pour donner naissance à la vie municipale dans les villes de l'Empire Marocain. Respectant en cela les principes du Protectorat, l'élément indigène a reçu une part aussi large que possible dans la direction des

affaires locales. Cependant, ces organismes auront besoin d'être réformés dans le sens d'assemblées distinctes pour les Européens et pour les indigènes. C'est d'ailleurs l'avis du Résident Général.

Partout, dans les provinces, écrit en effet, en janvier 1916, le général LYAUTEY, dans la *Préface de son Rapport sur la situation du Maroc* (p. xv), le protectorat « s'est efforcé de donner aux indigènes, non pas un pouvoir de façade mais une part effective dans l'administration et une véritable autorité pour la garantie de leurs coutumes et de leurs libertés. Il est donc inexact de dire que l'institution du medjless musulman de Fez ne correspond plus aux besoins actuels et que cette organisation doit être rapprochée du type municipal créé dans les autres villes. Car c'est dans le sens inverse que nous sommes orientés ; et le medjless de Fez doit plutôt nous servir de modèle. Dans cette assemblée, en effet, les indigènes sont entre eux ; les décisions qu'ils prennent, les avis qu'ils émettent après discussion représentent vraiment leur opinion et ils savent qu'il est impossible de n'en pas tenir compte. Dans les assemblées municipales des autres villes, les indigènes, noyés au milieu des Européens, incapables de suivre la discussion qui se poursuit en français et dont on leur donne de loin en loin un résumé hâtif, ont le sentiment d'être des figurants et ils votent d'autant plus volontiers avec la majorité que leur vote ne signifie rien pour eux. La formule à laquelle il faut tendre est celle d'assemblées distinctes pour les Européens et pour les indigènes (ou peut-être de sections *distinctes* siégeant séparément dans une même assemblée). Cette formule seule, à l'heure actuelle, peut nous assurer une représentation sincère des indigènes et une indépendance complète de leur avis. »

CHAPITRE II

LA RÉORGANISATION JUDICIAIRE ET LÉGISLATIVE

§ 1. — *La Justice chérifienne.*

Le Cadi, l'appel et le Tribunal du Chrâa. — 1° *Le Cadi, magistrat religieux, juge de droit commun.* — Au Maroc, le juge de droit commun est un magistrat au caractère religieux, le Cadi, juge unique. En sa qualité d'Iman, chef spirituel de la communauté musulmane, le Sultan détient le pouvoir judiciaire, qui lui est conféré par le Coran, de même qu'il détient tous les autres pouvoirs ; il a délégué ce pouvoir judiciaire au Cadi. Bien que sa compétence soit en théorie universelle, elle ne s'exerce plus en pratique que sur des matières régies par la loi musulmane : statut personnel et successions des indigènes, affaires immobilières. Le mariage, la famille, l'héritage, la propriété foncière sont, en effet, réglementés par une législation canonique issue du Coran. Dans tout pays musulman, le droit est intimement lié à la religion.

Le Protectorat a apporté quelques réformes au fonctionnement de la justice du Cadi. Dans ce but, fut créé le Ministère Chérifien de la Justice et du Culte ; tous les Cadis y furent rattachés. Le Ministre de la Justice a remplacé l'Ouzir ech Chikayat (Ministre des plaintes), il ne connaît que des affaires qui relèvent de la justice religieuse des Cadis. Sur sa proposition, le Sultan nomme et révoque les Cadis.

Cet organe important du Maghzen rétablit parmi les Cadis, par une série de mesures appropriées, l'ordre et la discipline qui manquaient depuis longtemps. On a ainsi délimité les circonscriptions des Cadis (Mahakmas), vérifié la capacité de ces magistrats, imposé des règles de procédure. Parmi les règlements édictés, le premier en date fut la circulaire vizirienne du 1^{er} novembre 1912, complétée par le dahir du 10 juillet 1914, « portant réglementation de la justice civile indigène et de la transmission de la propriété immobilière ». Le dahir du 10 juillet 1914 traite de questions purement judiciaires : procédure et marche des instances, jugements, voies de recours, contrôle de la justice indi-

gène, établissement et conservation des actes authentiques, tarifs des honoraires dûs pour leur rédaction.

Le Cadi statue après que s'est déroulée une procédure écrite ; cette procédure écrite consiste en répliques successives des parties, consignées dans des actes dressés par des *Adouls*, à la fois notaires et témoins-agréés, pour être ensuite soumis à son homologation.

Le Protectorat introduisit une réforme importante en matière de voie de recours. Jusqu'alors, la loi musulmane, le *Chrâa*, n'admettant que le juge unique et ne reconnaissant pas l'autorité de la chose jugée, il n'y avait pas d'appel à un second degré de juridiction ; la sentence d'un Cadi pouvait être révisée par un Cadi voisin.

En Tunisie, où existent le Tribunal du *Chrâa*, séant à Tunis (statut personnel et propriété immobilière) et des tribunaux régionaux (affaires civiles mobilières et affaires correctionnelles), l'appel se fait à une Cour de Justice musulmane, l'*Ouzara*, séant à Tunis. Il existe également un tribunal rabbinique, mais sans appel de ses décisions. Chacune de ces juridictions se compose d'un Président, de deux juges et d'un greffier ; le juge unique n'existe pas.

Au Maroc, le Protectorat institua deux catégories de voies de recours : d'abord, une sorte d'appel consistant à faire réviser par le Cadi urbain, chef de la circonscription judiciaire, les sentences des Cadi ruraux ; ensuite, le recours contre les jugements des Cadi urbains devant le Ministre Chérifien de la Justice, qui reçut, à cet effet, délégation permanente du Sultan, en vertu du dahir du 20 décembre 1913. Le Ministre statuait après avoir pris l'avis d'un Conseil Supérieur d'Oulémas. Mais, depuis le dahir du 7 février 1921, les appels formés par les indigènes ne sont plus dévolus au ministre de la Justice ; ils sont soumis à un *Tribunal d'appel du Chrâa*, qui fonctionne à Rabat au Maghzen Central, et dont le Président juge en toute indépendance et en dehors du contrôle du ministre de la Justice. Celui-ci n'a plus dans ses attributions que l'administration générale de la justice.

Le Medjless el Istinaf, ou Conseil d'Oulémas, était composé de trois membres recrutés parmi les savants réputés de l'empire ; ses attributions, en matière d'appel, ont donc été dévolues au Tribunal d'Appel du *Chrâa*, qui est assisté d'un délégué du Conseiller du Gouvernement Chérifien et siège à Rabat. Cette haute juridiction comprend deux chambres composées chacune de deux membres titulaires et d'un suppléant ; le Président siège indistinctement à l'une et à l'autre chambre.

2° *Compétence du Cadi en matière immobilière.* — Non seulement le Cadi est compétent pour trancher les litiges concernant la propriété

immobilière, mais il est encore compétent pour autoriser les cessions immobilières. Seulement, lorsque l'acte de vente est contesté, cet acte ne peut être établi qu'après que la question de propriété a été tranchée par jugement du Cadi.

A la conférence de Madrid de 1880, le Maghzen concéda aux étrangers le droit de devenir propriétaires fonciers au Maroc (art. 11 de la Convention). Il reconnut à nouveau ce droit lors de la conférence d'Algésiras (art. 60 de l'acte). Toute question litigieuse relative aux immeubles devait, en outre, être tranchée suivant la loi du pays, c'est à dire devant le tribunal du Chrâa, le Cadi. Le Protectorat n'a pas détruit ces principes. En conséquence, l'acquisition des immeubles et le règlement des questions de propriété foncière ont lieu, encore aujourd'hui, par le ministère du Cadi et suivant les formes prescrites par les lois et usages du pays. Les étrangers sont donc justiciables du Cadi en matière immobilière, ainsi qu'il ressort des art. 11 de la Convention de Madrid et 60 de l'Acte d'Algésiras.

Ainsi, les Cadis connaissent, à l'égard des sujets ou protégés des Puissances étrangères, des affaires concernant les transactions et les litiges portant sur les immeubles situés dans l'Empire Chérifien. Cependant, depuis le Protectorat, ce principe a subi des dérogations importantes :

a) les affaires immobilières, où ne sont en cause que des ressortissants français ou assimilés sont déférées aux tribunaux français du Protectorat marocain (art. 3 du dahir organique du 12 août 1913). Par assimilés au point de vue judiciaire, on entend les étrangers qui ont renoncé au privilège de juridiction résultant du régime des Capitulations (art. 7 du dahir organique du 12 août 1913).

b) le régime de l'immatriculation donne compétence aux Tribunaux français pour tout immeuble immatriculé, qui, dès lors, se transmet par inscription au Livre foncier (dahirs des 12 août 1913, 1 et 2 juin 1915).

La Convention de Madrid, par son article 11, accorda aux étrangers un recours contre les jugements du Cadi en matière immobilière. Ce recours leur permit de faire appel devant le ministre des Affaires Etrangères du Sultan. Avant l'établissement du Protectorat c'était le Naïb du Sultan à Tanger, qui connaissait de ces appels. Depuis le Protectorat, le ministre des Affaires Etrangères se trouvant être le Résident Général, ces appels furent soumis au ministre chérifien de la Justice, qui reçut à cet effet délégation du Sultan, juge des juges (dahir du 20 décembre 1913) et qui statuait après avoir consulté le

Conseil Supérieur d'Oulémas. Mais, à partir du dahir du 7 février 1921, ces appels furent dévolus au Tribunal d'Appel du Chrâa, qui fonctionne à Rabat, en toute indépendance du ministre de la Justice.

Le Pacha, le Caïd et le Haut Tribunal Chérifien. — Le Cadi a une compétence universelle, mais théoriquement seulement puisqu'une pratique constante lui a enlevé les affaires pénales, civiles, mobilières et commerciales, pour les attribuer aux Pachas et aux Caïds, juridiction séculière. Toutes les affaires correctionnelles, ainsi que les litiges commerciaux qui n'auraient pas été réglés par le Mothasseb, prévôt des marchands, sont portés devant eux. Le Protectorat a maintenu leur compétence ; il s'est seulement efforcé de rendre moins arbitraire leur justice, en les plaçant, dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires, sous le contrôle étroit des autorités françaises (Circulaire du 8 janvier 1913).

Les Pachas et les Caïds, dépositaires de l'autorité temporelle du Sultan qu'ils représentent à la tête des villes et des tribus, constituent une juridiction d'ordre administratif. Ils relèvent, en effet, du Grand Vizir, alors que les Cadis relèvent du ministre de la Justice et du Culte.

Représentants locaux du Maghzen, ils détiennent la justice répressive. Le Protectorat s'est efforcé de réglementer et de contrôler la justice pénale pour la mettre à l'abri de l'arbitraire de ces fonctionnaires administratifs : un second degré de juridiction fut institué à Rabat, par dahir du 11 novembre 1913, le Conseil des Affaires Criminelles ; ce Conseil, formé de hauts fonctionnaires du Maghzen, siégeait avec l'assistance d'un délégué du Gouvernement chérifien. Il comprenait le Grand Vizir, président ; un vice-président, deux conseillers, deux suppléants et un secrétaire. L'institution de cette haute juridiction était un premier pas vers une justice pénale distincte du pouvoir exécutif. Elle fut complétée et remplacée par la création d'un *Haut Tribunal Chérifien* (dahir du 4 août 1918) ;

Cette juridiction comprend une chambre criminelle et une chambre des appels ; son Président siège aux deux chambres, chacune de celles-ci se compose de deux membres titulaires, d'un suppléant et du Commissaire du Gouvernement.

Cependant, seuls les jugements des Pachas des villes où a été étendue l'application du dahir du 4 août 1918 réglementant la juridiction des Pachas et Caïds (Mazagan, Safi, Casablanca, Rabat, Salé, Meknès, Oudjda), peuvent être portés en appel, tant en matière pénale qu'en matière civile et commerciale, devant la Chambre des Appels de ce Haut Tribunal Chérifien. Cet appel exige, au pénal, que

la condamnation prononcée ou, en cas de textes spéciaux, la peine édictée, dépasse trois mois d'emprisonnement ou 300 francs d'amende, ou, au civil, que le montant de l'intérêt litigieux excède 1.000 frs. Les jugements des autres Pachas et Caïds sont en dernier ressort, sauf le droit conféré aux Inspecteurs judiciaires d'en interjeter l'appel dans le délai de trois mois pour fausse application de la loi ou erreur manifeste.

La compétence des Pachas et des Caïds a été restreinte. Ils ne peuvent poursuivre et punir les infractions commises, par des sujets marocains non protégés, en complicité avec des ressortissants français ou assimilés, ni les faits qualifiés crimes commis à leur préjudice ; la connaissance en est réservée aux Tribunaux français (art. 6 du dahir organique du 12 août 1913).

Ils peuvent poursuivre et punir les infractions commises par des sujets marocains de droit commun, mais ils ne peuvent infliger de peines excédant un an de prison et 1.000 frs. d'amende. Un dahir du 28 janvier 1914 a précisé les infractions emportant ces condamnations. Cependant, les Pachas des villes où a été étendue l'application du dahir du 4 août 1918, réglementant la juridiction des Pachas et Caïds, peuvent prononcer des condamnations de deux ans d'emprisonnement et de 2.000 frs. d'amende (art. 1).

Les infractions passibles de peines plus graves (crimes), énumérées aux dahirs du 6 octobre 1917 et du 4 août 1918 qui institua un Haut Tribunal chérifien (ancien Conseil des Affaires Criminelles), sont déférées à la Chambre Criminelle du Haut Tribunal chérifien qui les juge après enquête faite par le Pacha ou le Caïd et propose au Sultan la condamnation à prononcer.

Les infractions, qui n'entraînent que des peines légères de prison et d'amende, ne sont en général pas très graves. Cependant, quand il s'agit de fautes méritant un châtiment exemplaire il est appliqué des peines de coutumes. Ainsi, à Féz, en 1916, un marchand de lait fut condamné par le Pacha, pour avoir mouillé sa marchandise, à la peine du « tatouif », vieille coutume d'autrefois. Le tatouif consiste à promener le délinquant dans les rues de la ville, à califourchon sur un âne, le visage vers la queue, et à l'obliger de crier : « c'est moi, un tel, qui ai mis de l'eau dans mon lait. »

Les Pachas et les Caïds sont encore chargés de la justice en matière civile mobilière (en dehors des questions de statut personnel, successoral ou immobilier), toutes les fois qu'il n'y a pas un point de droit à trancher, une question d'authenticité de titre à trancher. En matière

commerciale, lorsqu'ils sont embarrassés, pour statuer, ils soumettent le cas à des arbitres choisis parmi les négociants de la localité, procédure simple et rapide.

En Tunisie, les Caïds connaissent des affaires civiles mobilières dont le chiffre ne dépasse pas trente francs, et des affaires pénales comportant au maximum la peine de 20 francs d'amende ou de quinze jours d'emprisonnement.

D'autre part, lorsqu'un ressortissant français ou assimilé est en cause dans une affaire civile ou commerciale, les Tribunaux français sont compétents (art. 2 du dahir organique 12 août 1913). La juridiction des Pachas et des Caïds ne connaît que des différends entre indigènes de droit commun, ou entre un demandeur ressortissant d'une Puissance capitulaire et un défendeur marocain non protégé.

Cette juridiction, d'ordre administratif, est en général préférée à cause de sa simplicité et de sa rapidité, à l'appareil archaïque et à la procédure formaliste de la justice du Cadi (le Chrâa). Il faut cependant souhaiter qu'un jour les attributions judiciaires des Caïds et Pachas soient, en matière répressive, civile et commerciale, dévolue à des juridictions indigènes séculières indépendantes de l'administration.

Le Contrôle de la Justice chérifienne. — Les autorités françaises locales, Contrôle Civil, Services des Renseignements ou Services Municipaux assurent le contrôle des juridictions indigènes ; mais dans les villes de Mazagan, Safi, Casablanca, Salé, Meknès, Oudjda, Marrakech, ce sont les Commissaires du Gouvernement, siégeant près le Tribunal du Pacha et les Mahkmas des Cadis de ces villes, qui en sont chargés. Ainsi, dans les grands centres, un fonctionnaire français est même délégué à la surveillance de la justice chérifienne et contribue à l'instruction des affaires importantes ; à Fez, c'est un Officier des Renseignements des services municipaux qui en est chargé.

Enfin, à Rabat, un service central (Service de la Justice chérifienne) dépendant du Conseiller du Gouvernement chérifien exerce le contrôle central de la Justice, tant auprès du Haut-Tribunal chérifien que du Président du Tribunal d'Appel du Chrâa ; il collabore avec le Ministère chérifien de la Justice et le guide dans la réorganisation des institutions et du personnel judiciaire marocains.

En ce qui concerne les tribus berbères, qui ont un droit coutumier, parfois écrit, et qui n'a rien de musulman, le Protectorat s'est bien gardé de leur imposer l'organisation judiciaire islamique ; il s'est borné à surveiller l'application de leur droit coutumier.

La Justice rabbinique. — Les israélites marocains sont justiciables

des pachas et des caïds. Ils ne le sont pas des Cadis ; les affaires relatives à leur statut personnel et aux successions appartiennent à des tribunaux rabbiniques. (Dahir du 12 août 1913, art. 4.)

Deux dahirs du 22 mai 1918 ont donné à ces juridictions un statut défini ; édicté des règles essentielles de procédure et de compétence ; institué quatre tribunaux composés d'un président, de deux juges et d'un greffier nommés par arrêté viziriel, à Casablanca, Fez, Marrakech, Mogador ; organisé l'appel devant un *Haut Tribunal rabbinique* siégeant à Rabat, composé d'un président, de deux conseillers et d'un greffier nommés par arrêté viziriel.

Cette réforme de 1918 a mis sur le même rang que les autres juridictions religieuses ou séculières de l'Empire la juridiction israélite.

§ 2. — *La Justice Française.*

Les anciennes juridictions consulaires ; la protection. — I — Les Capitulations datent au Maroc du xv^e siècle. Elles assuraient aux étrangers l'immunité de juridiction et de l'immunité fiscale, en les faisant passer sous la juridiction de leurs Consuls respectifs. Ainsi, les Capitulations, c'était surtout le droit concédé aux Puissances, qui étaient représentées au Maroc par des Consuls, de soustraire leurs nationaux et protégés aux tribunaux locaux et de les faire juger par leurs Consuls respectifs.

Les juridictions consulaires disparurent avec le Protectorat. Les traités franco-allemand du 4 novembre 1911 (art. 9) et franco-espagnol du 27 novembre 1912 en prévoyaient la disparition avec l'institution de tribunaux français en zone française, et espagnols en zone espagnole.

Dans la lettre interprétative du traité franco-allemand, adressée à M. Jules Cambon, M. de Kiderlen s'exprimait ainsi : « Votre Excellence a bien voulu m'assurer que, le jour où aura été institué le régime judiciaire prévu par l'article 9 de la Convention précitée, et où les tribunaux consulaires auront été remplacés, le Gouvernement français aura soin que les ressortissants allemands soient placés sous la juridiction nouvelle exactement dans les mêmes conditions que les ressortissants français. Je suis heureux d'en prendre acte et de faire connaître en même temps à Votre Excellence que, au jour de l'entrée en vigueur de ce régime judiciaire, après entente avec les puissances, le gouvernement allemand consentira à la suppression, en même temps que pour les autres puissances, de ses tribunaux consulaires. »

D'autre part, en ce qui concernait la France et l'Espagne, l'art. 24

du traité franco-espagnol du 27 novembre 1912 déclarait que : « Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Sa Majesté Catholique se réservent la faculté de procéder à l'établissement dans leurs zones respectives d'organisations judiciaires inspirées de leurs législations. Une fois ces organisations établies et les nationaux et protégés de chaque pays soumis, dans la zone de celui-ci, à la juridiction de ces tribunaux, le Gouvernement de la République Française, dans la zone d'influence espagnole et le Gouvernement de Sa Majesté le roi d'Espagne, dans la zone d'influence française, soumettront également à cette juridiction locale leurs nationaux et protégés respectifs. »

Un dahir du 7 septembre 1913 organisa un régime judiciaire nouveau et les Puissances renoncèrent successivement au bénéfice de leurs tribunaux consulaires.

II — Le régime des capitulations se complétait au Maroc par le régime de la protection. Au cours des dernières années qui précédèrent l'établissement du Protectorat français, le régime de la protection se pratiquait avec intensité. Il consistait à soustraire à une partie de la souveraineté des Sultans les courtiers indigènes qu'employaient les négociants européens : immunité fiscale et juridictions consulaires. On ne considérait d'ailleurs comme protégés que les indigènes régulièrement inscrits sur les registres d'un Consulat.

Dans le but de ne pas laisser les courtiers (censaux) à l'arbitraire des fonctionnaires chérifiens, un traité avait été conclu le 28 mai 1767 entre le Sultan Si Mohammed Abd Allah et Louis XVI (par ce traité, le Sultan autorisait le Roi de France à nommer des Consuls au Maroc). Mais ce traité, renouvelé en 1816 et 1825, sous Louis XVIII et Charles X, ne parlait pas d'immunité de juridiction pour les censaux, il se contentait simplement de déclarer qu'ils ne seraient pas empêchés dans leurs fonctions et qu'ils seraient exempts d'impôts. Néanmoins, ils furent considérés comme justiciables des tribunaux des pays dont ils étaient les protégés, c'est à dire des tribunaux consulaires.

Le régime de la protection s'étendit rapidement après 1845 (bataille de l'Isly), époque à partir de laquelle l'Empire Marocain s'ouvrit plus largement aux Européens (Règlement de Tanger du 19 août 1863). Il y eut même de nombreux abus. Aussi, en 1880, le Sultan Moulay Hassan, soutenu par l'Angleterre, obtint des Puissances la réunion d'une conférence destinée à réglementer et si possible à supprimer le régime de la protection. La Convention de Madrid, signée le 3 juillet 1880, et complétée par le Règlement de Tanger, du 30 mars 1881,

codifia le régime des Capitulations au Maroc. Désormais, ne pouvaient être soumis à la protection dans les villes que :

1) les interprètes, les employés, les domestiques des consuls, vice-consuls et chefs de mission, à raison d'un interprète, un Chaouch, deux domestiques par Européen ;

2) les courtiers ou censeaux, à raison de deux par maison de commerce ;

3) douze Marocains par Puissance, à titre exceptionnel.

La protection ne resta pas en fait dans les limites étroites que lui avait fixées la Convention de Madrid, elle s'étendit rapidement et les abus d'autrefois recommencèrent. On vit bientôt échapper à l'autorité des Caïds, indigènes de toutes sortes : interprètes, employés, domestiques autres que ceux désignés par la Convention ; censeaux multiples ; associés agricoles ; enfin tout Marocain qui sollicitait la protection. Le nombre des protégés augmenta ainsi dans des proportions abusives. En 1911, tandis que la France et l'Espagne représentées au Maroc par 2.500 nationaux, comptaient 4.000 à 5.000 censeaux, l'Allemagne en avait à elle seule 3.381 pour 59 sujets : la protection avait alors en réalité pour but de multiplier des agents politiques.

La protection ne pouvait, dans ces conditions, que disparaître. Le traité franco-allemand du 4 novembre 1911, qui traita de la protection, en prévint en effet l'abrogation. L'article 12, § 1, déclara que la revision des listes de protégés suivrait l'accord dès sa signature : « Pour répondre à une demande du Gouvernement Marocain, les deux Gouvernements s'engagent à provoquer la révision, d'accord avec les autres puissances et sur la base de la Convention de Madrid, des listes et de la situation des protégés étrangers et des associés agricoles au Maroc, dont parlent les articles 8 et 16 de la Convention. »

L'article 12, § 2, et la Lettre Annexe, interprétative du traité, prévirent l'abrogation de la protection. Les deux Gouvernements convinrent : « également de poursuivre auprès des puissances signataires toutes modifications de la Convention de Madrid que comporterait, le moment venu, le changement de régime des protégés et associés agricoles. » (art. 12). — « Dans ma pensée, écrivait M. de Kiderlen à M. Jules Cambon, l'expression, le changement du régime des protégés, portée à l'article 12 de la Convention du 4 novembre 1911 relative au Maroc, implique l'abrogation, si elle est jugée nécessaire, de la partie de la Convention de Madrid qui concerne les protégés et les associés agricoles. »

Le traité franco-espagnol du 27 novembre 1912 s'exprima dans le

même sens. Les deux Gouvernements, déclara l'article 21, « s'engagent à provoquer la révision, d'accord avec les autres puissances, et sur la base de la Convention de Madrid, des listes et de la situation des protégés étrangers et des associés agricoles, et éventuellement l'abrogation de la partie de ladite convention concernant les protégés et associés agricoles ».

L'organisation judiciaire française fut rapidement établie (dahir du 7 septembre 1913). C'était là la condition nécessaire, d'après les accords internationaux, de la disparition des juridictions consulaires et du régime des capitulations. A l'origine, cette organisation ne fonctionna que pour les Français et les protégés français. Mais, bientôt, les Puissances renoncèrent successivement au bénéfice des capitulations. A cette occasion, les listes des anciens protégés étrangers, qui allaient être relevés des juridictions consulaires et passer sous la juridiction française, furent revisées. Adhèrent à la justice française, pour leurs nationaux et anciens protégés, plusieurs Puissances étrangères, notamment la Grèce ; la Russie, selon convention des 28-15 janvier 1914 ; le Grand-Duché de Luxembourg, 27 février 1914 ; l'Espagne et le Portugal, 7 mars 1914 ; la Suède etc., sauf l'Angleterre et les Etats-Unis. En ce qui concerne l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, l'abrogation du régime des Capitulations découla des dahirs des 5 et 13 août 1914.

La législation judiciaire française. — Sans perdre de temps dès le mois de mars 1913, le Résident Général adressa au Ministre des Affaires Etrangères un projet d'organisation et de législation judiciaires, élaboré par le Secrétaire Général du Protectorat et par son Conseiller Judiciaire.

Dans la lettre, datée de Marrakech (19 mars 1913), par laquelle le général Lyautey adressa au Quai d'Orsay le projet d'organisation de la justice française au Maroc, le Résident Général déclara qu'il s'était efforcé, dans l'élaboration de ce projet, de réaliser un organe judiciaire s'inspirant de principes modernes :

« J'ai tenu à écarter tout ce que le mécanisme judiciaire français a de suranné, toutes les complications d'une procédure justement critiquée par les meilleurs de nos jurisconsultes et par les politiques les plus avertis des choses de droit. Par contre, pour des motifs tant diplomatiques que politiques, j'ai voulu qu'aucune des règles proposées n'apparût comme une innovation qui n'aurait pas subi l'épreuve de l'expérience ; les organismes et les procédures dont je demande l'adoption, s'ils s'écartent parfois du droit commun, sont exactement

tirés de textes actuellement en vigueur en France, en Algérie, en Tunisie et aux Colonies ; je me suis attaché, en outre, à mettre en œuvre dès aujourd'hui diverses réformes actuellement soumises aux Chambres par le Gouvernement. » (*Rapport Général*, p. 210-211.)

Conformément aux suggestions du général Lyautey, une Commission de juristes se réunit à Paris, du 7 mai au 25 juin 1912, pour étudier le projet relatif à l'organisation et à la législation judiciaires du Protectorat français du Maroc. Des délibérations de cette Commission, auxquelles prirent part MM. de Saint-Aulaire, Délégué à la Résidence Générale, et Paul Tirard, Secrétaire Général du Protectorat, sortirent un certain nombre de textes qui furent transformés en dahirs.

Si, en général, le Président de la République, statuant par voie de décret, peut procéder à la réorganisation judiciaire dans nos pays de protectorat, il ne pouvait en être ainsi au Maroc. Conformément au traité de Protectorat, du 30 mars 1912, le soin de réorganiser la justice au Maroc appartenait au Sultan, sous le contrôle du Gouvernement Français. Organiser des Tribunaux dans l'Empire Chérifien par une loi ou par un décret, cela aurait été porter une véritable atteinte à la souveraineté de Sa Majesté Chérifienne ; en un mot, violer la formule du Protectorat. C'est pourquoi, on eut recours à un dahir revêtu du visa du Résident Général.

Dans tous les textes qu'elle a élaborés, la Commission n'a pas craint de s'écarter des lois de la métropole, ni de les simplifier. Ce travail de codification, terminé le 12 août 1913, fut promulgué au Bulletin Officiel du Protectorat n° 46, le 12 septembre 1913. Il fut complété par d'autres textes postérieurs (dahirs du 1^{er} septembre 1920).

1°. Le premier dahir traça les règles de la nouvelle organisation judiciaire, fixa les degrés de juridiction, le nombre, le siège, la composition des tribunaux français au Maroc, les conditions dans lesquelles seraient déterminés leurs ressorts. Il traça encore les principales règles concernant la nomination et le recrutement des magistrats français appelés à siéger.

Il posa, en même temps, les principes de compétence des juridictions françaises à l'égard des Français, des Marocains et des Etrangers.

a) Depuis l'abrogation du régime des Capitulations, les tribunaux français sont compétents, *ratione personæ*, pour le règlement de toutes les affaires, en matière immobilière ou mobilière, entre Français entre étrangers et anciens protégés étrangers ; entre indigènes, quand les deux parties acceptent cette juridiction ; enfin, entre Européens et indigènes, en matière mobilière seulement. Dans les affaires immo-

bières entre Européens et Marocains, le tribunal indigène du Cadi est compétent, et cela, en raison du caractère spécial des questions immobilières au point de vue indigène ; mais si la contestation ne se débat qu'entre Européens ou anciens protégés, les juridictions françaises sont compétentes, seulement le Tribunal Civil ou la Cour d'Appel doivent s'adjoindre deux assesseurs indigènes.

Dans les affaires civiles et commerciales, il suffit que l'une des parties soit justiciable des tribunaux français ; par exemple, un Français plaide contre un indigène, le tribunal français est compétent.

Les tribunaux français sont encore compétents en matière pénale, à l'égard des Européens ou anciens protégés ; des Marocains, pour les crimes commis au préjudice des Européens ou anciens protégés ; des Marocains, quand les Européens ou anciens protégés sont auteurs principaux, coauteurs ou complices dans les crimes ou délits ; des Marocains, pour les crimes, délits ou contraventions commis contre l'administration ou l'exécution de la justice française.

b) *Ratione materiae*, les tribunaux français connaissent de toutes les affaires, sauf de celles concernant les immeubles non immatriculés. Le moyen de mettre ces immeubles à l'abri d'un procès, c'est de les faire immatriculer. Il existe, en effet, une loi dite de l'immatriculation, qui permet aux propriétaires de soustraire leurs immeubles aux aléas de la loi locale et d'obtenir la délivrance de titres fonciers qui les mettent tout à fait à l'abri. Ces propriétés immatriculées ont ensuite la même sécurité et le même degré de certitude qu'en France.

c) Comme en Tunisie, le principe de l'unité de juridiction a été admis. Les mêmes tribunaux jugent donc, d'une part, en matière répressive, d'autre part, en matière civile, commerciale et administrative. Il n'y a ni tribunaux de commerce, ni tribunaux administratifs. Toutes les affaires civiles, commerciales et administratives sont portées devant les tribunaux judiciaires.

Le contentieux administratif n'a été attribué à ces tribunaux que dans les limites et les conditions établies par le décret du 27 novembre 1888 pour les juridictions françaises en Tunisie. Il n'y aura donc pas, en matière administrative, de recours en cassation, sauf en cas de violation des principes de la séparation des pouvoirs ; cela, pour ne rien changer aux attributions de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat.

2° Le Dahir sur l'instruction criminelle s'inspira de notre Code d'instruction criminelle. Lois pénales et lois d'instruction criminelle françaises furent appliquées, sauf quelques dérogations, dans le Pro-

tectorat marocain. Ainsi, s'inspirant des dispositions édictées en Tunisie sur le même objet, ce dahir porte qu'au criminel le tribunal ordinaire aura la compétence de la Cour d'assises en s'adjoignant des assesseurs-jurés. Le jury délibèrera avec les magistrats sur la culpabilité de l'accusé et sur l'application de la peine. Quand il s'agira d'accusés n'appartenant pas à la nationalité française, ces assesseurs pourront être marocains ou étrangers selon les cas.

La procédure est simple et rapide afin que, sans porter atteinte toutefois aux droits de la défense, l'action publique ne soit pas entravée par des incidents.

L'instruction des affaires est aussi réglée de façon à être conduite avec la plus grande célérité. A cet effet, l'article 1 du dahir de Procédure Criminelle, complété par d'autres textes, institua au Maroc des officiers de police judiciaire plus nombreux qu'en France : Commandants en chef de Région, de poste, de cercle, chefs de brigade ou de poste de gendarmerie, Contrôleurs civils ou leurs adjoints, Officiers du Service des Renseignements, Chefs des Services Municipaux ou leurs adjoints. Le Protectorat a ainsi étendu à toutes les autorités civiles et militaires susceptibles d'apporter un concours efficace à l'œuvre de la justice, les fonctions d'officier de police judiciaire. La recherche des infractions en a été ainsi rendue plus facile et plus rapide.

Enfin, la loi du 26 mars 1891, dite loi Béranger, a été promulguée au Maroc.

3° Le Dahir sur *la condition civile des Français et des étrangers* constitue un véritable code de droit international privé, inspiré des solutions adoptées par les conventions internationales de La Haye ou les assemblées nationales de jurisconsultes. Il convient d'insister sur le caractère d'utilité pratique de cette œuvre juridique originale, dans un pays comme le Maroc où les justiciables appartiennent à tant de nationalités différentes.

4° Le dahir sur *les obligations et les contrats* a été établi sur les bases du code tunisien, dit « des obligations et des contrats » promulgué en 1905. Il comporte également, pour les Européens, des règles inspirées par leurs lois nationales.

Le droit musulman n'étant pas codifié et les usages étant incertains ou contradictoires, il était difficile d'appliquer la loi locale aux contrats et aux obligations qui se forment sans convention. On eut donc recours au code tunisien, élaboré par une Commission musulmane composée de cinq professeurs de la Grande Mosquée de Tunis et de

cinq membres du Chrâa (tribunal religieux). Il convient de signaler que, pour concilier les législations européennes et le droit musulman, les jurisconsultes recoururent au droit romain du Digeste, dont les solutions avaient été acceptées sous le Bas-Empire par les premiers jurisconsultes musulmans des pays conquis par Rome.

Le dahir formant le code des obligations et des contrats est devenu la loi locale du Protectorat, applicable à tous les engagements nés sans contrat sur le territoire et à tous les contrats non soumis à une autre loi en vertu des règles du droit international.

5° Le dahir qui codifie *les lois commerciales* est une adaptation pure et simple de la législation française. Toutefois, il la complète sur quelques points. Mais il laisse de côté la partie relative au droit maritime, sous le prétexte que la plupart des transactions du commerce maritime appartiennent au régime de la loi du port d'attache du navire ou de celle des contractants.

Ce n'est qu'en 1919, qu'un dahir du 31 mars mit en application : un texte formant code de commerce maritime, un texte formant code disciplinaire et pénal de la marine marchande chérifienne, un texte formant règlement sur la pêche maritime.

Dans le Code de Commerce Maritime, il est traité : a) du régime de la navigation maritime (bateaux réputés marocains, droits d'armement, jaugeage, permis de navigation, visite, pavillon chérifien, immatriculation des navires, vente des navires, achat de navires étrangers, conduite des navires, répression des infractions) ; b) du régime juridique des navires (caractères et propriété des navires, privilèges et hypothèques maritimes, saisie et vente des navires, propriétaires et armateurs, capitaine, équipage, contrat d'engagement maritime, obligations du marin, obligations de l'armateur) ; c) des transports maritimes (affrètement ou contrat de transport maritime, charte partie, connaissance, etc..., obligations réciproques des parties, affrètement à temps, transport des passagers) ; d) des risques de mer (abordage, assistance et sauvetage, avaries, prêt à la grosse) ; e) des assurances maritimes et du délaissement.

6° Le dahir *sur la procédure civile* ne reproduit pas à la lettre le code français de procédure civile qui a soulevé tant de critiques. Tout d'abord on n'a pas voulu introduire, avec les tribunaux français, le système compliqué et archaïque de notre vieille procédure de 1806 et établir au Maroc le groupe entier des officiers ministériels et autres auxiliaires de la justice du type français, algérien ou colonial : avoué, huissier, greffier, notaire, curateur aux successions vacantes, syndic

de faillite, liquidateur, commissaire-priseur, administrateur judiciaire, agréé, avocat-défenseur.

Alors que la procédure consulaire était sommaire et peu formaliste, souvent arbitrale ; que beaucoup d'Etats étrangers avaient renoncé à la vénalité des charges, réduit le nombre des auxiliaires de la justice ou transformé ces derniers en fonctionnaires publics (Autriche, Prusse), allait-on, au moment de procéder aux « réformes judiciaires » prévues dans le traité de Fez, maintenir notre vieux mécanisme judiciaire ? La Commission ne le pensa pas.

Elle s'éloigna alors, du code de procédure civile et se rapprocha d'une procédure simple et peu coûteuse, où l'importance des auxiliaires de la justice est très réduite et la mission du juge très élargie. Il s'agit de la procédure administrative. La Commission fit ainsi, de la loi du 22 juillet 1889 sur la procédure devant les Conseils de Préfecture, la base de ses travaux pour la rédaction du Code Marocain de Procédure. C'est ce qui avait déjà été fait en Tunisie pour la loi de procédure.

Avec une telle conception de la procédure, les officiers ministériels ne pouvaient que disparaître. Ils furent, en effet, remplacés par des fonctionnaires, placés sous l'autorité du juge, et appelés *Secrétaires-Greffiers*. Les Secrétaires-Greffiers sont chargés de tous les actes de notification, d'exécution, de sommation et de liquidation qui se rattachent à la vie judiciaire. Ils forment un corps de fonctionnaires dont le recrutement, l'organisation, la discipline, offrent aux justiciables les garanties les plus complètes. Tandis qu'en France, pour le règlement de ses affaires, il faut passer sous les « fourches caudines » des différents officiers ministériels, au Maroc on va au Secrétariat de la juridiction de sa résidence et, là, on trouve, non pas un agent revêtu d'un caractère officiel et qu'il faut payer, mais un fonctionnaire rétribué par l'Etat et dont le ministère est entièrement gratuit.

A côté des Secrétaires-greffiers subsistent cependant les *avocats*, avec le rôle qu'ils ont en France. Il paraissait en effet difficile, en raison de l'indépendance dont ils doivent jouir, de les supprimer. Des barreaux ont été organisés, mais comme les avocats étrangers y sont admis, on n'a pas voulu leur laisser la liberté de leur recrutement et l'exercice de leur discipline. Comme en Tunisie, la Cour d'Appel et les Tribunaux de première instance sont chargés de surveiller le recrutement des avocats et l'exercice de la discipline.

Le plaideur s'adressera donc à un avocat, sauf pour les petites affaires, et celui-ci se chargera du soin de produire ses conclusions

et ses pièces au Tribunal. Il fournira les éléments de l'instruction du procès que dirige le juge et quand l'affaire sera en état, il viendra à l'audience y plaider la cause de son client.

De même que les parties ont besoin d'avocats, les tribunaux ne peuvent se dispenser du concours des *experts* et des *interprètes*. Contrairement aux avocats, les experts et les interprètes sont des auxiliaires de la justice et non des mandataires des parties, même quand ce sont celles-ci qui font appel à leur concours.

On peut, dès à présent, apercevoir le caractère heureux de cette procédure :

a) Suppression de tout système de postulation, de tout intermédiaire nécessaire et obligatoire entre le justiciable et le juge.

b) Direction de la procédure confiée, non aux plaideurs ou à leurs représentants, mais au juge, comme dans la loi du 22 juillet 1889 (procédure devant les Conseils de Préfecture). Le juge cesse d'être simple spectateur du duel judiciaire entre les représentants des parties, ayant pour toute attribution de proclamer le vainqueur. Il dirige, au contraire, les débats, par les voies les plus rapides, vers leur conclusion nécessaire, le jugement (art. 555).

Ce sont les juridictions elles-mêmes qui, par l'organe de leurs juges-rapporteurs et de leurs Secrétaires-Greffiers, dirigent l'instruction des affaires, la marche des procédures et assurent l'exécution des jugements, qu'il s'agisse de la Cour d'Appel, du Tribunal d'Instance ou du Tribunal de Paix. Le juge assure l'exécution de ses jugements par les agents placés sous son autorité et commis à cet effet.

Les parties ne citent pas directement leurs adversaires devant le magistrat. C'est celui-ci qui reçoit toutes les requêtes au Secrétariat du Tribunal, ordonne toutes les notifications et communications, convoque les parties à l'audience, au jour et heure fixés par lui, prescrit toutes les mesures d'instruction (art. 155), intervient pour faire reprendre son cours à une procédure suspendue ou arrêtée par un événement quelconque (art 130).

c) De plus, la procédure civile est écrite, sauf devant les justices de paix où l'instruction essentiellement verbale et simple est indispensable, en raison de la nature des litiges et de « la nécessité pour le juge de s'éclairer en entendant et en provoquant les déclarations orales des justiciables très souvent hors d'état de s'expliquer par écrit ». Les observations orales, c'est à dire les plaidoiries, ne sont que le complément de la procédure écrite (art. 188) ; c'est l'idée direc-

trice de la procédure suivie devant le Conseil d'Etat et les Conseils de Préfecture.

d) Enfin, la procédure civile tend à être aussi souple et aussi peu formaliste que possible : très peu de textes impératifs, beaucoup de dispositions donnant au juge le choix entre plusieurs procédés ou s'en remettant à sa prudence, à l'appréciation qu'il fera des circonstances de la cause, de l'intérêt des parties (art. 549). Le juge voit ainsi son initiative et sa responsabilité constamment mises en jeu. On est obligé de reconnaître que c'est le moyen le meilleur pour avoir de bons juges rendant une bonne justice.

7° Le dahir sur *l'assistance judiciaire* reproduit les textes métropolitains.

8° Le dahir sur les *frais de justice et d'actes extra judiciaires ou notariés* établit une tarification basée sur le tarif des chancelleries diplomatiques et consulaires, et proportionnelle à l'importance du litige. Par suite de l'absence d'officiers ministériels, ces frais sont perçus au profit du Trésor et compensent les charges du service judiciaire. Tout demandeur doit consigner les frais probables ; les frais effectifs sont taxés par le juge toujours et d'office.

Les juridictions françaises. — L'autorité compétente pour réorganiser la justice dans l'Empire Chérifien étant le Sultan, un dahir, en date du 12 août 1913, contresigné le 30 août par le Commissaire Résident Général et modifié par deux dahirs du 1^{er} septembre 1920 institua les juridictions destinées à remplacer la justice consulaire et à appliquer la législation ci-dessus. Ce dahir, complété par un décret du Président de la République, en date du 7 septembre 1913, plaça sous le haut contrôle de la Cour de Cassation les juridictions françaises suivantes :

1° des Justices de Paix à compétence étendue ;

2° des Tribunaux de première instance ;

3° une Cour d'Appel.

1° *Tribunaux de Paix.* — Le dahir organique n'avait créé que cinq tribunaux de paix : Casablanca, Rabat, Fez, Safi et Oudjda. Il fallut dès le début de 1914, en créer trois autres : à Mazagan, Mogador et Marrakech (dahir du 1^{er} février 1914). Puis, une audience foraine mensuelle du Juge de Paix de Rabat fut instituée à Kénitra (ordonnance du Premier Président du 4 juillet 1914). Un autre tribunal de paix fut créé à Meknès. Enfin, deux autres furent installés à Casablanca et à Rabat (dahir du 1^{er} septembre 1920). Ces tribunaux peuvent tous aujourd'hui tenir des audiences foraines.

Les tribunaux de paix de Casablanca, Mazagan, Marrakech, Mogador et Safi font partie du ressort du tribunal de première instance de Casablanca ; ceux de Rabat, Fez et Meknès, du ressort du tribunal de Rabat ; celui d'Oudjda, du ressort du tribunal d'Oudjda.

Chaque justice de paix se compose d'un juge de paix titulaire, d'un ou plusieurs juges de paix suppléants rétribués et d'un officier de police judiciaire remplissant les fonctions de ministère public. Casablanca possède trois juges de paix suppléants, Rabat en a deux.

Les tribunaux de paix du Maroc sont assimilés à des justices de paix de première classe et les suppléants rétribués à des juges de paix de deuxième classe.

Après de chaque tribunal de paix, les fonctions de ministère public sont exercées le plus souvent par le Commissaire de Police de la ville. Il exerce, tout comme un Procureur, l'action publique, directement en matière de simple police, soit directement soit après information du juge de paix pour les délits rentrant dans la compétence correctionnelle du magistrat.

L'organisation des justices de paix constitue une véritable décentralisation judiciaire. Le juge de paix marocain a reçu une compétence plus étendue que celle que possède son collègue d'Algérie ou de Tunisie. Il est juge au civil, au commercial, en matière de référés et au répressif.

En matière civile, les juges de paix connaissent en général des affaires civiles et commerciales : en dernier ressort, jusqu'à 500 frs. de capital et en premier ressort, jusqu'à 1.000 frs. de capital. En certaines matières même, leur compétence est indéfinie. Ils exercent encore les fonctions de juge des référés, qui appartiennent en France aux Présidents des Tribunaux, lorsqu'ils siègent ailleurs qu'au siège du Tribunal de première instance.

En matière pénale, les juges de paix sont d'abord, juges de simple police et connaissent de toutes les contraventions comme les juges de paix de la métropole ; ensuite, juges en matière correctionnelle, mais leur compétence est limitée. Ils connaissent de tous les délits qui sont punissables de deux ans d'emprisonnement au maximum, sauf exceptions (abus de confiance, banqueroute simple, affaires de presse, associations). En Tunisie, au contraire, les juges de paix ne sont compétents que pour les délits comportant une condamnation de six mois de prison au maximum.

Quand il y a lieu, les décisions du juge de paix sont, sur appel des

parties ou du ministère public, portées devant le tribunal d'instance dont ressortit la justice de paix.

2° *Tribunaux de Première Instance.* — Le dahir organique n'avait institué que deux tribunaux de première instance, l'un à Casablanca, l'autre à Oudjda. Le développement de la population européenne à Rabat nécessita bientôt la création d'un tribunal d'instance dans cette ville. Un quatrième tribunal doit être établi en 1923 à Marrakech. Ces juridictions sont ainsi composées :

Le Tribunal de Casablanca, divisé en deux chambres, comprend un président, un vice-président, deux juges d'instruction, quatre juges, trois juges suppléants, un procureur et deux substituts. Celui de Rabat se compose d'un président, d'un juge d'instruction, de trois juges, de deux juges suppléants, d'un Procureur et d'un substitut. Celui d'Oudjda comporte un Président, un juge d'instruction, deux juges, un juge suppléant, un Procureur et un substitut.

Le tribunal de Casablanca est assimilé à un tribunal de première classe ; ceux d'Oudjda et de Rabat, à des tribunaux de deuxième classe. Mais les juges suppléants de ces tribunaux sont assimilés à des juges de troisième classe.

Quelle est leur compétence ? En matière civile, la compétence de ces tribunaux s'étend aux affaires civiles, commerciales et administratives. Les tribunaux d'instance connaissent des actions personnelles et mobilières sans appel jusqu'à 3.000 frs de capital, et, en matière immobilière, jusqu'à 120 frs de revenu annuel. Si l'immeuble en litige représente un revenu supérieur à 120 frs, il y a appel à la Cour de Rabat (art. 16).

En matière pénale, les tribunaux de première instance sont d'abord érigés en Tribunaux Correctionnels et connaissent, en premier ressort, de tous les délits et contraventions qui ne sont pas de la compétence des tribunaux de paix. Ils sont érigés ensuite en Tribunaux criminels, comme les tribunaux de Tunis et de Sousse ; tous les trois mois, les tribunaux de première instance sont érigés en tribunaux criminels, faisant fonction de Cour d'Assises et en ayant la compétence ; six assesseurs-jurés, dont trois de la nationalité de l'accusé, désignés par la voix du sort, sont adjoints au tribunal ; le jury, et il convient d'insister sur ce progrès de la législation du Protectorat, délibère avec les magistrats, tant sur la culpabilité que sur l'application de la peine.

Enfin, les tribunaux de première instance jouent le rôle de juridiction d'appel à l'égard des jugements des tribunaux de paix.

3° *Cour d'Appel.* — Une Cour d'Appel fut instituée à Rabat. On

aurait pu, comme cela existe en Tunisie, envoyer à Alger les appels des décisions des tribunaux de première instance du Maroc, ou encore à la Cour d'Aix. Le Protectorat a jugé préférable, afin de ne pas retarder le règlement des affaires, de ne pas envoyer devant les Cours d'Alger ou d'Aix les appels des jugements de ses juridictions d'instance.

La Cour de Rabat se compose aujourd'hui d'un Premier Président, d'un Président de Chambre, de quatre Conseillers, d'un Procureur Général, d'un Avocat Général et d'un Substitut du Procureur Général. (Les premiers titulaires des postes de Premier Président et de Procureur Général furent MM. Berge, ancien Président du tribunal de Tunis, et Landry : décret du 7 septembre 1913). Cette haute juridiction siège valablement à trois juges. En cas de besoin, elle peut se compléter par le secours d'un magistrat du tribunal de première instance et, à défaut, d'un juge de paix titulaire. Elle est assimilée à une Cour d'Appel de France.

Quelles sont ses attributions ? Elle a des attributions semblables à celles des Cours d'Appel de la métropole : elle statue sur les appels des jugements des tribunaux de première instance et sur les mises en accusation.

L'Administration du Protectorat avait songé, pour accélérer le règlement définitif des litiges, à donner à la Cour de Rabat les pouvoirs de Juge de Cassation. Elle s'inspirait en cela de l'exemple du Conseil d'Etat. Toutefois, ce point de vue ne fut pas maintenu, en raison du grand avantage qui s'attachait au contrôle suprême de la Cour de Cassation sur les jugements rendus par les tribunaux du Maroc.

Le personnel de la Justice. — Le personnel de la justice se compose de magistrats, secrétaires-greffiers, commis de secrétariat et interprètes.

En ce qui concerne le recrutement des magistrats des juridictions françaises au Maroc, il fut convenu que le personnel serait celui des Cours et Tribunaux de France et d'Algérie. Les magistrats français ou les personnes légalement aptes à remplir les fonctions judiciaires en France, autorisés à remplir ces fonctions au Maroc, peuvent ainsi siéger au Maroc et en France ou réciproquement.

Aux termes de l'article 17 de la loi du 28 avril 1919 portant réorganisation de la magistrature, nul ne peut être nommé dans un poste de la magistrature française au Maroc, s'il ne remplit les conditions d'aptitude exigées en France des candidats aux fonctions judiciaires. Les magistrats du Maroc sont nommés par décret du Président de la République sur la proposition du garde des Sceaux, Ministre de la

Justice et du Ministre des Affaires Etrangères. L'article 24 du dahir du 12 août 1913 porte que les magistrats sont demandés par le Sultan au Gouvernement français, sur la proposition du Résident Général. Si les tribunaux français du Maroc rendent leurs jugements au nom de S. M. le Sultan, les magistrats de ces tribunaux dépendent exclusivement du Gouvernement français pour tout ce qui concerne l'avancement et la discipline. Ils subissent les retenues pour la retraite sur le montant du traitement qu'ils toucheraient en France et non sur leur traitement du Maroc.

En ce qui concerne la composition des juridictions du Protectorat, il convient de remarquer qu'elles ont été à l'origine constituées au minimum possible de personnel, sous réserve qu'à mesure que le développement des affaires sur tel ou tel point se manifesterait elles seraient munies des magistrats qui leur seraient nécessaires. C'est ainsi que la Cour de Rabat, constituée en 1913 à trois Conseillers, et pas de Substitut du Procureur Général s'est vue passer à quatre Conseillers, plus un Président de Chambre, un Avocat Général et un Substitut du Procureur Général. Il en a été de même pour les tribunaux d'instance.

En raison du souci du Résident Général d'avoir des tribunaux à effectifs réduits, mais bien rétribués, il fallait faciliter les remplacements en cas d'absence ou de maladie. A cet effet, marquant le pas sur la métropole, il fut décidé que la Cour d'Appel pourrait valablement siéger à trois membres, conformément aux projets déposés à la Chambre par M. le Garde des Sceaux Cruppi ; et que les juges de paix pourraient remplacer les magistrats du siège, conformément au projet déposé par M. Briand, Garde des Sceaux.

Les secrétaires-greffiers remplissent à eux seuls les fonctions multiples des divers officiers ministériels de la métropole. Ils sont recrutés parmi les personnes exerçant ou ayant exercé les fonctions d'Agent de Chancellerie des Consulats, les fonctionnaires de l'Enregistrement de France, d'Algérie ou de Tunisie, les officiers publics ou ministériels. Ils sont répartis en neuf classes.

Les commis de secrétariat aident les secrétaires-greffiers dans les détails matériels de leur service.

Les interprètes judiciaires sont recrutés dans le cadre général des interprètes.

Les magistrats des tribunaux marocains ont, comme tous les fonctionnaires du Protectorat, desquels le Résident Général exige par contre un bon rendement, une belle situation. Les tableaux de traitement ci-dessous en font foi (année 1922) :

COUR D'APPEL

	France (1)	Algérie	Maroc
Premier Président.....	25.000	28.750	43.200 fr.
Procureur Général.....	25.000	28.750	43.200 —
Président de Chambre.....	16.000	26.000	36.000 —
Avocat Général.....	14.000	17.500	27.600 —
Conseillers.....	13.000	16.250	24.600 —
Substitut du Proc. Gén.....	12.000	15.000	24.600 —

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

Casablanca (1^{re} classe).

	France	Algérie-Tunisie	Maroc
Président.....	16.000	20.000	28.800 —
Procureur.....	16.000	20.000	28.800 —
Vice Président.....	13.000	16.250	23.400 —
Juges d'Instruction.....	12.000	15.000	21.600 —
Juges.....	10.000	12.500	24.000 —
Substituts.....	10.000	12.500	24.000 —
Juges suppléants.....	6.000	8.750	12.000 —

Oudjda et Rabât (2^{me} classe).

	France	Algérie-Tunisie	Maroc
Président.....	13.000	16.250	23.400 —
Procureur.....	13.000	16.250	23.400 —
Juge d'Instruction.....	9.000	11.250	16.800 —
Juges.....	8.000	10.000	15.600 —
Substitut.....	8.000	10.000	15.600 —
Juges suppléants.....	6.000	8.750	12.000 —

TRIBUNAUX DE PAIX

Juges de Paix titulaires : 12.000 fr., 14.000 fr. 16.800 fr., (1^{re} classe).
 Juges de Paix suppléants : 10.200 fr. (2^{me} classe).

En plus de ces traitements, fortement augmentés par suite du renchérissement de la vie que la guerre a également occasionné au Maroc, mais avantageux quand même, les magistrats, comme la plupart des autres fonctionnaires du Maroc, reçoivent des allocations, indemnités et avantages importants, selon qu'ils sont célibataires, mariés ou avec enfants : Le Premier Président et le Procureur Général ont droit à une indemnité de 6.000 frs pour frais de représentation et au logement en nature. Le Président de Chambre, le Président et le Procureur

(1) Des suppléments de traitement, non soumis à retenue et n'entrant pas en compte pour la retraite, sont accordés à partir du 1^{er} juillet 1921 : 4.000 fr. aux magistrats de France, Algérie, Tunisie; 2.000 fr. aux juges suppléants de ces trois pays.

de Casablanca ont droit au logement en nature. Les juges suppléants, chargés spécialement du contentieux de l'immatriculation foncière, touchent une majoration de traitement de 1.000 frs. Tous les magistrats, non logés en nature, ont droit à une indemnité de résidence de 3.000 à 3.600 fr., suivant les régions, s'ils sont mariés ; s'ils sont célibataires, l'indemnité n'est plus que de moitié. Tous les magistrats sans distinction ont, en outre, droit à une indemnité de 800 frs pour chacun des deux premiers enfants, et de 1.200 fr. pour chacun des suivants. Il leur est alloué, enfin, une indemnité annuelle de 1.000 frs après trois ans de séjour au Maroc ; de 2.000 frs après 6 ans et de 3.000 frs après neuf ans, sans jamais pouvoir, quelle que soit l'ancienneté des intéressés, dépasser ce dernier chiffre. Les magistrats nommés au Maroc ont droit, à titre d'indemnité de départ, à deux mois de traitement et aux frais de déménagement et transport de mobilier ; à deux autres mois s'ils sont mariés et un mois s'ils sont célibataires. Lorsqu'ils prennent possession de leur poste, leurs frais de voyage leur sont remboursés pour eux et leur famille. Ils bénéficient encore, tous les deux ans, à l'occasion de leur congé, de la gratuité à bord des paquebots, pour eux et leur famille. Les vacances judiciaires sont de deux mois ; les magistrats qui assurent le service de vacation jouissent annuellement d'un congé de deux mois.

Telle est l'organisation judiciaire que la République Française a instituée au Maroc. Les résultats obtenus ont montré combien a été féconde l'œuvre du Protectorat.

CHAPITRE III

LA RÉORGANISATION FINANCIÈRE

§ I. — *La situation financière de l'Empire marocain*

La Dette Publique et le Contrôle de la Dette. — La situation de l'Empire chérifien n'était pas brillante au moment de la signature du traité de Protectorat. Depuis longtemps, les ressources ne rentraient plus, sauf les revenus des loyers des biens maghzen, d'ailleurs rapidement absorbés par l'entretien de la Maison du Sultan. Le Maghzen avait donc dû emprunter après avoir sollicité le concours de la France.

1° *Emprunts 1904 et 1910.* — La Dette Publique comprenait, à notre arrivée, les deux emprunts de 1904 et 1910 et les indemnités de guerre dues à la France et à l'Espagne. Ces emprunts avaient été contractés par Abd el Aziz et Moulay Hafid pour faire face à des embarras financiers, rembourser d'anciennes dettes et pourvoir au déficit provenant de l'anarchie administrative. L'emprunt de 1904 fut négocié à Fez par un Représentant du Consortium des Banques Françaises, M. de Saint-Aulaire, alors Premier Secrétaire à la Légation de France à Tanger.

L'emprunt 5 % 1904, d'un montant de 62.500.000 frs, était gagé par le produit des douanes encaissé dans les ports du Maroc.

L'emprunt 5 % 1910, d'un montant de 101.124.000 frs, était gagé sur l'excédent disponible du produit des douanes après le service de l'emprunt 1904, sur la redevance du monopole des tabacs, les revenus du Mostafadat dans les ports (droits de portes et de marchés), les revenus des Sakkat (monopole du soufre et contrôle des bijoux), les revenus des immeubles maghzen dans les ports et leurs zones myriamétriques, et enfin sur la part de 50 % revenant au Maghzen sur le produit de la taxe urbaine dans les ports.

Ces emprunts étaient garantis par le Contrôle de la Dette, seul organisme financier de l'Empire et créé par l'intervention européenne. A cet effet d'assurer le fonctionnement de cette garantie, les Banques contractantes furent autorisées, dès 1904, à désigner un délégué repré-

sentant des porteurs de titres et chargé d'exercer, au nom et pour le compte des porteurs, un droit de contrôle sur l'encaissement des droits de douanes. Sous l'influence des conseils allemands pour soustraire le Maghzen à l'influence française, le contrôle des douanes demeura inopérant jusqu'aux accords du 14 juillet 1907, conclus à la suite de notre succès d'Algésiras et des négociations de M. Guiot, délégué des porteurs de titres, avec le Grand Vizir El Mokri.

Le Contrôle de la Dette fut donc chargé pour le compte des porteurs de titres des emprunts 1904 et 1910, de percevoir les produits des taxes affectés en garantie, soit 95 % des recettes douanières, les revenus des Mostafadat des cinq ports et de leur zone environnante, les revenus des monopoles des tabacs et du soufre, les revenus des biens domaniaux dans les ports et leurs zones myriamétriques, la moitié des revenus de la taxe urbaine dans les ports. L'administration du Contrôle de la Dette admit la collaboration des fonctionnaires marocains (Oumana, Amin Mostafadat) et français (contrôleur français) ; dans chaque port, délégué chérifien et délégué français dirigèrent l'administration de tous les revenus concédés.

Depuis l'établissement du Protectorat français au Maroc, l'administration des produits concédés pour le service de ces deux emprunts et confiée, par l'accord du 21 mars 1910, au Contrôle des Douanes constitué par l'accord du 24 juin 1904, ayant, en ce qui concerne la zone française, été remise au Protectorat, ces revenus sont reversés par la Direction Générale des Finances, tant que dure la constitution des annuités, au délégué des porteurs de titres.

2° *Emprunts 1914 et 1916.* — L'emprunt de 1914 fut fixé, par la loi du 16 mars 1914, à la somme de 170.250.000 frs, « Au moment où la guerre a éclaté... cet emprunt était déjà insuffisant pour assurer la première mise en valeur d'un pays comme le Maroc, dont l'avenir agricole est si vaste, dont les ressources futures constituent un gage sûr... La guerre survient. Elle nous impose, pour des nécessités politiques de tout ordre, l'exécution rapide, urgente, simultanée de tous les travaux de premier établissement prévus. Le programme est élargi. Il en résulte des dépenses nouvelles, qu'il est nécessaire de liquider et de prévoir. » (*Rapport Général*, p. XXII de la préface.)

Le Protectorat a alors été conduit à une demande d'emprunt supplémentaire de 71.000.000 frs qui, par la loi du 25 mars 1916, ont porté l'emprunt de 1914 à 242.000.000 frs. Ce sont ces 242.000.000 frs avec lesquels on a exécuté, jusqu'à présent, tous les travaux de premier

établissement du Maroc. L'emprunt 1914-1916 a été garanti par le Gouvernement français.

Cet emprunt était destiné à être affecté au paiement des dettes du Maghzen, à l'allocation des indemnités aux victimes des événements de Fez et de Marrakech (30.000.000 fr.) ; à la création d'un port à Casablanca (50.000.000 frs) ; à la construction des routes (71.750.000 frs) ; à l'installation des services publics (14.000.000 frs) ; à la construction d'hôpitaux, assistance médicale (10.000.000 frs) ; à la construction d'écoles, collèges, etc... (10.000.000 frs) ; à l'installation des services postaux, télégraphiques et téléphoniques (12.000.000 frs) ; aux subventions aux villes pour travaux municipaux (17.050.000 frs.) ; aux travaux d'irrigation, dessèchements et autres travaux d'intérêt agricole (2.000.000 frs) ; à la mise en valeur du Domaine (5.500.000 frs) ; à l'étude de lignes de chemins de fer, à la mise en valeur des forêts, etc...

Une première tranche fut émise à la veille de la guerre, en juillet 1914, à 4 % ; elle fut de 70.250.000 frs. Une seconde tranche fut émise à la fin de la guerre, en mars 1918, à 5 % (171.750.000 frs).

Au cours des exercices 1915-1916 et 1916-1917, la France avança au Protectorat au titre de la garantie de l'emprunt, et par suite sans intérêt, une somme totale de 7.786.180 frs. Cette somme lui fut d'ailleurs remboursée depuis sur les excédents budgétaires réalisés.

3° *Emprunt 1920.* — Ces 242.000.000 frs des deux derniers emprunts suffirent jusqu'à présent à l'exécution de tous les grands travaux du Maroc. Mais la guerre, à cause de la hausse des prix, les rendit très insuffisants pour la réalisation des programmes projetés. On combla ces insuffisances et on effectua d'autres travaux sans emprunts nouveaux, par des appels au fonds de réserve du Protectorat (environ 110.000.000 frs).

Pour faire exécuter un nouveau grand programme de travaux et construire les chemins de fer, il faudra emprunter, de 1923 à 1935, un milliard et demi. La France a déjà accepté de donner sa garantie à ces futurs emprunts et les a autorisés par la loi du 19 août 1920. Cette loi autorisa le Gouvernement du Protectorat à contracter un emprunt de 744.140.000 frs. En exécution de cette loi, le Journal Officiel publia un décret du Président de la République, en date du 27 février 1922, autorisant l'ouverture de travaux et de dépenses pour une somme de 61.972.000 frs : constructions administratives (16.000.000 frs) ; mise en valeur du pays (11.000.000 frs) ; terres pour la colonisation (6.000.000 frs) ; santé publique (11.000.000 frs) ; enseignement

(14.000.000 frs) ; conservation et entretien des monuments historiques (2.200.000 frs).

Les dépenses d'ordre administratif (25 % du total) concernent la construction de contrôles civils, de prisons, de tribunaux. Celles qui visent la mise en valeur des ressources naturelles ont pour but l'établissement de fermes expérimentales, d'infirmiers vétérinaires, de laboratoires bactériologiques ; le reboisement et la protection des forêts. D'autres sont affectées à la préparation de 33.000 hectares destinés à la colonisation. D'autres le sont à la construction d'hôpitaux, de lycées, de collèges, de groupes scolaires. D'autres enfin à la conservation et à l'entretien des monuments historiques : mosquée de Karaouyne, Medersas Attarine, Bou Anania, Saharidj à Fez ; Bab Mansour et Hadj à Meknès ; Chellah à Rabat ; Tombeaux saadiens et Koutoubia à Marrakech ; fouilles de Volubilis, etc...

4° *Créance française de 70.000.000 de francs.* — En outre des dettes anciennes, nécessitées par le manque de ressources résultant de l'anarchie administrative, et des dettes récentes contractées en vue du développement économique du Maroc, l'Empire chérifien reconnu à la France une créance de 70.000.000 de francs pour dépenses militaires et navales effectuées en vue de la pacification de la Chaouïa et antérieures au 31 décembre 1909 (accord du 21 mars 1910). C'est une indemnité de guerre. L'état des finances ne permettant pas de commencer le remboursement de cette créance, ce remboursement fut différé (art. 6 de la loi d'emprunt du 16 mars 1914).

On peut ajouter à la créance française, la créance espagnole également pour indemnités de guerre (65.000.000 frs).

Le passif de l'Etat marocain comprend donc actuellement (le Maroc n'a pas de dette flottante) :

a) Des dettes anciennes improductives : 328.624.000 francs se répartissant ainsi :

Emprunt de 1904.	(62.500.000 fr.)	} gagés sur les douanes.
Emprunt de 1910.	(101.124.010 —)	
Dettes diverses.	(30.000.000 —)	
Indemnités de guerre..	(135.000.000 —)	

b) Des dettes récentes productives : 242.000.000 francs :

Emprunt de 1914.	170.250.000 fr.	} garantis par la France.
Emprunt de 1916.	71.750.000 —	

Soit au total près de 600.000.000 en chiffres ronds et dans lesquels ne rentrent pas les dépenses de pacification qui sont à la charge de la

métropole. Qu'est-ce cependant aujourd'hui qu'une somme semblable quand des Etats européens voient se chiffrer leurs dettes par centaines de milliards !

En outre de sa dette directe, le Maroc possède une dette indirecte constituée par certains emprunts auxquels il a donné sa garantie : ports de Rabat et de Kénitra (64.000.000 frs) ; port de Fedhalah (8.000.000 frs) ; chemin de fer de Tanger à Fez, garantie consécutive à celle de l'Etat français.

Les sources de revenus du Maghzen. — 1° *Les recettes budgétaires d'autrefois.* — Avant le Protectorat, les revenus des Sultans provenaient de la course, des douanes et des impôts quand ils étaient payés.

a) Les anciens impôts musulmans. — Les impôts que prélevait le Maghzen appartenaient à trois types particuliers :

Impôts traditionnels, de caractère religieux. — On range parmi ces impôts aux caractères traditionnels et religieux :

La *djezya*, impôt de capitation payé par les juifs dans les villes de l'intérieur ; le *kharadji*, payé par les peuples conquis ; le *quitar*, prélevé sur les tribus berbères non soumises au kharadji ; la *hedya*, don gracieux versé au Sultan lors des trois grandes fêtes ; la *zekkat*, impôt de 2 et demi % sur les troupeaux et l'argent monnayé ; l'*achour*, 10 % sur les récoltes de la terre (impôt sur le revenu agricole).

Impôts de souveraineté. — Parmi eux on relève : la *ghorama*, payé par tous pour les choses volées ; la *mouna*, pour entretenir fonctionnaires et armées de passage dans les tribus ; la *naïba*, impôt de remplacement payé par les tribus astreintes à fournir des contingents, lorsque le Sultan ne leur en demandait pas.

Impôts commerciaux. — Ces impôts relatifs aux transactions commerciales comprenaient : les *mostafadat*, droits de portes (octroi) et de marchés ; le droit de portes était perçu par charge d'animal à la rentrée et à la sortie des villes ; le droit de marché était un droit de place et un droit de vente perçus *ad valorem*. Ces impôts comprenaient encore les *sakkat*, droits de régie des monopoles (tabac, kif, opium, soufre).

b) Essais de réformes fiscales, le *tertib*. — A la suite de la Convention de Madrid (art. 12 et 13), le Sultan Moulay Hassan prit un règlement en vue d'une réorganisation fiscale ; ce fut le premier tertib (organisation), il ne fut d'ailleurs pas appliqué. Ce règlement avait surtout pour but d'assujettir les Européens à l'impôt agricole que payaient les indigènes ; en échange, leurs droits de propriété étaient reconnus. Le tertib de 1881 établit trois impôts : un impôt sur les

produits agricoles, un autre sur les animaux domestiques, un dernier sur les marchandises transportées.

En 1901, le Sultan Abd el Aziz fit beaucoup plus. Par un second tertib, il abolit tous les impôts et les remplaça par des impôts que tous devaient payer et qui seraient perçus par des agents à rémunération fixe. C'étaient : un impôt sur les attelés de labour, un autre sur les bêtes à corne, un autre sur les arbres à fruits. Cette réforme fit grand bruit. Plus de perceptions abusives, plus d'immunités fiscales, ni de redevances pour les notables et les collectivités religieuses : le tertib ne put être appliqué. Mais les impôts étant supprimés et les nouveaux ne rentrant pas, le Trésor n'eut bientôt plus de revenus sauf le produit des douanes.

2° *Les recettes budgétaires d'aujourd'hui.* — Les principales sources de revenus des budgets du Protectorat marocain peuvent être classées en quatre catégories :

a) Impôts directs et taxes assimilées : le tertib, l'achour et le zekkat (Maroc oriental), la taxe urbaine, l'impôt des patentes.

b) Impôts et revenus indirects : les droits de douanes ; les droits de transit et de sortie (Maroc oriental) ; les droits de marchés et de portes (droit de hafer) ; les droits d'enregistrement ; les droits de timbre ; la taxe de plus value immobilière ; la taxe sur l'alcool ; la taxe sur le sucre ; les denrées coloniales, les bougies (40 frs les 100 kilos : dahir du 5 juillet 1921) ; les explosifs, (dahir du 11 janvier 1922) ; les bières (arrêté viziriel du 21 janvier 1922).

c) Produits et Revenus du domaine : les revenus des biens maghzen ; les produits des forêts.

d) Produits des monopoles et exploitations industrielles : les produits de l'office postal ; les produits du monopole du tabac ; les produits du monopole du soufre.

De cette classification, il ressort que le mécanisme budgétaire du Maroc se caractérise par un système fiscal presque entièrement *ad valorem* (tertib, douanes, enregistrement, taxe urbaine). Il en résulte l'avantage d'une adaptation immédiate et très souple des ressources de l'Etat aux facultés des contribuables, mais aussi l'inconvénient dans les périodes de baisse générale, d'un déséquilibre momentané entre les recettes, qui tombent tout de suite et les dépenses, qui ne diminuent que plus lentement.

L'effort fiscal du contribuable marocain est considérable. Le sacrifice d'ensemble, par tête d'habitant, est de 75 francs l'an. En ce qui

concerne le paysan, celui-ci verse au fisc 200 francs par contribuable, tandis que le paysan français ne lui apporte que 80 francs.

Le Budget du Protectorat ; le Fonds de Réserve. — Depuis l'établissement du Protectorat français au Maroc, le premier budget n'a pu être entièrement réalisé qu'à partir de l'exercice 1914-1915. D'autre part, l'année budgétaire commençait le 1^{er} mai ; depuis le 1^{er} janvier 1918, l'Administration du Protectorat a fait concorder l'exercice financier avec l'année grégorienne, il en est résulté pour 1917 que l'année budgétaire n'a eu que huit mois.

Les premiers exercices financiers accusèrent un déficit de plusieurs millions. On put y remédier en absorbant presque tout le Fonds de Réserve. Ce Fonds de Réserve avait été constitué par les trois premières annuités de la créance française de 70.000.000 frs. Faute d'une disposition législative autorisant le recouvrement de cette créance, elles n'avaient pu être encaissées par le Trésor français. Or, en autorisant l'emprunt de 1914, le gouvernement français avait consenti à l'ajournement du remboursement de sa créance de 70.000.000 frs., de sorte que les trois annuités effectivement versées et non encaissées devinrent disponibles.

Actuellement, le Fonds de Réserve est alimenté par les excédents des recettes budgétaires. Au mois de juin 1918, il s'élevait à 30.718.000 frs., après le remboursement à la France des avances faites au titre de la garantie de l'emprunt de 1914 ; au 31 décembre 1921, il s'élevait à 49.814.462 frs. Il convient de signaler que, quand ce Fonds dépasse la somme de 15.000.000 de frs., le Protectorat peut effectuer, sur le surplus, des prélèvements en vue de travaux d'intérêt général.

Le budget du Maroc comprend un budget ordinaire et un budget extraordinaire. Le budget extraordinaire comporte deux parties : le budget sur fonds d'emprunt et le budget sur ressources spéciales. Il existe, enfin, hors budget, quelques comptes spéciaux, budgets annexes et comptes de trésorerie : Caisse de prévoyance des fonctionnaires de l'Etat ; flotte marchande chérifienne ; avances aux Caisses de crédit agricole, aux coopératives, aux sociétés d'habitations à bon marché ; chemins de fer à voie étroite ; office des phosphates, etc...

Cet ensemble représente le budget civil de l'Empire, c'est-à-dire toutes les ressources et toutes les charges propres du Maroc. A cet égard, le Maroc n'a jamais fait appel au concours de la métropole. De plus, depuis 1918, le Maroc est entré dans la voie de l'allègement des dépenses militaires et politiques de la France ; sa participation dépasse de près du double la contribution de l'Algérie, (depuis 1907,

la France n'a pas dépensé plus d'un milliard au Maroc, alors qu'en 1908 elle avait dépensé pour l'Algérie six milliards). Le Maroc a pris successivement à sa charge : les fonds de pénétration, les effectifs de police indigène des Renseignements, les tabors de police de Tanger, la surveillance maritime, la gendarmerie, la garde chérifienne, les chemins de fer militaires, les partisans, l'école militaire d'officiers indigènes, une grosse partie de la solde de la cavalerie.

Par les tableaux ci-dessous, relatifs aux prévisions du budget de 1922, on pourra se rendre compte comment est constitué le budget du Maroc, recettes et dépenses :

1° *Tableau des Recettes Budgétaires*

Impôts directs et taxes assimilées.....	67.600.000 fr.
Impôts et revenus indirects.....	163.025.000 —
Produits et revenus du Domaine.....	6.330.000 —
Produits des monopoles et exploitations industrielles.....	14.260.000 —
Produits divers du budget.....	22 862.000 —
Recettes d'ordre (recettes judiciaires, amendes, droits scolaires, etc.).....	18.515.000 —
Total.....	<u>292.592.000 —</u>

2° *Tableau des Dépenses Budgétaires*

Liste civile et Garde Noire de S. M. le Sultan.....	7.557.330 fr.
Dette publique.....	44.730.154 —
Résidence Générale et Contrôles Civils.....	24.718.740 —
Justice et Administration Générale.....	51.191.149 —
Services Financiers.....	19.225.713 —
Services d'intérêt économique.....	93.750.409 —
Services d'intérêt social.....	27 431.782 —
Contribution militaire directe.....	20 000.000 —
Dépenses diverses.....	3 934.782 —
Total.....	<u>292.540.059 fr.</u>

De l'examen du tableau des dépenses du Maroc, il ressort que le budget des dépenses supporte des charges plus lourdes que celles d'un budget ordinaire savoir :

a) une liste civile considérable (7.557.330 frs., y compris la Garde Noire du Sultan) que lui imposent les traditions locales et la politique du Protectorat.

b) une administration supérieure double, indigène et française, qui est la formule même du Protectorat : Vizirs et Directeurs, Caïds et Contrôleurs, etc...

c) une contribution importante à l'œuvre de pacification militaire.

d) des frais élevés d'entretien de routes, provenant de l'absence de

chemins de fer à voie normale et du camionnage intensif qui y supplée (le douzième du budget).

Le budget chérifien s'est accru, en quelques années, dans des proportions remarquables, qui n'ont fait que suivre le développement général du pays. En 1913-1914, il ne se montait qu'à 17.649.024 frs. pour les recettes ; en 1922, il atteint presque 300 millions, passant ainsi du simple au vingtuple en dix ans. Il a atteint depuis 1912 les résultats suivants :

3° *Tableau des Recettes et des Dépenses ordinaires*

Années	Recettes	Dépenses
1913-1914	17.649.024	23.618.343 fr.
1914-1915	23.745.606	21.062.468 —
1915-1916	48.857.820	41.555.961 —
1916-1917	70.270.906	45.389.473 —
1917 (8 mois)	55.879.598	39.061.837 —
1918	109.449.045	81.159.137 —
1919	137.436.418	113.567.139 —
1920	271.953.517	218.977.900 —
1921 (résultats probables)	269.004.243	268.998.810 —
1922 (prévisions)	292.592.000	292.540.059 —

La situation budgétaire du Maroc est prospère. Sauf les deux premiers budgets, 1913-1914 et 1914-1915, qui se sont soldés par un déficit total d'environ 14.000.000, les suivants ont fourni les excédents ci-dessous :

1915-1916.....	8.000.000 environ
1916-1917.....	25.000.000 —
1917 (8 mois).....	24.000.000 —
1918.....	33.000.000 —
1919.....	24.000.000 —
1920.....	53.000.000 —
Total.....	167.000.000 —

Ces excédents accumulés constituent le Fonds de Réserve du Protectorat. Ils ont été employés comme suit :

a) 44.000.000 conservés en portefeuille ou en avoir, sous les trois chefs suivants : rentes sur l'Etat français (30.000.000) ; actions du monopole des tabacs (4.000.000) ; fonds d'amortissement (10.000.000).

b) 110.000.000 consacrés à combler les insuffisances des emprunts de 1914-1916-1918 pour l'exécution des grands travaux publics ou à entreprendre de nouveaux travaux et achats d'intérêt général.

c) 10.000.000 destinés à combler le déficit du compte de ravitaillement. Le reste est disponible.

Quelles sont les perspectives budgétaires de l'Empire dans les années qui suivront ? Les années 1923 et 1924 présenteront un équilibre difficile : a) à cause du phénomène particulier signalé plus haut et tenant au mécanisme *ad valorem* du système fiscal ; b) à cause des charges élevées à provenir au lendemain de l'émission en 1922 d'une tranche de 300.000.000 de son nouvel emprunt autorisé par la loi du 19 août 1920.

A partir de 1925, la pacification sera terminée, l'équilibre se rétablira, malgré l'émission possible d'une seconde tranche d'emprunt, a) par la réadaptation des dépenses courantes aux recettes ; b) par une reprise des recettes, tenant à des causes prévues pour cette époque ; c) par la disparition ou la diminution de dépenses importantes (routes) résultant de l'apparition des chemins de fer à voie normale.

Vers 1928-1930, l'extension des chemins de fer causera un accroissement général de richesses et de matières imposables ; l'exploitation des phosphates donnera de larges bénéfices.

Au-delà de cette date, le programme de mise en valeur économique du Maroc sera atteint (grands travaux, ports, routes, chemins de fer, phosphates, hydraulique etc...) ; son rendement ne pourra qu'exercer des effets favorables sur le budget de l'Empire.

§ 2. — *Les Impôts du Maroc protégé.*

Les impôts directs et les taxes assimilées. — 1° *Le tertib, contribution arabe.* — La réforme des impôts par Abd el Aziz ayant échoué, l'autorité militaire, dès la pacification de la Chaouïa par nos troupes, s'empessa de rétablir les anciens impôts arabes : l'achour (impôt sur les récoltes) et le zekkat (impôt sur le cheptel). En 1912, la réforme fiscale fut reprise et le tertib perçu même sur les Européens, alors qu'en Algérie il n'existe pas d'impôt sur la propriété foncière détenue par les colons. Le tertib, dont l'assiette, la tarification, la perception étaient arbitraires, fut remanié en 1915 et codifié (réforme du 1^{er} mai 1915).

Le tertib est le principal des impôts directs. C'est un impôt foncier sur les revenus agricoles, assis sur les récoltes annuelles, sur les arbres fruitiers et sur le cheptel. Il groupe les anciens impôts agricoles de l'achour et du zekkat. L'imposition des cultures se fait à l'hectare selon le rendement évalué par des commissions ; celle des animaux, par tête et celle des arbres fruitiers, par arbre, pied ou hectare.

Le tertib est basé sur une déclaration du contribuable, vérifiée par

l'administration. Le recouvrement en est fait par les soins des Caïds et des Cheikhs ; pour rémunération de leurs fonctions les Caïds touchent des remises de 6 % et les Cheikhs, de 4 %.

Sur quoi porte le tertib ? a) cultures annuelles (classement en cinq catégories ; imposition selon la catégorie) : blé dur et blé tendre ; orge ; avoine, fèves, maïs, lin ; mil, alpiste, sorgho, fenigrec ; haricots, pois chiches, lentilles, petits pois, cumin ; coriandre ; cultures de henné ; cultures maraîchères ; cultures fourragères et industrielles.

b) animaux : chameaux adultes ; chameaux jeunes ; chevaux et mulets ; ânes ; bœufs ; taureaux et vaches ; veaux et génisses ; porcs ; moutons ; chèvres ; (les cinq derniers à partir du sevrage).

c) arbres fruitiers : oliviers, par arbre ; palmiers, par pied ; vignobles ou plantations régulières par hectare ; autres plantations de vignes, par pied ; amandiers, orangers, citronniers, figuiers et autres arbres fruitiers, imposés à partir de 50 arbres de chaque essence.

Exemple d'imposition : un petit agriculteur fait la déclaration suivante, vingt hectaresensemencés, un cheval, cinq bœufs, vingt porcs sevrés. Cette déclaration est reconnue exacte par la Commission de vérification qui, ensuite, évalue le rendement de la récolte de blé à 14 quintaux à l'hectare. Le rendement de 14 quintaux à l'hectare fait rentrer dans la catégorie de 15 frs. à l'hectare la surfaceensemencée. L'imposition sera établie de cette façon :

Blé 20 hectares à 15 fr.	300 fr.
Cheval..... 4 —	4 —
Bœufs.... 5 à 3 —	15 —
Porcs..... 20 à 3 —	60 —
Total des impôts du contribuable.....	379 —
plus les centimes additionnels pour frais de perception.	

2° *L'achour et le zekkat*. — Le tertib, perçu depuis 1912 au Maroc Occidental, n'a pas encore été étendu au Maroc Oriental. Les anciens impôts coraniques y sont encore en vigueur ; les colons eux-mêmes les paient afin de ne pas porter atteinte au principe, admis aussi en Tunisie, que tous les propriétaires fonciers soient soumis aux impôts fonciers. Ils comprennent l'achour des récoltes de blé, d'orge et d'olive et le zekkat sur le cheptel.

3° *La taxe urbaine*. — La taxe urbaine est un impôt sur la propriété bâtie. Instituée par l'Acte d'Algésiras (art. 61) dans les ports concédés, elle a été perçue selon le Règlement International élaboré par la délégation chérifienne et le Corps Diplomatique le 10 janvier 1908. L'ad-

ministration de la taxe urbaine, confiée à une Direction Générale siégeant à Tanger, a été reprise par la Direction Générale des Finances du Protectorat.

Fonctionnant depuis 1910 dans les ports de Rabat, Casablanca, Mazagan, Safi et Mogador, la taxe urbaine a été étendue aux ports de Salé, Kénitra, Azemmour et même aux villes de l'intérieur, Fez, Meknès, Sefrou, Taza, Oudjda, Berkane, Martimprey, El Aïoun, Berguent, Figuig, Taourirt, Debdou, Guerçif, El Hajeb, Azrou, Settât, Marrakech. Le règlement de 1908 a été révisé et refondu par un dahir du 24 juillet 1918. La taxe porte sur tous les immeubles des villes. Elle est assise sur la valeur locative brute des propriétés bâties avec le sol qui les porte et leurs dépendances ; mais il est déduit un quart pour déperissement et risque de vacance. La valeur locative est fixée tous les trois ans, lors du recensement effectué par l'administration.

Le taux de la taxe est de 4 % en principal, plus des décimes additionnels au profit des municipalités. La taxe urbaine est due par les propriétaires ou les usufruitiers ; à défaut, elle est imputable sur le loyer.

4° *L'impôt des patentes.* — Institué par le dahir du 9 octobre 1920, cet impôt comprend en principal : a) une taxe fixe, b) des taxes variables par personnes employées ou autres éléments caractéristiques de la production ou de l'importance des opérations ; c) une taxe proportionnelle sur la valeur locative des locaux. L'impôt des patentes est perçu dans les principales localités du Maroc.

Les impôts et les revenus indirects. — 1° *Les droits de douane.* — A l'importation, les marchandises d'origine étrangère sont frappées d'un droit de douane *ad valorem*, d'après leur valeur au comptant et en gros, rendues au bureau de la douane. Ce droit est en principe de 10 % de la valeur de la marchandise ; certaines matières ne paient que 5 % : matières précieuses, pâtes alimentaires, vins, liquides distillés, tissus de soie. Pour encourager la colonisation agricole, engrais et machines agricoles sont admis en franchise.

A l'exportation, les droits de douane sont établis d'après un tarif spécifique. Le droit sur les céréales est assez élevé ; il était, en 1921, de 6 fr. 59 pour le blé et de 4 fr. 55 pour le maïs et l'orge, les cent kilos.

Pour avoir une idée des efforts du Protectorat Marocain, il convient de souligner les différents chiffres des recettes douanières par le tableau ci-dessous :

Années	Importation	Exportation
1913	17.010.400	2 196.000 fr.
1915	15.464 800	5.344.000 —
1916	19.960.000	8.808.000 —
1917	23.886.000	12.400.000 —
1919	36.326.700	9 959.200 —
1920	83.066.000	8.083.600 —
1921	74.355.500	16 458.500 —

2° *Les droits de transit et de sortie (Maroc Oriental).* — En conformité avec l'accord franco-marocain du 7 mai 1902, des droits de transit et des droits de sortie ont été établis dans les villes des Confins algéro-marocains.

3° *Les droits de marchés et de portes.* — Les droits perçus sur les marchés sont des droits de place et des droits de vente perçus *ad valorem*, en régie ou par adjudication. Les droits de portes, ou droits de *hafer* (sabot), sont les droits perçus par charge d'animal à l'entrée et à la sortie des villes.

Au Maroc Oriental, les droits de marchés et de portes sont perçus d'après les accords franco-marocains de 1901 et 1902 et exploités directement par l'administration (régie directe).

4° *Les droits d'enregistrement.* — Les indigènes étant trop souvent portés à passer des actes à tout propos, on a dû énumérer les actes susceptibles d'être enregistrés. Le dahir du 7 septembre 1914 a assujetti à la formalité de l'enregistrement les mutations d'immeubles, les sentences des Cadi et des juridictions françaises, ainsi que tous les actes civils judiciaires et extra-judiciaires reçus par les Secrétaires-Greffiers et les « Adoul ».

Les droits d'enregistrement sont fixes ou proportionnels. Parmi les actes soumis à un droit proportionnel, on peut distinguer : les ventes et les échanges d'immeubles, les ventes de meubles, les donations, les baux, les quittances, les partages, les obligations, les actes de formation de Sociétés ; les décisions, les jugements et les arrêts des tribunaux français.

Les dahirs des 11 mars 1915, 14 mai 1916, 14 janvier 1917, 3 novembre 1917, 21 juin 1919, 4 août 1919, 23 décembre 1919, 17 mars 1920, 19 juin 1921 ont réglementé la perception des droits d'enregistrement.

5° *Les droits de timbre.* — Le dahir du 15 décembre 1917 a établi les droits de timbre. On distingue trois catégories de timbres : a) le timbre de dimension, imposé et tarifé d'après la dimension du papier ; b) le timbre proportionnel, pour les effets négociables ou non, et pour les actions et les obligations des Sociétés ; c) les timbres spéciaux

frappant les quittances, les chèques, les connaissements, les récépissés de transport, les affiches, les permis de chasse, les passeports, les visas de passeports.

6° *La taxe de plus-value immobilière.* — Le dahir du 15 juillet 1914 a institué au Maroc la taxe sur la plus value immobilière. Cette mesure, ayant soulevé de violentes protestations en raison de la hausse de prix constante des terrains, le dahir du 11 mars 1915, complété par celui du 5 juillet 1920, est venu modifier le premier et atténuer la rigueur de la mesure. La taxe ne frappe plus que les plus-values nettes, le bénéfice net, réalisé par un propriétaire lors de la revente d'un immeuble. Elle ne frappe, en un mot, que la rente foncière des Economistes, le fruit de l'effort personnel étant exonéré.

La plus-value nette, la rente foncière, est représentée par la différence entre le prix de vente et le prix d'achat antérieur, augmenté des frais d'acquisition (25 % du prix), des dépenses d'amélioration et des intérêts du capital à 6 %.

Le taux de cette taxe n'atteint que les plus-values supérieures à 20 %. Tarif progressif, il s'élève de 2 % jusqu'à 20 % quand les bénéfices dépassent 500 %. Cependant, quand ces tarifs progressifs s'appliquent à des immeubles ruraux, ils sont réduits de moitié. La plus-value a donc bien un caractère purement réel, pas du tout personnel.

7° *La taxe sur l'alcool.* — Les dahirs des 18 octobre 1914 et 2 juin 1916, modifiés par celui du 24 novembre 1916 et par les arrêtés viziriels des 6 mars 1919 et 6 mars 1920, ont établi et réglementé cet impôt de consommation. L'impôt sur l'alcool est perçu, à raison de 1.000 francs par hectolitre d'alcool pur, sur la totalité de l'alcool contenu dans les spiritueux ; et, au-delà de 12°, à raison de 500 francs l'hectolitre sur l'alcool contenu dans les vins, hydromels, bières et vins de liqueurs. Ce droit de consommation n'est que de 2 francs par hectolitre d'alcool pur pour les alcools éthyliques dénaturés en vue des usages industriels ou domestiques. L'importation des spiritueux destinés à la consommation de bouche a été interdite par un dahir du 9 mars 1917. Cependant, en ce qui concerne les liqueurs à base de fruits frais, ne titrant pas plus de 25°, un arrêté viziriel en date du 28 février 1918 a levé cette prohibition.

8° *La taxe sur le sucre.* — Taxe générale de consommation instituée par le dahir du 12 décembre 1915, cet impôt n'a été perçu que depuis 1916 pour des raisons internationales. Les dahirs des 23 novembre 1917 et 5 juillet 1921 ont relevé les droits de consommation sur les sucres ; le taux en a été porté de 10 francs à 65 francs par 100 kilogs.

Les produits et revenus du Domaine. — 1° *Les revenus des Biens Maghzen.* — Le patrimoine immobilier de l'Etat chérifien constitue ce qu'on appelle Biens Maghzen ou Biens du Maghzen (Biens du Gouvernement). Le Protectorat a entrepris, dès 1912, par des mesurés de reconnaissance et de protection, la reconstitution de ces biens dilapidés sous les règnes des derniers Sultans. D'autre part, la gestion du patrimoine domanial dans les ports et dans la zone myriamétrique a été remise, après entente avec le service de la Dette marocaine, au service des Douanes du Protectorat.

2° *Les produits des forêts.* — Les recettes forestières sont faibles par rapport au chiffre qu'elles atteindront dans l'avenir. En effet, l'exploitation des forêts de chêne-liège, principale ressource forestière des régions pacifiées, est à peine commencée ; et, pour pouvoir exploiter les grandes forêts de cèdres et de chênes-verts du Moyen-Atlas, il faut attendre la pacification de cet important massif berbère.

Les produits des monopoles et des exploitations industrielles. — 1° *Les produits de l'Office Postal.* — L'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, créé au Maroc le 1^{er} octobre 1913, contribue aux recettes budgétaires du Protectorat par les produits de la taxe des correspondances postales, télégrammes, des droits sur les mandats, des colis postaux etc...

2° *Les produits des monopoles du tabac et du soufre.* — Les monopoles comprenaient, avant le Protectorat, le tabac à priser, le kif, le soufre. La vente du tabac à fumer a été adjugée en 1910 à la *Société Internationale de Régie co-intéressée des Tabacs*, pour une période de 40 ans, moyennant une redevance annuelle fixe au Trésor (3.210.000 francs) et une participation au bénéfice progressive par tranches. Le tabac à priser et le Kif ont été rattachés en 1914 à la Régie des Tabacs. La part de bénéfice revenant au Maghzen a été de 8.187.621 francs en 1921.

Le monopole du soufre n'est pas très important.

3° *Les produits de l'aconage.* — Les navires ne pouvant pas, au Maroc, accoster à quai, les marchandises doivent être transbordées entre les navires en rade et les quais au moyen de barcasses ou allèges. Cette opération est effectuée par le Service de l'Aconage, qui se complète de celui du magasinage. Le Service de l'Aconage assure aussi le service du pilotage dans les ports de Mazagan, Safi, Mogador.

Les navires susceptibles de franchir la barre, formée à l'embouchure du Bou Regreg et du Sébou, sont guidés par des remorqueurs à travers les passes et conduits au mouillage fluvial.

Ces différentes opérations nécessitent, pour faire face aux dépenses du service, les perceptions suivantes : taxes de débarquement et d'embarquement, droits de magasinage, taxes d'ancrage et de pilotage.

De tout temps, l'aconage a constitué un monopole pour le Gouvernement chérifien. Le Protectorat a également exploité l'aconage directement, mais, comme ce service constitue une véritable entreprise industrielle, il a été amené à en accorder la concession dans plusieurs ports, au fur et à mesure de leur aménagement (Casablanca, Fedalah, Kénitra).

§ 3. — *Les budgets municipaux*

Constitution des budgets municipaux. — Les premiers budgets municipaux datent de l'exercice 1913-1914. Mais jusqu'en 1916, la plupart des budgets des municipalités, en raison de l'insuffisance de leurs ressources, étaient alimentés par de larges subventions du Protectorat ; ils dépendaient ainsi plus ou moins du budget général. A partir de cette époque, les budgets s'équilibrèrent et acquirent une véritable autonomie financière. Actuellement, 17 villes possèdent leur autonomie financière. Seule, la ville-capitale de Rabat reçoit du budget général une subvention annuelle de trois millions.

Comment s'établit un budget municipal ? On a vu que dans chaque ville le Maghzen est représenté par un Pacha, qui est en même temps jug de droit commun en matière pénale et commerciale. Le Pacha, chef de la municipalité, prépare le budget avec le concours de la Commission municipale, quand il en existe une, et sous le contrôle de l'agent français, chef des services administratifs de la municipalité. La Commission discute le budget et celui-ci n'a force exécutoire qu'après arrêté du Grand Vizir.

Il convient de signaler que dans la ville de Fez, où il existe plusieurs Commissions municipales distinctes, l'une musulmane, l'autre israélite, le Medjless du Mellah a ses ressources propres, formées de la taxe d'abatage (*guerjouma*) et du 1/10 des ressources de la ville ; mais il contribue pour 1/10 aux dépenses d'intérêt général de la cité.

Les recettes des municipalités se sont depuis 1917 considérablement augmentées grâce à la réforme des droits de portes et de marchés. Aux budgets déficitaires des années précédentes ont succédé des budgets équilibrés. Le développement des recettes municipales s'établit ainsi :

1915-1916.....	4.600.000 fr.
1916-1917.....	6.650 000 —
1917 (8 mois).....	13.000.000 —

1918.....	18 630.000 fr.
1919.....	23.000.000 —
1920.....	37.000.000 —
1922.....	45.000.000 —

Les ressources budgétaires des municipalités. — 1° *Impôts traditionnels.* — Actuellement les ressources des municipalités se composent d'impôts anciens et d'impôts modernes. Avant l'établissement du Protectorat français les seules ressources municipales des villes marocaines étaient des droits de marchés, de places et de portes que percevait le fonctionnaire financier de la ville, l'Amin El Mostâfadat. L'administration du Protectorat a maintenu prudemment ces impôts qui existaient depuis un temps immémorial, mais en en améliorant l'application. Leur prise en régie par les municipalités, le 1^{er} mai 1916, et la réforme du 20 avril 1917 en ont à peu près doublé le rendement.

Le droit de portes est perçu dans les villes aux entrées de terre et, depuis le dahir du 20 avril 1917, aux entrées de mer. Quant aux droits, perçus autrefois à la sortie des villes, ils ont été supprimés. Le droit de marché était un droit *ad valorem* frappant les marchandises rassemblées sur les marchés pour la vente. Les produits se trouvaient ainsi atteints lors de chaque transaction ; pour remédier à cette multiplicité de taxations, la réforme du 20 avril 1917 remplaça chaque taxe de marché par un droit spécifique perçu une seule fois. D'autre part, le dahir de 1917 exonéra de la taxe les animaux de labour.

Les droits de portes et de marchés ne font pas cependant partie des ressources budgétaires des municipalités de certaines villes de la côte. On a en effet vu plus haut que ces droits, dits *mostafadats*, ont été, dans cinq ports, concédés au Contrôle de la Dette par l'accord de 1910 en garantie des emprunts de 1904 et 1910.

2° *Impôts nouveaux et modernes.* — Dès que les circonstances l'ont permis l'administration du Protectorat a introduit quelques taxes municipales d'origine européenne. Notamment : la taxe urbaine, impôt d'Etat sur lequel les villes perçoivent des centimes additionnels ; la taxe sur les véhicules ; la taxe d'abatage ; la taxe de balayage ; la taxe sur les chiens ; les droits de voirie et de terrasse ; la taxe d'étalage et droits de place ; le droit de stationnement ; la taxe d'entretien des chaussées, trottoirs et égoûts ; les produits de la vente de l'eau ; la taxe de spectacle ; les patentes ; etc...

Pour se rendre compte de la manière dont fonctionnent aujourd'hui

les budgets municipaux, on peut prendre pour exemple le budget de Casablanca pour l'exercice 1920 :

Recettes :		Dépenses :	
Taxe urbaine.....	2.492,71	Administration municipale.....	948.173,75
Patentes.....	142.102,29	Voirie et travaux municipaux.....	5.100.294,38
Taxe sur les véhicules.....	142.977,05	Abattoirs.....	24.018,15
Taxe de balayage.....	29.410,00	Portes et marchés.....	370.983,89
Taxe sur les chiens.....	1.946,00	Police municipale.....	455.016,03
Taxe d'abatage.....	589.985,51	Prisons.....	2.492,25
Taxe de visite vétérinaire.....		Hygiène, médecine et assistance.....	330.681,36
Taxe sur les viandes foraines.....		Subvention à des œuvres diverses.....	131.731,41
Droits de portes.....	4.070.513,29	Sapeurs pompiers.....	84.918,73
Droits de marchés.....	469.813,95	Dépenses imprévues.....	» »
Droits de voirie.....	235.552,60	Dépenses d'exercice clos.....	84.050,11
Droits de terrasse.....	22.602,00	Total des dépenses.....	7.532.360,06
Taxe sur les colporteurs.....	60.778,00	Rappel des recettes.....	9.647.030,32
Droits de stationnement (voitures).....	60.025,00	Excédent.....	2.114.670,26
Taxe de spectacle.....	» »	Déficit.....	» »
Produit de la fourrière.....	20.309,10		
Droits de visites sanitaires.....	67.500,00		
Produit des cimetières.....	21.600,00		
Produit du poids public.....	2.350,00		
Taxe d'entretien des chaussées et trottoirs.....	» »		
Taxe d'entretien des égouts.....	17.803,00		
Produit de la vente de l'eau.....	7.092,00		
Produits divers.....	616.781,30		
Recettes avec affectation spéciale.....	90.025,00		
Excédent de l'exercice précédent.....	1.878.055,35		
Restes à recouvrer des exercices clos.....	876.627,18		
Produit de la location des logements pour immigrants.....	220.453,00		
Total des recettes.....	9.647.030,32		

CHAPITRE IV

LA RÉORGANISATION DES AUTRES SERVICES ADMINISTRATIFS

§ I. — *L'Enseignement Public*

Au moment de l'établissement du Protectorat français au Maroc, l'enseignement musulman était en pleine décadence et l'enseignement français à peine naissant. On ne trouvait que quelques établissements scolaires français ou franco-arabes dans les villes du littoral et même à Fez. Ces écoles étaient entretenues par la Légation de France à Tanger où existaient déjà un grand et un petit collège de garçons, deux écoles primaires pour les filles des Européens et deux écoles franco-arabes. On comptait également des écoles israélites dans les Mellah des principales villes ; l'Alliance Israélite Universelle assurait leur entretien.

L'Enseignement Primaire. — Les écoles primaires sont placées sous le contrôle direct d'Inspecteurs de l'enseignement primaire, recrutés sur place, au concours. Elles sont réparties en six circonscriptions : Rabat, Casablanca, Marrakech, Fez, Oudjda, Tanger.

1° Enseignement primaire musulman, écoles franco-arabes. — Avant 1912, l'enseignement primaire ne comportait que des établissements coraniques où les jeunes indigènes apprenaient à écrire, à compter et surtout à réciter inintelligemment les versets du Coran. Le service de l'Enseignement maintint prudemment ces anciennes écoles tout en s'efforçant de faire accepter par les « Fquih » le contrôle de l'administration protectrice.

En présence de la culture rudimentaire de la population indigène, le Protectorat s'est efforcé d'organiser et de développer l'enseignement public. Il fallait, sans heurter les coutumes et les croyances de ce pays lui donner une instruction qui assure le relèvement intellectuel et moral de ses habitants et fasse de ses enfants de bons commerçants, de bons artisans, de bons fonctionnaires. Il fallait aussi lui apprendre le français.

Dans ce but furent ouvertes des écoles franco-arabes. Dès avant 1912, des écoles de ce genre avaient été créées par la Légation de France de Tanger ; à Casablanca, Rabat, Salé, Mazagan, Mogador et même Fez, dont elle avait confié la direction à d'anciens élèves des Médersas d'Algérie. Cet enseignement a donné d'excellents résultats.

Dans ces écoles primaires musulmanes, les garçons apprennent des éléments d'arabe écrit, de français, de calcul, le travail manuel ; ils reçoivent une instruction élémentaire pratique, basée sur les connaissances usuelles. Mais l'enseignement y a surtout un caractère professionnel, ayant pour objet la restauration ou le maintien de toutes les industries indigènes, ainsi que l'initiation des jeunes musulmans à un certain nombre de métiers leur permettant de fournir une main-d'œuvre habile à l'industrie européenne. C'est ainsi qu'il faut signaler les résultats obtenus à Salé pour l'industrie des meubles sculptés, à Oudjda pour le travail du bois, à Settat pour la menuiserie, à Fez pour l'élevage du vers à soie, à Casablanca pour l'imprimerie, la comptabilité et la sténo-dactylographie.

Dans les écoles franco-arabes des localités agricoles, les enfants reçoivent surtout des notions pratiques d'agriculture, d'arboriculture, d'élevage. Les écoles rurales ont pour la plupart leurs plantations, leurs pépinières, leurs basses-cours.

En résumé, les écoles primaires urbaines sont préparatoires à l'apprentissage industriel ; les écoles primaires rurales sont préparatoires à l'apprentissage agricole. L'enseignement est avant tout pratique et conduit en fin d'études à un examen qui garde dans ses épreuves le caractère de préapprentissage industriel ou agricole.

L'enseignement pour les jeunes musulmanes est également donné dans le sens de l'enseignement professionnel et surtout ménager. Des écoles-ouvroirs, où se fabriquent des tapis et des broderies, ont été fondées à Rabat, Salé, Mogador, Fez, Marrakech. Les élèves y sont de plus en plus nombreuses.

On compte actuellement 49 écoles primaires de garçons (2.975 élèves) et 5 écoles de filles (390 élèves).

Enfin pour permettre aux indigènes adultes d'apprendre le français, des cours du soir ont été créés partout où cela était possible. Leur succès a été très vif ; dès le printemps 1913, les cours d'adultes groupaient 369 auditeurs, et 1.825 en 1921.

2° *Enseignement primaire israélite.* — Il existait avant 1912 des

écoles rabbiniques, où les jeunes Israélites marocains recevaient un enseignement à part et apprenaient même le français. Elles ont certainement contribué pour beaucoup à l'établissement de l'influence française au Maroc.

Ces écoles, entretenues par les communautés juives et par l'Alliance Israélite, sont subventionnées par le Protectorat et par suite soumises, de bonne grâce d'ailleurs, au contrôle des Inspecteurs primaires. Elles comptent 17 écoles, représentant une population scolaire de 1.820 garçons et 1.763 filles. D'autres sont administrées directement par la Direction de l'Enseignement, ce sont les écoles franco-israélites ; elles sont au nombre de 27 et comptent 1,795 garçons et 1.480 filles. L'enseignement des Israélites, aussi exactement que possible, adapté au milieu, est également dirigé dans un sens pratique.

3° *Enseignement primaire français.* — L'enseignement primaire français avait été organisé, avant 1912, par la Légation de Tangér dans les villes du littoral, à Casablanca, Mogador, Safi. L'extraordinaire courant d'immigration européenne au Maroc obligea l'administration du Protectorat à organiser rapidement des établissements scolaires dans la plupart des villes marocaines. Il fallait d'abord donner aux enfants des colonies françaises et étrangères aux fils des fonctionnaires, des officiers, des colons, des commerçants et des industriels l'instruction première, l'enseignement primaire, et quand cela serait possible, l'enseignement secondaire.

Des écoles primaires françaises pour les jeunes Français et européens furent créées à Rabat, Casablanca, Salé, Mazagan, Safi, Mogador, Fédalah, Kénitra, Marrakech, Meknès, Fez, Settât, Oudjda, Martimprey. Dans les localités, où les enfants européens n'étaient pas assez nombreux, les écoles franco-arabes les reçurent.

Le programme de l'enseignement donné dans ces écoles se rapproche de celui donné en France. Le certificat d'études primaires élémentaires sanctionne cet enseignement. Depuis août 1920, l'enseignement de ces écoles primaires est orienté dans un sens nettement moderne, afin que la liaison s'établisse fortement entre l'école et la vie (jardin, atelier, bureau commercial, stade, cuisine, buanderie, atelier de couture). Il y a aujourd'hui 87 écoles primaires qui reçoivent 9.439 élèves dont 4.919 garçons et 4.520 filles. Cette population scolaire comprend 4.489 Français, 3.000 Espagnols, 1.685 Italiens, 265 divers.

L'Enseignement Secondaire. — 1° *Enseignement secondaire musulman.* — Une sorte d'enseignement secondaire a été créé au Maroc. Il a pour but de donner un complément d'instruction et de culture

aux fils de notables se destinant aux principales fonctions politiques, administratives et judiciaires du Maghzen ou au grand commerce. Cet enseignement est donné dans les *Ecoles Supérieures Musulmanes* (anciens collèges musulmans) de Rabat et de Fez.

Les élèves sont recrutés parmi les bons sujets sortant des écoles primaires musulmanes et des *Ecoles de Fils de Notables* ; ces écoles de fils de notables, au nombre de trois, comptent 190 élèves et représentent les classes élémentaires des collèges musulmans.

Dès le mois de janvier 1916, le général Lyautey traçait les grandes lignes du programme de cet enseignement secondaire musulman. Dans la préface de son « Rapport Général sur la Situation du Protectorat du Maroc au 31 juillet 1914 » (la préface est de janvier 1916), il écrit en effet : « L'enseignement donné comportera nécessairement l'étude de la langue française, car c'est par la communauté de langue que commence la communauté de pensée ; mais cet enseignement, destiné à doter le pays d'administrateurs indigènes et non de fonctionnaires français, n'en sera pas moins essentiellement musulman ; il formera des lettrés et des lettrés modernes. » (p. XVI).

Actuellement, dans les Ecoles de Rabat et de Fez, l'enseignement comporte six années d'études et comprend l'arabe, le français, les mathématiques, l'histoire, la géographie, les leçons de choses, l'enseignement religieux, le droit coranique. Un diplôme de fin d'études secondaires sanctionne cet enseignement qui compte aujourd'hui 272 élèves.

2° *Enseignement secondaire français.* — L'enseignement secondaire est donné pour les garçons, aux Lycées de Casablanca (500 élèves), et de Rabat (252), aux Collèges d'Oudjda (150) et de Tanger (265). Le Lycée de Casablanca, ouvert en 1913, comprend un petit collège et un grand collège ; le grand collège est divisé en trois sections : a) section d'enseignement général pour les divers baccalauréats ; b) section d'enseignement arabo-berbère ; c) section d'enseignement primaire supérieur (commerce, industrie).

Pour les jeunes-filles, l'enseignement secondaire est donné aux collèges de Casablanca (450 élèves), de Rabat (236), d'Oudjda (79) et de Tanger (175). Le collège de jeunes filles de Casablanca comporte trois sections : a) section secondaire pour les baccalauréats ou le diplôme de fin d'études ; b) section primaire supérieure, brevets élémentaire et supérieur ; c) section commerciale (sténo-dactylographie

et comptabilité). Des cours secondaires mixtes existent à Meknès (36 élèves) et à Fez (17).

Ces établissements d'enseignement secondaire européen ont donc dans l'ensemble une population de 2.160 élèves, y compris Tanger,

L'Enseignement supérieur et l'organisation scientifique. — 1° *Universités musulmanes.* — L'enseignement supérieur était donné dans les mosquées. L'antique Université de Karaouiyn, à Fez, était la plus célèbre de toute l'Afrique du Nord.

D'accord avec les autorités locales et les Oulémas de ces Universités, le Protectorat a maintenu et réorganisé l'enseignement supérieur des mosquées. Il s'est efforcé surtout de rendre à la célèbre Université de la mosquée de Karaouiyn le vif éclat dont elle brillait autrefois, cherchant ainsi à empêcher les Marocains, avides de cet enseignement, d'aller le chercher dans les autres pays de l'Islam.

2° *Institut des Hautes Etudes Marocaines.* — Le Protectorat a fondé à Rabat un établissement d'enseignement supérieur qui est le couronnement de l'œuvre scolaire entreprise. Il s'agit de l'Institut des Hautes Etudes Marocaines (ancienne Ecole Supérieure de langue arabe et de dialectes berbères).

Les étudiants musulmans ou français y apprennent la littérature arabe, la langue arabe, les dialectes berbères et l'ethnographie. En outre, les étudiants reçoivent un enseignement complémentaire comprenant des cours de droit administratif de l'Empire chérifien, de droit musulman, de droit coutumier berbère, de droit civil français, d'histoire et de géographie marocaines, enfin des cours ayant trait aux mœurs et aux coutumes des populations du Maroc. Cet enseignement est sanctionné par la délivrance d'un diplôme de langue arabe ou de dialectes berbères.

Des officiers ou des fonctionnaires, ayant besoin d'avoir des notions pratiques d'arabe ou de berbère, ou des notions juridiques et administratives, se joignent aux étudiants immatriculés. On compte, par exemple, parmi ces fonctionnaires qui fréquentent l'Institut de Rabat, les contrôleurs civils stagiaires. Ils sont astreints pendant leur stage à suivre les cours de cette école. Ce n'est qu'après une période de deux années de stage et justification du diplôme de langue arabe ou berbère, qu'ils peuvent être titularisés.

L'ancienne Ecole Supérieure de langue arabe et de dialectes berbères, a été transformée, par arrêté viziriel du 5 septembre 1920, en Institut des Hautes Etudes Marocaines. Désormais, le principal de sa tâche consiste dans des recherches sur le pays et sur ses habitants ;

aussi, aux diplômes de pure linguistique est venu s'ajouter un « diplôme supérieur d'études marocaines », dont la principale épreuve consiste en un travail scientifique portant sur des questions d'histoire, de géographie ou d'ethnographie marocaines. Il s'en suit que cette école, au lieu d'évoluer vers le type Faculté, se rapproche du type Institut de recherches.

Cet Institut créé par arrêté viziriel du 1^{er} avril 1920, et augmenté de l'Ecole supérieure de langue arabe et de dialectes berbères par A. V. du 5 septembre 1920 a pour principal objet « de provoquer et d'encourager les recherches relatives au Maroc, de les coordonner et d'en centraliser les résultats ».

Par ailleurs, il groupe des savants de profession et même de simples amateurs ; il tient des séances mensuelles, organise un Congrès annuel et publie un bulletin trimestriel appelé *Hespéris*.

3° *Institut Scientifique Chérifien*. — Parallèlement à l'institut des Hautes Etudes Marocaines, l'Institut Scientifique Chérifien, organisé en mars 1921, centralise les recherches de sciences naturelles relatives au Maroc. Il est aussi le centre d'un organisme destiné à grouper à la fois les amateurs et les professionnels : la *Société des Sciences Naturelles du Maroc*.

L'Enseignement Professionnel. — 1° *Enseignement professionnel élémentaire*. — On a vu la tendance à donner à l'enseignement primaire un caractère professionnel. Cette orientation professionnelle de l'école primaire a conduit le Protectorat à créer, à côté de l'école primaire, une école de perfectionnement, l'Ecole Professionnelle. Il fallait, en effet, assurer aux jeunes indigènes un enseignement professionnel qui, tout en leur permettant d'améliorer leur situation, répondit aux habitudes et aux besoins locaux. Il fallait aussi, non seulement former des ouvriers habiles, mais sauver de la décadence les petites industries et les arts marocains. A cet effet, des ateliers d'apprentissage, destinés à fournir, en vue du développement économique du Maroc, des ouvriers expérimentés tant européens qu'indigènes, ont été créés dans plusieurs localités du pays.

C'est ainsi que l'on trouve des ateliers d'apprentissage pour Européens à Casablanca (typographie, reliure, linotypie), Rabat (industrie du fer et du bois) et Oudjda (ajustage et forge). En ce qui concerne les Européens, on trouve actuellement quatre écoles professionnelles de garçons (75 élèves) et deux écoles ménagères à Rabat et Casablanca depuis octobre 1920 (90 élèves).

Les ateliers d'apprentissage pour indigènes sont en général des

annexes des écoles primaires musulmanes, des écoles franco-arabes. L'école d'apprentissage indigène de Rabat comporte des ateliers de menuiserie, de forge, d'ajustage, de sculpture sur plâtre, de décoration, de gravure, de reliure, de teinture, de broderie sur cuir et velours. L'école de Salé comporte des ateliers de menuiserie et ébénisterie, de forge et ajustage, de sparterie. L'école franco-arabe de Casablanca comprend des ateliers de menuiserie, de forge et ajustage, de mosaïque.

Enfin, il existe un enseignement professionnel analogue dans les écoles franco-arabes de Marrakech, Mogador, Azemmour, Meknès, Fez et Oudjda.

En ce qui concerne les jeunes marocaines, l'enseignement professionnel n'a pas été non plus négligé. Des écoles de ce genre ont été ouvertes à Casablanca, Rabat, Salé, Mazagan, Safi, Mogador, Marrakech et Fez. Dans ces écoles professionnelles les élèves apprennent la fabrication des tapis et des broderies; elles y reçoivent également quelques notions d'enseignement ménager, cuisine, et coupe. Dans ce sens, l'école ménagère franco-israélite de Rabat est la plus importante.

L'enseignement professionnel indigène compte cinq écoles, non annexées aux écoles primaires, et réunissant 150 élèves.

2° Enseignement professionnel supérieur. — A côté de ces ateliers d'apprentissage, il existe, au Maroc, un établissement d'enseignement technique supérieur. Sa mission est d'orienter les jeunes Européens vers l'agriculture, le commerce et l'industrie; en un mot de préparer les cadres industriels et commerciaux du pays. Il s'agit de *l'Ecole Industrielle et Commerciale de Casablanca*.

L'Ecole Industrielle et Commerciale a été instituée à Casablanca en novembre 1917, faisant suite aux cours publics d'enseignement professionnel créés au mois d'avril précédent et dont le succès avait été très vif. Installée dans un vaste Fondouk, aménagé et doté de l'outillage nécessaire, l'Ecole Industrielle et Commerciale enseigne à ses 170 élèves : les mathématiques, les langues vivantes, la géographie commerciale, la comptabilité, la mécanique appliquée, la résistance des matériaux, le dessin, la géologie, les opérations de banque, la sténographie. Elle place ses diplômés chez les industriels et les commerçants du Maroc. Elle prépare même au concours d'entrée à l'Ecole Centrale.

Statistique des Ecoles du Maroc. — Par les quelques lignes ci-dessus et la statistique suivante, on peut voir quels ont été les résultats obtenus par l'administration du Protectorat, plus spécialement par la Direction de l'Enseignement, dans la réalisation de son vaste pro-

gramme d'enseignement supérieur, secondaire, primaire et professionnel. On peut, par suite, apprécier ses efforts qui se représentent par 201 écoles, 832 maîtres et 25.264 élèves.

a) Nombre d'Ecoles :	1912	1914	1918	1921
Ecoles Françaises	9	34	85	87
Ecoles Indigènes.....	14	33	67	70
Ecoles Israélites.....	14	18	39	44
Total	37	85	191	201
b) Nombre de maîtres :				
Enseignement professionnel.....	»	6	56	63
Enseignement primaire.....	61	189	514	605
Enseignement secondaire.....	»	21	77	140
Enseignement supérieur.....	»	4	21	24
Total	61	220	668	832
c) Nombre d'élèves :				
Cours du soir (adultes).....	16	369	2.142	1.825
Enseignement professionnel.....	»	80	654	705
Enseignement primaire.....	2.990	7.397	16.706	19.810
Enseignement secondaire.....	»	588	1.689	2.534
Enseignement supérieur.....	»	79	329	390
Total.....	3.006	8.513	21.520	25.264

§ 2. — *Les Antiquités, les Beaux-Arts et les Monuments Historiques.*

Rénovation artistique du Maroc. — Protéger la couleur locale, sauvegarder le Maroc indigène, tel a été le grand souci du Résident Général dès la signature du traité du Protectorat. Il fallait conserver tous ces édifices remarquables des villes impériales, notamment ces palais, véritables Alhambras, derniers vestiges de cet art mauresque disparu en Andalousie depuis Charles-Quint. L'art hispano-mauresque laissa en effet au Maroc, entre les XII^e et XV^e siècles, les plus brillantes productions. Ce fut d'abord l'architecture Almohade, puissante et sévère à laquelle on doit les vastes enceintes de villes avec des portes monumentales, comme à Rabat (porte de la kasbah des Oudaïa) et Chellah (ruines de l'ancienne Rabat) et la Tour Hassan à Rabat, le Minaret de la Koutoubia à Marrakech, qui rappellent la Giralda de Séville. Ce fut ensuite l'architecture Mérinide, plus élégante et plus riche, en particulier à Fez (Minaret de Cherabliyyine, Médersas).

Il fallait, aussi, restaurer les arts indigènes du tapis, du cuir, du bois, dont s'embellissaient autrefois les demeures des riches marocains. Il fallait, enfin, éviter que les travaux effectués dans les villes indigènes ou que la construction des villes européennes se gardassent d'en mo-

difier l'aspect. C'est dans ce but que fut créé le Service des Antiquités, des Beaux-Arts et Monuments Historiques, rattaché depuis le 28 février 1921 à la Direction de l'Enseignement.

Ce service a donc dans ses attributions la recherche et la conservation des antiquités, monuments et objets présentant un caractère historique ou artistique ; l'étude des mesures de défense, de protection et de rénovation de l'art industriel indigène ; la surveillance esthétique sur les travaux neufs des villes indigènes.

Pour mener à bien cette œuvre de protection des richesses artistiques du Maroc, fut promulgué le dahir du 14 février 1914. Ce dahir s'inspire de la loi italienne, dite *Edit Pacca* et de la loi tunisienne, qui ont eu, toutes les deux, des effets si heureux pour la conservation du patrimoine artistique de l'Italie et de la Tunisie. Les dispositions du dahir du 14 février 1914, de même que celles de la loi italienne et de la loi tunisienne, inspirée d'ailleurs elle-même de celle-ci, permettent le classement d'office des immeubles appartenant à des particuliers ou à des personnes morales (immeubles municipaux, habous). Cependant, ce dahir organise, ce qui n'était pas prévu par la loi tunisienne, le classement des sites et monuments naturels, et des zones de protection artistique autour des monuments historiques.

Ont été ainsi classés, notamment la kasbah des Oudaïa, les ruines de la mosquée d'Hassan et de Chellah, la mosquée de la Koutoubia, les Médersas de Fez-Bali, chefs-d'œuvres ne le cédant en rien aux merveilles de l'Andalousie et datant pour la plupart de l'époque des Mérinides.

Le Service des Beaux-Arts ne s'est pas restreint aux antiquités musulmanes. Il s'est aussi occupé des antiquités romaines, de l'art et de l'histoire de la province de Mauritanie Tingitane. Des fouilles ont été, par exemple, faites aux ruines de Volubilis.

L'œuvre du Service des Beaux-Arts constitue une œuvre de rénovation artistique des plus intéressantes. Elle fait honneur à l'administration du Protectorat.

§ 3. — *La Santé et l'Hygiène Publiques*

Les origines de ce service. — L'assistance médicale indigène au Maroc a pour origine la mission militaire française, à laquelle un médecin militaire avait été adjoint. Depuis 1877, date où, sur la demande du sultan Moulay Hassan, la mission s'installa à Oudjda, les médecins successifs de la mission donnèrent, au hasard des séjours de la Cour qu'ils accompagnaient à Oudjda, à Fez, à Meknès, à Rabat, à Marra-

kech, leurs soins et les médicaments gratuits aux indigents, aux gens du Maghzen et à leur entourage.

Pour compléter cet embryon d'assistance, le Ministère des Affaires Etrangères créa, en 1905, un hôpital français à Tanger, des dispensaires et des infirmeries indigènes dans les principales villes de la côte et de l'intérieur : Fez, Larache, Rabat, Casablanca, Mazagan, Safi, Mogador et Marrakech.

Enfin, depuis 1907, les médecins militaires des premières colonnes expéditionnaires continuèrent et propagèrent l'œuvre d'assistance commencée par leurs devanciers en portant dans l'arrière-pays marocain, jusqu'aux moindres douars, le bon renom de la médecine et de la générosité françaises.

Telles sont les origines de l'assistance médicale au Maroc. Le Protectorat s'est attaché, dès 1912, à développer les premiers organismes d'assistance et à étendre l'action des médecins militaires. Pour cela, fut créée, le 21 octobre 1912, une Direction de l'Assistance Médicale. Puis, la nécessité de donner à l'assistance une plus grande extension amena le Résident Général à transformer la Direction de l'Assistance en une Direction Générale de la Santé et de l'Assistance Publiques (dahir du 23 mai 1913). Actuellement, cette Direction est connue sous le nom de Direction Générale des Services de Santé et d'Hygiène Publiques.

Les attributions de ce service comportent l'assistance médicale aux indigènes, l'hygiène et la prophylaxie générales, la prophylaxie spéciale, les services sanitaires communaux, la visite des prisons et des dispensaires des filles publiques, le service sanitaire maritime, l'assistance médicale aux Européens.

Le personnel de ce service comprend des médecins civils, des médecins militaires du corps d'occupation à titre temporaire, des infirmiers et infirmières européens, des infirmiers indigènes.

L'assistance médicale indigène. — Pour faciliter la direction de l'exécution de ce service, le Maroc est divisé en autant de régions d'assistance qu'il y a de régions civiles ou militaires. Dans chaque région l'assistance comprend des formations fixes et des formations mobiles. Le service de l'assistance médicale gratuite fonctionne sous l'autorité d'un Bureau Central dirigé par un médecin, adjoint civil au Directeur Général des Services de Santé et d'Hygiène Publiques. En 1916, le nombre des consultants dans les diverses formations était de 900.000 ; il a passé, en 1919, au nombre de 1.951.556.

1° Formations fixes. — Le service de l'assistance médicale gratuite

fonctionne dans 113 « postes fixes » répartis sur tout le territoire marocain. Les organismes de ce service comprennent : a) des « dispensaires » de consultations, simples et rudimentaires, établis, pour les hommes et les femmes, dans les postes des confins de chaque région ; b) des « infirmeries » indigènes pourvues de quelques lits, installés dans les postes les plus importants ; c) de grands « hôpitaux régionaux », aménagés pour recevoir jusqu'à 150 malades, à Rabat, Casablanca, Meknès, Fez (hôpital Cocard), Mazagan et Marrakech (hôpital Mauchamp).

2° *Formations mobiles.* — Il existe dans chaque région, à côté de cette assistance médicale fixe, une assistance médicale mobile. Elle est constituée par un ou plusieurs « groupes sanitaires mobiles », pourvus d'ambulances légères automobiles et destinés à porter les soins médicaux aux indigènes. Leur but est d'atteindre les régions les plus éloignées, de rayonner du centre à la périphérie de la région ; de donner des consultations et de pratiquer les vaccinations dans les groupements ruraux ; de chercher et d'éteindre sur place les foyers épidémiques ; de ne laisser enfin aucun point dépourvu médicalement. Ces groupes sanitaires mobiles jouent le rôle du véritable médecin de colonisation en tournée et, par suite, contribuent énormément à la pacification du pays. « Quand le malade ne vient pas au médecin, c'est le médecin qui doit aller au malade » (Maréchal LYAUTEY).

En ce qui concerne les Européens, ils sont hospitalisés de droit, à titre gratuit, s'ils sont indigents, comme payants s'ils sont solvables dans les hôpitaux ou les ambulances de campagne du Service de Santé de la Guerre, là où il n'y a pas d'hôpital purement civil européen.

Hygiène générale et spéciale. — Les mesures d'hygiène, dont on a besoin pour l'aménagement des villes et l'assainissement des régions, sont assurées dans chaque ville par un Bureau d'Hygiène permanent, dans chaque région par une Commission consultative d'hygiène, à la Résidence par un Conseil Supérieur d'Hygiène. A l'hygiène générale, on peut rattacher la suppression de l'absinthe ou des produits assimilés, sous peine d'une amende de 300 à 3.000 francs et d'emprisonnement en cas de récidive (dahir du 9 avril 1914).

Dans chaque ville, en vue de neutraliser les foyers épidémiques, la prophylaxie générale est assurée par : a) des asiles de nuit, à la fois asiles et centres de désinfection ; b) des camps d'isolement et des lazarets, où sont cantonnés ou traités les suspects et les malades atteints d'affections contagieuses (variole, typhus).

La prophylaxie spéciale est réalisée par : a) un Laboratoire Central,

établi à Rabat, sorte d'Institut Pasteur chargé des recherches bactériologiques, de la préparation et de la conservation des vaccins, b) un Institut antirabique, créé à Rabat en 1915 ; c) des cliniques pour le traitement de la syphilis (Casablanca, Rabat, Fez, Marrakech), fréquentées en 1919 par 47.398 malades ; d) des cliniques ophtalmologiques, pour le traitement des maladies des yeux, également très fréquentes chez les Arabes (Casablanca, Meknès, Fez, Marrakech), en 1919 il y eut 43.335 consultations ; e) des cliniques de radiothérapie, pour le traitement de la teigne et des maladies du cuir chevelu (Fez, Rabat) ; f) la quininisation préventive, pour la lutte contre le paludisme.

En résumé, à la date du 1^{er} juin 1921, le Service de la Santé et de l'Hygiène Publiques au Maroc possédait six hôpitaux régionaux ; 72 infirmeries indigènes ; 12 groupes mobiles sanitaires ; 9 lazarets ; 21 dispensaires spéciaux, savoir : 7 anti-syphilitiques, 7 dermatologiques (teigne), 2 anti-tuberculeux, 4 ophtalmologiques, un centre vaccino-gène et antirabique ; 8 pavillons civils dans les hôpitaux militaires ; 6 bureaux municipaux d'hygiène ; 7 agences sanitaires maritimes.

SECTION II

La réorganisation économique de l'Empire Marocain

Le développement économique d'un pays, sa mise en valeur, dépendent de son outillage. L'effort du Protectorat a-t-il été aussi, dès la signature du traité, d'organiser un vaste programme de travaux publics. Seule, son exécution devait permettre le développement intense du Commerce et de l'Agriculture, en un mot de la Colonisation.

Par suite, à l'élaboration du statut administratif, à l'organisation judiciaire et législative, a correspondu, dans l'ordre économique, l'exécution d'un programme de relèvement et de reconstitution, actuellement en pleine réalisation. Des chemins de fer ont été construits, un réseau routier important a été établi, l'Algérie et le Maroc Oriental ont été reliés au Maroc Occidental par la route et par la voie ferrée, une route a établi la liaison nécessaire entre les ports atlantiques ; cette liaison a été également assurée entre Fez et Marrakech, débouchés du Rif et de l'Atlas, d'une part, et, d'autre part, Kénitra, Casablanca, Mazagan, ports où les travaux d'aménagement sont activement poussés. Ces progrès dans l'outillage et dans les moyens de transport permettent d'envisager pour le Maroc un avenir d'activité économique des plus importants.

Ces réalisations économiques, auxquelles s'ajoutent la mise en valeur agricole des plaines, des plateaux et des montagnes du Maroc, poursuivies avec acharnement par l'administration du Protectorat, et le relèvement des industries locales conduisant à l'intensification de la production, se poursuivent dans des conditions satisfaisantes et en faisant appel le moins possible aux fonds dont notre budget aurait à faire les frais.

CHAPITRE I

LES TRAVAUX PUBLICS ET LES VOIES DE COMMUNICATION

Puisque le développement de la colonisation tient essentiellement à celui des travaux publics, il fallait au Maroc, pour la mise en valeur des richesses locales, pour la sécurité des transports et la commodité des transactions, des facilités d'accès par la côte et des moyens de communication à l'intérieur.

La mise en valeur des ressources considérables du Maroc nécessitait, en effet, des moyens de transport modernes. Où ils manquent, leur absence exclut toute initiative, le commerce et l'agriculture hésitent avec raison, l'administration est paralysée sur le chemin du progrès.

Toute colonie privée des moyens de transport modernes est rigoureusement limitée dans son évolution matérielle et dans son évolution morale, parce que le commerce et l'industrie, non seulement constituent pour les colonies des moyens de pénétration et d'éducation utiles lorsqu'ils sont en de bonnes mains, mais leur assurent en même temps les ressources budgétaires sans lesquelles on ne peut dépasser la période rudimentaire et en quelque sorte préparatoire de la colonisation.

§ 1. — *Les ports du Maroc*

Le port de Casablanca. — 1° *Le choix de Casablanca.* — La côte atlantique présentait de grandes difficultés pour l'établissement d'un port. Tout d'abord, on avait à compter avec l'absence d'abris naturels sérieux, découpures, baies. Ensuite, avec les dangers d'une barre qui règne tout le long du littoral océanique. Les bateaux européens, venus pour apporter les marchandises de leur pays et prendre en échange les produits marocains, devaient mouiller au large et attendre parfois plusieurs semaines que l'état de la barre permit aux embarcations marocaines, aux barcasses, d'assurer les relations avec la terre. Les ports du Maroc portaient donc difficilement leur nom.

Dès son installation, le Gouvernement du Protectorat se préoccupa

de remédier à cette situation difficile. Une Commission, inspirée de la nécessité de constituer sur la côte occidentale marocaine un grand port devant servir de tête de ligne, en un point central, aux services postaux et commerciaux, conclut à la création d'un grand port à Casablanca et à l'amélioration des autres points de la côte, qui ne répondaient d'ailleurs qu'à des besoins locaux : Rabat, Mehédy-Kénitra, Fédalah, Mazagan, Safi, Mogador.

Casablanca était une petite plage que rien ne désignait pour devenir le grand port du Maroc français. La côte y est, en effet, très inhospitalière. Rocheuse, elle ne présente ni anse, ni embouchure de rivière ; les vents y soufflent violemment, la mer y est très mauvaise ; la « barre », enfin, empêche les navires de jeter l'ancre près de la côte, d'accoster à quai, elle rend le débarquement et l'embarquement très difficiles.

Les bateaux étant obligés de rester en rade, à un ou deux milles de la côte, il faut, pour débarquer les voyageurs et décharger les marchandises, recourir à l'ancien système d'aconage particulier au Maroc, c'est-à-dire à l'emploi de grandes barcasses non pontées. Ces barcasses, pouvant porter jusqu'à 50 tonnes et actionnées par une vingtaine de rameurs, font la navette entre le navire et la côte, en franchissant la barre, lorsqu'elle n'est pas trop mauvaise. Autrefois, il arrivait que les bateaux attendaient au large, souvent pendant plusieurs semaines, que l'état de la barre permit aux barcasses de venir prendre les produits européens et d'apporter en échange les marchandises de l'interland.

La barre existant tout le long du littoral atlantique, l'aconage est pratiqué dans tous les ports de cette côte. Depuis 1913, la Direction de l'aconage est assurée par l'administration du Protectorat. Cependant, l'exploitation en régie s'étant soldée par des déficits, l'aconage a été concédé dans différents ports (Casablanca, Fédalah, Rabat, Kénitra). Le service de l'aconage disparaîtra avec la construction des ports qui permettra aux navires d'accoster à quai.

Le port de Casablanca étant le plus défectueux de la côte occidentale, pourquoi la Commission jeta-t-elle cependant son dévolu sur cet endroit si peu hospitalier ? La raison en est militaire. On sait qu'en 1904, une société française, la « Compagnie Marocaine », avait obtenu du Maghzen l'entreprise de la construction d'un petit port à Casablanca. Des ouvriers de cette société ayant été massacrés, en 1907, par les indigènes, nos marins débarquèrent à Casablanca. Ce fut l'origine de la conquête de la riche province des Châouïa, dont la base d'opération fut le petit port entrepris par la Compagnie Marocaine.

Des intérêts énormes furent engagés sur ce seul point de l'occupation française, débouché naturel de tout une région comptant parmi les plus fertiles de l'Empire. C'est pourquoi il s'agit pour le Protectorat de créer un grand port au Maroc, la Commission songea aussitôt à Casablanca. D'autre part, Casablanca semblait pouvoir devenir le centre d'attraction économique de toutes les régions marocaines, puisqu'elle se trouve située à égale distance de Fez et de Marrakech, les deux principales capitales de l'Empire chérifien. Cela ne signifie pourtant pas que tout le trafic des régions du Nord et du Sud Marocains y aboutissent toujours nécessairement. Quand les autres ports marocains auront été bien aménagés et outillés, notamment Kénitra, Casablanca cessera d'être l'unique centre commercial drainant tous les produits de toutes les régions de l'Empire. Toutefois, en raison de sa situation acquise, Casablanca n'aura pas grand chose à redouter d'une rivalité éventuelle des autres ports de la côte occidentale. Elle demeurera toujours la porte d'entrée et de sortie du Maroc français.

2° *Les travaux du port.* — Les travaux du port de Casablanca furent mis en adjudication internationale. Ils furent adjugés, le 25 mars 1913, pour la somme de 36.350.000, à un groupe formé de M. Schneider et C^{ie}, de MM. Hersent Frères et de la Compagnie Marocaine. La guerre étant survenue peu après, et, avec elle, l'augmentation du prix des matériaux, la hausse des frêts, du charbon, du ciment, le Protectorat dû accorder, en 1915 et en 1916, divers avantages à l'entreprise : atténuations aux clauses du cahier des charges, réduction du cautionnement, avances anticipées aux entrepreneurs. D'autre part, le Protectorat prit à sa charge les « suppléments de dépenses résultant du fait de la guerre ».

Le port de Casablanca devait consister en un grand bassin de 140 hectares et en un petit port intérieur pour les navires de faible tonnage. Le programme des travaux pour l'exécution de ce port devait comprendre :

a) une grande jetée de 1.900 mètres, dite jetée Ouest, d'abord perpendiculaire, puis parallèle à la côte. Elle devait protéger, vers l'ouest, le grand bassin extérieur et comporter des quais en eau profonde où les bâtiments pourraient accoster.

b) une jetée transversale de 1.550 mètres, dite jetée Est. Elle partirait de la côte, près des Roches Noires, et fermerait la rade en laissant une passe de 250 mètres de large.

c) deux jetées, Ouest et Est, avec une passe de 80 mètres, ferme-

raient à l'intérieur du grand port un petit port de 9 hectares et demi pour les bâtiments calant moins de 4 mètres ; 700 mètres de quais, avec, en arrière, 16 hectares de terre-pleins, devaient assurer une complète sécurité à toute opération de débarquement ou d'embarquement.

d) 1.300 mètres de quais, maintenant 6.500 mq. et des terre-pleins pour le chargement et le déchargement des marchandises, tant dans le port intérieur qu'au delà de la petite jetée Est jusqu'à la jetée transversale dite jetée Est.

Quel est actuellement l'état des travaux ? Les travaux sont activement poursuivis. C'est une magnifique entreprise, ayant ses propres carrières et ses usines pour la production des matériaux. Les fondations des jetées sont faites en blocs artificiels de béton (pierre et ciment), fabriqués sur place. Trois titans fonctionnent pour la pose des blocs, un sur la jetée Est, deux sur la grande jetée Ouest.

La grande jetée Ouest atteignait 1.530 m. en avril 1922 ; l'avancement est de 17 m. 50 par mois. La petite jetée Est (330 m.) a été achevée en juillet 1917* ; la petite jetée Ouest, en 1915. La jetée transversale, jetée Est, a été commencée le 29 décembre 1921. 1.275 m. de quais et 150.000 mq. de terre-pleins étaient exécutés fin 1921. Le petit port intérieur est entièrement terminé depuis 1917. Entouré de larges terre-pleins et de vastes magasins, il rend d'appréciables services pour le déchargement des marchandises.

Quel est l'outillage actuel du port de Casablanca ? Le port dispose de 14 remorqueurs à vapeur, de 100 allèges ou barcasses et de 20 grues à vapeur. La surface utilisable pour l'entrepôt des marchandises est de 42.000 mq. (magasins, hangars, dépôts sur terre-pleins, dépôts sur quais). Le maximum de rendement journalier de ce port est d'environ 2.200 tonnes (embarquement et débarquement). Lorsqu'il sera achevé le port de Casablanca pourra répondre à un trafic annuel de 1.500.000 tonnes environ. Le trafic effectif a passé de 179.040 tonnes en 1912, à 393.605 tonnes en 1921.

Pour conclure, il faut reconnaître que tout cet ensemble donne au port de Casablanca un aspect vraiment grandiose. L'immense jetée qui s'avance loin dans la mer, le mouvement intense des navires, des remorqueurs et même des simples, mais nombreuses et pittoresques barcasses, les cris stridents, rauques et lugubres des sirènes, les montagnes de marchandises entassées sur les quais, le grouillement des « bicots » demi-nus, impressionnent fortement l'Européen qui débarque pour la première fois sur la côte marocaine.

Le port de Rabat. — 1° *Concession du port de Rabat-Salé.* — Il

existait, dans l'estuaire de l'Oued Bou Regreg, un petit port établi au pied de la kasbah des Oudaïa. L'installation de ce port remontait aux travaux effectués par la maison Krupp, elle était insuffisante. D'autre part, la barre offrait à l'embouchure du Bou Regreg de grosses difficultés et le fleuve était menacé d'ensablement total.

Le Protectorat devait donc, dès son établissement, se préoccuper d'améliorer le port de Rabat. L'importance de ce port en rivière était manifeste. Il était, en effet, appelé à desservir la capitale administrative de l'Empire Marocain. Dès 1913, des améliorations furent apportées au port de Rabat : la construction de quais en rivière, avec terre-pleins, fut entreprise.

Puis, en 1916, une convention passée le 16 décembre confia l'exécution des travaux en cours et de ceux à faire à un Consortium comprenant la Compagnie Générale du Maroc, la Société Générale d'Entreprises au Maroc et l'Omnium d'Entreprises. Ce groupe de concessionnaires constitua une Société, approuvée par arrêté viziriel du 15 avril 1917. La Société concessionnaire, dite Société Anonyme des Ports Marocains de Medhya-Kénitra et Rabat-Salé, reçut la concession des travaux du port jusqu'au 31 décembre 1980. Elle avait à effectuer ces travaux, tant au port lui-même qu'à l'embouchure du Bou Regreg.

2° *Les travaux du port de Rabat-Salé.* — Le programme à exécuter comprenait :

a) l'achèvement des travaux en cours d'exécution ; le dragage du fleuve ; l'ouverture d'un chenal sur la barre d'une largeur de 100 m. et d'une profondeur de 3 m. au-dessous des plus basses mers ; la construction de jetées destinées à la conservation du chenal ; le creusement, en amont du port actuel, d'un bassin d'évitement, long de 500 m. et large de 250 m. ; l'installation de magasins, hangars, ateliers, feux de direction et de port, etc...

b) l'entretien de tous ces ouvrages.

c) l'exploitation du port, des opérations s'y effectuant, la gestion des services et la perception des taxes.

d) dans la suite, l'abaissement du chenal, à la barre, à 3 m. 80, puis à 4 m. 60 ; l'extension des quais et des autres ouvrages.

En résumé, les premiers travaux à effectuer devaient consister à prolonger jusqu'à l'extrémité des Oudaïa, le quai de la Douane commencé en 1913 ; puis, à l'entrée de l'estuaire du Bou Regreg, à construire une jetée destinée à contenir le courant et à empêcher l'ensablement sur la barre. Il est, en effet, indispensable, pour faire de Rabat un port important, de commencer par améliorer la barre. Les bâtiments d'assez

fort tonnage ne pourront pas, tant que cette amélioration n'aura pas été effectuée, pénétrer dans le chenal du fleuve et dans le port.

En dehors de l'exécution de ce programme de travaux, la Société concessionnaire fut chargée du pilotage et du remorquage des bateaux, de l'aconage des voyageurs et des marchandises, du chargement et du déchargement des marchandises, du magasinage.

Quel est actuellement l'état des travaux du port de Rabat-Salé ? Au 31 décembre 1921, l'avancement des travaux était le suivant : sur la rive gauche du Bou Regreg, le quai de la Douane, quai en rivière, de 200 m. de longueur, était terminé ; deux terre-pleins, l'un de 135 m. de long, l'autre de 120 m. étaient également achevés ; il restait à construire un quai avec des terres-pleins, afin de réunir les deux terre-pleins précédents. Sur la rive droite du fleuve, un quai et un terre-plein de 100 m. de longueur et d'un hectare de surface, destinés surtout au trafic de Salé, étaient terminés. Enfin, les travaux d'amélioration du chenal et de la barre étaient en cours ; l'enracinement de la jetée Nord était terminé.

Quel était à la même époque l'outillage de ce nouveau port ? Le port de Rabat-Salé disposait de quatre remorqueurs, d'allèges et de six grues à vapeur. La surface utilisable, terre-pleins et magasins, était de 33.000 mq. Le rendement quotidien s'élevait à 400 tonnes.

Faute de pont sur le fleuve, le transbordement des marchandises entre Rabat et Salé s'effectuait au moyen d'un bac. Un pont nouvellement construit assure aujourd'hui la jonction entre les deux cités ; il évite les transbordements auxquels obligeait la traversée du fleuve par bateaux ou bac à vapeur. Quant aux voyageurs, ils étaient passés plus rapidement ; des barcasses, innombrables presque, les transportaient d'une rive à l'autre, en cinq minutes, et pour la modique somme de 0 fr. 10 par personne ; les passagers débarquaient sur la plage sablonneuse de la petite ville arabe de Salé, à 200 mètres environ de la gare du Salé-Meknès-Fez ; ce pittoresque moyen de transport fonctionne encore aujourd'hui.

Le port de Kénitra. — Le port de Kénitra est également un port en rivière. Il est situé sur l'Oued Sebou, à 17 km. de la mer. A cet endroit, le Sebou offre une largeur de 250 m. et une profondeur de 4 m. par basse mer. Mais la navigation sur le fleuve, entre son embouchure et Kénitra, n'était pas facile. Elle rencontrait, en effet, plusieurs obstacles importants. Tout d'abord, un seuil sur la barre elle-même, devant Medhya, d'où de faibles profondeurs (1 m. 20) ; puis, un autre seuil, en aval du port de Kénitra. C'étaient autant d'entraves à l'accès du

port. Il fallait apporter d'importantes améliorations par l'exécution de grands travaux.

La construction et l'exploitation de ce port furent concédées en 1916 à la Société Anonyme des Ports Marocains de Medhya-Kénitra et Rabat-Salé. Le programme des travaux à effectuer comprenait :

a) l'ouverture d'un chenal sur la barre du Sébou et sur les seuils séparant Medhya de Kénitra.

b) la construction des jetées nécessaires pour maintenir le chenal.

c) le prolongement sur 300 m. du quai de 250 m. de longueur et des terre-pleins en construction depuis 1913.

d) l'établissement de hangars, magasins, engins de levage, etc...

Ces divers travaux sont en cours d'exécution : actuellement l'enracinement de la jetée Sud est achevé ; le quai de 250 m. est terminé et 224 autres mètres sont exécutés ; les terre-pleins couvrent une superficie de 25.000 mq. qui sera prochainement portée à 45.000 mq. ; la superficie des magasins est de 4.560 mq.

Quant à son outillage, le port dispose aujourd'hui de trois remorqueurs, sept barques, un ponton-matras à vapeur d'une puissance de levée de 18.000 kilogs et six grues. Tel quel, ce port peut faire face à un trafic maximum de 900 tonnes par jour.

Le port de Kénitra, excellent port en rivière, est appelé à un grand développement. Dès 1912, Kénitra fut le point de débarquement des denrées destinées aux colonies du Gharb. C'est encore aujourd'hui le port qui entretient le corps d'occupation des régions de Rabat, Meknès et Fez. Kénitra est aussi le débouché naturel des produits du Gharb, une des régions les plus riches de l'Empire, et qui se dirigeaient autrefois sur Larache. Il l'est encore pour ceux qui descendent des régions montagneuses de Meknès et de Fez, et que lui apporte le chemin de fer de Fez à Salé. Il est également le point d'accès à ces régions. En conclusion, la situation de Kénitra peut être rapprochée de celle de Bordeaux : le Sébou rappelle la Gironde, Kénitra rappelle Bordeaux.

Le port de Fedalah. — A 23 km. au nord de Casablanca, on rencontre une petite baie naturelle, protégée par des îlots rocheux, et où l'on peut débarquer même par gros temps, ce qui n'est pas possible à Casablanca. C'est Fedalah. On se demande alors si l'on n'aurait pas mieux fait de construire à Fedalah le grand port, mal protégé par la nature, que l'on a établi à Casablanca. On connaît les raisons qui ont influé sur le choix de Casablanca. Il n'y a pas à revenir là-dessus. Mais il est probable et souhaitable que Fedalah, qui comptera un jour comme

port de pêche important, pourra aussi servir d'annexe au port de Casablanca pour le trafic général.

Ouvert au commerce international le 1^{er} mars 1914, le port de Fédalah fut concédé à une société privée, la Compagnie Franco-Marocaine de Fédalah. Une autre société privée, la Compagnie du Port de Fédalah, se substitua à la première en 1916. Les travaux à exécuter furent divisés en deux tranches successives.

Le premier programme comprenait :

a) deux digues, reliant entre eux et à la terre ferme deux îlots rocheux. Elles furent terminées fin 1915.

b) une jetée partant de l'îlot du large et s'avancant en mer de 150 m., dans une direction est-ouest. Elle fut achevée à la même époque.

c) des quais et des terre-pleins sur une longueur de 160 m. et un bassin à barques. Les terre-pleins (40.000 mq.) furent achevés fin 1917.

d) des magasins, terminés également fin 1917 (3.000 mq.).

La deuxième partie du programme devait comprendre :

a) le prolongement de la jetée, sur une longueur de 125 m., puis de 250 mètres.

b) un Wharf métallique ou en béton armé, long de 250 m. et large de 20 m., au sud de la jetée et accostable aux bateaux calant 7 m. ; avec creusement d'un bassin de 12 hectares.

c) un épi de protection, à 1.800 m. à l'est du petit port.

Ce programme additionnel ne devait pas être entrepris en même temps que le premier. Cependant, les sables tendant à s'accumuler dans l'angle du petit port, on commença aussitôt la construction de l'épi de protection et celle d'un môle afin de former un barrage contre les sables. Fin 1916, l'épi de protection mesurait déjà 400 m. et le môle de 165 m. était achevé.

En ce qui concerne son outillage, le petit port de Fédalah dispose de quatre remorqueurs, dix barques, quatre chalands et sept grues. Avec cet outillage, ses 40.000 mq. de terre-pleins et ses magasins, le port peut faire face à un trafic journalier de 500 tonnes.

Le port de Mazagan. — La ville de Mazagan s'élève au fond d'une petite rade qui pourrait former un abri très sûr. D'autre part, Mazagan est appelé à desservir la riche province des Doukkala, le pays des Tirs, qui s'enfoncent à l'intérieur sur une centaine de kilomètres. Enfin, en raison des facilités actuelles de parcours, plus grandes que par Safi et Mogador, le commerce du Haouz et de Marrakech a intérêt à s'effectuer par Mazagan. On comprend, par suite, pourquoi le Pro-

tectorat a étudié la possibilité de créer dans cet abri naturel un port de grande importance. Dès 1914, les travaux du port de Mazagan furent adjugés à une société financière, la Société Internationale d'Etudes et travaux au Maroc, en vue de l'exécution d'un port à barcasses, protégé par deux jetées. En décembre 1915, la Société d'Entreprises du Maroc Occidental se substitua à la société adjudicataire. Le programme des travaux comportait :

a) deux jetées, une jetée Nord, longue de 400 m. et une jetée sud, longue de 600 m., séparées par une passe large de 40 m. Actuellement les jetées Nord et Sud sont terminées.

b) un avant-port de sept hectares à creuser, à moins de 1 m. 50, entre ces deux jetées.

c) une darse à barcasses, longue de 200 m., large de 60 m., dans le fond de cet avant-port, dans l'ancienne darse portugaise.

d) des quais (500 m.) et des terre-pleins (4 hectares), le long de la darse à barcasses ; des magasins et des hangars. Fin 1921, les quais et les terre-pleins étaient achevés.

En l'état actuel des travaux et avec son outillage (22 barcasses, 2 remorqueurs, 4 grues à vapeur), le port de Mazagan peut faire face à un trafic quotidien maximum de 1.100 tonnes.

Le port de Safi. — Le petit port de Safi a une très mauvaise exposition qui le rend peu favorable aux opérations d'aconage. Il est exposé aux vents violents de l'ouest et à la houle très puissante en cet endroit. Aussi, en 1910, le wharf métallique que le Maghzen avait fait construire par une société française, la Compagnie Marocaine, fut-il emporté par la mer.

L'administration du Protectorat procéda à une remise en état du port de Safi. Elle prévint :

a) un nouveau Wharf, long de 200 m. Cette digue fut achevée fin 1917 et poursuivie sur une nouvelle longueur de 200 m.

b) des terre-pleins, en arrière du Wharf, sur une superficie de 5.000 mq. Ils furent terminés à la même époque et poursuivis sur une nouvelle superficie de 12.000 mq.

c) des magasins de douane couvrant, fin 1917, une surface de 3.000 mq.

Enfin, en 1920, l'administration mit au concours la construction d'un port à barcasses (3 hectares environ), adjugée en 1921 à un groupe composé de MM. Schneider et Compagnie, de la Compagnie Marocaine, de MM. Hersent et de la Société Générale d'Entreprises au Maroc. Ces travaux comprennent : a) une jetée-abri de 400 m. de longueur ; b) un

épi transversal de 260 m. de longueur, en deux tronçons, laissant entre eux une passe de 35 m.

Avec ses 24 barcasses, ses 3 grues à bras, ses terre-pleins et ses magasins, le port de Safi peut faire face à un trafic quotidien maximum de 1.200 tonnes.

Le port de Mogador. — Le port de Mogador est formé par un canal situé entre la terre, l'Île de Mogador et des bancs rocheux. Il serait un des meilleurs s'il n'était exposé aux grands vents du sud-ouest qui rendent sa rade dangereuse pour les bâtiments. Aussi, le Protectorat s'est limité à prévoir la construction d'un petit port à barcasses. Les travaux en furent adjugés, au mois d'août 1914, à la Société Internationale d'Etudes et de Travaux au Maroc. La Société d'Entreprises du Maroc Occidental se substitua à la précédente adjudicataire en vue de construire deux jetées pour abriter un avant-port et une darse de faible profondeur. Le programme de ces travaux comprenait :

a) deux jetées, une jetée Ouest, longue de 295 m. et une jetée Est, longue de 285 m., séparées par une grande passe de 40 m. ; la jetée Est devait être en deux tronçons pour permettre, par une passe de 20 m., l'entrée des barcasses dans l'avant-port.

b) un avant-port de quatre hectares, à approfondir à 1 m. 50 au-dessous les plus basses mers, et situé dans la petite anse naturelle encadrée par les deux jetées.

c) une darse à barcasses, longue de 180 m., large de 60 m., à l'intérieur de cet avant-port.

d) des quais (200 m.), des terre-pleins (10.000 mq.) et des magasins (2.130 mq.).

Fin 1921, tous ces travaux étaient sur le point d'être achevés.

Ainsi outillé, et avec ses onze barcasses, ses deux remorqueurs, ses trois grues, le port peut assurer un trafic journalier maximum de 750 tonnes. Mogador pourra très bien devenir le port du Haouz de Marrakech quand il existera des moyens de transport plus faciles à travers cette contrée.

Le port d'Agadir. — Agadir possède une rade bien abritée, en raison de la configuration même de la côte. Un port y était donc facilement réalisable. En avril 1917, la construction d'un petit port de quatre hectares fut confiée à la Direction des Travaux Publics. Une jetée de 450 m. de long, perpendiculaire à la côte, puis en retour sur l'Est, est en cours d'exécution ; elle est destinée à servir de protection contre les vents du sud-ouest, violents en hiver.

Ce petit port, une fois aménagé, pourra servir de base à la cons-

truction d'un plus grand port vers lequel descendront certainement les produits du Sous et les produits miniers des revers sud de l'Atlas.

Les ports méditerranéens. — Le Protectorat français du Maroc ne possède, sur la côte méditerranéenne, qu'une zone étroite s'étendant entre l'embouchure de la Moulouya et la frontière algéro-marocaine. Cette zone côtière n'a pas de port. Elle ne présente même aucun abri naturel. On sera donc obligé, si l'on veut éviter que le Nord du Maroc soit tributaire de la zone espagnole, de créer, comme on l'a fait à Casablanca, un port purement artificiel, par exemple à Saïdia.

L'Espagne dispose, en effet, sur l'Atlantique, de l'excellent port de Larache et sur la Méditerranée, des ports de Ceuta et de Melilla, qui pourraient attirer les produits du pays fasi. Elle détient, en outre, le très bon point du Cap de l'Eau, situé en face des Iles Zaffarines, favorable emplacement où un grand port pourrait être facilement créé, mais qui aurait le gros inconvénient d'être susceptible de drainer à notre détriment les régions de Fez, Taza et Oudjda.

Quant au port de Tanger, il est situé dans une zone internationale et se trouve séparé de la nôtre par la zone espagnole.

Ce court aperçu permet de ne pas insister plus longtemps sur la nécessité urgente d'un grand port au Maroc Oriental, faisant pendant au grand port du Maroc Occidental.

La Caisse Spéciale ; l'éclairage des côtes. — La Commission, chargée par le protectorat d'élaborer le programme spécial de travaux à exécuter dans les ports du Maroc, prévoit, en dehors de la construction et de l'amélioration des ports de la côte occidentale, l'édification de cinq grands phares et d'un certain nombre de petits feux. Ces phares devaient être construits à Casablanca, Mazagan, Cap Cantin, Cap Sim, Cap Ghir, et les travaux devaient en être payés par la taxe spéciale (Caisse Spéciale des Travaux Publics).

Qu'est-ce que la taxe spéciale ? C'est une surtaxe de 2 1/2 % *ad valorem*, perçue sur les importations à leur entrée par les ports. L'article 66, de l'Acte Général de la Conférence d'Algésiras de 1906, décidait la création d'un fonds spécial à affecter « aux dépenses et à l'exécution de travaux publics destinés au développement de la navigation et du commerce en général dans l'Empire Chérifien ».

Ce fonds devait être constitué par le produit d'une taxe spéciale s'élevant à 2 1/2 % *ad valorem* et perçue à titre temporaire, sur toutes les marchandises d'origine étrangère à leur entrée au Maroc, en même temps que les droits de douane. Le produit de cette taxe fut versé à la Caisse Spéciale des travaux publics.

Depuis l'établissement du Protectorat, le Maroc a été divisé en trois zones administratives (française, espagnole et tangéroise). Il en est résulté, en juillet 1917, l'autonomie financière pour chaque zone et la liquidation des comptes de la Caisse Spéciale à la date du 1^{er} juillet 1915, époque où le règlement de liquidation fut élaboré par une Commission réunie à Madrid pour tenir compte de la division de l'Empire marocain en trois zones administratives. L'excédent des recettes, constaté à cette date (1915), fut réparti entre les trois zones et, à partir de cette époque, les recettes encaissées dans les ports de chaque zone constituèrent un budget spécial affecté aux travaux de celle-ci.

En ce qui concerne la zone française, les ressources de la taxe spéciale ont été employées à l'amélioration des ports de Mazagan, Mogador, Medhya, Kénitra, Rabat, Salé et à la construction de phares sur la côte occidentale. La concession de ces ports a fait l'objet d'une garantie d'intérêts, qui sera perçue sur les fonds de la Caisse Spéciale. Les recettes de la taxe spéciale dans la zone française ont passé de 4.396.756 fr. en 1917, à 18.175.000 frs en 1921.

Mouvement général de la navigation. — Le tableau ci-dessous indique le nombre et le tonnage des navires entrés et sortis, par pavillons, dans les ports du Maroc, le cabotage non compris.

	Nombre :			Tonnage :		
	1913	1917	1921	1913	1917	1921
Français.....	1.384	1.790	3.061	1.543.478	1.727.734	2.849.456
Anglais.....	620	502	736	568.656	321.266	505.638
Allemands...	318	»	»	306.042	»	»
Espagnols...	736	682	1.476	522.894	300.676	272.288
Divers.....	712	194	1.798	454.646	189.270	889.210
Totaux....	3.768	3.168	7.071	3.397.716	2.538.946	4.516.592

Ces chiffres montrent l'influence de la grande guerre sur le mouvement de la navigation dans les ports marocains. Mais ils montrent aussi l'importance prise par la navigation française.

En ce qui concerne le tonnage de jauge nette des navires, à l'entrée et à la sortie des ports du Maroc, pour les années 1913 et 1921, il se montait à 3.397.716 tonnes et à 4.516.592 tonnes, qui se détaillaient comme suit :

	1913	1921
Casablanca, ...	1.560.508 tonnes	2.127.395 tonnes
Rabat.....	301.246 —	237.658 —
Kénitra.....	33.024 —	295.348 —
Fédalah.....	» —	189.190 —
Mazagan.....	575.890 —	842.446 —
Safi.....	410.418 —	601.778 —
Mogador.....	516.630 —	222.776 —

2. — *Les Transports maritimes et fluviaux.*

La marine marchande chérifienne. — Un dahir du 7 mars 1917 complété par le dahir du 31 mars 1919, a autorisé la création d'une flotte de commerce et de pêche battant pavillon marocain. Voici les principales lignes de ce dahir :

Tout bateau construit dans la zone française, ou ceux construits en dehors de la zone, mais qui auront payé certaines taxes, qui auront leur port d'attache dans cette zone, qui appartiendront à des nationaux français ou marocains, ou à des Sociétés formées pour les 3/4 soit d'associés, soit de capitaux français ou marocains, seront réputés marocains. La navigation commerciale comprend : le long cours, le grand cabotage, le cabotage marocain, le bornage (navigation de port à port par une embarcation de 25 tonneaux au plus) et la pêche. Les dahirs de 1917 et 1919 traitent encore des questions relatives aux droits de navigation, à la composition des équipages, à la navigation des marins français à bord des bâtiments chérifiens, aux quartiers maritimes. Ils concernent également la police à bord des bâtiments de commerce, l'hypothèque et la pêche maritimes.

Une école de pêche et de navigation a été créée à Mazagan au mois de mars 1918. Elle a pour but de fournir à la marine marchande chérifienne des matelots indigènes expérimentés. Des écoles analogues doivent être également instituées à Rabat et à Fédalah.

Les compagnies de navigation. — Les compagnies de navigation, frappées de l'essor commercial du Maroc et de l'afflux croissant des voyageurs, ont pris, depuis 1912, une importance considérable.

1° *Relations maritimes du Maroc avec l'extérieur.* — Les ports marocains sont réunis à ceux de l'Algérie et de la Tunisie par des services côtiers. Ils sont en relations avec la France par les ports de Marseille et de Bordeaux, métropole de nos colonies de l'Afrique Occidentale. Des paquebots très confortables, jaugeant de 4 à 5.000 tonnes, font le service entre Casablanca et Bordeaux, Casablanca et Marseille avec escale à Tanger. Les principales compagnies de navigation françaises qui assurent les relations maritimes du Maroc avec la France sont : la Compagnie Générale Transatlantique, la Compagnie de Navigation Paquet, la Société des Affrêteurs Réunis, la Compagnie des Chargeurs Marocains et la Société Mazella et C^{ie}.

La Compagnie Générale Transatlantique a son siège social, 6, rue Aubert à Paris. Ses bateaux font le service entre Bordeaux, Casablanca et Mazagan. La Compagnie de Navigation Paquet, dont le

siège social est à Marseille, place Sadi-Carnot, assure le Service entre Marseille, Casablanca et Mazagan. La Société des Affrêteurs Réunis, qui a son siège social à Paris, 11 bis, rue Scribe, assure, par Marseille, le service des passagers entre la France, le Maroc et le Sénégal. Des paquebots de première classe, de 4.600 et 4.700 tonnes, très confortables, relient tous les 20 jours, d'une façon rapide, Marseille à Tanger, Casablanca, Dakar et Dakar à Casablanca, Tanger, Marseille. Cette compagnie assure encore la ligne côtière de l'Afrique du Nord entre tous les ports tunisiens, algériens et marocains. La Compagnie Mazella, dont les petits vapeurs et les voiliers à moteurs entrent dans les ports en rivière, effectuent une navette constante entre Marseille, Oran et les ports de la côte marocaine. La Compagnie des Chargeurs Marocains a son siège social à Paris, 27, rue Mogador.

Une Compagnie de navigation marocaine, constituée en 1917, assure également les relations entre le Maroc et la France. Ses bateaux naviguent sous le pavillon marocain (rouge avec une étoile verte en forme d'anneau de Salomon). C'est la Compagnie Chérifienne de Navigation, dont le siège social est à Casablanca, avenue du Général Drude.

Enfin, des lignes étrangères, anglaises, espagnoles et hollandaises desservent aussi le Maroc. Ce sont, notamment : la Compagnie anglaise : Bland Line et la société espagnole, Correos de Africa, devenue Compañia franco-méditerranéa, etc. Ces compagnies possèdent des agences au Maroc et assurent des services assez réguliers avec l'Algérie, l'Espagne et les Canaries.

Ainsi donc, le Maroc n'est pas soumis au monopole du pavillon comme l'est l'Algérie. On sait que ce monopole réserve aux navires français le commerce entre la métropole et la colonie. Le Maroc se trouve, par suite, un peu à l'abri des grèves maritimes, dont on connaît les effets néfastes pour les avoir vus se produire en ce qui concerne l'Algérie.

2° *Par la voie maritime de Bordeaux.* — Les relations maritimes entre la France et le Maroc, par la voie de Bordeaux-Casablanca, sont assurées par les services confortables et rapides de la Compagnie Générale Transatlantique. De notre grand port du Sud-Ouest, la traversée pour Casablanca se fait en trois jours, avec escale à Lisbonne et correspondance avec le Sud-Express, par les excellents paquebots *Figuig* et *Martinique*. C'est la plus courte. Elle met ainsi le Maroc à 72 heures seulement de la France. Pendant la guerre, en raison des difficultés de la navigation, causées par la guerre sous-marine, la traversée était un peu plus longue par Bordeaux, comme

par Marseille ; par Bordeaux, elle se faisait en 4 jours environ. Ces grands paquebots des lignes transatlantiques, munis de la télégraphie sans fil, offrent des longueurs de 110 et 119 m., un déplacement de 6.700 tonnes et 7.410 tonnes, une puissance de 3.800 et 4.500 chevaux.

Cette ligne longe les côtes portugaises, dont on distingue très bien les hautes falaises surmontées souvent de sévères monastères. On aperçoit également très bien la ville de Lisbonne qui descend en gradins sur l'embouchure du Tage. Le voyage est des plus agréables.

Les départs de Bordeaux pour Casablanca et Mazagan sont fréquents. Ils ont lieu les 10, 20 et 30 de chaque mois, tous les samedis en été, et les départs de Casablanca pour Bordeaux ont lieu les mêmes jours. Les billets peuvent être demandés en France, à la Compagnie Générale Transatlantique, 6, rue Aubert, à Paris et à l'Agence générale de la compagnie, 15, Quai Louis XVIII à Bordeaux ; au Maroc, à l'Agence de la compagnie, représentée par la Banque Commerciale du Maroc, boulevard du IV^e Zouave à Casablanca. Les tarifs des passages entre Bordeaux et Casablanca, nourriture comprise, étaient les suivants en 1918 et en 1921 :

	en 1918	en 1921
Première classe.....	200 fr.	615 fr.
Deuxième classe.....	150 —	435 —
Troisième classe.....	100 —	285 —
Quatrième classe.....	» —	187 50

L'augmentation importante de ces tarifs provient du brusque renchérissement de la vie, qui succéda à la fin de la grande guerre, le 11 novembre 1918.

Il est délivré des billets d'aller et retour, valables trois mois, avec réduction de 10 %. Les billets aller et retour sont susceptibles d'une prolongation de trente jours, à deux reprises, moyennant 10 % du prix initial du billet pour chaque prolongation.

A ces prix, il faut ajouter la taxe sanitaire au Maroc, le coût de timbre de dimension et de quittance ; les frais d'embarquement ou de débarquement à Casablanca.

La Compagnie générale assure les relations entre les ports du Sud Marocain : Casablanca, Mazagan, Safi, Mogador.

Enfin, dans le but de faciliter les échanges entre les régions de l'ouest de la France et le Maroc, des services accélérés pour marchandises sont assurés par la Compagnie Transatlantique. Ils partent mensuellement d'Anvers, du Havre, de Rouen, de Nantes, et de Bordeaux pour Kénitra, Rabat, Casablanca et continuent sur Mazagan,

Safi et Mogador. Ces services commerciaux, touchant à Bordeaux, contribuent ainsi, avec les services rapides ci-dessus, à déverser sur le Maroc les produits de la région parisienne, du nord, du centre et de l'ouest de la France. Ils nous apportent, en retour, les richesses du Maroc.

Les relations entre le Maroc et la Métropole, déjà très commodés, ont été encore améliorées par la délivrance de billets directs combinés, établis au départ de Paris et de quelques villes du centre, par la Compagnie d'Orléans et la Compagnie Transatlantique. Il est, en effet, délivré des billets directs de certaines gares du réseau d'Orléans à Casablanca (Paris-Orsay, Orléans, Tours, Limoges, Gannat). Ces billets peuvent être demandés en France, aux gares précitées, à la Compagnie Transatlantique, et au Maroc, à la Compagnie Transatlantique ou à l'Agence de la Compagnie d'Orléans. Les bagages sont enregistrés directement de ces différentes gares pour Casablanca. En sens inverse, ils ne sont enregistrés de Casablanca que pour Bordeaux, en raison de la nécessité du dédouanement dans ce port ; mais, après cette dernière opération, la Compagnie Transatlantique se charge de l'enregistrement pour les gares précitées.

3° *Par la voie maritime de Marseille.* — Les relations maritimes entre la France et le Maroc, par la voie Marseille-Casablanca, sont assurées par les services rapides de la Compagnie de Navigation Paquet. La traversée s'effectue, en un peu plus de trois jours, par des paquebots de 7.600 tonneaux.

Les départs de Marseille pour Tanger, Casablanca et Mazagan, ont lieu les 5, 15 et 25 de chaque mois et les départs de Casablanca pour Tanger et Marseille ont lieu les mêmes jours, de sorte, qu'en principe, il part tous les cinq jours un bateau de France (Bordeaux-Marseille) pour le Maroc et réciproquement.

Les billets peuvent être demandés en France, à la Compagnie Paquet à Marseille, et au Maroc, aux Agences de la compagnie à Tanger et à Casablanca. Le tarif des passages entre Marseille et Casablanca, nourriture comprise, était le suivant en 1918 et en 1921 :

	en 1918	en 1921
Première classe.....	200 fr.	615 fr.
Deuxième classe.....	150 —	435 —
Troisième classe.....	100 —	285 —
Quatrième classe.....	55 —	187 50

Les billets d'aller et retour sont valables trois mois.

Des services commerciaux pour marchandises, assurés par la compagnie Paquet, partent plusieurs fois par mois de Marseille pour

Tanger, Casablanca, Mazagan, Safi et Mogador et, à des dates variables, pour Kénitra et Rabat.

Il est délivré des billets directs de toutes classes, simple et d'aller et retour, de Paris P. L. M. et Lyon, à Tanger et Casablanca et vice-versa.

4° *Par la voie maritime d'Algésiras.* — Non seulement, on peut aller au Maroc par Bordeaux et par Marseille; voies essentiellement maritimes, mais par Algésiras, voie à la fois terrestre et maritime : ce qui a rendu les communications entre la France et l'Empire chérifien de plus en plus commodes pour répondre à un mouvement toujours croissant de voyageurs et de marchandises. Les voyageurs, qui désirent réduire au minimum le trajet maritime, doivent emprunter cette voie internationale qui, par Bordeaux et Madrid, conduit à Algésiras, séparé seulement de la côte nord du Maroc par le détroit de Gibraltar.

La voie terrestre comporte la traversée de l'Espagne par la ligne Paris-Bordeaux-Irun-Madrid-Cordoue-Algésiras. Le trajet exige près de trois jours. Il est délivré des billets directs de Paris-Orsay à Algésiras ou vice-versa. La durée des billets simples est de 8 jours, celle des billets d'aller et retour est de 45 jours sans faculté de prolongation. Les bagages sont enregistrés directement de Paris-Orsay pour Algésiras ou vice-versa.

La voie maritime comporte la traversée entre Algésiras et Tanger, ou entre Algésiras et Casablanca par Tanger. D'Algésiras, chaque jour, un bateau à vapeur fait, en trois heures de traversée, le service de Tanger, point de départ du futur chemin de fer sur Fez et Rabat, et ville de grand avenir en raison de sa situation sur une grande route mondiale.

Une fois à Tanger, on peut reprendre la voie maritime en continuant par le paquebot de Marseille à Casablanca qui y fait escale ; la traversée est de douze heures environ. On peut aussi emprunter la voie terrestre et aller à Rabat en automobile, lorsque le service régulier par voitures publiques ou particulières fonctionne sans danger à travers la zone espagnole ; le trajet de Tanger à Rabat est de 256 km., la route passe par El Ksar, le pont du Loukkos, Arbaoua, Kénitra et Salé.

Les transports fluviaux. — Un service de transport existe sur l'oued Sébou, sur une longueur de 168 km., entre Kénitra et Mechra-bel-Ksiri. Il faut trois jours à la montée et deux jours à la descente. Les transports qui, autrefois, étaient effectués, pour le compte du corps d'occupation, par la Compagnie des Transports Maritimes sur le Sébou et la Société Lyonnaise d'Etudes au Maroc, ont pu être exécutés pour le compte des particuliers.

Le prix de transport est de un franc la tonne et par km. parcouru. C'est le mode le moins coûteux entre Mechra-bel-Ksiri et Kénitra.

§ 3. — *Les Transports aériens*

La ligne Toulouse-Tanger-Rabat-Casablanca. — Le Maroc n'est pas seulement réuni à la Métropole par les voies maritimes de Bordeaux, Marseille et Algésiras. Il est en relations avec la France par la voie aérienne. Les lignes aériennes de la Compagnie de Navigation Latécoère, 1, route de Revel, à Toulouse, assurent le service des passagers et le service postal entre la France et le Maroc, en vertu d'un contrat passé avec l'Etat, le 11 juillet 1919 et modifié par un avenant du 14 octobre 1920.

Le concessionnaire reçoit une subvention kilométrique de 9 fr. 75, une demi-tonne étant réservée à chaque voyage pour l'Etat. Il est, en outre, astreint à un minimum de huit voyages par mois ; en réalité il en effectue beaucoup plus. En mars 1922, par exemple, il en a effectué 23 dans le sens Toulouse-Casablanca et autant dans le sens inverse, soit au total 85.000 km., sans aucun incident, avec un transport de 68 passagers et de 76.000 lettres ; en décembre 1922, il en a effectué beaucoup plus, 30 dans chaque sens, soit 110.700 km., avec un transport de 204.000 lettres.

La compagnie de navigation aérienne Latécoère assure le trafic France-Maroc, entre Toulouse et Casablanca, avec escale à Tanger et à Rabat. Ses avions survolent la côte orientale espagnole et la côte occidentale marocaine, par Perpignan, Barcelone, Valence, Alicante, Malaga, Gibraltar, Tanger, Larache et Rabat. Le parcours total de la ligne est de 1.845 km.

Jusqu'au 1^{er} mars 1922, la traversée aérienne s'accomplissait en deux journées : l'une comprenait le parcours Toulouse-Alicante, avec escale à Barcelone ; l'autre, celui d'Alicante-Casablanca, avec escale à Malaga. Sur le désir exprimé par le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Aéronautique et des transports aériens, M. Laurent Eynac, le service postal aérien est aujourd'hui assuré en une journée. La durée de la traversée en avion est d'environ douze heures de vol. C'est ainsi que le courrier et les passagers, ayant quitté Toulouse à 6 heures du matin, sont rendus à destination à Casablanca, à 18 h. 30. Cet effort est d'autant plus remarquable que la ligne est très difficile ; en Espagne, en effet, les terrains d'atterrissage sont assez rares et les avions doivent faire preuve à la fois de sécurité, de vitesse et de robustesse.

Les départs de Toulouse avaient lieu tous les mardis, mercredis, vendredis et dimanches ; mais, en raison de l'augmentation considérable du trafic postal aérien, le service a été rendu quotidien à partir du 1^{er} septembre 1922. Le prix des billets de passage, pour le voyage de Toulouse à Casablanca ou inversement, s'élève à 840 francs par personne ; le voyage aller et retour coûte 1.435 francs. Aller au Maroc par aérobuis revient plus cher que par bateau, mais la traversée s'effectue en six fois moins de temps.

Depuis l'ouverture de l'exploitation, plus de 2.000.000 de km. ont été parcourus, plus de 2.000.000 de lettres ont été transportés.

La ligne a donné les résultats suivants en 1920 : trafic : 174.081 frs ; subventions : 3.157.700 frs ; dépense : 5.811.506 frs ; kilomètres exploités : 1.845 km. ; kilomètres parcourus primés : 386.049 km. ; vols effectués : 923 ; passagers payants : 126 ; sommes encaissées des passagers payants : 135.950 fr. ; passagers non payants : 97 ; colis transportés : 9.948 kg. ; sommes encaissées pour les colis transportés : 38.131 frs ; postes : 3.418 kg ; sommes encaissées pour les postes : 107.331 frs ; pilotes : 15, avions : 58.

La ligne Casablanca-Dakar. — D'accord avec le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Aéronautique, le Directeur des services aériens du Maroc, M. Latécoère, a décidé la prolongation jusqu'au Sénégal de la ligne aérienne France-Espagne-Maroc. Le premier tronçon de la ligne Casablanca-Dakar a été inauguré, sur l'aérodrome de Casablanca, le 6 avril 1922, par le Président de la République, M. Alexandre Millerand, au cours de son voyage en Afrique du Nord. Cette nouvelle ligne aérienne fonctionne aujourd'hui normalement jusqu'à Mogador.

La ligne Gabès-Agadir. — Le programme aérien du Sous-Secrétaire d'Etat de l'Aéronautique, exposé dans le rapport n° 3.148 fait, en 1922, au nom de la Commission des finances de la Chambre, par M. Bouiloux-Lafont, député, comprend deux routes nationales africaines : la route côtière Gabès-Agadir et la route de pénétration Alger-Biskra-Tougourt. L'Etat assumera, pour ces routes, la construction et l'aménagement des aéro-gares et aéroports, la signalisation et le service de télégraphie sans-fil. La route côtière Gabès-Agadir passera par Sfax-Tunis-Alger-Oran-Oudjda-Fez-Casablanca.

Par ce programme intéressant, on voit que, s'il est un concurrent encore peu dangereux pour le chemin de fer, l'avion retrouve sa supériorité dans les domaines maritime et colonial. Le rapport de M. Bouiloux-Lafont dit à ce sujet : « La situation de l'avion en concurrence avec une ligne maritime est absolument différente. Ici, le transport

aérien l'emporte immédiatement. Dans l'état actuel des vitesses, le navire aérien bat quatre fois le meilleur bateau... Le gain est grand et peut assurer à l'entrepreneur de transport aérien maritime une clientèle nombreuse. C'est ce qui explique le succès... de la ligne Toulouse-Casablanca, sur laquelle le voyageur gagne deux jours, et le succès de la ligne Paris-Londres. »

Signalons à ce sujet le raid d'un lieutenant-aviateur qui, le 6 juin 1922, a fait, sans escale, Tunis-Paris en douze heures, soit 1.700 km., dont 800 au-dessus de la mer ; renouvelant ainsi l'exploit de la traversée de la Méditerranée sans escale, accompli par Roland Garros, en 1913, et par un lieutenant-aviateur en 1919.

La ligne Gabès-Agadir fonctionne actuellement entre Casablanca et Oran. Cette nouvelle ligne fonctionne, en passant par Rabat et Fez, depuis le 1^{er} octobre 1922 ; elle assure le trafic de la poste aérienne, des passagers et des messageries. Elle permet de franchir, en six heures, vol et escales compris, les 755 km. qui séparent Casablanca d'Oran, réunissant ainsi la grande métropole marocaine à la capitale de l'Oranie. Elle a transporté, dans le seul mois de février 1923, 14.060 lettres pesant 492 kilos.

§ 4. — *Les routes du Maroc*

Importance du réseau routier marocain. — Avant l'établissement du Protectorat, il n'y avait au Maroc que des pistes, c'est-à-dire des routes non-empierreées. Il était indispensable de construire des routes le plus vite possible dans le but, non seulement de faciliter la pacification du pays, mais encore d'activer le développement économique des riches contrées marocaines. La création d'un réseau routier était, en effet, une question urgente et vitale pour le Maroc, pays essentiellement agricole et sans débouchés vers la mer. Les routes constituaient ainsi le premier gros effort à exécuter en matière de travaux publics. L'effort, d'ailleurs, paraissait immense : rien que de mauvaises pistes et aucun pont sur les oueds que les caravanes franchissaient à gué.

L'administration du Protectorat continua les améliorations commencées depuis l'occupation française par l'autorité militaire : pistes empierreées, ponts en bois, jetés sur les rivières, déclivités corrigées. Les pistes primitives, encore utilisées par les convois de chameaux pour les transports de marchandises, furent progressivement remplacées, bien que parfois praticables aux autos, par de bonnes routes. Tout un réseau fut prévu : il comprenait, avant la guerre, 1.140 km. de routes et était ainsi constitué : une grande route côtière allant de

Mogador à Arbaoua ; trois routes intérieures sur Marrakech et venant de Casablanca, Mazagan et Mogador ; deux routes sur Fez, venant de Kénitra et d'Arbaoua.

Le programme routier comporte aujourd'hui une longueur totale de 4.143 km., dont 3.176 km. de routes principales et 976 km. de routes secondaires. Actuellement près de 4.000 km. sont achevés, dont environ 3.000 km. de routes principales et près de 900 km. de routes secondaires ; les principales villes et les ports du Maroc se trouvent reliés. Les travaux en sont payés sur les fonds des emprunts de 1914 et de 1916. Seule, la route de Rabat à Tanger sera payée par les reliquats communs aux trois zones française, espagnole et tangéroise qu'elle traverse, et provenant de la taxe de 2 1/2 % qui constitue les fonds de la Caisse Spéciale des travaux publics.

Le système routier marocain a pour but de relier les ports entre eux, de donner un accès vers la côte aux grands centres de l'intérieur et de faire communiquer le Maroc Occidental avec le Maroc Oriental et l'Algérie-Tunisie. Marrakech est ainsi reliée à la fois à Casablanca, Mazagan, Safi et Mogador. De Casablanca, une grande voie de pénétration va déjà jusqu'à Kasbah Tadla ; ce grand port de l'ouest marocain est, d'autre part, relié à Rabat, Kénitra, Meknès et Fez. Une grande route côtière relie Arbaoua, Kénitra, Rabat, Casablanca, Mazagan, Safi, Mogador et Agadir. Depuis l'achèvement de la jonction Fez-Taza, Oudjda est complètement rattachée au Maroc Occidental. On travaille à terminer les routes reliant Fez et Rabat à Tanger. Enfin, la route de l'Atlas, Meknès-Bou Denib est en construction.

Ces routes sont de belles dimensions. Elles mesurent huit mètres de plate-forme et quatre mètres de chaussée. Sur toutes ces routes, voitures de tourisme, autobus, camions, charrettes, circulent largement. Des services publics quotidiens, par automobile ou autobus pour voyageurs relient notamment Casablanca à Rabat, à Mazagan, à Marrakech et à Fez.

Un témoignage du confort de ce réseau routier marocain et, en même temps, du développement de l'automobile au Maroc a été l'organisation, par la Compagnie Générale Transatlantique (30, boulevard des Capucines, à Paris), des auto-circuits Nord-Africains : Marseille, Alger, Oran, Oudjda, Taza, Fez, Meknès, Rabat, Casablanca, Marrakech, Bordeaux ou vice-versa ; 3.950 frs tout compris : paquebots, 1.700 km. en auto, hôtels transatlantiques, etc...

Ainsi donc, la circulation est très intense sur les routes du Maroc :

transports des voyageurs par automobiles privées ou publiques, surtout là où le rail n'a pas encore été posé ; transports des marchandises par camions automobiles, charrettes, arabas (grandes charrettes espagnoles trainées par cinq ou six mulets), mulets, caravanes de chameaux.

On constate, pour tous ces moyens de transports, une tendance générale à la baisse. Elle est due : a) à la concurrence du chemin de fer ; b) à la création des routes qui facilitent les transports et remplacent les anciennes pistes impraticables pendant la mauvaise saison, surtout dans la région des Tirs ; c) à la sécurité des routes, qui suppriment les risques d'attaques des convois.

Les routes du Maroc en 1923. — Au premier avril 1923, les routes principales, achevées ou en construction, étaient les suivantes :

1° Une grande route côtière, d'une longueur de 780 km., relie Taroudant, Agadir, Mogador, Safi, Mazagan, Casablanca, Rabat, Kénitra, Poste du Sébou et Souk el Arba du Gharb. Cette route, qui se continue jusqu'à Ouezzan (58 km.), rejoint celle de Tanger à Fez à Souk el Arba du Gharb. La grande route côtière se prolonge ainsi de Souk el Arba jusqu'à Tanger (133 km.). La section en zone française de Souk el Arba à la frontière espagnole (oued Loukkos) mesure 33 km. et la section Rabat-Tanger couvre 256 km.

2° Plusieurs routes relient Marrakech et le Haouz :

à Mogador (185 km.), au pied du Grand-Atlas ; à Safi (152 km.) ; à Mazagan (195 km. 6) à travers le riche pays des Doukkala, par Sidi Ben Nour ; à Casablanca (241 km. 6), par Sidi Bou Othman, Ben Guérir, Mechra Ben Abou, Settat, Ber Rechid, Médiouna, à travers les pays Rehamna et Chaouïa ; à Meknès (370 km.), par Kasbah-Tadla, Kénitra, Azrou, El Hajeb, celle-ci est en construction.

3° Le Tadla et le Moyen-Atlas sont reliés à la capitale économique du Maroc par la route qui, de Kasbah Tadla, conduit à Casablanca par Boujad, Oued Zem, Kasbah Ben Ahmed, Ber Rechid, Médiouna (198 km.).

4° Fez et le couloir de Taza sont reliés à la côte, à travers le pays des Béni Ahsen. La route de Fez à Kénitra (165 km.) passe par le col de Zegotta, Petitjean et Sidi Yahia.

Fez est également reliée à Tanger (271 km.) par une route qui passe par Arbaoua, Souk el Arba du Gharb, Mechra bel Ksiri et rejoint à Petitjean la route de Kénitra-Fez ; cette route Fez-Tanger mesure en zone française, 171 km.

Fez est enfin reliée à la petite ville de Sefrou (28 km.).

5° Meknès est rattachée à Kénitra par une route qui va rejoindre la route Kénitra-Fez, à 18 km. de Petitjean. La distance de Meknès à Kénitra par cette route est de 129 km.

Meknès est reliée à Bou Denib et Colomb-Béchar par une route actuellement en construction, elle franchira le Moyen-Atlas et le Grand-Atlas et s'appelle « la Route Impériale du Tafilelt ». Elle passe par El Hajeb, Ito, Azrou, Timhadit, Itzer, Midelt, Rich, Gourrama, Bou Denib et Bou Anan. Elle est terminée entre Meknès, Timhadit (2.000 m. d'alt.) et le Tizin'Tarseft, soit 125 km. Elle achèvera le rattachement du Maroc Oriental au Maroc Occidental.

6° Oudjda et le Maroc Oriental sont rattachés au Maroc Occidental par la grande artère transversale Rabat-Oudjda. C'est la grande route impériale, le Trik-ès-Soltan, qui, de tout temps, unit l'Orient à l'Occident et servit de chemin aux invasions romaines ou arabes. La route de Rabat à la frontière algéro-marocaine mesure une longueur de 560 km. environ. Elle passe par Monod, Tiflet, Khremisset, Bataille, Meknès, Dar Debibagh, Fez, Aïn Sbit, Matmata, Taza, Mçoun, Safsafat, Guercif, Taourirt, El Aioun, Oudjda ; elle se continue ensuite en territoire algérien vers Lalla Marnia, Tlemcen, Oran, Alger et Tunis.

Une route se détache de cette grande artère à Ceflet et remonte la Moulouya, par Mahiridja, Aïn Guettara, jusqu'à Outat el Hadj (122 km.), en attendant d'atteindre Kasbah el Maghzen. Cette route de la Moulouya sera un jour reliée à celle de Meknès-Bou Denib.

Une autre route se détache de cette artère transversale Oudjda-Rabat, à Oudjda et se dirige sur Berguent (80 km.). Elle est prolongée jusqu'à Figuig par une bonne piste de 300 km.

Des routes secondaires, destinées à servir d'affluents aux routes principales et à drainer vers les ports les produits des contrées riches et suffisamment pacifiées, parcourent et desservent les régions agricoles de la Chaouïa, des Zaër et de l'Amalat d'Oudjda.

Le Maroc est sillonné par de nombreux oueds ; ils n'ont certainement pas beaucoup d'eau, mais il faut cependant en franchir le lit. Poussé par le besoin, le Protectorat a dû se contenter de construire des ponts en charpente de bois. Il en a été ainsi pour le pont de l'oued Nfifikh que traversaient la route et la voie ferrée de Casablanca à Rabat ; il mesurait 180 m. de longueur. Beaucoup d'autres rivières de la côte étaient franchies pareillement.

Ces ponts en bois semblent tellement délicats, ils offrent l'apparence d'une telle miniature au voyageur, surpris et étonné de voir la route courir sur la voie, l'automobile rouler entre les rails, qu'il est obligé de se

demander si c'est bien au Maroc qu'il se trouve, si ce n'est pas plutôt à Luna Park ou Magic City. Il est d'ailleurs bien vite rappelé à la réalité : le bled immense et silencieux court devant lui, avec ses nombreux palmiers nains et ses touffes de buissons, à travers lesquels pâturent de grands troupeaux de porcs noirs et blancs.

Au Maroc Oriental, un pont en bois traverse la Moulouya sur une largeur de 130 m. D'autres ponts analogues franchissent encore les cours d'eaux de cette région ; deux d'entre-eux mesurent 50 et 16 mètres de hauteur.

L'Oum er Rébia est franchi par un pont suspendu, à Mechra ben Abbou. Ce pont, sur lequel passe la route de Casablanca à Marrakech, mesure 100 m. de longueur. Les oueds Tensift et Ksob sont traversés par de beaux viaducs.

La route de Casablanca à Rabat, passe sur les oueds Nfikh et Melah par deux ponts en maçonnerie et par deux ponts métalliques sur les oueds Cherrat et Yquem, achevés depuis 1922. Un grand pont sur le Sébou, pour la route de Rabat à Tanger, est en construction. La route de Rabat à Oudjda passe sur l'oued Bou Regreg par un pont en ciment armé ; sur les oueds Beth et Sebou, près de Fez, par deux ponts en pierre. La voie ferrée passe également sur le pont du Bou Regreg ; il était temps de ne plus emprunter ce moyen préhistorique qui traversait le fleuve si lentement et que l'on nomme le bac à vapeur. L'existence (août 1919) de ce pont en ciment armé, construit légèrement en amont de Rabat et de Salé, dans le coude du Bou Regreg, a supprimé la coupure qui existait, du fait du Bou Regreg, entre le nord et le sud du Maroc ; elle a facilité les relations constantes et importantes existant entre les deux cités de Rabat-Salé ; elle a surtout facilité grandement les transports rapides, indispensables au développement économique du pays.

§ 5. — *Les chemins de fer du Maroc.*

Le chemin de fer de Tanger à Fez. — Comme suite au traité franco-allemand du 4 novembre 1911, la première ligne de chemin de fer qui pourrait être construite au Maroc devait être celle de Tanger à Fez et cela, parce que, le Tanger-Fez traversant les trois zones du Maroc, intéresserait toutes les nations. C'était du moins la raison qu'invoquait M. de Kiderlen-Waechter, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères d'Allemagne, dans la lettre annexe à l'accord marocain du 4 novembre qu'il adressait à M. Jules Cambon, Ambassadeur de France à Berlin. Le Gouvernement allemand, écrivait-il, « compte également que la mise en adjudication du chemin de fer de Tanger à Fez, qui intéresse toutes

les nations, ne sera primée par la mise en adjudication des travaux d'aucun autre chemin de fer marocain » (§ 4 de la lettre annexe).

Là-dessus, la France et l'Espagne se mirent d'accord pour l'exécution en commun de ce chemin de fer. Un protocole, annexe au traité franco-espagnol du 27 novembre 1912, détermina les conditions de construction et d'exploitation du Tanger-Fez.

Les deux Puissances accordèrent la concession, le 18 mars 1914, à la « Compagnie Générale du Maroc » et à la « Compagnie Générale Espagnole d'Afrique ». Ces deux Sociétés constituèrent la « Compagnie Franco-Espagnole du Chemin de fer de Tanger à Fez ». Cette compagnie a son siège social à Meknès ; elle est au capital de 15.000.000 de francs, divisé en 30.000 actions de 500 francs, dont 18.000 françaises et 12.000 espagnoles ; le taux d'intérêt a été porté, par la convention du 3 février 1916, de 5 % à 6 %. La guerre n'a pas interrompu le travail d'études sur le terrain, qui avait été entrepris par la section française.

Le Tanger-Fez aura 310 km. de longueur totale, dont 203 en zone française. Il passera à El Ksar, Souk el Arba, franchira le Sébou à Mechra Bel Ksiri, prendra à Petitjean la vallée de l'oued Rdom, qu'il remontera jusqu'à Meknès, pour aboutir ensuite à Fez. La voie aura 1 m. 44 de largeur, mesure normale française. Elle est en cours de construction. Quel est actuellement l'état des travaux (1^{er} mai 1923) ? Le Tanger-Fez traverse trois zones : tangéroise, espagnole et française.

Les travaux de la zone tangéroise sont très activement poussés ; on peut en prévoir l'achèvement pour la fin de l'année 1923. En zone française les travaux sont encore plus avancés ; les lignes de Rabat-Salé et Fez à Petitjean ont été livrées à la circulation en avril 1923. En zone espagnole, un des trois lots n'est pas encore adjugé mais il le sera prochainement ; sur les deux autres lots les travaux se poursuivent d'une façon très satisfaisante et il n'y a pas de raison de supposer que les Espagnols retarderont les travaux sur les sections des deux zones qu'ils ont mission de relier.

Les chemins de fer militaires. — 1^o *Leur ouverture au trafic privé.* — En présence des conventions internationales de l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911, la ligne de Tanger à Fez ne pouvait être primée par aucune autre. Mais, si la France se voyait enlever le droit de construire aucune voie commerciale avant le Tanger-Fez, la construction de voies ferrées stratégiques ne lui était pas interdite. C'était d'ailleurs tout ce que la France pouvait faire pour commencer. Elle

ne pouvait entreprendre la construction de grandes voies ferrées définitives, dans un pays qu'elle n'occupait qu'en partie. Il fallait, de toute manière, débiter par des chemins de fer militaires provisoires, qui se dirigeraient au gré de la pacification. Ainsi, en même temps que la route, le chemin de fer apparut au Maroc. Peu à peu, le pays se couvrit de voies ferrées à 0 m. 60 ; elles atteignent au 1^{er} janvier 1923 1.630 km. de longueur.

Au nord, la ligne atteint Fez et Ouezzan. Au sud, une autre file sur Marrakech et sur le Tadla. A l'est, la ligne réunit Oudjda à Taza et à Fez ; une autre remonte la vallée de la haute Moulouya.

Ces chemins de fer n'étaient, il est vrai, que des chemins de fer militaires à voie étroite et réservés aux besoins des troupes du Maroc. Mais ils ont été fort heureusement ouverts, après la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France, au trafic privé des voyageurs et des marchandises. Dès janvier 1915, ils étaient ouverts au public pour une partie de leur capacité de transport ; en mars 1916, un arrêté du 27 mit les réseaux ferrés du Maroc à la disposition du trafic public : voyageurs, bagages et marchandises. Un service d'exploitation complet fut créé pour les voyageurs et le commerce.

L'exploitation commerciale de ces chemins de fer à voie étroite a rendu et rend encore les plus appréciables services pour le développement du pays. En 1920, les résultats de l'exploitation commerciale furent les suivants :

Recettes totales : 30.000.000 de francs ;

Nombre total des voyageurs : 56.659.410 voyageurs kilométriques ;

Nombre de tonnes de marchandises transportées : 12.341.233 tonnes kilométriques.

2° *Lignes en exploitation et en construction.* — Les chemins de fer militaires du Maroc étaient divisés avant 1921 en deux réseaux, le réseau oriental et le réseau occidental.

L'ancien réseau oriental comprend deux lignes :

a) l'Oudjda-Fez. — Le Réseau oriental commençait à Oudjda, qui est reliée à l'Algérie par le réseau à voie normale de l'Ouest-Algérien. Une ligne part d'Oudjda et aboutit à Fez depuis juillet 1921. Elle dessert Taourirt, Guercif, Mçoun et Taza. Sa longueur est de 400 km. Cette voie ferrée a été terminée et inaugurée le 31 juillet 1921, à Taza, par le Maréchal Lyautey, accompagné du Grand Vizir El Mokri ; elle assure la liaison définitive entre les deux Maroc, entre l'Algérie et le Maroc Occidental, en un mot, entre les trois colonies sœurs de l'Afrique du Nord.

b) le Ceflet-Ksabi. — Une autre ligne s'embranche sur la précédente, non loin de Guercif, à Ceflet, et remonte la rive droite de la Moulouya jusqu'à Misour par Mahiridja, Aïn Guettara et Outat el Hadj, après un parcours de 170 km. Cette ligne, entreprise en avril 1918, construite en pays difficile et incomplètement soumis, permet d'assurer le ravitaillement des troupes encerclant le massif des Bêni Ouaraïn, la pénétration vers le Tafilelt et le ravitaillement des régions de la Haute-Moulouya et de Bou Denib. Elle assure des communications praticables en toutes saisons pour tous nos postes de la Haute-Moulouya, qui ne seront plus désormais réduits à la communication précaire à travers le Moyen-Atlas. Elle est aujourd'hui en construction jusqu'à Ksabi (Kasbah el Maghzen), à 60 km. au-delà de Misour.

Le réseau occidental comprenait deux groupes de lignes, le groupe nord : Rabat-Fez, Meknès-Khénifra, Kénitra-Ouezzan ; et le groupe sud, Rabat-Tadla et Ber Rechid-Marrakech.

a) le Rabat-Fez. — Dans le Maroc Occidental, une ligne part de Rabat vers le nord. Elle aboutit à Fez, (année 1915), après avoir desservi Salé, Kénitra Dar bel Hamri et Meknès. Sa longueur est de 250 km.

L'automotrice, ou « draisine » (35 km. à l'heure), munie d'un wagonnet, le tout portant une vingtaine de personnes, quitte Salé à 6 heures du matin et arrive à Fez à 5 heures du soir.

b) le Meknès-Khénifra. — Dans le nord il existe une autre ligne, toute récente, qui se dirige de Meknès vers Khénifra ; elle est achevée jusqu'à Aïn Leuh (60 km.). Embranchement du Salé-Fez, elle a pour but de desservir les postes militaires du Moyen-Atlas, d'aider à la pacification de ces régions montagneuses et d'en drainer les produits, notamment les bois des forêts de cèdres d'Azrou et d'Aïn Leuh.

c) le Kénitra-Ouezzan. — Une autre ligne, s'embranche à Kénitra sur celle de Rabat à Fez vers Ouezzan, en passant par Mechra bel Ksiri, où elle rejoint la ligne de Tanger à Fez. Cette ligne (140 km.) draine vers Kénitra les produits de la région si fertile du Gharb.

d) le Rabat-Tadla. — Vers le sud, une ligne conduit de Rabat au Tadla, dont elle est le débouché. Elle dessert Casablanca, Ber Rechid, Ben Ahmed, Oued Zem, Boujad et aboutit à Kasbah Tadla (330 km.). Les principales stations desservies entre Rabat et Casablanca (93 km.), sont Temara, Bou Znika et Fedalah.

e) le Casablanca-Marrakech. — Sur la ligne Rabat-Tadla s'embranche une autre ligne, à Ber Rechid. Elle a pour but de relier Casablanca au Haouz, par Ber Rechid, Bou Laouane, Dar Caïd Tounsi, Ben

Guérir, Sidi Bou Othman et Marrakech, qu'elle a atteint le 1^{er} juillet 1920 (281 km.).

Les chemins de fer commerciaux. — 1° *Réseau à voie normale.* — Les chemins de fer militaires à voie étroite, bien que livrés au trafic des voyageurs et des marchandises, ne pouvaient suffire au trafic futur. Un réseau à voie normale était indispensable.

En vue de l'exécution et de l'exploitation de ce réseau, une convention fut passée le 13 janvier 1917 par le Gouvernement du Protectorat avec un Consortium constitué par la Compagnie Générale du Maroc, la Compagnie du chemin de fer P. L. M., la Compagnie Marocaine. Ce projet de contrat de concession fut définitivement conclu le 29 juin 1920 et sanctionné par une loi française du 21 août 1920. Il avait pour but de céder à ce Consortium la construction et l'exploitation d'un réseau ferré à voie normale de 1 m. 44. Le Protectorat renonçait donc au mode d'exploitation par régie ou affermage ; mais des conditions étaient prévues pour le rachat éventuel.

Le tracé de ce réseau ferré à voie normale fut élaboré en tenant compte des intérêts politiques, administratifs, économiques et militaires du Maroc. Il fut tracé de telle sorte que les quatres grandes capitales de l'Empire : Fez, Meknès, Rabat et Marrakech fussent réunies entre-elles et à la capitale économique du Maroc. Il fut tracé de telle sorte qu'un type unique de voie courût de Tunis, par Constantine, Alger, Oran et Tlemcen, jusqu'à Marrakech. Il fut, enfin, tracé de telle sorte que les régions éloignées de la mer, celles de Fez et de Marrakech, puissent y aboutir rapidement et à bon compte.

2° *Lignes à construire.* — Le réseau à voie normale comprendra les lignes suivantes, d'une longueur de 1.000 km. environ. Il atteindra même 1.200 km. si l'on ajoute la partie française de la ligne de Tanger à Fez.

a) Ligne de Kénitra à Petitjean (85 km.), se raccordant en ce dernier point avec le Tanger-Fez. Cette ligne reliera, par Sidi Yahia et Sidi Slimane, Casablanca et Rabat, à Meknès, Fez, Taza et Oudjda. Elle est destinée à diriger sur le port de Kénitra le trafic des régions de Fez-Meknès et celui de la plaine du Sébou, trafic qui serait, autrement, dirigé sur le port de Larache, excellent, mais situé en zone espagnole. Au lieu de projeter une ligne de Kénitra à Petitjean pour assurer les communications entre Casablanca et l'Algérie, on aurait pu envisager la construction d'une ligne plus courte, par Rabat, Tiflet, Khremisset et Meknès, où elle serait venue rejoindre le Tanger-Fez. On n'en a pas vu l'utilité, la région à traverser n'étant appelée qu'à un faible

développement et Rabat ne pouvant jamais devenir un grand port marchand.

b) Ligne de Casablanca à Kénitra (145 km.). — Cette ligne passera par Fedalah, Bou Znika, Rabat et Salé. Elle reliera Casablanca et Rabat à Meknès, Fez et Oudjda, par les lignes de Kénitra à Petitjean, de Tanger à Fez et de Fez à Oudjda.

c) Ligne de Kénitra à Souk el Arba du Gharb (80 km.). — Cette ligne remontera vers le nord, à peu près parallèlement à la côte et au Sebou, pour rejoindre, à Souk el Arba, celle de Tanger à Fez. Elle drainera vers Kénitra les produits de la région si fertile du Gharb et reliera directement Tanger à Rabat et Casablanca.

d) Ligne de Casablanca à Marrakech (240 km.). — Le tracé adopté pour cette ligne est celui qui fait passer la voie ferrée par la vallée de l'oued Bou Skoura, Ber Réchid, Settât, Mechra ben Abbou sur l'Oum er Rébia, Ben Guérir et Sidi Bou Othman.

e) Ligne de Settât à El Boroudj (120 km.). — A la ligne Casablanca-Marrakech, aboutira l'embranchement desservant les riches gisements de phosphates, qui s'étendent entre les régions d'Oued Zem et d'El Boroudj.

f) Ligne de Fez à l'Oranie (320 km.). — Cette ligne, qui passera par Taza, Guercif, Taourirt, El Afoun et Oudjda, offrira une très grande utilité, puisqu'elle assurera les communications par voie de terre entre le Maroc occidental, le Maroc oriental, l'Algérie et la Tunisie. Elle complètera la grande artère transversale qui permettra d'aller de Marrakech à Tunis, par Casablanca, Rabat, Kénitra, Petitjean, Meknès, Fez, Taza, Oudjda, Oran, Alger et Constantine.

Ce réseau pourra être utilement complété par les lignes Marrakech-Safi et Casablanca-Mazagan-Safi.

Les études et les travaux de ces différentes lignes de chemin de fer, dont le programme avait été établi en 1914, ont été activement poursuivis malgré les difficultés de la guerre. Ils sont actuellement en cours d'exécution entre Fez, Meknès, Petitjean, Kénitra, Rabat, Casablanca, Settât, en sorte que, d'ici à quelques mois, les trains circuleront sur cette portion du réseau. (La partie Rabat, Kénitra, Petitjean, Meknès, Fez a été inaugurée le 5 avril 1923).

§ 6. — *Les Postes, Télégraphes, Téléphones au Maroc*

La réorganisation du service postal. — Outre les bureaux de postes chérifiens, non reconnus par l'Union Postale Universelle, il existait au Maroc, avant le Protectorat, quelques postes européennes dont le trafic était confié à la Chancellerie de leurs Consulats. La poste française

fut créée en 1860. Ses bureaux se trouvaient à Tétouan, Tanger, Larache, El Ksar, Arzila. L'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne, avaient des bureaux à Rabat, Casablanca, Mazagan, Safi, Mogador. L'Allemagne en avait encore à Meknès et à Marrakech. L'Angleterre en avait également un à Meknès.

Depuis l'établissement du Protectorat, les services postaux chérifiens et français furent fusionnés. La réforme, commencée le 1^{er} octobre 1913, fut achevée par le décret du 13 mai 1915, qui confia l'administration des services au Gouvernement marocain. Les anciennes postes chérifiennes et françaises constituèrent l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones marocains.

Avec la déclaration de guerre, la poste allemande disparut. Puis, après un accord avec l'Espagne et la France, les bureaux espagnols, en zone française et les bureaux français, en zone espagnole, furent supprimés le 1^{er} août 1915. La poste anglaise subsiste seule. Enfin, en 1916, l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones marocains fut transformé en Direction de l'Office des P. T. T.

Le service postal, télégraphique et téléphonique. — 1^o *Le courrier postal.* — L'Office postal compte près de 70 bureaux de postes à l'intérieur du Maroc. L'Office des Postes a créé le mandat au porteur, procédé très pratique qui n'existe pas en France. Il a fait appel, pour le fonctionnement du service, aux fonctionnaires métropolitains ou algéro-tunisiens ; il s'est également adressé et le plus possible à l'élément indigène, à l'élément local ; dans les petits endroits où il n'a pu entretenir des agents du service postal, il a utilisé les agents des autres administrations tel que les instituteurs ou les douaniers.

A l'intérieur du Maroc, il a assuré le transport du courrier au moyen d'automobiles ou en utilisant les automotrices, les chemins de fer militaires et les rekkas à cheval ou à pied.

A l'extérieur du Maroc et avec la France, il a assuré les communications postales par quatre voies :

a) la voie maritime Bordeaux-Casablanca (Compagnie Générale Transatlantique).

b) la voie maritime Marseille-Casablanca (Compagnie Paquet).

c) la voie mixte Espagne-Tanger-Casablanca.

d) la voie aérienne France-Espagne-Maroc (Compagnie Latécoère).

Les lettres envoyées au Maroc par avion subissent une surtaxe postale de 0 fr. 75. Les colis de 1 kilog, payent 4 fr. 50 pour Rabat, et 5 frs. pour Casablanca. Lettres et aéropaquets doivent porter la mention ; « par avion, de Toulouse à Tanger, Rabat ou Casablanca. » Depuis l'ouverture de l'exploitation aérienne, plus des 9/10 des lettres

ont été, de l'ensemble du trafic de toutes les lignes françaises, transmises par la Compagnie Latécoère, notamment : en 1919, 9.124 lettres et en 1922, 1.407.352 lettres. Ce courrier représente, depuis 1919, 1.926.342 lettres et plus de 43.914 kgs de correspondance, soit près de 44 tonnes. C'est le plus gros tonnage mondial de transport aérien.

2° *Lignes aériennes, postes de sans-fil, câbles sous-marins.* — En 1906, un Français, M. Popp, constatant que l'Acte d'Algésiras ne parlait pas des services radio-télégraphiques, installa des postes de télégraphie sans fil dans plusieurs ports du Maroc. En 1907, le Maghzen déclara les télégraphes monopoles d'Etat ; il racheta à M. Popp les installations qu'il avait exécutées et le nomma Directeur des télégraphes chérifiens, pour une période de 15 ans.

Aujourd'hui, les lignes télégraphiques aériennes et les postes de T. S. F. établis à Fez, Marrakech, Agadir, construits par les services militaires, ont été cédés aux services civils de l'Office des P. T. T. et ouverts au public. Les relations télégraphiques, à l'intérieur du Maroc, sont assurées par près de 50 bureaux de postes. Avec la France, les relations télégraphiques sont assurées par la télégraphie sans fil et les câbles sous-marins. Les télégrammes que les expéditeurs désirent faire acheminer par T. S. F. doivent porter la mention taxée « voie T. S. F. ».

Par la voie sous-marine, les relations entre la France et le Maroc sont assurées par trois câbles : a) le câble sous-marin direct, mis en service en 1916 : Casablanca-Brest ; b) la voie terrestre Rabat-Tanger, puis les câbles Tanger-Oran et Oran-Marseille ; c) la voie terrestre Rabat-Fez-Taourirt-Oran et le câble Oran-Marseille.

Les relations télégraphiques entre la France et le Maroc avaient également besoin d'être améliorées. Fréquemment engorgées, elles ne pouvaient écouler tout le trafic, surtout quand on était obligé d'emprunter le câble Brest-Casablanca pour communiquer avec l'Afrique Occidentale Française. En outre, il y avait excédent de trafic du côté du littoral algérien par le câble Marseille-Oran. Des améliorations s'imposaient. Elles seront réalisées, a déclaré M. Paul Laffont, sous-secrétaire d'Etat des Postes, au cours de son voyage au Maroc, en mai et juin 1921, par l'« équipement d'une grande station de T. S. F. en Algérie et par l'aménagement de la station de Médiouna, près de Casablanca ».

3° *Le réseau téléphonique.* — Avant 1913, il n'existait au Maroc qu'un réseau téléphonique urbain, celui d'Oudjda, relié au réseau de l'Algérie. En 1913, le téléphone apparut à Casablanca et à Rabat. Aujourd'hui, un réseau interurbain complet permet de téléphoner de n'importe quel point du Maroc.

CHAPITRE II

LE COMMERCE MAROCAIN

I. — L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE INTÉRIEUR

§ 1. — *L'Industrie au Maroc*

Les industries indigènes et les industries européennes. — 1° *La petite industrie indigène.* — C'est dans les grandes villes que l'on rencontre des industries florissantes. Le mouvement industriel s'est concentré, comme au temps du vieux Maroc, à Fez, où l'on fabrique les plus belles étoffes, les broderies, l'orfèvrerie fine, les poteries, à Marrakech et à Tétouan, grands marchés des cuirs et des armes; à Rabat et à Safi, où l'on tisse des tapis, des étoffes grossières, des couvertures.

Les petites industries indigènes, représentées par des artisans groupés en corporations, comportent la fabrication des tapis, des babouches, des étoffes de laine et de coton, des broderies, des meubles, des poteries, des mosaïques, des objets en cuivre, des cuirs, des farines. Certaines de ces petites industries indigènes sont appelées à disparaître, par suite de la concurrence des produits manufacturés européens. C'est le cas pour l'industrie du tissage et pour celle des métaux.

En ce qui concerne l'industrie du tissage, les matières premières sont achetées en Europe : la soie, le coton, la laine arrivent d'Angleterre et de France, et tuent la production locale. D'autre part, les cotonnades importées d'Angleterre concurrencent sérieusement les tissus nationaux.

Autrefois, l'industrie métallurgique avait son centre dans le Sous, où on fabriquait des fusils, et à Tétouan, où on comptait 200 ateliers pour la fabrication des fusils, des sabres et des poignards. La fabrication des objets en cuivre formait une industrie de luxe, elle existe encore à Mogador. De cette ancienne industrie des métaux, seuls les métaux précieux, les bijoux artistiques, sont encore travaillés.

Quant aux moulins indigènes, dont l'âne ou le cheval tournent la

meule, ils tendent à fonctionner par un petit moteur à pétrole, ou même à disparaître complètement devant la concurrence des grandes minoteries électriques, à Fez, par exemple.

D'autres de ces petites industries survivront et se développeront malgré l'évolution économique de l'Empire. Il s'agit surtout des tanneries, des tissages de tapis et de carpettes, de la broderie, des poteries, du bâtiment. Les tapis de Rabat, les tapis Zaïan et berbères, les broderies de Fez et de Rabat, les poteries de Fez et de Safi, les cuivres de Mogador et de Marrakech, les nattes et meubles de Salé, sont des industries d'art, dont la production originale fait la renommée de ces villes et trouve, parmi les Européens habitant le Maroc et les touristes, un succès mérité. Ces industries sont très intéressantes à conserver et à protéger. C'est pour cela qu'a été créé, en janvier 1918, au service des Beaux-Arts, un « Office des industries d'art indigène ».

L'industrie des cuirs est appelée à un grand développement, en vue de l'exportation des peaux de bœufs, de moutons et de chèvres. Les cuirs de Marrakech, de Safi, du Tafilelt, appelés maroquins, safi filali, sont célèbres par leur finesse et leur beauté. Travaillés sur place, ils sont teints en rouge par la cochenille, ou en jaune par le tannage à l'écorce de dattier ou de grenadier. Ils servent à fabriquer des babouches, des sacs, des ceintures, des objets de sellerie, qui sont exportés en Egypte, au Soudan, en Algérie, en Tunisie.

Tous les tapis et toutes les carpettes du Maroc, de tissage soigné, peuvent rivaliser avec les tapis d'Orient. Les artisans indigènes les colorent au moyen de procédés anciens de teintures que l'on s'efforce de conserver. A Rabat, Casablanca, Safi, Mazagan, Fez, les tisserands fabriquent des tapis en laine ou en toile. Les tapis de Rabat, par leurs taches multicolores, sont l'image des champs de fleurs qui recouvrent au printemps la campagne environnante.

Les broderies de Rabat et de Fez sont des merveilles. A Rabat, on brode, sur de grandes pièces, des motifs décoratifs en soie de couleurs. A Fez, on brode au petit point en soie de couleurs.

Les poteries de Fez et de Safi sont très belles. Celles de Fez sont particulièrement curieuses ; on en trouve à dessins bleus ou à coloris variés. L'administration des arts indigènes s'occupe de restaurer les procédés anciens des potiers.

L'industrie du bâtiment ne peut que prospérer avec le développement de la construction dans les villes marocaines.

2° *Un type de ville indigène industrielle : Fez.* — Une grande ville indigène, où on trouvait et où on trouve encore de nos jours une vie industrielle intense, est la ville de Fez, surnommée à juste titre, la cité

marchande. « Sa situation géographique, ainsi que les eaux abondantes et constantes qui l'arrosaient, avaient fait très vite de la ville de Fez un centre industriel important, où la protection avisée de ses souverains attira de toutes parts de nombreux artisans. A ces avantages naturels, vint s'ajouter son prestige de capitale du Maroc du Nord et elle centralisa rapidement la production des objets manufacturés.

« De réels artistes, aidés par une main d'œuvre patiente et soigneuse acquirent à l'industrie fassi une réputation de fini et de bon goût qui répandit à travers tous les pays arabes de l'Afrique du Nord, jusqu'au Sénégal, haïks, djellabas, babouches, ceintures et cordons en soie, faïences et objets en cuivre. Grâce à cette renommée et aussi à son isolement relatif au cœur du Maroc du Nord, à son éloignement des côtes, Fez a pu lutter, mieux que d'autres villes marocaines contre l'invasion des articles d'importation bon marché et a réussi à conserver à peu près intactes toutes ses anciennes industries.

« Celles-ci, d'ailleurs, restent immuables, telles qu'elles furent de tout temps. » (Comte Maurice de PÉRIGNY, *La Ville de Fez, son commerce et son industrie*, p. 96-97.)

On a toujours compté à Fez des corps de métiers importants. Au XVI^e siècle, Léon l'Africain citait 20.000 tisseurs. Aujourd'hui, il existe au moins 120 corporations, sous le contrôle du Mothasseb ou prévôt des marchands. Elles comprennent des commerçants, des agriculteurs, des artisans, des ouvriers de toutes sortes, tels que marchands de fèves grillées, rôtisseurs de têtes de mouton, hacheurs de viande, portefaix. Les Fazi se réservent les métiers les plus délicats, ils laissent les professions grossières à des ouvriers qui viennent de loin. C'est ainsi que les épiciers sont des gens du Sous, les maçons de Figuig, les savetiers du Tafilelt, les porte-faix des régions berbères.

La corporation la plus importante est celle des meuniers. Près de 300 moulins fonctionnent à travers la ville, au-dessus des multiples dérivations de l'oued Fez, dont les eaux font tourner les meules en grès. Construits sur le même modèle, ces moulins sont très primitifs. Le maximum de production d'un de ces moulins est de quarante « mouds », mais la moyenne quotidienne est de quinze mouds.

Il n'y a pas de boulangers. L'habitude est que les particuliers aisés fassent pétrir leur pain par leurs négresses esclaves ; dans les ménages pauvres, l'épouse est chargée de ce travail. Par contre, s'il n'existe pas de boulangers, il existe des « fournisseurs ». Dans leurs fours, les Marocains apportent les galettes rondes de pain sans levain qu'ils ont pétri et les font cuire moyennant une petite redevance. Ces

fours publics rappellent les fours « banals » de l'ancienne France. On en rencontre une soixantaine cuisant quotidiennement plus de cent mille pains.

Une industrie, qui joue également un rôle important dans l'alimentation des Fazi, est la fabrication de l'huile d'olive. La graisse de porc, animal déclaré abject par le Prophète, étant défendue aux musulmans, l'huile est le principal produit servant à la préparation de tous les plats. Aussi, on compte à Fez une trentaine de moulins à huile, presque tous réunis autour de Bab el Ghissa, la porte trop célèbre par les massacres de nos soldats en 1912. La région de Fez est riche en oliviers, elle en possède environ 800.000 appartenant, soit à des particuliers, soit au Maghzen, soit à l'administration des Habous.

Les arts du bâtiment ont pris à Fez un grand développement. Dans la Médina, à part deux grandes artères, c'est un dédale de rues étroites et sombres, coupées d'impasses enchevêtrées les unes dans les autres, bordées de grandes murailles grises, nues et percées de rares ouvertures grillagées. « Obligés de cacher aux regards du public leurs multiples compagnes... et soucieux aussi de ne rien laisser voir de leur existence intime, les Marocains ont, pour ainsi dire, adossé leurs maisons à la rue et en ont tourné la façade vers l'intérieur. » (DE PÉRIGNY, *La ville de Fez*, p. 110-111.)

Toutes les habitations sont du même genre et ne varient que par les proportions : au milieu une cour carrée ou rectangulaire, pavée en mosaïque, avec au centre une vasque, un jet d'eau et de la verdure ; tout autour, une galerie formée de colonnades et d'arcs, sur laquelle donnent les pièces principales de la demeure, très haute de plafond à cause de la chaleur et s'éclairant par une grande porte en bois ; aux étages, la disposition est la même, les pièces s'ouvrent sur une galerie circulaire ornée de colonnes et de balustrades en bois ; la couverture est la terrasse, épaisse de trente à soixante centimètres pour préserver de la chaleur. La cour est protégée du soleil par des tentures ou des grilles de roseaux. Les services, cuisines, logements des esclaves, hammam, sont situés derrière la demeure et communiquent avec elle par un couloir.

Les palais ne comportent pas d'étages, le plafond du rez de chaussée atteignant parfois jusqu'à huit mètres de hauteur. Leurs cours sont pavées de mosaïques ou de dalles de marbre blanc et noir, séparées par une mince bande de carreaux de faïence.

Particulièrement indifférents à l'élégance de la bâtisse, les Marocains se réservent pour la décoration. Dans cette partie, les Fazi sont

de véritables maîtres. C'est dans la sculpture sur place que les ciseleurs se découvrent d'une habileté rare.

« Conservant ses antiques traditions d'art et de bon goût, Fez est resté le centre principal du Maroc pour la fabrication des étoffes et l'industrie des tissus de soie est une de ses spécialités. » (DE PÉRIGNY, *La ville de Fez*, p. 124.)

Autrefois, l'élevage du vers à soie se pratiquait sur une grande échelle. L'administration, par la création d'une magnanerie-école à Fez, a essayé de ressusciter l'industrie séricicole. Plusieurs propriétaires se sont décidés à faire l'élevage du vers à soie favorisé d'ailleurs par l'abondance des mûriers. Désignée comme centre principal d'élevage du vers à soie en raison de sa richesse en mûriers, la cité de Fez l'est encore par l'importance que l'industrie de la soie y a acquise. Cette industrie, moulinage, lavage, teinture, dévidage, tissage, occupe environ 10.000 personnes.

La ville de Fez n'est pas tributaire de l'étranger pour l'industrie de la laine, que lui fournissent les moutons du Zerhoum, du pays fasi, du Tadla-Zaïan, du Gharb. Les vêtements de laine tissés sont surtout vendus aux gens de la campagne.

« Dans l'industrie du cuir, la ville de Fez affirme encore sa prépondérance et c'est par centaines de mille qu'elle expédie à travers tout le Maroc, dans les pays musulmans de l'Afrique du Nord, jusqu'au Sénégal et au Soudan, ces fines babouches jaune clair que la mode oblige les élégants à changer dès que la moindre tache les a souillées. » (DE PÉRIGNY, *La ville de Fez*, p. 141.)

Les peaux de moutons, de bœufs, de vaches, de chèvres et de boucs s'achètent au fondouk et sont ensuite préparées dans quatre tanneries, dont une est située près de Moulay Idriss, par les soins de 3.000 tanneurs. Les Fazi, très habiles dans ce genre de travail, obtiennent des cuirs d'excellente qualité et d'une souplesse remarquable. Le cuir rouge filali, qui imite le cuir du Tafilelt, est expédié en Europe ; le cuir jaune est conservé pour la confection des babouches ; le cuir violet pour les belghas de femmes ; le cuir de bœuf pour les semelles. La fabrication des babouches occupe près de vingt mille artisans cordonniers et brodeuses, disséminés dans la Médina ; elle a fourni en 1921 pour l'exportation 135.455 kgs. valant 2.354.361 francs.

« Gens de goût et artisans habiles, les Fassis s'adonnent à nombre de petites industries, moins importantes sans doute, mais qui sont pour une ville un patrimoine précieux, car elles diffusent son nom à travers le monde, accroissent son prestige de centre intellectuel et artistique. » (DE PÉRIGNY, *La ville de Fez*, p. 152.) Il s'agit des brode-

ries, poteries, chaudronneries, orfèvreries, ferronneries, menuiseries.

Les femmes *fazi* font à l'aiguille et au métier ces délicates broderies en soie rectilinéaires, que l'on appelle « point de Fez ».

L'industrie de la poterie est à la fois une industrie pratique et une industrie d'art. Installés près de Bab Ftouh, les potiers fabriquent des faïences à dessins bleus ou polychromes : grandes jarres pour l'eau ou l'huile ; bols, servant aux pauvres à manger leur soupe ; ferrines fermées par un couvercle, dans lesquelles sont servies la viande cuite à l'étuvée, les poulets gras et parfumés ; plats, assiettes, cruches, vases, amphores, lampes à huile romaines.

Les faïences d'aujourd'hui ne ressemblent malheureusement pas aux vieux modèles si renommés pour leur beaux dessins et leurs coloris admirables. La décoration monochrome bleue a, en effet, tendance à remplacer l'harmonieuse décoration polychrome, bleue, verte, noire, violette et jaune. L'art de la céramique, si en honneur sous les anciens *Fazi*, élèves des faïenciers de Cordoue, nourris des traditions hispano-mauresques, a presque disparu.

L'Inspecteur des arts industriels, M. Ricard, s'est attaché à faire revivre chez les *Fazis* le sentiment de la composition décorative, à faire renaître les anciennes traditions du passé, à retrouver les vieilles formules de fabrication des émaux. Ses efforts ont été couronnés de succès.

Les chaudronniers fabriquent des marmites, des plateaux en cuivre jaune et rouge et des lampes à huile romaines appelées *candil*, qui nous font penser à nos *calels* du midi de la France. Ils font encore des théières, des brûle-parfums, des grands récipients recouverts d'un couvercle en pointe et dans lesquels on sert les gâteaux aux amandes et au miel ; des lanternes en cuivre ciselé et ajouré, que l'on suspend devant les mosquées ou les riches demeures.

Les orfèvres de Fez sont tous des Israélites. Ils travaillent à Fez Djedid. Leur bijoux sont, en général, assez médiocrement travaillés.

Toutes les grandes villes indigènes du Maroc ont une vie industrielle analogue à celle de la capitale occidentale de l'Islam. Notre devoir est de maintenir et de protéger cet admirable patrimoine et d'en vivifier certaines branches qui ont tendance à disparaître devant la concurrence des produits d'importation.

3° *L'industrie européenne.* — A côté de la petite industrie indigène, l'industrie européenne commence à se développer au Maroc. Le recensement des industries du Protectorat, pour l'année 1921 c'est-à-dire au bout de neuf années seulement, donne des résultats qui accusent une extension considérable de l'industrie marocaine : de 1919 à 1921,

le nombre des établissements recensés est passé de 195 à 268, en augmentation de 26 % ; celui des capitaux engagés est passé de 56.348.000 francs à 173.298.090 francs, en augmentation de 68,05 %.

Les principales industries européennes concernent l'alimentation et la construction :

a) l'alimentation : minoteries, boulangeries, biscuiteries, fabriques de pâtes alimentaires, huileries, fabriques de glaces à rafraîchir, de sirops, de limonades, confiseries, industrie frigorifique pour la viande et le poisson, abattoirs, salaisons, entreprises vinicoles, brasseries.

b) la construction : briquetteries, fabriques de chaux et de ciment, de plâtre, de mosaïques, marbreries, chantiers de construction de bateaux, constructions métallurgiques, forges, scieries, menuiseries, fabriques de meubles.

Il existe d'autres exploitations industrielles. Elles ont pour objet la distribution de l'eau, de l'électricité ou du gaz ; la blanchisserie, l'imprimerie, le charronnage (carrosseries).

On trouve encore, au Maroc de grandes sociétés qui embrassent aussi bien le commerce et l'industrie que l'agriculture et l'élevage. Ces sociétés, qui ont plus spécialement un objet agricole, encouragées par les résultats, sont arrivées à augmenter leur capital social pour faciliter la réalisation d'entreprises industrielles. Plusieurs de ces sociétés ont ainsi joint à leurs exploitations agricoles des industries de transformation utilisant, par exemple, les produits de l'élevage. La question des frigorifiques est de celles, en effet, qui sollicitent le plus au Maroc l'esprit d'initiative. Il a été reconnu que l'exportation des viandes congelées ou réfrigérées offrirait plus d'avantages que l'exportation des animaux vivants, souvent difficile. Quelques exploitations s'occupant d'élevage ont déjà organisé des installations spéciales et d'autres se préoccupent d'en créer.

Un entrepôt frigorifique a été installé à Fedalah par la « Société des Entrepôts Frigorifiques de l'Afrique du Nord », dans laquelle la Société de travaux Dyle et Bacalan a des intérêts importants. Au moment où la consommation de la viande et du poisson congelés est appelée à s'accroître, il y a tout lieu de croire que cette installation abondamment pourvue par les pêches et le bétail marocain, est appelée à un rendement intéressant.

A côté des viandes congelées, on s'intéresse également aux salaisons, dont une assez grande quantité a été exportée en France depuis 1917.

Un type de ville européenne industrielle au Maroc, c'est Casablanca. C'est en effet, dans Casablanca que l'on rencontre le plus d'industries ;

la capitale économique de l'Empire marocain est une ville d'une activité débordante. Elle possède des fonderies, des usines de menuiserie mécanique, des ateliers de construction, des usines de chaux et de ciment, des briquetteries, des minoteries et des fabriques de pâtes alimentaires.

Le Maroc n'est pas, comme la côte méditerranéenne de l'Afrique du Nord, une succession de plaines et de plateaux. C'est un pays de très hautes montagnes dont certaines atteignent plus de 4.000 mètres d'altitude. Là, prennent naissance de grands fleuves, là se rencontrent de nombreuses chutes d'eau (région de Bekrit). On pourra se servir de ces chutes et de ces fleuves, de cette abondante houille blanche, pour produire de la force motrice en grande quantité et l'utiliser aux usages les plus divers. On pourra s'en servir, notamment, pour actionner des scieries mécaniques ou produire l'éclairage électrique. Déjà, des scieries travaillent dans les forêts de cèdres du Moyen-Atlas, à Azrou et à Aïn-Leuh.

Déjà, la ville de Fez et les demeures des riches Fazi s'éclairent à l'électricité, grâce aux chutes de l'oued Fez, dont une importante société a obtenu la concession ; la concession et la distribution d'énergie électrique ont été accordées à la Compagnie Fazi d'Electricité ; le cahier des charges, publié au Bulletin officiel du 4 février 1918, page 96, indique les obligations et les droits du concessionnaire, ainsi que les prix auxquels sera vendu l'énergie électrique destinée à l'éclairage ou à la force motrice.

L'industrie séricicole. — La sériciculture a été florissante au Maroc, du X^e au XIII^e siècle ; ce fut l'époque des fameuses soieries de Fez et de Marrakech. Elle déclina, ensuite, à cause de la concurrence européenne et de ses procédés perfectionnés de fabrication, pour disparaître à peu près en 1850, à la suite de ravages causés par une maladie dans les élevages de vers à soie.

Le Protectorat s'est efforcé, depuis 1914, de faire renaître l'industrie séricicole. Il a entrepris des plantations de mûriers, en vue de porter le nombre de ces arbustes, qui existent encore autour de Fez (6.000) au chiffre de 50.000. Il a encore importé différentes catégories de graines de vers à soie (Alpes, Pyrénées, Var, Cévennes) qu'il a fait distribuer aux indigènes désireux de tenter l'élevage : le nombre des éleveurs a passé de 12 en 1915 à 108 en 1917, le kilog. de cocons s'est vendu 4 fr. 50.

L'industrie de la pêche. — 1° *La pêche fluviale.* — Les nombreux fleuves du Maroc sont poissonneux. On y prend des aloses, des an-

guilles, des bars, qui en remontent le cours. Les rivières marocaines sont poissonneuses jusque dans les régions montagneuses, puisque l'on pêche la truite, près d'Azrou, dans l'oued Behts.

2° *La pêche maritime.* — Le poisson marocain se compose d'espèces de l'Atlantique nord, de la Méditerranée, de l'Atlantique des côtes de Mauritanie et du Sénégal. Il comprend l'aloise, le merlu, la sole, le turbot, la dorade, le pageot, le grondin, la raie, la sardine, l'anchois, le homard et la langouste.

On compte, sur la côte occidentale du Maroc, trois bancs importants de ce mélange de faune de mers froides et de mers tropicales. L'un s'étend du cap Spartel à Mazagan ; l'autre, aux environs de Mogador ; le dernier, au sud d'Agadir. A l'embouchure de l'Oum er Rëbia on pêche les aloses ; dans la région d'Agadir, le merlu ; à Mogador, la langouste. Il existe, sur cette côte marocaine, une quantité énorme de plankton, excellente et abondante nourriture pour le poisson. C'est la raison pour laquelle la côte atlantique du Maroc est si poissonneuse.

Un règlement du 31 mars 1919 a établi les conditions d'exploitation de la pêche maritime. Jusqu'à présent, on traite peu le poisson sur place. Les fonds de la côte étant propres au chalutage à vapeur, des chalutiers espagnols, anglais ou français de Boulogne et d'Arcachon, viennent y pêcher l'hiver. Cependant, plusieurs compagnies de chalutage à vapeur se sont constituées et ont établi leur siège dans le petit port de Fédalah.

Cette entreprise de pêche a créé à Fédalah, une sécherie pour le poisson. Entreprises de pêche et de séchage de poissons ont donné des résultats satisfaisants, elles peuvent servir d'exemple. On a également créé, au Maroc, des fabriques de conserves à poisson. On pourrait créer, encore, des installations frigorifiques en vue de l'exportation en France du poisson congelé. C'est dans ce but qu'a été construit l'entrepôt frigorifique de Fédalah par la « Société des Entrepôts frigorifiques de l'Afrique du Nord » (Société des travaux Dyle et Bacalan). La ligne maritime de Bordeaux (Compagnie générale Transatlantique) possède sur certains de ses bateaux des cales aménagées à cet effet et pouvant servir pour le poisson aussi bien que pour la viande.

L'industrie forestière. — 1° *Réparation des essences forestières.* — L'Afrique du Nord tout entière est un riche pays forestier. Le Maroc, en particulier, possède d'immenses forêts dans la haute montagne et même dans les plaines atlantiques, restes des forêts qui recouvraient

tout le Maghreb. Leurs bois devront contribuer pour une grande part à l'exportation.

La surface de ces forêts est de beaucoup supérieure à celle des autres contrées de l'Afrique du Nord, l'Algérie et la Tunisie. Elle est d'environ 1.500.000 hectares et se répartit ainsi :

Arganiers.....	400.000 hectares
Thuyas.....	300.000 —
Chênes-lièges.....	250.000 —
Chênes-verts, chênes zéens.....	200.000 —
Genévriers, cyprès, pins, essences diverses.	200.000 —
Cèdres.....	150.000 —
	1.500.000

Les essences principales sont le chêne-liège, le cèdre, le thuya, le chêne-vert, l'arganier, le chêne-zéen, le pin d'Alep.

Les essences de moindre importance sont le chêne afarès, le pin maritime, le genévrier, le cyprès, l'érable, l'if, l'alisier, le peuplier, le pistachier, le tizra, le frêne, le micocoulier, le tamaris, le gommier, le caroubier, le cyste à laudanum, le houx, le lentisque, l'arbousier et d'autres essences secondaires.

La zone du *cèdre* s'étend du pays des Riata-Béni-Ouaraïn au Tadla. La superficie des boisements de cèdres, actuellement connue et qui ne constitue qu'une partie de la zone réellement existante, dépasse 150.000 hectares. Ces boisements s'élèvent sur les pentes du Moyen-Atlas à des altitudes variant entre 1.200 et 2.500 mètres ; on y connaît, au sud de Fez, dans les forêts d'Azrou et du Fazaz des arbres magnifiques de 400 ans, 35 à 40 mètres de hauteur et 5 à 6 mètres de tour. La haute vallée de la Moulouya et la région de Kénifra possèdent également de belles forêts de cèdres. De Kénitra, les bois sont transportés par flottage sur l'Oum er Rêbia jusqu'à Azemmour. Le bois de cèdre convient très bien pour la menuiserie et la charpente. Depuis longtemps utilisé pour les demeures indigènes de Fez et de Meknès, il est de plus en plus employé dans les constructions européennes.

Le chêne est l'arbre le plus répandu dans tout le Maroc. On le trouve sous différentes espèces : chênes-verts, chênes-zéens, chênes-lièges.

Les forêts de *chênes verts* et de *chênes zéens* se rencontrent en plusieurs endroits : du Moyen-Atlas et du Grand-Atlas, de la région de l'Oued El Abid au sud de Marrakech. Au sud de Fez et de Meknès, elles commencent à partir de 1.150 m. d'alt. ; on y trouve, sur le plateau entre El Hajeb et Azrou, la charmante forêt de Jaba. On rencontre également une forêt de chênes verts et de chênes zéens dans la

Gada de Debdou. Fournissant un bois très lourd et résistant, le chêne peut parfaitement être utilisé pour les traverses de chemins de fer.

Le *chêne-liège* se rencontre un peu partout, depuis les premières pentes de l'Atlas jusqu'à l'Atlantique. Il compte au total 250.000 hectares. Le plus important massif de chênes-lièges est celui de la Mamora, dans l'arrière-pays de Kénitra et de Rabat. La forêt de la Mamora qui couvre une superficie de 137.000 hectares, est malheureusement clairsemée en trop d'endroits ; on espère en tirer 80.000 quintaux de liège par an. Les autres forêts de chênes-lièges sont celles des Zaër, de Camp Boulhaut, de Témara, des Sehouls, des Zemmour, de Camp Christian, de Tafoudeït, d'Oulmès, etc... Le bois de chêne-liège étant lourd, mais peu résistant, n'est pas susceptible d'usages industriels ; par contre, il donne d'excellent charbon, en majeure partie consommé à Rabat, Salé, Kénitra, Casablanca. De son écorce, on obtient le liège et le tanin. Le démasclage est effectué en régie par le Service des Eaux et Forêts ; les forêts de chênes-lièges pourront donner 150.000 quintaux de liège par an. Quant au tanin, dont l'enlèvement provoque la mort de l'arbre, il est consommé par les tanneries locales.

Le Maroc possède de grandes étendues de *thuyas*, environ 300.000 hectares. On les rencontre dans le Grand-Atlas, principalement entre Mogador et Agadir ; dans le Moyen-Atlas, au sud de Meknès et de Fez ; dans l'arrière pays de Casablanca et de Rabat, chez les Mdakra et dans la vallée du Korifla. Le bois de thuya est un bois très dur à peu près imputrescible ; il est utilisé pour les charpentes et l'ébénisterie, il sert à la fabrication des jolis meubles indigènes que l'on vend à Mogador, Rabat et Salé. Le thuya est un arbre à résine que l'on appelle gomme sandaraque ; on la recueille par de larges incisions pratiquées dans le tronc de l'arbre et on l'utilise pour la fabrication des vernis blancs et de la cire à cacheter ; la gomme sandaraque, surtout exploitée dans la région de Mogador, est expédiée pour la plus grande part en Angleterre et aux Etats-Unis.

Les *arganiers* ne se rencontrent qu'au Maroc, on n'en trouve dans aucune des autres parties de l'Afrique du Nord. C'est un arbre épineux, toujours vert, au tronc noueux, haut de 6 à 8 mètres ; il donne un fruit qui rappelle l'olive, l'argan. Il donne, d'ailleurs, par son aspect général, l'illusion de l'olivier. Ne pouvant vivre qu'avec une température élevée, mais humide, on ne le rencontre qu'à partir de Safi. Jusqu'à Mogador, chez les Chiadma, il ne constitue que des boisements assez clairsemés. Mais il forme de vastes forêts dans la partie occi-

dentale du Grand-Atlas jusqu'à la mer, dans tout le Sous et dans le Petit-Atlas. Son véritable domaine est la plaine du Sous, qu'il transforme en immense forêt. La surface de ces différentes régions boisées en arganiers représente au moins 400.000 hectares, sur lesquels on compte environ 10.000.000 de pieds ; chaque pied peut donner dix litres d'huile.

L'arganier est un arbre très précieux. Il fournit d'abord du bois ; son bois, quoique lourd, est peu employé pour la construction parce que trop noueux ; il donne, par contre, un excellent charbon dont on exporte de grandes quantités sur Casablanca et Tanger. Il donne ensuite de l'huile que l'on extrait des amandes ; les indigènes sont très friands de l'huile d'argan, dont le goût est âcre et piquant. Il sert encore de nourriture aux bestiaux et aux indigènes ; les bestiaux sont conduits dans la forêt où ils mangent sur place feuilles et fruits d'arganier ; puis, de retour à l'étable, ils rejettent, en ruminant, les noyaux ; le paysan recueille ces noyaux, les fait griller, écraser, et, avec de l'eau tiède, en fabrique un tourteau.

2° *L'exploitation des forêts.* — Le régime légal d'exploitation et de conservation des forêts a été fixé par un règlement chérifien, le dahir du 10 octobre 1917. Ce dahir n'est applicable que dans les régions où le service forestier est complètement organisé, celles de Casablanca, Rabat et Meknès. Dans les autres parties du Maroc, les exploitations forestières s'effectuent par les indigènes sous le contrôle du Service des Renseignements.

L'œuvre poursuivie par le service forestier pour l'aménagement, la restauration et la mise en valeur des forêts marocaines, comprend : des travaux de défense contre l'incendie (tranchées garde-feu), des routes et chemins, des postes forestiers (maisons pour les préposés), des recépages (régénérations des forêts de chêne-liège de la Mamora, de Camp Boulhaut et des Zaër), des démasclages (exploitation du chêne-liège).

En vertu de ce dahir, l'exploitation forestière se fait soit en régie, soit par adjudication publique. Les ventes par voie d'adjudication publique se font soit au rabais, soit aux enchères. Les obligations des adjudicataires ont été déterminées par le cahier des charges générales du 16 octobre 1917.

Les produits des forêts de l'Etat marocain, sur lesquelles sont réparties les diverses exploitations forestières en régie ou par adjudication, se répartissent ainsi : bois à brûler ou destiné à la fabrication du charbon, chêne-liège, tanin de chêne-liège, bois d'œuvre (cèdre, chêne

vert, thuya), bois de service (perches pour construction, bois de char-rue, poteaux télégraphiques).

On compte actuellement plusieurs scieries mécaniques à Meknès, Oulmès, Azrou et Aïn-Leuh dans les forêts de cèdres du Moyen-Atlas.

Les recettes forestières, qui n'étaient que de 192.524 francs en 1915, sont passées à 2.847.000 francs en 1920.

L'industrie minière. — 1° LES GISEMENTS MINIERS. — Au point de vue minier, le Maroc jouissait lors de l'établissement du Protectorat d'une réputation de grande richesse. Les travaux de prospection effectués jusqu'à présent n'ont pas justifié de semblables espoirs. Il est vrai qu'ils ont été peu nombreux. On peut prévoir, toutefois, avec les données incomplètes que l'on possède, un avenir minier intéressant pour le Maroc.

Les anciens historiens déclaraient qu'il y avait au Maroc des mines d'or et d'argent. El Bekri rapporte que l'on trouvait de l'or pur près de Taza. Il court chez les indigènes de véritables légendes sur la richesse des mines du Goundafi, aux sources de l'Oued Sous et aux environs de Taroudant. On dit aussi qu'il existerait de l'or dans le Tazeroualt. Mais il n'est pas possible d'affirmer quoi que ce soit sur l'existence de ces mines d'or ou d'argent. Ce dont on est plus sûr, pour en avoir trouvé, c'est qu'il y a au Maroc des phosphates, du fer, du manganèse, du pétrole, du cuivre, du plomb et du sel.

On a des données certaines sur de très riches gisements de phosphates situés à environ 150 kilomètres, au sud de Casablanca, entre Settât et la vallée de l'Oum er Rébia. Le centre en est à El Boroudj et à Oued Zem. Les travaux de recherches effectués par le Protectorat permettent d'espérer que ces gisements abondants pourront un jour égaler ceux de Tunisie. La teneur maximum de ce minerai est, en effet, de 72 à 78 %, alors que les minerais similaires de Gafsa et de la région de Constantine ne possèdent qu'une richesse de 62 à 66 % ; l'étendue des gites représente plus d'un milliard de tonnes reconnues. Ces richesses sont évaluées à plus de 400 milliards de francs. Un dahir du 27 janvier 1920 a réservé la recherche et l'exploitation de tous les gisements au Maghzen.

Le fer, le cuivre, le plomb ont été reconnus en divers points du Maroc, dans le Maroc Oriental, dans la Chaouïa, du côté de Mogador et dans le Sous. Léon l'Africain signalait des mines de fer dans le Grand-Atlas, entre le Haha et l'Oued Nfis. Les gisements les plus importants de minerais de fer ont été découverts dans le Maroc Orien-

tal, au sud d'El Aïoun, et dans la Chaouïa, à Camp Boulhaut, où ils sont abondants.

Des gisements de manganèse ont été découverts dans le Maroc Oriental, au sud de la ligne de Taourirt à Oudjda, et dans le Rif, au nord de la ligne de Taza à Guercif. Le manganèse du Maroc Oriental est exploité depuis l'année 1917 ; le minerai est très compact, à haute teneur (45 %), pur de soufre et de phosphore.

L'existence du pétrole a été constatée sous les pentes du Rif, d'Ouezan à Taza. Exactement, on a découvert des indices de surface nombreux dans les collines des Djebala, qui bordent au nord-est la plaine du Gharb, dans les vallées de l'Ouergha et du Sèbou, dans la région au nord de Taza. Il serait intéressant pour nous que ces espérances deviennent des réalités, aujourd'hui où le pétrole est à la base de la vie des nations, aujourd'hui où le pétrole pousse certaines Puissances à se jeter dans les bras de Gouvernements ennemis détenteurs du précieux combustible, dans l'espoir d'en être l'exclusif concessionnaire.

2° L'EXPLOITATION MINIÈRE. — Les recherches et les futures exploitations des mines dans notre Protectorat ont été réglementées par les dahirs chérifiens du 19 janvier 1914 par application de l'article 112 de l'Acte d'Algésiras, et complétés par les dahirs des 9 juin 1918, 27 janvier 1920 et 27 août 1921. Les traits principaux de ce règlement minier sont les suivants :

a) *Premier dahir du 19 janvier 1914* — Les minerais de tous métaux, les minerais de soufre et d'arsenic, les sels solubles ou associés à ces divers minerais ; les graphites et combustibles possibles, à l'exclusion de la tourbe, les hydrocarbures libres ou incorporés à des gangues ; les terres rares, telles que celles du zirconium, thorium et cérium ; les nitrates, borates et sels associés ; les sels gemme et de potasse, et autres sels associés ; les sources et eaux salées souterraines d'où on peut extraire du sel ; enfin, les phosphates, sont considérés comme mines (art. 2, Titre I) et, par suite, soustraits au droit de propriété du possesseur de la surface. Il convient de remarquer dans cette classification que les phosphates sont considérés comme des mines, alors que dans les régimes miniers algérien et tunisien, ils sont classés dans les carrières.

Le principe est l'attribution de la mine à l'inventeur. L'attribution a lieu d'abord à titre provisoire et avec des droits limités, sous la forme d'un *permis de recherches* ; puis, à titre définitif, par la transformation du permis de recherches en *permis d'exploitation*.

La recherche des mines est libre, mais l'explorateur ne s'assure un droit sur le gisement qu'en se munissant d'un permis de recherches en *périmètre réservé* (carré de 1 à 4 km. de côté), délivré par le Service des Mines ; ce permis, qui s'acquiert à la priorité de la demande, est valable trois ans, il peut être renouvelé pour deux ans. L'attributaire peut ensuite se faire délivrer, avant l'expiration de cette période, un permis d'exploitation (art. 10 à 22, Titre II).

Le permis d'exploitation ne peut être demandé que par le titulaire d'un permis de recherches en *périmètre réservé*, non périmé au moment de la demande ; le *périmètre d'exploitation* peut avoir une superficie de 100 à 2.000 hectares, dont les 3/4 au moins dans le *périmètre* de recherches ; le permis d'exploitation confère à titre définitif le droit d'exploiter les substances de toutes natures classées dans les mines et situées dans le *périmètre* (art. 23 à 33, Titre III).

Les permis de recherches et d'exploitation constituent des droits mobiliers. Ils peuvent être cédés et transférés comme tous les autres droits mobiliers, moyennant notification au Service des Mines et acquittement d'un droit spécial de mutation (art. 20, Titre II et art. 31, Titre III).

Le Titre IV (art. 34 à 47) du règlement fixe les droits et obligations des explorateurs et des exploitants. Il définit leurs obligations en ce qui concerne, notamment, les *périmètres* de protection, ainsi que leurs droits pour l'occupation temporaire, l'expropriation des terrains de surface nécessaires à l'exploitation, aux ateliers annexes, aux voies de communication de la mine, etc...

Le dahir du 19 janvier 1914 institue un régime spécial pour les phosphates, nitrates, sels gemmes et autres sels associés, sources et eaux souterraines salées. Ces gisements ne peuvent être exploités qu'en vertu d'adjudications publiques dans les *périmètres réservés*. L'explorateur, muni d'un permis de recherches et déclaré inventeur par le Service des Mines, a droit, de ce fait, s'il n'est pas adjudicataire, pendant quinze ans, à un cinquième de la redevance spéciale versée par l'adjudicataire exploitant (art. 51 à 61, Titre VI).

Ce régime aurait pu entrer immédiatement en vigueur si personne n'avait fait, avant le mois de janvier 1914, de prospection de mines au Maroc. Il n'en avait pas été ainsi. La richesse présumée du sous-sol avait attiré beaucoup d'explorateurs pour lesquels il fallait tenir compte des droits acquis.

b) *Deuxième dahir du 19 janvier 1914* — Un second dahir du 19 janvier 1914 fut pris dans ce but. Il institua une commission arbitrale

chargée de régler les litiges auxquels pourraient donner lieu les recherches faites avant le 19 janvier 1914. Cette commission, dont le siège fut fixé à Paris, comprit un membre nommé par le Maghzen, un membre nommé par chacune des Puissances dont les requérants étaient ressortissants, et un surarbitre désigné par le roi de Norvège. La guerre ayant éclaté au mois d'août suivant, la marche normale de la procédure devant la Commission fut interrompue. En conséquence, aucune demande de permis de recherches minières ne put être valablement introduite jusqu'à une date qui devait être ultérieurement fixée (dahir du 3 novembre 1914).

c) *Dahir du 9 juin 1918.* — Cette situation, de nature à décourager les recherches et à porter atteinte au développement des richesses minières du pays, mais atténuée par les réquisitions de l'autorité militaire obligeant à rechercher ou à exploiter les gisements, ne pouvait durer malgré l'existence de revendications pendantes devant la Commission arbitrale. Un dahir du 9 juin 1918 abrogea le dahir du 3 novembre 1914 et fixa les conditions dans lesquelles serait repris l'enregistrement des demandes de permis de recherches de mines. Ces conditions consistaient à faire établir par le Service des Mines une carte des zones présumées libres de revendications. Les permis de recherches ne seraient délivrés qu'en ce qui concernait ces zones non susceptibles de revendication. En ce qui regardait les demandes de permis de recherches dans les zones où existaient des revendications, ces demandes, valablement enregistrées, ne recevraient de suite qu'après les sentences de la Commission liquidant les droits antérieurs.

La réouverture des registres, le 3 septembre 1918, permit une sérieuse reprise d'activité dans la recherche et l'exploitation des mines du pays.

d) *La Commission arbitrale des litiges miniers.* — La Commission arbitrale des litiges miniers au Maroc, instituée par le dahir du 19 janvier 1914, a été une des premières juridictions exceptionnelles qui ait eu à appliquer la procédure de l'arbitrage international, non plus à des conflits entre Etats, mais à des contestations privées.

Ayant commencé ses travaux dès avril 1914, sous la présidence de M. Gram, ancien ministre d'Etat, surarbitre nommé par S. M. le Roi de Norvège, et reçu 497 requêtes, dont 290 se rapportant à la zone française et 4 à la zone tangéroise, la Commission dut, par suite des hostilités, suspendre ses travaux sans avoir pu rendre aucune sentence.

La Commission reprit ses travaux en avril 1919, mais sous la pré-

sidence, à partir du 1^{er} juillet 1920, de M. Beichmann, Président de la Cour d'Appel à Trondhjem. Elle rendit les décisions suivantes, à partir de novembre 1919 :

Vis-à-vis des 290 requêtes en zone française, elle autorisa la délivrance de 33 permis de recherches, dont 14 français et 13 allemands. Vis-à-vis des 203 requêtes en zone espagnole, elle institua 27 permis de recherches, dont 18 espagnols et 3 français ; et 15 permis d'exploitation, dont 14 espagnols. Vis-à-vis de Tanger, la Commission n'ayant pas reçu de mandat, les 4 requêtes ne purent être inscrites au rôle.

En droit, elle s'est prononcée sur la validité des 13 permis de recherches accordés, en octobre 1909, aux requérants allemands, les frères Mannesmann, par le Sultan Moulay Hafid. Par sentence du 29 janvier 1920, pour la zone espagnole, et du 16 février 1920, pour la zone française, elle a déclaré ces concessions illégales. Cependant, conformément aux dispositions de l'art. 144 du traité de paix de Versailles (28 juin 1919), elle a admis le remboursement de certaines sommes versées au Sultan par les requérants pour l'acquisition de leurs prétendus droits. Par sa dernière sentence, en date du 1^{er} juillet 1922, elle a fixé à 61.500 francs-papier, la somme à leur verser, et clôturé ses travaux.

Les travaux de la Commission arbitrale sont terminés. La lourde hypothèque qui pesait sur les mines du Maroc est ainsi définitivement levée.

e) *L'exploitation des phosphates.* — Le dahir du 19 janvier 1914 classait les phosphates sous un régime spécial : tout prospecteur qui en formulait le désir recevait un permis de recherches. Ce régime avait pour conséquence de donner à des étrangers la possibilité d'intervenir dans les recherches minières ; il leur donnait des gagés. A la suite des protestations de l'agriculture française, un dahir du 27 janvier 1920 fut pris pour donner au Maghzen, seul, le droit de faire des recherches et d'exploiter les gisements.

A cet égard, il convient de signaler ce que pensaient de cette décision les représentants les plus qualifiés des intérêts britanniques au Maroc. L'Assemblée Générale de la *British Merchants Morocco Association*, tenue à Londres, le 1^{er} décembre 1920, s'exprimait en ces termes dans le rapport de son Conseil :

« La promulgation du dahir du 27 janvier 1920, réservant la recherche et l'exploitation de tous les gisements de la zone française au Maghzen, nous a causé un vif désappointement. Les gisements de phosphates du Protectorat français sont considérés comme les plus

importants du monde, et il semblerait contraire aux intérêts du Protectorat français d'exclure toute participation britannique de leur exploitation. »

En somme, ce que réclamaient les négociants anglais, c'était de participer à l'exploitation, à la vente et au transport par mer des phosphates. Il serait cependant abusif qu'un gouvernement normal comme le Maghzen, dont la souveraineté au point de vue intérieur est entière, n'ait le droit d'exploiter personnellement en régie et par ses propres agents ses richesses naturelles, qu'il n'ait pas le droit d'exploiter à son profit le monopole des phosphates.

Comment exploiter ces richesses phosphatières ? Il est bon pour cela de se reporter au *Journal Officiel du 18 juin 1920*, qui contient le compte-rendu de la séance du 17 juin, consacrée à la discussion du budget du Maroc pour l'exercice 1920. A cette occasion, M. BARTHE, député de l'Hérault, posa au Gouvernement diverses questions relatives aux phosphates, aux pétroles, aux chemins de fer et à la situation économique, politique et militaire du Maroc :

« La question des phosphates intéresse au plus haut point l'agriculture française... Comment vont être exploitées ces richesses ?

« Les milieux agricoles... ont une crainte, c'est que l'agriculture ne bénéficie pas de ces ressources qui sont de nature à enrichir la production métropolitaine autant que l'activité économique de nos possessions nord-africaines et en particulier à nous permettre de produire rapidement toutes les céréales qui nous manquent aujourd'hui... Un dahir du 19 janvier 1914 classait les phosphates sous un régime spécial. Tout prospecteur qui en formulait le désir recevait un permis de recherche. Cette décision avait pour conséquence de donner à des groupements étrangers la possibilité d'intervenir dans les recherches minières... C'était donner des gages à des étrangers...

« Le monde agricole est ému et craint que ces richesses, au lieu de servir au budget du Protectorat et à l'agriculture française, ne servent à d'autres fins...

« A la suite des protestations de l'agriculture française un nouveau dahir a été pris le 27 janvier 1920. Ce dahir, ou décret, donne le droit au seul Gouvernement chérifien de faire des recherches...

« Comment seront exploitées ces richesses ? Seront-elles concédées ? Rentreront-elles dans un cartel ?... »

Voici à ce sujet la lettre que M. Victor BORET (*ancien Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, député de la Vienne*), défenseur des

intérêts agricoles, adressa à M. le Président du Conseil et que lut M. Barthe :

—« La Commission de l'agriculture de la Chambre, après avoir entendu, le 21 mars, M. de Beaumarchais... et, le 28 du même mois, M. Calary de Lamazière, rapporteur,... tient à vous informer qu'elle n'a pas encore la conviction que les intérêts de l'agriculture française seraient absolument sauvegardés dans les projets actuellement à l'étude.

« La Commission redoute en particulier que, sous le couvert d'une exploitation directe faite par le Maghzen, des Compagnies phosphatières françaises ou même des étrangers ne puissent acquérir une prépondérance absolue sur la vente de ces phosphates. En conséquence, elle désire vivement que cette exploitation soit absolument autonome et indépendante, tant au point de vue financier qu'au point de vue industriel et commercial. Elle désire, en outre, que le Gouvernement français s'emploie à faire disparaître les dernières obligations de l'Acte d'Algésiras ou des accords miniers de 1914 et prenne l'initiative d'une conversation internationale en vue de réserver à l'agriculture française un avantage certain dans la fourniture des phosphates du Maroc.

« Toute autre solution, dans la situation actuelle de notre change, serait en effet désastreuse pour l'agriculture française et en particulier pour la culture du blé. Celle-ci ne peut se développer et fournir d'abondantes récoltes qu'autant qu'elle recevra à bon marché, et abondamment, les engrais phosphatés.

« La Commission a donc l'honneur de vous demander d'adopter pour les phosphates du Maroc une solution analogue à celle envisagée pour la potasse d'Alsace, à savoir de réserver aux agriculteurs un droit de propriété et de contrôle permettant de défendre utilement leurs intérêts... »

« En réalité, reprit M. Barthe, c'est à la régie directe que l'on doit s'en tenir et la formule de cette régie doit être nettement autonome en même temps que strictement industrielle. Il ne s'agit pas de créer une sorte de monopole d'Etat dont les résultats figureront tant en recettes et en produits, qu'en dépenses dans le budget général du Maroc, mais bien de mettre sur pied un organisme ayant ses finances propres, son administration distincte et son service technique assuré par des spécialistes qui ne seront pas des fonctionnaires...

« Voilà la question de l'exploitation des phosphates du Maroc posée...

« Deux dangers nous menacent : a) si une adjudication est orga-

nisée, par suite des avantages du change pour divers groupes étrangers, il est à craindre que des étrangers puissent s'emparer de nos richesses du Maroc... ; b) il y a une combinaison qui guette nos phosphates et qui serait pire encore pour l'agriculture. Mais je cède la parole à M. le rapporteur :

« Certains groupements algéro-tunisiens redoutent que la concurrence des phosphates marocains vienne nuire à leur propre exploitation. Ils parlent, dès à présent, de la constitution d'un cartel, qui ne peut être que défavorable à l'Etat marocain, dont la production peut être très vite supérieure à celle de l'Algérie et de la Tunisie, et dans laquelle l'on peut espérer à la tonne un prix de revient inférieur. »

« Le danger est donc que ces concessions soient données pour ne pas être exploitées. Vous savez que lorsqu'une richesse naturelle vient à être découverte, les détenteurs des richesses existantes et en exploitation... » se font attribuer « les richesses nouvelles avec l'intention de ne pas les exploiter. Or, il ne faudrait pas que ce soit Gafsa ou une Compagnie quelconque qui, pour continuer à rançonner l'agriculture française, soit admise à s'emparer de ces richesses pour ne pas les exploiter. Nous devons faire naître la concurrence. (*Très bien ! très bien !*). »

« Le Gouvernement me répondra peut-être : Oui, ce que vous dites est raisonnable... ; mais j'ai les mains liées par l'Acte d'Algésiras. Le régime économique du Maroc est le régime de la porte ouverte. Je ne peux donc pas prendre, vis-à-vis des ressortissants étrangers et même de l'Etat chérifien, les mesures que je juge avec vous utiles. »

En réalité, « l'Acte d'Algésiras a été détruit vis-à-vis de l'Allemagne le jour où le militarisme allemand nous a attaqués. Du côté de l'Allemagne, nous n'avons plus aucun engagement... Reste l'Angleterre... Mais nos négociateurs ont été singulièrement légers, alors qu'au point de vue économique... nous avons laissé trop souvent sacrifier les intérêts français, alors que la Nation a fait tant de sacrifices sur les champs de bataille, s'ils n'ont pas obtenu la liberté au Maroc. »

Le Président du Conseil, M. Millerand, répondit : « Lorsque, au cours des négociations du traité de Versailles, il a été stipulé que l'Acte d'Algésiras serait supprimé en ce qui concerne l'Allemagne, les alliés, notamment les Américains et les Anglais, n'ont accepté la suppression de l'Acte d'Algésiras que sous la condition expresse que... le régime de la porte ouverte, déterminé pour la première fois dans les accords franco-anglais du 8 avril 1904, serait maintenu. »

M. Barthe. — « ... Ce traité franco-britannique n'a-t-il pas été fait

à la confusion de la France ?... Nous avons accepté de passer librement en transit par l'Algérie toutes les marchandises anglaises allant au Maroc... Cela a favorisé la fraude par régression. C'était un avantage précieux que nous donnions à l'Angleterre. L'Angleterre, elle, nous a donné le droit de faire passer les marchandises du Tchad et de l'Oubangui par l'Ouganda l'est-à-dire que nous donnions un avantage réel et immédiat à l'Angleterre et l'Angleterre ne nous donnait qu'un avantage théorique et éventuel, du moment que, pratiquement, elles ne peuvent emprunter cette voie. Notre diplomatie a alors lâché la proie pour l'ombre.

« Aujourd'hui encore,... alors que nous avons concédé à l'Angleterre, dans le monde, les avantages économiques que vous connaissez, nous resterons simplement, nous, le gendarme et le notaire du Maroc : nous continuerons à y envoyer des soldats et nous n'aurons aucun bénéfice ! » (*Applaudissements*).

En conclusion, dit M. Calary de Lamazière, rapporteur « une seule formule est possible, celle de l'exploitation directe, par le Protectorat marocain, des phosphates. »

Le Président du Conseil ajouta que le service d'exploitation des phosphates serait « une réalité qui se proposera de servir, en premier lieu les intérêts de l'agriculture française. » (*Applaudissements*).

En conséquence, un dahir du 7 août 1920 créa un *Office des Phosphates Marocains* qui, sous le contrôle du Gouvernement chérifien, devait avoir une gestion technique et financière autonome et dont le personnel de direction et d'exploitation devait être intéressé au rendement et aux bénéfices. Sur l'emprunt de 744.140.000 frs., autorisé par la loi du 19 août 1920, une somme de 36.000.000 fut prévue comme capital de premier établissement de cette régie chérifienne des phosphates. Elle devait être consacrée à l'organisation des carrières, aux logements ouvriers et aux voies d'accès. L'exploitation de ces gisements de phosphates, les plus importants du monde, sera un gros élément de trafic pour l'exportation.

§ 2. — *Le Commerce intérieur du Maroc*

Le Commerce dans les ports et dans les cités de l'intérieur. — Le commerce intérieur s'est de plus en plus développé pendant ces dernières années dans les ports et dans les villes de l'intérieur du Maroc.

Dans les ports marocains, ce sont de vieilles maisons dirigées par

des indigènes, des israélites, voire même des Européens, qui détiennent le commerce de gros d'importation, d'exportation, de commission et le commerce de détail.

Les villes de l'intérieur, Fez, Meknès et Marrakech principalement, reçoivent les marchandises importées par les chemins de fer militaires et, à défaut, par les caravanes de mulets ou de chameaux. Elles approvisionnent toutes les contrées qui les entourent.

Des intermédiaires achètent au commerçant en gros du port ou de la ville de l'intérieur, ses sacs de sucre ou ses balles de cotonnades qu'il a accumulés dans de vastes entrepôts appelés *fondouks*. Ils les revendent, sur les marchés du bled appelés *Souks*, au consommateur campagnard. Ces marchés se tiennent une fois par semaine, au croisement des grandes pistes qui font communiquer les tribus voisines, par exemple à Souk el Arba du Gharb, à Souk el Tleta de Sidi ben Nour dans le pays Doukkala. On y vend des grains, des bestiaux, des laines, des peaux etc... On y achète des cotonnades, des soieries, du sucre, du sel, etc... Un droit de 5 % *ad valorem* y est perçu sur tout objet vendu ; ce droit est payé par moitié par chaque partie, vendeur et acheteur. C'est un droit dit « de marché ».

Le régime monétaire du Maroc. — 1° *Mise au pair de la peseta hassani avec le franc.* — Les anciennes monnaies marocaines étaient le *mitqual* d'or, le *dinar*, l'*ouquia* (once), la *mangouna* (un quart de l'once). L'étalon d'or disparut en 1881 et fut remplacé par le *douro*, pièce d'argent d'origine espagnole. Les sultans firent frapper en Europe leurs monnaies d'argent : *douro* (5 fr.) et *peseta* (1 fr.). On appela ces pièces hassani, azizi, hafidi, du nom des frappes des sultans Moulay Hassan, Abd el Aziz, Moulay Hafid.

Mais on se trouva en présence d'une monnaie d'argent qui, dans les transactions internationales, n'avait, comme la piastre que sa valeur intrinsèque. Le cours du change hassani variait et se maintenait à des taux élevés. Pour 100 fr., le change hassani oscillait de 1906 à 1910 entre 157 et 170 pesetas hassani et, depuis 1910, entre 130 et 135 pesetas hassani. Enfin, en 1917, la peseta hassani se mit au pair avec le franc.

La peseta hassani circulait en même temps que des monnaies étrangères (espagnoles et françaises) dans l'intérieur du pays. La monnaie d'argent française apparut au Maroc, en 1907, à la suite des événements de Casablanca. La monnaie espagnole circulait depuis longtemps au Maroc, mais disparut peu à peu de la zone française étant remplacée par la monnaie française. Deux espèces de monnaies cir-

culaient ainsi dans le Protectorat français ; la Banque d'Etat ayant le privilège de la frappe de la monnaie, de l'émission des billets au porteur en francs ou en hassani, jusqu'en 1946, il ne pouvait être encore question de supprimer la monnaie hassani ni de n'employer que le franc. Faute de pièces d'argent françaises, le Protectorat dut même demander à la Banque d'Etat de grosses sommes en hassani, ce qui augmenta la circulation du hassani.

Le Protectorat se contenta alors de laisser le hassani venir au pair avec le franc et de l'y maintenir (8 octobre 1917). Le change se trouva supprimé, la spéculation enrayée, le commerce et l'échange de la monnaie concentrés entre les mains de l'Etat. La dualité du hassani et du franc disparut.

La parité n'était pas « de droit », c'est-à-dire qu'un débiteur de francs ne pouvait pas se libérer en hassani si son créancier n'y consentait pas ou inversement. Mais elle était « de fait » et elle a été maintenue depuis octobre 1917.

Le hassani cessait pratiquement d'être une monnaie de compte officiellement admise et reconnue par l'Etat. Il n'était plus qu'un instrument monétaire « réel », évalué en francs. En somme, il n'y avait plus dans le Protectorat français qu'une seule monnaie, le franc, représenté par les espèces françaises, algériennes, tunisiennes et marocaines.

C'est pourquoi, par dahir du 21 juin 1920, l'ancienne monnaie d'argent hassani fut démonétisée et le franc marocain établi. Cette opération, prise à la suite de la crise monétaire qui secoua si fortement le Maroc, se traduisit par le rachat et l'appropriation d'environ 80.000.000 de pesetas et par des emprunts temporaires consentis par la Banque d'Etat et la Banque d'Algérie, pour permettre d'effectuer les rentrées de métal.

Enfin, à la date du 1^{er} juillet 1922, en exécution d'un dahir du 4 mars 1922, le billet « franc » de la Banque d'Etat du Maroc fut déclaré la seule monnaie ayant cours légal dans le Protectorat.

Le régime monétaire est donc celui du franc marocain, représenté : a) par une circulation fiduciaire à cours forcé, appuyée sur un compte courant du Trésor français, qui sert à neutraliser, comme en Algérie, les effets du change ; b) par un divisionnaire spécial en nickel.

2° *La circulation métallique et fiduciaire.* — Il circulait, au Maroc, à la suite de la démonétisation définitive de l'ancienne monnaie d'argent hassani (dahir du 19 mars 1920), des billets de la Banque d'Etat du Maroc et, transitoirement, des billets de la Banque de France, de

la Banque d'Algérie et même de Tunisie (20 et 50 frs). Depuis le 1^{er} juillet 1922, le billet de la Banque d'Etat du Maroc est la seule monnaie ayant cours légal dans le Protectorat. La circulation monétaire du Protectorat est donc actuellement alimentée par : a) des billets de cinq, dix, vingt, cinquante, cent, cinq cent et mille francs de la Banque d'Etat du Maroc ; b) un divisionnaire en nickel comportant des jetons de 0,25, 0,50 et 1 fr. ; des pièces de billon de 0,05 et 0,10.

Le crédit au Maroc. — 1° *La Banque d'Etat du Maroc.* — « Une banque sera instituée au Maroc sous le nom de Banque d'Etat du Maroc, pour exercer les droits ci-après spécifiés dont la concession lui sera accordée par Sa Majesté le Sultan pour une durée de quarante années, à partir de la ratification du présent Acte. » (art. 31, chapitre III, de l'Acte d'Algésiras du 7 avril 1906).

Ainsi, l'Acte Général de la Conférence d'Algésiras créait une Banque d'Etat du Maroc. Cette banque est une société anonyme au capital de 15.400.000 frs (art 55), divisé en autant de parts égales qu'il y avait de Puissances représentées à la Conférence (quatorze) ; les Etats-Unis ayant renoncé à leur part, celle-ci fut attribuée en supplément à la France.

La Banque du Maroc comporte un Conseil d'Administration, un Comité de Censeurs et un Haut Commissaire Chérifien.

Le *Conseil d'Administration*, chargé de l'administration et de la gestion de la société, est composé d'autant d'administrateurs qu'il y a de parts dans le capital initial (art. 49). Ces administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires, après avoir été désignés à son agrément par les groupes souscripteurs du capital (art. 50).

Le *Comité de Censeurs*, institué pour veiller à l'exécution des clauses de l'acte de concession de la banque, se compose de quatre membres. Ces quatre censeurs sont respectivement nommés, avec l'agrément de son gouvernement, par chacun des établissements ci-après : Banque de l'Empire Allemand, Banque d'Angleterre, Banque d'Espagne, Banque de France (art. 51). Ils se réunissent à Tanger, au moins une fois tous les deux ans (art. 52, § 3). Les Censeurs doivent veiller au bon fonctionnement de la banque, assurer la stricte observation des clauses de la concession et des statuts, veiller à l'exact accomplissement des prescriptions concernant l'émission des billets, surveiller les opérations tendant à l'assainissement de la situation monétaire ; mais il leur est défendu de s'immiscer dans la gestion des affaires ou dans l'administration intérieure de la banque (art. 52, § 1).

Le *Haut Commissaire Chérifien* chargé d'exercer sur la Banque la haute surveillance du Gouvernement marocain, est nommé par celui-ci, après entente préalable avec le Conseil d'Administration (art. 42, §1). Il a le droit de prendre connaissance de la gestion de la banque, sans pour cela avoir le droit de s'immiscer dans la gestion des affaires ou l'administration de la banque ; il ne peut assister aux réunions des censeurs (art. 42, § 2 et 4). Ce Haut-Commissaire contrôle l'émission des billets de banque, il signe chaque billet ou y appose son sceau (art. 42, § 2 et 3). Il est chargé de la surveillance des relations de la banque avec le Trésor Impérial (art. 42, § 3). En un mot, il veille à la stricte observation des dispositions de l'acte de concession (art. 42, § 2).

La Banque d'Etat du Maroc entra en fonction dès avril 1907. Elle établit son siège social à Tanger et des agences dans les principales villes du Maroc (art. 38). Des agences sont actuellement ouvertes, en zone espagnole, à El Ksar, Larache, Tétouan ; en zone française, à Casablanca, Fez, Kénitra, Marrakech, Mazagan, Meknès, Mogador, Oudjda, Rabat, Safi.

L'Acte d'Algésiras appelle la Banque du Maroc l'agent financier du Maghzen. « La Banque sera l'agent financier du gouvernement, tant au dedans qu'au dehors, de l'Empire. » (art. 34). Elle a un droit de préférence pour l'émission des emprunts. Elle est le trésorier du Maghzen pour l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses : « La Banque remplira, à l'exclusion de toute banque ou établissement de crédit, les fonctions de Trésorier Payeur de l'Empire. » (art. 33).

Elle peut faire au Maghzen des avances en compte courant : « A valoir sur les rentrées du Trésor, la Banque fera au gouvernement marocain, des avances en compte courant jusqu'à concurrence d'un million de francs » (art. 35).

Seule, elle est chargée de la frappe et de la refonte de la monnaie. Ayant pour mission de prendre « les mesures qu'elle jugera utiles pour assainir la situation monétaire au Maroc... En conséquence, la Banque sera exclusivement chargée de l'achat des métaux précieux, de la frappe et de la refonte des monnaies, ainsi que de toutes autres opérations monétaires qu'elle fera pour le compte et au profit du gouvernement marocain. » (art. 37).

Elle a le privilège exclusif d'émettre des billets au porteur, remboursables à présentation, ayant force libératoire dans les caisses publiques de l'Empire. Elle avait émis, à partir de 1910, des billets de banque en monnaie hassani, libellés en « rials makzani argent » ; soit de 20 rials

(100 p. h.), soit de 4 rials (20 p. h.). Puis, en vertu du dahir du 21 juin 1920, elle émit des billets de banque francs, sous le régime du cours forcé.

Enfin, la Banque peut exécuter toutes les opérations qui rentrent dans les attributions d'une banque.

La Banque du Maroc a perdu de son importance depuis l'installation d'une Trésorerie Générale.

2° *Les autres banques du Maroc.* — Les établissements financiers et de crédit, installés au Maroc, pratiquent les opérations courantes de banque : escompte, encaissement d'effets de commerce, avances sur titres et marchandises, avances en compte courant, achat et vente de devises étrangères. Leur concours au développement économique de l'Empire marocain devient de plus en plus important. Les principaux de ces établissements sont : la Compagnie Algérienne, le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, la Société Générale, la Banque Commerciale du Maroc, le Crédit franco-marocain, la Banque algéro-tunisienne, la British Bank of West Africa Limited, etc... Toutes ces banques ont des agents dans les principales villes du Maroc.

Les poids et mesures. — Dans les villes de l'intérieur ou sur les souks du bled, ce sont les poids et mesures indigènes qui sont en usage. Leur inconvénient est qu'ils sont très nombreux et varient suivant les objets et suivant les régions. Dans les ports, ce sont les poids et mesures français qui sont le plus employés.

1° *Les mesures de poids.* — L'unité de poids usuel est le *retal*. Mais le *retal* vaut un kgr. à Casablanca, 540 gr. à Marrakech, 512 gr. à Meknès, 500 gr. à Rabat et à Fez, 1.600 gr. à Ber Rechid. Pour certaines denrées, telles que la viande, le *retal* vaut 800 gr. à Casablanca, 864 gr. à Marrakech, 1.800 gr. à Mazagan. Le *retal* se subdivise en demi-*retal* et en quart de *retal*. Son principal multiple est le *kantar* ; le *kantar* vaut cinquante *retal*, parfois même cent *retal*.

2° *Les mesures de capacité.* — Les principales mesures de capacité employées pour les grains sont : le *moud*, en usage dans la Chaouïa, qui vaut 64 litres à Casablanca, 100 litres à Ber Rechid, 21 litres à Fez ; la *karoubia*, employée dans le sud, qui équivaut à 253 litres 95 à Marrakech, à 20 litres à Mazagan, à 64 litres 08 à Safi ; puis, l'*abra*, le *temen*, la *qolla* (employée pour l'huile : 208 litres).

3° *Les mesures de longueur.* — La mesure usuelle pour les étoffes est la *qala* (54 centimètres) ; on se sert, parfois, dans les ports, du *yard* anglais (0 m. 91) ; ou de la *vara* espagnole (0 m. 61). Pour l'ar-

pentage, les mesures principales sont la *qama*, qui vaut 1 m. 50 en Chaouïa et 1 m. 70 à Marrakech, et le *draa* qui vaut 0 m. 50.

§ 3. — *Les efforts du Protectorat dans le Commerce et dans l'Industrie.*

L'action de l'administration du Protectorat, dans le commerce et l'industrie du Maroc, s'est manifestée, notamment, par la création du Service du Commerce et de l'Industrie ; l'institution d'Offices et Bureaux Economiques au Maroc et en France ; la création de Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture ; la création de Comités d'Etudes Economiques ; enfin, l'organisation d'Expositions et de Foires au Maroc et en Europe.

Le Service du Commerce et de l'Industrie. — Au mois de septembre 1912, en vue d'étudier toutes les questions concernant les ressources du Maroc et son développement économique, fut créé le Service des études économiques. En août 1915, ce service fut rattaché à la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, sous le nom de « Commerce, Industrie et renseignements économiques ». Enfin, au mois de novembre 1917, il devint le service du commerce et de l'industrie. Ce service s'occupe plus spécialement des questions suivantes :

Commerce, industrie et travail ; cours des produits d'importation et d'exportation au Maroc et en Europe ; cours des transports par mer et par terre ; relations avec l'Office du Protectorat à Paris et avec l'Office National du Commerce extérieur à Paris ; conseils et renseignements aux négociants et industriels ; relations avec les Chambres de commerce et avec les comités d'études économiques ; organisation des expositions et des foires.

Le Bureau Central des Offices et Bureaux économiques, l'Office marocain de la propriété industrielle, le Comité central des expositions et des foires ont leur siège au Service du Commerce et de l'Industrie.

Les Offices et les Bureaux économiques au Maroc. — La tâche du service du commerce et de l'industrie était trop lourde. On l'allégea en décentralisant ce service, c'est-à-dire en créant, en novembre 1917, des Bureaux économiques. Ces bureaux n'eurent, d'ailleurs, qu'à prendre la place des bureaux économiques provisoires et des musées commerciaux, institués après l'exposition franco-marocaine de Casablanca, en 1915.

Un Office économique fut institué à Casablanca, rue du Marabout, un autre fut créé à Rabat. Des Bureaux économiques furent installés à Fez, Meknès, Marrakech et Safi. Enfin, un Bureau central des Offices

et Bureaux économiques, rattaché au service du commerce et de l'industrie, fut institué en vue de guider et de coordonner la propagande et les moyens d'action de ces offices et bureaux.

Ces Offices et ces Bureaux économiques ont pour but d'établir une documentation parfaite sur tout ce qui peut favoriser l'expansion commerciale et le tourisme au Maroc (Guide Dunlop le *Tourisme automobile au Maroc*, par Jean DU TAILLIS). Les commerçants trouvent dans ces offices et bureaux tous les renseignements nécessaires pour connaître les besoins de la clientèle indigène, les ressources du pays, etc...

Les Offices économiques du Maroc en France. — De même que l'administration du Protectorat créa des offices et bureaux économiques à Casablanca, Rabat, Fez, Meknès, Marrakech, Safi, elle créa en France des organismes similaires qui rendent les plus grands services : à Paris, 21 rue des Pyramides ; à Marseille, 5, rue de Noailles ; à Lyon, Palais du Commerce ; à Bordeaux, 16, place de la Bourse. Il est question d'établir une liaison économique entre les régions de l'est de la France et le Maroc, par l'installation à Nancy d'un Office marocain. Il est nécessaire que cette région puisse bientôt entrer en liaison directe avec le Maroc, déjà en pleine prospérité et appelé au plus brillant avenir économique.

Au mois de juillet 1913, avait été créé à Paris l'Office du Gouvernement Chérifien et du Protectorat de la République Française au Maroc. On l'avait installé au Palais Royal, 34, galerie d'Orléans. Il y resta jusqu'en juin 1917, époque où il prit le nom d'Office du Protectorat de la République Française au Maroc et fut transporté, 21, rue des Pyramides (1^{er} arr.).

Le rôle de l'Office du Protectorat à Paris, de même que celui des autres Offices à Marseille, Lyon et Bordeaux, consiste :

1° à renseigner le public sur toutes les questions qu'il a centralisées, concernant l'agriculture, le commerce, l'industrie, les travaux publics, le tourisme et les conditions de travail au Maroc ;

2° à renseigner les colons, commerçants et industriels français établis au Maroc, ainsi que les indigènes, sur les marchés français et étrangers ;

3° à faire connaître les ressources économiques du Maroc par l'intermédiaire de la presse et des Chambres de commerce.

4° à organiser la participation du Maroc aux foires, expositions et concours en France et à l'étranger ;

5° à recueillir, tant en France qu'à l'étranger, toutes les informations

susceptibles d'intéresser le développement économique de l'Empire chérifien.

Les Chambres de commerce et d'industrie. — En 1913, un arrêté résidentiel du 23 juin créa des Chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture, dans lesquelles un dahir du 20 janvier 1919 fit entrer des sections indigènes, délibérant séparément mais pouvant délibérer en commun avec les sections françaises. Leurs membres étaient nommés pour un an par le Gouvernement marocain et chaque section élisait son président ; un arrêté résidentiel du 1^{er} juin 1920 réforma profondément cette institution en autorisant l'élection des membres des Chambres de commerce par les commerçants et industriels patentés.

Les attributions de ces Chambres consistent à présenter des vœux concernant le commerce et l'industrie et à donner des avis, quand l'administration leur en demande. On trouve des Chambres de commerce à Casablanca, Rabat, Kénitra et des Chambres mixtes d'agriculture, de commerce et d'industrie, quand les intérêts commerciaux et industriels ne nécessitent pas encore une représentation spéciale, à Fez, Meknès, Marrakech, Mazagan, Safi et Mogador.

Les expositions et les foires au Maroc et en Europe. — Des expositions et des foires furent organisées au Maroc avec l'intention de faire connaître les ressources du pays, ses débouchés, son développement rapide et de permettre à nos commerçants, ainsi bien au courant des goûts des indigènes, de pouvoir fournir à ceux-ci les produits dont ils ont besoin. C'était encore un moyen de faire ressortir auprès des Marocains, le prestige et la puissance de la France, que de leur vendre les articles qu'ils avaient l'habitude d'acheter à l'Allemagne et à l'Autriche.

Une grande exposition nationale se tint à Casablanca au cours de l'été 1915 : 2.400 exposants y participèrent, 120.000 visiteurs y furent attirés, 10.000.000 de frs d'affaires y furent traités. Ce fut un beau résultat. Aussi, pendant l'automne 1916, une foire d'échantillons et de vente fut organisée à Fez ; l'endroit choisi était cependant bien loin de la côte, les difficultés de transport nombreuses ; tout ceci n'empêcha pas un second succès : 300 stands, 100.000 visiteurs, 4.000.000 d'affaires.

Une nouvelle foire d'échantillons et de vente se tint l'année suivante, au cours de l'automne, à Rabat ; elle donna les résultats suivants : 400 stands de vente, 100.000 visiteurs, 6.000.000 d'affaires.

L'automne 1918 vit la foire marocaine annuelle se tenir à Casablanca sous la forme d'un concours général agricole marocain. Il

comportait quatre sections : section agricole, section de l'élevage, section des remotes et des haras, section du matériel agricole, de l'outillage de colonisation et des industries agricoles.

Le Maroc a participé aux expositions et aux foires européennes. Il a été à Gand en 1913 ; à Lyon en 1914 et années 1916 à 1921 ; à Paris, années 1916 à 1921 ; à Bordeaux, années 1916 à 1921 ; à Strasbourg, en 1919 ; à Marseille, en 1922.

II. — LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LE RÉGIME DOUANIER

§ 1. — *Le régime douanier du Maroc*

Le régime douanier maritime. — 1° L'ACTE D'ALGÉSIRAS. — Le régime douanier actuel du Maroc est régi par l'Acte d'Algésiras du 7 avril 1906, dans les articles 77 à 104, chapitre V : « Règlements sur les douanes de l'Empire et la répression de la fraude et de la contrebande. »

Mais l'Acte d'Algésiras ne visait que les douanes des ports marocains, il laissait de côté le régime à appliquer à la frontière terrestre, c'est-à-dire algéro-marocaine, et aux régions limitrophes des possessions espagnoles : « Dans la région frontrière de l'Algérie, l'application du présent Règlement restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc. De même, l'application de ce Règlement dans le Rif et, en général, dans les régions frontières des possessions espagnoles, restera l'affaire exclusive de l'Espagne et du Maroc » (art. 103).

L'Acte Général de la Conférence d'Algésiras, qui constitue la charte du régime douanier maritime, appliqua à toutes les Puissances le principe de l'égalité économique, le principe de la nation la plus favorisée et le principe de l'unité de tarif dans tous les ports marocains. Ces ports, ouverts au commerce international, sont, dans la zone française, ceux de Kénitra, Rabat, Fédalah, Casablanca, Mazagan, Safi et Mogador ; dans la zone espagnole, ceux de Tétouan, Arzila et Larache ; dans la zone internationale, celui de Tanger.

Une Commission des Valeurs Douanières fut instituée à Tanger par l'Acte d'Algésiras (art. 96). Elle a pour attribution la fixation du tarif des valeurs qui doit servir de base aux estimations, faites dans chaque bureau par l'administration des Douanes marocaines.

D'autre part, un Comité des Douanes sortit de la Conférence d'Algésiras. Il a son siège à Tanger et comprend trois membres nommés pour trois ans : un commissaire spécial, représentant le Sultan ; un membre du corps diplomatique à Tanger, désigné par ce corps diplo-

matique et un délégué de la Banque d'Etat. Ce comité est destiné à exercer la haute surveillance sur le fonctionnement des douanes.

Enfin, le service de la douane qui, avant le 1^{er} janvier 1918, était assuré par l'administration de la Dette Marocaine est, depuis cette date, rattaché à la Direction générale des finances.

2° TARIF DES DROITS DE DOUANE. — Le fonctionnement des douanes marocaines est à peu près le même que celui des douanes françaises, qu'il s'agisse des formalités à remplir ou de la vérification des marchandises.

a) *Importations de « toutes provenances »*. — Les marchandises étrangères importées par mer, quelle que soit leur provenance, mais autre que allemande (un dahir du 9 janvier 1920 ayant établi, en exécution du traité de Versailles, un régime spécial pour les marchandises allemandes), sont soumises à un droit de douane *ad valorem*, de 10 %. Ce droit a pour origine l'ancien droit de 10 % que les sultans prélevaient autrefois sur les prises des pirates, puis, plus tard, dans leur commerce avec les pays étrangers.

Ce droit de 10 % est augmenté d'une taxe de 2 1/2 %, perçue pour le compte de la Caisse spéciale des travaux publics créée à Algésiras, principalement pour subvenir à l'aménagement des ports du Maroc.

Le droit de 10 % a été abaissé à 5 % (plus la taxe de 2 1/2 %) pour les tissus de soie, les pierres précieuses, l'or et l'argent en lingôt, les bijoux, les pâtes alimentaires, les vins et liquides distillés de toutes espèces. Ce droit de 5 % a été créé par l'accord franco-marocain du 24 octobre 1882 et étendu aux autres Puissances en vertu de la clause de la nation la plus favorisée.

Le montant des droits de douane est calculé sur la valeur de la marchandise au comptant et en gros rendue au bureau de la douane. L'estimation de la marchandise est faite selon le « tableau des valeurs », dressé par la Commission des Valeurs Douanières, dont le siège est à Tanger.

Certaines marchandises sont admises en franchise de tous droits à l'importation, dans un but d'encouragement à la colonisation agricole. Ces franchises douanières visent les engrais et, depuis le dahir du 7 janvier 1918, le matériel agricole, articles qui restent cependant soumis à la taxe de 2 1/2 %.

A ces divers droits, il y a lieu d'ajouter, *pour les marchandises venant d'Allemagne*, une taxe spéciale qui est de 25 % *ad valorem* quand elles sont importées en droiture ; de 30 % dans le cas contraire.

Enfin, sont frappées de prohibitions d'importation les poudres, mu-

nitions et armes de guerre, l'absinthe et produits similaires. Les importations de munitions et armes de chasse ou de luxe, opium, tabacs, alambics, sont permises, mais sous certaines conditions.

b) *Exportations*. — Les marchandises qui peuvent être exportées, animaux vivants, céréales, liège, huile, peaux, laines, tapis, etc... sont soumises en principe à un droit spécifique. Un tarif fixe les taxes des marchandises animales, végétales et minérales qui peuvent être exportées. Tous les produits qui ne figurent pas à ce tarif ne peuvent pas être exportés.

Les marchandises susceptibles d'un droit d'exportation, mais cabotées d'un port du Maroc à un autre, ne subissent pas de droits d'exportation. Elles sont seulement soumises à un droit de statistique et de pesage qui est de 0 fr. 75 *ad valorem*.

c) *Admission temporaire ; réserves de retour*. — Certains produits bénéficient du régime de l'admission temporaire. La condition en est que les importateurs consignent les droits que l'article devait régulièrement acquitter et qu'ils s'engagent à les réexporter dans une période de 12 mois. Il s'agit par exemple d'objets introduits au Maroc tels que sacs, caisses, fûts, bouteilles, cordes, etc..., en vue de pouvoir exporter des produits marocains.

De même, les marchandises marocaines, qui ont servi à exporter des produits marocains, telles que les emballages, peuvent être réadmisées en franchise. Les conditions de cette franchise sont les suivantes : les marchandises sont susceptibles d'être reconnues au retour : L'expéditeur a fait sur une déclaration détaillée des « réserves de retour », les marchandises sont réimportées au Maroc dans le délai d'un an.

Régime douanier algéro-marocain. — 1° *La loi douanière du 17 juillet 1867 et la loi du 18 mars 1923.* — L'histoire douanière de l'Algérie a été très compliquée et très mouvementée jusqu'en 1867. A cette époque, une loi douanière établit le régime applicable en Algérie aux produits importés du Maroc.

L'article 6 de la loi du 17 juillet 1867 est ainsi conçu : « les produits naturels et fabriqués, originaires de la Régence de Tunis, de l'Empire du Maroc et du Sud de l'Algérie, importés en Algérie par la frontière de terre, sont exempts de droits de douane ». Seulement, pour bénéficier de cette franchise douanière, ces produits importés en Algérie par la frontière terrestre doivent justifier leur origine à défaut de quoi ils sont soumis au tarif des importations par mer. Il a été, depuis quelques années, question d'abroger ce régime et de frapper les mar-

chañdises importées par terre en Algérie de droits analogues à ceux établis à l'occasion des importations par mer. Exception serait faite toutefois pour les animaux et les produits agricoles, c'est-à-dire les produits naturels, qui pourraient encore entrer en franchise en Algérie.

Cette question a reçu une solution puisque le projet de loi présenté en juillet 1922, à la Chambre des Députés a été voté le 18 mars 1923. Voici l'exposé des motifs de ce projet de loi :

« Aux termes de l'article 6 de la loi du 17 juillet 1867, les produits naturels ou fabriqués, originaires de l'Empire du Maroc, sont admis en franchise en Algérie à leur importation par terre.

« Tant que le Maroc est demeuré dans un état voisin de l'anarchie et tant que les importations de ce pays étaient limitées aux articles nécessaires aux besoins des indigènes, ce régime n'inspira en France aucune inquiétude. Avec l'institution du Protectorat français et l'afflux dans la zone française d'un nombre relativement considérable d'Européens apportant avec eux des besoins nouveaux, on put redouter que des marchandises étrangères ne prissent la voie du Maroc et de l'Algérie pour entrer ensuite en France en franchise des droits de douane.

« Dans le but de parer à cet inconvénient, un premier projet de modification de la loi du 17 juillet 1867 avait été élaboré en 1913...

« L'économie de ce projet était la suivante : pour les motifs indiqués ci-dessus, la franchise douanière était retirée aux produits fabriqués, importés du Maroc en Algérie par voie de terre. Quant aux produits naturels, ils étaient, sous certaines conditions et suivant une liste inscrite dans le corps de la loi et dans la limite d'un contingent annuel fixé par décret, admis en franchise des droits de douane en France et en Algérie.

« Depuis la fin des hostilités, la question a été reprise...; préparé avec le constant souci de sauvegarder les légitimes intérêts de l'industrie métropolitaine et de l'Algérie, il (le projet) ne pourrait, une fois voté, qu'exercer l'action la plus salutaire sur les relations économiques entre la France et l'Empire chérifien en assurant aux colons français établis au Maroc les débouchés auxquels leur activité et leurs efforts leur donnent légitimement droit de prétendre. »

La loi du 18 mars 1923 (*Journal officiel* du 20 mars) est ainsi conçue :

« ART. 1^{er}. — Sont admis en franchise des droits de douane à l'entrée en France et en Algérie, les produits ci-après dénommés originaires et importés directement de la zone française de l'Empire chérifien : (suit alors une liste des produits à admettre en franchise).

« ART. 2. — Les autres articles originaires et importés directement de la zone française de l'Empire chérifien acquittent, à leur entrée en France et en Algérie, les droits les plus favorables perçus sur les produits similaires étrangers.

« ART. 4. — L'importation des marchandises sus-désignées en France ou par mer en Algérie ne pourra se faire que sous pavillon français ou marocain.

« ART. 5. — Des décrets... détermineront chaque année... les quantités auxquelles pourra s'appliquer le traitement prévu par l'article premier.

« ART. 6. — Les dispositions, insérées à l'article 6 de la loi du 17 juillet 1867 et au tableau D annexé à la dite loi, sont rapportées en ce qui concerne les produits naturels ou fabriqués originaires du Maroc importés en Algérie par la frontière de terre. Les marchandises entrant par cette voie sont soumises aux conditions des articles 1^{er}, 2, 3 et 5 de la présente loi. »

2° *Les accords de 1901 et 1902 ; le dahir du 28 décembre 1921.* — Les accords passés entre le Gouvernement français et le Gouvernement chérifien les 20 avril et 7 mai 1902, faisant suite au protocole de Paris du 21 juillet 1901, ont organisé le régime douanier applicable aux marchandises entrant au Maroc ou en sortant. Ils profitaient de la liberté d'action que l'Acte d'Algésiras, dans son article 103, avait reconnue à la France en cette matière.

Les accords de 1902 ont établi le long de la frontière marocaine-algérienne, des bureaux français et des bureaux algériens chargés de percevoir, pour le compte du Maghzen, les droits à l'importation et les droits à l'exportation. En 1908, ces bureaux ont été remplacés par des bureaux mixtes, indigènes et français, contrôlés par l'autorité militaire. Ces accords ont été modifiés par le dahir du 28 décembre 1921 et la loi du 18 mars 1923. Ce dahir qui a réformé le régime douanier algéro-marocain est ainsi conçu :

« ART. 1^{er}. — Les marchandises importées au Maroc par la frontière algéro-marocaine sont uniformément passibles d'un droit de douane de 5 % sur leur valeur au point où elles sont déclarées.

« ART. 2. — Les droits de sortie sur les marchandises exportées par la sus-dite frontière sont les mêmes que ceux perçus à l'exportation par les ports.

« ART. 3. — Les dispositions ci-après sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1922. La différence entre les droits résultant du nouveau tarif et l'ancienne taxation sera prise en consignation pour n'être dé-

finitivement acquise au Trésor qu'au moment où l'accord intervenu aura été ratifié par les gouvernements intéressés.

« ART. 4. — Sont et demeurent abrogées les dispositions contraires au dahir. »

On distingue deux zones dans la frontière maroco-algérienne : la zone nord, qui va de la mer à Téniet-Sassi et la zone sud qui court de Téniet-Sassi à Figuig.

A) Zone nord (de la mer à Téniet-Sassi). — Dans la zone nord, les droits de douane sont perçus à la frontière par des agents indigènes surveillés par des agents français. Les recettes, encaissées par le service des Régies et perceptions chérifiennes, sont directement versées au budget.

A l'importation, les marchandises de toutes provenances, qui pénétraient au Maroc par l'Algérie, payaient un droit de douane *ad valorem*, dit *de transit*. Ce droit était de 5 %, donc inférieur à celui perçu dans les ports marocains (10 % plus 2 1/2 %). Ce droit de 5 % *ad valorem* a été maintenu par le dahir du 28 décembre 1921. Pour certains articles tels que le sucre, la farine, le droit est spécifique.

A l'exportation, les marchandises qui sortent du Maroc pour entrer en Algérie payaient un droit dit *de sortie*, spécifique pour la plupart des produits et *ad valorem* de 5 % pour quelques autres. Le dahir du 28 décembre 1921 (art. 2) a établi que les droits de sortie seraient les mêmes que ceux perçus à l'exportation par les ports. (Voir la loi du 18 mars 1923).

B) Zone sud (de Téniet-Sassi à Figuig). — En ce qui concerne la zone sud, il est établi une évaluation forfaitaire des produits entrant chaque année au Maroc entre Téniet-Sassi et Figuig. Le Gouvernement général de l'Algérie verse au Gouvernement chérifien la somme qui en résulte.

3° *Transit en Algérie des marchandises anglaises destinées au Maroc*. — L'accord franco-britannique du 8 avril 1904 établit que la France et la Grande-Bretagne traiteraient de la même manière leur commerce avec le Maroc et l'Egypte relativement au transit par les possessions françaises et britanniques en Afrique :

« Le commerce de l'une et de l'autre nation avec le Maroc et avec l'Egypte jouira du même traitement pour le transit par les possessions françaises et britanniques en Afrique. Un accord entre les deux gouvernements réglera les conditions de ce transit et déterminera les points de pénétration.

« Cet engagement réciproque est valable pour une période de 30 ans. Faute de dénonciation expresse faite une année au moins à l'a-

vance, cette période sera prolongée de 5 ans en 5 ans. » (art. 2, 3 et 4 de l'accord concernant l'Égypte et le Maroc.)

En exécution de cet article 4 de la Convention du 8 avril 1904, un arrangement fut conclu, le 24 août 1917, entre la France et la Grande-Bretagne, avec faculté de le renouveler par période de cinq ans. En outre, l'arrangement franco-anglais du 24 août 1917 déclara que les marchandises anglaises destinées au Maroc transiteraient en franchise à travers l'Algérie, d'Oran à Oudjda.

Régime douanier résultant de la Convention franco-espagnole de 1912. — En conformité de l'article 103 de l'Acte d'Algésiras, le traité franco-espagnol du 24 novembre 1912 voulut assurer à chacune des zones française et espagnole du Maroc le produit de ce qui devait leur revenir sur les droits de douane perçus à l'importation des marchandises (art. 13). L'article 13 de la convention s'exprime ainsi :

« ... Il y a lieu d'assurer à la zone française et à la zone espagnole le produit revenant à chacune d'elles sur les droits de douane perçus à l'importation.

« Les deux gouvernements conviennent :

« 1° Que, balance faite des recettes douanières que chacune des deux administrations zonnières encaissera sur les produits introduits par ses douanes à destination de l'autre zone, il reviendra à la zone française une somme totale de 500.000 pesetas hassani, se décomposant ainsi :

« a) Une somme forfaitaire de 300.000 pesetas hassani applicable aux recettes des ports de l'ouest.

« b) Une somme de 200.000 pesetas hassani applicable aux recettes de la côte méditerranéenne, sujette à révision lorsque le fonctionnement des chemins de fer fournira des éléments exacts de calcul. Cette révision éventuelle pourrait s'appliquer aux versements antérieurement effectués, si le montant de ceux-ci était supérieur à celui des versements à réaliser dans l'avenir ; toutefois, les reversements dont il s'agit ne porteraient que sur le capital et ne donneraient pas lieu à un calcul d'intérêts.

« Si la révision, ainsi opérée, donne lieu à une réduction des recettes françaises relatives aux produits douaniers des ports de la Méditerranée, elle entraînera *ipso facto* le relèvement de la contribution espagnole aux charges des emprunts sus-mentionnés (1).

(1) Il s'agit, par « emprunts sus-mentionnés », des emprunts 1904 et 1910 : « Le Gouvernement de S. M. le Roi d'Espagne ne portera pas atteinte aux droits, prérogatives et privilèges des emprunts 1904 et 1910 dans sa zone d'influence. »

« La zone d'influence espagnole contribuera aux charges des emprunts 1904 et

« 2° Que les recettes douanières, encaissées par le bureau de Tanger, devront être réparties entre la zone internationalisée et les deux autres zones, au prorata de la destination finale des marchandises. En attendant que le fonctionnement des chemins de fer permette une exacte répartition des sommes dues à la zone française et à la zone espagnole, le service des douanes versera en dépôt à la Banque d'Etat l'excédent de ses recettes, paiement fait de la part de Tanger.

« Les administrations douanières des deux zones s'entendront, par l'entremise de représentants qui se réuniront périodiquement à Tanger, sur les mesures propres à assurer l'unité d'application des tarifs... »

Enfin, l'art. 19 de la Convention franco-espagnole du 27 novembre 1912, traitant de la question douanière dans l'intérieur de l'Empire marocain déclare que :

« Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. Catholique se concerteront en vue de :

« 1° Toutes les modifications qui devraient être apportées dans l'avenir aux droits de douane ;... »

Régime douanier des produits marocains en France. — Les produits d'exportation marocains payent, à leur entrée en France, les droits du tarif minimum. Ce privilège, qui remonte aux traités du 28 mai 1767, 28 mai 1825 et 10 septembre 1844, résulte principalement de l'accord commercial franco-marocain du 26 octobre 1892.

Il convient de remarquer que le régime douanier marocain a été très gêné par les dispositions issues de la Conférence d'Algésiras et du traité franco-allemand du 4 novembre 1911 qui, tout en obligeant la France à « sauvegarder au Maroc l'égalité économique entre les nations », c'est-à-dire à supporter la clause de la nation la plus favorisée, enlevait à la France toute liberté d'action. Ce n'était d'ailleurs que la réalisation des désirs de M. de Kiderlen-Waechter.

Toutefois, il nous était possible de tourner la clause du traitement de la nation la plus favorisée. Il suffisait, par exemple, d'admettre en franchise, dans les limites d'un contingentement, les exportations marocaines en France. D'autre part, le Maroc, étant un pays de protectorat français, ne pouvait être considéré comme n'importe quelle nation étrangère ; la France pouvait donc lui appliquer le même régime qu'elle pratiquait envers ses colonies.

1910 suivant la proportion que les ports de la dite zone, déduction faite des 500.000 peseta hassani dont il sera parlé plus loin, fournissent à l'ensemble des recettes douanières des ports ouverts au commerce.

« Cette contribution est fixée provisoirement à 7 95 0/0, chiffre basé sur les résultats de l'année 1911... » (art. 12; § 1, 3 et 4 de la convention franco-espagnole).

Le régime douanier marocain avait donc besoin de recevoir de grandes améliorations. Un projet de loi, conçu dans ce but, a été voté le 18 mars 1923 ; il a été exposé plus haut (régime douanier algéro-marocain).

§ 2. — *Le mouvement commercial du Maroc.*

Commerce total de la zone française. — Le commerce extérieur du Maroc était en pleine progression lorsque la guerre l'arrêta. Cet arrêt ne fut d'ailleurs qu'un arrêt momentané. Dès 1915, la progression économique reprit avec vigueur, à tel point que, par rapport à 1912, le commerce total du Maroc français doubla presque en 1917 et dépassa le sextuple en 1920. Cette augmentation considérable est due à la hausse des produits importés.

Les tableaux ci-après indiquent, pour quelques années, le mouvement commercial du Maroc par les ports de la zone française et par la frontière algérienne. La physionomie générale du commerce (importations et exportations réunies) se trouve plus précise en réunissant les chiffres du trafic par voie de mer et du trafic par voie de terre (valeur en francs) (1).

Années	Importations	Exportations	Totaux
1912	110.657.340	67.080.383	177.737.723
1913	181.426.943	40.180.291	221.607.234
1914	132.958.200	31.041.437	163.999.637
1915	180.132.786	55.807.459	235.940.245
1916	228.983.198	81.870.990	310.854.188
1917	270.090.537	116.148.081	386.238.618
1918	314.379.981	114.965.416	429.345.397
1919	480.797.396	227.742.457	708.539.853
1920	1.000.474.464	268.875.057	1.269.349.521
1922	706.181.716	216.119.306	922.301.022

Le commerce de la zone française s'élevait ainsi, en 1917, à 386.238.618 francs, dont 270.090.537 à l'importation et 116.148.081 à l'exportation. Cette même année, le commerce de la zone espagnole s'élevait à 37.076.986 francs, dont 31.534.163 à l'importation et 5.542.823 à l'exportation. Celui de la zone internationale de Tanger atteignait 24.155.924 francs, dont 21.240.654 à l'importation et 2.915.270 à l'exportation.

Ainsi, pour l'ensemble du Maroc, toutes zones réunies, le mouve-

(1) Les statistiques globales publiées tant par le Comité des Douanes de Tanger que par le Gouvernement du Protectorat se réfèrent aux valeurs et non aux quantités. Il a été cependant possible d'obtenir les quantités relatives aux années 1912 (368.591 tonnes) et 1920 (552.875 tonnes) ; quantités qui, en 1922, sont plus du double de celles de 1912, puisqu'on obtient 898.102 tonnes.

ment commercial s'élevait, en 1917, à 447.471.528 francs, dont 322.865.354 à l'importation et 124.606.174 à l'exportation. La part de la zone française dans le commerce total de l'Empire du Maroc ressortait à 86 %.

En 1920, le commerce du Maroc français s'élevait à 1.269.349.521 francs, soit : 1.000.474.464 aux importations et 268.875.057 aux exportations.

A la même époque, le commerce de l'Algérie s'élevait à 4.342.000.000 francs. Limitée au trafic intéressant exclusivement la consommation et la production de la colonie, l'évaluation du mouvement commercial donnait un total de 3.977.000.000 francs, supérieur de 2.448.000.000 aux constatations effectuées en 1918. Ce chiffre se décomposait en 2.535.000.000 aux importations et 1.442.000.000 aux exportations.

Celui de la Tunisie s'élevait à 972.620.050 francs en 1920 et à 1.394.594.041 francs en 1921, dont 721.700.155 aux importations et 672.893.886 aux exportations ; ce total était supérieur de plus de 100 % aux chiffres correspondants de l'année 1919.

Celui de la Syrie, pays à mandat, à 650.000.000 de francs, dont près de 600.000.000 et 130.000 tonnes aux importations (95.000.000 pour la France et 250.000.000 pour l'Angleterre) ; et environ 60.000.000 aux exportations (13.500.000 pour la France, 14.000.000 pour la Turquie).

Celui de l'Afrique Occidentale Française s'élevait, en 1920, à 1.242.605.245 francs, contre 273.000 en 1913, soit 653.910.760 aux importations et 588.694.485 aux exportations.

Celui de l'Afrique Equatoriale Française (Cameroun compris) s'élevait à 146.303.760 francs, soit 65.612.512 aux importations et 80.691.248 aux exportations.

Celui de Madagascar, à 515.637.355 francs, dont 279.694.657 aux importations et 235.942.698 aux exportations.

Celui de l'Indo-Chine, à 1.830.202.000, en 1920, et à 2.097.079.000 francs en 1921, dont 807.729.000 aux importations et 1.289.350.000 aux exportations.

Si l'on ne s'occupe que du mouvement commercial de la zone française, on constate, d'après la statistique ci-dessus, que les importations totales ont passé de 110.657.340 francs, en 1912, à 270.090.537, en 1917 et à 1.000.474.464 francs, en 1920. Une progression aussi forte et aussi rapide, malgré les circonstances déplorables résultant de la guerre, est une preuve de la grande faculté d'achat du Protectorat marocain et par conséquent, du développement de sa richesse.

En ce qui concerne les exportations, on voit qu'elles se sont élevées

de 67.080.383 francs en 1912, à 116.148.081 francs en 1917 et à 268.875.057 francs en 1920, après avoir subi un temps d'arrêt en 1913 et en 1914 du fait de la sécheresse et du fait de la guerre. Les exportations marocaines, consistant principalement en produits de l'agriculture et de l'élevage, le chiffre des ventes à l'étranger suit les fluctuations résultant de l'abondance ou de l'insuffisance des récoltes. Quoi qu'il en soit, il est à remarquer qu'en 1917 le total des exportations a été plus du double de celui de l'année 1915. Cela tient à la récolte qui fut fort bonne cette année-là et à la demande importante de produits marocains par le Ravitaillement français, d'où augmentation de la production et hausse des prix de vente.

Commerce par les ports de la zone française. — La statistique précédente indique le mouvement commercial par voie de mer et par voie de terre réunies. Il convient, cependant, pour montrer l'importance du commerce marocain par voie de mer, de présenter quelques chiffres du commerce par les ports de la zone française :

ANNÉES	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		TOTAUX	
	Tonnages	Valeurs	Tonnages	Valeurs	Tonnages	Valeurs
1913	443.929	149.794.943	34.844	30.860.291	478.773	180.655.234
1914	246.364	104.215.200	32.803	21.877.437	279.227	126.092.637
1915	212.676	148.404.786	125.468	48.680.459	338.144	167.085.245
1917	203.500	215.710.537	282.500	103.869.081	486.000	319.579.618
1920	386.410	312.151.464	164.187	243.978.057	550.597	1.016.129.521
1921	444.303	750.135.481	358.223	256.013.121	802.536	1.006.148.603
1922	»	616.551.550	»	203.077.893	810.011	819.629.448

On remarque qu'après avoir baissé en 1914, le tonnage total des importations et des exportations par les ports n'a cessé ensuite de remonter et, en 1922, presque doublé celui de 1913. Pour les valeurs en francs l'augmentation considérable est due pour beaucoup à la hausse des produits importés.

Une seconde observation à tirer de ce tableau, c'est la part de plus en plus importante prise, depuis 1915, par les exportations qui, en tonnage, sont arrivées à dépasser les importations en 1917, c'est le résultat de l'effort du Maroc pour aider le ravitaillement de la métropole et ce résultat est de bon augure pour l'avenir de la colonisation.

Si l'on analyse maintenant le trafic maritime du Protectorat, port par port, on constate que Casablanca occupe de beaucoup la première place, avec 44 % du total, dû surtout au fort tonnage des importations. Depuis de nombreuses années, Casablanca tient le premier rang. C'est surtout depuis 1908, à la suite de l'occupation française, que Casablanca a considérablement distancé les autres ports marocains.

Son commerce est passé de 42 millions de francs en 1911, au chiffre de 80 millions environ pour 1913, de 143 millions environ pour 1917, de 610 millions environ pour 1921, de 482 millions et 442.400 tonnes environ pour 1922.

Le trafic de Casablanca est donc devenu 15 fois plus fort au bout de 10 ans, grâce aux importations il est vrai, qui, de 22 millions en 1911, sont passées à 495.600.000 francs en 1921.

Le jour où le commerce de ce port a dépassé le chiffre de 80 millions de francs doit être marqué d'un caillou blanc (année 1913). Casablanca, par la rapidité de son ascension, détient presque le record de la vitesse. En effet, Philadelphie et San-Francisco n'ont franchi ce niveau qu'en 1860, Stockholm en 1880, Rouen en 1875, Oran en 1895, Nantes en 1900 et Tunis en 1905.

Le tableau suivant fournit, pour 1921, la répartition du trafic entre les ports marocains. Il y a lieu d'y remarquer, en ce qui concerne le tonnage total et plus particulièrement celui des exportations, la part importante des ports de Safi et de Mazagan, gros centre du commerce des œufs :

PORTS	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		TOTAUX	
	Tonnages	Valeurs	Tonnages	Valeurs	Tonnages	Valeurs
Casablanca.....	251.792	495.596.129	141.813	114.260.345	396.605	609 856.474
Kénitra.....	112.901	104 355.723	10.140	8.255.018	123.041	112 610.741
Mazagan.....	12.762	34 025.309	66.884	58.864.964	79.646	92.890.273
Mogador.....	8.919	34.625.297	37.548	26.832.293	46.467	61.457.590
Safi.....	6.083	17.240.153	95.914	43.418.752	101.997	60.658.905
Rabat.....	35.028	46.592.116	4.295	2 001.856	38.023	48.593.972
Fedalah.....	16.828	17.700.755	2.629	2.379.893	19.457	20.080.648

Les chiffres significatifs ci-dessous et qui se rapportent aux années 1912-1917 et 1921 permettent de constater le progrès du trafic maritime de chaque port, importations et exportations réunies :

Années	Tonnages	Valeurs
CASABLANCA		
1912	184.521 tonnes	63.266.128 fr.
1917	224.138 —	142 277.350 —
1921	396.605 —	609 856.474 —
KÉNITRA		
1912	ouvert au commerce en juin 1913.	
1917	36.560 tonnes	25.662.026 fr.
1921	123.041 —	112.610.741 —
MAZAGAN		
1912	55.609 —	25.276.008 —
1917	55.459 —	45.873.440 —
1921	79.646 —	92.890.273 —

MOGADOR			
1912	22.964	—	19.900.206 —
1917	27.320	—	26.824.422 —
1921	46.467	—	61.457.590 —
SAFI			
1912	90.673	—	28.586.810 —
1917	92.028	—	36.659.085 —
1921	101.997	—	60.658.905 —
RABAT			
1912	21.066	—	13.537.571 —
1917	41.255	—	41.786.385 —
1921	38.323	—	48.593.972 —
FEDALAH			
1912	ouvert au commerce en mars 1914		
1917	5.396 tonnes		1.041 961 fr.
1921	19.457	—	20 080.648 —

Commerce par la frontière algérienne. — Le commerce du Maroc par voie de terre est loin d'atteindre le commerce effectué par voie de mer. Par les ports de la zone française, les chiffres des importations et des exportations réunies s'élevaient, en 1922, à un total de 819.629.448 francs, et de 830.011 tonnes dont 616.551.550 francs aux importations et 203.077.898 francs aux exportations. Par la frontière algérienne, ces chiffres arrivent, à la même époque, à la somme raisonnable de 102.671.574 francs, et de 68.091 tonnes, dont 89.630.166 francs pour les importations et 13.041.408 francs pour les exportations. Avec le développement des moyens de transport, routes et voies ferrées, le trafic commercial entre le Maroc, principalement les régions de Taza, de l'Atlas et du Maroc Oriental, et l'Algérie, ne pourra que prendre une plus grande importance.

Pour le moment et pour mieux apprécier les progrès à accomplir dans le mouvement commercial du Maroc par le trafic par voie de terre, il convient de rappeler que les chiffres des importations et des exportations de toute la zone française s'élevaient, en 1922, à la somme de 922.301.022 francs, et 898.102 tonnes dont 706.181.716 francs aux importations et 216.119.306 francs aux exportations.

Le tableau ci-dessous fournit les chiffres des importations par la frontière algérienne (valeur en francs), tant pour les échanges commerciaux de la zone nord (de la mer au Teniet Sassi), que pour ceux de la zone sud (du Teniet Sassi à Figuig).

Années	Importations	Exportations	Totaux
1912	18.178.000	8.993.000	27.171.000
1917	54.380.000	12.279 000	66.659 000
1919	114.755.445	20.625 000	135.380.445
1920	188.323.000	24.897.000	213.220 000
1922	89.630.166	13 041.408	102.671 574

Commerce avec les principales Puissances. — Le principe de l'égalité économique entre les nations, qui règne au Maroc en vertu de l'Acte d'Algésiras, répartit le marché en un certain nombre de pays. Quelle est la part de ces différents pays dans le commerce extérieur du Maroc ?

1° La *France* a toujours occupé le premier rang dans les échanges commerciaux avec le Maroc. En 1917, la part de la France (voie de mer et voie de terre) atteignait 272.757.969 francs (soit 70, 62 % du commerce total contre 43,37 % en 1912). Elle était de 800.924.008 francs en 1920, soit une augmentation de 300 millions sur 1919 ; la part de la France dans le commerce marocain passait ainsi à 63,09 % contre 43,37 % en 1912.

Ses importations de marchandises par les ports marocains et par la frontière algéro-marocaine atteignaient 170.638.902 francs en 1917 (soit 63,18 % des importations totales) et 648.733.487 francs en 1920 (soit 64,84 %). Les importations de la France, c'est-à-dire les ventes faites au Maroc, n'ont pas cessé d'augmenter depuis l'instauration du Protectorat (48,95 % en 1912).

Les exportations du Maroc sur la France et l'Algérie ont atteint 102.119.067 francs en 1917, soit 98,18 % de marchandises achetées par la France au Maroc. Cela tient aux prohibitions de sortie édictées pendant la guerre pour faire bénéficier la métropole des produits marocains. Les exportations ont atteint, en 1920, 152.190.521 francs soit 56,60 % (34,17 % en 1912).

2° L'*Angleterre* agit beaucoup pour développer ses affaires au Maroc. Elle y en a fait en 1912, pour 48.190.373 francs et en 1917, pour 80.139.621 francs, soit 20,75 % du commerce total ; en 1920, pour 282.071.533 francs, soit une augmentation d'environ 100 millions sur 1919. L'Angleterre vient donc au second rang parmi les nations qui sont en relations commerciales avec le Maroc.

Les importations anglaises dans le Maroc étaient, en 1917, de 69.192.484 francs, soit 32 % ; et en 1920, de 212.138 francs, distançant de très loin les Etats-Unis. L'Angleterre est le seul concurrent vraiment redoutable que nous rencontrons actuellement au Maroc.

Ses exportations, qui étaient en 1917, de 10.947.137 francs, soit 10,5 % atteignent, en 1920, 69.932.607 francs.

3° L'*Espagne* comptait en 1912 pour 8.393.000 francs et en 1917, pour 18.280.070 francs, en 1920, pour 55.326.262 francs, soit une augmentation de 19 millions sur l'année précédente (1919). Ses impor-

tations étaient en 1920, de 26.241.065 francs et ses exportations de 29.085.197 francs.

L'Espagne a beaucoup augmenté ses ventes au Maroc depuis la guerre puisqu'en 1912 elle n'importait au Maroc que pour 2.463.542 francs et qu'elle exportait pour 5.929.676 francs.

4° Les *Etats-Unis*, très en progrès depuis 1915, faisaient avec le Maroc un commerce de 9.029.787 francs en 1917 et de 44.127.784 francs en 1920.

Leurs importations dans le Maroc ont beaucoup augmenté puisque, de 406.616 francs en 1916, elles ont passé à 7.610.082 francs en 1917, soit 3,5 % et à 40.219.850 francs en 1920, soit la troisième place dans le commerce d'importation du Protectorat.

Leurs exportations se sont élevées, de 272.789 francs, en 1915 à 3.907.934 francs en 1920.

5° La *Belgique*, qui comptait pour 6.798.315 francs en 1913, fut paralysée complètement par la guerre. Son commerce n'était, en effet, que de 2.819 francs en 1917. Le rang important qu'elle tenait avant la guerre, elle l'a repris depuis, puisqu'elle comptait en 1920 pour 39.616.907 francs, dont 31.976.007 francs aux importations.

6° L'*Italie* comptait en 1917 pour 2.854.411 francs, et en 1920 pour 14.978.743 francs. Ses importations ont passé de 685.795 francs en 1912, à 10.433.266 francs en 1920 et ses exportations sont tombées de 5.066.113 francs en 1912, à 497.891 francs en 1917, pour remonter à 4.545.477 en 1920.

7° La *Suède* faisait, en 1917, avec le Maroc un commerce de 711.162 francs, ne se composant que d'importations. En 1920, son commerce s'est élevé à 14.777.980 francs, dont 24.739 francs pour les exportations.

8° Les *Pays-Bas* voyaient leur commerce s'abaisser de 3.273.510 francs en 1913, à 323.201 francs en 1917 et sans exportations. Il est remonté à 6.325.346 en 1920, dont 319.100 francs d'exportations.

9° L'*Allemagne* et l'*Autriche* prenaient autrefois une certaine part (12 %). L'Allemagne, avant la guerre mondiale, faisait tous ses efforts pour conquérir le marché marocain. Elle vendait au Maroc chaque année davantage. Il est vrai qu'elle lui achetait plus qu'elle ne lui vendait. L'Autriche a cessé également tout commerce avec le Maroc depuis le mois d'août 1914.

L'Allemagne et l'Autriche sont restées, jusqu'en 1919, exclues du marché. Quant à la somme de 8.464 francs qui figure pour l'Allemagne, en 1917 dans la colonne des importations, elle représente des ventes

de marchandises séquestrées. La France n'avait donc plus ces deux pays pour principaux concurrents. Ses concurrents étaient l'Angleterre, l'Espagne et les Etats-Unis. Mais, en 1920, l'Allemagne et l'Autriche, dont le commerce était nul en 1919, se sont présentées avec, l'une, 2,770.281 francs, l'autre, 53.748 francs.

10° Le *Portugal* comptait en 1917 pour 1.035.205 francs et en 1920 pour 2.653.949 francs. Ses importations se sont élevées de 102.832 francs en 1912 à 1.853.388 francs en 1920. Ses exportations ont passé de 115.605 francs en 1912 à 7.542 francs en 1913, pour remonter à 1.394.989 francs en 1916 et pour retomber à 306.161 francs en 1917 et remonter à 800.561 francs en 1920.

11° L'*Egypte* a vu son commerce passer de 10.887 francs en 1912, à 6.632.414 francs en 1915, ayant ravitaillé cette année-là le Maroc en sucre, pour redescendre à 80.094 francs en 1917 et remonter à 274.866 francs en 1920.

12° La *Tunisie*, comptait, en 1917, pour 248.056 francs et en 1920, pour 230.096 francs, dont 224.989 francs à l'importation et 5.107 francs à l'exportation.

En conclusion, on constate qu'en 1917 les exportations du Maroc ont diminué pour tous les pays, sauf pour la France, les Etats-Unis et le Portugal. On constate qu'en 1920, les chiffres du commerce du Maroc sont favorables au commerce français malgré l'activité indéniable de l'Angleterre, favorisée par son change, et que la situation des autres pays dans leur commerce avec le Maroc est en progression générale.

Le tableau suivant fournit la répartition du mouvement commercial du Protectorat marocain entre les principales Puissances (valeur en francs) :

Années	Importations	Exportations	Total
FRANCE ET ALGÉRIE			
1912	54.176.131	22.924.579	77.100.710
1917	170.638.902	102.119.067	272.757 969
1920	648.733.487	152.190 521	800.924.008
ANGLETERRE ET GIBRALTAR			
1912	34.740.962	13.449.411	48.190.373
1917	69.192.484	10.947.137	80.139 621
1920	212.138.926	69 932 607	282.071 533
ESPAGNE			
1912	2.463 542	5.929.676	8.393 218
1917	17.483.460	796.610	18.280.070
1920	26.241.065	29.085.197	55.326.262

ETATS-UNIS

1912	406.616	409.522	816.138
1917	7.610.082	1.419.705	9.029.787
1920	40.219.850	3.907.934	44.127.784

BELGIQUE

1912	2.687.678	433.337	3.121.015
1917	2.819	»	2.819
1920	31.976.007	7.640.900	39.616.907

ITALIE

1912	685.795	5.066.113	5.751.908
1917	2.356.520	497.891	2.854.411
1920	10.433.266	4.545.477	14.978.743

SUÈDE

1912	1.076.701	»	1.076.701
1917	711.162	»	711.162
1920	14.753.241	24.739	14.777.980

PAYS-BAS

1912	2.052.795	874.027	2.926.822
1917	323.201	»	323.201
1920	6.006.246	319.100	6.325.346

ALLEMAGNE

1912	9.539.856	17.506.526	27.046.382
1917	8.464	»	8.464
1920	2.708.441	61.840	2.770.281

PORTUGAL

1912	102.832	155.605	258.437
1917	729.044	306.161	1.035.205
1920	1.853.388	800.561	2.653.949

EGYPTE

1912	1.336	9.560	10.896
1917	75.668	4.426	80.094
1920	46.811	228.055	274.866

NORVÈGE

1912	242.011	215.207	457.218
1917	20.260	»	20.260
1920	313.210	»	313.210

TUNISIE

1912	»	»	»
1917	200.106	47.950	248.056
1920	224.989	5.107	230.096

AUTRICHE

1912	2.123.278	79.233	2.202.511
1917	»	»	»
1920	53.748	»	53.748

RUSSIE			
1912	68.829	»	69.829
1917	»	»	»
1920	»	»	»

AUTRES PAYS			
1912	287.978	27.587	315.565
1917	738.365	9.134	747.499
1920	5.771.789	133.019	5.904.808

A titre de comparaison, notons que, dans le commerce d'importation tunisien, la part de la France était, en 1920, de 46,66 % et, dans le commerce d'exportation, de 52,44 %.

§ 3. — *Les principaux articles importés au Maroc*

Adaptation aux goûts de la clientèle indigène. — Les importations sont constituées, tout d'abord, par les produits nécessaires à l'alimentation, à l'habillement, ou à la vie matérielle, aussi bien pour les Européens que pour les indigènes. Elles sont constituées, ensuite, par une série de produits que l'on pourrait dénommer « produits de consommation reproductive » ; ce sont ceux que l'on incorpore au pays ou qui forment un élément de sa prospérité en constituant son outillage économique.

Ces importations s'étendent à toutes sortes d'articles et les besoins de plus en plus importants du pays doivent attirer très sérieusement l'attention de nos commerçants. Les commerces français, anglais, américains et hollandais ont su, beaucoup plus que ceux des autres pays, bénéficier de l'absence de concurrence des Puissances ennemies, résultant de la guerre. Cependant, en ce qui concerne les commerçants français, il est bon, avant de passer en revue les principaux articles d'importation, de leur adresser un conseil pratique. Il est certain qu'ils peuvent trouver au Maroc d'excellents débouchés, mais ils doivent, en s'adressant à la clientèle indigène, prendre soin de répondre exactement à ses goûts.

S'ils veulent se créer et conserver au Maroc de bons débouchés, s'ils veulent réussir auprès de la clientèle indigène, il est indispensable qu'ils observent, plus que partout ailleurs, le respect des habitudes de la population.

A ce sujet, ils doivent se bien renseigner sur le mode d'emballage et de présentation des produits qu'ils expédient à leur clientèle marocaine et auxquels celle-ci est accoutumée. Savoir s'adapter aux goûts des Marocains pour la présentation des marchandises, cela a beau-

coup plus d'importance, dans ce pays de tradition, qu'il ne pourrait sembler à prime abord.

Produits destinés à l'alimentation, à l'habillement ou à la vie matérielle. — Les produits nécessaires à l'alimentation, à l'habillement et à la vie matérielle constituent une proportion de 60 à 70 % du total des produits importés au Maroc.

1° **PRODUITS ALIMENTAIRES.** — Parmi les produits alimentaires importés au Maroc, il faut citer le sucre, le thé, les vins, les bières, les alcools, les liqueurs, le café, l'huile d'olive, les farines et semoules, le riz, les pommes de terre, le lait concentré, le fromage, les bonbons, le chocolat, les biscuits et fruits confits, les marrons et châtaignes, la charcuterie et les conserves de viande, les poissons secs.

a) *Le sucre.* — Le sucre a toujours occupé le premier rang parmi les articles importés au Maroc. C'est, on le sait, un produit de toute nécessité pour l'indigène. L'indigène consomme beaucoup de sucre, il l'emploie surtout dans sa boisson favorite, le thé à la menthe. Une tasse de thé à la menthe est une chose excellente que l'on ne peut comparer à la tasse d'eau chaude des salons européens.

Le sucre est expédié à la clientèle indigène, et voici un exemple de présentation de marchandise que le commerçant doit bien retenir, en pain de forme conique, pesant de 1 kilo 500 à 9 kilos. Chaque pain est enveloppé d'un premier papier blanc, puis d'un second papier bleu sur lequel est un papier rouge avec la marque de fabrique ; une ficelle entoure le pain de haut en bas ; le sucre est envoyé dans des sacs de quarante à cinquante pains.

Les quantités de sucre importées au Maroc français ont passé de 66.420.254 kilogs en 1913 représentant 30.025.222 fr. à 47.420.091 kilos en 1920 représentant 162.896.853 frs. on constate donc une diminution de quantité de 1913, mais par contre on se trouve dans la même période en présence d'une forte hausse des prix.

La France s'est toujours maintenue à la tête du marché. Elle a toujours eu de beaucoup la première place parmi les fournisseurs de sucre du Maroc. Depuis la guerre, elle a fourni à ce pays la presque totalité, soit en 1917, 43.866.905 kilos (56.379.793 frs.) et en 1920, 46.824.551 kilos (160.961.460 francs).

Avant la guerre, l'Allemagne tenait le second rang, l'Autriche occupait le troisième. Pendant la guerre, l'Egypte s'est substituée au commerce austro-allemand et au commerce belge. Aujourd'hui, la Belgique a repris et occupe le second rang, avec 138.790 kilos.

b) *Le thé.* — Le thé est la boisson courante des Marocains. C'est

donc un article qui tient une grande place dans les importations. L'Angleterre importe presque toute la quantité de thé qui arrive au Maroc. Elle en expédiait 1.866.266 kilos en 1913 et 1.411.268 kilos en 1920 sur un total de 2.418.684 kilos.

La France en importait, en 1920, 995.872 kilos. La France pourrait augmenter ses importations de thé si son fret était suffisant pour transporter ses thés indo-chinois. Avant la guerre, un concurrent important était l'Allemagne ; les Allemands, qui n'avaient pas de territoires producteurs de thé, faisaient venir à Hambourg le thé vert chinois, le seul que consomme le Marocain, et l'importait au Maroc.

c) *Les vins*. — Malgré les efforts de l'Espagne, la France et l'Algérie tiennent un bon rang (le second) dans les importations de vins au Maroc. En ce qui concerne les vins mousseux, les vins en bouteilles, les vins de liqueur, notre pays a gardé sa supériorité. Mais en ce qui concerne les vins en fûts, la France, dont la récolte est en grande partie absorbée par les besoins intérieurs, n'a importé en 1920 que 46.818 hectol (10.997.173 fr) sur un total de 171.249 hectol (23.248.051 fr), tandis que l'Espagne en importait à la même époque 122.210 hectol. (10.929.666 fr).

d) *Les bières*. — Depuis 1914, les importations de bière en fûts et en bouteilles ont diminué. La France occupe le premier rang avec, en 1920, 8.047 hectol (1.099.453 fr.) sur un total de 9.575 hectol. (1.490.676 fr.). Avant la guerre, en 1912, elle était dépassée par l'Allemagne.

e) *Les alcools*. — Les importations des alcools (alcool pur, eau-de-vie de vin, de mélasse, absinthe, liqueurs, whisky, genièvre), ont diminué en quantité jusqu'en 1920. Elles ont successivement passé de 13.653 hectol. en 1912, représentant 1.127.737 frs, à 13.951 hectol. en 1920, représentant 8.139.738 frs.

La France occupe le premier rang dans les importations d'alcool, avec 10.909 hectol. en 1920 (6.576.428 frs). Après elle, vient l'Espagne.

f) *Le café*. — Les quantités de café importées au Maroc ont rapidement augmenté. Elles ont passé de 167.869 kgs en 1912 (259.340 frs,) à 1.223.972 kgs en 1920 soit une valeur de 5.044.677 frs. La France tient le premier rang avec 1.068.003 kgs en 1920.

g) *L'huile d'olive*. — Les quantités d'huile ont passé de 254.929 kgs en 1912, à 1.273.876 kgs en 1917 (2.168.697 frs) et à 17.482 kgs en 1920 (116.073 frs). L'année 1920 accuse ainsi une brusque diminution, cela tient à ce que l'huile d'olive produite par les oliviers du Maroc a été mieux traitée et a pu remplacer les quantités importantes en pro-

venance d'Espagne. Plusieurs raffineries ont été, en effet, installées au Maroc, notamment à Marrakech et à Meknès.

h) *Le riz*. — Les importations de riz n'existaient pour ainsi dire pas avant l'occupation française, les Marocains consommaient très peu de riz. Le débarquement de nos troupes a fait s'élever ces importations de 328.126 kgs en 1912, à 1.634.027 kgs en 1920 (3.170.036 frs). L'Angleterre en était le principal fournisseur. Mais depuis 1915, la France a fourni au Maroc presque toute la quantité de riz nécessaire, soit en 1920, 1.352.884 kgs. Elle n'a eu à recourir qu'à ses riz indo-chinois.

i) *Les farines de froment*. — Le Maroc faisait venir beaucoup de farines de l'extérieur, car il produisait très peu de blé tendre. Mais les importations ont diminué depuis que le blutage et la composition de la farine ont été réglementés. Les importations de farine ont passé, en effet, de 89.415 quintaux en 1915, à 200 quintaux en 1920.

j) *Les semoules*. — Le Maroc n'importe de semoules que dans les années mauvaises, lorsque sa production de blé dur ne lui permet pas de fabriquer les quantités de semoules dont sa population a besoin. Les importations, qui étaient de 198.562 quintaux en 1913, se sont abaissées à 81 quintaux en 1916 et à zéro en 1920.

k) *Autres produits*. — Le lait concentré est, pour une part importante, importé d'Angleterre.

Les poissons secs, conservés ou marinés, sont fournis à la fois par le Portugal, l'Espagne, la France et l'Angleterre.

Les conserves de viande et la charcuterie viennent principalement de France.

Le chocolat provient surtout de France.

Les biscuits et fruits confits viennent de France et d'Espagne, les marrons et les châtaignes sont fournis également par la France et l'Espagne.

2° PRODUITS NÉCESSAIRES A L'HABILLEMENT. — Les tissus de laine, coton et soie, la passementerie, la lingerie, les vêtements confectionnés, les chaussures donnent lieu à des affaires importantes.

a) *Les tissus de coton*. — Le Maroc achète des tissus de coton écrus, blanchis, teints, imprimés, mousseline et des velours de coton. Les indigènes attachent une grosse importance aux marques des tissus, au mode de pliage. Si les Allemands réussissaient à faire bonne figure sur les marchés des cotons au Maroc, cela tenait simplement à ce qu'ils imitaient, d'une façon parfaite, la présentation anglaise

très goûtée des Marocains. A ce sujet, il convient de signaler que les commerçants allemands commandaient à nos industries des tissus de coton et de soie, se les faisaient expédier à Hambourg, puis les vendaient aux Marocains !

Les cotonnades sont importées en très grandes quantités au Maroc, car les indigènes les emploient presque exclusivement pour confectionner leurs vêtements. Les quantités importées ont quelque peu diminué, mais leur valeur n'a fait qu'augmenter. Les importations ont passé de 7.401.500 kgs en 1912, valant 25.929.921 frs, à 5.317.590 kgs en 1920, valant 131.746.557 frs.

L'Angleterre détient presque tout le marché des cotonnades, avec, en 1920, 4.505.017 kgs, contre 700.122 kgs à la France.

b) *Les tissus de laine.* — Les importations de tissus de laine ont pris une grande importance au Maroc. L'Allemagne et l'Autriche occupaient, avant la guerre, la première place dans le marché des lainages, grâce au mode de présentation et d'emballage de leurs étoffes. Pour ces articles encore, c'était chez l'étranger que l'on constatait cette tendance à savoir plier la production au goût de la clientèle... Depuis la guerre, la France et l'Espagne ont bénéficié de la disparition des importations ennemies.

Les quantités importées, diminuées par la guerre, ont repris leur marche ascendante à partir de 1915. Elles ont passé de 250.670 kgs en 1913, à 136.899 kgs en 1915 et à 269.767 kgs en 1920 valant 13.853.716 frs. Les parts respectives de la France, de l'Espagne et de l'Angleterre étaient les suivantes, en 1920 : 141.725 kgs, 61.219 kgs, 41.897 kgs.

c) *Les soies grèges et soieries.* — Les quantités importées ont diminué en raison des difficultés de fabrication résultant de la guerre ; les prix, au contraire, ont augmenté. Les importations ont passé de 100.451 kgs en 1912, valant 1.934.826 frs à 52.028 kgs en 1920, valant 7.294.817 frs.

La France a toujours occupé le premier rang dans les importations de soieries, grâce à son industrie lyonnaise. Elle importait, en 1920, 47.487 kgs, d'une valeur de 6.769.656 frs.

d) *Les fils de coton.* — Les chiffres des importations des fils de coton, après avoir diminué depuis 1917, se sont relevés en 1920 : 186.076 kgs d'une valeur de 4.325.406 frs.

L'Angleterre importe les plus grandes quantités (126.252 kgs), ensuite viennent l'Italie, 44.455 kgs et la France, 7.734 kgs. La France aurait du prendre une place meilleure dans le marché des fils. Saint-

Chamond pourrait , en effet, fabriquer les cordons de coton et de soie dont les indigènes se servent pour garnir leurs vêtements ; articles, qui étaient, avant la guerre, fournis par l'Allemagne et l'Autriche.

e) *La lingerie*. — La lingerie cousue, article intéressant pour nos fabriques du Centre, figurait aux statistiques de 1917 pour 38 tonnes, dont 19 données par la France.

f) *Les vêtements confectionnés*. — Le total des importations des vêtements confectionnés s'élevait, en 1917, à 89 tonnes, dont 47 en provenance de l'Espagne, et 32 de notre pays:

3° PRODUITS NÉCESSAIRES A LA VIE MATÉRIELLE. — Parmi les objets nécessaires à la vie matérielle, les bougies, la bimbeloterie, la parfumerie, les savons, les faïences et porcelaines, les verres et cristaux, les articles de Paris, les papiers et cartons, les meubles, les ouvrages en fer et en acier, la quincaillerie, les produits chimiques, constituent d'importants éléments.

a) *Les bougies*. — Les Marocains font une très grande consommation de bougies. Les quantités importées ont passé de 3.059.087 kgs valant 2.072.427 frs en 1912, à 4.602.537 kgs valant 20.972.229 frs en 1920.

L'Angleterre a, de tout temps, fourni la plus grande part des importations de bougies. Elle occupe ce premier rang parce qu'elle vend des bougies de paraffine que les indigènes préfèrent aux bougies de stéarine. Les chiffres de ses importations étaient de 3.303.624 kgs, en 1920, contre 325.277 kgs pour la France.

b) *Les savons*. — Les quantités importées étaient les suivantes : 1.072.053 kgs en 1912 et valant 459.418 frs ; 2.750.581 kgs en 1920 et valant 8.902.124 frs.

L'Angleterre a profité de la disparition du commerce allemand pour l'importation des savons ordinaires, marbrés, bleus ou verts, utilisés par les indigènes. Marseille importe beaucoup de savons ordinaires blancs destinés principalement aux Européens. Les importations anglaises étaient, en 1920, de 1.588.781 kgs, contre 1.118.063 kgs pour la France

Quant aux savons de parfumerie et à la parfumerie, la Hollande a copié les modèles allemands très goûtés des indigènes et a pris la place de l'Allemagne.

c) *Les faïences et verreries* — En 1917, les importations étaient de 262 tonnes de faïences, 55 tonnes de porcelaines, et 787 tonnes de verres et cristaux de toutes sortes dont 323 tonnes pour la gobeletterie, article très apprécié par l'indigène et fourni par l'Espagne pour la plus forte part.

L'Allemagne et l'Autriche détenaient ce commerce. Elles vendaient aux indigènes les tasses à thé et les verres colorés et décorés dont ils se servent couramment. La France, ne fabriquant pas d'articles de ce genre, n'a pu prendre leur place.

d) *Les papiers et cartons.* — Les importations totales de papiers et cartons se sont, en 1917, élevées aux chiffres ci-après. Pour les papiers d'emballage, à 650 tonnes ; pour les papiers à écrire, à 216 tonnes ; pour ceux à imprimer, à 290 tonnes ; pour les cartons en feuilles utilisés notamment pour les semelles de babouches, à 358 tonnes. La France a fourni respectivement 186, 172, 268 et 151 tonnes.

e) *La quincaillerie.* — En 1917, les articles de ménage comptaient pour 257 tonnes, réparties surtout entre la France et l'Angleterre

La clouterie s'était élevée à 477 tonnes ; la ferronnerie et les outils, à 395 tonnes, dont 167 tonnes pour la France ; la serrurerie à 43 tonnes, dont 19 pour la France et 22 pour l'Angleterre

Produits destinés à l'outillage économique. — Le reste des importations est constitué par une série de produits que l'on incorpore au pays ou qui constituent son outillage économique. Ce sont ceux que l'on pourrait appeler « produits de consommation reproductive ». Ils comprennent, notamment, les matériaux de construction, les métaux, le pétrole, l'essence, la houille, les machines, les automobiles, les plantes et arbustes.

1° **LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION.** — Parmi les matériaux de construction, les chaux, les ciments et les bois sont à considérer, malgré la concurrence de la production marocaine.

a) *Les chaux.* — Les importations de chaux sont allées en baissant de 1913 (21.959 tonnes) à 1918 (276 tonnes) par suite de la concurrence locale et de la diminution des constructions résultant de la guerre. Mais, avec la paix, les constructions ont repris et les importations ont remonté pour atteindre en 1920 : 17.956 tonnes valant 4.433.493 frs.

La France a toujours occupé le premier rang parmi les pays importateurs de chaux : 8.989 tonnes en 1920.

b) *Les ciments.* — Les importations de ciment ont subi les mêmes variations que celles de chaux pour les mêmes raisons. Elles ont passé de 45.656 tonnes en 1913, à 15.986 tonnes en 1918 et à 74.445 tonnes valant 24.289.750 frs en 1920.

La France a été de tout temps, sauf en 1913, le principal importateur de ciment au Maroc : 34.740 tonnes valant 11.096.352 frs en 1920. Les quantités de ciment importées ont été utilisées surtout pour les grands

travaux publics, en particulier les travaux du port de Casablanca. Pour les autres constructions on s'est servi du ciment de production locale, deux usines à ciment fonctionnent actuellement au Maroc.

c) *Les bois.* — Le marché des bois (bois communs, chêne scié, noyer, sapin, autres bois d'ébénisterie) subissait une forte augmentation quand la guerre a éclaté. Depuis cette époque, les quantités importées ont diminué, les constructions ayant marqué un temps d'arrêt. Mais, avec la paix, elles ont repris. Elles ont passé de 44.490.009 kgs soit 5.311.964 frs, en 1913, à 4.156.268 kgs soit 601.401 frs, en 1915, et à 39.208.035 kgs soit 28.645.574 frs, en 1920.

Avant la guerre, les Pays Scandinaves étaient les plus gros fournisseurs de bois. La France les a dépassés en 1916 et a, depuis, gardé la première place : 18.438.695 kgs contre 15.164.142 kgs à la Suède, en 1920.

2° LES MÉTAUX. — Parmi les métaux, il faut remarquer les fers et aciers, le cuivre.

a) *Les fers.* — Les importations de fer au Maroc (bruts et laminés, tôles et feuillards) ont pris un très grand développement du fait des grands travaux entrepris dans le pays. Les fers que l'on importe sont les fers à T, de 6 mètres de long et de 80 à 200 mm de large ; les fers ronds utilisés pour le ciment armé, les fils de fer, les aciers en barres, les tôles planes ou ondulées. Les importations de fers bruts ou étirés en barres ont diminué pendant la guerre, les fournisseurs travaillant presque tous pour la Défense Nationale. Elles ont passé de 18.402.391 kgs en 1913, à 947.905 kgs en 1916 et à 17.908.308 kgs, d'une valeur de 21.729.173 frs, en 1920.

La France qui, en 1915, avait pris la première place dans les importations de fers, détenue en 1913 et 1914 par la Belgique, s'est vue dépassée, en 1916, par l'Angleterre. Mais elle a repris sa place en 1920, avec 9.391.255 kgs.

b) *Les cuivres.* — Les quantités de cuivres importées ont subi une grande augmentation, ce sont surtout des fils télégraphiques. Les importations de cuivres en fils, en feuilles, pur ou allié, doré, battu, ont été les suivantes : 38.843 kgs en 1912 valant 77.099 frs et 502.960 kgs en 1920, valant 3.951.726 frs.

La France a toujours été à peu près l'unique importatrice : 437.787 kgs en 1920.

3° LES PRODUITS DESTINÉS A DES USAGES INDUSTRIELS. — Ce sont le pétrole, l'essence, la houille.

a) *Le pétrole.* — Les importations de pétrole, qui étaient en 1912

de 1.006.149 kgs, se sont rapidement élevées jusqu'en 1919 (4.640.963 kgs), pour retomber en 1920 à 1.370.576 kgs.

Les Etats-Unis fournissent presque tout le pétrole qui arrive au Maroc : 1.270.617 kgs en 1920.

b) *L'essence*. — Les quantités d'essence importées se sont accrues avec l'usage des automobiles. Elles ont passé de 29.035 kgs en 1912 à 9.845.383 kgs en 1920.

Les Etats-Unis sont encore ici, et de beaucoup, les plus forts importateurs : 7.618.685 kgs en 1920.

c) *La houille*. — Les importations de houille se sont accrues avec l'usage des machines et l'installation de certaines industries. Les chemins de fer militaires sont les plus gros consommateurs de houille. Les quantités de charbon importées au Maroc ont passé de 22.298 tonnes, valant 1.050.385 frs, en 1913, à 55.987 tonnes valant 16.921.118 frs en 1920. L'Angleterre est le principal vendeur de charbon : 54.660 tonnes en 1920.

4° LES MACHINES ET LES AUTOMOBILES. — Dans la catégorie des machines, le matériel agricole tient la plus grande place. Quant aux automobiles, elles sont beaucoup plus des moyens de transport indispensables à l'activité des affaires que des objets de luxe.

a) *Les machines*. — Les importations de machines portent sur des machines motrices à vapeur et autres. Elles comprennent principalement des machines agricoles exonérées des droits de douane, des moteurs à gaz pauvre, des moteurs électriques, des installations de moulins cylindres, des appareils de meunerie, des machines-outils, des machines à coudre, des dynamos, etc...

Les quantités de machines importées au Maroc n'ont cessé d'augmenter depuis 1912. La forte diminution qui s'est produite en 1917 provenait des restrictions de fabrication et des difficultés de transport dues à la guerre. Les importations de machines ont passé de 373.707 kgs, soit 361,077 frs, en 1912 à 4.630.463 kgs en 1920, soit 21.533.133 frs.

La France a toujours occupé le premier rang parmi les pays fournisseurs de machines (2.971.757 kgs valant 13.192.843 frs en 1920). L'Angleterre a pris la place de l'Allemagne et les Etats-Unis ont fait des progrès.

b) *Les automobiles*. — Les importations d'automobiles ont pris une grande extension, comme il arrive toujours dans un pays où le rail est à peine posé, où les pistes ont été améliorées et où des routes belies

et larges ont été créées. Elles ont passé de 32.772 kgs valant 132.968 frs, en 1912 ; à 2.493.490 kgs, valant 23.045.453 frs, en 1920.

La France se voit malheureusement subir une puissante concurrence de la part des Etats-Unis. Cela tient à ce que les automobiles américaines sont les mieux adaptées aux besoins du Maroc. Le Maroc, en effet, est encore un pays sillonné beaucoup plus de pistes que de routes. On y rencontre des accidents de terrain qui nécessitent une voiture dont le mécanisme soit assez loin du sol, afin de ne pas accrocher. D'autre fois, ce sont des bourbiers qui exigent une machine légère afin de ne pas embourber. De plus, comme avec de tels terrains, la voiture s'use rapidement, il faut qu'elle soit bon marché afin de pouvoir être renouvelée plus souvent.

Il faut donc une voiture bon marché, légère et élevée sur essieux. La maison américaine « Ford » offre ce type de voiture dans d'assez bonnes conditions de prix. Il est pénible de voir, encore ici, notre industrie nationale inférieure à l'industrie étrangère : malgré ses louables efforts la maison française « Citroën » n'arrive pas encore à fournir des conditions aussi avantageuses.

Les statistiques nous apprennent, en effet, qu'en 1920 il existait au Maroc environ 1.800 automobiles et que, sur un total de 1.030 voitures de tourisme utilisées surtout pour le commerce, on en comptait 703 de provenance américaine et 527 seulement, soit environ 40 %, de construction française.

Les marques françaises de tourisme, si elles ne tiennent pas la première place par le nombre, la gardent cependant par la fabrication. Cette supériorité s'est affirmée par une manifestation de haut style, organisée par l'*Automobile Club Marocain*, du 14 au 17 avril 1920, et qui a consisté dans un circuit touristique d'environ 860 km. Le parcours de cette épreuve, divisé en quatre étapes, suivait d'abord la côte de Casablanca à Safi, par Azemmour ; il continuait, de là, sur Mogador et tournait sur Marrakech pour suivre finalement la grande route jusqu'à Casablanca. Le programme fixait six catégories, dans lesquelles se sont classés 27 partants. La palme est revenue aux voitures françaises, qui tinrent la tête avec dix places dans quatre catégories. Enfin, sous le rapport de la vitesse, trois de nos champions réalisèrent des moyennes dépassant respectivement 79, 76, 72 km. à l'heure, alors que la moyenne la plus forte du clan étranger n'attint pas 70 km.

Les importations de la France se sont cependant adjugées, depuis 1918, la première place qui avait été prise, pendant la guerre, par les

Etats-Unis. De 403.827 kgs valant 1.465.323 frs. en 1913, ses importations se sont élevées, en 1920, à 1.549.355 kgs valant 14.353.354 frs. Celles des Etats-Unis arrivent ensuite avec en 1913, 9.391 kgs valant 39.432 frs. et en 1920, 743.326 kgs valant 6.791.216 frs.

5° LES PLANTES ET ARBUSTES. — Pour en terminer avec les importations par les ports du Maroc occidental il convient de noter les plantes et arbustes, espèces fruitière ou d'ornement. Ce sont des articles intéressants pour nos pépinières. Les quantités importées au Maroc étaient, en 1917, de 228.884 unités ; sur ce total, la part de la France était de 206.429 unités.

Les importations marocaines par la frontière algérienne. — Les principales marchandises importées au Maroc par la frontière algérienne, tant par la zone du nord que par celle de l'extrême-sud (du Teniet Sassi à Figuig) sont les suivantes : céréales, farines, tabacs, sucres, thés, vins, fers, bougies, tissus en coton.

	Année 1912	Année 1920
Blé.....	881 quintaux	} 543.588 quintaux
Orge.....	1.058 —	
Farine.....	18 819 —	
Sucre.....	51.308 —	
Thé.....	3.685 —	51 855 —
Tissus de coton.....	3.355 —	2 318 —
Bougies.....	1.319 —	6.550 —
Fer, fonte, acier.....	6.580 —	4.519 —
Vins.....	15.191 hectol.	52 312 —
		42.422 hectol.

§ 4. — Les principaux articles exportés du Maroc

Importance des exportations marocaines. — Les exportations sont constituées pour 65 à 72 % par les produits du sol et pour 30 à 35 % par les produits de l'élevage. Parmi les exportations de la culture et de l'élevage, nécessaires à l'alimentation et à l'industrie, il convient de noter : les céréales, les fruits, les légumes, les œufs, les laines, les peaux, les plantes médicinales. Il n'est pas exporté d'animaux vivants par les ports de la zone française.

Les tonnages les plus importants des produits exportés sont fournis par les céréales, les laines, les peaux, les œufs, les graines de lin, de fenugrec, de cumin, de coriandre, les amandes et les chiffons.

Depuis la guerre, la France et l'Angleterre se partagent à peu près à elles deux les exportations marocaines.

En 1913, la France recevait 49 % des exportations. Le reste allait pour 19 % à l'Allemagne, pour 14 % à l'Angleterre, puis à l'Espagne, aux Etats-Unis, à l'Italie, aux Pays-Bas et à la Belgique. En 1920,

déduction faite de la part de l'Angleterre (69.932.607 frs. contre 152.190.521 frs. à la France-Algérie) et de celle de l'Espagne (29.085.197 frs), la part de la France-Algérie était de 56, 60 %. La Belgique, l'Italie, les Etats-Unis, le Portugal n'ont pris que très peu.

Il revenait à la France, en particulier, les porcs, les céréales, les laines, les peaux et les œufs. L'Angleterre prenait, pour une bonne part, les graines de fenugrec, de cumin, et de coriandre ; elle tenait également le premier rang dans les exportations d'alpiste, de gommés, d'amandes et de cire brute ; elle recevait, enfin, une partie des œufs. Les Etats-Unis exportaient principalement des amandes, du coriandre, du cumin, du fenugrec et de la gomme sandaraque.

Les exportations marocaines. — 1° LES CÉRÉALES. — Les exportations de céréales portent sur le blé, l'orge et le maïs.

a) *Le blé.* — Les exportations de blé ont augmenté avec et pendant la guerre, mais elles sont devenues insignifiantes en 1920. Elles ont atteint les chiffres suivants : 2.311 quintaux valant 73.952 frs., en 1913 ; 310.433 quintaux valant 7.226.270 fr., en 1916 et 29 quintaux soit 2.878 fr. en 1920. La presque totalité, achetée pendant la guerre par l'Intendance était dirigée sur la France : 309.460 quintaux en 1916.

b) *L'orge.* — Il en a été de même pour l'orge, la plus importante culture du Maroc. Les exportations d'orge marocaine, très appréciée pour la brasserie, ont été de 64.791 quintaux soit 1.360.611 frs. en 1913 ; 1.520.259 quintaux soit 23.314.878 frs. en 1917 et 419.865 quintaux soit 24.192.435 frs en 1920. La France en recevait 1.509.205 quintaux, en 1917 et 253.405 quintaux, en 1920.

c) *Le maïs.* — Les exportations de maïs se sont beaucoup développées depuis 1912, mais elles ont diminué sensiblement en 1920. Elles ont été de 91.800 quintaux soit 1.377.000 fr. en 1912 ; 263.145 quintaux soit 6.562.400 fr, en 1917 et 31.585 quintaux soit 2.436.309 fr. en 1920. Notre pays en achetait 261.023 quintaux en 1917, contre 10.590 en 1912.

2° LES GRAINES. — Les exportations de graines marocaines portent sur les amandes, les pois chiches, les fèves, les graines de lin, de fenugrec, d'alpiste, de coriandre et de cumin.

a) *Les amandes.* — Les quantités d'amandes exportées ont subi une importante diminution depuis la guerre, les achats importants de l'Allemagne n'ayant pas été compensés par ceux des autres Puissances. Elles ont passé de 3.797.748 kgs. soit 7.595.496 frs. en 1913 à 388.412 kgs, en 1917 et à 2.192.357 kgs soit 14.946.603 frs. en 1920. L'Angleterre

est le principal exportateur d'amandes marocaines (1.675.136 kgs. en 1920).

b) *Les pois chiches.* — Les exportations de pois chiches ont varié avec les résultats des récoltes. Elles ont été de 108.273 quintaux en 1912, de 15.138 quintaux en 1914 et de 63.790 quintaux valant 8.234.021 frs. en 1920. La France reçoit une bonne partie des pois chiches exportés (28.501 quintaux en 1920).

c) *Les fèves.* — Les chiffres de l'exportation des fèves ont été en rapport avec les résultats des récoltes : 183.856 quintaux en 1912, 447 quintaux en 1914 et 420.649 quintaux soit 31.140.780 frs. en 1920. Les fèves sont principalement achetées par la France.

d) *Les graines de lin.* — Les exportations de graines de lin ont sensiblement diminué pendant la guerre, mais elles ont repris depuis 1919. Elles ont passé de 13.472.768 kgs en 1912, à 4.293.130 kgs en 1917 et à 17.921.773 kgs soit 24.944.227 frs. en 1920. La France est le plus gros exportateur de graines de lin : 9.621.789 kgs en 1920.

e) *Le coriandre.* — Les graines de coriandre, utilisées pour la droguerie, sont surtout, achetées par l'Angleterre, la France et les Etats-Unis. Les quantités de coriandre exportées du Maroc ont été de 1.485.388 kgs en 1913 et 2.209.822 kgs, soit 1.544.004 frs, en 1920.

f) *Le cumin.* — Les graines de cumin, également employées pour la droguerie, sont également vendues surtout à la France, à l'Angleterre et aux Etats-Unis. Les quantités exportées ont atteint 1.260.500 kgs. en 1912 et 1.949.822 kgs soit 3.370.317 frs. en 1920.

g) *Le fenugrec.* — Les exportations de fenugrec ont été de 4.845.276 kgs en 1912 et 11.205.262 kgs soit 5.079.232 frs, en 1920. L'Italie et l'Angleterre sont les principaux acheteurs de fenugrec, dont la plante est destinée à la nourriture des bestiaux.

h) *L'alpiste.* — L'alpiste sert à la préparation des apprêts des mousselines et des cotonnades fines, elle sert aussi à la nourriture du bétail. Les exportations d'alpistes ont atteint 21.241 quintaux en 1912 et 15.771 quintaux, valant 2.412.022 frs. en 1920. L'Angleterre et la France sont les principaux acheteurs d'alpiste.

3° LES GOMMES. — Le Maroc exporte la gomme sandaraque et la gomme arabique.

a) *La gomme sandaraque.* — La gomme sandaraque, produite par le thuya dans la région de Mogador, sert à la fabrication des vernis. Les quantités exportées ont augmenté ainsi que leur valeur. Elles ont été de 321.150 kgs, valant 481.725 frs. en 1913 et 388.586 kgs valant

4.077.252 frs. en 1920. L'Angleterre en est le principal acheteur (377.363 kgs en 1920).

b) *La gomme arabique*. — Les exportations de gomme arabique ont diminué. Elles étaient de 134.189 kgs en 1913 et 23.140 kgs valant 85.244 frs. en 1920. L'Angleterre en achète les plus grandes quantités.

4° LES PEAUX. — Les exportations de peaux portent sur les peaux de chèvres, de moutons et de bœufs. Le principal débouché en est la métropole.

a) *Les peaux de chèvres*. — Les quantités de peaux de chèvres exportées du Maroc à l'étranger ont atteint les chiffres suivants : 1.681.505 kgs valant 3.346.194 frs. en 1913 et 1.840.717 kgs soit 23.371.813 frs. en 1920.

b) *Les peaux de moutons*. — Les exportations de peaux de moutons se sont abaissées de 1.873.093 kgs. valant 1.966.747 frs. en 1913 à 1.287.847 kgs. valant 5.959.118 frs. en 1920.

c) *Les peaux de bœufs*. — Les exportations de peaux de bœufs se sont abaissées de 1.554.264 kgs soit 3.077.443 frs. en 1913 à 506.493 kgs. soit 3.467.522 frs. en 1920.

5° LES LAINES. — L'exportation des laines en suint et des laines lavées se partageait, avant la guerre, entre la France et l'Allemagne. Depuis 1914, la France en est le plus gros acheteur.

a) *Les laines en suint*. — Les exportations de laines en suint ont passé de 3.662.310 kgs. en 1913 à 1.498.691 kgs en 1920 soit 7.284.349 frs.

b) *Les laines lavées*. — Les exportations de laines lavées ont beaucoup diminué. Elles ont passé de 227.438 kgs en 1913 à 48.959 kgs, soit 493.044 frs. en 1920.

6° LES ŒUFS. — Les œufs marocains sont d'une excellente qualité. Leur exportation se fait par le port de Mazagan, d'où ils sont principalement dirigés sur la France et sur l'Angleterre. Les quantités exportées ont beaucoup augmenté depuis la fermeture des Dardanelles, qui empêcha l'arrivée des œufs russes. Elles se sont élevées à 2.346.533 kgs en 1913 ; à 4.223.978 kgs, en 1920, soit 29.819.722 frs.

Sur les 4.223.978 kgs d'œufs sortis du Maroc en 1920, la France en a reçu 2.317.740 kgs. Ces œufs sont abondants à l'époque de l'année où la production française se raréfie.

7° LA CIRE, LES CHIFFONS, LES BABOUCHES. — a) *La cire*. — Avant la guerre, l'Allemagne achetait presque toutes les cires marocaines. Elles les transformait en cierges à Hambourg et les vendait en Russie. De-

puis, l'Angleterre et la France l'ont remplacée. Les quantités exportées ont atteint 204.123 kgs en 1912 et 158.602 kgs, en 1920, valant 1.249.693 frs.

b) *Les chiffons de laine.* — Les exportations de chiffons de laine ont beaucoup augmenté, les chiffons étant de plus en plus recherchés pour diverses utilisations industrielles. Elles se sont élevées aux chiffres suivants : 163.633 kgs, soit 57.271 frs en 1912 et 879.682 kgs, soit 1.407.473 frs., en 1920.

c) *Les babouches.* — Les babouches, seul produit fabriqué par l'industrie locale qui soit exporté, sont expédiées en Egypte ou achetées par la France qui les revend à l'Afrique Occidentale et à l'Afrique Equatoriale Françaises. Les quantités vendues ont atteint : 33.545 kgs, valant 184.433 fr., en 1912 et 135.455 kgs, valant 2.354.361 fr., en 1920.

Les exportations marocaines par la frontière algérienne. — Les principaux produits exportés du Maroc par la frontière algérienne, tant par la zone septentrionale que par la zone méridionale, sont les suivants : animaux vivants, laines, peaux, céréales, tapis d'alfa, bois bruts.

	Année 1912	Année 1920
Ovins.....	79.112 têtes	112.511 têtes
Bovins.....	1.935 —	29 —
Peaux brutes.....	2 855 quintaux	3.715 quintaux
Laines.....	4.297 —	9 827 —
Blé.....	13.303 —	13 300 —
Orge.....	28 140 —	{ farines comprises
Tapis d'alfa.....	2 206 —	
Bois bruts.....	» —	58 400 —

CHAPITRE III

LE RÉGIME FONCIER ET LA COLONISATION AU MAROC

Le Maroc est un pays agricole, dont la situation juridique des terres n'a été fixée que depuis l'établissement de notre Protectorat. L'organisation de la propriété a facilité le développement de la Colonisation.

§ 1. — *Classification et Régime des terres*

On rencontre au Maroc plusieurs catégories de propriétés foncières :

1° Les propriétés *maghzen*, qui font partie du domaine privé de l'Etat.

2° Les propriétés de *tribus*, ce sont des terres inaliénables, autrefois données en jouissance par les sultans aux tribus de « guich » et de « naïba » en échange d'obligations militaires.

3° Les propriétés *habous*, ce sont des biens inaliénables dont les revenus sont affectés à des fondations pieuses.

4° Les terres *mortes*, qui n'appartiennent à personne.

5° Les propriétés *melk*, c'est la propriété privée, aliénable.

6° Les propriétés *collectives*, terres de parcours ou de labour, inaliénables.

Les biens maghzen, domaine de l'Etat. — Les terres appartenant au Maghzen, c'est-à-dire à l'Etat marocain, comprennent le domaine public et le domaine privé.

1° *Le domaine public de l'Etat.* — Le domaine public de l'Etat marocain est géré par la Direction Générale des Travaux Publics. Appartiennent au domaine public le rivage de la mer, les rades, les ports, les cours d'eau, les lacs, les étangs, les lagunes, les merdja, les puits et abreuvoirs publics, les voies de communication à l'usage du public (dahir du 1^{er} juillet 1914).

2° *Le domaine privé de l'Etat.* — Le domaine privé de l'Etat marocain ne doit pas être confondu avec le domaine privé du sultan. Tandis qu'à l'égard des biens qui lui appartiennent en propre, le Sultan a

tous les droits du propriétaire, à l'égard des biens maghzen, au contraire, il n'est qu'un simple administrateur.

Les biens de l'Etat étaient autrefois considérables. Ils comprenaient des palais, des logements et des espaces vides dans les villes impériales où le Sultan et sa suite étaient appelés à séjourner ; des terrains autour de villes pour installer le *guich* et les tribus de *naïba* ; des fondouks et des marchés, que le Maghzen avait construit dans les villes et qu'il louait aux commerçants.

Il convient de faire entrer dans le domaine privé de l'Etat, les « territoires de guich ». Ce sont des terres que les Sultans avaient l'habitude de concéder aux tribus qui leur fournissaient des contingents permanents, le guich, suivant les nécessités militaires du moment. Mais ces tribus n'en avaient que la jouissance, la propriété éminente restait au Sultan. Les terres de guich ne sont donc pas des terres de propriété collective, ce sont des terres appartenant au Maghzen, au domaine privé de l'Etat.

Les propriétés domaniales étaient autrefois administrées par un Amelak. Les revenus en étaient énormes. Mais, à la faveur du désordre, qui régna pendant les dernières années antérieures à l'établissement du Protectorat français, ce magnifique patrimoine fut dilapidé : les gérants se laissèrent aller à la concussion ; Abd el Aziz, puis Moulay Hafid, se mirent à concéder à leur entourage des biens de l'Etat chérifien.

Le Protectorat entreprit la reconstitution du patrimoine national. Une liste des biens maghzen fut dressée, la gestion de ces propriétés fut confiée au Service des Domaines, des emplois de contrôleurs domaniaux furent créés, une comptabilité régulière des Amelaks et des Oumanas fut organisée. On fit rentrer dans le domaine privé chérifien les biens indûment concédés, car le droit musulman n'autorise l'aliénation du domaine qu'en faveur de chérifs pauvres ou d'oulémas sans ressources. La période rétroactive, relative aux concessions irrégulières, fut fixée à dix ans, délai de la prescription acquisitive.

Les revenus des immeubles, qui ont déjà fait retour à l'Etat, ne dépassent pas deux millions, bien que la valeur de ces immeubles soit de plus de deux cent trente millions de francs. Cela tient à ce que beaucoup d'entre eux ont été laissés à la disposition de leurs détenteurs pour des raisons de politique indigène et à ce que beaucoup sont en bien mauvais état. Le Protectorat est en train de restaurer les constructions et les beaux jardins de Marrakech, de Meknès et de Fez.

La superficie des propriétés domaniales rurales, déduction faite des surfaces livrées à la colonisation, ou vendues aux enchères publiques, ou attribuées aux anciens combattants marocains (dahir du 27 décembre 1919), était approximativement, au 1^{er} janvier 1922, de 190.000 hectares, dont la plus grande partie dans la région de Marrakech :

Région de Rabat.....	6.000	hectares
— Meknès.....	11.000	—
— Fez.....	5.000	—
— Chaouia.....	18.000	—
— Doukkala.....	23.000	—
— Abda.....	8.000	—
— Haha-Chiadma.....	5.000	—
— Marrakech.....	112.000	—
— Maroc Oriental.....	1.500	—
Total.....	189.500	—

Les biens habous, biens de main-morte. — Les terrains habous sont des biens immobilisés dans un but d'intérêt général ou dans un but pieux. On distingue les habous publics, affectés directement à une fondation d'un caractère public, des habous privés dont les revenus sont laissés en jouissance aux héritiers du fondateur. Les habous privés deviennent habous publics à l'extinction de la descendance directe du fondateur. Les biens habous ne peuvent être ni vendus, ni donnés, ni engagés, ni compris dans un partage de succession, mais peuvent faire l'objet d'échanges en nature ou en argent à titre exceptionnel, après autorisation du Sultan, chef de la communauté musulmane.

Les propriétés appartenant en propre à des fondations pieuses sont nombreuses au Maroc. Elles ont été mal administrées et même dilapidées durant les dernières années précédant le Protectorat. Les « Nadirs », nommés par le Sultan pour gérer les immeubles habous, se les étaient attribués ou avaient passé des baux à long terme ou à perpétuité sur ces biens ; enfin, les Sultans en avaient attribué la jouissance à leur entourage.

Le Protectorat restaura l'administration des habous. Un ministre indigène en fut chargé. Un conseil supérieur, présidé par le Grand Vizir, fut institué pour contrôler cette administration.

A la fin de 1915, 16.000 immeubles se trouvaient inscrits sur les registres du Service. Ils représentaient une valeur de 70.000.000 de francs et procuraient un revenu de 2.000.000, consacré aux besoins du culte, de la justice et de l'enseignement musulmans.

Les terres mortes. — Les terres mortes et vaines et vagues sont les

biens vacants et sans maîtres. Ce sont celles qui n'ont pas été vivifiées et n'appartiennent, par suite, à personne.

D'après la loi musulmane, la terre morte devient la propriété de celui qui la ramène à la vie par « la vivification », c'est-à-dire celui qui la défriche, y élève une construction, y fait une plantation d'arbres, des labours ou des travaux quelconques. Le rite malékite, en vigueur au Maroc, exige l'autorisation du Prince pour occuper une terre morte. Aussi, l'administration des terres mortes a été remise au Service des Domaines.

Les terres mortes n'offrent pas un grand intérêt, tant pour la collectivité indigène que pour la colonisation. Car le Maroc est un pays trop peuplé pour que l'on y trouve, en fait de terres mortes, autre chose que des dunes, des endroits rocheux ou stériles.

Les terres meîk, terres de propriété privée. — La propriété privée est celle qui a pour sujet une ou plusieurs personnes (indivision). Elle est très développée et surtout très morcelée. Elle domine dans le Gharb, la Chaouïa, les régions de Meknès, de Fez, de Taza, d'Oudjda, les Abda, les Doukkala, les Haha-Chiadma, où les populations sont fixées au sol.

1° *Le régime ancien des acquisitions : l'association agricole.* — En 1880, la Convention de Madrid, art. 11, reconnut le droit de propriété des étrangers au Maroc, mais à la condition d'obtenir le consentement préalable du Maghzen. La Conférence établit encore que les litiges devraient se régler suivant la loi du pays, suivant le Chraâ. L'Acte d'Algésiras précisa, en 1906, la reconnaissance du droit de propriété (art. 60.)

En conséquence, pour réaliser l'acquisition d'un immeuble, l'acheteur et le vendeur devront se présenter devant deux Adouls (notaires), qui rédigeront un acte constatant la vente et le paiement du prix. Le Cadi vérifiera le titre et certifiera la propriété du vendeur. Puis, le Caïd ou le Pacha accordera ou refusera l'autorisation de vendre. La propriété étant régie par la loi du pays, la vente nécessite les Adouls et le Cadi, même pour les transactions entre Européens.

Devant les difficultés qu'ils rencontrèrent en matière d'acquisition immobilière, les Européens décidèrent d'exploiter le sol sans l'acquiescer, en s'associant avec un indigène. Par l'intermédiaire de son Consulat, l'Européen adressait au Maghzen une demande d'autorisation d'association.

Les associations agricoles se faisaient par contrats, rédigés par les Adouls, visés par le Cadi et enregistrés au Consulat. L'association

pouvait se renouveler chaque année par le renouvellement des cartes de protection délivrées aux associés ; ceux-ci étaient, en effet, considérés comme des protégés officiels.

L'association était très goûtée des Marocains, car, étant regardés comme des protégés, ils échappaient aux exactions des Caïds. Des indigènes payaient même des Européens pour devenir, par une association fictive, officiellement protégés.

L'Européen faisait à son associé, son « mokhalat », des avances de semences ou d'argent pour frais de culture ou achat de troupeaux ; des avances sur récoltes ; des prêts pour achats de maisons ou de terres. En général, le prêteur avait droit à la moitié des récoltes et bénéfices, de sorte que son capital engagé lui rapportait un revenu de 20 à 30 % sur les récoltes et de 50 % sur l'élevage.

L'association agricole prit un tel développement qu'elle s'étendit rapidement sur plusieurs centaines de kilomètres carrés autour des ports.

2° *Le régime nouveau des acquisitions : le dahir du 10 juillet 1914.* — Des actes de Madrid et d'Algésiras, était sortie une confusion inextricable. Les biens maghzens ou habous avaient été vendus par les possesseurs apparents. Des terres de guich et des terres collectives de tribus avaient été aliénées par les Caïds. Enfin, un même immeuble avait été vendu à plusieurs individus et faisait l'objet de plusieurs revendications ; cela provenait de ce que les tribus en guerre s'étaient souvent dépossédées de leurs territoires, un double droit s'était ainsi perpétué, faute de prescription acquisitive en droit coranique. D'une telle confusion, des colons peu scrupuleux avaient profité. Il fallait donc régulariser les cessions antérieures au Protectorat et donner un statut à la terre.

Dès les débuts de l'occupation française, on s'était rapidement rendu compte combien il était urgent de protéger les intérêts de la colonisation naissante et même des collectivités indigènes ; de préserver les étrangers, souvent peu au courant des usages locaux, des recours et des évictions auxquels ils s'exposaient en achetant, sur la foi de titres plus ou moins suspects, des biens litigieux ou inaliénables ; d'empêcher la dilapidation des biens maghzen ou habous ; enfin, d'assurer aux transactions immobilières le maximum de garanties.

La propriété était mal assise, mal délimitée. Des usurpations successives avaient, dans beaucoup d'endroits, compliqué à l'excès la situation juridique du sol. Les titres prêtaient à des fraudes, que fa-

cilitait trop souvent la vénalité des Cadis. Les acquisitions de propriétés étaient devenues particulièrement risquées.

Pour remédier à cette situation, l'Ouzir-ech-Chikayat (Ministre des Réclamations) fut remplacé par un Ministre de la Justice. Ce ministre rétablit, parmi les Cadis, l'ordre et la discipline. Il édicta des règlements portant réglementation de la justice civile indigène et de la transmission de la propriété immobilière.

Une circulaire vizirienne, du 1^{er} novembre 1912, complétée par le dahir du 10 juillet 1914, réglementa les formalités à accomplir pour l'établissement de tout acte constitutif ou transmissif de propriété. Formalités consistant en une enquête destinée à établir que l'immeuble n'est pas inaliénable et qu'il n'est pas litigieux.

Désormais, on procède ainsi pour les cessions immobilières. Le vendeur, en présence de l'acquéreur, produira ses titres de propriété devant le Cadi. Le Cadi demandera au Caïd ou au Pacha de s'assurer, auprès de l'administration des biens maghzen ou habous, du préposé aux successions vacantes, si le bien n'est ni maghzen, ni habou, ni collectif, ni à un autre individu, en un mot, s'il est aliénable. En possession de cette réponse, le Cadi avisera les Adouls. Ceux-ci délimiteront les terrains et dresseront l'acte, qui sera enregistré chez le Cadi. En cas de contestation, l'acte de vente ne pourra être établi qu'après que la question de propriété aura été tranchée par jugement.

Dans certaines tribus montagnardes, où il n'existe pas de Cadi, la vente est conclue en présence de douze témoins devant lesquels s'effectue le paiement et dont les noms sont mentionnés sur un écrit qui sert de titre de propriété. En cas de contestation, qui pourrait survenir plus tard, les douze témoins sont convoqués par la Djemaa de la tribu et attestent de la transaction ; leur témoignage seul fait loi.

3° *L'immatriculation foncière ; dahir du 12 août 1913.* — L'organisation du régime de la propriété immobilière fut complétée par les dahirs des 12 août 1913 et 2 juin 1915. Ce dahir de 1913, qui institua au Maroc l'immatriculation des immeubles, eut pour but d'établir solidement la situation juridique du sol et d'éviter le renouvellement des contestations nuisibles aux transactions immobilières.

Le régime de l'immatriculation foncière s'est inspiré du système tunisien, qui dérive lui-même de l'Act Torrens pratiqué en Australie et que l'on rencontre en Afrique Occidentale, en Afrique Equatoriale et à Madagascar. Il consiste à établir un titre de propriété pour chaque immeuble immatriculé et à inscrire ce titre sur un registre appelé « Livre Foncier », tenu par le Conservateur de la propriété

foncière et des hypothèques du chef-lieu de tribunal de première instance. Il existe trois Conservations de la propriété foncière, à Casablanca, à Rabat, et à Oudjda.

L'immatriculation est facultative. Elle peut être demandée par quiconque a un droit réel sur l'immeuble. Mais, le créancier hypothécaire ne peut l'exiger que s'il n'est pas remboursé.

Les formalités concernant l'immatriculation sont les suivantes. Le Conservateur, à la suite de la réquisition qui lui a été adressée, dresse le titre avec l'indication des droits réels qui le grèvent. Pour garantir les droits des tiers, une grande publicité est donnée à la demande ; puis, un plan du terrain est dressé en présence des autorités et des intéressés ; enfin, une nouvelle publicité suit. Au bout d'un délai de deux mois, toute opposition est irrecevable.

Cette opération annule tous les titres et purge tous droits antérieurs non mentionnés dans le titre nouveau. Le titre est définitif et inattaquable ; la prescription ne peut créer ni droits, ni servitudes. Ce système assoie la propriété sur une base très nette ; il supprime toute incertitude résultant de droits occultes divers, comme la prescription acquisitive ou l'hypothèque légale dans notre législation.

S'il se produit, en temps voulu, des oppositions, le tribunal de première instance, complété par des assesseurs musulmans (tribunal mixte) est compétent. L'appel est porté devant la Cour de Rabat.

Depuis l'instauration au Maroc du régime foncier (15 juin 1915) jusqu'au 31 décembre 1921, le nombre total des réquisitions déposées s'est élevé à 6.229, dont 2.778 par des Français. Ces 6.229 réquisitions d'immatriculation s'appliquaient à des immeubles ruraux et urbains d'une superficie de 216.958 hectares et d'une valeur de 265.851.936 francs. Sur ce nombre de réquisitions, 2.664 immatriculations étaient prononcées à cette date du 31 décembre 1921, le reste étant soit litigieux, soit en cours d'immatriculation.

Les terres collectives, terres de propriété collective. — 1° LA TERRE COLLECTIVE DE LABOUR OU DE PARCOURS. — Les terres collectives sont celles qui appartiennent à un groupe, indépendamment des individus qui le composent, tel que la tribu, la fraction, le douar.

Il ne faut pas confondre la terre collective avec la terre indivise, l'indivision n'étant qu'une modalité de la propriété individuelle. En effet, dans la collectivité, il n'y a qu'un propriétaire, le groupe, parce qu'il n'est pas possible de préciser la part de chaque membre de ce groupe ; au contraire, dans l'indivision, il y a plusieurs propriétaires,

des individus qui n'ont pas effectué de partage, co-propriétaires ou co-héritiers.

La propriété collective, forme archaïque de la propriété que l'on retrouve à l'origine de la plupart des sociétés, est en général constituée par les terrains de parcours, sur lesquels les populations demi-nomades font paître leurs troupeaux. En Tunisie, la presque totalité des terres collectives est constituée par des terrains de parcours. En Algérie, à côté des terres de parcours, les terres collectives de labour commencent de tenir une certaine place. Au Maroc, les terres de culture constituent une grande part des terres collectives ; elles sont redistribuées tous les ans, au moment des labours, entre les membres du douar par les soins de la Djemaa, ou assemblée des notables. Les terres de labour et de parcours sont réparties de la façon suivante : la tribu a son territoire divisé en autant de parties qu'il y a de fractions, celui de la fraction en autant de parties qu'il y a de douars, celui du douar en autant de parties qu'il y a de tentes.

Les terres collectives de labour ou de parcours proviennent, au Maroc, de terres qui sont toujours restées collectives, surtout en pays berbère ; de terres jusqu'alors inappropriées et occupées par la tribu ; de terres conquises par les armes sur les tribus voisines ; de terres devenues collectives à la suite d'une indivision familiale prolongée.

Actuellement, la propriété collective se rencontre surtout dans la région de Rabat, chez les Zaër et les Zemmour, peuples de pasteurs (terrains de parcours) ; dans la région de Meknès, sur le territoire de la grande confédération des Béni-Mtir et sur le territoire des Béni Mguild ; dans la région des Tadla-Zaïan, pays de grandes tribus s'adonnant beaucoup à l'élevage ; dans le Haouz de Marrakech ; dans le Maroc Oriental (plaine de Tafrata) ; dans l'Extrême-Sud, où paissent des troupeaux de moutons sur les vastes plateaux incultes des régions de Bou Denib, de Figuig, de Ksar ès Souk.

La propriété collective forme, avec la propriété domaniale, la majeure partie des terres sur lesquelles la colonisation pourra s'installer. Mais, en droit musulman les terres collectives sont inaliénables ; la collectivité ne peut s'en dessaisir à l'égard des étrangers. Le Gouvernement marocain s'est cependant décidé, en 1919, par un dahir du 27 avril, à organiser l'aliénation des biens collectifs, en levant l'interdiction d'acquérir ou de louer ces terrains : la mobilisation de la terre collective fut désormais impossible.

Cette mesure amena deux résultats heureux .

A. — Tout d'abord, elle permit de livrer à la colonisation de vastes surfaces incultes que les collectivités occupantes étaient incapables de faire produire, et d'aboutir à une mise en valeur rapide du sol. Opération qui ouvrit à la colonisation les terres collectives par trois voies différentes :

a) directement, par le moyen de locations ne pouvant excéder 10 ans, mais pouvant être transformées en aliénations perpétuelles de jouissance, après immatriculation de l'immeuble ;

b) indirectement, par la création de périmètres de colonisation constitués par l'Etat et livrés, ensuite, par voie de vente à la colonisation ;

c) indirectement encore, par la transformation, au bout de 10 ans, des propriétés collectives indigènes en propriété individuelles indigènes, et vendues ensuite par les indigènes, propriétaires privés, aux colons.

B. — Ensuite, cette mesure, prise par le dahir de 1919, avantagea la situation des collectivités indigènes : celles-ci, en effet, devaient conserver les terres de culture et de parcours nécessaires à leurs besoins ; et, de plus, elles devaient tirer profit des espaces improductifs, dont les revenus de location ou le montant des ventes s'ajouteraient aux bénéfices du sol qu'elles exploitaient déjà.

2° LA LÉGISLATION SUR LES BIENS COLLECTIFS. — La législation marocaine, en ce qui concerne les terres collectives de tribus, est régie par les dahirs du 15 juillet 1914 et du 27 avril 1919.

Le dahir du 15 juillet 1914, en conformité avec le droit musulman, interdit d'une façon formelle l'aliénation de terres collectives. Ce dahir eut pour objet de protéger le patrimoine des collectivités contre de possibles spoliations, mais il ne permit pas la mobilisation du sol.

Le dahir du 27 avril 1919, qui leva l'interdiction maintenue jusqu'à cette date d'aliéner ou de louer les terrains collectifs, eut pour but la protection de l'indigène et la mobilisation du sol. En conséquence, il organisa la tutelle administrative des collectivités indigènes et réglementa la gestion et l'aliénation des terrains collectifs.

Un dahir du 5 septembre 1921 rendit applicables aux tribus de coutume berbère, les textes du dahir de 1919 organisant la tutelle administrative des collectivités indigènes et réglementant la gestion et l'aliénation des biens collectifs.

A. — Qui possède le droit de propriété sur les terres de parcours ou de culture, l'Etat ou la collectivité ?

En Algérie, ce fut tantôt l'Etat, tantôt les tribus qui furent consi-

dérés comme propriétaires de la nue-propriété collective. / A la suite de la loi du 16 juin 1851, ne reconnaissant que par une formule extrêmement vague les droits de propriété ou de jouissance des collectivités sur leurs territoires, le Gouvernement s'attribua la nue-propriété des terres collectives, dont l'usufruit resta aux indigènes. Puis, à la suite des hostilités manifestées envers les opérations de « cantonnement » des tribus sur les terrains qui devaient leur être soi-disant suffisants, le Sénatus-Consulte libéral du 22 avril 1863 restitua aux indigènes la propriété dont ils avaient eu jusqu'alors la jouissance permanente. Les lois postérieures (1873, 1887, 1897) reconnurent bien aux tribus la propriété des terres collectives, mais elles tendirent à amener cette propriété collective à se transformer en propriété individuelle.

En Tunisie, c'est l'Etat qui a la nue-propriété. Le décret du 14 janvier 1901, point de départ de la législation tunisienne en matière de terres collectives, déclara, dans ses considérants, que les tribus n'avaient qu'un droit de jouissance collective sur les terres collectives de tribus : « considérant qu'il existe dans plusieurs Caïdats de la Régence des territoires collectifs de tribus, que ces territoires collectifs sont inaliénables, les membres de la tribu n'ayant sur eux qu'un droit de jouissance, qu'il y a lieu, en vue de la sécurité des transactions et dans l'intérêt même des populations, de déterminer l'étendue de ces territoires et d'en définir la situation juridique... »

Au Maroc, c'est la collectivité qui est propriétaire des terres de culture ou de parcours. L'article 1^{er} du dahir du 27 avril 1919 reconnut, en effet, implicitement, le droit de propriété à tous les groupements indigènes : tribus, fractions de tribus, douars, sur les terres collectives dont ils avaient la jouissance à titre collectif.

B. — Qui a la gestion des biens de tribus ?

C'est la Djemaa de tribu ou de fraction, ou de douar, suivant qu'il s'agit de terrains intéressant la tribu, la fraction ou le douar.

Mais cette djemaa présente un caractère mineur. Elle ne peut rien faire, en vertu du dahir de 1919, sans l'autorisation d'un tuteur. Ce tuteur, c'est le Directeur des Affaires Indigènes, assisté d'un Conseil de Tutelle des collectivités. Le Conseil de Tutelle des collectivités indigènes se compose du Conseiller du Gouvernement Chérifien, d'un magistrat français et de deux notables indigènes. Il est présidé par le Directeur des Affaires Indigènes.

D'après le dahir de 1919, les devoirs qui incombent au Directeur des Affaires Indigènes sont les suivants :

« reconnaissance des Liens collectifs ;

« conservation de ces biens dans la mesure où ils sont indispensables à la vie des collectivités ; gestion de ces biens au mieux des intérêts de la djemaa ;

« immatriculation des terres collectives ;

« emploi des ressources financières, provenant des locations ou des aliénations des terres collectives, pour l'amélioration du bien-être de nos populations indigènes rurales. » (Conférence du Commandant LECLÈRE, de la Direction des Affaires Indigènes, sur les terres collectives de tribus au Maroc ; *l'Afrique Française de février 1922*).

C. — Quels sont les modes de mobilisation du sol ?

Ce sont, d'abord, l'aliénation au profit des usufruitiers ou de l'Etat, et la location allant jusqu'à l'aliénation à perpétuité.

a) *Aliénation au profit des communistes ; constitution de la propriété individuelle.* — Les terres collectives sont, en principe, inaliénables, insaisissables et imprescriptibles. Elles ne peuvent être ni aliénées, ni vendues ; elles ne peuvent être que louées.

Cependant, quand l'indigène aura vivifié et possédé sa terre et que la majorité des membres de la djemaa se sera mise d'accord pour procéder au partage, après autorisation du Conseil de Tutelle, il deviendra propriétaire. Naturellement, ce partage des terres collectives, en vue de la propriété privative, n'aura lieu que si le Conseil de Tutelle, seul juge en qualité de tuteur des groupements indigènes, admet l'opportunité de la mesure, c'est-à-dire, s'il estime que les membres du groupe sont suffisamment éduqués pour rompre avec l'ancienne tradition de communauté et ne pas mésuser de la qualité de propriétaire individuel.

Il ne s'agit donc pas de l'individualisation automatique du sol, comme cela eut lieu en 1873, en Algérie. Avant la loi de 1873, Napoléon III avait envisagé la constitution de la propriété individuelle de la terre en Algérie. Ce fut l'objet du Sénatus-Consulte du 22 avril 1863. « L'objet principal du Sénatus-Consulte, écrivit le rapporteur du projet, c'est la constitution de la propriété individuelle ; mais elle ne peut avoir lieu qu'à la suite d'opérations successives, dont la première est la délimitation des territoires des tribus... On procèdera ensuite à la distinction des biens domaniaux et des biens melk... puis à la répartition entre les douars du territoire ainsi délimité. »

L'individualisation de la propriété collective, telle qu'elle fut prévue par le Sénatus-Consulte, ne devait être effectuée dans chaque tribu, fraction ou douar, qu'autant que l'administration la trouverait oppor-

tune. Le Sénatus-Consulte songeait donc bien à une constitution facultative de la propriété individuelle.

Ce Sénatus-Consulte de 1863 ne donna pas les résultats attendus. La constitution de la propriété individuelle ne prit pas l'ampleur sur laquelle on comptait pour fournir suffisamment de terres à la colonisation par les cessions des indigènes, propriétaires particuliers, aux colons français. Enfin, l'insurrection de 1871 indisposa contre les indigènes.

Tout ceci amena la loi de 1873. Cette loi eut pour but de favoriser la colonisation, en facilitant par tous les moyens l'individualisation de la propriété collective. La constitution de la propriété individuelle devait, en effet, dans l'esprit des auteurs de la loi, fournir à la colonisation des terres susceptibles d'être acquises par les colons.

La loi de 1873, pour obtenir ce résultat, soumit, dans la mesure du possible, les transactions foncières à la loi française. C'est ce qu'on appela la francisation de la terre musulmane.

Elle prescrivit, d'autre part, de délivrer aux indigènes, après enquête, des titres de propriété qui consolideraient leurs droits et constitueraient le point de départ de la propriété.

La loi de 1873, qui institua la constitution automatique des terres collectives en propriété individuelle, n'attint pas son but. Elle fut la ruine des indigènes et même de douars entiers. La délivrance des titres de propriété eut, en effet, pour résultat de favoriser l'expropriation des indigènes par des spéculateurs peu scrupuleux. L'imprévoyance des indigènes amenait ceux-ci à emprunter sur leurs biens, facilement aliénables, et le non-remboursement des emprunts entraînait leur expropriation.

Il était certain que remettre un titre de propriété à un indigène, en aucune façon préparée, par la vieille tradition de communauté, à la possession individuelle, c'était le livrer sans défense aux usuriers, aux spéculateurs, qui finissaient par le déposséder.

Les lois de 1887 et 1897 furent édictées pour remédier à ces inconvénients. Elles rétablirent la constitution de la propriété collective en propriété individuelle.

La loi de 1897, notamment, s'éleva contre l'application de la loi française et de la procédure française, c'est-à-dire le recours aux notaires, aux avoués, aux huissiers et aux tribunaux français pour tous les contrats et litiges concernant les biens indigènes francisés. Elle réagit contre le système de francisation à outrance, en restaurant l'ancienne loi du Chefâa, qui défend la licitation conduisant à l'expro-

priation en masse de tout un groupe d'indigènes ; et en attribuant les litiges, concernant les terres collectives, tant qu'elles ne sont pas constituées en propriété individuelle, à la juridiction administrative.

La législation tunisienne, comme la législation algérienne, tendit à la constitution de la propriété individuelle. Mais, mis en garde par les difficultés rencontrées en Algérie, le législateur de 1901 redouta de transformer trop vite en propriété privative, le droit de jouissance collective des tribus qui, par son inaliénabilité, assurait leur existence. En conséquence, il décida de ne procéder que par étapes : assurer d'abord aux territoires des tribus un régime légal particulier, capable de protéger les collectivités contre leur imprévoyance et les accaparements des spéculateurs ; réglementer leurs droits de jouissance ; déterminer la forme et l'étendue de ce droit ; examiner, ensuite, sous quelles formes, à quelles conditions et sur quels points la propriété individuelle pourrait être constituée.

Le but du décret du 14 janvier 1901 fut donc d'assurer, en Tunisie « la sécurité des transactions... » et de définir « les conditions auxquelles pourra y être constituée la propriété privative... »

Au Maroc, la constitution de la propriété individuelle est facultative et non automatique, comme cela eut lieu en Algérie (loi de 1873). Elle ne peut s'accomplir qu'après autorisation du partage des terres collectives de tribu par le Conseil de Tutelle, et devenir effective que dix ans après ce partage.

Dix ans après le partage des terres de tribu, chaque indigène sera propriétaire des terres de son lot ; il pourra en disposer comme il l'entendra, c'est-à-dire vendre la totalité de ses terres individualisées. On estime que ce délai de dix ans est nécessaire à l'indigène pour faire son éducation de propriétaire et le mettre, par suite, à l'abri des spéculateurs, des agioteurs de terrains et des usuriers. On voit avec quel soin l'aliénation des biens collectifs au profit des usufruitiers, en vue de la constitution de la propriété individuelle, a été organisée par la législation marocaine.

b) *Aliénation au profit de l'Etat, rétrocession aux colons.* — Les terres collectives de tribu sont inaliénables. Ce principe subit une seconde dérogation. L'article 10 du dahir du 27 avril 1919 stipula, en effet, que les terres collectives ne pourraient être achetées que par l'Etat. Dans deux cas, seulement, l'Etat pourra en devenir acquéreur :

1° en vue de créer des périmètres de colonisation ;

2° ou d'exproprier pour cause d'utilité publique (passage d'une route, d'une voie ferrée, etc...).

L'achat par l'Etat des terres collectives a pour but, par la rétrocession aux colons, de favoriser la colonisation et de voir mettre rapidement en valeur ces terrains, en général jusqu'alors improductifs.

c) *Location des terres collectives au profit des colons.* — Le dahir du 27 avril 1919 prévoit un troisième mode de mobilisation du sol, destiné à favoriser la colonisation. Il s'agit de la location des terres collectives de tribu.

Il fut stipulé trois sortes de locations, d'après la durée des baux : baux inférieurs à trois ans ; baux de longue durée ; baux à perpétuité.

Les baux inférieurs à trois ans peuvent être librement passés de gré à gré entre les djemaa propriétaires et les demandeurs, sans avoir à obtenir le consentement du Conseil de Tutelle. Les baux de longue durée comprennent les locations portant entre trois ans et dix ans. Les baux à perpétuité sont des aliénations perpétuelles de jouissance.

Baux compris entre trois ans et dix ans et aliénations à perpétuité doivent être autorisés par le Conseil de Tutelle. L'article 13 du dahir de 1919 déclare que le Conseil ne doit donner son approbation qu'après avoir considéré les risques et pertes de toutes natures, les bénéfices possibles de l'opération et s'être assuré que la collectivité conserve des terres suffisantes pour son développement normal. En général, on admet que dix hectares cultivables sont nécessaires à l'existence d'une tente, sans compter le terrain de parcours.

C'est la djemaa, et non le futur locataire, qui doit solliciter du Conseil, en matière de baux de longue durée ou à perpétuité, la demande en autorisation de louer. D'autre part, quand il s'agit d'aliénation à perpétuité, le terrain susceptible d'être loué doit être immatriculé.

La location n'est pas une location ordinaire. Elle consiste, une fois l'approbation du Conseil de Tutelle obtenue et l'immatriculation effectuée s'il s'agit d'un bail à perpétuité, dans l'adjudication du loyer annuel, dont la mise à prix a été au préalable fixée par le Conseil de Tutelle. C'est le système de soumissions sous pli cacheté. Il évite aux adjudicataires le feu des enchères et protège, par là même, les intérêts des colons et des indigènes en écartant tout compromis malhonnête.

Enfin, pour éviter qu'il ne fut nui au preneur précédent (location de trois à dix ans), ou à celui qui aurait provoqué la demande de la djemaa, de la part de ceux qui, n'ayant pas négocié avec la djemaa, chercheraient à faire monter les enchères, le dahir du 23 août 1919, article unique, stipula un droit de préférence au profit de l'un et de l'autre. A enchères égales, le droit de préférence attribue l'adjudication au bénéficiaire de ce droit. A enchères inégales, le bénéficiaire a le

droit d'être déclaré adjudicataire s'il souscrit à l'enchère la plus forte.

D) Qu'advient-il des fonds provenant des transactions réalisées sur des terres collectives : cession à l'Etat, location à long terme, aliénation à perpétuité ?

L'emploi de ces fonds appartient au Conseil de Tutelle.

En cas de cessions à l'Etat, soit à la suite d'expropriation, soit pour la création de centres de colonisation, les capitaux en provenant ne seront jamais partagés. Ils recevront une affectation d'intérêt collectif ou feront l'objet d'un remploi immobilier dont le revenu seul sera dépensé, au profit de la collectivité.

En cas de baux à long terme ou d'aliénations à perpétuité, la rente annuelle pourra être distribuée entre les chefs de famille ou être employée à des travaux intéressant la collectivité : hébergement des hôtes, travaux d'améliorations foncières, frais de justice, aumône aux indigents.

§ 2. — *La Colonisation Agricole ; le programme du Protectorat marocain.*

La colonisation française dans l'Afrique du Nord. — Les terrains susceptibles d'être livrés à la colonisation ne sont pas très nombreux au Maroc. La situation juridique des terres, exposée plus haut, montre combien peu de terrains sont disponibles. Les uns sont inaliénables en droit, par exemple les habous et dans une certaine mesure les terres collectives ; les autres le sont en fait : les terres mortes sont rares et infertiles, les propriétés maghzen sont peu nombreuses, enfin les terres melk sont difficilement cédées par les indigènes très attachés à leur sol.

Nous n'avons pas trouvé, au Maroc, les vastes espaces vides d'habitants qui caractérisent l'Australie ou l'Amérique. Nous n'y avons pas appliqué la politique romaine, souvent tachée par des destructions et les déportations. Nous n'y avons pas commis les graves erreurs qui ont marqué notre installation en Algérie, telles que les opérations dites de « cantonnement » des tribus. Tout ceci explique pourquoi la colonisation n'a pu s'effectuer au Maroc sur une grande échelle et pourquoi il n'y a pas été fait de concessions gratuites de terrains.

La « Paix française », représentée par le maréchal Lyautey, n'a pas fait table rase pour reconstruire. Elle s'est efforcée de concilier et de sauvegarder les intérêts des indigènes et des colons, de faire place à nos nombreux colons tout en évitant de porter préjudice à nos protégés, dont l'attachement au sol est très grand.

Enfin, il faut reconnaître, en ce qui concerne la colonisation, que le Maroc a pris les devants sur l'Algérie et la Tunisie, en instituant d'une part, des fermes-écoles en nombre suffisant, d'autre part, un crédit à la colonisation, institutions fonctionnant avec succès au Canada comme en Australie et demeurées jusqu'alors encore embryonnaires en Afrique du Nord.

1° *La colonisation officielle en Algérie.* — Le Protectorat marocain s'est bien gardé d'imiter les bévues de la conquête de l'Algérie, dont l'histoire, en matière de colonisation agricole, fut extrêmement complexe et abondante en échecs.

a) La première période, que l'on place de 1830 à 1841, fut, malgré les généreux efforts du général Clauzel, une période de tâtonnements, de progrès lents et de brusques reculs.

b) Le système de Bugeaud (1841-1848) des colonies militaires fut vraiment la période héroïque de la colonisation. L'armée ouvrait des routes, défrichait des lots ruraux, bâtissait même des maisons pour les colons. Dès son arrivée de ses terres du Périgord, où il avait organisé le premier Comice agricole de la Dordogne, Bugeaud avait, en effet, annoncé sa volonté de coloniser. Mais il était colonisateur à sa façon : il voulait consolider la conquête par des colonies militaires, comme l'avaient fait les Romains. Les colons auraient été en général des soldats libérables ou n'ayant que quelques années de service à accomplir. L'Etat leur aurait donné des maisons, des instruments et des terres qu'ils auraient cultivées en commun, après s'être mariés en France.

C'est ainsi que furent organisés plusieurs villages. Bugeaud était également favorable à la petite colonisation : le colon devait justifier de 1.200 à 1.500 francs de ressources disponibles et recevait le passage gratuit, un titre provisoire de concession, un lot à bâtir et un lot de culture de 4 à 12 hectares dans un des nouveaux centres, un abri provisoire, des secours en matériaux pour bâtir, des plants et des graines, des bêtes de labour, des instruments agricoles. Les résultats furent remarquables : 14.137 émigrants débarquèrent en 1843 ; 46.000 en 1849. Mais les déboires furent nombreux et bien des émigrants rentrèrent en France. En 1848, sur 150.000 hectares concédés, 23.000 seulement étaient possédés en vertu d'un titre définitif.

c) Après la retraite du maréchal Bugeaud, le Gouvernement fit une expérience de petite colonisation (1848-1851). Il s'agissait d'expatrier les 100.000 ouvriers sans travail des « ateliers nationaux » et de créer à leur profit des colonies agricoles.

13.500 colons arrivèrent en Algérie en 1848, mais les résultats furent médiocres. Les colons parisiens ne connaissaient rien de la terre et n'apportaient avec eux que « l'indiscipline d'insurgés de la veille et la paresse de l'atelier national inoccupé » (DE PEYERIMHOF, *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle de 1871-1895*, deux vol. 1906).

d) L'échec des colonies militaires fut le signal d'une réaction contre le régime des concessions. On n'en arriva pas immédiatement au régime de la vente, mais à celui de la concession de la propriété sous condition résolutoire (1851-1860).

« Plus de concessions provisoires, déclare le décret du 26 avril 1851 ; l'acte de concession confère la propriété immédiate de l'immeuble concédé, à charge de l'accomplissement des conditions prescrites. Le concessionnaire peut hypothéquer ou transmettre à titre onéreux ou gratuit tout ou partie de ses terres ; mais elles emportent avec elles les obligations qu'il a assumées. A l'expiration du délai fixé, leur accomplissement est vérifié contradictoirement ; s'il est constaté, l'immeuble est affranchi de la condition résolutoire ; au cas contraire l'Etat reprend, quitte de toutes charges, l'immeuble concédé ».

Ce système n'exigeait pas du colon la justification d'un certain capital ; la conséquence fut que de nouveaux insuccès furent enregistrés. Toutefois, grâce aux efforts de tous les instants du maréchal Randon, des résultats intéressants furent obtenus.

C'est pendant cette période que se place cette opération connue sous le nom de « cantonnement ». Depuis leur arrivée en Algérie, les Français avaient pris, purement et simplement, possession des terres dont ils avaient besoin, contre indemnité en argent.

En 1851, il ne fut plus question de prendre les terres et d'indemniser les indigènes, mais de remettre au Domaine de l'Etat les terres maghzen, en tant que successeur du Sultan turc, et les terres arch ou collectives, en tant que souverain. On prétendit, en effet, que, d'après le Coran, les indigènes n'avaient sur le sol qu'un droit de jouissance, la nue-propriété appartenant au souverain. En conséquence, on décida la délimitation et le partage des terres collectives entre le Domaine et les tribus. On laissa aux tribus une partie de leurs terres et on leur prit le reste.

Cette opération du « cantonnement » consistait exactement en une sorte de transaction par laquelle l'Etat nu-propriétaire et les indigènes usufruitiers faisaient masse de leurs droits et en opéraient le partage. Par cet effet, l'Etat et les indigènes devenaient propriétaires incommutables des territoires qui leur étaient attribués ; par contre, ils

abandonnaient toutes prétentions sur les terres n'entrant pas dans leurs lots.

Cette théorie ingénieuse n'était qu'une véritable spoliation. En effet, si on pouvait admettre comme équitable d'évincer les indigènes d'une partie des terres de parcours ou de la totalité des terres en friche, il faut bien reconnaître que ce ne l'était plus du tout quand l'éviction portait sur des terres de culture, des terres labourées ; quand elle se faisait d'une façon brutale, sans indemnité, et qu'elle reléguait les tribus en des régions moins fertiles ou en friche.

L'opération du cantonnement, dont la mise en application fut régie notamment par deux circulaires du maréchal Randon (19 juin 1856 et 20 mai 1858), se poursuivit pendant plus de dix ans, de 1851 à 1863. En 1860, les opérations de cantonnement avaient porté sur 343.000 hectares, dont 282.000 furent attribués aux indigènes et 61.000, soit 1/6 au Domaine. Elles devaient être étendues à toute l'Algérie, lorsqu'à la suite du voyage de l'Empereur en Afrique, se produisit une réaction hostile à la théorie du cantonnement.

« L'Algérie, écrivit NAPOLÉON III au maréchal Pélissier, n'est pas une colonie proprement dite, mais un royaume arabe. Les indigènes ont comme les colons un droit égal à ma protection, et je suis aussi bien l'Empereur des Arabes que l'Empereur des Français... J'ai chargé le maréchal Randon de préparer un projet de sénatus-consulte dont l'article principal sera de rendre les tribus ou fractions de tribus propriétaires incommutables des territoires qu'elles occupent à demeure fixe et dont elles ont la jouissance traditionnelle, à quelque titre que ce soit. » Le Sénatus-Consulte du 22 avril 1863 en fut la conséquence.

e) Depuis 1858, on tendait de plus en plus à substituer le système de la liberté et de la vente à celui des concessions gratuites. Le décret du 25 juillet 1860 inaugura le régime de la vente : vente à prix fixe (un tiers étant payé comptant), vente aux enchères, vente de gré à gré. Mais la plupart des acquéreurs n'étant que des spéculateurs, on dut attribuer pas mal de concessions.

Le décret du 31 décembre 1864 prohiba d'une façon définitive le système des concessions gratuites. Il établit le régime de la liberté et de la vente à prix fixe, sans conditions : peu d'acheteurs venus de France se présentèrent.

f) Lorsque la guerre de 1870 fut terminée, l'Assemblée Nationale prit en considération la proposition suivante : « Une concession de 100.000 hectares des meilleures terres, dont l'Etat dispose en

Algérie, est attribuée aux Alsaciens et aux Lorrains habitants les territoires cédés, qui voudraient, en gardant la nationalité française, demeurer sur le sol français. »

La loi du 21 juin 1871 établit la concession gratuite, avec apport de 3.000 francs. Mais la plupart des familles qui fuirent l'invasion et la domination germanique étaient sans ressources, de sorte que l'on dû, par la force des choses, en revenir à la colonisation assistée.

En 1878, apparut un régime nouveau inaugurant la concession attributive de propriété sous condition suspensive. Les colons devaient apporter la justification de ressources suffisantes pour vivre une année ; la durée de résidence, fixée à cinq ans, pouvait être réduite à trois ans si le concessionnaire justifiait de travaux suffisants sur la propriété. Le principe restait donc la concession gratuite avec la clause de résidence obligatoire.

g) A partir de 1884, jusqu'en 1892, l'administration rétablit le système de vente aux enchères, sans obligation de résidence, mais avec défense d'aliéner, avant douze années, à des étrangers ou à des Français possédant plus d'un lot de terres.

De 1892 à 1904, on demeura dans une période d'attente, ventes et concessions gratuites marchèrent de pair.

h) Enfin, en 1904, un décret du 13 septembre rétablit le système de la vente à bureau ouvert, la concession gratuite étant l'exception. Tout acquéreur français obtient un lot, dont il paye un quart comptant et le reste par huitième ; il n'est pas obligé de résider personnellement, mais s'il réside il est exonéré d'une partie du prix d'achat. En ce qui concerne le concessionnaire gratuit, la concession n'est plus délivrée sous condition suspensive, le bénéficiaire devient immédiatement propriétaire de son lot, mais sous condition résolutoire ; la durée de la résidence est portée de 5 à 10 ans, elle peut être réduite ; la location aux indigènes est prohibée.

Ce système est encore en vigueur. Les opérations de colonisation se font, aussi aujourd'hui, comme à l'époque du cantonnement où l'on reléguait les tribus sur une partie de leur territoire que l'on estimait suffisante à leurs besoins. On délimite le territoire des tribus, opération prévue par le Sénatus-Consulte de 1863 et on attribue une portion du terrain à l'Etat ; puis, on y trace un village et on allotit le sol. La méthode actuelle consiste donc dans la création artificielle de villages, antérieure à l'allotissement du terrain.

2° *La Colonisation privée en Tunisie.* — En Tunisie, les conditions de la colonisation ont été bien différentes. L'intervention officielle de

l'Etat s'est fait très peu sentir. On a laissé à l'initiative privée toute liberté. Le résultat en a été qu'il est venu des colons disposant de capitaux importants, qui ont acquis de vastes domaines, les ont défrichés et mis en culture.

La majorité des terres de colonisation a été achetée directement par les colons aux indigènes, de leur seule initiative. L'Etat s'est borné à allotir les terrains du Domaine, qui n'était pas considérable au moment de l'établissement du Protectorat français. Il ne pouvait être question, dans un pays protégé, de mettre la main sur de vastes espaces de terres appartenant aux tribus pour les affecter à la colonisation. On ne pouvait qu'aliéner le Domaine, quitte à l'aggrandir le plus possible, afin d'en disposer ensuite.

C'est ainsi que, de 1883 à 1891, la Direction des finances fit rentrer des terres usurpées et supprima les grands fermages. En 1892, un décret du 8 février, inspiré par M. Paule Bourde, fit revivre les droits de l'Etat sur les terres mortes. En 1896, un décret du 13 janvier incorpora au Domaine les terres « sialines », vastes étendues du Caïdat de Sfax, vendues en 1544, par le Bey, à la famille Siala. Enfin, en 1898, l'administration obtint l'autorisation d'échanger à prix d'argent, chaque année, 2.000 hectares de terres habous, que l'Etat allotit.

L'Etat eut ainsi une certaine quantité de terres domaniales à affecter à la colonisation, sans avoir à recourir à des méthodes de spoliation. L'Etat se procura également des terres au moyen d'une caisse de Colonisation, instituée en 1897, et les allotit.

On ne procéda pas en Tunisie à la création artificielle de villages. « La caractéristique du système tunisien est de ne pas créer de villages proprement dits, entourés de zones de culture, et où il est attribué à chaque colon un lot urbain, un lot de jardin et un ou plusieurs lots de terres de culture, selon le mode algérien. En Tunisie, on crée des lots groupés évidemment de façon à former un centre, mais où chaque colon reçoit toute sa propriété d'un seul tenant ». (Victor PIQUET, *La Colonisation dans l'Afrique du Nord*, p. 367).

Ce mode d'aliénation, favorable au petit colon (les lots sont de 50 à 150 hectares) possédant quelques ressources (pas de concession gratuite ; vente de gré à gré sur prix fixé par une expertise préalable avec possibilité de s'acquitter en dix annuités), n'a pas attiré beaucoup de paysans français. Les terres étaient chères (400 à 500 frs l'hectare) et les paysans ne disposaient pas d'un capital suffisant pour mettre en valeur 100 ou 150 hectares. De ce fait, la colonisation n'a pas été,

en Tunisie, comme elle l'a été en Algérie, une colonisation de peuplement.

3° *La Colonisation au Maroc*. — L'administration marocaine, dans sa méthode employée pour aider à l'établissement des colons, s'est bornée à mettre en vente des terres domaniales provenant des biens maghzen, ou exceptionnellement des terres collectives de tribu. Elle a également échangé des terres habous contre des sommes d'argent.

Les terres collectives de tribu sont celles qui « se prêtent le mieux à l'établissement officiel de la colonisation française. S'il ne peut pas être question de dépouiller les djemaa propriétaires,... ces collectivités peuvent être amenées à concevoir les avantages qu'elles pourront retirer de la mise en valeur de la partie, jusqu'alors improductive, de leur patrimoine. Toutefois, cette intervention de l'autorité ne saurait en aucun cas se transformer en pression exercée sur elles, et, selon les termes mêmes du maréchal Lyautey : « en telle matière, l'on ne saurait se montrer trop prudent. Vouloir aller trop vite risquerait de tout compromettre ; il faut rassurer les esprits, trop enclins à voir, dans cette reprise des terres de tribu, les premières manifestations d'un acte de spoliation. Rassurer les indigènes, non par des paroles mais par des actes ; leur donner la garantie que nous cherchons, non à les déposséder, mais à les stabiliser et à les faire bénéficier des avantages économiques que notre présence apporte avec elle, constitue par excellence une œuvre de longue haleine. » (LADREIT DE LACHARRIÈRE, *la Colonisation française au Maroc*, Renseignements coloniaux, p. 95, de *l'Afrique française d'avril 1922*).

La vente-échange de terres habous contre des sommes d'argent s'effectue par voie d'adjudication, aux enchères publiques. Les terres habous, qui sont inaliénables, peuvent en effet faire l'objet d'échanges en argent ou même en nature, après autorisation du Sultan.

En ce qui concerne les terres maghzen propres à la culture, elles sont mises à la disposition de la colonisation par voie d'adjudication, suivant les conditions arrêtées par un Comité de Colonisation et précisées dans les cahiers des charges, après avoir été délimitées et avoir eu leur situation juridique apurée. Il ne faut pas croire que toutes les terres maghzen soient immédiatement propres à la culture et disponibles pour la colonisation ; ce sont tantôt des terres plantées en oliviers, tantôt des terres en friche, tantôt enfin des terres cultivées.

Pendant les années 1918, 1919, 1920, 1921, il a été livré à la colonisation officielle 46.963 hectares, dont 2.014 à la petite colonisation, 36.177 à la moyenne colonisation et 10.770 à la grande colonisation.

Le principe adopté par le Protectorat, dans l'établissement de la colonisation, est celui de la vente des terres de colonisation. La faible étendue des terres disponibles, propres à la culture et nettes de revendications, explique pourquoi il n'a pas été fait de concessions à titre gratuit, mais de grandes facilités de paiement ont été faites aux tributaires. « En ce qui concerne, selon les termes mêmes du maréchal LYAUTEY, les immigrants qui se destinent à l'agriculture, la rareté des terres domaniales, les seules dont nous disposions à l'heure actuelle, le prix élevé des matériaux de construction, de l'outillage et des transports, tout nous a amenés à renoncer à priori à l'attribution de lots de colonisation à titre gratuit; semblable cadeau n'eut constitué qu'un trompe l'œil, le prix d'achat de la terre ne représentant, en somme, qu'une faible partie du capital indispensable à la mise en valeur d'une propriété. »

La part de l'administration marocaine dans la colonisation. — Un arrêté résidentiel du 9 novembre 1916 créa un Comité de Colonisation, composé du Délégué à la Résidence Générale, président, des principaux Directeurs et chefs de service de l'Administration (agriculture, finances, renseignements, contrôles civils, domaines, habous). Ce Comité adopta un programme qui distingue trois catégories de colonisation : petite, moyenne et grande. La petite colonisation est urbaine, industrielle, maraîchère, suburbaine ; la moyenne et la grande colonisations sont toujours rurales.

1° *La petite colonisation.* — En l'état actuel de l'organisation économique du Maroc, encore insuffisamment pourvu de voies de communication, le Comité de colonisation considéra que la petite propriété ne constituait pas une formule intéressante.

La petite colonisation ne peut, en effet, réussir quand il s'agit d'établissement dans le bled. La cherté des constructions nécessiterait chez l'exploitant l'immobilisation d'un capital hors de rapport avec les revenus de la propriété.

Le Comité n'a fait exception qu'en faveur de quelques lotissements suburbains réservés à la culture maraîchère, à la production des volailles, des œufs, de la laiterie, et de superficie assez restreinte (1 à 30 hectares).

C'est donc plutôt de la colonisation suburbaine, que de la colonisation rurale proprement dite. Aussi, les attributions des lots de terrains maghzen (203 hectares en 1921) ont-elles été faites, jusqu'à présent, à des gens déjà fixés dans la ville voisine. Les ventes ont été faites à prix fixe, avec tirage au sort entre les divers demandeurs. Des

lotissements maraichers ont été créés aux abords de Casablanca, Rabat, Salé, Kénitra, Petitjean, Meknès et Fez.

Cette colonisation maraichère s'est surtout manifestée, non par la vente de terrains aux colons, mais par la location de terrains habous. Les terrains habous, étant situés dans les villes ou dans leur voisinage et étant constitués par de petites parcelles, convenaient, en effet, parfaitement à la culture maraichère plutôt qu'à la grande culture. C'est ainsi que dans la banlieue de Rabat et de Salé, dans la partie de la vallée de l'Oued Bou Regreg appelée « Ouldja », une soixantaine d'hectares de habous ont été loués, par parcelles de 2 à 15 hectares, pour la culture maraichère et, en particulier, pour la production de la pomme de terre.

Ces locations de terrains maraichers, dans l'Ouldja de Rabat Salé, ont varié entre 15, 80, et 120 frs l'hectare ; à Meknès, le prix est moins élevé, 9 francs l'hectare. Toute location a lieu par voie d'adjudication, aux enchères publiques, avec approbation du Vizirat des Habous.

2° *La grande colonisation.* — La grande colonisation n'a pas eu, non plus, les faveurs du Protectorat. Nécessitant de vastes espaces et de gros capitaux, elle est, en général, difficilement réalisable. De plus, elle n'est pas peuplante.

Les terres maghzen, qui lui sont réservées, sont celles qui ne se prêtent pas au morcellement pour la moyenne colonisation, en raison de leur nature même (vastés espaces) et de l'éloignement des centres ou des voies de communication. Elles comprennent des domaines de 400 à 3.000 hectares environ. Elles sont vendues aux enchères entre candidats agréés ; le prix est payable moitié à l'achat, moitié après cinq ans.

La première adjudication de grands domaines (avril 1918) a été celle de la propriété de « Ras-el-Ma », à 15 km. de Fez, sur la route de Meknès. D'une contenance de 3.050 hectares, la propriété mise à prix à 150.000 francs, a été adjugée pour 918.000 francs, soit 299 francs l'hectare, avec obligation, dans un délai donné, de défricher une certaine étendue, de planter des arbres, de cultiver suivant les méthodes européennes, de construire des bâtiments, de constituer un troupeau d'élevage.

Le gouvernement chérifien a mis en vente, aux enchères publiques, en 1918, deux autres grands domaines : celui de « Guertitt », près de Souk el Arba du Gharb, d'une contenance de 1.445 hectares, mis à prix à 108.000 francs, a été adjugé au prix de 316.000 francs, soit 218

francs l'hectare ; celui de « Bir Retma », entre Casablanca et Azem-mour, divisé en deux lots de 550 hectares, a été mis à prix à 72 frs. l'hectare et a atteint 200 francs l'hectare.

En 1919, trois propriétés ont été adjudgées par soumissions cachetées, offrant respectivement les superficies et les prix suivants : 278 hectares, à 112.500 frs (près de Mechra-Bel-Ksiri) ; 1.104 hectares à 306.788 frs (région de Fez) ; 707 hectares à 120.000 frs (à Bou Laouane, dans les Doukkala).

En 1920, quatre propriétés ont été vendues : 583 hectares à 75.100 frs (à 90 kilomètres de Mazagan sur la route de Marrakech) ; 400 hectares à 200.101 frs (Doukkala) ; 307 hectares à 92.000 frs (Chaouïa, près de la côte) ; 215 hectares à 55.100 frs (région de Rabat, à Lalla-Ito).

En 1921, trois propriétés ont été adjudgées : 550 hectares à 120.000 frs (contrôle civil de Marchand) ; 585 hectares à 80.000 frs (Bureau de Meknès banlieue) ; 830 hectares à 165.000 frs (Bureau de Fez-banlieue).

En 1921, lors de la mise en adjudication de 18.358 hectares de terres domaniales, 1965 hectares, divisés en trois propriétés de 500 à 800 hectares, furent ainsi réservées à la grande colonisation, le reste à la moyenne colonisation (16.190 hectares) et à la petite colonisation (203 hectares).

3° *La moyenne colonisation.* — C'est vers le développement de la moyenne colonisation, que les efforts du Protectorat se sont portés. La moyenne colonisation présente, en effet, certains avantages : tout d'abord, ne comportant que des lots de 150 à 400 hectares et un capital liquide minimum de 50.000 frs (en 1921) à l'acquisition, point n'est besoin d'une mise de fonds considérable. Ensuite, s'adressant surtout aux personnes qui s'engagent à exploiter elles-mêmes, ce mode de colonisation est *peuplant* ; il se formera ainsi au Maroc une bonne souche rurale française.

Les propriétés de moyenne colonisation sont attribuées : a) aux personnes qui s'engagent à s'installer personnellement ; b) aux personnes qui s'engagent à installer des exploitants européens ; c) aux personnes ou sociétés possédant déjà plus de 500 hectares, au Maroc. Toutefois, le Comité de Colonisation a prévu certaines modalités ; il a admis que les lots seraient, par un jeu de tirage au sort différent, ainsi répartis : a) 25 % aux réformés de guerre n° 1 ; b) 50 % aux personnes habitant le Maroc depuis 2 ans au moins et qui n'ont pu encore obtenir un lotissement ; c) 25 % aux immigrants.

Les attributions de lots se font par tirage au sort, un même acqué-

reur ne pourra obtenir qu'un seul lot, mais les membres d'une même famille pourront déposer séparément une demande pourvu que chacun d'eux remplisse les conditions exigées de chaque candidat. La vente sera consentie moyennant un prix payable en 10 annuités, sans intérêts. Au bout de ces 10 ans, l'attributaire recevra le titre de propriété, s'il a rempli les conditions du contrat (travaux de mise en valeur, d'aménagement, de construction, dans un laps de temps maximum).

Les terrains domaniaux ou terrains maghzen ont, jusqu'à présent, fourni la majeure partie des lots de moyenne colonisation (16.190 hectares en 1921, et 36.177 hectares en 1918-1919-1920-1921). L'Etat marocain a fait un grand effort pour avoir des terres nouvelles, grâce à l'achat des terres collectives de tribus, qu'il rétrocède ensuite aux colons. Les terres collectives ne peuvent être, d'ailleurs, achetées que par l'Etat en vue de la rétrocession aux colons de périmètres encore improductifs.

Ces lots ont été pour la plupart cédés à la colonisation aux environs de 200 frs l'hectare ; aucun n'a atteint le chiffre de 400 frs. Ces prix ont donc été très inférieurs à ceux de 700 et 800 frs par hectare, atteints dans les cas d'achat aux particuliers ; mais il est bon de remarquer que ces prix inférieurs s'appliquent à des terres non défrichées.

Dans ces achats et ces rétrocessions de terres de tribus, l'Etat marocain s'est efforcé de grouper les lots de moyenne colonisation et d'aider à la création spontanée de centres de colonisation auprès des stations des chemins de fer ou aux croisements des routes. Il s'est bien gardé de faire de la colonisation officielle, notamment en commençant par créer des villages et en n'allotissant qu'ensuite les terrains enlevés aux tribus comme il fut fait en Algérie. Il s'est contenté de placer la colonisation dans les meilleures conditions de réussite, en l'installant auprès des voies de communication et en la dotant de l'outillage économique indispensable. C'est ce que l'on appelle une *colonisation « assistée »*.

Les lots de moyenne colonisation ont été groupés le plus possible. On est arrivé de la sorte, non sans effort d'ailleurs, à la constitution d'une dizaine de lots contigus où surgit ensuite, d'une façon spontanée, un centre de colonisation, doté par les soins de l'administration du Protectorat, de routes, de postes et télégraphes.

Il a été ainsi créé les lotissements de Petitjean (5.000 hectares), des Béni Mtir (3.200 hectares), d'Hadj Kadour et d'Aït Harzala (4.700 hectares), de Bethma Guellafa et de Douïet (7000 hectares), de Ouled

Yahia et Sfafa (6.600 hectares). Le premier lotissement, celui de Petitjean dans le Gharb, a été mis en vente par voie de tirage au sort, le 24 septembre 1918 ; il comprenait plusieurs lots variant de 180 à 300 hectares.

Pour l'année 1921 (1), les opérations de cession de terres domaniales aux agriculteurs, désireux de créer des exploitations au Maroc, ont porté sur 18.358 hectares, sur lesquels la moyenne colonisation comprenait 16.190 hectares, divisés en 36 lots d'une surface variant de 133 à 395 hectares. Ces lots sont situés dans les régions de Fez, Meknès, Rabat (Charb), Casablanca (Chaouïa) et Mazagan (Doukkala).

Le développement de la colonisation agricole. — 1° *Prix d'achat et de location des terrains.* — A côté de la colonisation encouragée par le Protectorat et basée sur des concessions de terrains maghzen, collectifs, ou habous, s'est développée la colonisation fondée sur l'initiative privée...

Beaucoup de colons ont traité directement avec les indigènes ; ils ont ainsi acquis des terrains melk, pour lesquels ils ont obtenu toutes garanties par l'immatriculation foncière. D'autres ont procédé par location de terrains maghzen, habous, collectifs ou melk ; les premiers terrains font partie du domaine privé de l'Etat, les seconds appartiennent à des fondations pieuses, les troisièmes sont la propriété des tribus et les derniers constituent la propriété privée. D'autres, enfin, ont eu recours à l'association agricole avec des indigènes ; en général, le colon européen fournit les fonds ou les animaux de labour et les semences, l'indigène fournit la terre.

Les prix de location de terrains varient suivant la nature et la situation de ces terrains. Les prix de location de terres maghzen (par adjudication aux enchères publiques ou de gré à gré) sont de 6 à 10 fr. l'hectare, dans la zone littorale (Sahel) du Gharb aux Chiadma ; de 20 à 30 fr. l'hectare, dans les tirs défrichés de la Chaouïa, des Doukkala et des Abda ; de 18 frs l'hectare, dans les tirs de labour du Gharb ; de 30 à 45 fr. l'hectare, dans les terres irriguées de la haute vallée du Rdom, du Mikkès, de la plaine du Saïs et de 15 à 20 fr. l'hectare, dans les terres sèches ; de 2 fr. à 3,50 pour les terres de parcours du Gharb des Béni Ahsen, du plateau central, des Chaouïa-Sud et des Doukkala-Nord.

Les prix de location de terres habous (par adjudication aux enchères publiques) sont de 75 à 120 fr. l'hectare, dans les terrains maraîchers de l'Ouldja de Rabat-Salé et de 9 fr. l'hectare à Meknès. Les locations de terrain melk se font à des prix oscillant entre 10 et 25 fr.

(1) Bulletin officiel du 14 juin 1921.

l'hectare suivant les régions ; cependant, dans la Chaouïa, certains bons terrains se louent jusqu'à 150 fr. l'hectare.

Actuellement, la colonisation et les fermes, soit en exploitation directe, soit en association avec l'indigène, se rencontrent surtout dans le Maroc oriental : autour d'Oudjda, à Berkane et à Martimprey du Kiss ; dans le Gharb et la vallée du Sébou, qui comptent les centres de Dar-bel-Hamri, Petitjean, Mechra-bel-Ksiri, Arboua et Kénitra ; dans l'arrière pays de Rabat ; dans la Chaouïa : autour de Casablanca, à Settat, Ber Rechid, Ben Ahmed, Oued Zem, Camp Boulhaut, Camp Boucheron, Bou Znika ; dans les Doukkala, à Sidi Ben Nour ; autour de Meknès et de Fez.

Aujourd'hui, le prix des terres en friche varie de 150 à 300 fr. l'hectare, suivant les régions : il atteint même 400 fr. dans celle de Rabat ; il s'abaisse parfois à 40 fr. dans la région d'Oudjda. Celui des terres défrichées varie de 400 à 600 fr. l'hectare et même 1.000 fr. (Oudjda) ; celui des terres irrigables va de 800 (minimum de la région de Meknès) jusqu'à 6.000 fr. pour les jardins de Sefrou et 10.000 fr. dans la région de Casablanca.

2° *La colonisation agricole au Maroc Oriental.* — Dans le Maroc Oriental, un grand effort a été fait au point de vue colonisation rurale. Cela tient au voisinage de l'Algérie. Depuis 1907, en effet, un certain nombre de colons, dont beaucoup venus d'Oranie où ils avaient déjà acquis l'expérience de la culture dans l'Afrique du Nord, se sont établis dans l'Amalat d'Oudjda.

Actuellement, on y compte une centaine de colons possédant près de 40.000 hectares, répartis, pour la plus grande partie, en petites parcelles variant entre 10 et 70 hectares. Cependant, quelques colons possèdent plusieurs centaines d'hectares, notamment, dans la région de Berkane, où l'on rencontre des propriétés allant depuis 300 jusqu'à 4.000 hectares.

La colonisation s'est surtout développée dans la plaine de Metroh, la plaine des Angad et la plaine des Trifas. Les prix d'achat des terrains non défrichés y varient entre 40 et 400 fr. l'hectare ; ceux des terrains défrichés, entre 500 et 1.500 francs l'hectare suivant la situation et suivant qu'on achète directement à l'indigène ou que l'achat porte sur une propriété déjà constituée et aménagée. Les terres irrigables y atteignent jusqu'à 1.000, 2.500, 5.000 et même 7.000 frs l'hectare.

a) La plaine de Métroh, située entre les massifs des Béni-Yala, des Zekkara et des Béni-Bou-Zeggou, à une altitude moyenne de 900 mètres, se trouve à 60 kilomètres au sud-ouest d'Oudjda. Les terres y sont

estimées de 200 à 2.000 fr. l'hectare, selon qu'elles sont ou non irrigables, défrichées ou non défrichées.

b) La plaine des Angad, d'une altitude moyenne de 500 à 600 mètres, comprend le pays des Angad, entre Oudjda et El Aïoun ; la plaine de Djebira, entre El Aïoun et la Moulouya ; et la plaine de Tafrata, entre Debdou et Merada. El Aïoun est un centre de colonisation en plein développement, sur la route et le chemin de fer d'Oudjda à Fez ; on y compte 1.200 habitants, dont 200 Français. On rencontre, dans la plaine des Angad, de grandes propriétés de 1000 à 4000 hectares. Au total, les colons y possèdent 15.000 hectares de terres ; ils y cultivent les céréales, les luzernes, la vigne et l'olivier.

c) La plaine des Trifas comprend les pays situés entre le massif des Béni-Snassen et la Méditerranée, l'Oued Kiss et la Moulouya. Elle possède des terres rouges, riches en phosphates et en produits humiques, provenant de la décomposition des plantes herbacées ou ligneuses ; le climat y est humide, les pluies abondantes.

La colonisation ne pouvait que s'y développer avec succès : la grande, la moyenne et la petite colonisation rurales sont, en effet, largement représentées dans cette région. Dès 1908, au lendemain de la campagne, les achats de terres se multiplièrent dans les Confins algériens ; en 1912, avec l'établissement du Protectorat français sur le Maroc, l'effort de colonisation redoubla ; aujourd'hui enfin, époque des résultats, plus de 20.000 hectares sont entre les mains des colons, de belles fermes et d'importants centres agricoles ont surgi du sol : Martimprey du Kiss, village de 600 habitants et Berkane petite ville créée en 1909 et qui compte une population de 2.000 Européens.

Les prix de ces riches terres rouges varient de 100 à 400 francs l'hectare, suivant qu'elles sont ou non irrigables et achetées à l'indigène. Ils varient de 300 à 500 frs, si elles sont non irrigables, de 600 à 2.500 frs si elles sont irrigables mais en friche ou en culture et achetées à un Européen.

On cultive, dans cette plaine, des céréales, de la vigne, du houblon, du géranium-rosat pour la parfumerie et même du coton.

La plaine des Trifas est une région de tout premier ordre au point de vue de la colonisation agricole : son avenir est certain.

3° *La Colonisation agricole au Maroc Occidental.* — Dans le Maroc Occidental, la colonisation rurale s'est surtout développée depuis l'installation du Protectorat en 1912.

Actuellement, on y compte plus de 400 colons qui, presque tous sont français. La surface possédée par eux est d'environ 180.000 hectares.

sur lesquels 150.000 hectares appartiennent à nos compatriotes. Parmi ces colons, on trouve des sociétés importantes qui détiennent des étendues considérables, allant jusqu'à 10.000 hectares ; dans l'ensemble, elles ne possèdent cependant pas beaucoup plus de 60.000 hectares. Au contraire, dans le Maroc Oriental, il n'y a pour ainsi dire pas de grandes sociétés parmi les colons.

La colonisation s'est surtout développée dans la Chaouïa, la région de Rabat, le Gharb, les Doukkala-Abda et les alentours de Meknès, Fez et Marrakech.

a) Dans la Chaouïa, où les acquisitions de terrains ont commencé dès 1908, on compte beaucoup d'exploitations agricoles. Elles sont, en grande majorité, inférieures à 100 hectares. C'est de la moyenne colonisation installée, notamment à Médiouna, Ber Rechid, Settât, Camp Boulhaut, Camp Boucheron et au sud de Sidi Ali. Les facilités de communication (routes et voies ferrées) ont beaucoup contribué à son essor : des chemins de fer à voie étroite de 0 m. 60 desservant le pays Chaouïa, Casablanca-Marrakech, Casablanca-Tadla, Casablanca-Rabat.

A côté de ces exploitations modestes, il existe de grands domaines parmi lesquelles les deux exploitations Amieux, les domaines de la Société Lyonnaise de la Chaouïa, de la Compagnie Marocaine, etc...

Avant l'occupation, les bonnes terres valaient de 400 à 800 frs la « charrue », c'est-à-dire l'espace que peut cultiver une charrue attelée de deux animaux pendant la période des travaux ; suivant la nature du sol et la force de l'attelage, la surface peut varier de 6 à 15 hectares. Les terres valaient à ce temps-là de 400 à 800 frs la charrue de 10 hectares, soit 40 à 80 frs l'hectare.

Aujourd'hui, les « Tirs » non défrichés, encore recouverts de palmiers et de jujubiers, valent de 200 à 300 frs l'hectare ; les tirs défrichés valent de 600 à 1.000 fr. l'hectare dans les environs de Ber Rechid, de Settât et aux abords de Casablanca. Il faut ajouter qu'aux environs immédiats de Casablanca les terres ont été atteintes par la spéculation et valent jusqu'à 10.000 frs l'hectare.

Les terres « Hamri » se payent, comme à peu près dans tout le Maroc, de 350 à 700 frs l'hectare si elles sont défrichées et de 100 à 300 frs si elles ne le sont pas.

Quant aux terres « Sahel » et « Remel » ou terrains sableux, elles atteignent 100 à 150 frs en Chaouïa ; partout ailleurs elles valent en moyenne de 50 à 100 frs ou de 150 à 350 frs l'hectare, suivant qu'elles ne sont pas défrichées ou qu'elles le sont.

Les terres irriguées atteignent en Chaouïa, où elles sont d'ailleurs peu étendues, les prix élevés de 2.500 à 10.000 frs l'hectare.

b) Dans la région de Rabat, qui comprend les pays de Rabat, de Salé, des Zaër et des Zemmour, on trouve beaucoup de petites propriétés. Les lots sont, en effet, de 10 à 50 hectares ; quelques-uns seulement atteignent 500 ou 1.000 hectares. Les prix d'achat des terrains défrichés varient de 300 à 600 frs l'hectare. La colonisation s'est installée aux abords de Rabat, de Salé, à Kénitra, à Temara, à Bou Znika.

c) Dans le Gharb, des exploitations agricoles se sont établies chez les Béni Ahsen, à Dar Gueddari, Sidi Yahia, Dar Bel Hamri ; dans la vallée du Sébou, à Petitjean et Mechra bel Ksiri ; dans le Gharb, à Souk el Arba et Arbaoua. Les tirs défrichés se payent de 200 à 700 francs l'hectare.

Le centre de colonisation de Dar bel Hamri constitue une petite ville nouvelle importante, au débouché de l'oued Beht, au carrefour de la route de Tanger à Fez et de Meknès à Rabat.

Le centre de colonisation de Petitjean (350 Français), établi sur l'oued Rdom, à l'ouest de la forêt de la Mamora, à peu près à mi chemin entre Kénitra et Fez a été créé en vue de faciliter l'établissement des colons dans la région essentiellement agricole du Gharb. Ce centre est particulièrement favorisé au point de vue des voies de communication : il est en effet relié par des routes à Kénitra, Meknès, Fez, Mechra bel Ksiri ; il est, en outre, placé sur la future ligne du Tanger-Fez en voie de construction et est la tête d'un embranchement qui, par Kénitra, relie cette ligne au reste du futur réseau ferré ; il se trouve ainsi sur les deux grandes voies Casablanca-Algérie et Tanger-Fez.

Le centre de colonisation de Mechra bel Ksiri, établi sur l'oued Sébou, à 50 km. au nord de Petitjean, a été créé en vue de desservir les plaines fertiles et humides qui bordent les deux rives du Sébou et qui se prêtent également bien à la culture et à l'élevage. Mechra bel Ksiri est relié par des routes à Kénitra, Meknès, Fez, Ouezzan, Souk el Arba, el Ksar et Tanger ; il se trouve également sur la ligne de Tanger à Fez ; il dispose en outre de la voie fluviale de l'oued Sébou qui le met en relation avec Kénitra (168 km.), par cette voie les chaulands lui apportent la plupart des marchandises d'importation et des matériaux de construction.

d) Dans le pays des Doukkala-Abda-Chiadma, la colonisation existe surtout dans la région côtière, d'Azemmour à Mogador. Un centre de

colonisation important de cette contrée est Sidi ben Nour, grand marché indigène en pays Doukkala. Les prix des tirs compris dans cette région côtière varient de 250 à 400 et 700 frs. l'hectare.

e) Dans les alentours des villes de l'intérieur, comme Meknès, Fez et Marrakech, le mouvement colonisateur est très en retard. Cependant, l'ouverture au public et au commerce des anciens chemins de fer militaires à voie étroite a provoqué une poussée vigoureuse vers ces riches contrées éloignées de l'Océan.

Les bons terrains, lorsqu'ils sont irrigués, y atteignent les prix très élevés de 1.000 à 3.000 et même 6.000 frs l'hectare. Sur les bords de l'oued Fez, des terres de culture maraichère valent jusqu'à 4.000 et 6.000 frs l'hectare. A Sefrou, les prix des jardins atteignent 5.000 et 6.000 frs l'hectare.

f) Enfin, dans l'intérieur, dans les régions moins bien favorisées sous le rapport de l'humidité et des débouchés vers les grands centres, les bons terrains non défrichés valent beaucoup moins cher, de 50 à 400 frs l'hectare. Ils atteignent 75 frs l'hectare en moyenne, par exemple à El Boroudj.

A en juger par le résultat déjà obtenu et souligné par les *Concours agricoles* de Mazagan en 1913, de Mechra bel Ksiri en 1914, de Casablanca en 1915, de Fez en 1916, de Rabat en 1917, de Casablanca en 1918, de Marrakech en 1922, avec primes pour les meilleurs animaux présentés, on ne peut qu'augurer favorablement de l'essor de la colonisation au Maroc.

§ 3. — *La mise en valeur, agriculture et élevage.*

Les cultures du Maroc. — 1° SUPERFICIE ET RENDEMENT. — Le Maroc est un pays agricole, l'agriculture y constitue la principale ressource. Les cultures se répartissent sur la majorité des régions. Les plus particulièrement favorisées de celles-ci sont le Maroc Oriental, vers Oudjda ; la Chaouïa, les Doukkala et les Abda, arrière-pays de Casablanca, Mazagan et Safi ; le Gharb et la plaine alluviale du Sébou ; les régions de Meknès et de Fez ; le Haouz de Marrakech.

La superficie totale du Maroc français est de 42.000.000 d'hectares dont nous occupons 40.000.000 hectares. Celle de la zone espagnole est de 2.200.000 hectares, dont 500.000 seulement sont soumis ; en ce qui concerne cette zone espagnole on ne peut certainement établir de comparaison entre la colonisation espagnole et la nôtre : ni l'agricul-

ture, ni l'industrie n'existent dans cette région, si ce n'est, et dans des proportions très réduites, aux environs immédiats des petites villes côtières ; l'immigration est nulle et l'immense majorité des terres est en friche.

En ce qui concerne le Maroc français, il convient de remarquer que, dans le chiffre de 40.000.000 d'hectares entrent les massifs de l'Atlas, qui sont peu cultivables et le Maroc oriental, dont le nord seul intéresse la culture. La partie du Maroc occidental propre à la culture représente 9.500.000 hectares, se répartissant de la sorte :

Terres en rotation.....	2.200.000 hectares	
Terres à défricher.....	2.000.000	—
Terres de parcours.....	4.700.000	—
Vergers, jardins, vignobles...	50.000	—
Merdja.....	80.000	—
Forêts.....	470.000	— (forêts de l'Atlas exclues)

En ce qui concerne les surfacesensemencées dans le Maroc tout entier, si l'on s'en tient à celles déclarées pour l'impôt du tertib, on obtient 2.182.675 hectares, dont 55.409 hectares par les Européens et 2.127.266 hectares par les indigènes, en 1921 ; contre, en 1916 (Maroc occidental seulement), 1.743.412 hectares, dont exactement 27.640 hectares par les Européens et 17.715.072 hectares par les indigènes.

Régions	Indigènes et Européens	Européens
Casablanca	485.000 hectares	15.622 hectares
Rabat	355.520 —	12.902 —
Marrakech.....	287.083 —	1.470 —
Doukkala.....	243.150 —	4.000 —
Tadla	218.650 —	143 —
Fez.....	205.315 —	1.371 —
Abda.....	174.000 —	3.630 —
Meknès.....	96.036 —	3.140 —
Taza.....	56.333 —	432 —
Haha-Chiadma, ...	34.000 —	36 —
Oudjda.....	28.505 —	12.665 —

On constate que les régions où les surfacesensemencées par les Européens sont les plus grandes, sont celles de Casablanca, de Rabat et d'Oudjda.

Cette superficie de 2.182.675 hectares,ensemencée en 1921, a fourni un bon rendement : 16.909.507 quintaux, contre 13.893.168 quintaux en 1916, soit une augmentation de 3.000.000 de quintaux.

RENDEMENT DES CULTURES ANNUELLES

	Maroc :		France
	Années 1910 :	1921	1921
Blé.....	5.002.850	6.325.269	88.034.290 quintaux
Orge.....	7.089.360	8.113.413	8.342.850 —
Avoine.....	14.786	80.488	35.482.950 —
Mais.....	1.199.160	888.879	2.639.990 —
Sorgho.....		609.877	» —
Mil.....	74.066	8.831	» —
Alpiste.....		831	» —
Pois chiches.....	138.713	249.644	» —
Seigle.....	»	»	11.276.110 —
Sarrazin.....	»	»	2.518.700 —
Méteil.....	»	»	1.546.470 —
Lin.....	23.823	106.299	» —
Fèves.....	339.593	489.364	» —
Coriandre.....	5.850	1.177	» —
Fenugrec.....	4.964	6.595	» —
Petits pois.....	»	28.840	» —
Pommes de terre.....	»	»	83.096.550 —
Totaux.....	13.893.165	16.909.507	232.937.910 —

Le rendement des récoltes marocaines est notablement supérieur à celui de l'Algérie et de la Tunisie. Cela tient à ce que le Maroc bénéficie de l'heureuse influence du climat océanique et jouit d'un régime de pluies très favorable. Il a, de plus, des terres variées et fort riches, notamment des terres grasses appelées « tirs », comparables aux tchernoziom bien connues de la Russie méridionale. Les différentes terres de culture classifiées par les indigènes, selon leur nature, sont les suivantes :

a) les *tirs*, terres très productives en année pluvieuse, fortement imprégnées de sels de fer plus ou moins oxydés et dont la couleur varie du noir foncé au noir ocreux.

b) les *hamri*, terres siliceuses, fertiles et souples, de couleur rougeâtre.

c) les *remel*, terres sablonneuses, maigres et parfois mouvantes.

d) les *harroucha*, terres silico-calcaires, souvent pierreuses.

e) les *dahs*, terres d'alluvions contenant de la silice et de l'argile.

2° LES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES. — Les principaux produits agricoles du Maroc sont constitués par les céréales, les légumineuses, les plantes oléagineuses, les plantes condimentieuses, les plantes tinctoriales, les plantes fibreuses, les plantes à sucre, les plantes à parfum, les arbres fruitiers, la vigne, les cultures maraîchères et la sériciculture.

a) *Les céréales*. — La plupart des cultures peuvent être, au Maroc,

réalisées dans de bonnes conditions, mais la part principale revient aux céréales : orge, blé, avoine, maïs, mil, sorgho, et alpiste. La superficie totale ensemencée en céréales au Maroc s'élevait, en 1921, à 2.051.796 hectares, contre 1.673.000 hectares, en 1916. Les surfaces ensemencées augmentent chaque année.

La production globale des céréales atteignait, en 1921, 16.027.588 quintaux, contre 13.380.225 quintaux en 1916. Le rendement varie naturellement suivant les régions et les modes de culture plus ou moins perfectionnés. Il augmentera avec l'extension des méthodes rationnelles de culture (charrues-brabants, moto-culture), remplaçant de plus en plus les procédés primitifs pratiqués par les indigènes. Les résultats actuellement obtenus sont pleins de promesse.

1) C'est l'orge qui occupe le premier rang, avec 1.000.452 hectares, soit près de 50 % du total ensemencé, et 8.113.413 quintaux, en 1921. L'orge est, en effet, la principale culture céréalière du Maroc, elle est utilisée par les brasseries à fermentation haute du Nord et de la Somme. L'orge du Gharb est la plus estimée, le rendement est excellent, bien que les champs soient privés des soins les plus élémentaires ; en bonne culture, on peut obtenir 16 à 18 quintaux à l'hectare.

2) Le blé compte, en 1921, pour 793.051 hectares, soit 40 % du total ensemencé, et 6.325.269 quintaux. Les indigènes cultivent le blé dur ou le blé semoulier, au grain allongé, pour lequel les terrains calco-silico-argileux conviennent le mieux. Le blé tendre n'est cultivé au Maroc que depuis l'établissement du Protectorat (20.296 hectares, dont 12.927 par les Européens, et 177.772 quintaux, en 1921) ; jusqu'alors, il était inconnu des indigènes. Les plaines du Maroc atlantique, les tirs, donnent des résultats remarquables en quintaux et à l'hectare. Au Maroc oriental, la plaine des Trifas, que l'on compare à une seconde Mitidja, possède des terres riches en azote et en phosphate de chaux. Elle donne de superbes espérances pour la culture du blé.

3) L'avoine était une céréale inconnue des indigènes dans toute l'Afrique du Nord. Cette culture a été introduite au Maroc depuis l'établissement du Protectorat. Elle s'y développe rapidement, parce que, étant une céréale plus rustique que l'orge et le blé, elle se contente de terres moins bien préparées et parce que son rendement est supérieur à celui de l'orge. La superficie ensemencée en avoine a passé de 1.609 hectares en 1915 à 8.821 en 1921. La production s'est élevée de 23.882 quintaux en 1915, à 80.488 en 1921. Vraisemblablement, la culture des avoines prendra au Maroc le même développement qu'en Algérie.

4) Le maïs comptait, en 1921, pour 145.728 hectares et 888.879 quintaux. La culture du maïs réussit dans les sols profonds, riches et surtout irrigables. Cependant, elle donne de bons résultats dans la zone littorale, bien que les arrosages fassent défaut. Cela tient au climat de la côte atlantique : sur une largeur de 50 km, la brise est suffisamment fraîche et l'air assez humide pour provoquer, la nuit, une condensation sous forme de rosée et cette rosée constitue un véritable arrosage. Aussi, loin de la mer, on rencontre dans les Doukkala-Abda-Chiadma-Haha des champs de maïs semés en mars et qui sont récoltés en juin sans avoir reçu de pluies ou d'irrigations.

5) Le sorgho (101.767 hectares et 609.877 quintaux en 1921) est une céréale appelée à un grand avenir. La culture du sorgho donne des rendements très élevés, dépassant parfois cent fois la semence. Le sorgho blanc, ou drâ, est cultivé pour sa graine dont les indigènes extraient une farine qu'ils apprécient autant que celle du blé. Les essais de culture de sorgho fourragers dans la zone atlantique ont donné de bons résultats. Il en a été de même pour les sorghos à balais.

6) Le mil est la céréale qui résiste le mieux à la sécheresse. Cela permet de l'utiliser dans les terres sablonneuses les plus chaudes du Sahel. Les indigènes pauvres le substituent à l'orge pour leur nourriture. Les surfaces ensemencées en mil comptaient, en 1921, pour 1.708 hectares et 8.831 quintaux.

7) L'alpiste (169 hectares et 831 quintaux en 1921), est surtout cultivée en Doukkala et en Abda. C'est une graminée originaire des Iles Canaries, dont la graine, rappelant le millet, est utilisée surtout pour la nourriture des oiseaux captifs et l'apprêt des cotonnades avec l'huile que l'on en extrait.

b) *Les légumineuses.* — A côté des céréales, il faut noter des légumineuses (99.187 hectares) comme les fèves, les lentilles, les pois chiches, le fenugrec. Il convient de remarquer, qu'en fait de légumes les indigènes s'en tiennent à la culture des plantes permettant de faire des légumes secs. Le Protectorat a amené avec lui la culture de la pomme de terre. Plante consommée surtout par les Européens et que les indigènes considéraient comme donnant la gale ; le développement de cette culture permettra de restreindre les besoins d'importation.

1) Les fèves marocaines comptaient en 1921, pour une surface ensemencée de 59.635 hectares et une production de 489.364 quintaux environ. Cette légumineuse, cultivée surtout en Chaouïa, dans le Gharb et à Safi, est de bonne qualité, mais donne des résultats insuffisants

en raison de certaines maladies ou parasites auxquelles elle est sujette.

2) Les lentilles marocaines comptaient, en 1921, pour une superficie ensemencée de 5.216 hectares. Petites et fines elles conviennent très bien à l'alimentation de la population européenne.

3) Les pois chiches (32.376 hectares et 249.644 quintaux en 1921), semés dans les terres argilo-calcaires des tirs, sont considérés par les indigènes comme une plante améliorante et remplacés, par suite, par du blé l'année suivante.

4) Le fenugrec (1.960 hectares et 6.595 quintaux) est une légumineuse dont les graines très aromatiques sont utilisées comme condiments et servent à l'engraissement des animaux et à la préparation de cataplasmes résolutifs. Le fenugrec est cultivé principalement dans la région de Casablanca.

c) *Les plantes oléagineuses.* — Les plantes oléagineuses cultivées au Maroc sont le lin, le ricin et l'olivier.

1) Le lin comptait, en 1921, pour une surface ensemencée de 17.670 hectares et une production de 106.300 quintaux, contre 3.306 hectares et 23.823 quintaux en 1916. Le lin est cultivé dans la Chaouïa et les Doukkala, pour l'huile que l'on extrait de sa graine.

2) Le ricin est cultivé pour l'huile que l'on extrait de sa graine. Cette graine est très recherchée pour la fabrication des huiles destinées aux moteurs d'aéroplanes.

La culture du ricin n'a été faite au Maroc, d'une façon expérimentale qu'en 1915, au Jardin d'essais de Rabat, avec des graines de ricin sanguin de Settât. Les résultats obtenus par la culture de 150 pieds sans fumure, ni irrigation, ont été en 1917 de 1130 grammes de graines décortiquées par pied et d'une teneur en matière grasse de 50,2 %. D'où un hectare de pieds de ricins, plantés en quinconce, à 2 m. 50 soit 1.850 pieds à l'hectare, donnerait 2.090 kilog. 500.

La culture expérimentale du ricin a porté, depuis, sur différentes variétés. Aucune des meilleures variétés semées au Maroc, ricin du Sénégal, d'Egypte, de Zanzibar, du Bas-Togo, du Niger, ne s'est montrée supérieure au ricin sanguin de Settât. Enfin, plusieurs tonnes de semence ont été distribuées gratuitement par la Direction de l'Agriculture à la colonisation.

3) L'olivier se cultive dans tout le Maroc. La culture de l'olivier, introduite dans l'Afrique du Nord par les Phéniciens, remonte, pour le Maroc, aux Almohades, puis aux Almoravides qui, de 1.055 à 1.266, en auraient fait faire de nombreuses plantations. On rapporte qu'au XIV^e

siècle, une immense forêt d'oliviers recouvrait tout le pays. On retrouve aujourd'hui les vestiges de cette ancienne forêt dans les régions d'Oudjda, de Fez (Massifs du Zalagh et du Zerhoum), du Gharb, du Haouz, d'Adba et du Sous.

D'après l'inventaire des olivettes situées dans la zone pacifiée et soumises au tertib, il y avait au Maroc, en 1921, environ 2.200.000 oliviers, se répartissant ainsi : 580.000 pieds dans la région de Marrakech, 880.000 dans celle de Fez, 263.000 dans celle de Meknès, 182.600 dans celle de Taza, 160.000 dans celle des Haha-Chiadma, 35.000 dans celle du Tadla, 30.000 dans celle d'Oudjda, 15.000 dans celle de Rabat, 4.000 dans celle des Abda, 1220 dans celle de Casablanca et 850 dans celle des Doukkala.

Le rendement actuel de ces oliviers est d'environ 20 à 25 kilogs par arbre, soit 480.000 quintaux d'olives.

L'analyse d'olives de la récolte de 1916 a révélé 20 à 22 % de matières grasses pour des olives de Marrakech, 24 à 26 % pour celles de Fez et Meknès. Le rendement industriel des olives peut être évalué à 15 litres d'huile environ pour 100 kilog. d'olives ; les huileries indigènes sont au nombre de 400, on en rencontre une trentaine à Fez.

Les olivettes sont, en général, en mauvais état ; les indigènes les exploitent mal. « Trop souvent, malheureusement, les arbres sont plantés au petit bonheur, sans aucun alignement et ce qui est plus fâcheux, presque toujours trop rapprochés les uns des autres. On se garde bien aussi d'abattre les arbres âgés et épuisés qui ne produisent plus et gênent le développement des jeunes plants. Quant aux soins de culture, les indigènes s'en préoccupent peu, sauf l'aménagement d'un petit fossé en forme de fer à cheval autour du pied des arbres pour y maintenir l'humidité, il est bien rare qu'ils prennent la peine d'ameubler les terrains plantés d'oliviers pour permettre à l'air et aux eaux de pluies de bien pénétrer le sol.

« En outre la récolte est faite au moyen du gaulage. Ce procédé, pratiqué ici avec une extraordinaire brutalité, supprime une énorme quantité de jeunes rameaux d'un an, précisément ceux qui fructifieraient la saison suivante. Enfin, la taille pourtant si importante, semble partout totalement méconnue sinon inconnue.

« Heureusement que le Service des Domaines a entrepris depuis deux ans (1914) l'utile besogne de tailler et de remettre en état les vieux oliviers des terrains maghzen.... Cette taille a donné d'excellents résultats et cette année (1916) des ouvriers indigènes, dirigés par un spé-

cialiste français, ont continué cette bonne pratique dans les olivettes avoisinant la ville de Fez. A leur tour, les cultivateurs pourront appliquer ces principes dans leurs propriétés. » (PÉRIGNY, *la Ville de Fez*, p. 107.)

Par des fumures, des labours, des binages, la taille, la régénération des vieilles olivettes pourra s'accomplir et on pourra ainsi doubler ou tripler la production actuelle d'olives. On pourra également augmenter de 20 à 25 % le rendement industriel, en employant un matériel perfectionné ; les huileries européennes, installées au Maroc, donnent en effet, un rendement de 20 litres d'huile par 100 kilogr. d'olives. C'est vers ces buts que tendent les efforts de la Direction de l'Agriculture.

d) *Les plantes condimentieuses.* — Les plantes condimentieuses que l'on trouve au Maroc sont le cumin, la coriandre et le carvi.

1) Le cumin est une ombellifère annuelle; cultivée dans le sud. (205 hectares). Son fruit est un condiment apprécié, on s'en sert pour parfumer le pain et le fromage et fabriquer le kummel. Le cumin était, avant la guerre surtout, expédié en Allemagne et en Angleterre.

2) La coriandre est une ombellifère cultivée en Chaouïa. Son fruit sec, à l'odeur aromatique, est utilisé pour la préparation de l'eau de mélisse et pour la confiserie. La coriandre comptait, en 1921, pour une surfaceensemencée de 266 hectares et une production de 1.177 quintaux contre 9.937 hectares et 63.203 quintaux en 1918.

3) Le carvi est une ombellifère bisannuelle, cultivée surtout dans les terres irriguées, riches et profondes, de la région de Meknès, où la récolte a été de 15 tonnes en 1917. Les fruits du carvi sont des condiments utilisés par les Arabes ; on s'en sert en Europe pour parfumer le pain et le fromage, on s'en sert encore en médecine.

e) *Les plantes tinctoriales.* — En fait de plantes tinctoriales cultivées au Maroc, on trouve le henné, la garance, la gaude, la garou et les pyrèthres.

Le henné est un arbuste dont les feuilles, desséchées au soleil, triturées et délayées dans l'eau, donnent une pâte brune rougeâtre. Les femmes se servent de cette pâte, pour se teindre la chevelure, les ongles et la peau des mains et des pieds. Le henné n'est pas seulement utilisé comme teinture pour la toilette, mais comme cicatrisant pour les plaies, en raison de son pouvoir astringent. Le henné est cultivé dans le Tafilelt, autour de Mazagan, d'Azemmour, de Sidi Ali et chez les Zaër. Sa production (153 hectares en 1921), étant insuffisante à la consommation locale, on doit en importer de grandes quantités.

f) *Les plantes fibreuses.* — Les plantes fibreuses que l'on rencontre au Maroc comprennent le chanvre, le palmier nain, l'alfa et le coton.

1) Le chanvre est cultivé principalement dans la région des Mesfioua, au sud-est de Marrakech, (la production a été de 500 tonnes en 1917) et aux environs de Meknès et de Fez (350 quintaux). Un essai cultural a été fait, en 1917, au Jardin d'essais de Marrakech. La surface semencée, à raison de 125 kilogr. à l'hectare, a produit 866 kilogr., ce qui correspond à 1.233 kilogr. à l'hectare ; les 214 kgs. de grosses tiges ont donné 15 kilogr. de filasse teillée, les 424 kgs de tiges moyennes ont donné 47 kgs de filasse teillée, le reste a donné 33 kgs de filasse teillée ; 870 kgs de chanvre ont donc produit 62 kgs de filasse teillée.

2) Le palmier nain est une plante poussant en abondance, à l'état sauvage, dans toute la zone du littoral marocain ; on fait avec ses feuilles du crin végétal.

Le palmier nain poussant dans les terres de bonne qualité, il faut l'arracher pour les rendres propres à la culture. Cet arrachement met le défrichement d'un hectare au prix de 400 fr. en moyenne. Mais le palmier nain ainsi arraché est vendu pour la fabrication du crin végétal, ce qui rend le défrichement moins coûteux.

Les Européens utilisent le palmier nain comme combustible et pour la fabrication du crin végétal, de la sparterie, des paillassons et de la pâte à papier. En 1918, il revenait, suivant la saison, à 50 ou 150 frs la tonne, tandis que le charbon anglais revenait à 500 fr. la tonne à Casablanca, c'était un combustible plus économique que le charbon.

Le crin végétal est fabriqué avec les feuilles du palmier nain. Il existe des fabriques de crin végétal à Rabat, Casablanca, Settat, Mazagan, Safi ; la production dans le Maroc occidental était, en 1918, de 1.500 tonnes par mois. Il existe également des usines dans la région de Martimprey, au Maroc Oriental.

Les indigènes font, avec les feuilles de palmiers nains, des nattes, des couffins, des cordes, des besaces pour bâts ; avec la bourre du bourgeon central, les grandes bandes qui constituent les tentes des douars ; avec les racines, le feu et le chauffage des fours.

3) L'alfa n'existe en grande quantité qu'au Maroc oriental, dans la région des steppes, de Berguent à Tendirara. L'alfa séché sert à la fabrication de la pâte à papier.

4) Le coton, dont l'arbre producteur serait originaire du Soudan, fut cultivé en Algérie, dans la province d'Oran, lors de la guerre de Sé-

cession. Mais, la concurrence renaissante de l'Amérique fit tomber à rien la production algérienne.

Au Maroc, le cotonnier a été beaucoup cultivé autrefois, dans le Maroc Occidental : région de Ceuta, Tadla, Gharb (entre El Ksar et Ouezzan), Béni Ahsen, Sehoul (ouldja de Salé), Chaouïa, Doukkala (Ouldja d'Azemmour), Haouz (Marrakech). Il n'en reste plus aujourd'hui que quelques plantations très réduites chez les Sarsar et les Masmouda, dans le Gharb. La production indigène s'est vue remplacée par le coton importé de Manchester.

La culture du coton pourrait être régénérée et pratiquée dans la région côtière, dont les températures et les pluies sont assez bien réparties et dont les terrains d'alluvions argilo-siliceux ou silico-calcaires, profonds et irrigables, se rencontrent assez fréquemment. Les vallées du Sébou et de ses affluents, de l'Oum er Rébia, du Tensift, du Sous et de la Moulouya pourraient irriguer des plaines riches et favoriser la culture du coton. La vallée du Sébou et de ses affluents, notamment, nécessiterait l'aménagement d'un réseau d'irrigation s'étendant sur 60.000 hectares, dont, en raison de l'assolement triennal, tel qu'il est pratiqué en Egypte, 20.000 hectares de terres seraient annuellement ensemencés en coton. Avec un rendement de six quintaux de coton fibres à l'hectare, ces 20.000 hectares représenteraient une production de 120.000 quintaux.

Des essais de culture du coton ont été entrepris par le Protectorat, depuis 1913, aux environs de Rabat, entre Rabat et Casablanca, à Souk el Arba du Gharb et dans la plaine des Trifas. Dans la plaine des Trifas, région de Berkane, les rendements ont été de 10 quintaux à l'hectare en moyenne ; un barrage sur l'oued Zegzel, affluent de la Moulouya, permettrait d'irriguer 6.000 hectares et de les livrer à la culture du coton. Les espèces égyptiennes ont donné au Maroc de meilleurs résultats que les espèces américaines et laissent espérer que la culture du coton donnera des produits de très bonne qualité.

g) *Les plantes à sucre.* — Les plantes à sucre susceptibles d'être cultivées au Maroc, sont la betterave et la canne à sucre.

1) La betterave à sucre a été cultivée en essais par la Direction de l'Agriculture. De ces essais de culture, il résulte que la betterave peut venir sans irrigation, à condition que les terrains soient favorables, bien préparés et que la culture soit faite avec les soins que nécessite cette plante.

Des essais de culture de betterave sucrière ont été faits à Rabat, ils ont donné 47 tonnes de racines à l'hectare et 14,05 % de saccharose ;

d'autres essais ont été faits à la station de Meknès, sur de la betterave demi-sucrière, ils ont donné 44 tonnes à l'hectare et 6,7 % de saccharose ; des essais de grande culture ont été entrepris à la Ferme expérimentale de Fez.

2) La canne à sucre n'est plus aujourd'hui cultivée au Maroc. Elle l'était autrefois dans le Sous et dans le Haouz de Marrakech ; les crues de longues durées permettaient alors la culture en grand de cette plante. Des essais de culture ont été entrepris, depuis 1915, par la Direction de l'Agriculture, dans les jardins d'essais de Mazagan et de Marrakech. Les rendements obtenus pour la canne de la Guadeloupe et la canne blanche ont été de 26 quintaux et de 14 quintaux à l'hectare, avec une moyenne de 11,8 % en saccharose.

h) *Les plantes à parfum.* — Les plantes à parfum que l'on rencontre au Maroc sont le rosier, l'oranger, le laurier rose, l'accacia farnèse, le myrthe, le géranium commun, le géranium rosat, le jasmin, la tubéreuse, l'iris, la jonquille, la menthe, la marjolaine, le fenouil, etc.. Les indigènes ne cultivent que le rosier et l'oranger.

1) Les roses à parfum se rencontrent surtout dans le Draâ, le Sous, la région de Marrakech et les environs de Fez. Un rosier donne de 500 à 700 roses, pesant fraîches 1 kg. à 1 kg. 500 ; 10.000 kgs de fleurs fraîches donnent 6.500 kgs. d'eau de rose, valant 2 fr. 50 le litre environ à Marrakech. La distillation se fait sur place, à l'aide d'appareils assez primitifs ; chaque indigène fait faire par ses femmes la distillation des roses de son jardin. Cependant, à Marrakech on trouve une dizaine de négociants qui achètent de grandes quantités de fleurs sèches du Sous et du Drâa et de fleurs fraîches.

2) Les fleurs d'orangers, dont les arbres se rencontrent dans les régions de Marrakech et de Fez, sont distillées par l'industrie familiale indigène. Cette industrie ne fabrique que de l'eau de fleurs d'oranger. Le prix de vente moyen du kg de fleurs fraîches sur le marché de Marrakech était de 1 fr. 75 en 1917.

3) Le géranium rosat, qui donne par distillation une essence très employée en parfumerie pour remplacer l'essence de la rose, est surtout cultivé par les colons du Maroc Oriental, notamment à Berkane.

i) *La culture maraîchère.* — La petite culture est représentée au Maroc par la culture maraîchère (6.225 hectares). Jusqu'à notre arrivée, cette culture était plutôt négligée, les Marocains ne mangeant guère de légumes. La culture maraîchère se pratique aux environs des grandes villes, dont elle assure le ravitaillement en légumes, pommes

de terre, haricofs, choux, tomates, aubergines, courgettes, etc... Elle donne de bons résultats dans la plaine de Marrakech, ceux qui ont vu le marché de la capitale du Sud ont été agréablement surpris par la beauté des légumes, qui y sont apportés.

L'administration encourage cette culture, en créant, à l'aide de terrains domaniaux, des lotissements maraîchers dans la banlieue des villes, dont les parcelles sont vendues ou louées.

A condition d'être bien irriguées, toutes les cultures maraîchères peuvent réussir au Maroc et dans tout le Maroc. Le pays est tout à fait apte à ces cultures, notamment les régions du Sébou, du Sous, de la basse Moulouya, du Haouz et la zone côtière. Les terres sablonneuses du littoral atlantique sont en effet des milieux excellents, en raison de l'humidité et de la rosée qui s'y manifestent.

La culture maraîchère est en avance de six semaines à deux mois, sur celle de notre pays. Le jour où la production des légumes sera considérablement augmentée, ce sera un point de vue très appréciable pour l'exportation des primeurs.

j) *La vigne*. — A côté du vignoble indigène (6.000 hectares), on rencontre un vignoble européen déjà intéressant (1.500 hectares).

1) Le vignoble indigène, de date ancienne, se rencontre dans les régions de Fez, Meknès, Rabat, Doukkala, Haouz, Djebala, Tsoul, Branès, Haha-Chiadma, Sous et Atlas. La loi religieuse interdisant l'usage du vin, le vignoble indigène s'est peu développé ; les régions recensées, dont les principales, sont celles de Fez, Meknès, Rabat, Doukkala, Haha-Chiadma, possèdent un vignoble d'une superficie de 6.000 hectares environ, avec 5.370.000 pieds. Les indigènes consomment beaucoup de raisins frais ; ils en fabriquent également du vin cuit et en font sécher. Les Européens en achètent pour en faire du vin sec destiné à la consommation européenne du pays.

2) Le vignoble européen date de 1908, sa superficie de 1.505 hectares se répartit ainsi :

Maroc oriental.....	300 hectares
Région de Rabat.....	762 —
Région de Casablanca.....	200 —
Autres régions.....	243 —

Les plants importés du Midi de la France, d'Algérie, de Tunisie ou d'Espagne ont donné de bons résultats, grâce à l'abondance de l'eau. Ils réussissent en particulier dans les terres sablonneuses du littoral atlantique. La production est consacrée à la vinification et au raisin de table (chasselas et muscats). Les vins produits sont destinés à la

consommation de table ; lorsque les plantations actuelles seront en plein rapport, le Maroc produira environ 30.000 hectol. de vin, ce qui sera encore inférieur aux besoins de la consommation locale, si l'on se rappelle que 171.249 hectolitres de vin, ont été importés dans ce pays en 1920.

k) *Les arbres fruitiers.* — Parmi les arbres fruitiers que l'on rencontre au Maroc, il convient de noter l'olivier, le figuier, l'amandier, l'oranger, le citronnier, le mandarinier, le palmier-dattier, le noyer, l'abricotier, le cognassier, le néflier, le grenadier, le prunier, le cerisier, le pommier, le pêcher, le poirier, le châtaignier, le bananier et le caroubier.

Le figuier est l'arbre des jardins marocains. On le rencontre de la zone littorale aux chaînes de l'Atlas et principalement dans les régions de Fez, Marrakech, Meknès, Rabat, Casablanca et Safi. Il pousse dans tous les terrains même pierreux et se passe d'irrigation ; aussi serait-il aisé d'accroître considérablement les plantations existantes et d'obtenir une large rémunération par une exploitation méthodique (labour et engrais). Le chiffre de pieds existant actuellement au Maroc dépasse deux millions (2.287.891).

L'amandier est très répandu dans le sud marocain, surtout dans le Sous. Ses fruits sont excellents et donnent lieu à un grand commerce d'exploitation. On comptait, en 1921, 406.000 amandiers.

L'oranger et le citronnier, le mandarinier sont cultivés avec soin, dans les jardins, mais ils ne constituent pas de grandes plantations. On comptait, en 1921, environ 120.000 orangers et citronniers. L'orange marocaine rappelle celle de Valence et d'Andalousie, les beaux orangers donnent environ 300 oranges qui se payent de 6 à 5 fr. le cent sur le marché de Marrakech.

Le palmier-dattier se rencontre dans la région de Marrakech, le Sous, le Draa, le Sahara marocain et le Tafilelt, seules parties du Maroc où les conditions climatiques permettent aux dattes de mûrir. On comptait, en 1921, dans celles de ces régions qui sont soumises, 350.000 palmiers dattiers.

Les meilleures dattes, comparables à celles d'Algérie et de Tunisie, proviennent du Tafilelt, dont les palmeraies sont échelonnées le long de l'oued Ziz, du Draa et du Sahara marocain. Elles sont amenées par des caravanes aux marchés de Marrakech et de Mogador. Les palmeraies de Marrakech et du Sous donnent des dattes de qualité inférieure,

Le bananier pousse dans la région de Mogador, mais en général les bananes mûrissent mal.

L'abricotier se rencontre surtout dans les jardins de Marrakech. N'exigeant que peu d'humidité, la culture de l'abricotier pourrait prendre un grand développement.

Le pêcher, très accommodant sous le rapport du climat comme du sol, pourra se développer dans d'importantes proportions.

Le poirier existe à l'état sauvage dans les forêts de chênes lièges de la zone littorale atlantique, notamment dans la forêt de la Mamora. Greffé, il donnerait de bons fruits.

Le cerisier prospère sur les contreforts du Moyen-Atlas, en particulier dans les vergers de Sefrou. Le versant nord de l'Atlas, aux sols frais et profonds, serait favorable pour de nouvelles plantations de cerisiers.

Le pommier, arbre de région fraîche, ne se comporte bien que sur les versants nord de l'Atlas, dans la région de Sefrou en particulier.

Le cognassier, le néflier et le grenadier demandent des arrosages en été.

Le prunier, en terre fraîche, peut se passer d'arrosage, mais il craint les grandes chaleurs.

Le noyer est très répandu dans la montagne. On le rencontre dans le Rif et sur les contreforts de l'Atlas, à partir de 300 m. d'alt. jusqu'à 2000 m. Les vergers de Fez en possèdent de très beaux. Dans le sud, le marché des noix est Marrakech, d'où elles sont exportées, par les ports de Safi, Mogador et Mazagan.

Le chataîgnier pousse dans la montagne, au-dessus de 300 m. d'altitude.

Le caroubier prospère dans le massif du Zerhoum, ses gousses sont utilisées pour la nourriture des chevaux.¹

L'élevage au Maroc. — 1° IMPORTANCE DU CHEPTEL MAROCAIN. — A côté des cultures et des plantations, l'élevage, favorisé par le climat atlantique et la richesse des pâturages, constitue la principale ressource actuelle du Maroc. Le Maroc est, d'ailleurs, de toutes les régions de l'Afrique du Nord, celle qui convient le mieux aux animaux domestiques. En effet, le nombre des bêtes bovines, par rapport à 1.000 habitants, est de 124 têtes en Tunisie, de 199 en Algérie et de 295 au Maroc.

Toutes les régions du Maroc, possédant des prairies naturelles, constituent un incomparable champ d'élevage. Certaines sont particulièrement favorables à l'élevage, grâce à leur climat, à l'abondance

de l'eau et à la richesse de leurs pâturages. Ce sont, dans le Gharb, la plaine du Sébou ; au sud des régions de Meknès et de Rabat, les territoires des Béni-Mguild, des Béni-Mtir, des Zaër, des Zemmour, de la haute Chaouïa et du Tadla ; au nord-est de Marrakech, la région des Shragna.

D'après les statistiques du Protectorat, le cheptel du Maroc comptait en 1915, 5.334.964 têtes (Maroc occidental seul recensé), et en 1921, un nombre de 11.125.969 têtes, se répartissant de la façon suivante, par rapport au cheptel français qui atteignait à la même époque le chiffre important de 32.658.590 têtes.

Années :	Maroc :		France :
	1915	1921	1921
Bovins.....	672.463	1.517.117	13.343.440 têtes
Ovins.....	3.175.201	6.733.022	9.599.560 —
Porcins.....	15.955	115.036	5.166.080 —
Chevaux.....	122.870	143.094	2.706.110 —
Mulets.....		58.912	186.420 —
Anes.....	225.731	420.232	205.780 —
Chèvres.....	1.061.945	2.040.304	1.361.180 —
Chameaux.....	59.799	98.252	» —
Totaux.....	5.334.964	11.125.969	32.658.590 —

Le tableau ci-dessus fait ressortir l'accroissement important du cheptel marocain, plus du double de 1915 à 1921. Il témoigne également des dispositions favorables du Maroc comme pays d'élevage.

2° LE CHEPTEL MAROCAIN ET LES PRINCIPAUX PRODUITS DE L'ÉLEVAGE

— a) *Les bovins.* — Le bœuf est élevé dans toutes les régions du Maroc, même au Maroc oriental. Celles du Gharb, des Béni Ahsen, des Zaër et des Béni Mguild lui conviennent particulièrement. C'est chez les Zaër que l'on rencontre les plus beaux troupeaux de bœufs.

Le bœuf indigène appartient à la race brune de l'Atlas. Plus petit dans la montagne et dans le sud, il est plus développé dans les plateaux et sur le littoral atlantique. Les caractères de cette race sont la rusticité, la sobriété et la robustesse. Excellent animal de travail, le bœuf marocain est suffisant pour la boucherie et très apte à l'engraissement. Quant à la vache marocaine, elle est bonne laitière (4 à 6 litres de lait) et bonne beurrière.

L'amélioration de cette race a surtout été obtenue par la sélection. Les croisements n'ont donné de bons résultats qu'avec la race zébu, sobre, rustique et résistante et avec la race algérienne, dite de Guelma.

Les peaux de bœufs, vaches, veaux et taureaux, supérieures en qualité à celles d'Algérie et de Tunisie, sont cependant inférieures à

celles de France. Cette infériorité provient de ce que beaucoup de peaux sont perforées par un vers, le varon, issu de l'intérieur de l'animal et de ce qu'elles portent souvent des déchirures dues au mauvais mode de dépouillement effectué par les indigènes.

b) *Les ovins*. — On rencontre au Maroc trois variétés d'ovins. La première, de taille moyenne, rappelle les mérinos d'Espagne. Cette excellente race se rencontre dans le Gharb, les Béni Ahsen, les grandes plaines du centre marocain et les régions élevées du Tadla, de la haute Chaouïa (Béni Meskine); des Zemmour. Sa laine dite *ourdi-ghia*, fine, ondulée, est nourrie et résistante ; sa chair est appréciée.

La seconde, de taille plus grande, se trouve dans le littoral atlantique, dans la région de Fez et dans le sud du Maroc à partir de l'Oum er Rébia. Sa laine, dite *beldia*, est plutôt grossière.

La troisième variété d'ovins, de taille plus petite, se rencontre dans tout le Maroc ; dans le pays de Berguent, grand marché de moutons sud-oranais et marocains, on compte plusieurs centaines de milliers d'ovins appartenant à ce type qui rappelle la race Oranaise. Sa laine est assez douce (laine *aboudia*).

L'amélioration de la race a donné des résultats meilleurs par la sélection que par les croisements. Le seul croisement intéressant a été obtenu avec des mérinos d'Espagne ou de la Crau.

Les peaux de moutons sont de meilleure qualité que celles d'Australie ou d'Amérique du Sud. Les meilleures proviennent des régions montagneuses. L'industrie indigène en fait une grande consommation pour la fabrication des babouches, sacs, harnachements, etc... ; ces peaux sont cependant l'objet d'un commerce d'exportation très actif.

c) *Les porcins*. — Les musulmans et les juifs ne mangeant pas la viande de porc, animal déclaré impur par le Coran, on ne rencontrait à peu près pas de porcs au Maroc avant l'arrivée des Européens. Depuis l'établissement du Protectorat, l'élevage du porc, pratiqué surtout par les Européens, s'est développé d'une manière particulièrement rapide. En effet, alors qu'en 1913, le troupeau marocain ne comptait que quelques milliers de têtes, il dépassait, en 1921, pour tout le Maroc, le nombre de 115.000 têtes.

Le porc que l'on rencontre au Maroc, c'est le porc noir, robuste et bon marcheur. Il appartient à la race ibérique. Le porc se nourrissant surtout de racines, d'insectes, de glands, d'herbes, les meilleures régions pour l'élevage sont celles qui comprennent le plus de terrains de parcours, de pâturages, de broussailles, de forêts et de marécages : le Maroc oriental, la Chaouïa et la forêt de Camp Boulhaut, le Gharb

et la forêt de la Mamora, la région des Béni Ahsen, la banlieue des villes de Casablanca, Rabat, Salé et toute la région cotière de Mazagan à Mogador. L'élevage du porc commence à se développer aussi à l'intérieur du pays.

Cet élevage se pratique soit en demi-domesticité, soit en stabulation. Le premier mode, élevage en liberté, bien qu'imparfait, est le plus couramment pratiqué ; les porcs se nourrissent, sur leurs terrains de parcours, d'herbes, de racines, de glands. Le deuxième mode, élevage en stabulation, consiste dans l'engraissement de l'animal à la porcherie avec de l'orge, du maïs, des fèves.

En ce qui concerne l'amélioration de la race, il est préférable, dans l'élevage en liberté, de s'en tenir à la sélection des sujets marocains. Mais, dans l'élevage en stabulation, on obtient de beaux résultats en croisant le porc marocain avec des races de Marseille, du Yorkshire ou de Majorque.

L'élevage du porc offre de grandes ressources pour l'exportation, le porc n'étant pas consommé par les indigènes. Il est possible d'en tirer un très bon parti par l'industrialisation. Enfin, des quantités assez importantes de peaux de porcs vertes, saumurées, salées ou séchées, ainsi que des cuirs tannés ou préparés, sont également exportés.

d) *Les chevaux.* — Le cheval que l'on rencontre au Maroc appartient à la race barbe, race autochtone de l'Afrique du nord. Il est de taille moyenne, 1 m. 45 à 1 m. 56. Le plus beau type existe surtout chez les Doukkala et dans le Sous.

Des croisements avec des étalons de pur sang arabe, notamment du Draa et du Tafilelt, ou importés de Syrie, ont donné d'excellents résultats. Une jumenterie installée à Meknès, composée de juments de pur sang arabe et arabe-barbe, servies par des purs sangs arabes, assure, par sa production, l'entretien des haras marocains en géniteurs de races pures, et des colons, en animaux de bonne origine. Enfin, le cheval marocain étant un cheval de selle, il ne satisfait pas au besoin de l'agriculture ; aussi, pour obtenir des chevaux de trait, on recourt aux croisements avec les bretons qui résistent si bien en Algérie.

Un stud-book a été créé en mars 1914. On y a inscrit les juments susceptibles de fournir un noyau de reproducteurs de choix. Sur 70.000 poulinières, 15 à 20.000 pourront être sélectionnées et réservées à la reproduction.

Des stations de monte ont été créées par le Service des Remontes et des Haras dans les diverses régions du Maroc, notamment à Tema-

ra, près de Rabat et à Mazagan. On en compte actuellement 56 comprenant 500 étalons.

e) *Les mulets*. — On rencontre au Maroc deux catégories de mulets, le mulet de luxe et le mulet commun. Le mulet de luxe, dont la taille va de 1 m. 60 à 1 m. 70 est très cher. Son prix varie entre 1.200 et 1.500 frs

Le mulet commun rappelle celui de Kabylie. Robuste et énergique, il est destiné aux bâts. Mais il est de taille petite, 1 m. 40 ; pour remédier à cet inconvénient et améliorer la race, le Protectorat a fait venir dans ses stations de monte des baudets du Sud-Ouest de la France.

f) *Les chèvres*. — L'élevage de la chèvre se pratique dans la région comprise entre Mogador, Safi et Marrakech, pays broussailleux, impraticable aux moutons qui y détériorent leurs toisons. Noire, rustique et agile, cette chèvre s'y nourrit de brindilles, de lentisques, de faux jujubiers, d'olives sauvages et d'herbes diverses.

La chèvre marocaine offre de grandes ressources par sa viande, sa peau, son poil et son lait. La viande et le lait sont très appréciés des indigènes ; les poils, mêlés à de la laine ou à du poil de chameau, servent à faire des cordes ; les peaux servent à faire des outres pour le transport de l'eau ; salées ou préparées elles font l'objet d'un important commerce d'exportation avec l'Europe.

g) *Les volailles*. — Il existe au Maroc des volailles en grande abondance. Les poules marocaines sont de petite taille, nerveuses et bonnes pondeuses.

Les œufs, petits, sont achetés par des courtiers dans les douars et sur les marchés de l'intérieur, puis amenés dans les ports de Mazagan et de Casablanca. Ils sont exportés en Europe, ou ils servent à la fabrication des biscuits.

h) *Les autruches*. — Il convient enfin de signaler les heureux essais de l'élevage de l'autruche au Maroc (autrucheries de Meknès et de Marrakech). Les plumes de ces animaux sont un excellent revenu et seront une grande ressource pour la France, qui achète à elle seule, les trois quarts de la production mondiale.

La mise en valeur. — Qu'il s'agisse d'agriculture ou d'élevage, éléments essentiels des ressources naturelles du Maroc, d'importantes améliorations ont été apportées depuis l'établissement du Protectorat.

L'œuvre d'enseignement de la Direction de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ; les primes et encouragements officiels de toutes sortes (primes à la moto-culture, à l'élevage, prêts de semences) ; les 45 sociétés indigènes agricoles de prévoyance, de secours

et de prêts mutuels (prêts en argent ou en nature) créées et organisées par les dahirs des 26 mai 1917, 12 avril 1920 et 28 novembre 1921 ; les sociétés d'assurances mutuelles agricoles (dahir du 30 octobre 1920) créées à Berkane (Caisse du Maroc oriental), à Casablanca (Caisse du Maroc Sud), à Rabat (Caisse du Maroc Nord) et rattachées à la Caisse Centrale de réassurance des mutuelles de l'Afrique du Nord à Alger ; les Chambres d'Agriculture (Rabat et Casablanca) et les Chambres mixtes de commerce, d'industrie et d'agriculture (Marrakech, Fez, Meknès, Mazagan, Safi) ; le Crédit Agricole ; les warrants agricoles ; les procédés modernes et l'outillage perfectionné (tracteurs agricoles utilisés par les exploitations européennes), ont fait beaucoup auprès des indigènes, à l'esprit pratique, et qui s'ouvrent volontiers aux progrès qu'apporte la Puissance protectrice.

Le *Crédit Agricole* a été institué et organisé par le dahir du 15 janvier 1919 pour aider le colon et le protéger, par suite, contre les prêteurs usuriers (crédit mutuel à court terme ou à long terme). A la base de cette organisation, se trouvent les Caisses locales, qui font directement avec leurs membres les opérations du Crédit Agricole ; au-dessus, se trouvent les Caisses Centrales, qui escomptent les effets souscrits par les membres des Caisses locales et endossés par elles et qui reçoivent de l'Etat marocain des avances sans intérêt ; enfin, des Sociétés Coopératives, créées par ce dahir, sont obligées de s'adresser à ces Caisses Centrales pour obtenir des avances de fonds de l'Etat.

Trois Caisses Centrales ont été fondées : l'une, pour le nord du Maroc, l'autre pour le sud du Maroc et la dernière pour le Maroc Oriental. Sept Caisses locales se sont constituées à Rabat, Kénitra, Meknès, Petitjean, Casablanca, Mazagan, Marrakech. Des coopératives se sont créées à Petitjean (battages), à Sidi Sliman, à Rabat, à Marrakech (huiles).

La Direction de l'Agriculture a établi des *Jardins d'Essais*, dans lesquels il est procédé à des recherches sur les cultures fruitières et potagères, sur les essences de boisements et d'agréments, sur les meilleures variétés de graines à employer, à Rabat, Meknès, Marrakech, Mazagan et Sefrou.

La Direction a également établi des *Fermes Expérimentales*, à Fez (céréales), à Mazagan (plantes fourragères, cultures arbustives, moutons), à Marrakech (cultures irriguées, olivettes, tabacs), à Casablanca (vignes, cultures maraîchères, élevage du porc), à Oudjda (mulets) ; une bergerie à Oued Zem, des autrucheriers à Meknès et à Marrakech.

Par la création du *Service de l'Hydraulique et des améliorations agricoles*, en 1916, la Direction de l'Agriculture a entrepris l'inventaire des ressources en eau du Maroc et leur meilleure utilisation pour le développement agricole et industriel du pays. Des travaux de dessèchement (zone côtière) sont à exécuter ; on en a déjà effectué dans les terres marécageuses de l'oued Fez. Il en est de même pour l'irrigation ; plusieurs milliers d'hectares actuellement déshérités pourraient ainsi devenir très fertiles (Région de Guerçif, du Sous, du Haouz, du Tadla).

Une des preuves de la vitalité croissante du Maroc a été fournie par les *Concours agricoles* qui ont lieu chaque année dans les diverses localités ; par les Concours laitiers et beurriers ; par les expositions et foires marocaines. Dans les pavillons édifiés par les différentes régions, lors de l'exposition de Casablanca, en octobre 1918, et des foires de Fez, en 1916 et de Rabat, en 1917, on fut émerveillé par les produits. On vit, notamment, aux sections de l'élevage, les superbes résultats obtenus par la sélection des moutons, par exemple, pesant de 60 à 70 kgs dont la toison pesait 2 k 500 à 3 kgs et de beaux porcs de 120 kgs.

L'élevage, quel que soit l'espèce auquel il se rapporte, est une des formes d'exploitation du sol demandant le moins de main-d'œuvre, présentant moins d'aléas que la grande culture et offrant même des résultats meilleurs que l'agriculture. Ainsi, une publication de la Direction de l'Agriculture montre l'exemple d'une première année d'exploitation où, pour un capital de 20.000 fr. (troupeaux de vaches), tous les frais étant couverts par les recettes, ce capital fut rémunéré par un revenu net de 8 % ; les deux années suivantes, par un même revenu, plus des bénéfices de 3.470 frs et 4.352 frs. Un troupeau de moutons bien nourri et bien abrité rapporte 25 % environ du capital qu'il représente. Un troupeau de porcs élevé dans le Gharb a rapporté pour un capital de 5.000 frs. un revenu net de 6.005 frs.

Qu'il s'agisse d'élevage ou d'agriculture, l'exploitation par le colon se pratique surtout actuellement par associations avec l'indigène (contrats d'association agricole). Le colon fournit à celui-ci, par exemple, un troupeau ou des semences ; l'indigène doit faire valoir le troupeau ou justifier des semences par les récoltes ; son travail lui donne droit à une part des revenus.

Mais l'exploitation directe, avec les procédés modernes (moto culture), donne des revenus beaucoup plus élevés que l'association avec l'indigène. L'association agricole avec l'indigène est le propre des simples particuliers, l'exploitation directe est celui des grandes sociétés.

§ 4. — *La Colonisation Urbaine au Maroc.*

La construction des villes nouvelles. — *Le programme du Protectorat.* — Pour le négociant, l'homme d'affaires, les grandes entreprises, il y a, au Maroc, d'importants centres urbains susceptibles d'attirer les professions de toutes sortes. Ce ne sont donc pas seulement la campagne, les richesses du sol et de l'élevage, les exploitations agricoles qui ont attiré les colons vers le Maroc.

C'est surtout vers ces centres urbains que s'est portée la colonie européenne. Pour elle, on a édifié des quartiers nouveaux, des cités nouvelles, bien à part des quartiers indigènes, que la politique du Protectorat a tenu à conserver avec leur aspect traditionnel. Dans les villes indigènes, le Protectorat a effectué de nombreux travaux ; les quartiers ont subi des travaux d'assèchement et d'assainissement, comme la construction d'égouts ; les rues principales ont été rectifiées, tout en leur conservant leur couleur locale ; les remparts ont été entourés de grands boulevards.

Le nombre si considérable d'immigrants, débarqués au Maroc dans un laps de temps aussi restreint, devait inévitablement avoir pour conséquence immédiate une terrible crise du logement.

Casablanca en ressentit la première les contre-coups les plus durs. C'était là le seul port que le hasard avait fait choisir comme point de départ du débarquement des troupes d'occupation et par la suite de toutes les initiatives colonisatrices. Devant une semblable affluence, la ville indigène ne pouvait être que submergée. Les Européens débordèrent aussitôt. Ils plantèrent leurs tentes hors de ces remparts, à l'intérieur desquels vivait une population hostile à l'étranger ; loin de ces rues étroites et tortueuses, où l'on ne pouvait circuler qu'avec beaucoup de difficultés ; loin de ces maisons arabes, où tout confort et toute hygiène faisaient complètement défaut ; loin de ces quartiers, qui n'étaient en réalité que de véritables nids d'épidémies, de véritables foyers de propagation infectieuse. Des baraques en bois et en tôles ondulées auxquelles se mêlèrent bientôt des édifices en pierre ou en ciment, s'élevèrent ensuite et remplacèrent en partie les pittoresques campements de toiles grises. Cet étrange amalgame de toiles, de bois et de pierres annonçait des villes futures. Mais ces constructions nouvelles poussaient de-ci de-là, au hasard, sans aucune méthode, sans aucun plan, avant même que les rues et les places fussent tracées.

Il fallait donc que le Protectorat fit encore sentir ici son influence bienfaisante, qu'il intervint dans la construction des grandes cités à venir. On ne pouvait décemment toucher à la ville indigène, la détruire

pour la reconstruire. Il fallait, au contraire, ne pas blesser les sentiments des populations en respectant, avec leurs coutumes, les foyers de leurs ancêtres. Laisser au Maroc son caractère marocain, telle fut la devise du Protectorat Français. Celui-ci s'est toujours efforcé, depuis, de suivre cette ligne de conduite. On ne peut que l'en louer. C'est un des meilleurs procédés de pacification. Les Espagnols peuvent le prendre en exemple pour la pacification et l'administration de leur zone dont ils ne tiennent encore solidement que certains points de la côte, alors que la zone française est aujourd'hui à peu près entièrement pacifiée et en plein développement économique.

En accord avec son principe, le Protectorat décida que chaque ville européenne serait tracée en dehors de la ville indigène, avec tous les moyens les plus récents de l'urbanisme, afin de pouvoir répondre aux besoins modernes d'hygiène, de sécurité, de circulation et d'esthétique.

Ces moyens furent l'alignement, le plan d'aménagement et d'extension, les associations syndicales de propriétaires, la surveillance des constructions et des lotissements (dahir du 16 avril 1914).

a) En ce qui concerne l'alignement, il a été interdit de bâtir sur les terrains frappés d'alignement.

b) Le plan d'aménagement et d'extension de chaque ville a établi la largeur, la direction et le profil des voies existantes et des voies futures. Il a fixé l'emplacement, l'étendue et la disposition des jardins ou parcs, réserves boisées et espaces libres à créer. Il a défini les servitudes à établir dans l'intérêt de la sécurité publique, de l'hygiène, de la circulation et de l'esthétique. Il a interdit enfin (dahir du 30 juin 1916) de détruire les arbres à l'intérieur des villes et dans un rayon de 5 km. ; mesure excellente dans un pays où les arbres constituent une rareté, tout au moins ailleurs que dans la montagne.

c) Le dahir du 12 novembre 1917 a autorisé la création d'associations syndicales de propriétaires, en vue de la réalisation du plan public d'alignement et d'extension ou du lotissement des propriétés, ou de l'aménagement et de l'entretien des voies privées.

d) Des règlements de voirie (3 juillet 1916) ont déterminé les conditions à remplir pour que les constructions présentent toutes les garanties d'hygiène, de sécurité et d'esthétique. Toute personne qui veut faire bâtir doit demander aux Services Municipaux, l'alignement et le nivellement de la voie à sa propriété ; prendre connaissance du plan d'aménagement et d'extension, afin de connaître les servitudes éventuelles ; déposer une demande en autorisation de bâtir, en y joignant des plans de la construction à élever.

e) Le lotissement doit être conforme au plan général d'alignement. Les acquéreurs de lots mis en vente doivent se soumettre aux clauses et conditions du cahier des charges.

En conséquence, les villes nouvelles furent tracées avec tous ces moyens de l'urbanisme et en dehors de la ville indigène. Des édifices publics furent construits ; l'eau potable fut amenée, ce fut le cas pour Casablanca, Rabat et Marrakech.

Les villes nouvelles. — a) *Casablanca*. — La ville nouvelle de Casablanca forme une ceinture autour de l'ancienne petite ville indigène. Elle s'étend sur un vaste espace à l'est, au sud et à l'ouest de celle-ci, en suivant le large éventail que forment les routes de Rabat, de Médiouna, de Marrakech, de Mazagan et d'Anfa. Les plans d'aménagement ont été établis par dahirs, suivant les quartiers successivement envisagés. Le plan d'extension de la ville, dont on poursuit activement la réalisation, est appelé à s'étendre sur 2.500 hectares (25.000.000. mq.) avec un front de mer de 7 km.

Le développement de Casablanca se poursuit avec un extrême rapidité : De 1914 à 1921, la longueur des chaussées empierrées ou pavées est passée de 3.400 m. à 120.000 m. ; celle des égouts, de 6.000 m. à 90.000 m. ; la longueur des canalisations pour la distribution de l'eau, de 4.500 m. à 90.000 mètres.

Le nombre des autorisations de construire qui était de 22 en 1914, a constamment augmenté, depuis, dans de fortes proportions, pour arriver à plus de 1.000, en 1921.

Enfin, l'aménagement de Casablanca comprend une ville nouvelle indigène, dont les travaux de construction se poursuivent rapidement. Un vaste caravansérail est terminé ; il a créé autour de lui une activité qui est l'amorce du centre nouveau. Toutes les rues y ont 5 m. de large et seront bordées d'arbres. La partie qui est la propriété des habous est particulièrement bien comprise. Deux mosquées y seront construites. Ce sera la première ville indigène bâtie par des Européens.

Les terrains ont fait l'objet à Casablanca, surtout dans les premières années de l'occupation, de spéculations qui ont dépassé tout ce qu'on pouvait imaginer. Par exemple, des terrains situés entre la route de Rabat et la mer, et achetés en 1907, 1908, quelques centimes le m. carré furent revendus 3 frs en 1909, 25 frs en 1911, 40 frs en 1912, 50, 70, 100 et 125 frs. en 1913, 100 à 150 frs. en 1914. Un terrain, voisin de la gare et du futur port, acheté 0 fr. 05 le mètre carré en 1908, fut revendu 75 frs en 1912, 270 frs en février 1913 et 368 frs en septembre 1913. En 1917, les prix de terrains dans les différents quartiers de la

ville européenne étaient approximativement les suivants au mètre carré :

Avenue de la Gare.....		160 fr.
Avenue du Général d'Amade.....	240 à	300 —
Route de Rabat.....	80 à	100 —
Avenue du Général d'Amade prolongée.....	11 à	15 —
Place administrative, Boulevard de la Liberté.....		80 —
Quartier de la T. S. E.....	8 à	20 —
Quartier El Maarif.....	3 à	5 —
Lotissement de Mers Sultan.....	9 à	25 —

Aujourd'hui, la spéculation a fait hausser les prix dans de telles proportions que le mètre carré a passé, suivant les quartiers, de 3, 9, 11, 80, et 100 frs. à 40, 75, 80, 300 et 650 frs.

b) *Rabat*. — La ville indigène de Rabat, située sur une colline qui domine l'Océan, à l'embouchure et sur la rive gauche de l'oued Bou Regreg, a été envahie, dès le début, par les commerçants européens dans ses rues assez larges (rue El Gza) et sur le grand boulevard (boul. El. Alou) qui se trouve en bordure du cimetière musulman et de la mer.

La ville nouvelle s'est cependant étendue en dehors des remparts. Elle se compose de trois îlots, séparés les uns des autres par de larges espaces couverts de jardins d'orangers et par l'Aguedal qui entoure le palais du Sultan. Le premier secteur de la ville nouvelle, le plus important, est situé au sud de la cité indigène : l'ancienne et la nouvelle Résidence Générale se trouvent dans cette partie de la ville, ainsi que les différents Services, la Cour d'Appel, le Lycée, l'Hôtel des Postes, les Ecoles. Un autre quartier, le quartier de l'Océan, est situé à l'ouest de la ville indigène, en bordure de la mer. Un dernier quartier enfin, se développe à l'ouest de l'Aguedal.

Les terrains compris dans le plan d'aménagement et d'extension n'ont pas subi, avec la même intensité, la fièvre de spéculation qui sévit à Casablanca. Les prix étaient approximativement les suivants en 1917, au mètre carré :

Quartier de l'Océan.....	7 à 18 fr.
Quartier de Sidi Maklouf.....	10 à 20 —
Quartier des Touargas (nouvelle Résidence).....	5 à 15 —
Quartier de la Tour Hassan.....	7 à 13 —
Avenue Dar el Maghzen.....	20 à 40 —

De 5 à 40 frs en 1917, les prix ont passé, en 1921, à 300 frs au maximum le mètre carré.

c) *Salé*. — La ville de Salé ne comporte pas encore de plan d'aménagement et d'extension. Les Européens qui y habitent, au nombre d'un millier, sont logés dans la ville indigène.

d) *Kénitra*. — Kénitra est une ville créée de toutes pièces. Elle constitue un des exemples les plus frappants de l'activité et de l'initiative de nos compatriotes au Maroc. Il n'existait, en 1911, qu'une Kasbah à Kénitra, lorsque le Service des Etapes en fit sa base de ravitaillement de la colonne qui marchait sur Fez. Grâce à son port en rivière, à 17 km. de l'embouchure de l'oued Sébou, débouché naturel des riches régions du Maroc septentrional, une cité de baraques en bois commença à s'élever rapidement, si bien qu'il fut bientôt nécessaire de prévoir un plan pour la future ville européenne. Le plan d'aménagement et d'extension prévoit une agglomération assez étendue limitée au nord par l'oued Sébou, au sud par la future ligne du Rabat-Tanger-Fez et la forêt de la Mamora.

A la différence des autres villes, aucune agglomération indigène ne s'élevant à Kénitra, on a dû créer, à côté de la ville européenne, un centre indigène. Les terrains ont atteint en moyenne, en 1917, le prix de 10 à 18 frs le mètre carré.

e) *Meknès*. — Jusqu'en 1917, les Européens installés à Meknès habitaient dans la ville indigène. En vue de la constitution d'une ville européenne, un dahir du 30 janvier autorisa l'allotissement et la mise en vente de terrains maghzen et habous, situés sur un plateau d'une altitude d'environ 550 m., sain, aéré ; d'un côté, dominant la ville indigène et de l'autre, regardant les oliveraies du massif du Zerhoum.

La ville nouvelle de Meknès date de quatre ans à peine. Les surfaces vendues ou louées atteignent déjà 450.000 mètres carrés ; 166 maisons sont construites et nombreux sont les chantiers nouveaux. Le nombre d'autorisations de construire délivrées depuis janvier 1921 jusqu'en mai 1921, s'élevait à 50. La valeur des constructions particulières achevées dépasse 10.500.000 frs, sans compter 3.000.000 pour les entreprises en cours. La longueur des rues atteint 12.000 mètres ; celle des égouts, 9.500 mètres.

Dans la ville indigène (rue Rouamezine), le prix des terrains a atteint plus de 50 frs le mètre carré. Dans la ville européenne, il a varié de 1 fr. 50 à 3 fr. 50 le mètre carré. Les demandes de lots doivent être adressées par écrit au Chef des Services Municipaux ou au Contrôleur des Domaines ; l'attribution est faite par une Commission présidée par le Commandant de la Subdivision et comprenant le Chef des Services Municipaux, le Contrôleur des Domaines et l'Ingénieur en Chef du Service des Travaux Publics.

f) *Fez*. — Jusqu'en 1916, les Européens installés à Fez vivaient dans la ville indigène (Fez Djedid et Fez Bâli), notamment dans le Mellah

(quartier israélite) et dans le voisinage des jardins de **Bou Jeloud**. C'est là que se trouvent plusieurs hôtels (hôtel de France), la Poste, la Subdivision, les Services des Renseignements, les Services Municipaux, l'hôpital Auvert, les Consulats. Différents dahirs de 1916 et 1917 ont autorisé l'allotissement et la vente des terrains domaniaux destinés à former la ville européenne. Ces terrains sont situés au sud-ouest de la ville indigène, à l'extérieur des remparts, entre le Camp de Dar Debibagh, le Camp de Dar Mahrès et le Mellah. Les prix des terrains varient entre 1 franc 50 et 5 francs le mètre carré, suivant les lots.

g) *Marrakech*. — A Marrakech, un dahir du 14 avril 1913 a autorisé l'allotissement et la vente de terrains maghzen en vue de former la ville nouvelle. Ces terrains sont situés à l'ouest de la ville indigène, entre le Camp de Gueliz, Bab Doukkala et le jardin de la Menara.

La vente des lots a lieu aux enchères devant une Commission d'adjudication, présidée par le Pacha et comprenant le Chef des services municipaux, un délégué du service des domaines et l'Amin el Amelak. Les prix ont varié entre 1 franc et 5 francs le mètre carré.

h) *Mazagan*. — Un dahir du 24 novembre 1916 a établi le plan d'aménagement et d'extension de la ville nouvelle de Mazagan. La ville européenne formera un vaste demi-cercle autour de la cité indigène et s'étendra, en particulier, à l'est, le long de la magnifique plage de sable longue de 2 km et sur les collines qui dominent la ville et le port.

Les prix des terrains ont atteint les chiffres suivants au mètre carré :

	1917	1921
Quartier administratif et commerçant.....	15 a 90 fr.	20 a 15 fr.
Quartier de plaisance.....	5 a 20 —	5 a 50 —
Quartiers industriels nord et sud.....	1 a 4 —	1 a 10 —

i) *Safi*. — Le plan d'aménagement et d'extension de la ville nouvelle européenne de Safi, qui s'étend entre la route de Rabat et celle de Marrakech, est en voie de réalisation depuis le mois d'avril 1921. Le tracé des axes sur le terrain est terminé pour la partie comprise entre la route de Marrakech et la route de Mogador, soit une superficie de 175 hectares ; et pour la partie comprise à l'est de ce premier tracé et au sud de la route de Mogador, jusqu'à l'Océan, soit une superficie d'environ 200 hectares.

Les prix des terrains varient de 20 à 40, 50 et 100 francs.

j) *Mogador*. — Mogador occupe une superficie de 280.000 mètres carrés, elle ne date que de 1760. Cette ville se divise en quatre parties : la Kasbah, où se trouvent la marine et le commerce, la Médina ou ville

arabe et le Mellah. Les terrains, subissant une forte hausse dans la ville indigène (400 à 800 frs le mètre carré), on a dû prévoir le plan d'une ville nouvelle pour la construction de villas européennes et d'un quartier industriel.

k) *Dar bel Hamri*. — La petite ville de Dar bel Hamri est un centre de colonisation situé entre Rabat et Meknès. Au cœur d'une riche région de céréales, c'est, par suite, un gros marché de grains.

l) *Settat*. — Ancien point d'eau sur la route de Casablanca à Marrakech, Settat est un marché important pour le bétail et les céréales.

m) *Petitjean*. — Un centre de colonisation a été créé à Petitjean dans le Gharb, à mi-chemin de Kénitra à Fez, sur les lignes du Tanger-Fez et du Casablanca-Algérie. L'allotissement et la mise en vente de terrains domaniaux ont été autorisés par un dahir du 25 mars 1916. Les lots sont vendus de gré à gré par l'administration des domaines au prix de 0 fr. 25 le mq ; mais l'acquéreur ne reçoit le titre de propriété que quand il a rempli les obligations qui lui sont imposées, par exemple, l'édification dans le délai de 18 mois d'une construction en matériaux durables.

n) *Mechra bel Ksiri*. — Un autre centre de colonisation a été établi à Mechra bel Ksiri, dans le Gharb, dans une boucle de l'oued Sébou, sur la ligne du Tanger-Fez. L'allotissement et la mise en vente de terrains domaniaux ont été autorisés par un dahir du 29 septembre 1916. Les lots sont vendus de gré à gré au prix de 0 fr. 25 le mètre carré ; l'attribution de ces lots a lieu dans les mêmes conditions que pour le lotissement de Petitjean.

o) *Taza*. — L'emplacement choisi pour la future ville européenne de Taza est situé à l'est du camp Girardot, sur une colline qui fait face à la ville indigène. Certains lots ont été vendus de gré à gré par l'administration des Domaines au prix de 2 francs le mètre carré ; mais les ventes ne sont devenues définitives que si les acquéreurs ont rempli les conditions de mise en valeur imposées. D'autres lots ont été loués pour 5 ans ; à l'expiration de ce bail, le locataire a le droit, s'il a rempli les conditions prévues, d'acquérir le terrain au prix moyen de 2 frs le mètre carré.

Le développement des centres urbains. — C'est surtout vers ces centres urbains qu'a afflué la colonie européenne, principalement à Casablanca, à Rabat, à Oudjda et à Kénitra. On y trouve maintenant tout ce qui est nécessaire à l'existence matérielle, notamment des hôtels nombreux et confortables, des magasins bien approvisionnés et, na-

turellement, de nombreux cinémas. Ces villes s'organisent et se développent dans les meilleures conditions. C'est là que s'installent les industries, qui travaillent de plus en plus avec des matières premières du pays. La plupart ont leur administration municipale et leur budget ; ce budget se présente souvent dans des conditions très favorables. Les travaux d'assainissement et de voirie s'y effectuent avec méthode. On y trouve des hôpitaux, des écoles. L'enseignement secondaire y est représenté par les lycées de garçons et de jeunes filles à Casablanca et à Rabat, par un collège de garçons à Oudjda.

Parmi tous ces centres, une part spéciale doit être faite à Casablanca, métropole économique du Maroc. C'est une ville d'une très grande activité.

On y rencontre beaucoup d'industries : des fonderies, des usines de menuiserie mécanique, des ateliers de construction, des briqueteries, d'importantes usines de chaux et ciment, des minoteries, des fabriques de pâtes et biscuits, des imprimeries, etc...

Au point de vue commercial, Casablanca tient le premier rang parmi les ports de la zone française. On comprend quelle fut la rapidité de sa progression, si l'on compare le chiffre de 19 millions de francs du total de ses importations et exportations en 1908, aux 80 millions de 1913, aux 142 millions de 1917 et aux 610 millions de 1921 ; le tonnage commercial de l'année 1912 (184.520 tonnes), à celui de 1917 (224.138 tonnes) et à celui de 1921 (393.605 tonnes) ; le tonnage des navires entrés et sortis pour l'année 1912 (969.420 tonnes), à celui de 1917 (1.233.804 tonnes) et à celui de 1921 (2.127.396 tonnes) ; le nombre de ces navires en 1912 (1.098), à celui de 1921 (2.809).

Enfin, la population s'est accrue avec une rapidité sans exemple. De 35.000 habitants en 1911, elle a passé à 102.000 en 1921 et atteindra avant de nombreuses années le chiffre important de 500.000 âmes. De moins d'un millier d'Européens en 1907, la population européenne a passé à 3.200 en 1908, à 5.700 en 1912, à 20.000 en 1913, à 30.000 en 1914 et à 38.000 en 1921, dont près de 22.000 sont français.

« Il y a là une ville, née en dix ans à peine, une ville de près de cent mille habitants, une ville qui s'est faite un peu comme se firent les villes de l'Ouest-Américain, mais que l'on sent active et vivante et que l'on voit croître comme à vue d'œil.... Il y a là une œuvre d'énergie et d'activité qui fait honneur à ce génie colonisateur qu'on nous a si longtemps refusé. » (Charles DIEHL, *Impressions du Maroc, Afrique Française de décembre 1921*).

Les tableaux ci-dessous permettent d'apprécier la progression de la colonisation urbaine au Maroc pendant les dix ans de Protectorat français. De 300 individus en 1907, la population européenne urbaine s'est élevée aux chiffres de 10.000 en 1911 et de 70.000 en 1921.

POPULATION URBAINE AU 1^{er} JANVIER 1911

	Franç.	Espag.	Ital.	Angl.	Allem.	divers	total
Casablanca.....	3.000	2.000	500	300	100	100	6.000
Oudjda.....	1.500	120	50	5	5	10	1.720
Mazagan.....	150	250	30	110	10	30	580
Mogador.....	80	115	10	25	10	20	270
Safi.....	50	105	10	25	15	5	210
Rabat-Salé.....	50	30	5	5	10	10	110
Fez.....	30	20	5	6	8	6	75
Marrakech.....	10	20	5	10	10	5	60
Meknès.....	»	»	»	2	»	3	5
Autres centres.....	500	300	50	2	2	6	860
Totaux.....	5.370	2.990	665	500	170	195	9.890

POPULATION URBAINE AU 1^{er} AVRIL 1921

	Français	Espagnols	Italiens	Anglais	Divers	Total
Casablanca.....	21.579	8.121	6.755	476	833	37.764
Rabat.....	6.308	1.445	1.258	75	160	9.226
Oudjda.....	4.552	2.131	96	1	8	6.788
Kénitra.....	2.224	558	201	6	45	3.064
Meknès.....	1.863	396	193	24	146	2.622
Fez.....	1.891	156	91	26	53	2.217
Marrakech.....	1.494	155	167	42	98	1.956
Mazagan.....	849	271	111	160	53	1.444
Safi.....	699	197	107	101	36	1.140
Salé.....	671	266	64	16	31	1.045
Taza.....	500	259	24	»	2	782
Mogador.....	469	95	36	93	39	731
Settat.....	277	27	47	5	15	376
Azemmour.....	77	7	5	»	47	133
Sefrou.....	56	»	»	»	7	68
Totaux.....	43.509	14.114	9.155	1.025	1.573	69.356

On peut estimer à environ 80.000 le nombre des Européens résidant, en 1922, dans la partie du Maroc qui constitue actuellement la zone française. Cette population étrangère, fixée principalement dans les villes, se répartit entre les Français, les Espagnols, les Italiens, les Anglais, les Grecs, les Portugais et les Suisses.

A cette population européenne urbaine, s'ajoute une population marocaine urbaine, évaluée à 500.000 âmes environ. Elle se répartit de la façon suivante dans les principaux centres.

	Musulmans	Israélites	Total
Marrakech.....	126.875	11.043	137.918
Fez.....	61.639	7.684	68.323
Casablanca.....	48.790	15.136	63.926
Meknès.....	28.207	5.763	33.970
Safi.....	21.734	3.522	25.256
Salé.....	20.654	2.500	23.154
Rabat.....	18.723	3.004	21.727
Mazagan.....	16.861	3.190	20.051
Mogador.....	10.080	9.487	19.567
Oudjda.....	14.154	1.391	15.545
Azemmour.....	13.155	746	13.901
Sefrou.....	4.970	3.129	8.099
Kénitra.....	6.229	145	6.374
Settat.....	4.258	970	5.228
Taza.....	4.650	26	4.676
Totaux.....	399.979	67.736	467.715

Voici à présent les chiffres de la population urbaine des principaux centres, en y comprenant les indigènes et les Européens :

Casablanca la grande ville européenne et la métropole commerciale du Maroc occidental, compte 101.690 habitants, dont 37.764 Européens (21.579 Français) et 63.926 Marocains. Le développement de Casablanca est si rapide que ces chiffres atteindront et dépasseront bientôt ceux d'Alger et de Tunis, Tunis compte une population de 172.000 habitants, dont 98.805 indigènes (79.175 Musulmans et 19.030 Israélites) et 73.775 Européens (22.206 Français, 42.592 Italiens et 7.379 Maltais). Alger, capitale de l'Afrique du Nord, renferme 206.600 habitants (148.000 Européens dont 100.000 Français).

Rabat, siège de la Résidence Générale et des Services centraux, renferme 30.953 habitants, dont 9.226 Européens (6.308 Français) et 21.724 Marocains.

Kénitra, au nord, dont on connaît le rapide développement tout à fait comparable à celui de certaines cités américaines, compte déjà 9.438 habitants, dont 3.064 Européens (2.224 Français) et 6.374 Marocains.

Les villes de la côte méridionale comptent respectivement :

Mazagan : 21.495 hab., dont 1.444 Européens et 20.051 Marocains.

Safi : 26.936 hab., dont 1.140 Européens et 25.256 Marocains.

Mogador : 20.299 hab., dont 732 Européens et 19.567 Marocains.

Dans l'intérieur, les grandes villes indigènes dépassent parfois en importance numérique les villes de la côte :

Meknès, dont le Maréchal Lyautey inaugurerait récemment la nouvelle ville européenne, atteint 36.592 habitants. Les Européens figurent dans ce total pour 2.622, dont 1.863 Français, et les Marocains pour 33.970.

Fez, dont on évaluait jusqu'à présent la population à plus de 100.000 hab., ne compte guère plus de 70.000 âmes. Le dernier recensement, de mars 1922, en supposant que ses résultats soient certains, montrent combien l'estimation courante était exagérée. La cité de Moulay Idriss ne renferme, en effet, que 70.540 hab., dont 2.217 Européens (1.891 Français) et 68.323 Marocains.

Marrakech reste ainsi la plus grande ville indigène du Maroc. On y compte 139.874 hab., dont 1.956 Européens (1.494 Français) et 137.918 Marocains. Mais les chiffres relatifs aux indigènes ressemblent beaucoup à des évaluations calculées par approximation, ce qui oblige à croire que le total fourni par le dernier recensement ne représente pas très exactement le chiffre réel de la population de la grande capitale du Sud.

TABLEAU DE LA POPULATION URBAINE EN 1921

	Marocains	Européens	Total	
Marrakech	137.918	1.956	139.874	habitants
Casablanca	63.926	37.764	101.690	—
Fez	68.323	2.217	70.540	—
Meknès	33.970	2.622	36.592	—
Rabat	21.727	9.226	30.953	—
Safi	25.256	1.140	26.396	—
Salé	23.154	1.048	24.202	—
Oudjda	15.545	6.788	22.333	—
Mazagan	20.051	1.444	21.495	—
Mogador	19.567	732	20.299	—
Azemmour	13.901	166	14.037	—
Kénitra	6.374	3.064	9.438	—
Sefrou	8.099	63	8.162	—
Settat	5.228	371	5.599	—
Taza	4.676	785	5.461	—
Totaux	467.715	69.356	537.071	—

Le développement rapide et constant de ces centres urbains est un indice certain des bons résultats de l'œuvre colonisatrice de la France au Maroc.

Le mouvement d'immigration vers le Maroc. — Avec le débarquement des troupes d'occupation en Chaouïa en 1907, arrivèrent les premiers immigrants. Jusqu'alors, quelques 200 à 300 commerçants ou ouvriers seulement constituaient l'élément européen au Maroc.

Mais c'est surtout depuis l'époque où notre établissement dans l'Empire Chérifien fut définitif, c'est-à-dire depuis 1912, date à laquelle l'influence de la France fut confirmée et consacrée par le Traité de Protectorat, que le flot des immigrants se fit de plus en plus dense et de plus en plus rapide. Italiens, Espagnols, Français, Anglais et Alle-

mands vinrent déferler sur les côtes atlantiques pour y tenter la fortune.

Casablanca les reçut dans son port, pour ensuite les voir se fixer dans la ville, ou se diriger vers des destinations plus lointaines : soit d'autres cités, soit même le bled, pour ceux que n'effrayait pas le danger d'une colonisation encore incertaine, en raison d'une pacification difficile, pacification qui ne devait que pas à pas soumettre des tribus rebelles ou hostiles.

Beaucoup s'établirent à Casablanca ou dans le voisinage, sous la protection de nos fusils, dressèrent une échoppe avec quelques articles d'importation, ou commencèrent de défricher les sols à moitié incultes de la campagne environnante.

Les plus audacieux, mais les plus rares, chercheurs d'aventures et de fortune, insouciant du danger et des risques à courir dans des régions insoumises, s'enfoncèrent à l'intérieur du pays et s'arrêtèrent à Meknès, Fez ou Marrakech. C'est ainsi, qu'en 1912, lors des événements de Marrakech, il y avait dans cette ville sept Européens, quand le prétendant El Hiba, à la suite d'un mouvement insurrectionnel éclaté dans le sud, se proclama Sultan du Maroc et entra dans la capitale, où il fit prisonnier notre consul et nos compatriotes.

Le courant des nouveaux arrivés alla sans cesse en s'accroissant depuis l'établissement de notre Protectorat. Mais, par suite de la guerre de 1914-1918, le mouvement de l'immigration au Maroc subit un recul important. Ce n'est que depuis la cessation des hostilités qu'il reprit la progression rapide d'avant-guerre.

Le nombre de personnes débarquées à Casablanca, en 1911, était de 3.238. Il passa en 1912 à 9.041, en 1913 à 29.890, en 1914 à 21.863, en 1915 à 14.706, en 1916 à 12.402, en 1917 à 19.582, en 1918 à 22.139 en 1919 à 31.797, en 1920 à 27.796.

De 1915 à 1920, c'est-à-dire pendant six ans, sur 128.422 personnes débarquées à Casablanca, 34.026 y vinrent pour s'y établir et, parmi ces derniers immigrants, on comptait 20.474 Français.

Ainsi, le gros contingent de l'immigration est fourni par la France. Contrairement à ce qui se produit en Tunisie et en Oranie, c'est par des Français que se fait le peuplement européen du Maroc.

Enfin, par l'étude des statistiques, on constate que l'immigration est surtout active. On ne voit pas débarquer au Maroc le troupeau d'immigrants misérables ou mêmes indésirables, qui échouent sur les quais de New-York ou de Buenos-Ayres. Les immigrants du Maroc sont des directeurs de travaux, des négociants, des agriculteurs, des

ouvriers du bâtiment et des ouvriers d'usines, qui viennent diriger la mise en valeur du pays, ou simplement y contribuer. Les Français tiennent la tête : 78 % des agriculteurs, 80 % des entrepreneurs et industriels, 70 % des ouvriers d'usines sont Français.

Alors qu'en Tunisie, les Français (55.000) sont écrasés sous le nombre par 85.000 Italiens, dont beaucoup ont racheté la terre depuis la guerre, au Maroc, l'élément français conserve la première place : 50.000 Français contre 30.000 étrangers.

Pour être complet en cette matière, il est intéressant d'indiquer la place importante du Maroc français par comparaison à la superficie et à la population de nos principales possessions : l'Algérie, la Tunisie, l'Afrique Occidentale Française (1), l'Afrique Equatoriale Française (2), Madagascar, l'Indo-Chine (3) et la Syrie (4).

(1) L'Afrique Occidentale Française, capitale Saint-Louis, comprend le Sénégal, la Mauritanie, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Soudan Français, la Haute-Volta, le Niger et le Togo (pays à mandat dévolu à la France par le traité de Versailles du 28 juin 1919). Parmi les 13.177.516 indigènes, on ne compte que 25.000 citoyens français.

(2) L'Afrique Equatoriale Française, capitale Brazzaville, comprend le Gabon, le Moyen-Congo, l'Oubangui-Chari, le Tchad et le Cameroun (pays à mandat).

(3) L'Indo-Chine, capitale Saïgon, comprend la Cochinchine, le Tonkin, le Laos, l'Annam, le Cambodge et le territoire de Kouang Tchéou-Wan.

(4) La Syrie, pays à mandat, confié à la France par les accords de 1916, par la Conférence de San Remo et par les accords franco-anglais de 1919, a été divisée, au lendemain de la chute de l'Emir Fayçal le 24 juillet 1920, en Etat du Grand Liban, capitale Beyrouth, ville de 200.000 habitants; Etat de Damas, capitale Damas (ville de 400.000 habitants); Etat d'Alep et Sandjak autonome d'Alexandrette, capitale Alep (300.000 habitants); Territoire autonome des Alaouites, capitale Lattakié; Gouvernement du Djebel Druze, capitale Soueïda.

La Syrie est un pays à mandat : les Représentants nationaux gouvernent et administrent; le Haut-Commissaire de la République Française, Commandant en Chef de l'Armée du Levant (Général Gouraud, novembre 1919-avril 1923, puis Général Weygand) et ses Délégués conseillent et guident. La collaboration franco-syrienne s'attache surtout à la mise en valeur des richesses naturelles du pays et au développement du travail commercial et des intérêts économiques.

La Syrie, pays de production et de transit, offre des débouchés intéressants à l'industrie et au commerce français. La valeur économique actuelle de la Syrie se représente par les chiffres suivants : population, 2.700.000 habitants; superficie, 15 000.000 hectares (superficie cultivable, 4.000 000 hect.; cultivée, 965.000 hect.; irrigable, 400.000 hect.; irriguée, 65 000 hect.; forêts, 180.000 hect.); production de blé et orge, 4.500.000 quintaux; de coton, 20.000 quintaux; de soie, 3 000; d'huile, 133.000; de laine, 45.000; moutons et chèvres, 2.450.000 têtes; routes, 1.100 kilomètres; chemins de fer, 961 kilomètres; mouvement commercial, 650.000.000 francs.

Les dépenses faites par la France en Syrie pour les Services civils, qui étaient, en 1920, de 185 millions de francs, ont été réduites, en 1921, à 120 millions; en 1922, à 50 millions; et en 1923, à dix millions.

La Syrie est un pays de tourisme. Beyrouth, Damas, Alep, Tripoli, Aley, Sofar et les différentes stations d'été du Liban, avec leurs palaces modernes, sont des centres d'excursion, permettant de visiter, en chemin de fer ou en automobile, les vestiges des grandes civilisations qui ont marqué la Syrie de leur empreinte (Baalbeck, Palmyre, Tyr, Sidon, Byblos, les Châteaux des Croisés, etc..)

Certes, une comparaison rationnelle avec les diverses provinces algériennes ou avec la Tunisie notamment, est à cet égard malaisée. En effet la France n'est au Maroc que depuis 1907 (entrée à Oudjda et débarquement de Casablanca) ; l'occupation de Fez date de 1911, le traité de Protectorat et la prise de Marrakech, de 1912 seulement ; alors qu'elle est en Algérie depuis 70 à 80 ans selon les régions et que depuis 40 ans, elle protège le royaume des Beys où, dès 1881, 20.000 Européens étaient déjà installés.

Quoiqu'il en soit des raisons des inégalités dans le peuplement franco-européen des différentes parties de l'Afrique du Nord, voici les principaux résultats du recensement pratiqué, en 1921, de Tunis à Agadir : 11.262.560 habitants, dont 10.067.344 Musulmans, 128.000 Israélites et 1.067.216 Européens.

La présence parmi ce million d'Européens de plus de 727.000 Français est un événement capital, qui différencie ethniquement et politiquement notre Afrique du Nord de la Tripolitaine ou de l'Egypte.

a) Le tableau de recensement de l'Algérie, (mars 1921), dont la superficie est de 650.000 kmq. indique une population de 5.802.464 habitants, (831.040 Européens), au lieu de 5.492.569 en mars 1911, soit une augmentation de 309.895 individus.

Ce total se répartit en 5.256.420 individus pour les Territoires du Nord (départements d'Alger, d'Oran et de Constantine) et en 546.044 habitants pour les Territoires du Sud, (Aïn Sefra, Ghardaïa, Tougourt, Oasis sahariennes). Dans ce total, on compte 824.429 Européens et 4.431.991 indigènes pour l'Algérie du Nord : la population européenne y a augmenté, en dix ans, de 21.155 unités, soit 2,69 % contre 2,48 % pour la population indigène ; la population totale de l'Algérie du Nord a augmenté de 2,51 %.

b) Les résultats globaux du recensement de la Régence de Tunis, en mars 1921, (140.000 kmq), ont donné le chiffre suivant : 2.095.096 âmes, au lieu de 1.850.000 en décembre 1911, d'où une augmentation de 245.096 individus.

Dans ce total, entrent 1.938.920 indigènes, dont 1.891.280 musulmans et 47.640 israélites.

Le recensement de la population européenne se présente de la façon suivante, pour l'ensemble du Protectorat : 156.176 individus, au lieu de 148.476 en 1911, d'où une augmentation de 7.700 unités. La population se répartit entre 54.477 Français, au lieu de 46.044 en 1911 (gain 8.433) ; 84.819 Italiens, au lieu de 88.080 en 1911 (pertes 3.263) ; 13.509

Maltais, au lieu de 11.300 en 1911 (gain 2.209) ; 644 Espagnols ; 920 Grecs ; 1.887 autres Européens.

Les habitants français étant en augmentation de 8.433 et l'augmentation de la population européenne n'étant que de 7.700, il faut conclure de ces chiffres que les éléments européens non français ont légèrement diminué et que toute l'augmentation constatée (7.700) est due à un accroissement de la population française, résultat dont il y a lieu de se féliciter.

Tableau de la superficie et de la population des possessions françaises, au 31 mars 1923 (a)

		SUPERFICIE	POPULATION			
		kilomètres carrés	Total	Indigènes	Blancs et assimilés	
					Etrangers	Français
Afrique	Maroc.....	420.000	3.365.000	3.285.000	30.000	50.000
	Algérie.....	650.000	5.802.464	4.971.424	208.269	622.771
	Tunisie.....	140.000	2.095.096	1.938.920	101.699	54.477
	Afrique O. F.....	4.721.717	13.189.453	13.177.516	2.587	9.350
	Afrique E. F.....	2.687.190	5.861.618	5.858.936	882	1.800
	Madagascar et dép	582.180	3.363.351	3.345.685	2.465	15.201
	Réunion.....	2.500	173.190	5.243	158	167.789
	Côte des Somalis .	120.000	64.794	64.458	146	190
Asie	Syrie.....	150.000	2.700.000			
	Indochine.....	710.842	19.108.733	19.091.433	880	16.420
	Indes Franç. (b) ..	515	266.159	265.165	445	549
Océanie	Nelle Caléd. et dép	20.000	47.193	33.021	2.576	11.596
	Océanie Franç. (c).	3.060	31.500	26.350	2.500	2.650
	Nouv. Hébrides (d)	12.000	1.255	352	226	677
	St-Pierre et Miq. .	240	3.918		157	3.761
	Guadeloupe et dép	1.780	229.839			229.839
	Martinique.....	985	244.439		965	243.474
Amérique	Guyane.....	90.000	11.202	2.368	6.055	35.779
Totaux.....		10.313.009	56.792.204	52.065.871	360.010	1.466.323
France.....		550.926	39.280.345			

(a) Chiffres fournis par l'Agence Générale des Colonies (Palais Royal, Galerie d'Orléans 34), et par le Ministère des Affaires Etrangères.

(b) L'Inde française, ou Etablissement Français de l'Inde, comprend les territoires de Pondichéry, chef-lieu de 50.000 habitants ; Chandernagor, Yanaon, Karikal, Mahé.

(c) L'Océanie française, ou Etablissements Français d'Océanie, comprend les îles de la Société (île de Tahiti, 11.000 habitants), les îles Wallis, Marquises, Touamotou, Toubouai, Gambier.

(d) La population totale des Nouvelles Hébrides, Condominium franco-anglais, est évaluée à environ 60.000 habitants (archipel de trente-sept îles dont la mieux exploitée est Vaté).

CONCLUSION

Par ces derniers chiffres, on voit quelle est la place du Maroc dans notre Empire Colonial.

Sur des territoires dont l'étendue totale représente vingt fois sa superficie, la France protège près de soixante millions d'êtres de races diverses. A côté de cet immense capital humain, ce grand domaine offre à la métropole la richesse profuse de matières premières et de denrées de toutes sortes, et la fertilité d'un sol vierge où peuvent croître d'inépuisables cultures. Quel admirable secours, la France ne peut-elle pas attendre de cette vaste richesse économique et humaine.

Le Maroc peut et doit devenir, dans un avenir prochain, une des plus belles parties de cet Empire : quand il sera irrigué, sillonné de routes et de voies ferrées nombreuses, pourvu de bons ports, la production agricole triplera. Les possibilités d'exportation en seront accrues ; la balance commerciale, actuellement déficitaire du fait de l'importation du matériel de premier établissement indispensable à son outillage, s'équilibrera. On peut, dès à présent, prévoir que la valeur des exportations, constituées pour neuf dixièmes par des produits agricoles ou des animaux, atteindra, en année moyenne, celle des importations d'ici cinq ans. Une telle évaluation justifie les espoirs placés sur ce pays.

Dans un discours prononcé le 4 avril 1923 à Rabat, à l'occasion de l'inauguration de grands travaux publics, M. le Maréchal Lyautey s'exprimait dans ce sens : « Demain, en vous rendant à Fez, vous verrez certes bien trop de terres en friche,... mais vous verrez plus encore, et de beaucoup, d'immenses surfaces en pleine culture. Et vous voudrez bien vous rappeler que, ce même parcours, je le faisais pour la première fois, il y a douze ans, à cheval, en huit longues journées, sur des pistes à peine tracées, sans rencontrer, dans l'anarchie et l'insécurité qui désolaient alors le pays, un seul hectare cultivé.... Il y a déjà ici plus de 1.000 colons agricoles cultivant 360.000 hectares,.... »

Le Maroc est désormais lié à notre grand Empire africain, plus particulièrement à l'Algérie-Tunisie. Ainsi est constitué cet immense « dominion » pour lequel nous luttons depuis 1830 et qui doit concourir au relèvement de la France éprouvée.

30 avril 1923

BIBLIOGRAPHIE

(OUVRAGES CONSULTÉS)

- ABOU EL HASSAN ALI EL MAWERDI. *Règles de Droit Public*.
ABOU MOHAMMED SALAH BEN ABD EL HALIM. *Roud el Kartas, Histoire des souverains du Maghreb* (traduction de A. Beaunier, 1860).
PIERRE ALBIN. *Le Coup d'Agadir* (1912).
ALENGRI. *La France et l'Espagne au Maroc* (1921).
ABELARDO MERINO ALVAREZ. *Marueccos* (1921).
EUGÈNE AUBIN, *Le Maroc d'aujourd'hui* (1912).
LOUIS BARTHOU. *La Bataille du Maroc* (1920).
RENÉ BAZIN. *Charles de Foucauld, explorateur du Maroc, ermite au Sahara* (1921).
EL BEKRI. *Description de l'Afrique septentrionale* (traduction de Slane, 1859).
VICTOR BÉRARD. *L'Affaire marocaine* (1905).
STÉPHANE BERGE. *La Justice française au Maroc* (1917).
AUGUSTIN BERNARD. *Le Maroc* (1917). — *La France au Maroc* (1917).
RENÉ BESNARD. *L'œuvre française au Maroc* (1913).
LUDOVIC DE CAMPON. *Un Empire qui croule*.
HENRY DE CASTRIES. *Sources inédites de l'histoire du Maroc de 1530 à 1845* (7 vol. parus de 1905 à 1915).
ANDRÉ CHEVRILLON. *Marrakech dans les palmes*.
LOUIS CROS. *Le Maroc pour tous*.
CHARLES DIEHL. *L'Afrique byzantine* (1896).
THÉOBALD FISCHER. *Marokko* (1903).
CHARLES DE FOUCAULD. *Reconnaisances au Maroc, 1883-1884* (1888).
ANDRÉ FRIBOURG. *L'Afrique latine, Maroc-Algérie-Tunisie* (1922).
LOUIS GENTIL. *Le Maroc physique* (1912).
ARTHUR GIRAULT. *Principes de Colonisation et de Législation coloniale, 3^e partie* (1921).
ADOLPHE GIROD. *Le Maroc* (1914).
J. GOULVEN. *Traité de législation et d'économie marocaines. — Le Maroc* (1919).
ST. GSELL. *Histoire de l'Afrique du Nord dans l'antiquité* (1913).
W.-B. HARRIS. *Morocco that was* (1921). — *Tanger et la zone espagnole* (traduction de Robert Raynaud, 1917).
LOUIS HOLTZ. *Traité de législation marocaine* (1914).
REGINALD KANN. *Le Protectorat marocain* (1921).
IBN KHALDOUN. *Histoire des Berbères et des dynasties musulmanes* (tr. de Slane, 1852-1856).

- LÉON L'AFRICAIN. *Description de l'Afrique* (trad. de Jean Temporal, 1556).
- PAUL LEMOINE. *Mission dans le Maroc occidental* (1904).
- HENRI LORIN. *L'Afrique du Nord, Algérie-Tunisie-Maroc* (1908).
- Commandant LYAUTEY. *Lettres du Tonkin et de Madagascar, 1894-1895*.
- Général LYAUTEY. *Rapport général sur la situation du Protectorat du Maroc au 31 juillet 1914* (1916).
- F. MALET. *Les ressources agricoles du Maroc* (1916).
- JEAN DE MARMOL. *Etats et royaumes de Fez et Maroc, Dahra et Segelmesse* (1667).
- DE MAS LATRIE. *Relations et commerce de l'Afrique septentrionale avec les nations chrétiennes du moyen âge* (1886).
- GABRIEL MAURA. *La Cuestion de Marruecos desde el punto de vista español* (trad. 1911).
- MORAND. *Etudes de droit musulman algérien* (1910). — *Introduction à l'étude du droit musulman algérien* (1921).
- PRÉVOST PARADOL. *La France nouvelle* (1868).
- MAURICE DE PÉRIGNY. *La Ville de Fez, son commerce et son industrie* (1916).
- VICTOR PIQUET. *Les Civilisations de l'Afrique du Nord* (1909). — *La colonisation française dans l'Afrique du Nord* (1912). — *Le Maroc* (1917).
- RAYMOND POINCARÉ. *Les origines de la guerre* (1921).
- ONÉSIME RECLUS. *L'Atlantide ; Pays de l'Atlas, Algérie, Maroc, Tunisie* (1919).
- RÉSIDENTE GÉNÉRALE A RABAT. *La Renaissance du Maroc, dix ans de Protectorat, 1912-1922* (1923). — *Annuaire économique et financier du Maroc, 1917-1918-1919-1920-1921-1922*.
- ROUARD DE CARD. *Les traités entre la France et le Maroc* (1888).
- DE SEGONZAC. *Voyages au Maroc, 1899-1901* (1903).
- JEAN DU TAILLIS. *Le tourisme automobile au Maroc* (1922).
- ALFRED DE TARDE. *Le Maroc, école d'énergie*.
- GUILLAUME DE TARDE. *L'Action économique du Protectorat* (1916).
- ANDRÉ TARDIEU. *La Conférence d'Algésiras* (1907).
- Â. TERRIER ET LADREIT DE LACHARRIÈRE. *Pour réussir au Maroc* (1912).
- JÉROME ET JEAN THARAUD. *Rabat ou les Heures marocaines. — Marrakech ou les Seigneurs de l'Atlas* (1920).
- TISSOT. *Géographie comparée de la province romaine d'Afrique* (1884).
- EZ ZIANI. *Le Maroc de 1631 à 1812* (trad. de Houdas, 1886).
- Annales de Géographie, depuis 1892*.
- Archives marocaines* (publication de la mission scientifique du Maroc, depuis 1902).
- Bulletin du Comité de l'Afrique Française et du Comité du Maroc* (depuis 1904).
- Bulletin officiel du Protectorat de la République Française au Maroc* (depuis le 1^{er} novembre 1912).
- Codes et lois en vigueur dans le Protectorat français du Maroc*.
- Conférences franco-marocaines* (publication du Gouvernement marocain, 1916).

- Recueil de législation et de jurisprudence marocaines* (depuis septembre 1912).
 — *Revue algérienne, tunisienne et marocaine de législation et de jurisprudence* (depuis 1885).
Revue France-Maroc.
Revue du monde musulman (publication de la Mission scientifique du Maroc, depuis 1907).
Revue de France (n° 4 de 1921).

Journaux français et espagnols :

- Journal officiel de la République Française*, du 18 juin 1920.
L'Information, du 19 décembre 1920.
Le Temps, des 25 janvier et 24 février 1922.
El Imparcial, des 1^{er} janvier, 23 avril, 1^{er} et 9 juillet 1921.
A. B. C., des 1^{er} janvier et 26 avril 1921.
La Correspondencia Militar, des 1^{er} janvier 1921 et 30 juin 1922.
El Sol, du 23 avril 1921.
El Tempo, du 9 juin 1921.
La Epoca, des 20 et 23 avril, 24 février 1922.
Heraldo, du 23 avril 1921.
Diario Universal, du 23 avril 1921.
La Libertad, El Liberal, etc...
La Gaceta (Journal officiel espagnol).
Acta del Congreso (publication spéciale donnant le compte-rendu des séances du Parlement espagnol.)

Vu :

Le Président de Thèse

LOUIS ROLLAND

Vu :

*Le Doyen de la Faculté
de Droit*

BERTHÉLÉMY

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de
l'Académie de Paris*

APPEL.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

LA GÉOGRAPHIE DU MAROC

CHAPITRE I. — Une Vue d'ensemble du pays marocain	1
Situation, limites, étendue, population. — Physionomie générale du relief. — Structure géologique	
CHAPITRE II. — Les Régions Naturelles du Maroc	6
§ 1. — <i>L'Atlas Marocain</i>	6
Grand Atlas, occidental et oriental. — Moyen Atlas, Haute Moulouya, Béni M'Tir et Béni M'Guild. — Petit Atlas, Tazeroualt.	
§ 2. — <i>Le Rif et le Déroit Sud Rifain</i>	14
Kebdanas, Rif, Djebalas. — Trouée de Taza	
§ 3. — <i>Le Maroc Atlantique</i>	17
Gharb, plateau de Tanger, plaine du Sebou, plaine de Fez. — Meseta marocaine, Zaër et Zemmour, Chaouïa-Doukkala-Abda, Tîrs, Haha-Chiadma, Haouz. — Sous.	
§ 4. — <i>Le Maroc Oriental</i>	29
Béni-Snassen, plaine des Trifas, plaine des Angad. — Hauts Plateaux, steppes, chotts.	
§ 5. — <i>L'Extrême Sud Marocain</i>	34
Plateaux du Draa, du Tafilelt, du Haut Guir ; djebels Bani et Sarro ; Oasis. — Sahara marocain.	
CHAPITRE III. — L'Hydrographie du Maroc	44
§ 1. — <i>Une vue générale du réseau hydrographique</i>	44
§ 2. — <i>Les principaux cours d'eau</i>	45
Bassin méditerranéen, la Moulouya. — Bassin atlantique, le Sebou, le Bou Regreg, l'Oum er Rebia, le Tensift, le Sous. — Bassin Saharien, le Draa, le Ziz, le Guir.	
CHAPITRE IV. — Le Climat du Maroc	55
Vue d'ensemble. — Température. — Régime des vents. — Régime des pluies.	

PREMIÈRE PARTIE

L'ETABLISSEMENT DU PROTECTORAT FRANÇAIS

CHAPITRE I. — L'Histoire de l'Afrique du Nord dans l'antiquité : Les premières colonisations	61
Origines de la race berbère. — Arrivée des Phéniciens, les Guerres Puniques. — Rôle des rois berbères pendant les guerres civiles de la République romaine. — Colonisation romaine, la Mauritanie Tingitane, les Vandales, l'époque byzantine.	
CHAPITRE II. — L'Apparition de l'Islamisme en Berbérie au VII^e siècle	68
Invasions arabes, le kharedjisme. — Fondation de l'Empire arabe de Fez, les Edrissites.	

CHAPITRE III. — Le Rétablissement de l'Indépendance berbère.	71
§ 1. — <i>L'histoire des dynasties berbères, du XI^e siècle au XVI^e siècle.</i>	71
Almoravides, invasion arabe hilalienne. — Almohades, El Mansour. — Mérinides.	
§ 2. — <i>Les relations et le commerce du Maroc avec les nations chrétiennes au moyen âge ; la colonisation européenne.</i>	75
Relations commerciales, Capitulations. — Colonisation portugaise. — Colonisation espagnole.	
CHAPITRE IV. — Le Maroc du XVI^e siècle à 1830 : les Chérifs.	79
§ 1. — <i>L'établissement des Chérifs au Maroc au XVI^e siècle.</i>	79
Saadiens, le Soufisme. — Filaliens, Moulay Ismaïl.	
§ 2. — <i>Les relations des Européens avec le Maroc.</i>	80
Occupation portugaise, occupation espagnole. — Relations avec la France et avec les autres puissances.	
CHAPITRE V. — Le Maroc de 1830 à 1904 : les premiers traités, la Convention de Madrid (1880).	84
§ 1. — <i>Le règne d'Abd-er-Rhaman (1822-1859).</i>	84
Guerre franco-marocaine de 1844, traité de 1845. — Politique xénophobe du Sultan. — Traité de 1856 avec l'Angleterre.	
§ 2. — <i>Le règne de Mohammed II (1859-1873).</i>	86
Campagnes françaises sur les Confins. — Guerre hispano-marocaine de 1859 ; accord de 1861. — Accords internationaux de 1863 et de 1865.	
§ 3. — <i>Le règne de Moulay-Hassan (1873-1894) : politique active de l'Angleterre</i>	88
Désordres dans le pays. — Politique marocaine de l'Angleterre, Convention de Madrid (1880). — Guerre hispano-marocaine de 1893.	
§ 4. — <i>Le règne d'Abd-el-Aziz (1894-1908) : politique active de la France.</i> ..	91
Embarras financiers du Maghzen. — Politique des accords (1901-1902). Confins marocains.	
CHAPITRE VI. — L'Affaire Marocaine de 1904 à 1905 : Les accords franco-anglais et franco-espagnols.	95
§ 1. — <i>Les accords de 1904 entre la France, l'Angleterre et l'Espagne.</i>	95
Convention franco-anglaise du 8 avril 1904. — Convention franco-espagnole du 3 octobre 1904 ; accords secrets de 1905 et de 1907.	
§ 2. — <i>La question marocaine semblait résolue à notre profit.</i>	97
Entente franco-italienne de 1901. — Programme Delcassé.	
CHAPITRE VII. — L'Affaire Marocaine de 1905 à 1906 : Intervention de l'Allemagne (Tanger et Algésiras).	100
§ 1. — <i>La crise franco-allemande : hostilité à l'accord franco-anglais, le Coup de Tanger</i>	100
Voyage de l'Empereur à Tanger (31 mars 1905). — Démission de M. Delcassé (6 juin 1905).	
§ 2. — <i>La Conférence et l'Acte d'Algésiras.</i>	104
Conférence d'Algésiras (16 janvier 1906). — Acte général de la Conférence (7 avril 1906).	
CHAPITRE VIII. — L'Affaire Marocaine de 1906 à 1912 : Le Maroc International (Casablanca et Agadir).	111
§ 1. — <i>L'accord franco-allemand de 1909, les incidents de Casablanca.</i>	111
Désordres dans le pays. — Incidents franco-marocains, assassinat d'un Français à Tanger, exploits de Raisouli, assassinat du docteur Mauchamp à Marrakech, massacres de Casablanca. — Renvolement d'Abd-el-Aziz par Moulay Hafid (1908-1912). — Affaire des désert-	

teurs de Casablanca (25 septembre 1908). — Convention franco-allemande du 8 février 1909, renonciation de l'Allemagne à toute intervention politique au Maroc. — Accord franco-marocain de 1910. — Accord hispano-marocain de 1910.	
§ 2. — <i>L'accord franco-allemand de 1911, le Coup d'Agadir</i>	119
Guet-apens Nancy-Marchand, siège de Fez par les tribus, notre intervention. — Coup d'Agadir (1 ^{er} juillet 1911). — Traité franco-allemand du 4 novembre 1911, garanties assurées à la France et au commerce étranger.	
CHAPITRE IX. — Le Maroc de 1912 à nos jours : Le Maroc protégé ...	130
§ 1. — <i>Le Traité de Protectorat du 30 mars 1912</i>	130
Accord franco-marocain de 1912. — Débuts du Protectorat, massacres de Fez (17 avril 1912). Résident Général Lyautey. — Abdication de Moulay Hafid (12 août 1912) ; événements de Marrakech, El Hiba.	
§ 2. — <i>Le traité franco-espagnol du 27 novembre 1912</i>	136
Négociations. — Clauses du traité.	
§ 3. — <i>Le traité de Versailles du 28 juin 1919 et le traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919</i>	143
§ 4. — <i>Le règne du Sultan Moulay Youssef</i>	145
Abdication de Moulay Hafid, avènement de Moulay-Youssef. — (Œuvre du Sultan.	
CHAPITRE X. — Le Maroc de 1912 à nos jours : L'Espagne au Maroc et la question de Tanger	148
§ 1. — <i>Les revendications de l'Espagne sur Tanger</i>	184
Accords franco-espagnols de 1904 et de 1912. — Thèse espagnole « Pro Tanger »	
§ 2. — <i>La Campagne « Pro Tanger »</i>	155
Tanger et Gibraltar. — Incidents de Tanger, affaire du câble Tanger-Larache, affaire de la madrague, affaire de l'Abda. — Affaire de la concession du port. — Affaire de l'adjudication des travaux du port. — Question de la souveraineté du Sultan. — Manifestations françaises.	
§ 3. — <i>Pourquoi la France ne peut se désintéresser de Tanger</i>	187
Importance économique de Tanger. — Port de Tanger. — Prépondérance française à Tanger. — Détresse de Tanger, isolement, appel des colonies françaises et étrangères, etc...	
§ 4. — <i>Comment résoudre la question de Tanger</i>	205
Reconnaître d'abord la souveraineté du Sultan à Tanger. — Statut de Tanger, différents projets, thèse anglaise, thèse française. — Prochaine Conférence sur Tanger.	
CHAPITRE XI. — L'Histoire de la Pacification du Maroc	220
§ 1. — <i>Les étapes de l'occupation et de la pacification</i>	220
Première période (1907-1912). — Deuxième période (1912-1914). — Troisième période (1914-1919). — Quatrième période (depuis 1919).	
§ 2. — <i>La méthode du Maréchal Lyautey</i>	239
Combinaison constante de la politique et de la force. — Politique indigène. — Politique de travaux publics.	
CHAPITRE XII. — La Situation sociale du Maroc	249
§ 1. — <i>Le Sultan et le Maghzen avant le Protectorat</i>	249
Cour des Chérifs, personnel administratif, personnel militaire.	
§ 2. — <i>Les grands vassaux du Maghzen</i>	252
Grands Caïds du Sud, Mtougui, Goundafi, Glaoui.	
§ 3. — <i>Les populations du Maroc</i>	256
Berbéres, Arabes, Maures, Juifs, Noirs.	

DEUXIÈME PARTIE

LE PROTECTORAT FRANÇAIS AU MAROC

SECTION I

LA RÉORGANISATION DU GOUVERNEMENT ET DES SERVICES DE L'EMPIRE MAROCAIN

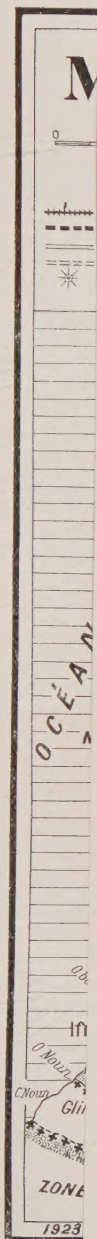
CHAPITRE I. — La Réorganisation politique et administrative: restauration du pouvoir central	267
§ 1. — <i>Le Gouvernement et l'Administration Centrale</i>	268
Le Sultan et le Résident Général. — Le Maghzen central et le Conseiller du Gouvernement Chérifien. — L'Administration du Protectorat, le Délégué à la Résidence Générale, le Secrétaire Général du Protectorat, les Services centraux du Protectorat.	
§ 2. — <i>L'Administration Provinciale : Caïds et Contrôleurs Civils</i>	279
Maintien des anciennes institutions provinciales : les Caïds. — Contrôle de l'administration provinciale : les contrôleurs civils.	
§ 3. — <i>L'Administration Locale : Pachas et Services Municipaux, Medjless</i>	288
L'organisation des municipalités. — Les Pachas et les Services Municipaux. — Les Commissions Municipales ou Medjless.	
CHAPITRE II. — La Réorganisation judiciaire et législative	293
§ 1. — <i>La Justice Chérifienne</i>	293
Le Cadi, l'appel et le Tribunal d'appel du Chraa. — Le Pacha, le Caïd et le Haut Tribunal Chérifien. — Le contrôle de la justice chérifienne.	
§ 2. — <i>La Justice Française</i>	299
Les anciennes juridictions consulaires, la protection. — La législation judiciaire française. — Les juridictions françaises. — Le personnel judiciaire.	
CHAPITRE III. — La Réorganisation financière	316
§ 1. — <i>La situation financière de l'Empire marocain</i>	316
La Dette publique et le Contrôle de la Dette. — Les sources de revenus du Maghzen. — Le budget du Protectorat, le Fonds de réserve.	
§ 2. — <i>Les impôts du Maroc protégé</i>	325
Les impôts directs et les taxes assimilées. — Les impôts et les revenus indirects. — Les produits et les revenus du Domaine. — Les produits des monopoles et des exploitations industrielles.	
§ 3. — <i>Les budgets municipaux</i>	331
Constitution des budgets municipaux. — Ressources budgétaires des municipalités.	
CHAPITRE IV. — La Réorganisation des autres services administratifs	334
§ 1. — <i>L'Enseignement Public</i>	334
Enseignement primaire. — Enseignement secondaire. — Enseignement supérieur et organisation scientifique. — Enseignement professionnel. — Statistique des Ecoles.	
§ 2. — <i>Les Antiquités, les Beaux-arts et les Monuments historiques</i>	341
Rénovation artistique du Maroc.	
§ 3. — <i>La Santé et l'Hygiène Publiques</i>	342
Origines de ce service. — Assistance médicale indigène. — Hygiène générale et spéciale.	

SECTION II

LA REORGANISATION ECONOMIQUE DE L'EMPIRE MAROCAIN

CHAPITRE I. — Les Travaux publics et les Voies de Communication...	347
§ 1. — <i>Les ports du Maroc</i>	347
Les ports de Casablanca, de Rabat, de Kénitra, de Fédalah, de Mazagan, de Safi, de Mogador, d'Agadir. — Les ports méditerranéens. — La Caisse spéciale des travaux publics, l'éclairage des côtes. — Le mouvement général de la navigation.	
§ 2. — <i>Les transports maritimes et fluviaux</i>	359
La marine marchande chérifienne. — Les compagnies de navigation. — Les transports fluviaux.	
§ 3. — <i>Les transports aériens au Maroc</i>	364
La ligne Toulouse-Rabat-Casablanca. — La ligne Casablanca-Dakar. — La ligne Gabès-Agadir.	
§ 4. — <i>Les routes du Maroc</i>	366
Importance du réseau routier marocain. — Les routes du Maroc en 1923.	
§ 5. — <i>Les chemins de fer du Maroc</i>	370
Chemin de fer de Tanger à Fez. — Chemins de fer militaires. — Chemins de fer commerciaux.	
§ 6. — <i>Les postes, télégraphes et téléphones au Maroc</i>	375
Réorganisation du service postal. — Service postal télégraphique et téléphonique.	
CHAPITRE II. — Le Commerce Marocain	378
I. — L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE INTÉRIEUR.	
§ 1. — <i>L'Industrie au Maroc</i>	378
Industries indigènes et industries européennes. — Industrie séricicole. — Industrie de la pêche. — Industrie forestière. — Industrie minière, exploitation des phosphates.	
§ 2. — <i>Le Commerce intérieur du Maroc</i>	398
Le Commerce dans les ports et dans les cités de l'intérieur. — Régime monétaire du Maroc. — Le crédit au Maroc ; la Banque d'Etat. — Les poids et mesures.	
§ 3. — <i>Les efforts du Protectorat dans le commerce et dans l'industrie</i>	404
Service du Commerce et de l'Industrie. — Offices et Bureaux économiques au Maroc. — Offices économiques du Maroc en France. — Chambres de commerce et d'industrie. — Expositions et foires au Maroc et en Europe.	
II. — LE RÉGIME DOUANIER ET LE COMMERCE EXTÉRIEUR.	
§ 1. — <i>Le régime douanier du Maroc</i>	407
Régime douanier maritime. — Régime douanier algéro-marocain. — Régime douanier résultant de la convention franco-espagnole de 1912. — Régime douanier des produits marocains en France.	
§ 2. — <i>Le mouvement commercial du Maroc</i>	415
Commerce total de la zone française. — Commerce par les ports de la zone française. — Commerce par la frontière algérienne. — Commerce avec les principales puissances.	
§ 3. — <i>Les principaux articles importés au Maroc</i>	424
Adaptation aux goûts de la clientèle indigène. — Produits destinés à l'alimentation, à l'habillement ou à la vie matérielle. — Produits destinés à l'outillage économique. — Importations marocaines par la frontière algérienne.	

§ 4. — <i>Les principaux articles exportés du Maroc</i>	434
Importance des exportations marocaines. — Exportations marocaines. — Exportations marocaines par la frontière algérienne.	
CHAPITRE III. — Le Régime Foncier et la Colonisation au Maroc	439
§ 1. — <i>Classification et régime des terres</i>	439
Les biens Maghzen, domaine de l'Etat. — Les biens Habous, biens de main-morte. — Les terres mortes. — Les terres Melk, terres de pro- priété privée ; l'immatriculation foncière. — Les terres Collectives, terres de propriété collective.	
§ 2. — <i>La colonisation agricole ; le programme du Protectorat marocain</i>	453
La colonisation française dans l'Afrique du Nord. — La part de l'admi- nistration marocaine dans la colonisation. — Le développement de la colonisation agricole.	
§ 3. — <i>La mise en valeur, agriculture et élevage</i>	469
Les cultures du Maroc. — L'élevage au Maroc. — La mise en valeur.	
§ 4. — <i>La colonisation urbaine au Maroc</i>	489
La construction des villes nouvelles. — Les villes nouvelles. — Le dé- veloppement des centres urbains. — Le mouvement d'immigration vers le Maroc	
CONCLUSION.....	504
BIBLIOGRAPHIE.....	505
CARTE COMPLÈTE DU MAROC, 1923, offerte par le Comité de l'Afrique française.....	515



Carte extraite de l'Afrique Française.

